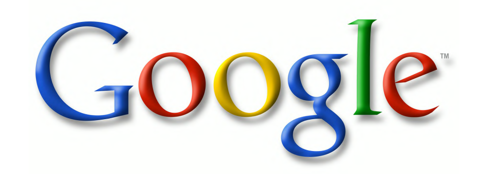
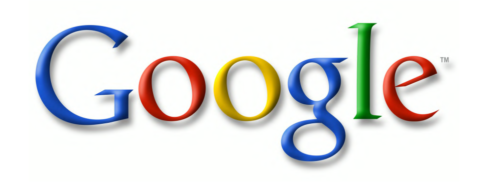
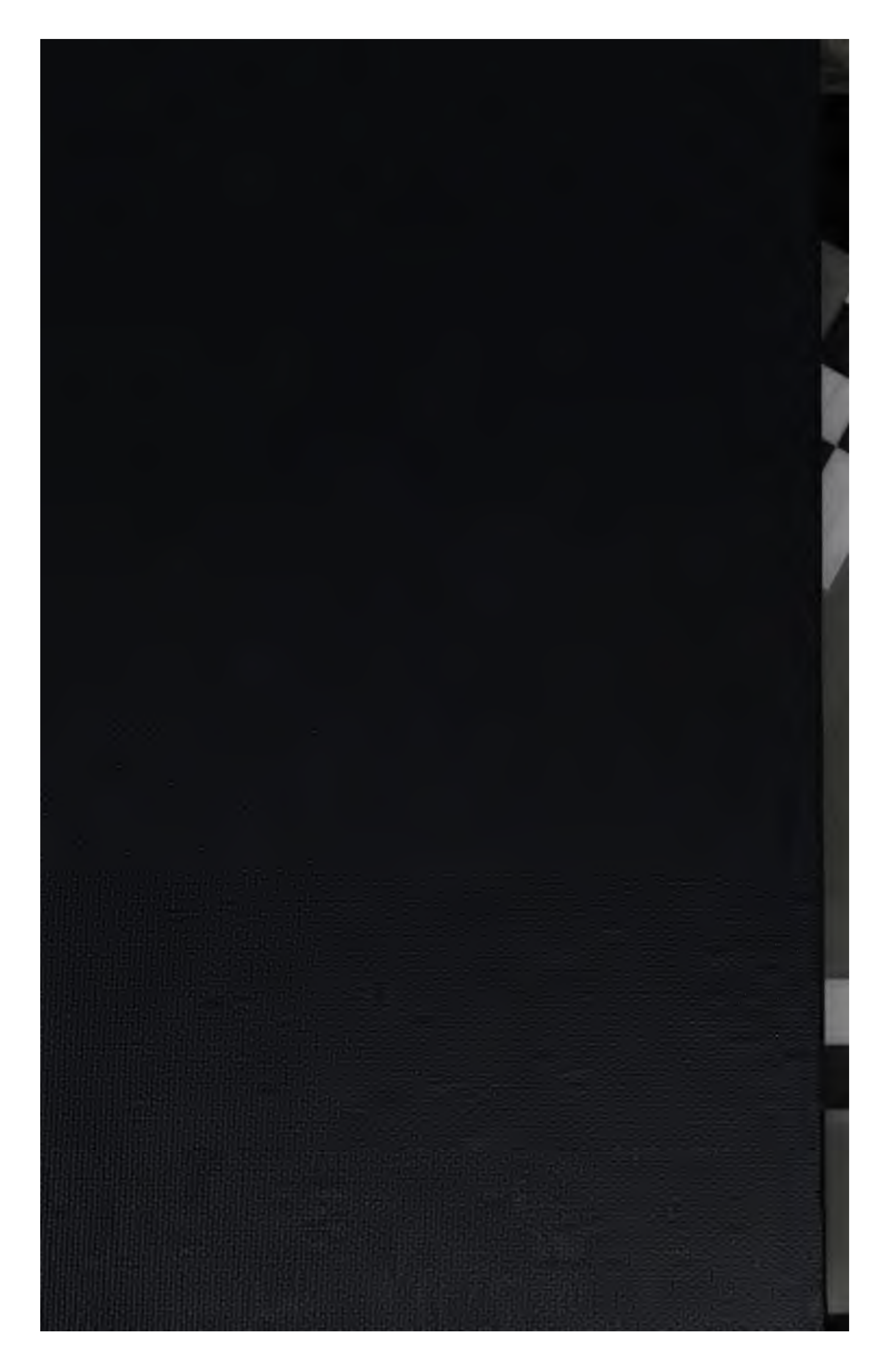








On trouvera des exemplaires complets de cet ouvrage, dans tous les formats, chez Arthus Bertrand, libraire, rue Hautefeuille, n°. 23, à Paris.

L'ART

DE VÉRIFIER LES DATES,

DEPUIS L'ANNÉE 1770 JUSQU'A NOS JOURS;

FORMANT LA CONTINUATION OU TROISIÈME PARTIE DE L'OUVRAGE
PUBLIÉ, SOUS CE NOM, PAR LES RELIGIEUX BÉNÉDICTINS
DE LA CONGRÉGATION DE SAINT-MAUR.

TOME TROISIÈME.

PARIS,
AMBROISE DUPONT ET RO
QUAI DES AUGUSTINS, N°. 3

IMPRIMERIE MOREAU, RUE MONTMA
1826.

CONTINUATION
DE
L'ART
DE VÉRIFIER LES DATES.

ESPAGNE.

SUITE DE LA CHRONOLOGIE HISTORIQUE DES MAURES D'ESPAGNE.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

L'Espagne sous la domination des souverains de l'Afrique.

Nous nous bornerons, dans la chronologie de cette époque, la moins connue, la plus embrouillée, et sans doute la moins intéressante de l'histoire des musulmans d'Espagne, à rapporter les faits principaux, uniquement relatifs à la Péninsule, nous réservant de faire connaître plus particulièrement, dans la chronologie historique de l'Afrique, la dynastie des Al-Moravides et celle des Al-Mohades, qui, l'une et l'autre, ont successivement possédé l'empire de Maroc, dont l'Espagne mahométane fut alors une province,

Dynastie des Al-Moravides (1).

Ier. Abou-Yacoub YOUSOUF NASER-EDDYN.

An de l'hégire 483 (de J.-C. 1090). Yousouf ben Tasch-

(1) En arabe, *Al-Morabethoun.* On verra dans l'histoire d'Afrique,

fyn, deuxième prince de sa dynastie en Afrique, en fut le premier en Espagne. On a vu, sous l'époque précédente, comment la perfidie, plus que la force des armes, lui soumit, depuis l'année 483 (de J.-C. 1090), jusqu'en 495 (1102), les royaumes de Malaga, de Grenade, de Murcie, de Cordoue, de Séville, d'Almerie, de Badajoz et de Valence; en un mot, tout ce qui restait aux musulmans dans la Péninsule, après la perte de Tolède, à l'exception du royaume de Saragoce qui conserva quelques années encore son indépendance. Ce fut en 496 (1103) que le roi de Maroc traversa, pour la quatrième fois, le détroit, avec ses deux fils, Temim et Aly. Charmé de la beauté de ses nouveaux états, il en visita toutes les provinces. Avant de retourner en Afrique, il convoqua une assemblée solennelle de tous les cheikhs de l'Espagne et de tous les gouverneurs et commandants almoravides, y fit reconnaître son deuxième fils, Aly, pour son successeur, et obligea les grands à lui prêter serment d'obéissance, au mois de dzoulhadjah (septembre). Il donna pour conseil à ce prince de confier aux Africains le gouvernement des provinces, des villes et des places-fortes d'Espagne; mais en même tems d'admettre à la garde des frontières du nord et au commandement des troupes contre les chrétiens, les capitaines musulmans indigènes, comme plus accoutumés à combattre les *infidèles*, et de récompenser les braves qui se distingueraient à son service. Il lui laissa dix-sept mille cavaliers, dont sept mille furent destinés pour Séville et pour l'Andalousie occidentale. Ayant lu dans un auteur arabe, que du tems de Mahomet le législateur, les juifs d'Arabie avaient promis que, si le Messie qu'ils attendaient, n'était pas arrivé l'an 500 de l'hégire, leur nation embrasserait l'islamisme, Yousouf, en passant à Lucena, voulut obliger les juifs de se faire musulmans, et ce ne fut qu'à force d'or qu'ils parvinrent à s'en dispenser. Arrivé à Ceuta, ce monarque, épuisé par son grand âge et par les fatigues de la guerre, s'affaiblit progressivement. Transporté à Maroc, l'an 498 (1105), il y mourut dans l'état le plus complet d'affaissement, à la fin de moharrem, 500 (fin de septembre 1106), âgé de cent ans, après en avoir régné près de dix-sept en Espagne, à dater de la conquête de Grenade, ou, seulement, quatre et demi depuis la prise de Valence. Avant d'expirer, il recommanda encore à son

---

la signification et l'étymologie de ce mot et des autres noms qu'on a donnés aux princes de cette dynastie.

fils de vivre en bonne intelligence avec les princes Houdides, rois de Saragoce, qui étaient les remparts de l'islamisme contre les chrétiens sur la frontière des Pyrénées orientales, et de traiter avec beaucoup d'indulgence et d'égards les musulmans espagnols, surtout ceux de Cordoue.

IIe. ABOU'L HAÇAN ALY.

An de l'hég. 500 (de J.-C. 1106). Aussitôt qu'Aly eut pris possession du trône de Maroc et assoupi quelques troubles en Afrique, il vint en Espagne, dès la même année, et reçut, à Algésiras, les hommages des cadhis, des walis, des alcaïds et des savants de la Péninsule. Après avoir pourvu au gouvernement et à l'administration civile et militaire des provinces qu'il y possédait, il retourna en Afrique. L'an 501 (1108), il revint en Espagne pour faire la guerre aux chrétiens. Il remplaça dans le gouvernement du Magreb son frère, Abou-Thaher Temim, par l'ancien wali de Cordoue, Abou-Abdallah ben al-Hadj ; donna au premier le gouvernement de Valence et de l'Espagne orientale, et le chargea de commencer les hostilités du côté de l'Ebre. Temim, ayant levé des troupes à Grenade, vint assiéger Uclès qui était défendue par une forte garnison chrétienne. Alfonse VI, roi de Castille, voulait marcher en personne au secours de cette place ; mais la reine, son épouse, lui ayant représenté que les musulmans n'étaient pas commandés par leur souverain, il se contenta d'envoyer son fils, dom Sanche, avec une armée nombreuse et une brillante suite. A l'approche du jeune prince, Temim songeait à lever le siége et à éviter une bataille ; mais, quoiqu'il n'eût que trois mille cavaliers, outre l'infanterie, ses capitaines le déterminèrent à attendre sans crainte l'ennemi. La valeur triompha du nombre dans cette journée. Les chrétiens perdirent plus de vingt mille hommes, et l'infant demeura parmi les morts. Ce double désastre et la prise d'Uclès qui en fut le résultat, conduisirent, vingt jours après, le roi de Castille au tombeau (1).

---

(1) Il ne mourut qu'un an après, suivant les historiens espagnols, qui, d'ailleurs, sont d'accord avec les auteurs arabes sur l'année et le lieu de cette bataille qu'ils fixent au 29 mai. Mais Condé, dans cet endroit de son *Historia de la dominacion de los Arabes en España*, laisse à deviner si le prince al-moravide avait pris Uclès avant la bataille, ou s'il ne s'en empara qu'après sa victoire. Dombay, dans son *Histoire des rois de Mauritanie*, traduite de l'arabe en allemand, met la prise d'Uclès avant le combat.

L'an 502 (1109), Mohammed ben al-Hadj, par ordre du prince Temim, entra dans les états du roi de Saragoce, sous prétexte de les défendre contre les fréquentes incursions des chrétiens. (*Voyez l'article d'Ahmed II, roi de Saragoce, sous la troisième époque*). Il envahit ensuite et saccagea la Catalogne; mais, en revenant de cette expédition, par des chemins escarpés et des défilés qui lui étaient inconnus, il périt dans une embuscade, où la plus grande partie de ses troupes fut tuée ou resta prisonnière. Le roi de Maroc, informé de cette déroute, envoya le wali de Murcie, Abou-Bekr ben-Ibrahim, ben-Tafelout, qui, après avoir mis à feu et à sang le comté de Barcelonne, et assiégé vingt jours la capitale, revint par les états de Saragoce et battit complètement une armée d'Aragonais et de Catalans, commandée par Alfonse Ier (1).

Aly, jugeant sa présence nécessaire en Espagne, s'y rendit le 15 moharrem 503 (14 août 1109), avec cent mille hommes de cavalerie et 300 mille d'infanterie. Après s'être reposé un mois à Cordoue, il partit pour la ghaziah (la guerre sainte), prit d'assaut la ville de Tabout et vingt-sept forteresses du royaume de Tolède, et répandit par ses ravages une telle épouvante dans le pays, que les habitants des campagnes fuyaient dans les villes et dans les montagnes. Il assiégea Tolède, tailla en pièces les chrétiens dans une sortie et les bloqua dans leurs murs; mais, voyant au bout d'un mois qu'une place aussi forte pouvait résister long-temps, il décampa et alla s'emparer de Magdit (sans doute Madrid), de Guadalajara et de Talbira (probablement Talavera). Il fit passer au fil de l'épée tous les chrétiens de cette dernière ville ; et, satisfait de sa vengeance, il retourna triomphant en Afrique. De son côté, Schyr ou Zeir ben Abou-Bekr, parent du monarque, et gouverneur de l'Espagne occidentale, reprit sur les chrétiens et sur les habitants qui avaient secoué le joug, les villes de Cintra, Jabora, Badajoz, Lisbonne, *Bortucal* (2), et informa le roi de ses succès, en dzoulkadah 504 (mai 1111). Il mourut à Séville,

(1) Les auteurs arabes ne désignent ce prince que par le nom de *Ben-Radmir* (fils de Ramire) : mais il est certain qu'Alfonse était fils de Sanche, par conséquent petit-fils et non pas fils de Ramire I.

(2) Cette ville de Bortucal ou Portugal est citée aussi dans l'*Histoire des rois de Mauritanie*, par Dombay. Son existence, antérieure à l'époque dont il s'agit, semble confirmer l'opinion dominante sur l'étymologie du nom du royaume de Portugal, sans indiquer précisément qu'il soit question de la ville actuelle de Porto, où nous doutons que les Maures aient pénétré, depuis la fin du Xe. siècle. Quant à Jabora, que nous avons ci-dessus prise pour Tavora ou Tavira, il est plus probable que c'est Evora.

dans un âge avancé, l'an 507 (1113), et eut pour successeur Mohammed ben-Fathima, qui gouverna trois ans l'Algarb. En cette année, Mezdeli, wali de Cordoue, fit une invasion dans la Castille, qu'il ravagea jusqu'aux portes de Tolède; et, après avoir détruit les forts de Servand et de Asquena, et massacré tous les chrétiens qui s'y trouvaient, sans distinction d'âge ni de sexe, il battit pendant huit jours, avec toutes sortes de machines, les murs de la capitale; mais l'approche d'une puissante armée, commandée par *Al-Barhanisch* (probablement Raymond-Bérenger III, comte de Barcelonne), l'ayant obligé de décamper, il retourna chargé de butin à Cordoue. Informé que le comte Garcie, seigneur de Guadalajara, assiégeait Médina-Céli, il se mit à la tête d'un corps de cavalerie, et fit une telle diligence, que les chrétiens, saisis d'une terreur panique, abandonnèrent dans leur fuite leurs machines et leurs bagages. Ce vaillant capitaine ayant péri vers la fin de l'année suivante, en combattant pour l'islamisme, le roi de Maroc lui donna pour successeur Mohammed, qui, en voulant venger son père, éprouva le même sort trois ans après, l'an 509 (1115). Une flotte considérable, envoyée par ce monarque, fit rentrer sous sa domination, sans coup férir, les îles Baléares, que les chrétiens évacuèrent, après y avoir commis toutes sortes d'excès et de cruautés (1).

L'année suivante, Abou-Mohammed Abdallah ben-Mezdeli, un de ses généraux, passa de Grenade à Valence avec une nombreuse cavalerie, et alla délivrer Saragoce, assiégée par Alfonse I, qui, après plusieurs combats, fut obligé de retourner en Aragon. Les habitants de cette ville, irrités contre leur souverain, Emad-Eddaulah, qui les avait abandonnés et s'était jeté dans les bras des chrétiens, appelèrent le gouverneur de Valence (2), qui vainquit ces derniers, près de Saragoce, le 4 ramadhan 512 (19 décembre

(1) Suivant les auteurs chrétiens, Raimond-Bérenger III conquit les îles Baléares en 1116, après avoir fait, en 1114, une tentative, qui échoua, parce qu'il fut obligé de lever le siége de Maïorque, pour voler au secours de sa capitale, attaquée par les Maures. Les historiens arabes ne disent rien de ce siége de Barcelonne : mais les espagnols ne parlent pas non plus de l'expédition du comte sur Tolède, que nous venons de rapporter. L'un et l'autre fait n'ont rien d'invraisemblable et nous n'hésitons pas à les adopter.

(2) Ce gouverneur de Valence ne pouvait être Mohammed ben al-Hadj, comme le dit Conde, qui a déjà rapporté sa mort, à l'année 502.

1118), et reçut les soumissions volontaires des musulmans de ces cantons. Mais le roi d'Aragon, secondé par Emad-Eddaulah, tailla en pièces les Maures, près de Saragoce, ainsi qu'Abdallah ben-Mezdeli, leur général, conquit Lérida et quelques autres places de la Catalogne, et rétablit le roi de Saragoce dans sa capitale. Irrité de ces pertes, le monarque africain passa dans la Péninsule, entra dans le Portugal, prit Coïmbre d'assaut, et revint à Ceuta, après avoir laissé pour long-temps des traces de ses affreux ravages. Dans le même temps, son frère Temim, gouverneur de l'Espagne orientale, ayant été joint par son oncle, Abou Yahia ben-Taschfyn, gouverneur de Cordoue, par le wali de Valence (1) et par plusieurs autres capitaines al-moravides, pénétra dans la Catalogne, et livra au roi d'Aragon, près de Lérida, où ce prince avait craint d'être assiégé, un combat meurtrier, dont l'issue fut indécise et la perte égale pour les deux partis. Temim, voyant son armée trop affaiblie, cessa les hostilités et revint à Valence, avec environ dix mille hommes.

Le roi d'Aragon ayant pris Saragoce, l'an 512 (1118), beaucoup de nobles musulmans passèrent à Valence et à Murcie. Dix mille Africains, envoyés par le roi de Maroc, arrivèrent trop tard et rebroussèrent chemin. Fier de sa conquête, Alfonse I remporta, près de Cutanda, le vendredi 19 rabi Ier ou 24 rabi II 514 (18 juin ou 23 juillet 1120), une nouvelle victoire sur les musulmans, qui perdirent vingt mille hommes et plusieurs de leurs généraux, et s'empara de Calat-Ayoub, place importante, d'où il put faire sans péril des incursions dans les provinces voisines. Ces fâcheuses nouvelles déterminèrent la troisième expédition d'Aly en Espagne. Il proclama l'al-djihed et se rendit à Cordoue, à la tête d'une armée innombrable d'Al-Moravides, de Zenates et de Berbers. Ses efforts se portèrent encore sur le Portugal, où il emporta de vive force Coïmbre (2) et plusieurs autres villes, dont il fit massacrer ou charger de fers tous les habitants. Ses ravages, ses cruautés répandaient la terreur dans tout le pays, et forçaient le peuple de se réfugier dans des châteaux ou sur des rochers inaccessibles.

---

(1) Voyez la dernière note ci-dessus.

(2) Conde nomme ici *Sanabria* la ville qu'il nomme ailleurs plus correctement *Colimbria* ou *Calambria*.

Aly était à peine de retour en Afrique, l'an 515 (1121), qu'il fut obligé de revenir en Espagne la même année, pour la quatrième fois. L'indiscipline des troupes al-moravides qui composaient la garnison de Cordoue, les excès en tous genres auxquels elles se livraient impunément chaque jour, ayant soulevé les habitants de cette cité célèbre, ils prirent les armes, tombèrent sur les Africains, mirent en pièces ceux qu'ils rencontrèrent, firent jouer la mine pour pénétrer dans les casernes et dans la citadelle où les autres s'étaient réfugiés, et en passèrent un grand nombre au fil de l'épée. Le roi de Maroc reparut bientôt en Andalousie, à la tête d'une armée formidable, pour y arrêter les progrès de cet incendie: il marcha vers Cordoue, dont le gouverneur vint le joindre avec les troupes qu'il avait sauvées de la fureur des citoyens. Ceux-ci, à l'approche du souverain, fermèrent leurs portes, barricadèrent les rues, et se disposèrent à soutenir un long siége. Toutefois ils assurèrent le roi qu'ils ne s'étaient révoltés que pour résister à l'oppression ; mais que si, instruit enfin de la vérité, ils s'obstinait à protéger les insolents auteurs de leurs maux et de leur désobéissance, ils avaient juré de se défendre jusqu'à la mort. Malgré cette belle résolution, fatigués des incommodités du siége, et des assauts qu'ils avaient déjà soutenus, ils envoyèrent quelques jours après, au monarque, une nouvelle députation pour implorer leur pardon, en faveur du motif qui les rendait excusables. Aly reçut favorablement les députés, fit grâce aux Cordouans et n'exigea d'eux qu'une contribution, pour indemniser les Al-Moravides des pertes qu'ils avaient éprouvées.

Un événement d'une bien plus haute importance troubla bientôt le repos dont ce monarque jouissait à Cordoue, le rappela pour toujours en Afrique et détourna son attention des affaires de la Péninsule : ce fut la révolte d'Abou-Mohammed Abdallah ben-Toumert, surnommé Al-Mahdy, fondateur de la dynastie des Al-Mowahedoun (Al-Mohades), dans la province de Sous, et dont on verra les successeurs enlever aux Al-Moravides l'empire de Maroc et l'Espagne.

Tandis que les forces d'Aly étaient occupées contre les rebelles d'Afrique, ses lieutenants continuaient la guerre avec des succès balancés en Espagne. Les chrétiens, sujets et tributaires des musulmans, y entretenaient, au mépris de leurs serments, des intelligences avec les princes chrétiens, les informaient de la situation du pays, de la force des

places, les excitaient à la guerre, se joignaient à eux et leur servaient de guides. Le suprême cadhi d'Andalousie étant allé lui-même rendre compte de ces désordres au roi de Maroc, l'an 519 (1125), ce prince, afin de prévenir les maux qui pourraient en résulter, assembla son meschouar; et, d'après le plan qui fut adopté, il envoya ordre à tous ses lieutenants, dans la Péninsule, de transplanter en Andalousie tous les chrétiens des frontières, de les disperser parmi les musulmans, et de déporter même en Afrique ceux qui seraient convaincus ou seulement soupçonnés d'avoir favorisé les princes de leur religion. Cette mesure, qui força un grand nombre d'entre eux à vendre leurs propriétés, et qui coûta la vie à plusieurs que la fatigue et le changement de climat enlevèrent à Salé, à Mekinez, etc., servit de prétexte au roi d'Aragon, Alfonse I, pour envahir les provinces musulmanes.

Les chrétiens de Grenade (1) l'avaient invité secrètement à venir dans leur pays, promettant de le rendre maître de toute la côte; mais Alfonse, soit par défiance, soit faute de moyens, ne céda point alors à leurs désirs. Ils insistèrent, et l'assurèrent qu'il pouvait compter sur douze mille hommes d'abord, et, qu'à son apparition en Andalousie, tous les chrétiens se lèveraient pour le seconder: ils lui vantèrent la beauté, la richesse des contrées dont ils lui offraient la conquête, la situation avantageuse de Grenade, et les secours qu'il recevrait des habitants chrétiens de cette ville, pour soumettre plusieurs autres places dont elle était la métropole. Animé par ces promesses, par ces brillantes espérances, Alfonse part à la tête de quatre mille cavaliers (2), qui jurent de vaincre ou de mourir pour lui, se rend à Saragoce,y cache son dessein aux musulmans, et continue sa marche, à la fin de chaban 519 (fin de septembre). Nous croyons devoir entrer dans quelques détails sur cette expédition, dont les historiens espagnols semblent n'avoir pas eu connaissance, et qui suffit pour justifier le surnom de *Batailleur*, donné au monarque aragonais. Après avoir combattu, plusieurs jours, sans succès, les troupes de

---

(1) Conde leur donne le nom de *Mouhahidins* dont nous ignorons la signification, à moins qu'il n'exprime leurs liaisons secrètes avec les Almokades.

(2) Comme les musulmans font consister la principale force des armées dans la cavalerie, leurs historiens tiennent rarement compte du nombre de l'infanterie.

Valence et ravagé les environs de cette ville, il se voit, par la jonction d'un grand nombre de Mouhahidins, en état d'aller en avant. Ces traîtres lui servent de guides et lui indiquent les places qu'il doit attaquer ou éviter. Mais il échoua devant Djezirah-Xucar, où il essuya une perte considérable. Il ne réussit pas mieux devant Dennia, évita Schatibah et Murcie, passa par Wad-al-Mansoura, Burkhana, Nahar-Taxila, et, après huit jours de marche, arriva, vers le milieu de chawal, devant Baeça, dont il crut s'emparer aisément, parce qu'elle n'avait point de remparts; mais les habitants se défendirent courageusement, lui tuèrent beaucoup de monde et le forcèrent de s'éloigner. Ayant livré inutilement plusieurs rudes assauts à la forteresse de Badiaça, dans les premiers jours de dzoulkadah, il parut devant la ville de Serida ou Sinda, et dressa des embuscades aux habitants; mais, n'ayant pu les y attirer, il ne tenta point de forcer leurs murailles. L'arrivée d'un nouveau renfort de Mouhahidins, qui vinrent le trouver avec leurs armes et leurs chevaux, lui fournit les moyens de s'emparer de Goyana, où il se reposa un mois.

Abou-Thaher Temim, gouvernait alors l'Andalousie, au nom du roi de Maroc, son frère, et tenait sa cour à Grenade. De retour d'Afrique, où il avait aidé ce monarque contre le rebelle Mahdy, il en avait amené de puissants secours. Quelque assuré néanmoins qu'il fût des coupables intrigues pratiquées par les chrétiens d'Andalousie, et particulièrement de Grenade, avec le roi d'Aragon, il craignit, en raison de leur grand nombre, d'exciter un soulèvement; il se contenta de leurs vaines promesses de fidélité, suspendit leur arrestation, et mit tous ses soins à fortifier Grenade, à la mettre à l'abri de leur trahison, et à former une armée capable de la défendre. Alfonse parut dans les environs de cette ville, à la tête de cinquante mille hommes, la plupart de cavalerie, et y répandit une telle épouvante qu'on y négligea et on y abrégea les prières et les cérémonies religieuses. Cet état d'alarmes dura jusqu'au 10 dzoulhadjah 519 (7 janvier 1126). Des pluies et des neiges extraordinaires assaillirent alors le roi d'Aragon dans son quatrième campement et arrêtèrent ses progrès. Harcelé continuellement par les Al-Moravides, pendant dix-sept jours, il aurait immanquablement péri avec toutes ses troupes, si les Mouhahidins ne lui eussent fourni les provisions nécessaires. Déçu dans l'espoir frivole qu'ils lui avaient donné

de le rendre maître de Grenade, et reconnaissant la témérité de son entreprise, il ne songea qu'à se venger, en dévastant les pays qu'il n'avait pu conquérir. Poursuivi sans relâche par les musulmans, dans sa retraite par Cabra et Alixena, attaqué dans les vallons où son armée, ne pouvant se développer, était réduite à ne ravager que les lieux qui se trouvaient sur son passage, il arriva ainsi près de Lyrena, où son arrière-garde fut mise en déroute par les Al-Moravides, qui s'emparèrent de ses équipages; mais Alfonse, averti par les fuyards, tomba sur les vainqueurs qui s'amusaient imprudemment à butiner, les tailla en pièces, et se dédommagea de la perte de ses bagages par la prise de ceux de l'ennemi. Dès-lors le monarque chrétien continua sa retraite, en côtoyant la mer. Ici, le récit des auteurs arabes, consultés par Conde, devient peu vraisemblable. Suivant eux, Alfonse, parvenu à l'embouchure de la rivière Motril (sans doute le Rio-grande, près de la ville de Motril), y fit construire une barque dont il se servit pour pêcher, feignant d'accomplir un vœu qu'il avait fait de venir prendre et manger du poisson sur les côtes de Grenade; puis il revint camper devant cette capitale, qu'il espérait probablement surprendre; mais il ne réussit pas mieux que la première fois. Assailli continuellement par les Al-Moravides, et craignant la sortie de la nombreuse garnison de Grenade, il se retrancha et se fortifia dans son camp pour éviter toute surprise. Enfin, voyant son armée considérablement diminuée par les fatigues et les maladies pestilentielles, il décampa et fit sa retraite par Guadix, Murcie et Schatibah, tellement serré de près par les musulmans, que sans hasarder aucune action décisive, ils ne lui laissaient pas le temps de se livrer au pillage. Alfonse n'eut pas lieu de se glorifier de cette expédition téméraire, qui dura quinze mois, lui coûta beaucoup de monde, et sembla n'avoir été entreprise que contre des paysans et des pasteurs; car il ne prit pas la moindre place-forte, et ne put que brûler quelques villages et ruiner les malheureux habitants des campagnes. Elle fut plus avantageuse aux musulmans, en ce qu'elle leur fit connaître leurs ennemis domestiques et leur apprit à se défier d'eux.

L'invasion du roi d'Aragon faillit à exposer l'ancien roi de Saragoce, son allié, à toute la vengeance du monarque africain; mais celui-ci se laissa fléchir, comme nous l'avons dit, à la fin de la troisième époque.

L'an 520 (1126), mourut à Grenade Abou Thaher Temim, frère du roi de Maroc, et son lieutenant en Espagne. Taschfyn, fils du monarque, vint remplacer son oncle, amena un renfort de 5,000 cavaliers africains (1), marcha aussitôt vers Tolède, prit d'assaut Hacena et désola toute la contrée. Les chrétiens, ayant réuni leurs forces, mirent à feu et à sang la province de Mérida. Taschfyn accourut pour la secourir et rencontra les ennemis dans les environs de Badajoz, à Fohos-Assabab ou Fahs-Dabab, non loin de la fameuse plaine de Zallaka, où son aïeul Yousouf avait triomphé des Chrétiens, quarante-un ans auparavant. Il rangea son armée en bataille, avec l'habileté d'un vieux capitaine, plaça à son aile droite les Andalousiens qui avaient des bannières couvertes de diverses figures; à l'aile gauche, les troupes des garnisons, les Zenates et les autres tribus africaines, dont les étendards étaient bariolés; et se mit au centre, à la tête de ses Al-Moravides, dont les drapeaux noirs portaient pour inscription la profession de foi musulmane. On se battit avec un égal acharnement de part et d'autre, la plus grande partie du jour; mais, vers le soir, les Maures, animés par les discours et par l'exemple de leur jeune prince, enfoncèrent les chrétiens et les mirent en pleine déroute. Ceux-ci, ayant voulu prendre leur revanche, s'avancèrent jusqu'à la montagne d'Alcaraz ou Al-Caçar et s'y fortifièrent: mais Taschfyn, étant revenu de Cordoue, les débusqua de cette position avantageuse, les força de fuir à travers les précipices, en fit un carnage épouvantable, s'empara de leur camp, délivra plusieurs milliers de captifs musulmans, et recouvra trente places-fortes des plus importantes de cette partie de l'Espagne. Malgré ces succès, la guerre traîna en longueur, et Taschfyn essuya, trois ans après, une défaite, où il perdit son camp et fut blessé dangereusement.

Fier d'être maître de Saragoce et des rives du Cinga et du Segre, le roi d'Aragon (2), partit de Mekinença et vint assiéger Fraga, place aussi forte par sa situation sur un rocher inaccessible, que par la bravoure de sa garnison. Le

---

(1) Dombay dit 500 mille hommes; nous pensons qu'il y a erreur des deux côtés et qu'il faut 50 mille.

(2) Conde nomme ici, par erreur, Alfonse fils de Raimond. Alfonse-Raimond, roi de Castille, ne devint maître de Saragoce qu'en 1134, après la mort d'Alfonse I, roi d'Aragon, dont il s'agit ici.

wali de Lerida, Abou-Zakharia Yahia ben-Ghania, intercepta les convois destinés au camp des chrétiens; et, ayant attaqué ces derniers, tandis qu'ils étaient aux prises avec les troupes assiégées, il les défit totalement, l'an 528 (1134). Alfonse I périt dans cette journée; mais, suivant les auteurs chrétiens qui la rapportent au 7 juillet, et qui sont d'accord pour l'année avec les historiens arabes, il survécut cinquante jours à sa défaite.

La même année, le prince Taschfyn prit d'assaut la ville de Kantara-Mahmoud. L'an 530 (1136), il remporta à Fohos-Atiya, une victoire qui coûta aux Castillans la perte de beaucoup de sang, de captifs, de butin et de places-fortes. Cette année, le wali de Grenade, Mohammed ben-Saïd, ben-Yaser, fit bâtir dans cette ville un superbe palais de marbre, dont il orna les jardins par des fontaines qui coulaient dans des bassins de jaspe et d'albâtre. L'année suivante, Taschfyn ravagea les districts de Hueta et d'Alarcon, prit d'assaut Cuenca, et fit passer au fil de l'épée tous les habitants qui avaient secoué le joug des Al-moravides (1).

La puissance de ces derniers, en Afrique, s'affaiblissait rapidement par les progrès continuels des Al-Mohades. Le roi de Maroc, alarmé des progrès d'Abd-el-Moumen, chef de ces rebelles, et successeur de Mohammed al-Mahdy ben-Toumert, n'eut plus d'espoir que dans la valeur et les talents de son fils, Taschfyn, qu'il rappela d'Espagne. Taschfyn quitta cette contrée, l'an 532 (1137-38), après l'avoir gouvernée douze ans; il emmena seize mille captives, et un corps de quatre mille chrétiens andalous, qui formaient une partie de sa garde; mais il commit une faute impolitique, en emmenant aussi l'élite de sa cavalerie, qui aurait pu conserver l'Espagne aux Al-Moravides, et qui servit à peine à retarder leur chute en Afrique. A peine arrivé à Maroc, il marcha contre les Al-Mohades; mais dès la première campagne, la fortune lui tourna le dos, et tous les combats qu'il livra furent marqués par une continuité de revers. Le chagrin qu'éprouva le roi, son père, de l'issue malheureuse d'une guerre qu'il soutenait sans succès depuis tant d'années contre les rebelles, le conduisit au tombeau. Aly

---

(1) Dombay, dans son histoire, en allemand, des rois de Mauritanie, traduite de l'arabe, dit que Taschfyn prit, cette année, la ville de *Kerki*, qui est peut-être la même que Cuenca; et qu'il s'empara, l'année suivante, d'*Eschkonia*, dont Conde ne fait aucune mention.

mourut à Maroc, au mois de redjeb 537 (février 1143), âgé de soixante ans, après en avoir régné plus de trente-sept sur l'Espagne et les deux Mauritanies (1).

IIIe. ABOU'L MOEZZ, ABOU-OMAR TASCHFYN AL-MASMOUDY.

An de l'hég. 537 (de J.-C. 1143). Taschfyn, que son père avait, quatre ans avant sa mort, fait reconnaître pour son successeur, fut proclamé émir des musulmans à Maroc et dans les provinces des deux Mauritanies, que les Al-Mohades ne lui avaient pas encore enlevées. Il expédia des courriers en Espagne, pour annoncer son avènement au trône, à Abou-Zakharia Yahia ben-Ghania, wali de Cordoue, à Osman ben-Adha, wali de Murcie, et à son cousin Aly ben Abou-Bekr, wali de Grenade, qui l'envoyèrent complimenter, et firent proclamer son nom dans toutes les mosquées de la Péninsule : mais le règne de ce prince fut aussi court que malheureux, et l'empire des Al-Moravides, fortement ébranlé en Afrique, était à la veille de s'anéantir en Espagne.

Malgré le soin des walis et des alcaïds africains, pour gagner l'estime et l'affection des musulmans espagnols, ils étaient regardés, non comme des auxiliaires et des amis, mais comme des oppresseurs, des tyrans. Cependant ils étaient moins odieux que les cadhis, les juges et les magistrats qui abusaient lâchement le peuple, et s'appropriaient le fruit de ses sueurs. Des juifs, fermiers des impôts, étaient les ministres avides de leur cupidité. La crainte seule et le grand nombre de troupes que les rois de Maroc entretenaient en Espagne, continrent long-tems les naturels dans l'obéissance de ces souverains étrangers. Le départ de Taschfyn pour l'Afrique, et la décadence progressive de la puissance des Al-Moravides, allumèrent l'incendie qui couvait depuis long-tems dans la Péninsule. Ce fut dans l'Al-Garb qu'éclatèrent les premières étincelles.

Un fanatique, nommé Abou'l Cacem Ahmed ben-Houcein, ben-Kosaï, Al-Roumy, né dans les environs de Silves, après avoir vendu son patrimoine et voyagé en divers pays, revint dans son village, où il prêcha la doctrine d'Al-Ghazaly, condamnée par le gouvernement : il se fit des prosélites, prit le titre d'imam, passa à Séville, où il augmenta le

---

(1) C'est à tort que Conde met la mort d'Aly en 539 (1145), et prolonge ainsi de deux ans le règne et la vie de ce prince. Cette date est celle de la mort de son fils, comme nous le dirons bientôt.

nombre de ses sectateurs, et se joignit à la bande d'un autre factieux, Mohammed ben-Yahia, ben-Alcabela, de Saltis. Ces deux novateurs initièrent à leur doctrine et à leurs projets les principaux habitants de l'Al-Garb, et furent en état, le 12 safar 539 (14 août 1144), de prendre, de vive force, Mertoula, la plus forte place du pays, dont ils égorgèrent la garnison. Fortifiés par l'alliance qu'ils formèrent, au commencement de raby IIe., avec Abou'l Walid Mohammed ben-Omar, ben Al-Moundhar, noble et riche citoyen de Silves, et avec Abou-Mohammed Saïd-Raï, fils du vezir d'Ebora, ils attirèrent dans leur parti un grand nombre de musulmans qui gémissaient sous l'oppression des Al-Moravides : ils s'emparèrent de plusieurs autres places, entre autres de Margec, dont une faible partie de la garnison parvint à se sauver à Beja, et y répandit une telle alarme, que les troupes, qui la défendaient, se retirèrent à Séville. Mohammed ben-Omar fut alors introduit dans Beja par son frère Ahmed et ses autres partisans. Ben-Kosaï ayant donné le gouvernement de cette ville à Saïd-Raï, et celui de Silves à Ben-Omar, la mésintelligence se mit entre ces deux capitaines ; mais le crédit du second ayant amené sous les étendards de Ben-Kosaï les troupes d'Oksonoba et une grande partie de celles de Mérida, ce chef de l'insurrection récompensa Ben-Omar, par le gouvernement de tout l'Al-Garb, et par le surnom d'Aziz-Billah. Ces succès augmentèrent l'audace des factieux ; ils traversèrent la Guadiana, assiégèrent et prirent Huelva et Niebla, marchèrent sur Séville, ravagèrent les environs et s'emparèrent de quelques châteaux voisins.

Le bruit et les progrès de cette révolte réveillèrent enfin Abou-Zakharia Yahia ben-Aly, ben-Ghania (1), gouverneur de Cordoue et généralissime des Al-Moravides en Espagne. A son approche, les rebelles, commandés par Ben-Omar, décampèrent précipitamment. Ben-Ghania les atteignit, leur livra bataille, leur prit et leur tua beaucoup de monde, et les força de repasser la Guadiana. Il assiégea Niebla ; mais, tandis que depuis trois mois, il était arrêté devant cette place, par la résistance de la garnison, et par l'inclémence de la saison, il apprit que les Cordouans s'étaient

(1) Les historiens espagnols ne le désignent que par le nom d'Aben-Gama : c'est lui qui, onze ans auparavant, avait gagné la bataille de Lérida sur Alphonse I, roi d'Aragon.

soulevés, avaient assassiné leur cadhi, et proclamé roi, le 5 ramadhan 539 (1er. mars 1145), Abou-Djafar Hamdaïn-ben-Mohammed, ben-Hamdaïn, sous le titre d'Al-Mostanser. Il leva aussitôt le siége et partit pour Séville; mais il reçut en chemin les plus tristes nouvelles.

Valence s'était révoltée le 8 ramadhan (4 mars). En vain le cadhi monta en chaire et représenta au peuple les services rendus à l'Espagne et particulièrement à Valence, par les Al-Moravides contre les chrétiens; malgré ses exhortations, malgré les efforts du wali Abou-Mohammed Abd-allah ben-Mohammed, celui-ci avait été obligé de s'enfuir avec sa famille et de se retirer à Schatibah, d'où il écrivit à son oncle Yahia, Ben-Ghania.

D'autres insurrections avaient éclaté en diverses parties de l'Espagne. A Malaga, le wali Al-Mansour ben-Mohammed, ben-Al-Hadj, était assiégé, depuis sept mois, par le peuple, dans la citadelle. Abdallah ben-Mardenisch s'empara d'Alicante (1). Murcie et d'autres villes levèrent l'étendard de la révolte. Ces fâcheux avis ôtèrent à Ben-Ghania toute espérance, non-seulement d'apaiser les troubles de l'Al-Garb, mais même de conserver l'Espagne aux Al-Moravides. Il manda à son frère Mohammed d'abandonner Séville, d'emmener toutes les troupes et tous les vaisseaux disponibles, et d'aller se fortifier dans les îles Baléares, parce qu'il n'y avait plus de sécurité dans la Péninsule. Mohammed obéit; mais son départ fit tomber Séville au pouvoir de l'alcaïd rebelle, Abdallah ben-Maïmoun, qui s'en assura la possession par la mort de plusieurs partisans des Al-Moravides.

Les insurgés de l'Al-Garb avaient repris l'offensive, après la retraite de Ben-Ghania. Conduits par Ben-Omar, ils s'avançaient vers Cordoue, que les factions déchiraient depuis que le peuple inconstant avait déposé Hamdaïn, le quatorzième jour de son règne. Un parti les y appelait: mais ils furent prévenus par les amis d'Ahmed Seif-ed-daulah ben-Houd, ce dernier roi de Saragoce, qui vivait dans les environs de Tolède, sous la protection des chrétiens (2). Eblouis par les largesses et par l'illustre origine de ce prince opulent, et séduits par l'espoir qu'il leur donna de l'alliance

---

(1) Et non pas d'Almérie, comme le dit Condé, qui prouve, par d'autres passages, que cette dernière ville demeura fidèle aux Al-Moravides.

(2) *Voyez la fin de la troisième époque*. Ce prince est nommé Zafadola par les historiens espagnols.

et des secours du monarque castillan, les Cordouans le proclamèrent roi, sous le titre d'Al-Mostaïn-Billah (1). Il entra dans leurs murs, au bruit flatteur des applaudissements; mais, huit jours après, les violences de ses gens soulevèrent le peuple qui le chassa, le força de se retirer dans le château de Foronchulios ou Fornahuelos, et massacra son vezir.

Le roi de Maroc n'était pas en mesure de prévenir ni d'arrêter ces désordres, que des dangers plus imminents lui laissèrent peut-être ignorer. Serré de près par un ennemi formidable, qui s'acharnait à sa perte; vaincu dans une dernière bataille, devant Telemsan (Tremecen) et assiégé dans Oran, il tenta de s'enfuir à la suite d'une sortie malheureuse. Son dessein était de s'embarquer pour l'Espagne, où il se flattait encore de trouver un asile; aussi avait-il donné ordre au gouverneur d'Almerie de lui envoyer dix vaisseaux à Oran. Mais, en gagnant le bord de la mer, comme la nuit était obscure et le tems pluvieux, il tomba, avec son cheval, dans un précipice, où il périt le 27 ramadhan 539 (23 mars 1145). Taschfyn avait régné précairement en Mauritanie, et titulairement en Espagne, deux ans et deux mois. Son successeur en Afrique n'ayant possédé que Maroc, qu'il perdit bientôt avec la vie, et n'ayant jamais été reconnu dans la Péninsule, nous terminons ici la dynastie des Al-Moravides, qui a dominé en Espagne cinquante-six ans, et sur laquelle on trouvera plus de détails dans la chronologie historique de l'Afrique.

Anarchie en Espagne, depuis la chute des Al-Moravides.

Au milieu des troubles qui amenèrent et qui suivirent la dissolution de la puissance des Al-Moravides en Espagne, quelques-uns de leurs généraux, sous prétexte de se montrer les défenseurs ou les vengeurs de leurs maîtres, se maintinrent en divers cantons. Plusieurs ambitieux se formèrent des souverainetés, dont quelques-unes subsistèrent jusqu'après la conquête de la Péninsule par les Al-Mohades. Nous ne donnerons point la chronologie particulière de chacun de ces petits états éphémères et obscurs; nous nous bornerons à en faire connaître les principaux personnages, et les faits les plus remarquables.

(1) Et non pas Al-Mostanser, comme le dit Conde; il n'est pas vraisemblable que deux princes rivaux aient porté le même surnom, dans la même vi[illegible]ans le même temps.

L'an de l'hég. 539 (de J. C. 1145), le wali africain, Abdallah, neveu de Ben-Ghania, s'étant fortifié dans Schatibah, faisait de fréquentes incursions sur le territoire de Valence. Les habitants de cette ville réclamèrent le secours d'Abou-Abd-el-melek Merwan ben Abd-el-aziz, illustre capitaine, issu probablement de leurs rois Amérides, et lui offrirent la souveraineté de Valence. Il la refusa par défiance de la faveur populaire et des intentions des premiers citoyens; il se cacha même et abandonna la ville, jusqu'à ce que, persuadé par Abdallah ben-Mardenisch, seigneur d'Alicante, et par l'alcaïd, Abou-Mohammed ben-Ayadh, homme de grand crédit, il sacrifia son bonheur personnel au bien général, et revint à Valence, où il fut proclamé, le 3 chawal 539 (29 mars 1145). Il donna le commandement des troupes à Ben-Ayadh, qui s'occupa aussitôt de défendre ses propres domaines et ceux du wali d'Alicante, son gendre, contre les troupes al-moravides.

Hamdaïn, ayant gagné, pour la seconde fois, le peuple de Cordoue, y rentra douze jours après sa sortie (1), et y fut accueilli avec des transports de joie universels. Akhil ben-Edris, son secrétaire, lui soumit Ronda, Arcos, Xerez, Sidonia, et plusieurs autres places de l'Andalousie. Abdallah ben-Fetah al-Tograï ou al-Zogri, alcaïd de Cuenca, dans le dessein de s'unir à Hamdaïn, se rendit à Murcie. Long-temps indécis sur le choix d'un gouverneur, entre trois concurrents, Mohammed ben-Abd-el-rahman ben-Thaher, dont les ancêtres avaient régné dans leur ville, Abou-Mohammed ben-al-Hadj de Lorca et Abd-el-rahman ben-Djafar, ben-Ibrahim, les habitants de Murcie venaient d'élire le second, qui avait refusé cette charge par modération. L'arrivée d'Al-Tograï changea la face des affaires à Murcie. Il fit tomber la préférence sur le cadhi Abou-Djafar Mohammed, et se réserva le commandement des troupes. Mais l'ingrat Abou-Djafar, feignant de vouloir proclamer Hamdaïn, dont il devait être le lieutenant à Murcie, se proclama lui-même, occupa le palais et prit le titre d'Al-Naser ledin-allah. Pour se venger de lui, Al-Tograï et Ben-Thaher excitèrent une sédition, et firent reconnaître Seif-ed-daulah ben-Houd, à la fin de chawal

(1) Conde dit que Hamdaïn ou Ben-Hamdaïn rentra dans Cordoue le 10 dzoulhadjah : mais, à ce compte, il en aurait été chassé, non pas douze jours, mais deux mois vingt et un jours auparavant.

(avril); il y eut, entre les deux partis, une action dans laquelle Al-Tograï fut fait prisonnier, et Ben-Thaher, ainsi que Ben-al-Hadj, furent forcés de quitter la ville. Abou-Djafar, croyant alors sa puissance affermie, marcha au secours de Merwan, émir de Valence, contre les Al-Moravides de Schatibah, qui continuaient à faire le dégât jusqu'aux portes de Valence. A peine eut-il pris part aux premières opérations du siége de Schatibah, qu'il fut obligé de retourner à Murcie, où Ben-Thaher avait délivré Al-Tograï. Il reprit la citadelle dont ses ennemis s'étaient emparés; et, quoiqu'ils eussent échappé à sa vengeance, il jugea la sédition apaisée, et retourna devant Schatibah, où ses secours et ceux de Ben-Ayadh aidèrent Merwan à réduire cette place. Le gouverneur al-moravide la rendit par capitulation, et se retira à Almérie, dans le dessein de passer à Maïorque. Merwan rentra en triomphe dans Valence, au mois de safar 540 (juillet - août 1145), et reçut bientôt la soumission volontaire d'Alicante.

Le cadhi de Grenade, Abou-Mohammed, ben-Simek, voyant toutes les forces des Al-Moravides occupées contre les insurgés, fit déclarer le peuple de cette ville en faveur du nouveau roi de Cordoue, Ben-Hamdaïn, força le wali Aly ben Abou-Bekr, cousin du dernier roi de Maroc, de se renfermer dans la citadelle, l'y assiégea et fut tué dans une attaque. Son successeur, Abou'l Haçan ben-Adha, qui, jusqu'alors s'était maintenu entre les deux partis, se déclara contre les Al-Moravides, et réclama le secours des rebelles de Cordoue, de Jaen et de Murcie. Abou-Djafar, de retour dans sa capitale, après avoir poursuivi les Al-Moravides, depuis Schatibah jusqu'aux portes d'Almérie, se joignit aux auxiliaires de Cordoue et de Jaen, et marcha vers Grenade; mais, avant que ces troupes eussent pu se réunir aux habitants de cette ville, elles furent surprises par les assiégés, qui les taillèrent en pièces, et Abou-Djafar périt dans cette rencontre. Les Murciens choisirent pour lui succéder, le noble cheikh Mohammed Ben-Thaher, vers la fin de rabi Ier. 540 (septembre 1145); mais celui-ci, dévoué à la maison de Ben-Houd, ne prit que le titre de naïb, fit proclamer émir Ahmed Seif-ed-daulah, qui, depuis son expulsion de Cordoue, s'était retiré à Jaen, et l'invita à venir à Murcie.

Le wali africain, Al-Mansour, ayant été contraint, en rabi IIe., de rendre par capitulation la citadelle de Malaga

à l'émir rebelle de cette ville, Abou'l Hakem ben-Souhar, vint trouver à Murcie, son père, Abou-Mohammed ben Al-Hadj; mais tous deux, mécontents de Ben-Thaher, allèrent à Cordoue et s'assurèrent la protection de Hamdaïn, pour chasser de Murcie Ben-Thaher. Celui-ci réclama le secours de l'alcaïd Abou-Mohammed ben-Ayadh, qui accourut aussitôt, se fit proclamer émir à Orihuela, et reçut le même honneur à Murcie, à l'insu de Ben-Thaher, qui, loin de s'attendre à cette trahison, sortait par une autre porte pour aller au devant de son auxiliaire. Ben-Ayadh s'installa dans l'alcaçar-kebir, le 10 djoumady Ier 540 (29 octobre 1145), et Ben-Thaher retourna dans sa maison, après avoir commandé cinquante-deux jours. Son rival, sourd aux suggestions de la haine et de la calomnie, respecta sa vie, ses vertus et ses profondes connaissances.

Les Valenciens, dégoûtés du gouvernement de Merwan ben-Abd-el-aziz, qu'ils avaient forcé de s'en charger, se concertèrent avec les alcaïds d'Alicante, de Liria, de Djezirah-Xucar et de Mourviédro, et offrirent au nouvel émir de Murcie la souveraineté de leur province. Les mesures que Merwan voulut prendre contre les mécontents, excitèrent un soulèvement général. Caché dans la maison d'un ami, il parvint à se glisser du haut des remparts, la nuit du mardi 25 ou 26 djoumady Ier. (13 ou 14 novembre), marcha déguisé, fut égaré par son guide, et, après une suite d'aventures diversement racontées par les auteurs arabes, il arriva aux montagnes d'Almérie, où il [illegible] les mains de l'alcaïd Mohammed ben-Maïmoun, qui le reconnut, et l'envoya, pieds et poings liés, [illegible] belle, au wali Abdallah ben-Ghania. Joyeux de [illegible] pouvoir son rival, le capitaine al-[illegible] suite, dans toutes ses courses, sur les [illegible] ce, de Murcie et de Schatibah; mais il [illegible] l'emmena enfin à Maïorque, d'où Merwan [illegible]

Après la fuite de cet émir, les Valenciens [illegible] pour gouverneur, Abdallah ben-Mohammed, [illegible] Mardenisch, lieutenant de Ben-Ayadh. Celui-ci [illegible] vernement de Murcie à son beau-père, Abou-[illegible] med ben-Saad, oncle du nouveau naïb de [illegible] rendit dans cette dernière ville, à la fin de [illegible] Abou-Djafar Ahmed, qui défendait encore l'al[illegible] prisonnier et renfermé dans une tour. Il se [illegible]

des Al-Mohades poursuivant le cours de ses succès, bloquait étroitement Séville. Les secours qu'ils reçurent des rebelles de l'Al-Garb, et leurs intelligences avec ceux des habitants, qui dégoûtés des Al-Moravides, étaient dans le parti de Ben-Hamdaïn, leur facilitèrent l'entrée de cette ville, un vendredi 12 chaban 541 (17 janvier 1147). La garnison s'enfuit à Carmone, pour se dérober à la vengeance du peuple et à la fureur des vainqueurs. Le lendemain, la khothbah se fit, au nom d'Abd-el-moumen, dans toutes les mosquées de Séville (1). Cette importante conquête détermina Sidonia et Malaga à se soumettre à la nouvelle domination. Cependant Ben-Ghania, secondé par les Castillans, avait forcé Cordoue de capituler à la fin de chaban (janvier). Les chrétiens n'y entrèrent que le second jour. Ils attachèrent leurs chevaux dans la grande mosquée, et profanèrent par leurs attouchements le *Moushaf* (l'exemplaire du Coran) du khalife Othman, que les princes ommeyades y avaient apporté de Syrie. Mais la prise de Séville par les Al-Mohades déconcerta les projets du chef des Al-Moravides et des généraux chrétiens. Ils convinrent de se retirer et de revenir attaquer ces nouveaux ennemis avec des forces plus considérables. Alfonse voulait garder Cordoue; mais Ben-Ghania lui persuada de se contenter de Baeça, plus voisine de Tolède, sa capitale. Les Cordouans, indignés de l'alliance de ce général avec les chrétiens, choisirent pour émir Mohammed ben-Omar, l'un de ses principaux capitaines, qui, cédant aux instances de Ben-Ghania, feignit de se rendre à leurs vœux. Mais, douze ours après son installation, se défiant de la faveur populaire, il disparut, envoya une abdication écrite de sa main, et alla servir contre les rebelles d'Al-Garb, commandés par Samiel. Blessé et pris dans un combat, il fut conduit devant ce chef, qui, oubliant leurs anciennes relations d'alliance et d'amitié, lui fit crever les yeux et le relégua dans une rigoureuse prison. Il recouvra sa liberté, lorsque les Al-Mohades prirent Beja, et se retira à Salé, où il mourut l'an 558 (1160).

---

(1) Nous avons préféré ici l'autorité de Conde et de Casiri à celle de Dombay, qui, dans son *Histoire des rois de la Mauritanie*, a placé la prise de Séville en l'an 540 (1145), et la première expédition des Al-Mohades en Espagne, l'année précédente. Outre que les événements se trouvent de cette manière trop accumulés, il n'est pas vraisemblable qu'Abd-el-moumen ait envoyé des troupes en Espagne, avant d'avoir pris Fez et Tanger.

Au sud-est de l'Espagne, Abou-Mohammed Ben-Ayadh poursuivait les restes du parti d'Al-Tograï, et contenait les chrétiens qui s'efforçaient de conquérir la province de Murcie. Dans une expédition qu'il entreprit pour enlever leurs détachements, et pour s'opposer à des rebelles du côté d'Uklès, en traversant un défilé dominé par une montagne sur laquelle les ennemis étaient embusqués, il fut blessé mortellement d'une flèche, le 22 rabi Ier. 542 (21 août 1147). Ses soldats vengèrent sa mort, et portèrent son corps embaumé dans un précieux cercueil, à Valence, où la pompe de ses funérailles fut honorée des larmes de tous les habitants qui déploraient la générosité et les talents politiques et militaires d'un chef qui avait gouverné l'Espagne orientale un an et neuf mois.

Suivant ses dispositions, Abou-Abdallah Mohammed ben-Saad, ben-Mardenisch, al-Djezami, fut reconnu roi ou émir de Valence. Mais les Murciens choisirent Abou'l Haçan Aly, ben-Obéid-Allah, que Ben-Ayadh leur avait laissé pour naïb, à son dernier départ. Cependant ils furent obligés de se soumettre à Mohammed ben-Saad, qui vint à Murcie, où il fut proclamé le 1er. djoumadi Ier. ou II, et dont il donna le gouvernement à son beau-père, Ibrahim ben-Hamsek, alcaïd de Segoura.

Almérie était alors une place maritime fort considérable, dont les pirates infestaient tous les ports de la Méditerranée. Il importait aux puissances chrétiennes d'arracher à l'islamisme ce repaire de brigands. Alfonse-Raimond, à la tête d'une armée formidable, composée de ses Castillans et des troupes de Garcie-Ramirez, roi de Navarre, d'Ermengaud VI, comte d'Urgel, de Guillaume VI, seigneur de Montpellier, d'un Ferdinand, comte de Galice, cité par les historiens arabes (1), et à laquelle se joignirent les musulmans qui formaient le parti de Yahia ben-Ghania, les restes de celui de Seif-ed-daulah ben-Houd, et les mécontents de Murcie, vint assiéger Almérie par terre, tandis que la flotte combinée de Raimond-Bérenger IV, comte de Barcelonne et régent d'Aragon, des Génois et des Pisans bloquait la place par mer. Après plusieurs sorties meurtrières et inutiles, la famine réduisit les assiégés à capituler, à la fin de l'année 542, date qui se rapporte au mois d'avril ou de mai

(1) C'était sans doute le deuxième fils d'Alfonse, lequel fut roi de Léon, de Galice et des Asturies.

1148; mais les auteurs chrétiens placent cet événement; les uns au mois de novembre 1147, les autres, plus vraisemblablement, au 17 octobre de cette dernière année. Un immense butin fut partagé entre les troupes coalisées, et, dans la part qui revint aux Génois, se trouva ce fameux vase, faussement dit d'émeraude, et nommé *sacro santo*, que l'on voit encore à Gênes, et qui paraît être de la même matière que la table dont nous avons parlé au commencement de la chronologie des Maures d'Espagne (*article* Mousa ben-Noseir).

Les auteurs arabes, compilés par Conde, ne disent rien des pertes que les musulmans éprouvèrent vers le même tems dans la partie occidentale de la Péninsule. Alfonse-Henriquez, premier roi de Portugal, avec le secours d'une flotte de croisés anglais et flamands, prit Lisbonne, après un siége de cinq mois, le 25 octobre de l'année 1147; cette conquête avait été précédée de celle de Santarein, et fut suivie de celle de Mérida et de plusieurs autres places (1).

La flotte génoise, au retour de l'expédition d'Almérie, aida le comte de Barcelonne à s'emparer de Tortose, l'an 543 (1148), et ce prince prit ensuite Lérida et Fraga (2).

Yahia ben-Ghania qui, pour résister aux rebelles, avait été forcé de s'allier avec les princes chrétiens, parcourait l'Andalousie, soumettait les peuples, et tâchait, par ses bienfaits, d'adoucir leur mécontentement et de réparer leurs malheurs. Il protégeait et maintenait dans leurs emplois les partisans de Ben-Hamdaïn; ce fut ainsi qu'il en usa avec Aboul'Cacem Akhil ben-Edris, qui, après avoir soumis à celui-ci la ville de Ronda, en avait été chassé par Aboul'Hamri, alcaïd d'Arcos. Ce dernier, toutefois, ne reconnut point la domination des Al-Mohades, comme avaient fait les alcaïds de Xerez et de Sidonia. Akhil, s'étant sauvé à Malaga, passa à Maroc, où il vécut avec plusieurs seigneurs andalous, tels que Merwan, l'ancien wali de Valence, et Ben-Thaher qui avait gouverné Murcie: ils s'y consolaient ensemble de leurs disgrâces par la culture des lettres et les charmes de la poésie. Akhil fut dans la suite nommé cadhi de Séville, où il mourut en 561 (1166).

(1) Aboul'feda rapporte ces succès du roi de Portugal, à l'année 540 (1145).

(2) Abou'lfeda est d'accord avec les auteurs chrétiens sur la date de ces événements, dont Conde ne fait aucune mention.

L'an 542 (1147-8), les habitants de Séville et des autres places de l'Andalousie, soumises aux Al-Mohades, envoyèrent une nombreuse députation en Afrique, pour rendre hommage à Abd-el-moumen. Ce monarque était alors occupé à assoupir une révolte, excitée à Salé par un factieux nommé Mohammed qui, suivant Conde, appartenait à l'illustre famille Ben-Houd, dont nous avons souvent parlé dans cette histoire, mais qui, suivant Dombay, était un homme de basse naissance. Les députés attendirent un an à Maroc le conquérant, lui prêtèrent serment de fidélité, et s'en retournèrent en djoumadi II, 543 (octobre 1148).

Cette année, Ben-Ghania, qui s'était affaibli en envoyant des secours aux habitants de Ceuta, révoltés contre Abd-el-moumen, fut assiégé dans Cordoue par les Al-Mohades; après une longue et vigoureuse défense, il en sortit et se retira à Grenade. Son lieutenant Yahia ben-Aly capitula bientôt, et obtint la vie et la liberté pour lui et sa garnison, dont une partie le suivit à Grenade, et le reste se rendit à Carmone. Les Al-Mohades entrèrent dans Cordoue, y firent prononcer la khothbah au nom d'Abd-el-moumen, et recouvrèrent le précieux moushaf du khalife Othman, qu'ils envoyèrent à leur souverain. Ben-Ghania, soutenu par un corps de Castillans, marcha contre les Al-Mohades; et, voyant que pendant le combat, Yahia ben-Aly montrait peu de bravoure, il lui trancha la tête, en disant : « J'aurais dû te traiter ainsi, avant de te confier la défense de Cordoue. ». Il livra, près de Jaen, avec des succès balancés, plusieurs combats aux Al-Mohades, jusqu'à ce que ceux-ci, s'étant emparés de Carmone, réunirent leurs forces et entrèrent dans le royaume de Grenade qu'ils dévastèrent. Il risqua contre eux une bataille rangée; mais il y fut blessé mortellement, le vendredi 10 ou mardi 21 chaban 543 (24 décembre 1148 ou 4 janvier 1149). Porté à Grenade, il y mourut trois jours après (1). Avec lui s'anéantit la puissance des Al-Moravides, qui s'étaient illustrés par tant d'exploits inutiles, et qui, n'ayant pas su faire le bonheur de l'Espagne musulmane, dont ils

---

(1) Suivant les auteurs espagnols, Ben-Ghania, ayant voulu attirer Alfonse à Jaen, sous prétexte de lui remettre cette place, fit arrêter les généraux que ce prince y envoya : mais il fut poignardé par les musulmans qui craignaient d'être compromis à l'égard du monarque chrétien. Ce récit absurde ne mérite aucune créance.

avaient été les oppresseurs, non les libérateurs, la laissèrent dans un état complet d'anarchie, de faiblesse et de décadence, aux Al-Mohades leurs heureux vainqueurs.

Dynastie des Al-Mohades (Al-Mowahedoun).

Ier. Abou-Mohammed ABD-EL-MOUMEN.

An de l'hég. 543 (1149 de J.-C.). Nous renvoyons à la chronologie historique de l'Afrique, l'origine des Al-Mohades, l'histoire de Mohammed al-Mahdy ben-Toumert, leur premier prince, les dogmes de la secte qu'il établit dans l'islamisme, et les conquêtes d'Abd-el-moumen son successeur. Mais, pour expliquer les causes et les effets de la grande révolution qui fit passer sous la domination des Al-Mohades, toute l'Afrique musulmane, depuis l'Egypte jusqu'à l'Océan atlantique, et tout le midi de l'Espagne; il suffit de dire ici que les princes de cette dynastie, se prétendant issus de Mahomet, le législateur, par Fathime et Aly, prirent les titres de khalife et d'émir al-moumenin, usurpèrent ainsi à la fois les deux puissances spirituelle et temporelle; et que le nouveau schisme qu'ils suscitèrent dans l'empire musulman, s'étant introduit en Espagne, le fanatisme religieux se joignit à l'esprit de factions, pour y multiplier les causes des dissensions et des guerres civiles, si funestes aux mahométans et si favorables aux chrétiens, qui en profitèrent pour s'agrandir.

Abd-el-moumen régnait en Mauritanie depuis l'an 524 (1129). Tandis que ses généraux rangeaient l'Espagne sous sa domination, il conquit Budjie, Alger, Tunis, Mahadiah, et recula les bornes de sa puissance jusqu'au pays de Barkah.

L'an 544 (1149), les troupes al-mohades prirent Jaen par capitulation, et soumirent plusieurs autres places de l'Andalousie.

L'an 545 (1150), Alfonse, roi de Castille, sous prétexte de protéger les restes du parti des Al-Moravides, vint assiéger Cordoue, en ravagea les environs et fit périr un grand nombre de musulmans. Cette invasion donna lieu à une ambassade solennelle de cinq cents personnages les plus distingués de l'Andalousie, qui allèrent en Afrique implorer le secours d'Abd-el-moumen. Il leur donna audience, le 1er. moharrem (20 avril 1151), et les congédia pleins d'espérances. En effet, la même année, seid Abou-Saïd Oth-

de
... celui
... ceux-

... Ibrahim,
... de gendre et
... toute incer-
... Abou-Ishak
... souvent les
... ou qui sui-
... qui les fait con-
... d'obscurité dans

couvert de morts, et retournèrent à Murcie et à Jaen. Cette dernière place se rendit bientôt aux Al-Mohades par capitulation. Abd-el-moumen se disposait à passer pour la seconde fois en Espagne, et à y commander en personne une armée formidable contre les chrétiens, lorsqu'il mourut à Salé, le 8, 10 ou 20 djoumadi IIe. 558 (14, 16 ou 26 mai 1163), à l'âge de soixante-quatre ans, dont il en avait régné près de trente-quatre en Afrique, et environ quinze ou dix-sept en Espagne, suivant que l'on compte depuis la mort de Yahia ben-Ghania, ou depuis la prise de Séville par les Al-Mohades.

IIe. Abou-Yacoub YOUSOUF.

An de l'hég. 558 (de J.-C. 1163). Yousouf, deuxième fils d'Abd-el-moumen, se rendit de Séville à Maroc, où il fut proclamé khalife, suivant la volonté de son père qui, avant d'expirer, l'avait déclaré son successeur. Ayant éprouvé quelque opposition de la part de deux de ses frères, il se contenta d'abord du titre d'émir, et ne prit celui d'émir al-moumenin qu'après qu'ils l'eurent reconnu pour leur souverain.

L'an 560 (1165), Mohammed ben-Mardenisch, roi de Valence, Ibrahim, son beau-père, et quelques autres capitaines al-moravides, ayant joint leurs forces à une armée chrétienne (1), livrèrent une troisième bataille aux Al-Mohades, commandés par seid Abou-Saïd Othman (2), dans les plaines de Murcie, le 6 dzoulhadjah (14 octobre), avec aussi peu de succès que dans les affaires précédentes. La mêlée fut terrible, et les cris effroyables que poussaient les combattans des deux partis, firent donner à cette bataille le nom de journée d'*Aldjelab* (3). Mohammed ben-Mardenisch, irrité de sa défaite, en accusa ses alliés musulmans, qui l'abandonnèrent. L'un d'eux, Abou-Djafar ben Abd-el-rahman al-Loski, homme aussi vaillant que bon poète, qui avait autrefois commandé les frontières de Grenade, de Jaen et de Murcie, se retira à Malaga d'où il passa en Afrique et suivit le parti des Al-Mohades. La perte la plus considérable dans cette journée fut supportée par les chrétiens.

(1) Conde ne dit pas si c'étaient des Castillans, des Navarrois ou des Aragonais. La Catalogne était alors unie au royaume d'Aragon.

(2) Et non pas Ben-Abd-el-rahman, comme le dit Conde. C'était un frère du nouveau roi de Maroc.

(3) Ce nom signifie marchands forains et fait allusion au bruit d'une foire. Selon Dombay, il s'en tenait une célèbre dans ce lieu.

Le roi de Valence répudia sa femme, fille d'Ibrahim ben-Hamsek (1) : mais il la reprit bientôt, se réconcilia avec son beau-père et écrivit même à Al-Loski, pour l'engager à revenir de Maroc. S'étant brouillé de nouveau avec Ibrahim, au peu de courage duquel il attribuait ses deux dernières défaites, celui-ci abandonna son gouvernement de Murcie, et alla se fortifier dans Segoura et dans quelques autres châteaux. Cette mésintelligence dans la famille de Ben-Mardenisch et surtout ses liaisons trop étroites avec les Castillans, qui, sous prétexte de le protéger, tenaient garnison dans Valence, affaiblirent singulièrement son parti, et mécontentèrent ses sujets. Inquiet et défiant, il visitait sans cesse les places qui formaient ses états, depuis Tarragone jusqu'à Carthagène.

L'an 565 (1170), le roi de Maroc envoya son frère seid Abou-Hafs, avec vingt mille hommes d'excellente cavalerie, pour faire la guerre aux chrétiens dans l'Espagne occidentale, où il jeta les fondements d'Alcantara Tensifa, le 3 safar 566 (16 octobre 1170). Yousouf, voulant activer la guerre sainte par sa présence, se rendit à Séville, où il fut reçu en souverain. Des députations de toute l'Andalousie vinrent lui rendre hommage et l'informer de la situation des provinces.

A la fin de la même année fut achevée la tour de Mertoula, construite par ordre du prince seid Abou-Abdallah ben Abou-Hafs.

Abou-Bekr Ahmed ben-Sofian al-Makhsoumi, wali de Djezirah-Xucar (2), révolté, dès l'année précédente, contre le roi de Valence, qu'il traitait de mauvais musulman, avait mis dans son parti plusieurs alcaïds, entre autres celui d'Uclès, et offert de se soumettre aux Al-Mohades, si ceux-

---

(1) Conde, ou ses éditeurs, nomment Ben-Hamsek, tantôt Ibrahim, tantôt Ishak, et le désignent indifféremment par la qualité de gendre et de beau-père du roi de Valence. Le fait de la répudiation fixe toute incertitude à cet égard. Quant au nom de ce personnage, c'était Abou-Ishak Ibrahim ben-Hamsek. L'orientaliste espagnol, supprime souvent les mots de *abou* (père) et de *ben* ou *ebn* (fils), qui précèdent ou qui suivent les noms des personnages qu'il met en scène ; ce qui les fait confondre avec leurs pères ou leurs fils, et répand un peu d'obscurité dans son histoire.

(2) Ce nom indique une place-forte, située dans une île ou une presqu'île du Xucar ; c'est peut-être un des lieux nommés aujourd'hui Alcira, Succa et Cullera.

ci voulaient le protéger. Ben-Mardenisch envoya contre ce rebelle, son fils Abou'l-Hedjadj Yousouf, commandant de sa cavalerie. La place fut si étroitement bloquée pendant deux mois, que les habitants, épuisés par la famine, ouvrirent leurs portes, au milieu de dzoulhadjah 566 (août 1171). Le roi de Valence en donna le gouvernement à son propre frère. Abou-Bekr, dont on a conservé les vers qu'il composa sur sa détresse pendant le siége de Xucar, se retira auprès des Al-Mohades, et réussit, par ses intrigues et ses secrètes intelligences, à les introduire dans Valence, peu de temps après (1). Abou'l-Hedjadj vint assiéger cette capitale pendant trois mois par terre et par mer ; mais les ordres du roi son père, et la vigoureuse résistance d'Abou-Bekr, obligèrent le prince de voler à la défense de Tarragone, attaquée par les chrétiens de Catalogne et d'Aragon. Il les combattit avec divers succès, et Aly ben-Cacem, son amiral, remporta sur leur flotte une victoire complète. Ce brillant avantage ne rétablit point les affaires d'Abou-Abdallah Mohammed ben-Saad, ben-Mardenisch. Pressé d'un côté par les Al-Mohades, de l'autre par les chrétiens, il s'était retiré à Maïorque, où il mourut en 567 (1172), après avoir régné vingt-cinq ans sur l'Espagne orientale. Il eut pour successeur son fils Abou'l-Hedjadj Yousouf, qui, pour aller se mettre en possession de Denia, Schatibah, Alicante, Murcie, Carthagène et des autres places qui lui restaient, fut sans doute obligé de renoncer à secourir Tarragone, dont les chrétiens s'emparèrent.

Le khalife d'Afrique, après avoir conquis dans le royaume de Tolède les forteresses de Thogar et de Kantara al-Seif (2), désolé toute la contrée et donné la mort ou des fers à une foule de chrétiens, revint à Séville en 567 (1171); il y fit construire une magnifique mosquée, un beau pont de bateaux, un aqueduc, de vastes magasins, deux quais pour décharger les marchandises, et d'autres monuments aussi utiles que somptueux, auxquels il employa des sommes énormes. Pendant un séjour de près de cinq ans en Andalousie, il obtint de grands avantages sur les chrétiens, et réunit à son

(1) Conde dit que ce fut en 566. Ce dut être plus vraisemblablement au commencement de l'année 567.

(2) De toutes ces villes de Kantara ou Alcantara, distinguées par un surnom, il n'existe plus aujourd'hui que celle-ci, située dans l'Estramadoure, et chef-lieu d'un ordre de chevalerie.

empire plusieurs places, tant par la force des armes que par soumission volontaire. Afin d'occuper ses cent mille soldats, il fit bâtir sur Djebal-Fetah ou Djebal-Tarik une ville qui ne peut être que Gibraltar. Mais, comme nous avons déjà dit, d'après Abou'l-feda, et les auteurs arabes consultés par Conde, que cette ville avait été fondée, douze ans auparavant, par Abd-el-moumen, il faut croire que Yousouf acheva l'ouvrage de son père, ou que l'enceinte de murailles, élevée et fortifiée par celui-ci, fut remplie de maisons par ordre de son fils.

L'an 568 (1173), le prince Abou-Bekr, fils du monarque, pénétra jusqu'à Tolède, et mit tout le pays à feu et à sang : il était à la veille de prendre la capitale, lorsqu'elle fut secourue par le capitaine Sanche *Albubarda* (1), ainsi nommé parce qu'il portait une hallebarde garnie d'or et de soie et ornée de perles et de pierreries. Mais il fut vaincu par les Al-Mohades et demeura sur le champ de bataille avec trente-six mille de ses soldats.

L'an 569 (1174), les troupes africaines conquirent Tarragone (et non pas Carmone, comme le dit Dombay), inondèrent la Catalogne, la saccagèrent horriblement, et en ramenèrent une multitude de captifs et de bestiaux.

L'an 570 (1174-5), Abou'l-Hedjadj Yousouf, roi de Denia et de Schatibah, et ses frères, qui possédaient d'autres places dans l'Espagne orientale, ne pouvant résister ni aux chrétiens ni aux Al-Mohades, cédèrent leurs états au souverain de ces derniers. Le monarque africain, qui n'osait pas se flatter d'un aussi prompt accroissement de puissance, combla ces princes de biens et d'honneurs; et, afin d'assurer la tranquillité dans l'Espagne musulmane, il épousa leur sœur et fit bâtir un superbe palais, pour y recevoir cette princesse (2). Il retourna à Maroc l'année suivante.

L'an 572 (1176-7), mourut, dans cette ville, Abou-Ishak

(1) Ou, plus correctement, Abou'l-Barda (le père de la hallebarde). Les historiens espagnols ne disent rien de cette action importante ni de ce général chrétien. Suivant Dombay, il était prince, gouverneur de Tolède, ets urnommé *Abou-Berdaa* (le père de la selle de mulet), parce qu'il montait un mulet dont la selle était enrichie de soie, d'or et de pierreries.

(2) Abou'l-feda et Conde rapportent à l'année 567 (1171-2), la mort de Mohammed ben-Mardenisch, la cession de ses états par ses fils au roi de Maroc et le mariage de sa fille avec ce dernier; mais comme l'historien arabe cumule souvent, sous la même année, des événements qui en ont duré plus d'une, et que Conde répète, à l'année 570, le mariage du roi de Maroc avec la fille du roi de l'Espagne orientale, nous avons cru

Ibrahim ben-Hamsek, beau-père du feu roi de Valence et de Murcie. Mohammed ben-Abd-el-rahman, ben-Thaher, ancien wali de Murcie, mourut aussi, l'an 573 (1177-8), à Maroc, où, sous la protection des Al-Mohades, il avait cultivé la poésie avec beaucoup de succès. Un autre poète distingué, le capitaine Abd-el-rahman al-Loski, mourut également à Malaga, où il fut enterré pompeusement, l'an 574 (1178-9), après avoir habité quelques années Maroc, où il s'était retiré depuis qu'il avait abandonné le roi Ben-Mardenisch. De tous les hommes qui avaient paru sur la scène politique, pendant la dernière anarchie, Abou-Djafar ben-Hamdaïn qui, dès l'année 539 (1144), s'était fait roi de Cordoue, est le seul dont on ignore la destinée et la fin. Casiri ni Conde ne disent plus rien de ce personnage qui dut périr en 541 (1147), à la prise de Cordoue, par Yahia ben-Ghania (1).

L'émir al-Moumenin-Yousouf, ayant apaisé quelques troubles en Afrique, partit de Salé, vers la fin de l'an 579 (1184), se rendit à Ceuta, d'où il envoya une puissante armée en Espagne; il s'embarqua le dernier avec sa garde et sa suite, aborda à Gibraltar, alla d'abord à Séville, rendez-vous général de toutes les forces musulmanes, entra dans le Portugal, et arriva devant Santarein, le 7 rabi 1er 580 (18 juin 1184). Après diverses attaques, il changea de position, malgré l'avis de ses capitaines, et dressa ses tentes au couchant et au nord de la place. Mais ayant, la nuit suivante, envoyé l'ordre à son fils, seid Abou-Ishak, wali de Séville, de faire une incursion sur Lisbonne, à la tête des troupes andalousiennes, cet ordre fut mal interprété. Le bruit se répandit qu'il s'agissait de reprendre la route de Séville. Tous les corps décampèrent avant le jour, de sorte qu'il ne resta auprès du khalife qu'une faible partie de sa garde et de ses bagages, avec une troupe de valets et de gens inutiles. Au lever du soleil, les assiégés, informés du départ du gros de l'armée, firent une sortie générale, fondirent en poussant de grands cris sur le quartier de Yousouf, égorgèrent tout ce qui se présenta devant eux, pénétrèrent dans sa tente, la mirent en pièces et assaillirent ce monarque

---

devoir placer un intervalle de trois ans entre la mort de Ben-Mardenisch et le dernier événement.

(1) Les historiens espagnols le nomment *Ben-Fandi*, et en font un Fakih ou docteur, ce qui peut être vrai car Hamdaïn ne parut jamais à la tête des armées.

qui, avec sa seule épée, se défendit vaillamment et tua six des plus acharnés contre lui; mais, succombant sous le nombre, il tomba percé de coups. Plusieurs de ses femmes furent aussi massacrées. Cependant, l'armée, avertie un peu trop tard, revint sur ses pas, chargea les chrétiens, les repoussa jusque dans leurs murailles, et, animée par la vengeance, recommença le siége avec tant de fureur qu'elle prit la ville d'assaut et y égorgea dix mille chrétiens. Mais les habitants, réduits au désespoir, redoublèrent d'efforts et contraignirent les musulmans de renoncer à leur entreprise. Ceux-ci reprirent dans un morne silence la route de Séville. Yousouf mourut des suites de ses blessures, le 12 ou le 28 rabi IIe. 580 (23 juillet ou 8 août 1184), soit au passage du Tage, soit à Beja, à Séville, à Algésiras, à Salé ou à Maroc. Ces variantes sur la date et le lieu de sa mort viennent de ce que son fils Yacoub, qui avait pris le commandement des troupes, leur cacha cet événement pour ne pas les décourager, et pour s'assurer le trône. Les auteurs espagnols disent qu'il se noya dans le Tage, blessé mortellement par l'infant don Sanche, fils du roi de Portugal. Abou'l-feda le fait mourir naturellement. Yousouf avait régné vingt-deux ans, avec autant de gloire que de bonheur, et en avait vécu quarante-sept. Ce prince sage, habile, généreux, ami des lettres et des arts, sut reculer ses frontières en Espagne, réunir à son empire tout ce que les musulmans y possédaient encore, et y éteindre le brandon des guerres civiles.

IIIe. Abou-Yousouf YACOUB AL-MANSOUR BIFADL-ALLAH.

An de l'hég. 580 (de J.-C. 1184). Yacoub, reconnu souverain par son armée qu'il ramena en Afrique, ne fut solennellement proclamé émir al-moumenin, et ne reçut les serments de fidélité que le 2 djoumadi IIe. (10 septembre), époque où il divulgua la mort de son père. Yacoub fut le plus illustre, le plus heureux et le plus puissant des monarques al-mohades. Il en était digne par ses talents et ses rares qualités. Dès son avènement au trône, il distribua aux pauvres cent mille pièces d'or, mit en liberté tous les détenus pour de légères dettes, et fit remise à ses sujets des contributions dont ils étaient alors redevables au trésor. Il augmenta le traitement des cadhis, des fakihs; visita les provinces, y réforma les abus, fortifia ses frontières et les

pourvut de bonnes garnisons. Il fonda et dota des mosquées, des colléges, des hôpitaux pour les malades, les infirmes et les aveugles, tant en Espagne qu'en Afrique. Il y fit bâtir des châteaux, des ponts, des hôtelleries, des prisons, et creuser des puits sur les routes et dans les déserts. Il assigna des traitements fixes aux professeurs, aux médecins, à tous les fonctionnaires publics, et une solde régulière et avantageuse à ses troupes. Heureux dans toutes ses entreprises, il fit triompher l'islamisme, et fut le prince musulman le plus puissant de son siècle; son empire s'étendait vers l'orient jusqu'à Barkah, et touchait aux états du célèbre sulthan Saladin, qu'il était digne d'avoir pour voisin et pour contemporain.

Lorsqu'Aly ben-Ishak, ben-Ghania, prince des Al-Moravides et roi de Maïorque, eut appris la mort du dernier roi de Maroc, il passa en Afrique avec une armée nombreuse, s'empara de Budjie, y fit prononcer la khothbah au nom du khalife abbasside, Naser-ledin-Allah (1) et perçut les tributs de toute la contrée. Ses succès ayant entraîné à la révolte une grande partie de l'Afrique orientale, Yacoub fut obligé d'aller en personne étouffer ces troubles. Après avoir pacifié l'Afrique, il s'embarque à Alger, aborde à Algésiras, le 3 ou 8 rabi Ier. 585 (21 ou 26 avril 1189), avec une puissante armée, marche sur Santarein, et dirige une colonne de ses troupes sur Lisbonne. Mais cette expédition n'aboutit qu'à changer en désert une partie du Portugal. Le roi de Maroc repasse le détroit, la même année, traînant à sa suite treize mille jeunes captifs des deux sexes et un immense butin. De nouvelles révoltes dans l'Afrique orientale ayant nécessité sa présence, le roi de Portugal prend sa revanche et emporte d'assaut Silves, Béja et Beira. Affligé de ses pertes, Al-Mansour écrivit à ses lieutenants en Andalousie, pour leur reprocher durement leur négligence et leur ordonner de conquérir l'Al-Garb, promettant de les secourir incessamment. Tous les capitaines al-mohades de la Péninsule se rassemblent en conséquence sous les drapeaux du wali de Cordoue, Mohammed ben-Yousouf, reprennent Silves de vive force, entrent dans l'alcaçar d'Abou-Denis (2), ainsi

(1) Et non pas Hayreddin Allah, comme l'ont dit, par erreur, les éditeurs de l'ouvrage de Conde. Il régnait à Baghdad.

(2) Suivant Casiri, c'était une province qui contenait les villes d'Évora, Coria, Mérida, Badajoz, Cantara al-Seif, etc.

que dans Beja et Beira, délivrent quinze mille prisonniers musulmans et emmènent trois mille captifs chrétiens à Cordoue, en chawal 587 (novembre 1191).

Tandis que le khalife essuyait à Fez une longue et dangereuse maladie et allait ensuite passer le temps de sa convalescence à Maroc, les chrétiens reprirent encore l'offensive en Espagne. Le roi de Castille Alfonse III, VIII ou IX, mit l'Andalousie à feu et à sang, porta ses ravages jusqu'à la mer, et vint camper devant Algésiras (1), d'où il envoya au monarque africain un défi, conçu en ces termes : « Puisque tu n'oses pas m'attaquer, envoie-moi des vaisseaux » pour que j'aille te chercher et te combattre. Si tu es vainqueur, je serai ton prisonnier, et tu disposeras de mes dépouilles et de moi ; si tu es vaincu, je serai maître de tes » états et je dicterai la loi aux musulmans (2) ». La lecture de cette lettre enflamma le zèle religieux du roi de Maroc ; il fit publier la ghaciah. Les soldats des diverses tribus de l'Afrique et du Magreb accoururent à cet appel, et il les dirigea aussitôt vers l'Espagne, après avoir chargé son fils Mohammed de répondre au Castillan par un verset du Coran, où Dieu menace de réduire en poudre ses ennemis.

Yacoub partit de Maroc le 18 djoumadi Ier. 591 (30 avril 1195), et se rendit à Alger où son armée s'était rassemblée. Il la fit embarquer successivement pour l'Andalousie ; et, lorsque les Al-Mohades, qui formaient sa garde, eurent abordé à Algésiras, il arriva avec une suite nombreuse de cheikhs, de vezirs et de fakihs, le 20 redjeb (30 juin). Il s'y reposa un jour ; et, ne voulant pas laisser refroidir l'ardeur de ses troupes qui brûlaient de se distinguer dans la guerre sainte, il força sa marche, et, sans s'arrêter à Cordoue, il alla au-devant de l'armée castillane : cette armée avait pris position dans la plaine et sur les hauteurs que domine la forteresse d'Al-Arca (3), non loin de Calatrava.

---

(1) Les auteurs espagnols donnent des détails plus circonstanciés sur les expéditions des princes chrétiens. Il paraît que d'abord les rois de Castille et de Léon envahirent l'Estramadoure et l'Andalousie, dès la fin de l'année 1189 ; et qu'en 1193, une armée castillane, commandée par l'archevêque de Tolède, commit les plus horribles excès dans l'Andalousie.

(2) Suivant les historiens espagnols, Yacoub avait écrit auparavant au roi de Castille, pour se plaindre de sa manière de faire la guerre.

(3) Cette ville d'Al-Arca ou d'Alarcos, comme l'écrivent les historiens,

Arrivé à deux journées du camp des chrétiens, il assembla son conseil, y appela les chefs des troupes andalousiennes, et adopta les avis que lui donna l'un d'eux qui avait vieilli dans le métier des armes. Après avoir passé en prières une partie de la nuit suivante, il chargea du commandement général son vezir, Abou-Yahia ben Abou-Hafs, ne se réserva que celui de l'arrière-garde, composée des Al-Mohades, et donna le signal du départ.

Le mercredi 9 chaban 591 (19 juillet 1195), les deux armées se trouvèrent en présence. Alfonse, jaloux d'obtenir seul l'honneur d'une victoire qu'il se flattait de remporter, s'opiniâtra à ne pas attendre les secours que lui amenaient les rois de Léon et de Navarre, et engagea l'action, quoique avec des forces qui paraissent avoir été très-inférieures (1). Sept à huit mille de ses cavaliers, bardés de fer ainsi que leurs chevaux, fondirent sur l'avant-garde de l'armée musulmane, où étaient les volontaires et les archers, s'avancèrent jusqu'à la portée des lances, et, repoussés deux fois, parvinrent à les enfoncer et à pénétrer jusqu'au centre, où ils croyaient trouver le roi de Maroc. Le vezir Abou-Yahia y fut tué, en combattant à la tête de la tribu de Henteta; mais sa mort fut aussitôt vengée par les volontaires qui, s'étant ralliés, enveloppèrent les chrétiens et les taillèrent en pièces. En même temps, l'aile droite des maures, composée des Andalousiens, et la gauche formée par les tribus du Magreb, attaquèrent en flanc l'armée chrétienne; et, après une vive résistance, la mirent en déroute et en firent un grand carnage. Dix mille hommes, la fleur de la cavalerie castillane, avaient juré, sur la croix, de périr sur le champ de bataille; épuisés de fatigue, ils se replièrent vers la colline où était leur souverain; mais déjà les musulmans y avaient pénétré. Quelques-uns crurent échapper à la mort en fuyant; mais ils furent poursuivis par les cavaliers arabes qui achevèrent de les détruire. Yacoub, voyant la victoire se déclarer pour lui, s'avance alors avec sa réserve, pour accabler Alfonse, qui disputait

---

espagnols, ou d'Al-Arak, suivant Dombay, n'existe plus, à moins qu'elle n'ait changé de nom. Il y a bien en Espagne quelques villes d'Arcos, mais elles sont différentes de celles dont il s'agit ici.

(1) Son armée, suivant Conde et Dombay, était de trois cent mille hommes, et de deux cent vingt-cinq mille, suivant Casiri : mais les deux nombres sont évidemment exagérés.

encore le terrain, avec ses plus vaillants chevaliers. Au bruit des instruments de guerre, à la vue de l'étendard blanc (1) du khalife, le Castillan découragé prit la fuite, harcelé par les Maures, qui tuèrent presque toute son escorte; il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval, et traversa la forteresse d'Al-Arca, sans s'y arrêter. Les Al-Mohades assiégèrent cette place, croyant l'y surprendre, l'emportèrent d'assaut, en brûlèrent les portes et en égorgèrent la garnison. Ils y firent, ainsi que dans le camp des chrétiens, un énorme butin. Tel est le récit, assez vraisemblable, que font les historiens arabes de la bataille d'Al-Arca ou Alarcos, une des plus glorieuses et des plus heureuses pour l'islamisme, et la plus importante qu'aient gagnée les Al-Mohades. Les chrétiens y perdirent trente mille hommes, suivant les auteurs extraits par Casiri. Ceux que Conde et Dombay ont consultés, disent que Dieu seul sait le nombre des tués (2). Yacoub fit vingt mille prisonniers, auxquels il rendit la liberté, au grand mécontentement de la plupart de ses généraux. Il ravagea sans obstacle la Castille, conquit plusieurs places fortes, brûla des villages, poussa jusqu'à Djebal-Soleiman (3), et revint triomphant à Séville, où il consacra sa part du butin à la construction d'une superbe mosquée.

Yacoub continua la guerre, l'an 592 (1196), réduisit Calatrava, Guadalajara, Madrid, Djebal-Soleiman, et assiégea Tolède, où Alfonse s'était renfermé; mais, prévoyant une longue résistance, il décampa et alla prendre

---

(1) On a vu que les monarques almoravides avaient adopté le noir, qui était la couleur des khalifes abbassides de Baghdad, dont ils reconnaissaient la suprématie. Les Al-Mohades prirent l'étendard vert, couleur de Mahomet et d'Aly dont ils prétendaient descendre; mais ils adoptèrent aussi le blanc, sans doute pour afficher une opposition plus marquée contre les khalifes d'orient et contre les Al-Moravides, et pour gagner les partisans des Omméyades, dont le blanc avait été la couleur révérée.

(2) Il fut de cent quarante mille, suivant une note de Cardonne, tome II, de son Histoire de l'Afrique et de l'Espagne, et sans doute d'après l'historien arabe Nowaïri. Cardonne dit aussi que la bataille se donna près de la forteresse de Rema, selon les uns, et proche de celle d'Alernes, suivant les autres. Il veut dire sans doute Rabah (pour Calatrabah), et Alarcos. Son texte porte que ce fut dans la plaine de Merdj-Djedis : mais cet auteur est si peu exact qu'on ne peut guère croire à ses assertions.

(3) Le nom de cette place ne se retrouve dans aucune ville actuelle d'Espagne; c'est peut-être Alcala de Henarés, près de laquelle est un château ruiné, sur la croupe d'une montagne.

d'assaut Talamanca (1) : il en fit passer les habitants au fil de l'épée, chargea de fers les femmes et les enfants, brûla la ville, rasa ses murailles, et revint à Séville, en safar 593 (décembre 1196), après avoir soumis sur la route Albalat, Torgielo (Trujillo), et quelques autres places. Il fit poser sur la mosquée qu'il avait élevée dans cette capitale, une boule d'or d'un si grand diamètre, que, pour la faire entrer, il fallut élargir la porte. Sa valeur était de cent mille dinars d'or (un million), et la barre de fer, sur laquelle on la fixa, pesait mille livres (2). Lorsque cet édifice fut achevé, Yacoub fonda la forteresse d'Al-Faradj, sur le Guadalquivir. De retour à Maroc, en chaban 594 (juin 1198), il y fit reconnaître pour son successeur, tant en Espagne que dans tout le nord de l'Afrique, depuis Sous-al-Acsa jusqu'aux déserts de l'Orient, son fils Mohammed, et mourut dans sa capitale le 21 rabi Ier. 595 (22 janvier 1199), à l'âge de quarante ans, après un règne aussi glorieux que fortuné de quinze ans moins un mois (3). Yacoub al-Mansour, un des meilleurs princes qu'ait produit l'islamisme, fut le plus vertueux, le plus célèbre et le plus puissant de la dynastie des Al-Mohades. Il joignait au courage les plus rares qualités.

La même année, mourut le célèbre Abou-Abdallah Mohammed ben-Omar, ben Roschd, plus connu sous le nom altéré d'Averrhoès, natif de Cordoue, médecin, philosophe, jurisconsulte, mathématicien, poète, etc., auteur d'un grand nombre d'ouvrages en arabe et en hébreu, entre autres, d'une traduction des œuvres d'Aristote.

Un autre médecin, littérateur, Mohammed ben Abd-el-melek, ben Zahr ou ben Zoher (vulgairement nommé Aben-Zoar), né à Séville, mourut aussi, dans l'année 595 (1198), suivant Abou'lfeda. Il avait eu pour aïeul Zoher, vezir et philosophe, mort à Cordoue, l'an 525 (1131), et il était le quatrième de cinq médecins espagnols du nom

(1) Ou plutôt Tembleca suivant Dombay. Le nom de *Talamanca*, est cité par Conde et par Casiri; mais ce ne peut être Salamanque, qui appartenait alors au roi de Léon.

(2) Dombay parle de trois boules d'or et d'une barre d'argent.

(3) Abou'lfeda le fait mourir à Salé, un ou deux mois plus tard, à l'âge de quarante-huit ans. Rien de plus absurde que les contes rapportés dans les *Révolutions d'Espagne*, liv. IV, p. 203 à 207, in-12, sur la cause de la prétendue disparition de ce prince, et sur sa mort à Alexandrie, où il exerça, dit-on, la profession de boulanger.

d'Aben-Zoar, que la plupart des biographes ont souvent confondus les uns avec les autres, et dont l'un, qui avait été le maître d'Averrhoès, passe, en raison de cette méprise, pour avoir vécu cent trente-cinq ans (1).

IVe. ABOU-ABDALLAH MOHAMMED AL-NASER LEDIN-ALLAH.

An de l'hég. 595 (de J.-C. 1199). Mohammed al-Naser, fils et successeur de Yacoub al-Mansour, était généreux; il avait de l'instruction, de l'esprit, des talents peu communs pour la paix et pour la guerre; mais ces avantages étaient effacés par un défaut aussi funeste à un souverain qu'à ses sujets. Faible, irrésolu, il n'agissait jamais d'après lui-même dans les affaires importantes, et donnait trop de confiance aux avis de ses ministres. Ce prince, au rapport d'Abou'lfeda, était loin d'avoir cet extérieur imposant, cet air martial, qui charment les soldats : il était roux, et sans barbe, maigre, triste, taciturne, ayant toujours les yeux baissés, et, par-dessus tout cela, il bégayait. Suivant les auteurs traduits par Conde, il était de taille moyenne et mince, avait le teint blanc, la barbe longue et noire, les sourcils épais, les yeux beaux, mais fixes et distraits. Il est difficile de concilier deux portraits si différents (2).

Les premières années du règne de Mohammed furent employées à étouffer quelques troubles excités en Afrique par des rebelles, entre autres par l'al-moravide, Yahia ben-Ishak de Maïorque, qui, à la suite d'une longue guerre, fut totalement défait, l'an 604 (1208).

Mohammed ayant chassé de l'Afrique les Al-Moravides, voulut les priver de leur dernier asile. Il envoya une puissante flotte avec des troupes nombreuses qui débarquèrent dans l'île de Maïorque, assiégèrent la capitale, où s'était ren-

---

(1) Conde qui, dans son histoire, ne dit rien de l'état des mœurs, des arts, des lettres, des sciences, du gouvernement, etc. des Maures d'Espagne, sous les diverses époques, n'a fait aucune mention d'Averrhoès ni d'aucun des personnages du nom d'Aben-Zoar. Mais Casiri, dans sa *Biblioth. Arab. Hispana*, a donné une immense biographie de savants et de gens de lettres en tous genres, nés en Espagne et au sein de l'islamisme.

(2) Dombay se borne à dire que ce prince était maigre et bien fait, qu'il avait les yeux noirs et doux, la barbe et les soucils épais.

fermé le roi des Baléares, Abdallah, frère de Yahia, la prirent d'assaut, massacrèrent ce prince, envoyèrent sa tête embaumée à Maroc, et exposèrent son cadavre sur les remparts de la ville. Les îles de Minorque et d'Iviça se soumirent aux vainqueurs ; mais ce fut leur dernière conquête (1).

Les chrétiens de la Péninsule avaient repris courage et recouvré de nouvelles forces, depuis la mort du dernier roi de Maroc. Sanche Ier., roi de Portugal, s'était emparé d'Elvas, en 1203. Les rois d'Aragon, de Castille, de Navarre et de Léon, long-temps divisés, avaient fait la paix. Le premier avait enlevé quelques places aux musulmans du côté de Valence. Le second, brûlant de réparer la honte de la journée d'Al-Arcos, avait repris les armes, aussitôt après l'expiration de la trève, soumis Alcala, et porté la désolation dans le royaume de Murcie. Les musulmans d'Espagne implorèrent le secours du roi de Maroc.

L'an 605 (1209), Mohammed al-Naser fit publier la ghaziah dans tous ses états d'Afrique. Ses proclamations et les sommes considérables qu'il répandit, attirèrent à Alger (2), où était indiqué le rendez-vous général, une foule de musulmans volontaires, outre ceux qui étaient enregistrés dans les provinces, sur le rôle des contributions (3). Lorsque ces soldats furent enrégimentés, le khalife partit de Maroc, le 19 chaban 607 (5 février 1211), et se rendit à Alger, où, pendant près de deux mois, il procéda à l'embarquement de ses troupes, et d'une quantité prodigieuse de munitions et de machines. Il partit le dernier, et aborda sur les côtes de Tarifa, le 25 djoulkadah (10 mai). Les Maures d'Espagne le joignirent à Séville, et le spec-

---

(1) Nous avons dû ici préférer le récit de Conde à celui de Dombay ; suivant ce dernier, Mohammed, tandis que Yahia lui enlevait plusieurs provinces en Afrique, l'an 598 (1202), s'embarqua à Alger et alla faire une descente dans l'île de Maïorque qu'il subjugua en rabi 1er 600 (novembre 1202) : de là il revint en Afrique, continuer la guerre contre Yahia.

(2) Ou plutôt, suivant Dombay, à Kasr-el-Djiwaz, port de mer, entre Tanger et Ceuta, et plus voisin, par conséquent des côtes d'Espagne.

(3) Il est donc vrai que chez les nations mahométanes, les hommes domiciliés, et payant les impôts, étaient soumis à une conscription militaire. Telle fut long-temps la canse des avantages qu'obtinrent les souverains musulmans dans leurs guerres contre les princes chrétiens, qui, faute de troupes réglées, n'avaient d'autres ressources que les secours, souvent incertains, de leurs inconstants et ambitieux vassaux.

gistrats avides et vénals. Tant d'injustices excitèrent un mécontentement général, et l'on vit renaître les dissensions, symptômes de la décadence et de la chute des empires.

Ces circonstances parurent favorables aux princes chrétiens, pour recommencer leurs incursions et poursuivre leurs conquêtes. Le nouveau roi de Castille, Henri Ier, subjugua par ses généraux plusieurs places-fortes, entre autres, Ubeda et Baeça, mais il ne put les conserver parce qu'elles étaient trop éloignées de ses frontières. Jayme Ier. roi d'Aragon, fut plus heureux. Il enleva par escalade, l'an 613 (1216), Dénia, Béjar, et assiégea Alcaraz qui, au bout de deux mois, capitula, ainsi que plusieurs autres places moins importantes. Dans le même temps, Alfonse IX, roi de Léon, envahit l'Estramadure qu'il désola d'une manière horrible, et prit d'assaut Alcantara du Tage (1).

Au mois de djoumadi 1er. 614 (août 1217), le roi Jayme, secondé par les Français, vint assiéger par terre et par mer Alcaçar Al-Fakah (2), l'emporta de vive force, et fit couper la tête à plus de mille hommes de la garnison. Le wali Abdallah ben-Mohammed, qui avait reçu cette place en héritage de son père, fut fait prisonnier, se racheta, passa à Maroc et revint en Espagne, où il périt tragiquement, victime des discordes civiles.

La même année 614 (1217), les Castillans entrèrent par Calatrava et Consuegra, dans la province de Cordoue, conquirent tout le pays jusqu'à Baeça, et assiégèrent cette place. Mais Seïd Abou-Mohammed, qui s'y était renfermé, les vainquit dans plusieurs sorties, et les força de se retirer.

L'an 615 (1218), Abou-Ibrahim Ishak, probablement prince de la famille des Al-Mohades, et gouverneur de Grenade, fit bâtir hors de cette ville, sur le Xenil, le grand Alcaçar des Seïds, auprès duquel il établit le cimetière royal.

La même année, les chrétiens (3) envahirent les frontières

---

(1) C'est la ville qui est aujourd'hui le chef-lieu d'un ordre de chevalerie. Il y avait alors quelques autres places nommées Alcantara (le pont), qui sans doute n'existent plus. Les auteurs espagnols rapportent la prise d'Alcantara à l'année 1214.

(2) Conde n'indique jamais la position des lieux dont parlent les auteurs arabes qu'il a traduits. Le château d'Al-Fakah était probablement situé à l'embouchure de l'Ebre, et l'on retrouve encore son nom dans les îles *Al-Fachs* ou *Alfaques*, qui passèrent alors sous la domination du roi d'Aragon.

(3) Il est probable qu'il s'agit des troupes du roi de Léon qui, depuis

en personne, avec sa femme et ses principaux officiers, rendre hommage au monarque africain. Mohammed, prévenu de son arrivée, donna ordre qu'on le reçût avec toute sorte d'honneurs, et qu'on lui fournît une escorte de mille cavaliers jusques à Carmone. Là, on dit au prince chrétien qu'il était sous la sauve-garde du khalife, et que, jusqu'à Séville, il marcherait à l'ombre des épées et des lances des musulmans. En effet, la route entre ces deux villes, dans un espace de quarante milles, était bordée d'une double haie de soldats magnifiquement équipés. Voulant garder les convenances, sans manquer à l'étiquette orientale, Mohammed fit dresser une tente d'écarlate, hors des portes de Séville; au milieu était placé un de ses principaux officiers, qui, au moment où le roi de Maroc et le prince chrétien, entrèrent en même temps dans la tente, par deux côtés différens, les prit tous les deux par la main, et fit asseoir le premier à sa droite et le second à sa gauche. Celui-ci présenta au monarque africain un exemplaire du Coran qu'il tenait de ses ancêtres. Ce manuscrit était dans une boîte d'or, parfumée de musc et couverte d'une étoffe de soie verte, enrichie d'or et de pierreries. Après un assez long entretien, pendant lequel l'officier servit d'interprète, les deux rois montèrent à cheval, et entrèrent dans la ville, suivis d'un nombreux et brillant cortége. Au bout de quelque temps, le prince chrétien partit comblé de présents, et fort satisfait de la réception honorable qu'on lui avait faite.

---

chrétiens et les musulmans. On pourrait encore attribuer le voyage de Séville, soit au roi de Portugal, Alfonse II, dont la capitale était *Lisbona*, nom qu'une erreur de copiste a pu remplacer par celui de *Bayona*, soit plutôt à Alfonse IX, roi de Léon, qui était maître de la Galice, où se trouve même aujourd'hui une ville maritime de *Bayona*. En effet, ces deux princes n'entrèrent point alors dans la ligue des rois chrétiens de la Péninsule, et ne reprirent les armes contre les Maures qu'après l'entière défaite de ces derniers. En se déterminant pour l'un ou l'autre de ces deux princes, il resterait à expliquer pourquoi, leurs frontières étant à l'ouest et au nord-ouest des provinces musulmanes en Espagne, ils ne seraient pas venus à Séville par les routes de Mérida, de Badajoz, de Lucena, etc., plutôt que par celle de Carmona qui est à l'est et qui conduit en Castille; et pourquoi les auteurs arabes auraient donné le titre de roi de *Bayona* (ville qui leur était à peine connue), au roi de Léon, qu'ils nomment toujours, comme nous l'avons dit, roi de Galice. Ces questions sont difficiles à résoudre, quoique Dombay se soit décidé, sans preuves, pour le roi de Léon.

Mohammed al-Naser quitta Séville le 1er. safar 608 (15 juillet 1211), marcha vers la Castille et s'arrêta devant Salvatierra, grande forteresse située au sommet d'une des montagnes de la Sierra-Morena. On ne pouvait y arriver que par un sentier très-escarpé. Ce monarque avait pour vezir, Abou-Saïd ben-Gamea, qui, étranger à la race des Al-Mohades qu'il haïssait secrètement, ne s'attachait qu'à l'humilier et à l'opprimer. Plusieurs cheikhs et capitaines, dont la valeur avait fondé la puissance de cette famille, furent forcés de quitter le service de Mohammed. Le ministre et un de ses favoris, restés presque seuls auprès du monarque, avaient sur lui un tel ascendant, qu'il ne faisait rien sans leur volonté. Ce furent eux qui lui persuadèrent de ne point franchir les montagnes, qu'il n'eût pris Salvatierra. Le siége de cette place dura plus de huit mois. L'hiver survint; les vivres et les fourrages manquèrent; la disette et le froid firent périr beaucoup de monde. La résistance que les musulmans éprouvèrent, ralentit leur enthousiasme, en donnant aux princes chrétiens le temps de rassembler leurs troupes et de recevoir une partie des puissants renforts qu'ils avaient sollicités, entre autres, soixante mille Français. Ils vinrent alors assiéger Calatrava. Cette place et la frontière, dont elle était la clef, avaient pour défenseur Abou'l Hedjadj ben-Kadis, brave et fidèle capitaine, qui, avec soixante-dix mille hommes, opposa une vigoureuse résistance aux forces bien supérieures des rois, Alfonse III de Castille, Pierre II d'Aragon et de leurs auxiliaires Vainement il pressa le roi de Maroc de lui envoyer des secours : le perfide vezir interceptait toutes ses lettres, afin de laisser ignorer au monarque la situation des affaires et les plaintes de ses sujets, de peur qu'il ne levât le siége de Salvatierra. Abou'l-Hedjadj, ayant perdu la plus grande partie de ses troupes, par la famine et par le fer des chrétiens, rendit enfin à ceux-ci Calatrava, et obtint pour lui et pour tous les musulmans, soldats et citoyens, la liberté d'en sortir et de se retirer partout où ils voudraient. Il alla rejoindre l'armée du khalife; mais, en arrivant au camp, il fut arrêté, ainsi que son beau-père qui avait refusé de l'abandonner; on les garrota comme des traîtres, et on les conduisit devant Mohammed, qui, prévenu par les calomnies de son ministre, les accabla de reproches, repoussa leur justification, et les fit mettre à mort. Cette exécution inique mécontenta l'armée entière, et surtout les Andalousiens. L'or-

gueilleux vezir acheva d'indisposer ces derniers, en témoignant à leurs chefs, en présence du roi, une impolitique défiance, par l'ordre qu'il leur donna de camper à une certaine distance du reste de l'armée.

La perte de Calatrava causa tant de chagrin et de colère à Mohammed al-Naser, que pendant plusieurs jours, il perdit le sommeil et l'appétit. Il s'en vengea, en multipliant les assauts contre Salvatierra, qui fut enfin réduite à capituler, à la fin de dzoulhadjah 609 (fin de mai 1212). A cette nouvelle, les rois de Castille et d'Aragon hâtèrent leur marche; et leur armée, renforcée par les Navarrois, que Sanche le Fort, leur souverain, conduisait en personne, rencontra bientôt celle des Maures, qui s'était mise en mouvement. Mohammed fit arborer sur sa tente un étendard rouge pour signal de la bataille, se plaça sur une hauteur et s'assit sur un bouclier, ayant son cheval devant lui, et entouré de dix mille esclaves noirs qui formaient une partie de sa garde. Son armée prit position en avant, sous le commandement du vezir Abou-Saïd. Les chrétiens commencèrent l'action par une attaque générale contre le corps des volontaires musulmans, qui, malgré leurs efforts, furent enveloppés et se firent tuer tous jusqu'au dernier, mais en vendant chèrement leurs jours. Les chrétiens chargèrent alors avec une nouvelle impétuosité les Al-Mohades et les Arabes, qui se battirent aussi comme des lions; mais, dans le fort de la mêlée, les Andalousiens, pour punir le vezir de ses mépris et venger la mort du malheureux Abou'l-Hedjadj, abandonnèrent le champ de bataille. Cette défection mit le désordre dans les rangs des Africains, et leur fuite fut une déroute générale. Restait cette redoutable garde de noirs, qui environnait la tente du khalife et dont les lances formaient un rempart devant lequel la cavalerie chrétienne échoua d'abord : cette barrière fut enfin renversée (1). Mohammed, entouré de cadavres, ne quittait point sa position et se résignait à la mort, lorsqu'un Arabe pénétra jusqu'à lui, le fit monter sur une excellente jument de race, prit le

(1) Il ne faut pas chercher ailleurs les prétendues *chaînes de fer* qui entouraient le roi de Maroc, et que le roi de Navarre *rompit d'un coup de sabre*, et plaça depuis dans les armoiries de sa maison. On a peine à croire qu'un grave personnage, Rodrigue, archevêque de Tolède, auteur contemporain, ait semé son ouvrage de pareilles extravagances, et qu'elles aient été répétées depuis par tant de compilateurs.

cheval de son maître et sauva ce prince à travers la foule des fuyards. Le carnage fut prodigieux et dura jusqu'à la nuit, parce que le roi de Castille avait défendu de faire des prisonniers.

Tel est le récit simple et sans exagération que font les auteurs arabes de la bataille de las Navas de Tolosa, qui porta un coup funeste à la puissance des Al-Mohades, et prépara la chute de l'islamisme en Espagne. Elle eut lieu, suivant eux, le 15 safar 609 (17 et non pas 16 juillet 1212), dans la plaine de Hisn Al-Akab (1); ils conviennent de la perte énorme que les musulmans y essuyèrent, et leur franchise sur ce point est un garant de leur véracité, lorsqu'ils parlent de leurs avantages (2). La conquête d'Ubeda fut, pour le moment, le principal fruit de cette mémorable victoire; le roi de Castille la prit d'assaut, et fit impitoyablement égorger tous les musulmans, sans distinction d'âge ni de sexe (3).

Le présomptueux monarque d'Afrique s'était flatté qu'aucune puissance ne pourrait triompher de son invincible armée. Irrité de sa défaite, il ne l'attribua point à la valeur des chrétiens, à l'incapacité de son vezir, mais à la lâcheté des capitaines andalousiens; et, persistant dans son erreur, dans son injustice, dès qu'il fut arrivé à Séville,

---

(1) C'est ce que disent, d'après eux, Casiri, Conde, Dombay, et Cardonne qui seul rapporte cet événement à l'année 607 (1210), ce qui est évidemment une erreur. Il semble donc qu'il y avait alors un château, nommé *Al-Akab*, qui dominait la plaine où se donna la bataille. Mais Hadji-Khalfah, dans ses Tablettes chronologiques, dit que les Arabes nommèrent cette funeste journée, *Wakihat-al-Ikab* (bataille du châtiment), et il est probable que ce nom resta depuis à la plaine où elle avait eu lieu, près de Tolosa, dans le royaume de Jaen.

(2) La consternation où cette épouvantable défaite plongea les musulmans, semble leur avoir fait exagérer la perte qu'ils y éprouvèrent. Dombay dit qu'ils la font monter à douze cent mille hommes. Suivant Conde et une note de Cardonne, presque toute leur armée y périt. Les auteurs chrétiens évaluent la perte de l'ennemi à cent soixante mille hommes, à cent quatre-vingt-cinq mille ou à deux cent mille, tout au plus : en cela ils sont assez croyables. Léon l'Africain ne la fait monter qu'à soixante mille hommes. Mais Rodrigue de Tolède en impose, lorsqu'il réduit à vingt-cinq hommes celle des chrétiens; Garibay l'évalue avec plus de vraisemblance à vingt-cinq mille.

(3) Suivant les auteurs espagnols, les vainqueurs ne purent réussir à s'emparer d'Ubeda; ils se séparèrent, retournèrent chacun dans leurs états, et la campagne fut terminée.

s'était couvert de gloire dans l'Afrique orientale, sous le règne de son neveu Mostanser. Pourvu depuis du gouvernement de Séville, il y était regardé comme le prince le plus capable d'arrêter les progrès des chrétiens. Afin d'honorer la ville de Malaga, où il était né, il y avait fondé, l'année précédente, un superbe palais, nommé l'Alcaçar des Seïds, et exécuté sous sa direction : mais les talents supérieurs d'Al-Mamoun ne purent lutter contre les coups de la fortune et la fatalité des circonstances (1). L'Espagne et la Mauritanie furent ravagées cette année par une nuée de sauterelles. Au fléau de la disette et des maux qui l'accompagnent, se joignirent les malheurs d'une guerre continuelle avec les chrétiens et les fureurs des discordes intestines.

Abou-Mohammed le Baëcien, ce prince vassal des Castillans, favorisait toujours leurs conquêtes. Ils prirent Loja et Alhamra, poussèrent leurs ravages jusqu'aux environs de Grenade et aux bords du Xenil, et assiégèrent Jaen. Al-Mamoun vola au secours de cette place, tailla en pièces les chrétiens, et les força d'abandonner leur camp, leur butin et leurs conquêtes. Ils revinrent s'emparer de Salvatierra, de Borgalhimar, etc., toujours secondés par Abou-Mohammed : mais Al-Mamoun, ayant rassemblé les troupes de Cordoue, de Séville et de Malaga, marcha contre ce traître, et l'assiégea dans Baeça. Quelques jours après, les habitants, indignés des liaisons de leur prince avec les chrétiens, se révoltèrent contre lui, le massacrèrent et portèrent sa tête à Al-Mamoun, auquel ils ouvrirent les portes de leur ville, à la fin de l'an 624 (1227) (1).

---

avons préféré l'autorité de Dombay à celle de Conde ; quoique l'orientaliste allemand donne moins de détails que l'auteur espagnol, sur les affaires de la Péninsule, son récit est plus clair, plus vraisemblable, et ses dates généralement plus exactes et plus précises.

(1) Casiri dit que ce prince prit Maroc le 22 chawal 624 : c'est une erreur; il y fut proclamé ce jour-là, mais il était alors en Espagne, où il demeura encore deux ans.

(2) Conde, dont nous avons adopté le récit, pour la mort du Baëcien, place cet événement, sans aucune vraisemblance, dans l'année 627 (1230) ; mais, à cette époque, le roi de Maroc, cousin de ce prince, n'était plus en Espagne. Suivant Dombay, le Baëcien fut tué dans le château d'Almodovar, par un certain Ben-Yebrouk, l'an 623 (1226) ; mais comme alors Abou-Aly Al-Mamoun ne régnait pas encore, nous avons cru devoir reculer la mort de son rival, jusqu'à la fin de l'année suivante, afin d'être d'accord, au moins pour la date, avec les auteurs chrétiens qui disent qu'Abou-Mohammed fut tué en 1227, en fuyant

Quoique les cheikhs almohades qui, depuis quelques années, avaient formé à Maroc une sorte de gouvernement aristocratique, eussent envoyé par écrit leur serment de fidélité à Al-Mamoun, et l'eussent reconnu pour émir al-moumenin, ils s'en étaient repentis peu de jours après; et, préférant avoir un souverain qu'ils pussent diriger à leur gré, ils avaient proclamé Yahia, son neveu, âgé de quatorze ans, sous le titre d'Al-Motasem-Billah (1): mais ce choix n'avait pas obtenu l'approbation générale dans le Magreb, et plusieurs tribus y étaient demeurées fidèles à Al-Mamoun. Ce dernier, obligé de défendre en Espagne ses domaines attaqués par les princes chrétiens et par des usurpateurs de sa famille, avait différé malgré lui d'aller prendre possession du trône de Maroc, et d'en éloigner ce faible compétiteur, que les factieux lui avaient suscité; lorsqu'un rival plus redoutable s'éleva contre lui dans la Péninsule, et y accéléra le renversement de la puissance des Al-Mohades.

Abou-Abdallah Mohammed ben-Yousouf, ben-Houd Al-Djezami, issu des derniers rois de Saragoce, comptait parmi ses ancêtres, Djezam ben-Amer, l'un des principaux officiers du conquérant arabe de l'Espagne, et un ou deux des gouverneurs de cette Péninsule, pour les khalifes

de Cordoue dont les habitants s'étaient révoltés contre lui. Quant aux dates des autres événements militaires, arrivés en Espagne, l'impossibilité de concilier desopinions tout-à-fait contradictoires nous en a fait omettre quelques-unes.

(1) C'est ici surtout que nous sommes forcés d'abandonner le récit de Conde, pour suivre de plus sûres autorités. Cet orientaliste suppose que Yahia était un vaillant capitaine dont il semble ignorer la famille, et que la faction dominante à Maroc envoya en Espagne pour l'y opposer à Al-Mamoun. Il le fait ensuite revenir en Afrique, retourner dans la Péninsule, et périr l'an 629 (1232), au siége de Jaen, laissant son héritage, ses prétentions et le soin de sa vengeance à son neveu Mohammed ben-Yousouf, ben-Naser. Il y a là autant d'erreurs que de mots. Yahia était fils de Mohammed al-Naser, roi de Maroc, fameux par sa défaite d'Al-Akab ou deTolosa; il était à peine sorti de l'enfance, lorsqu'il fut porté au trône, en concurrence avec son oncle Al-Mamoun; il n'alla jamais en Espagne, n'y mourut point en 629, mais survécut à son oncle, et fut tué l'an 633 (1236), près de Teza en Afrique, après avoir été vaincu par son cousin Al-Raschid, fils et successeur d'Al-Mamoun. Enfin, en 629, il avait vingt ans de moins que Mohammed ben-Yousouf, ben-Naser, qui n'était point son neveu, qui n'appartenait point à la famille des Al-Mohades, mais qui fut le premier roi de Grenade, dela dynastie des Naserides, comme on le serra ci-après.

d'orient (1). Puissant par l'ascendant que lui donnaient sa naissance, ses richesses, son courage, ses talents, et voyant une occasion favorable de délivrer les musulmans d'Espagne de la tyrannie des Al-Mohades, contre lesquels il nourrissait une haine héréditaire, il résolut de recouvrer les droits de sa famille, et de satisfaire à la fois son ambition et sa vengeance personnelle. Il réussit, par son éloquence, sa générosité et les intrigues de ses amis, à réunir un grand nombre de braves, qui, s'étant assemblés à Escuriante ou à Souhour, lieux escarpés et naturellement fortifiés dans le taha d'Uxixar, l'un des districts des Alpujarras, à la fin de redjeb 625 (juillet 1228), y proclamèrent roi, Mohammed ben-Houd, lui donnèrent le titre de Motawakkel Ala-Allah (2), et jurèrent de lui obéir et de mourir pour son service. Afin d'accréditer son parti, et de détacher les musulmans de la domination des Al-Mohades, il dénonça ceux-ci comme hérétiques et corrupteurs de l'islamisme. Il les accusa d'être les seuls auteurs des calamités qui affligeaient l'Espagne, par le schisme qu'ils y avaient introduit. Il publia qu'ils avaient souillé les mosquées, et ordonna aux imans, aux khatibs de les bénir et de les purifier par des lustrations, et d'y prononcer la khothbah, au nom du khalife abbasside de Baghdad, Mostanser-Billah. Il paraissait avec sa noblessse, dans ces cérémonies publiques, en habits de deuil. Ayant ainsi excité le fanatisme du peuple, il promit solennellement de le délivrer d'une injuste oppression, d'abolir les contributions onéreuses et arbitraires, et d'établir des impôts modérés et légaux. Ces moyens lui attirèrent un grand nombre de partisans, et le mirent bientôt en état, avec le secours des chrétiens, de s'emparer de Murcie. Le 1er. ramadhan (4 août) de la même année, il se rendit en personne dans cette ville, et y fut proclamé roi, au milieu des applaudissements universels des grands et du peuple qui étaient éga-

---

(1) Voyez, sous la première époque, le vingtième émir, Thouaba ben-Salema, et le onzième, Othman ben Abou-Neza, al-Chemi, al-Djohani, ou al-Djezami.

(2) Conde, qui nous a fourni cette date dans une note, en donne une moins vraisemblable dans son texte; Dombay est d'accord avec lui sur l'année, sans fixer le mois ni le jour de cette assemblée, qui, suivant lui, eut lieu à Arbona. Les historiens espagnols avancent de quelques années la révolte de Ben-Houd, dont ils n'ont point défiguré le nom.

lement fatigués du joug des Al-Mohades. Un tel succès fut bientôt suivi de la conquête de Schatibah et de Denia.

Dans le même temps, le wali Djomaïl ben-Zeyan (ou Abou-Djomaïl Zéyan), ben-Modaf, ben-Mardenisch, al-Djezami, parent du nouveau roi de Murcie, et descendant de ce Mohammed ben-Sad, ben-Mardenisch, qui avait régné long-temps à Murcie et à Valence, voulut aussi recouvrer une partie de l'héritage dont ses ancêtres avaient été dépouillés par les Al-Mohades : il excita contre ceux-ci une révolution dans Valence, et en expulsa Abou-Zeïd qui s'en était fait roi. Celui-ci, après plusieurs combats dans lesquels la fortune lui fut toujours contraire, se voyant abandonné de la plupart des siens, se réfugia, l'an 626 (1229), auprès de Jayme Ier., roi d'Aragon, dont il avait toujours ménagé et payé chèrement l'alliance et l'amitié. Le monarque chrétien le reçut avec bienveillance; mais en feignant de vouloir le venger et le rétablir sur le trône, il ne songea qu'à profiter des dissensions des musulmans. Abou-Zeïd, trompé dans ses espérances, et n'ayant plus à se promettre ni asile, ni secours, dans l'état de trouble et de décadence où sa famille était réduite en Afrique et en Espagne, se fit baptiser avec ses deux fils (1).

L'an 626 (1229), Mohammed ben-Houd marcha sur Grenade, vainquit Abou-Abdallah, frère du roi de Maroc, Abou-Aly Edris Al-Mamoun, et s'empara de cette ville, au moyen de ses intelligences avec les habitants. Le prince Abou-Abdallah se retira dans l'Alcaçar; mais, ne pouvant s'y maintenir à cause des dispositions peu favorables des Grenadins, il alla trouver son frère à Cordoue. Al-Mamoun, qui se disposait à lui envoyer des secours, fut consterné de la perte de Grenade, qui lui présageait celle des autres provinces. Il conclut alors une trève avec Ferdinand, et se porta avec toutes les forces qu'il put rassembler, pour arrêter les progrès de Ben-Houd, qui s'avançait vers le midi de l'Andalousie. Les deux armées se rencontrèrent dans les

---

(1) Les auteurs espagnols disent que ce prince avait, depuis quelques années, témoigné publiquement le désir de se faire chrétien, et que ce fut là le prétexte de la révolte d'Abou-Djomaïl ben-Zeyan, qu'ils nomment Zaën. Ils mettent la retraite d'Abou-Zeid en Aragon, les uns au mois d'avril 1229, les autres un an plus tard; mais il n'est pas vraisemblable qu'il ait reçu le baptême, dès la même année, comme le dit Casiri.

plaines de Tarifa, le 6 ramadhan (29 juillet), combattirent tout le jour avec un égal acharnement, et, s'étant reposées la nuit, recommencèrent le lendemain au point du jour; mais les Al-Mohades, inférieurs en nombre, ne purent résister long-temps aux Andalousiens. Al-Mamoun abandonna le champ de bataille en bon ordre, sans que les vainqueurs, épuisés eux-mêmes, et craignant de le réduire au désespoir, osassent troubler sa retraite. Il y perdit ses principaux capitaines, entre autres ses parents Abou-Zeyad al-Mogayed, wali de Badajoz, et Ibrahim ben-Edris, ben-Abou-Ishak, wali de Ceuta et amiral de sa flotte.

Al-Mamoun, prévoyant que ses états en Espagne allaient lui échapper, en confia la défense à son fils Abou'l-Haçan, et à deux de ses frères, Seïd Abou-Abdallah et Seïd Mohammed, et voulut au moins conserver le trône de Mauritanie, que son neveu Yahia lui disputait. Pour combattre cet usurpateur, il eut recours au roi de Castille, Ferdinand III, qui lui fournit douze mille hommes de cavalerie, aux conditions suivantes : 1°. qu'Al-Mamoun lui céderait les dix places-fortes les plus voisines des frontières de Castille; 2°. qu'aussitôt après son entrée dans Maroc, ce prince y fonderait une église pour les chrétiens qui l'auraient accompagné; 3°. qu'ils y auraient le libre exercice de leur religion et l'usage des cloches; 4°. que, lorsqu'un chrétien voudrait embrasser l'islamisme, on le livrerait à ses chefs pour être jugé suivant leur loi; 5°. que, lorsqu'un musulman voudrait se faire baptiser, on ne s'y opposerait point (1). Ce fut la première armée chrétienne qui fit la guerre en Mauritanie. Al-Mamoun, ayant embarqué à Algéziras l'élite de son armée avec ses troupes auxiliaires, se rendit à Ceuta, au mois de dzoulkadah (octobre), marcha sur Maroc, vainquit son neveu Yahia quelques mois après, et recouvra sa capitale, ainsi que la plus grande partie de ses états dans le Magreb.

La dernière victoire de Motawakkel ben-Houd lui assura la supériorité dans l'Espagne musulmane. Les habitants de Cordoue le reconnurent pour roi, dans le mois de dzoulkadah (octobre), chassèrent les Al-Mohades, et mirent à

(1) C'est Dombay qui, dans son histoire de la Mauritanie, nous a fait connaître ce traité, digne d'un roi que l'Eglise catholique honore comme saint.

mort tous ceux qui tombèrent sous leurs mains. Ben-Houd prit alors le titre de Prince des Fidèles. Ayant livré bataille au commencement de l'année 627 (fin de 1229), près d'Alhanjé, dans l'Estramadure, au wali de Séville, Seïd Abou-Abdallah, qui s'avançait contre lui avec toutes les forces qu'il avait pu rassembler dans l'Al-garb, et les secours qu'il avait reçus d'Alfonse IX, roi de Léon, il en triompha complètement, et entra dès la nuit suivante dans Mérida, dont ses partisans lui ouvrirent les portes. Quelques débris de l'armée des Al-Mohades étant revenus à Séville, la populace se souleva contre eux et les mit en pièces, entre autres Abou-Omar Abd-el-rahman, capitaine et poète célèbre, dont la mort affligea vivement le roi Ben-Houd, qui savait aprécier son esprit et son érudition (1). Ce prince fit alors son entrée triomphante dans Séville, où il fut reçu comme un libérateur. Tous les alcaïds de la contrée vinrent lui rendre hommage, et l'Andalousie entière fut soumise à sa domination ; mais dès ce moment la fortune lui devint contraire.

Le roi de Castille, voyant que l'Andalousie n'appartenait plus au souverain avec lequel il avait fait un traité de paix et d'alliance, y recommença ses incursions, ravagea le district de Cazorla, prit Quesada et plusieurs châteaux. Le roi de Portugal, Sanche II, s'empara d'Elvas, de Serpa et de quelques autres places de l'Alentejo. Le roi de Léon emporta d'assaut Caceres, qu'il n'avait pu prendre dans les campagnes précédentes, et se rendit maître de Trujillo, après avoir battu le gouverneur de Badajoz.

Le roi d'Aragon, Jayme I[er]., sous prétexte de secourir l'ex-roi de Valence, Abou-Zeid, arma une puissante flotte, fit voile pour Maïorque, s'empara des ports principaux, et, malgré la vive résistance du wali, Abou-Othman Saïd ben-Al-Hakem, al-Koraïschi, força ce gouverneur de se renfermer dans la citadelle, où ce dernier, après s'être défendu encore quelque temps, se soumit, le 14 safar 627 (12 janvier 1230), ainsi que les chérifs de Minorque et d'Iviça, à payer tribut au roi d'Aragon. Saïd ben Al-Hakem conserva

---

(1) Suivant un autre auteur arabe, cité aussi par Conde, Abd-el-rahman et son frère ne périrent à Séville qu'après l'arrivée de Ben-Houd et par son ordre. Cette version est peu vraisemblable et peu conforme au caractère de Ben-Houd, prince généreux, humain et protecteur des lettres.

le gouvernement de ces îles, jusqu'à ce que la jalousie et les intrigues du cadhi, Abou-Abdallah Mohammed, y rappelèrent les chrétiens, et aggravèrent leur joug (1).

L'an 628 (1231), les rois de Castille et de Léon attaquent les états de Ben-Houd : le premier réduit Montesa et Montiel, et saccage les environs de Jaen ; le second assiège Mérida et l'emporte d'assaut. Ben-Houd qui, dans le même temps, enlevait Gibraltar et Algéziras aux Al-Mohades, accourt pour sauver ou reprendre Mérida : il livre bataille au roi de Léon, la perd (2) et ne peut empêcher le vainqueur de s'emparer de Montanches et de Badajoz, au mois de chaban (juin). Cet échec ébranle la puissance encore mal affermie de Ben-Houd. Le roi de Valence, Abou-Djomaïl-Zeyan, lui enlève Denia : mais un rival, plus redoutable

---

(1) Les historiens espagnols donnent au wali, ou gouverneur souverain de cette île, le nom de *Retabotiche*, et *cheikh-Abotiche*, par corruption, sans doute de son surnom, al-Koraischi, et ils disent qu'il fut fait prisonnier. S'il est vrai que le roi d'Aragon ignorât l'existence des îles Baléares, peu de temps avant d'en faire la conquête, on ne doit pas être surpris que les historiens de son pays aient connu ces îles si mal. Au reste les auteurs musulmans en disent aussi fort peu de chose, et ce qu'ils en rapportent est extrêmement décousu. On a vu qu'elles furent conquises sur les Al-Moravides, par le roi de Maroc, Mohammed al-Naser, l'an de l'hég. 604 (de J. C. 1208). Voici quelques dates que Dombay nous a fournies, dans son histoire de la Mauritanie, et qui témoignent que ces îles éprouvèrent des révolutions que les auteurs arabes, traduits par Conde, ont ignorées.

An 619 (1222), les Maures prennent la ville de Maïorque.

An 624 (1227), cette ville est reprise par les chrétiens.

An 626, le 23 safar (21 janvier 1229), les musulmans rentrent en possession de l'île. Ce fut sans doute alors, ou le 15 safar 627 (3 janvier 1230), suivant Casiri, que Said ben Al-Hakem y passa et s'en fit proclamer souverain ; il y régna jusqu'en 631 (1234), comme tributaire des chrétiens. Ce qui confirme la fin du récit de Conde, et prouve que Jayme Ier. a fait deux fois la conquête de Maïorque, c'est que les historiens, qui ont confondu les deux expéditions, rapportent la première au 31 décembre 1229, et cette date ne diffère que de deux jours de celle que nous avons relatée ci-dessus. Conde a mis véritablement l'an 629 au lieu de 627 ; mais ses éditeurs auront mal lu son manuscrit, ou lui-même a eu peut-être sous les yeux un manuscrit fautif : les historiens arabes sont sujets à ces sortes d'erreurs, causées souvent par les copistes. Quand à Said ben Al-Hakem, Casiri nous apprend qu'il était bon poëte et originaire, ou même natif de Tavira dans l'Algarve, mais issu de l'ancienne tribu de Koraïsch, dans laquelle Mahomet avait pris naissance.

(2) La bataille de Mérida eut lieu en 1230, suivant les auteurs espagnols.

et surtout plus habile et plus heureux, commence à s'élever contre lui.

Abou-Abdallah Mohammed ben-Yousouf, ben-Naser, plus connu par le surnom de Ben Al-Ahmar, était natif d'Ardjouna ou Ardjidouna dans l'Andalousie orientale, mais issu d'un *ansari* ou compagnon du législateur Mahomet, nommé Ebada, dont un descendant était venu d'Arabie, s'établir en Espagne, dès les premiers temps où elle fut conquise par les musulmans. Il reçut une éducation soignée, et manifesta, dès sa jeunesse, le désir de dominer et de se signaler par de grandes entreprises. Sa taille, sa figure, sa force, sa valeur, commandaient la crainte et le respect, en même temps qu'il s'attirait l'estime universelle, par sa prudence, sa frugalité, sa douceur, l'austérité de ses mœurs, et la simplicité de ses vêtemens. Il servit d'abord sous les rois almohades, et montra autant de droiture et de désintéressement dans les emplois administratifs, que de courage et de talents dans ses expéditions militaires. Après la décadence de cette dynastie, il se joignit à Motawakkel ben-Houd, et combattit long-temps avec lui, pour anéantir la puissance et la doctrine hétérodoxe des Al-Mohades. Enfin, il se révolta contre ce prince, dans Ardjouna, sa patrie, dont il était sans doute gouverneur, prit d'assaut Jaen, l'an 629 (1232), s'empara successivement de Guadix, de Baça, etc., et se fit proclamer roi dans toutes les villes qui reconnurent sa domination. Tels furent les commencements de la dynastie des Naserides et du nouveau royaume de Grenade, qui remplira seul la cinquième époque de l'histoire des Maures d'Espagne.

Cette année, Abou-Mousa Amran, frère du roi de Maroc, se révolta dans son gouvernement de Ceuta; mais, redoutant la vengeance de son frère, il se rendit en Espagne, auprès de Motawakkel ben-Houd, et lui livra Ceuta, en échange d'Almerie, où il mourut quelque temps après. La perte de Ceuta fut si sensible à Edris Al-Mamoun, qu'il fut frappé d'apoplexie, et expira le 29 dzoulhadjah 629 (16 octobre 1232). Son règne avait duré cinq ans et deux mois.

Nous pourrions terminer ici la quatrième époque, puisqu'avec ce prince s'anéantirent la domination et les espérances des Al-Mohades en Espagne (1); mais, comme ils y conservèrent, quelques années encore, un petit nombre de

(1) Quatre princes de cette dynastie régnèrent encore en Mauritanie pendant trente-huit ans.

places, et que la plus grande partie des provinces qu'ils y avaient possédées, se trouvaient alors partagées entre trois princes musulmans, dont le plus faible d'abord était le fondateur du royaume de Grenade; nous avons cru devoir continuer cette époque jusqu'au temps où la mort de Motawakkel ben-Houd fit passer Grenade au pouvoir de Mohammed ben Al-Ahmar, temps qui coïncide avec la prise de Cordoue et de Valence par les chrétiens.

Des trois états que comprenait alors l'Espagne musulmane, Abou-Djomaïl Zeyan possédait à peine la moitié du royaume de Valence avec sa capitale. Tout le reste, c'est-à-dire, l'Andalousie, les royaumes de Murcie et de Grenade, et quelques districts de celui de Valence, était au pouvoir de Ben-Houd, à l'exception des places que Ben Al-Ahmar venait de lui enlever. Mais le soin qu'il avait pris de former une puissance capable de résister aux chrétiens, fut la cause de sa durée éphémère. Son ambition réveilla leur défiance, en même temps que la jalousie de ses rivaux, et lui suscita une foule d'ennemis.

Tandis qu'il s'opposait aux progrès de la révolte de Ben Al-Ahmar, le roi de Castille, favorisé par les guerres civiles des Maures, continuait ses ravages dans l'Andalousie. Ayant pris plusieurs places-fortes, entre autres Palma, dont il fit égorger tous les habitants sans distinction, il répandit, par ce terrible exemple, une telle épouvante, qu'il put pénétrer sans obstacle jusqu'à Xérèz, et campa sur les bords du Guadalete, si fameux par la défaite du dernier roi des Wisigoths. Ben-Houd, peu inquiet des avantages que son nouveau rival obtenait contre lui, dans les environs de Grenade, rassemble toutes ses forces, et marche contre les ennemis de l'islamisme. A son approche, les chrétiens, embarrassés par le grand nombre des captifs, les massacrent impitoyablement (1), et se rangent en bataille. Après une mêlée sanglante où les deux armées combattent avec fureur, les musulmans se replient dans un bois d'oliviers, échappent aux vainqueurs, et se retirent à Xérèz et à Sidonia. Cette affaire eut lieu en 630 (1233), et détermina Ben-Houd à acheter une trève au prix de 1000 dinars par jour.

---

(1) Le fait est constant, mais les auteurs espagnols l'attribuent à leurs généraux, et les historiens arabes semblent en accuser Ferdinand lui-même. Conde aurait dû justifier d'un tel acte de barbarie la mémoire de ce saint monarque.

Dans le même temps, Mohammed ben Al-Ahmar enlevait à ce prince Loja, Alhama et tous les châteaux des Alpujarras. Fier de ces succès et croyant son rival abattu par sa dernière défaite, il ose lui livrer bataille dans les environs de Séville, en 631 (1234); mais il est vaincu, et va néanmoins surprendre Séville, dont il est chassé, au bout d'un mois, par les habitants (1).

Dans l'Espagne orientale, Abou-Djomaïl Zeyan, après avoir ravagé les états du roi d'Aragon, tandis que celui-ci était occupé à son expédition contre les îles Baléares, pénétra jusqu'à Hisn-Amposta et Tortose, et revint avec un butin considérable et un grand nombre de captifs chrétiens. Jayme, à son retour, entra dans le royaume de Valence, usa de représailles, reprit Peniscola, s'empara de Castillon, Buñol, Mansoura, Morelia, soit de vive force, soit par stratagême, réduisit Burriana à capituler à la fin de cette année, et accorda sécurité aux habitants.

L'an 632 (1235), les troupes de ce prince font la conquête de l'île d'Iviça, après un siége de cinq mois (2).

Cette année, les Génois vont avec une flotte considérable assiéger Ceuta, qui appartenait au roi de Murcie; mais, après de longs et inutiles efforts, ils font la paix avec les habitants, reçoivent 400 mille dinars et remettent à la voile.

La même année, Ferdinand assiége et prend par capitulation l'importante place d'Ubeda, qui, malgré ses fortifications respectables, ne peut résister long-temps à cause de sa grande population : les Maures s'y étaient réfugiés en foule, après avoir abandonné les autres villes subjuguées par les chrétiens. Dans l'Estramadure, les Castillans s'emparent aussi d'Alhanjé et de plusieurs autres places, entre autres, de Medelin et Mudela qui avaient des seigneurs particuliers, parents du roi de Valence.

Les chrétiens de la garnison d'Ubeda, informés que Cordoue était mal gardée, se joignent aux troupes d'Andujar, escaladent de nuit le côté oriental des remparts de Cordoue, surprennent une tour, et égorgent les soldats qui la défen-

(1) Conde ne parle pas de cette action, que Dombay nous a fournie; mais Casiri nous apprend que Ben-Alahmar fut quelque temps maître de Séville et de Cordoue, sans dire en quelle circonstance.

(2) Nous devons encore ce fait à Dombay; les auteurs chrétiens disent qu'Iviça ne résista que huit jours. Quelques-uns mettent cette conquête à l'année précédente; Ferréras est d'accord, pour la date, avec les Arabes.

daient. Au point du jour, les habitants s'efforcent en vain de la reprendre. Le roi Ben-Houd rassemblait alors ses forces pour voler à la défense d'Ubeda et de Grenade. A la nouvelle du danger qui menace Cordoue, il marche pour la secourir; mais il apprend en chemin que tout le faubourg oriental est au pouvoir des chrétiens, et que Ferdinand III, arrivé de l'Estramadure avec une nombreuse armée, est campé à Alcolea. Ben-Houd, au lieu de livrer bataille au roi de Castille, pour relever le courage des Cordouans, prend un parti plus timide, suivant l'avis de la majorité de son conseil. Il envoie don Suar (Laurent Suares de Figueroa) pour connaître le nombre et les dispositions de l'armée castillane. Trompé par le rapport infidèle ou exagéré de ce transfuge espagnol, Ben-Houd hésite encore, lorsque l'arrivée d'un courrier du roi de Valence fixe son irrésolution. Zeyan lui écrivait de Denia qu'il avait obligé les Aragonais de lever le siège de Cullera, mais que la prise de Montcast les rendait maîtres des plaines de Valence, et mettait en danger cette capitale. Il implorait son secours, et promettait d'être son vassal et son tributaire. Ben-Houd, voyant ses troupes découragées par leur défaite devant Xérez et par la crainte d'en essuyer une seconde; flatté, d'ailleurs, d'acquérir le royaume de Valence, et persuadé que Cordoue était en état de résister long-temps, ou que dans tous les cas il la reprendrait aisément, s'éloigna de cette ville. A cette nouvelle, les habitants qui, jusqu'alors, n'avaient cessé de combattre chaque jour dans les rues et dans les places publiques, pour défendre leur patrie, leur culte, leur vie et leur liberté, perdirent courage, et demandèrent à capituler. Ferdinand, sûr que la ville ne pouvait lui échapper, leur accorda seulement la vie, et la permission de se retirer où ils voudraient. Il y fit son entrée le dimanche 22 chawal 633 (29 juin 1236). Ainsi fut perdue pour les Maures qui en avaient été les maîtres pendant 540 ans, la métropole de l'Andalousie, l'antique et célèbre Cordoue. Les chrétiens se partagèrent les biens des musulmans, et changèrent les mosquées en églises (1). Les villes de Baeça, Astapa,

(1) Le récit que font les auteurs espagnols de la prise de Cordoue est peu différent de celui-ci; ils placent aussi cet événement au 29 juin 1236. Les Bénédictins disent que Cordoue fut prise le 26 juin. La difficulté de fixer les dates de toutes les conquêtes des chrétiens sur les Maures, est la raison sans doute du silence qu'ont gardé ces savants religieux sur les évé-

Ecija, Almodovar et un grand nombre de bourgs et de villages, désespérant de résister au roi de Castille, se mirent sous sa protection, et lui payèrent tribut.

Abou-Djomaïl Zeyan, animé par l'espoir des secours de Ben-Houd, recruta son armée, et assiégea Santa-Maria; mais, après plusieurs assauts, il fut forcé de se retirer, et alla se renfermer dans Valence, à la fin de dzoulhadjah 634 (août 1237).

Motawakkel ben-Houd s'était rendu à Almérie dans l'intention de s'y embarquer, avec ses troupes, pour Valence, où il comptait se joindre au roi Zeyan. Il y fut reçu par l'alcaïd Abd-el-rahman, qui lui donna un banquet solennel; mais, la nuit suivante, ce perfide fit étouffer le monarque pendant son sommeil. Conde place la mort de Motawakkel ben-Houd, au 27 djoumadi 1er. 635; mais cette date est évidemment une erreur (1). Est-il vraisemblable que ce prince, volant au secours du roi de Valence, ait mis dix-huit mois pour se rendre des environs de Cordoue à Almérie, ou qu'il soit resté tout ce temps dans cette dernière ville, au sein de la mollesse et de l'oisiveté? Outre qu'aucun historien ne rapporte les événements qui auraient dû se passer dans ce long intervalle, Cardonne, Chenier, et tous les auteurs espagnols font mourir le roi de Murcie avant la prise de Cordoue, et disent même que la nouvelle de sa mort décida la reddition de cette ville. Nous adoptons leur opinion d'autant plus volontiers, qu'elle ne contrarie en rien l'ordre chronologique des événements, et qu'au moyen du changement d'un chiffre, elle s'accorde avec la date donnée par Conde. Nous pensons donc que Motawakkel fut assassiné le 27 djoumadi 1er. 633 (7 février 1236), c'est-à-dire, environ trois semaines ou un mois après s'être éloigné de Cordoue, dont les chrétiens pressèrent alors plus vivement le siége. Cet intervalle est plus que suffisant pour qu'il ait eu le temps de se rendre avec son armée à Almérie.

La fin tragique et imprévue de Motawakkel ben-Houd, porta un coup fatal à l'islamisme en Espagne. Ce prince,

---

nements qui se sont passés depuis 1212, jusqu'à la reddition de Cordoue en 1236. Dans cet intervalle ils ne parlent que de la prise d'Alcantara, en 1214, de la bataille de Merida, en 1230, et de la conquête des îles Baléares, en 1229 et 1231.

(1) Conde aura sans doute mis 635 pour 633, ou plutôt ses éditeurs auront lu l'un pour l'autre sur son manuscrit, imprimé après la mort de l'auteur.

que sa naissance, ses vertus, son courage, ses talents politiques et militaires, rendaient digne d'une meilleure destinée, avait fait de vains efforts pour réunir sous sa domination tous les lambeaux de la puissance musulmane dans la Péninsule; seul moyen, en effet, d'opposer une barrière aux conquêtes des princes chrétiens. Son règne, qui dura huit ans (ou dix, si on laisse subsister la date de Conde), fut une lutte continuelle, un enchaînement de guerres, de troubles et de convulsions qui ne fut pas néanmoins sans éclat, mais qui ne laissa à ses sujets que périls, malheurs et afflictions. Pour ôter tous soupçons à son armée, on publia qu'il était mort d'apoplexie ou des suites de l'ivresse. Malgré cette précaution, ses troupes se dispersèrent, retournèrent dans leurs foyers, et personne ne songea à secourir le roi de Valence.

Aussitôt que la nouvelle de cet événement fut arrivée à Murcie, on y reconnut pour roi, Aly ben-Yousouf, frère de Motawakkel, et on lui donna le surnom d'Adid ed-daulah (1). Mais son autorité précaire ne s'étendit guère au-delà du territoire de sa capitale. Séville et Ceuta se soumirent au roi de Maroc, Abd-el-wahed Al-Raschid, fils et successeur d'Edris Al-Mamoun. (2) Le perfide gouverneur d'Almérie fit déclarer cette ville en faveur de Mohammed ben Al-Ahmar, roi d'Ardjouna et de Jaen; et le wali de cette dernière ville, ayant gagné les habitants de Grenade, y fit recevoir ce prince, à la fin de ramadhan 635 (mai 1238), suivant Conde, ou peut-être l'année précédente, mais toujours depuis la mort de Ben-Houd.

---

(1) Conde dit que ce fut le 4 moharren 636, mais nous ne pouvons admettre cette date; outre qu'elle ne cadre pas avec l'opinion que nous avons adoptée, elle laisse une lacune de plus de sept mois, entre la mort de Motawakkel et l'élection de son frère, ce qui n'est guère probable. D'ailleurs Conde lui-même rapporte, après cette date, plusieurs événements du même temps, et les place sous deux dates de l'année précédente. Les auteurs espagnols donnent à ce nouveau roi de Murcie le nom de Ben Hudiel.

(2) Nous trouvons ce fait dans Dombay, sous l'année 635 (1238). Conde, qui n'en parle pas, prouve néanmoins, par la suite de son récit, que Séville était rentrée sous la domination des Al-Mohades; c'est donc à tort que Cardonne suppose ici un nouveau roi de Séville, et que Chenier, d'apres les auteurs espagnols, qu'a suivis aussi Désormeaux, dit que cette cité s'érigea en république, ce qui donne lieu à ce dernier de la comparer emphatiquement à Sagonte, à Numance, etc.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Royaume de Grenade.

Dynastie des Naserides ou des Al-Ahmar (1).

Ier. Abou-Abdallah (2) MOHAMMED Ier. Al-Galeb-Billah.

An de l'hég. 635 (de J.-C. 1238). Nous avons rapporté ci-dessus l'origine de ce prince et les commencements de son élévation. Quoiqu'il fût roi d'Ardjouna et de Jaen depuis six ans, comme il ne joua qu'un rôle secondaire, pendant la vie de Ben-Houd et jusqu'à la prise de Grenade, nous ne commençons la cinquième époque de l'histoire des Maures d'Espagne, qu'à l'entrée de Mohammed dans cette ville (3). Il y fut reçu avec les plus vives démonstrations d'allégresse, et il en fit la capitale de son royaume.

Lorsque ce prince parvint au trône, Valence, Murcie, avaient chacune leur souverain particulier. Séville, avec les autres places de l'Andalousie occidentale, et celles de l'Algarb,

---

(1) Casiri et Deguignes nomment les princes de cette dynastie les *Bani-Naser* ou Naserides, sans en dire la raison. Il est probable que le premier de cette famille comptait un Naser parmi ses ancêtres; mais on n'en voit aucune trace dans la généalogie de ce prince, donnée par Casiri, et ce n'est que dans son épitaphe qu'il le fait petit-fils (ou issu) d'un Naser. Quant au nom d'Al-Ahmar (le rouge ou le roux), on ne le trouve point dans ces deux auteurs; Conde le cite sans en indiquer l'origine; Cardonne et Chenier disent que c'était le nom de sa tribu, et celui-ci forme diverses conjectures sur l'étymologie de ce mot, qui paraît avoir été un sobriquet de famille.

(2) Conde et Casiri sont d'accord sur ce prénom du premier roi de Grenade; Deguignes ne lui en attribue point, et Cardonne lui donne celui d'Abou-Saïd.

(3) En cela nous sommes d'accord avec les auteurs espagnols et avec Cardonne et Chenier, qui ne font mention du royaume de Grenade qu'après la mort de Ben-Houd. Casiri semble donner à entendre que Mohammed prit Grenade peu de temps après Jaen, c'est-à-dire, vers l'an 629 ou 630; mais les extraits détachés, contradictoires et quelquefois informes de cet orientaliste, peuvent rarement servir de bases pour la chronologie.

obéissaient encore aux Al-Mohades et à quelques petits chefs: Mohammed, maître de tout le royaume de Grenade, de Jaen et de quelques autres places de l'Andalousie orientale, était déjà le plus puissant prince musulman d'Espagne.

Il distribua d'abondantes aumônes aux indigents, aux infirmes, aux vieillards, et ses successeurs imitèrent son exemple à leur avénement au trône.

Le roi d'Aragon, après diverses incursions dans le royaume de Valence, y entra à la tête de quatre-vingt mille hommes, traversa le Guadalabiar, battit en plusieurs rencontres la cavalerie des Maures qui voulait arrêter sa marche, et vint camper devant Valence, qu'il assiégea par terre, tandis qu'une flotte nombreuse de Catalans et de Français la bloquait par mer. Le siége commença le 17 ramadhan 635 (3 mai 1238). Abou-Djomaïl Zeyan défendit la place avec intrépidité, et sollicita des secours en Andalousie, en Afrique, et surtout auprès de son parent, le roi de Temelsen, Yaghmourasan ben-Zeyan. Ce prince envoya une flotte qui, arrêtée plusieurs jours par les vents contraires, à la vue de Valence, ne put débarquer et fut obligée de s'en retourner (1). Malgré ce contre-temps, malgré l'inutilité de ses démarches auprès des rois de Grenade, de Murcie et des walis d'Andalousie, Abou-Djomaïl continua de résister; mais les Valenciens, fatigués des incommodités d'un long siége et épuisés par les assauts qu'ils avaient soutenus, forcèrent leur souverain de capituler à des conditions avantageuses. Ils obtinrent la vie sauve, et la faculté de sortir de la ville et d'emporter leurs biens. Ceux qui voulurent y rester, conservèrent leurs propriétés, leur liberté, avec l'exercice de leurs lois, de leurs coutumes et de leur religion, habitèrent des quartiers particuliers, et furent seulement imposés au simple tribut que payaient les sujets du roi d'Aragon. Ce prince conclut en même temps une trêve de cinq ans, avec Zeyan. Il entra dans Valence, le 17 safar 636 (29 septembre 1238). Les Maures en sortirent dans l'espace de cinq jours, et se retirèrent sur la rive droite du Xucar. Ainsi finit le royaume d'Abou-Djomaïl Zeyan, et la domination des musulmans à Valence (2).

---

(1) Cardonne suppose à tort que toute cette flotte était tunisienne.

(2) Cette date s'accorde parfaitement avec celle que rapportent les historiens chrétiens. Dombay s'est trompé en plaçant la prise de Valence sous l'année 642 de l'hégire (1244 de J.-C.)

L'anarchie régnait à Murcie. Le roi Aly Adid-ed-daulah y eut pour compétiteur Abou-Djomaïl ben-Moudafe ben Sad, al-Djezami, (1) qui, par ses intrigues et sa perfidie, gagna la faveur du peuple, attaqua Adid-ed-daulah, le 15 ramadhan 636 (21 avril 1239), se rendit maître de sa personne, et lui fit couper la tête onze jours après. Mais les alcaïds des autres places, ne voulurent point reconnaître l'usurpateur, affectèrent l'indépendance, et se firent la guerre pour les limites de leurs gouvernements.

Le roi de Grenade se trouvait alors l'unique colonne de l'islamisme en Espagne. Pour réparer tant de malheurs, il s'occupa d'abord d'établir dans sa capitale une bonne police. Il confia les principaux emplois à des hommes agréables au peuple, et distingués par leur courage, leur prudence et leurs talents. Ayant ainsi assuré la tranquillité dans l'intérieur de ses états, il fit un appel à ses sujets et leva une petite armée, avec laquelle il entreprit des courses contre les chrétiens: mais ayant assiégé la ville de Martos, il ne put la prendre, quoiqu'il eût vaincu les troupes qui étaient venues au secours de la place (2).

Ferdinand, roi de Castille, informé des troubles qui désolaient le royaume de Murcie, envoya son fils Alfonse, avec une puissante armée, pour s'en emparer. Les Murciens, fatigués des malheurs qu'ils éprouvaient depuis quelques années, et trop désunis pour s'occuper de la défense commune, voulurent au moins épargner à leur pays les ravages d'une armée ennemie. Ils convinrent que chacun des partis enverrait des députés à l'infant, pour lui offrir hommage et soumission. Alfonse les accueillit avec bienveillance, et concerta avec eux l'acte de vassalité qu'ils lui proposaient. Ce traité fut signé par Mohammed ben-Aly, ben-Houd, roi de Murcie (3), et par les cheikhs d'Alicante, d'Elche, d'Orihuela, d'Alhama, d'Alido, d'Aceca et de Chinchilla. Mais le wali de Lorca, Aboubekr al-Aziz ben-Abd-el-melek, re-

(1) Plusieurs noms et surnoms de ce personnage donnent lieu de croire que c'était le dernier roi de Valence; dans ce cas Conde serait en contradiction avec lui-même, comme on peut en juger par ce que nous dirons encore d'après lui, de ce prince.

(2) Les auteurs chrétiens attribuent la vigoureuse résistance de Martos au courage de la femme du gouverneur.

(3) Ce prince n'avait pu parvenir au trône que par la mort ou l'expulsion de l'usurpateur qui avait fait périr son père Aly; mais Conde n'en dit rien.

fusa d'y concourir, parce qu'ayant gouverné Murcie, sous le régne de Motawakkel ben-Houd, il se regardait comme l'héritier de sa puissance : son exemple fut imité par les alcaïds de Carthagène et de Mula, qui lui étaient dévoués. Alfonse entra alors dans Murcie, escorté par un grand nombre de capitaines musulmans, qui le traitaient comme leur seigneur; son entrée fut paisible et solennelle, et ses manières affables lui gagnèrent plusieurs autres places, qui d'abord n'avaient pas voulu se soumettre (1).

En Andalousie, les Castillans ravagèrent les plaines de Jaen et d'Alcabdat, et assiégèrent Ardjouna, dont les habitants, faute de secours, se rendirent par capitulation, et n'obtinrent que la vie sauve et la permission de se retirer. Les chrétiens prirent ensuite Pegalhajar, Carchena, etc. Ils marchaient déjà sur Grenade, lorsque Mohammed ben Al-Ahmar vint à leur rencontre, les vainquit et leur enleva une grande partie de leur butin. De retour dans sa capitale, ce prince assura ses frontières et répara ses forteresses. Il veilla à ce que Grenade fût toujours abondamment approvisionnée. Il y fonda des hôpitaux pour les malades, les pauvres et les vieillards, des hôtelleries pour les voyageurs, des colléges, des écoles, des bains, des fours, des boucheries, des greniers, des fontaines, des canaux, des aqueducs, etc. Ces travaux l'obligèrent à établir quelques impôts temporaires, en sus de la dixme : mais le peuple n'en murmura point, voyant son roi employer tous ses trésors à des établissemens d'une utilité générale, et n'en rien réserver pour augmenter la modeste dépense de sa maison.

A la fin de chaban 639 (février 1242) mourut à Schatibah, le wali de cette ville, Ahmed ben-Isa al-Khasradji, qui la possédait avant le roi Motawakkel ben-Houd, et qui eut pour successeur son fils, Abou'l Houcein Yahia.

Le prince Alfonse, avant de quitter Murcie, s'empara de Mula, place-forte importante, et ravagea les territoires de Carthagène et de Lorca, dont le wali avait refusé de traiter avec lui et de se soumettre à Mohammed ben-Aly, roi de Murcie.

L'an 640 (1242-3) Sanche II, roi de Portugal, obtint de grands avantages sur les Maures, ravagea leurs campagnes,

---

(1) Les auteurs arabes ne donnent pas la date de cet événement, que les historiens espagnols rapportent à l'année 1243.

les bourgs, les villages, enleva les troupeaux, tua ou réduisit en esclavage les habitants, et prit Lourina, Merina et Lisbonne.

L'ex-roi de Valence, Abou-Djomaïl Zeyan, voulant se dédommager de la perte de sa capitale, entra dans le royaume de Murcie, s'empara de plusieurs châteaux, vainquit et tua, le 26 ramadhan 640 (19 mars 1243), dans les environs d'Alicante, le wali de Lorca, Aziz ben-Abd-el-melek, et prit Lorca, le mois suivant, ainsi que Carthagène. Le roi de Murcie, Mohammed ben-Aly, ben-Houd, lui céda sans doute ces deux places, en reconnaissance de ce qu'il l'avait délivré du wali rebelle (1).

Dans le même temps, le roi Jayme Ier. assiégea, par terre et par mer, Denia, qui, malgré la longue et courageuse défense du wali de Schatibah, Abou'l Houcein Yahia, fut forcée de se rendre, le 1er. dzoulhadjah 641 (11 mai 1244).

Mohammed ben Al-Ahmar rechercha l'amitié des rois de Fez, de Temelsen et de Tunis, qui fondaient de nouvelles puissances sur les ruines de celle des Al-Mohades, auxquels il ne restait plus que quelques provinces autour de Maroc. Si cette diversion favorisa l'établissement de la dynastie des Naserides à Grenade, elle facilita aussi les progrès des chrétiens contre l'islamisme en Espagne.

Le roi de Grenade, présumant que Jaen était menacée par les Castillans, y envoya 500 mulets chargés d'armes et de munitions, et 500 cavaliers. En effet, cette place ne tarda pas à être assiégée par le roi Ferdinand. La résistance que ce prince éprouva de la part du gouverneur, Abou-Omar Aly ben-Mousa, lui permit de ravager les environs, de s'emparer d'Alcala ben-Saïd, de brûler et détruire Illora, et de tuer ou de réduire en esclavage un grand nombre de musulmans. Mohammed marcha contre lui, avec une armée levée à la hâte, et le combattit vaillamment près de Hisn-Bolullos, à douze milles de Grenade; mais ses soldats, peu exercés au métier des armes, ayant lâché le pied, mirent le désordre dans sa ca-

(1) Rien de plus embrouillé que ce qu'on lit dans Conde, sur les trois ou quatre successeurs de Motawakkel ben-Houd : c'est ce qui nous a empêché de donner la chronologie séparée de cette seconde, ou plutôt troisième dynastie des rois de Murcie. Casiri a confondu le wali de Lorca avec le roi de Murcie, Aly Adid-ed-daulah, et a placé sa mort, quatre ans plus tôt. Conde se trompe aussi, ou se contredit du moins, en rapportant ici la mort de Mohammed ben-Aly, ben-Houd, arrivée, quatre à cinq ans plus tard, comme il le dit lui-même.

et le château de Atrayana (le faubourg nommé aujourd'hui Triana).

Pendant le long siége de Séville, les musulmans du royaume de Valence, fatigués du joug et des vexations des chrétiens, abandonnèrent leurs habitations, et se retirèrent dans les états du roi de Grenade, qui les accueillit avec humanité, leur donna des établissements, et les exempta d'impôts pour plusieurs années. Il ne resta à Valence et dans les autres villes de cette province que les Maures riches qui avaient des propriétés à conserver.

Après un siége de dix-huit mois, suivant les historiens arabes, ou de quinze mois, suivant les auteurs espagnols, les chrétiens ayant brûlé le faubourg de Ben Al-Sofar, et pillé celui de Bab-Marcarena, la famine réduisit les habitants de Séville à capituler, au mois de chaban 646 (novembre 1248). Le roi de Castille leur accorda la permission de rester dans la ville, et d'y jouir de leurs biens et d'une liberté entière, à la charge du même tribut que celui qu'ils payaient au roi de Maroc. Ceux qui préférèrent se retirer, eurent un mois pour vendre leurs propriétés, et on leur fournit soit des vaisseaux, soit des bêtes de somme pour les transporter, par mer ou par terre, où ils voulurent. Le wali Abou'l-Haçan (1) résista aux offres du roi de Castille qui l'invitait à se fixer dans ses états, où il lui promettait une existence honorable. Il remit les clefs à ce monarque, le 12 chaban (30 novembre), et s'embarqua le même jour pour l'Afrique (2). Un petit nombre de Maures accompagna le prince almohade à Ceuta. La plupart se retirèrent dans le royaume de Grenade; le reste se rendit à Xerez et dans l'Al-Garb. Séville avait été, 553 ans, soumise aux lois du Coran, y compris les 105 ans qu'elle avait demeuré sous la domination des Al-Mohades.

Tandis que Ferdinand occupait le palais, et partageait entre ses troupes les terres et les maisons des musulmans, le roi de Grenade, le cœur navré des succès des chrétiens, qui

---

(1) Conde semble ici désigner ce prince comme gouverneur de Séville, sans dire si son oncle Abou-Abdallah, qui l'était auparavant, était retourné en Afrique ou mort pendant le siége.

(2) Les auteurs espagnols rapportent la prise de Séville au 23 novembre 1248. On peut concilier aisément cette date avec celle que donnent les historiens arabes, en supposant que la capitulation fut proposée ou signée le 23, mais que la ville ne fut livrée que sept jours après.

lui annonçaient la ruine de l'islamisme en Espagne, reprit le chemin de sa capitale, où il fut reçu comme un père. Il s'y appliqua à stimuler l'industrie et le zèle de ses sujets, en accordant des priviléges et des récompenses à ceux qui se distinguaient dans l'agriculture, dans l'art d'élever les chevaux et les vers-à-soie, dans les manufactures d'armes et de soieries, et dans tous les arts utiles. Aussi fleurirent-ils dans ses états, et cette terre, naturellement fertile, le devint d'une manière étonnante. Les soieries de Grenade furent supérieures à celles de Syrie. Les mines d'or, d'argent et d'autres métaux augmentèrent considérablement les revenus du roi, et il eut soin que sa monnaie fût bien frappée et de bon aloi. Il jeta les fondements de l'Alhamra, ou plutôt il fit réparer cet édifice, qui était à la fois la citadelle et le palais de Grenade, et dont la première fondation dut être beaucoup plus ancienne, comme on l'a vu ci-dessus. Il dirigeait lui-même les travaux, et s'entretenait souvent avec les architectes et les inspecteurs.

Alfonse X ayant succédé, l'an 650 (1252), à son père S. Ferdinand, le roi de Grenade lui envoya des ambassadeurs, pour le complimenter et renouveler le traité de paix et d'alliance qui l'unissait à la Castille. Deux ans après, il se vit, avec douleur, obligé de conduire une partie de son armée devant Xerez, et de contribuer à la réduction de cette ville, qui se rendit aux chrétiens, l'an 652 (1254). Il fut permis aux habitants d'en sortir avec toutes leurs richesses, ou d'y demeurer pour y être traités comme les sujets du roi de Castille. Les Al-Mohades et leurs familles obtinrent sûreté. Alfonse y laissa le comte Gomez pour gouverneur, et chargea le prince don Henri, son frère, d'assiéger Arcos, Sidonia et Nebrisa, qui se rendirent aux mêmes conditions que Xerez. L'infant s'étant brouillé bientôt après avec le roi de Castille, pour quelque intrigue amoureuse, à ce que disent les auteurs arabes, et ayant réclamé la protection du roi de Grenade, avec lequel il s'était lié d'amitié pendant le siége de Xerez, Mohammed craignit de déplaire à Alfonse, engagea Henri à passer en Afrique, et lui donna des recommandations très-pressantes pour le roi de Tunis, qui reçut le prince chrétien avec beaucoup d'honneurs et de bienveillance (1).

(1). Les auteurs espagnols mettent la révolte du prince Henri en 1259; mais comme ils la font précéder par les conquêtes du roi Alfonse dans

Deux ans après la prise de Xerez, le roi de Castille écrivit à celui de Grenade, pour qu'il l'aidât à chasser de l'Algarb les Al-Mohades, leurs ennemis communs. Mohammed lui envoya des troupes, sous les ordres du wali de Malaga. Les Castillans assiégèrent alors Niebla, et poussèrent leurs incursions jusqu'à Saltis, où résidait Ben-Mohammed, chef des Al-Mohades. Ben-Obeïd, qui avait défendu Xerez, fit une vigoureuse résistance dans Niebla; outre les dards et les pierres qu'il lançait avec des machines, il tirait des coups de canon *avec du feu* (1). Mais, après un siége de neuf mois, la disette et la privation de secours le déterminèrent à traiter avec Alfonse. Il alla trouver ce prince et en obtint les conditions les plus favorables. Les villes de Niebla, Huelva, Serpa, Djebal-Oyoun (Gibraleon), Moura, Alhaurin, Tavira, Faro, Laule et Xinibos furent comprises dans la capitulation; de sorte que presque tout l'Algarb, pays riche, fertile, peuplé et bien fortifié, fut réuni aux états de Castille, l'an 655 (1257). Alfonse dédommagea le wali Ben-Obeïd, en lui cédant des terres et des revenus considérables (2).

Le roi de Grenade, prévoyant qu'il ne pourrait conserver la paix avec les chrétiens, parcourut ses provinces et fortifia ses frontières. Il venait de visiter Malaga, Tarifa et Algéziras, et se trouvait à Gibraltar, dont il faisait réparer les murs, lorsqu'il y reçut les députés des villes de Xerez, d'Arcos et de Sidonia, qui lui offrirent de le reconnaître pour souverain, s'il voulait les aider à secouer le joug des chrétiens. Mohammed, avant de leur répondre, se rendit à Grenade, et convoqua son meschouar, afin de délibérer sur cette

---

l'Algarb, sans parler de celles qu'il dut faire auparavant et qu'il fit en effet dans l'Andalousie, nous préférons l'autorité des historiens arabes dont le récit est plus clair et plus vraisemblable.

(1) *Tiros de trueno con fuego.* Ce fait, rapporté par Conde, d'après les auteurs arabes, donne lieu de croire que les Maures firent usage de l'artillerie, long-temps avant le siége d'Algéziras, qui n'eut lieu qu'en 1342, et que l'invention de la poudre à canon est antérieure même à l'année 1300, époque où on la place ordinairement.

(2) Conde ne nous apprend pas ce que devint le chef des Al-Mohades, Ben-Mohammed, dont il a dit que la résidence était à Saltis. On peut conjecturer que Ben-Obéid, qui avait successivement défendu Xerez et Niebla, fut gagné par le roi de Castille et trahit les intérêts de Ben-Mohammed et des musulmans. Au reste, tout ce que disent les historiens espagnols sur les motifs, les détails et les dates des expéditions d'Alfonse X dans l'Algarb, nous paraît confus et inexact.

affaire importante. L'avis de la majorité fut qu'il fallait secourir les musulmans ; et, que pour diviser les forces d'Alfonse, sans rompre ouvertement avec lui, on favoriserait secrètement les Murciens, et on écrirait aux habitants de Xerez et des villes de l'Algarb, de se soulever contre les Castillans. La révolte éclata, l'an 659 (1261), à Murcie, Lorca, Mula, Xerez, Arcos, Nebrisa, etc. Le peuple, avide de vengeance et de nouveautés, comptant sur le secours du roi de Grenade, le proclama souverain, et tomba le même jour sur les chrétiens, qui partout furent chassés ou massacrés. Le carnage fut horrible à Xerez, à cause de la mémorable résistance du comte de Gomez, qui, ayant perdu tous ses guerriers, en défendant la citadelle contre les insurgés, soutenus par les Maures d'Algéziras et de Tarifa, succomba le dernier, et périt entouré de morts (1). Murcie, avec le secours du roi de Grenade, reconquit aussi son indépendance.

Alfonse envoya des troupes de tous côtés contre les rebelles, et somma Mohammed de se joindre à lui contre le roi de Murcie. Ben Al-Ahmar allégua des motifs de religion et de politique pour s'en dispenser, et rompit son alliance avec le roi de Castille, tout en feignant de vouloir rester son ami. Alfonse donna ordre à ses généraux de traiter en ennemis les sujets du roi de Grenade. Mais celui-ci commença les hostilités l'an 660 (1262), ravagea les environs d'Alcala ben-Saïd, et vainquit près de cette ville les Castillans, commandés par leur monarque en personne. Il y eut depuis, chaque jour, quelques autres affaires sans succès décisifs. Alfonse, obligé de diviser ses forces, ne put empêcher le roi de Grenade de continuer et d'étendre ses dévastations.

L'an 661 (1263), Abou-Yousouf Yacoub, roi de Fez, de la dynastie des Merinides, envoya un corps de plus de trois mille cavaliers au secours des musulmans d'Espagne. Ce fut la première expédition des Mérinides dans la Péninsule : mais leur souverain n'était pas encore roi de Maroc, comme le disent les auteurs espagnols et Cardonne lui-même (2).

---

(1). Cette action était assez belle, pour n'avoir pas besoin d'être brodée par l'imagination romanesque des historiens espagnols. Suivant eux, les Maures sauvèrent don Gomez malgré lui, en le tirant avec des crocs de fer, et le firent guérir de ses blessures.

(2) Ce prince ne prit Maroc qu'en 668 (1269), après avoir vaincu et tué le dernier roi de la dynastie des Al-Mohades.

Au commencement de l'année 662 (novembre 1263), le roi de Grenade associa au trône son fils aîné, Mohammed, le fit reconnaître pour son successeur, et voulut qu'on lui prêtât serment de fidélité, et que son nom fût ajouté à la khothbah. Les walis de Malaga, de Guadix et de Comares, Abou-Mohammed Abdallah, Abou'l Haçan et Abou-Ishak, tous trois de la famille Ben-Eschkalioula, ou Eschkilola, furent les seuls qui n'assistèrent pas à cette cérémonie. Jaloux des distinctions et des récompenses accordées par leur souverain à quelques capitaines Zenates et Zegris, auxquels il était redevable de sa dernière victoire, ils se retirèrent avec leurs troupes, sous prétexte que leur présence était nécessaire dans leurs gouvernements, et refusèrent de servir dans l'expédition que Mohammed préparait pour secourir Murcie. Ils se rendirent vassaux du roi de Castille, lui offrirent d'attaquer le roi de Grenade, et de ne faire avec lui ni paix ni trève, sans le consentement de leur nouveau suzerain. Alfonse agréa leurs offres, leur promit sa protection, et les invita à commencer la guerre contre Mohammed. Cette diversion dérangea les projets de celui-ci, et donna au roi de Castille les moyens de reprendre ses avantages. Il assiégea Xerez, s'en rendit maître par capitulation, l'an 663 (1265), et n'accorda aux habitants que la vie et la liberté. Ces malheureux, dénués de tout, se dispersèrent dans l'Andalousie; plusieurs se retirèrent à Algéziras et à Malaga, et le reste passa en Afrique. Les villes de Sidonia, Rota, Solucar (San-Lucar), Nebrisa et Arcos, éprouvèrent le même sort, et leurs citoyens cherchèrent pour la plupart un asile dans les états du roi de Grenade, qui fut ainsi dédommagé de la perte de quelques territoires, par l'acquisition d'une population considérable. Ce prince marcha avec une partie de sa cavalerie contre le wali rebelle de Guadix, et vers les frontières de Jaen, et envoya le reste de ses troupes au secours de Murcie.

Cette ville était alors attaquée en même temps, et par Jayme, roi d'Aragon, qui avait déjà pris quelques autres places de la province, et par le roi de Castille qui faisait valoir ses prétentions sur son ancienne conquête. Les deux monarques convinrent de donner le royaume de Murcie à l'infant don Emmanuel, frère d'Alfonse, et de le marier à Constance, l'une des filles du roi d'Aragon. Mais Yolande, reine de Castille, jalouse de sa sœur qui la surpassait en beauté, intrigua pour l'empêcher de porter la couronne de Murcie.

Elle écrivit au roi de Grenade, et, feignant un grand désir de la paix, elle le pria de proposer à Alfonse un traité qui leur permît à tous deux de venir à bout de leurs desseins, à l'un, contre les rebelles de Murcie, à l'autre, contre les walis qui s'étaient soustraits à son obéissance; mais surtout qui déconcertât les projets du roi d'Aragon sur Murcie. Mohammed, conformément aux intentions de la reine, fit des avances au roi de Castille qui les agréa, et qui invita le prince musulman à une conférence dans le château d'Alcala ben-Saïd (1). Les deux monarques, s'y étant réunis, tombèrent d'accord, après plusieurs conférences: que le roi de Grenade et son fils renonceraient à toutes prétentions sur le royaume de Murcie; que cet état serait soumis à la couronne de Castille, mais gouverné par un roi musulman, suivant les lois et coutumes des mahométans; que les sujets ne payeraient d'autre impôt que la dîme ordinaire de tous leurs biens, et que le tiers servirait pour l'entretien de leur roi; qu'Alfonse ne donnerait aucun secours aux walis rebelles; mais que ceux-ci auraient un an de trêve, pour se soumettre, et que, ce délai passé, le roi de Grenade pourrait alors les réduire par la force; que ce prince, au lieu des troupes auxiliaires qu'il était tenu de fournir au roi de Castille, lui payerait un tribut annuel; qu'il ne serait plus obligé désormais de se rendre qu'aux cortès, qui se tiendraient près de ses frontières; qu'il faciliterait la soumission de Murcie, moyennant une amnistie générale, dont on n'excepterait que trois chefs de la révolte, qui seraient bannis. Ce traité d'Alcala fut signé, l'an 664 (1266), par les deux monarques, par Mohammed, fils du roi de Grenade, et par plusieurs seigneurs des deux cours. Sur ces entrefaites, les Maures, ayant surpris un convoi considérable destiné pour le camp des chrétiens, le manque de vivres, et la mésintelligence qui dégénérait en querelles sanglantes, entre les Castillans et les Aragonais, les forcèrent de lever le siége (2).

---

(1) Ce fut alors sans doute et en raison de ce congrès, que cette ville reçut le nom d'Alcala la Real (la royale).

(2) Ces détails paraissent beaucoup plus authentiques, et plus vraisemblables que tout ce que rapportent à ce sujet les auteurs espagnols. Les Bénédictins, dans la II[e]. partie de *l'Art de vérifier les dates*, n'ont pas même cité l'infant don Emmanuel, parmi les fils du roi don Ferdinand; ils le nomment seulement, dans la chronologie des rois d'Aragon, comme gendre du roi Jayme I, et infant de Castille, sans dire de qui il était

Mohammed et Alfonse partirent alors pour Murcie. Les walis de cette ville et des autres places du royaume vinrent, à la persuasion du premier, se soumettre au roi de Castille, et déclarèrent qu'ils ne voulaient pour suzerain aucun autre prince chrétien. Les deux monarques entrèrent dans la capitale. Les habitants reconnurent pour roi, Abou-Abdallah Mohammed, frère du célèbre Motawakkel ben-Houd, lequel leur fut donné par Alfonse qui estimait beaucoup sa sagesse et sa modération; et ils témoignèrent une joie extrême d'avoir un souverain de leur religion, de race royale, et distingué par ses vertus (1). Ainsi Alfonse satisfit sa vanité d'avoir des rois pour vassaux; la reine Yolande fut contente de ne pas voir sa sœur couronnée; et Mohammed, qui avait négocié toute cette affaire, prit congé du roi de Castille et s'achemina vers Grenade, emmenant avec lui les trois bannis de Murcie, auxquels il donna des maisons et des terres.

L'an 665 (1267), les walis de Malaga, de Guadix et de Comares, ne s'étant prêtés à aucun acte de soumission, le roi de Grenade leur fit la guerre, après en avoir donné avis au roi de Castille et malgré son intercession. Celui-ci, sollicité par ces factieux, écrivit une lettre menaçante à Mohammed, lui ordonna de cesser toute hostilité contre eux, et lui demanda la cession d'Algeziras et de Tarifa. Le roi de Grenade, dans sa réponse, se plaignit qu'Alfonse manquât ainsi au traité d'Alcala et qu'il exigeât les clefs de son royaume. Il le pria de suivre des sentiments plus généreux; et, quoiqu'il fût préparé à la guerre, il promit de ne pas être l'agresseur, à moins que le roi de Castille ne prît ouvertement la défense des walis rebelles.

Dans ce temps-là, l'infant don Philippe, révolté contre son frère Alfonse qui, suivant les auteurs arabes, se laissait

---

fils. Chenier est l'historien dont le récit se rapproche le plus ici de celui que Conde a puisé dans les auteurs arabes.

(1) Cardonne dit que Mohammed, nouveau roi de Murcie, fut mis à la place de son frère Wathek. Il est possible, en effet, que Murcie ait continué d'être gouvernée par des princes houdides; mais il est peu probable que celui qu'Alfonse donna aux Murciens, fût frère de Motawakkel ben-Houd, et eût porté comme lui les noms d'Abou-Abdallah Mohammed. Le récit des historiens espagnols donne lieu de croire que Murcie fut alors définitivement réunie aux états de Castille, ce qui semblerait confirmé par le silence des auteurs arabes sur le royaume de Murcie, à partir de cette époque.

gouverner par sa femme plutôt que par les conseils d'une sage politique, vient chercher un asile à la cour de Grenade, avec don Nuño de Lara et d'autres seigneurs castillans. Mohammed comble d'honneurs et de caresses ces illustres hôtes et accepte leurs propositions de le servir contre tous ses ennemis, excepté contre le roi de Castille. Il les emploie utilement dans l'armée commandée par son fils; mais, malgré leurs exploits, comme les forces du roi de Grenade étaient divisées, la guerre contre les walis réfractaires se passa en pillages et en dévastations, et dura quelques années sans événements importants.

Enfin, l'an 670 (1271-72), le roi de Grenade prit le parti de solliciter les secours du roi de Fez et de Maroc, Abou-Yousouf Yacoub, fondateur de la dynastie des Merinides, contre le roi de Castille et contre les factieux qui coopéraient avec ce prince à la ruine de l'islamisme en Espagne. Cette démarche affligea les seigneurs castillans retirés à Grenade, et répandit l'alarme parmi les chrétiens de la Péninsule; mais Mohammed n'en vit pas le succès.

Ce prince, ayant fait des levées extraordinaires, pour accabler les trois gouverneurs rebelles dont les incursions continuelles troublaient et ruinaient ses états, voulut marcher contre eux en personne, malgré son grand âge. Il se sentit indisposé à moitié chemin, reprit celui de sa capitale, porté sur un brancard, et expira avant d'y arriver, à la suite d'un vomissement de sang, le 29 djoumadi II 671 (21 janvier 1273), ayant à ses côtés l'infant don Philippe qui l'avait accompagné dans cette expédition. Mohammed était âgé de quatre-vingts ans, et en avait régné trente-six à Grenade; mais il avait porté quarante-deux ans le titre de roi, depuis sa première proclamation à Ardjouna. Sa mort fit couler les larmes de tous ses sujets, dont le bonheur l'avait plus occupé que le soin de sa propre gloire. C'est pour eux qu'il se rendit vassal de la Castille, et qu'il ne chercha point à reculer les frontières de ses états. Aussi son royaume dura-t-il plus long-temps que la plupart des empires musulmans, fondés par la violence et l'ambition.

Mohammed avait deux vezirs, un capitaine des gardes, un généralissime, un amiral, un commandant de la cavalerie, sept cadhis ou juges, et quatre khatibs ou secrétaires, dont le premier l'était en même temps du meschouar ou conseil que le roi présidait lui-même. Deux fois la semaine, il donnait audience aux pauvres comme aux riches. Il visitait

les écoles, les colléges, les hospices, s'informait du service et de l'exactitude des professeurs, des médecins, et interrogeait lui-même les malades et les indigents. Ennemi du faste, indulgent pour ses serviteurs, et plein d'ordre dans ses affaires domestiques, il n'eut point de concubines, et n'épousa qu'un petit nombre de femmes, toutes filles des principaux seigneurs de l'état. Il les voyait peu souvent; mais il prévenait tous leurs désirs et maintenait entre elles la concorde. Il n'eut que trois fils, Mohammed, Faradj et Yousouf, auxquels il donna les maîtres les plus habiles et les plus vertueux, et ils les instruisait aussi lui-même, dans ses moments de loisir. Il aimait beaucoup à lire l'histoire et à cultiver les fleurs et les plantes aromatiques.

Mohammed fut enterré avec pompe dans un cimetière particulier. Son corps embaumé fut renfermé dans une châsse d'argent et placé dans un tombeau de marbre précieux, sur lequel on grava en lettres d'or une épitaphe fastueuse, rapportée par Conde et par Casiri (1). Les princes maures, comme les sulthans othomans, reçurent sans doute des chrétiens cet usage, inconnu aux khalifes et aux monarques de l'orient, prohibé même par l'islamisme. Une autre mode que la fréquentation des chrétiens introduisit probablement à Grenade, fut celle des armoiries. Mohammed prit pour les siennes un écu au champ d'argent, portant une bande diagonale d'azur, sur laquelle étaient écrits en lettres d'or, ces mots : *Lé galeb ilé allah* (il n'y a de vainqueur que Dieu), parce que ses sujets lui avaient donné le titre d'*al-Galeb-billah* (le vainqueur par la grâce de Dieu). Les extrémités de la bande se terminaient en gueules de dragon. Les successeurs de ce prince conservèrent cette devise : mais ils changèrent fréquemment les couleurs de l'écu et de la bande.

2e. MOHAMMED IIe. AL-EMIR.

An de l'hég. 671 (de J.-C. 1273). Mohammed, le seul des fils de Mohammed Ier. qui eût survécu à son père, avait reçu le titre d'émir al-moumenin (2); c'est pourquoi

---

(1) Casiri dit que Mohammed mourut d'un vomissement de bile dans une expédition dont il n'indique pas le but, et qu'il fut inhumé dans le cimetière commun.

(2) Ce titre, qui signifie prince, ou commandeur des fidèles, était

Casiri et Conde le distinguent par le surnom d'Emir (1). Aussitôt qu'il eut achevé les obsèques de son père, il parcourut à cheval les principales rues de Grenade, et fut proclamé roi au milieu des transports de la plus vive alégresse. Résolu à prendre son père pour modèle dans toutes ses entreprises, et à imiter ses vertus, il ne fit aucun changement dans les emplois civils et militaires, ni dans le système d'administration établi par ce sage monarque. Il conserva la garde africaine qui avait toujours pour chef un prince Merinide ou Zeïanide, ainsi que la garde andalousienne qui, à défaut d'un prince du sang, était commandée par Abou-Mousa, et il augmenta la solde de l'une et de l'autre. Quelques courtisans, déçus dans l'espoir de s'élever par leurs intrigues, au commencement d'un nouveau règne, accusèrent leur souverain d'ingratitude, formèrent un parti de mécontents et allèrent se joindre aux walis Eschkilolides. Ceux-ci avaient profité de la mort du dernier roi pour recommencer leurs incursions. Mohammed II marcha contre eux, les tailla en pièces, près d'Antekaria (Antequerra), enleva tout leur butin, les poursuivit l'espace de plusieurs lieues, et revint à Grenade, où il récompensa noblement les seigneurs castillans dont la valeur avait assuré son triomphe.

L'infant don Henri, s'étant sauvé de Tunis, sur un soupçon mal fondé que le roi voulait se défaire de lui, revint en Espagne, reprocha à son frère Alfonse X, de favoriser les sujets rebelles du roi de Grenade, et lui fit craindre que ce prince n'eût recours à la protection du roi de Maroc. Dans cette inquiétude, Alfonse écrivit à son frère don Philippe et aux autres seigneurs castillans qui étaient à Grenade, de revenir à sa cour, et de négocier un accommodement entre lui et Mohammed II. Celui-ci, plein de confiance dans ses hôtes, et voulant sincèrement la paix, écouta leurs pro-

---

spécialement dévolu aux khalifes abbassides de Baghdad, quoique, à diverses époques, il eût été usurpé par d'autres princes et par des dynasties entières, telles que les Fathimides, les Al-Mohades, etc.; mais depuis la prise de Baghdad et la destruction du khalifat par les Tartares mongols, l'an de l'hég. 656 (de J.-C. 1258), le titre d'émir al-moumenin appartint à tous les monarques qui voulurent se l'arroger; car la dynastie des khalifes abbassides, que les sulthans mamlouks établirent en Egypte, ne fut pas reconnue par tous les peuples musulmans.

(1) Cardonne lui donne le surnom d'Al-Fakih (le jurisconsulte ou le docteur), qui semblerait mieux convenir à son successeur.

partis allaient en venir aux mains; lorsqu'un parent de Mohammed fondit sur don Sanche et le perça de sa lance, en disant : *Dieu ne veut pas que pour un chien, le sang des musulmans soit versé.* On coupa au malheureux infant la tête et la main où était l'anneau épiscopal, et on donna la première aux Africains et la seconde aux Andalousiens. Le lendemain, l'armée castillane, commandée par Alfonse X (suivant Conde), ou par don Lope Dias de Haro (suivant Cardonne et Chenier), rencontra, près de Hisn Azzahara (Zahara), les vainqueurs qui continuaient leur marche. On se battit avec un égal acharnement et sans avantages décisifs; mais quoique les Maures eussent conservé leurs positions, ils se retirèrent la nuit avec leur butin.

Le roi de Maroc, informé qu'une flotte chrétienne voulait s'opposer à son retour en Afrique, et voyant déjà ses convois interceptés et son armée souffrir de la disette, conclut une trève de deux ans avec Alfonse, sans la participation du roi de Grenade, et repassa le détroit. Les walis de Guadix et de Malaga quittèrent l'armée et renouvelèrent leurs soumissions au roi de Castille.

Mohammed, abandonné par son allié, et regrettant de lui avoir livré les deux clefs de l'Andalousie, ne laissa pas de pourvoir à la sûreté de ses frontières, et de continuer les hostilités contre les chrétiens, sans résultats importants. Au milieu de ses préparatifs de guerre, il trouvait le loisir de cultiver la poésie et l'éloquence avec son premier vezir, Aziz ben-Aly, ben-Abd-el-Menam, qui partageait les goûts de son maître, auquel il ressemblait aussi d'une manière singulière, par l'âge, la taille, la figure et le caractère. Ils admettaient à leurs conférences les savants de l'Andalousie, les philosophes, les médecins et les astronomes, pour qui les portes de l'Alcaçar étaient toujours ouvertes (1).

L'an 676 (1277), Abou-Yousouf Yacoub revint en Espagne et se rendit à Ronda, où Abou-Ishak, wali de Guadix, et Abou-Mohammed, wali de Malaga, se joignirent à lui pour faire la guerre aux Castillans. Il remporta sur Alfonse X, le 12 rabi 1er. (13 août), une grande victoire,

(1) Conde ne dit rien de la révolte des Maures du royaume de Valence, excitée et soutenue, dit-on, par le roi de Grenade, et dont les progrès causèrent tant de chagrin au roi Jayme Ier. d'Aragon, qu'il en mourut peu de temps après.

près de Séville qu'il ne put prendre, enleva d'assaut Alcala de Guadaïra, et dévasta toute cette partie de l'Andalousie. Le wali de Malaga mourut deux mois après cette expédition. Le roi de Maroc ayant exercé les mêmes ravages dans les environs de Xérèz, le roi de Grenade, qu'il avait invité à prendre part à la guerre de religion, vint le joindre près d'Ardjouna. Ils marchèrent ensemble sur Cordoue, qu'ils endommagèrent sans pouvoir la prendre; s'emparèrent de Hisn ben-Beschir et de la célèbre ville de Zahra, et désolèrent toute la contrée, entre Cordoue et Jaen. Alfonse envoya une députation de moines et de prêtres, pour demander la paix au roi de Maroc, qui se trouvait alors à Baeça. Yacoub répondit que n'étant qu'auxiliaire du roi de Grenade, c'était à ce prince qu'il fallait s'adresser. Ils allèrent donc trouver Mohammed, lui dirent qu'ils étaient mécontents de leur souverain et qu'ils voulaient le déposer, parce qu'il ne savait pas défendre ses sujets et sa religion. Ils jurèrent la paix sur leurs croix, et conclurent avec le roi de Grenade un traité que le monarque africain ratifia à Algéziras, vers la fin de ramadhan 676 (février 1278) (1).

Alfonse, ayant rompu la paix en 677 (1278), assiégea Algéziras par terre et par mer. Des pluies, des ouragans et des révoltes empêchèrent Yacoub de revenir en Espagne; mais son fils Yousouf se rendit à Tanger, et rassembla dans ce port une flotte de soixante vaisseaux, auxquels le roi de Grenade, qui ménageait encore le souverain de Maroc, joignit douze bâtiments qu'il avait armés à Malaga, Almérie et Almunecâb. Le siége d'Algéziras durait depuis près d'un an, et les habitants, épuisés par la disette et privés de secours, ne recevaient d'autres nouvelles que celles que leur apportait une colombe expédiée de Gibraltar: mais les assiégeants n'étaient pas dans une meilleure situation. Une maladie contagieuse avait fait des ravages sur leur flotte, et nécessité le débarquement d'une partie de leurs équipages. Ce fut dans ces circonstances que l'armée navale des musulmans attaqua les chrétiens et remporta une victoire complète. L'amiral castillan, plusieurs officiers supérieurs, un parent du roi de Castille et le prince de Bayona (2) furent

---

(1) C'est Dombay qui nous a fourni tous les événements de l'année 676. Conde n'en dit pas un mot.

(2) On a parlé ci-dessus, dans une note du règne de Mohammed Al-Naser, sous la quatrième époque, d'un roi de Bayona, qui paraît avoir

faits prisonniers. L'infant don Pèdre qui commandait l'armée de terre, voyant la défaite de sa flotte, ne voulut pas attendre que les vainqueurs eussent débarqué. Il leva le siége précipitamment et abandonna ses tentes, ses machines, et ses munitions. Ainsi fut délivée Algéziras, le 12 rabi 1er. 678 (23 juillet 1279), après un blocus d'environ un an. Le prince Yousouf y vint au commencement du mois suivant, fit bâtir la nouvelle ville d'Algéziras, dans une position plus avantageuse, sur le terrain qu'avait occupé le camp des chrétiens, et accorda une trêve au roi de Castille, qui s'obligea de lui fournir des troupes contre le roi de Grenade. Le monarque africain refusa d'approuver ce traité et de donner audience aux ambassadeurs chrétiens, que son fils lui avait amenés. Mais la guerre contre le roi de Temelsen le força d'ajourner ses projets sur l'Andalousie.

Mohammed, roi de Grenade, tranquille du côté de l'Afrique, par son alliance avec le roi de Temelsen et l'éloignement du roi de Maroc, entra dans les états de Castille, et ravagea les environs d'Ecija et de Cordoue. Alfonse vint en personne à sa rencontre; mais une ophtalmie, dont il fut attaqué, l'obligea de laisser le commandement de son armée à son fils Sanche, qui, ayant donné dans une embuscade près de Hisn-Moclin, au commencement de l'an 679 (1280), eut trois mille hommes tués, parmi lesquels on comptait un grand nombre de chevaliers et d'officiers de distinction. L'année suivante, l'infant voulut prendre sa revanche; mais Mohammed, à la tête de cinquante mille hommes, remporta une seconde victoire, et s'empara du camp des chrétiens.

Don Sanche s'étant révolté contre son père Alfonse X, fit alliance avec le roi de Grenade, et lui livra le fort de Arenas. Ils eurent une entrevue à Priego, où ils se traitèrent comme s'ils eussent toujours été amis, et concertèrent leur plan de campagne. Le roi de Castille, alarmé de cette alliance, et abandonné par tous les potentats de l'Europe, eut recours au roi de Maroc contre son fils rebelle. Yacoub se rendit à Algéziras, à la fin de rabi 1er. 681 (juillet 1282), et continua sa marche jusqu'à Sakhret-ibad,

---

été le roi de Léon, Alfonse IX; mais il est plus difficile de décider quel était le prince de Bayona dont il s'agit ici, à moins que ce ne fût un des infants de Castille, frère ou fils d'Alfonse X, lequel avait peut-être pour apanage la Galice, où se trouve la ville de Bayona.

suivant Dombay, ou à Zahra, suivant Cardonne. Alfonse vint l'y trouver et lui offrit sa couronne en gage, pour prix des secours qu'il lui demandait. Le monarque africain témoigna les plus grands égards au roi de Castille, lui donna cent mille dinars, et se joignit à lui pour aller assiéger don Sanche qui s'était fortifié dans Cordoue; mais au bout d'un mois, ils levèrent le siége à l'approche du roi de Grenade, ravagèrent les environs d'Andujar et de Jaen, furent battus près d'Ubeda, et retournèrent, l'un à Séville, l'autre à Algéziras.

Au commencement de moharrem 682 (avril 1283), Yacoub se rendit à Malaga, et prit Cartama, Schil et quelques autres châteaux qui appartenaient au roi de Grenade. Celui-ci eut recours à la médiation de Yousouf, fils du roi de Maroc; le jeune prince vint de Mauritanie, réussit à apaiser les différends qui existaient entre les deux souverains, et détermina son père à ne traiter en ennemis que les chrétiens. Yacoub détruisit tous les lieux aux environs de Cordoue, remporta une victoire sur l'infant don Sanche, laissa son butin et son gros bagage à Baeça, se dirigea sur Tolède, ravagea tout le pays jusqu'à une journée de cette ville, et, après avoir tué plusieurs milliers de chrétiens, il revint à Algéziras avec une foule de prisonniers et une grande quantité de riches dépouilles.

Comme ce monarque avait ménagé le roi de Grenade, allié de Sanche, et qu'il avait empêché que les terres des musulmans ne fussent dévastées par les Castillans du parti d'Alfonse, qui servaient dans son armée, ceux-ci, soupçonnant quelque trahison, abandonnèrent son camp et retournèrent à Séville, où ils inspirèrent à leur souverain la défiance qu'ils avaient conçue sur les intelligences qu'ils supposaient entre les rois de Grenade et de Maroc. Alfonse les crut et écrivit à ce dernier, pour se plaindre du refroidissement de son amitié. Yacoub le rassura, et lui donna de nouveau sa parole de le faire triompher de tous ses ennemis.

Alfonse X étant mort le 4 avril 1284, peu de temps après le retour du roi de Maroc en Mauritanie, et le rebelle Sanche lui ayant succédé, Mohammed envoya complimenter le nouveau roi de Castille et confirma son alliance avec lui. Yacoub, quoique touché de la mort d'Alfonse, offrit à Sanche la continuation de l'amitié qu'il avait eue pour son père. Offensé de la réponse hautaine et grossière du roi de Castille, il reparut en Espagne, en safar 684 (avril 1285), et assiégea

Xerez, tandis que le reste de ses troupes portait la désolation dans les territoires de Séville, de Carmone, d'Ecija et de Jaen; mais l'approche de l'hiver, suivant Dombay, ou celle de l'armée de Castille et de Grenade, suivant Conde, le décida à lever le siége de Xerez et à retourner à Algéziras. Il y reçut des ambassadeurs du roi de Castille auquel il accorda la paix (1). Sanche, pour plaire à son nouvel allié, rompit toutes liaisons avec Mohammed, dont il congédia l'ambassadeur, en lui faisant entendre qu'il y était forcé par la nécessité.

De retour à Algéziras, Yacoub y appela le roi de Grenade, ainsi que les walis de Malaga, de Guadix et de Comares, et les invita à la concorde, afin de résister plus facilement aux ennemis de l'islamisme. Il exhorta Mohammed à se montrer le protecteur des musulmans, et à ne pas trop compter sur l'alliance et les secours des princes chrétiens, dont la politique était toujours subordonnée à l'intérêt et aux circonstances. Il engagea les walis, trop faibles pour se maintenir dans leurs possessions, à se soumettre à lui ou au roi de Grenade. Celui-ci appuya les raisons du monarque africain; mais les autres, ayant paru peu disposés à reconnaître un suzerain, on se sépara sans rien terminer. Cependant les walis traitèrent secrètement avec Yacoub, et l'un d'eux, Abou-Abdallah Mohammed ben-Eschkilola, lui céda Malaga (2) en échange de terres considérables en Mauritanie. Le monarque prit possession de cette ville, le 25 ramadhan 684 (24 novembre 1285), y passa les derniers mois de l'année et y

(1) Nous avons supprimé, ici et dans ce qui précède, un grand nombre de détails très-circonstanciés, rapportés par Dombay, sur les guerres et les relations du roi de Maroc, Abou-Yousouf Yacoub, avec les rois de Castille, Alfonse X et Sanche III. Outre qu'ils sont, le plus souvent, étrangers aux affaires du royaume de Grenade, il nous a paru très-difficile de les concilier avec le récit de Conde. On les trouvera en partie dans la chronologie historique de l'Afrique.

(2) Nous avons été fort embarrassés pour fixer l'époque de cet événement. Dombay le place à l'année 676 (1278); mais cette date, peu vraisemblable, est démentie par les faits qu'il raconte immédiatement après. Casiri le met en 697 ou plutôt 677; mais, en général, les extraits publiés par cet orientaliste ne renferment que des faits isolés et décousus, dont les dates se contredisent souvent. Conde rapporte la cession de Malaga, sous l'année 679 (1281), mais à la suite de plusieurs événements d'une date postérieure. Nous avons trouvé son récit plus clair, plus probable et plus suivi que celui de Dombay, et nous l'avons adopté, sans préférer toutefois la date de l'un à celle de l'autre.

mit pour gouverneur Omar ben-Mobly Al-Batouy, suivant Conde, ou Omar ben-Aly, suivant Dombay.

Le traité secret des walis avec le roi de Maroc et la perte de Malaga, affectèrent sensiblement le roi de Grenade ; mais il dissimula son mécontentement, et s'attacha à ménager l'amitié du roi Sanche, en attendant des circonstances plus favorables.

Yacoub mourut au commencement de l'année 685 (1286). Son fils, Yousouf III, lui ayant succédé sur le trône de Maroc, vint en Espagne et eut une entrevue, à Marbella, avec Mohammed. Les deux princes s'y promirent, l'un, de ne plus soutenir les walis de Guadix et de Comares ; l'autre, de n'employer que les voies de la douceur pour les soumettre. Malgré ces apparences d'amitié, tandis que le roi de Maroc était occupé en Afrique par des révoltes et une guerre contre le roi de Temelsen, Mohammed ayant gagné par ses présents le gouverneur de Malaga, Omar Al-Batouy, recouvra cette place importante, et céda à Omar en propriété, mais à titre d'hommage, la forteresse de Schaloubina (1).

Yousouf revint bientôt en Andalousie pour se venger du roi de Grenade, et pour punir la félonie d'Al-Batouy. A peine débarqué à Algéziras, il assiégea la ville de Bejar ; mais l'approche d'une armée nombreuse envoyée contre lui par les rois de Grenade et de Castille, et le bruit que ces princes cherchaient à lui couper la retraite par mer en Afrique, l'obligèrent à retourner à Algéziras, d'où il passa secrètement à Tanger. Il ordonna des levées considérables en Mauritanie, et il se disposait à revenir en Espagne, avec une armée formidable, lorsque les vaisseaux qui devaient la transporter furent brûlés, l'an 691 (1292), sur la côte de Tanger, par la flotte chrétienne, en présence des troupes musulmanes qui ne purent s'y opposer. Sanche, profitant de l'éloignement du roi de Maroc, vint assiéger Tarifa, qu'il prit d'assaut, à la fin de chawal (octobre), et dont il donna le commandement à don Alfonse Perez de Guzman.

Peu de temps après, l'infant don Juan, s'étant révolté contre son frère le roi de Castille, alla chercher un asile à la cour de Maroc. Il promit à Yousouf de reprendre Tarifa ; et, en ayant obtenu cinq cents cavaliers, il traversa le détroit, et alla mettre le siége devant cette place, secondé par la garnison d'Algéziras. La résistance qu'il éprouva, lui

---

(1) Le nom de cette place (aujourd'hui Salobreña) s'écrit aussi Chaloubiniah, Scheloufania, Salabenia, Schaloubania et Schalobonia.

fesant craindre de s'être trop engagé avec le roi de Maroc; il eut recours à un moyen odieux qui a déshonoré sa mémoire. Il fit conduire, enchaîné, au pied des remparts, un jeune fils d'Alfonse de Guzman, avec menaces d'égorger cet enfant, si son père refusait de rendre la place. Le gouverneur n'ayant répondu qu'en jetant son épée du haut des murailles, son fils fut à l'instant massacré; mais la vue de sa tête, qui fut lancée dans la ville avec une catapulte, ne put abattre le courage de ce malheureux père, et les Maures furent forcés de lever le siége.

Le roi de Grenade avait fourni l'argent et les vivres pour l'expédition de Tarifa; et cette place, que le roi de Maroc lui avait enlevée autrefois, devait lui être remise, d'après son traité avec le roi de Castille. Il en réclama la restitution. Cette demande le brouilla avec Sanche, qui voulut garder sa conquête. Mohammed recommença ses incursions sur les terres des chrétiens, et ravagea le royaume de Murcie. De son côté, Sanche prit Quésada, emporta Alcaudète d'assaut, épouvanta les musulmans par les cruautés qu'il commit dans cette ville, et s'empara de plusieurs autres places. Mais sa mort, arrivée l'an 694 (1295), rétablit les affaires de Mohammed, et le mit en état de réparer les pertes qu'il avait éprouvées, depuis le commencement d'un règne jusqu'alors sans éclat. Pendant une guerre de trois ans, il ne cessa de faire du mal aux chrétiens. L'an 697 (1298), il recouvra Quésada, reprit d'assaut Alcaudète, et les repeupla de musulmans. Il se remit en possession d'Algéziras que lui vendit le roi de Maroc; et celui-ci, dégoûté de ses entreprises en Andalousie, par une seconde tentative infructueuse contre Tarifa, ne s'occupa que des affaires d'Afrique, et renonça à ses acquisitions en Espagne (1). Le roi de Grenade réussit alors à soumettre les walis de Guadix et de Comares, dont la révolte avait duré trente-six ans.

Ce prince, profitant des troubles qui déchiraient la Castille, pendant la minorité de Ferdinand IV, et informé que l'argent y était très-rare, offrit vingt mille dinars d'or à l'infant don Henri, avec quelques châteaux sur la frontière, pour qu'il lui rendît Tarifa. Mais les ministres du jeune roi s'opposèrent à cet échange, et le brave Perez de Guzman refusa de livrer la place. Le roi de Grenade vainquit ce guerrier près d'Ardjouna en 699 (1299), et ne laissa pas d'échouer

(1) Les historiens espagnols rapportent à l'année 1294, la restitution d'Algéziras au roi de Grenade.

devant Tarifa. Il ne réussit pas mieux contre Jaen ; mais il brûla les faubourgs de Baeça, ravagea toute cette partie de l'Andalousie, et s'empara de Bedmar.

Mohammed II mourut au milieu de ces triomphes, le 8 chaban 701 (8 avril 1302), âgé de soixante-huit ans, après en avoir régné trente. Prince habile, brave et prudent, il sut tour à tour employer les ressources des armes et de la politique, pour consolider le royaume que son père avait fondé.

3e. Abou-Abdallah MOHAMMED III.

An de l'hég. 701 (de J.-C. 1302). Mohammed III succéda à son père Mohammed II, qui l'avait, de son vivant, associé au trône. Son parent Abou'l-Hedjadj ben-Naser, gouverneur de Guadix, fut le seul qui refusa de venir lui prêter serment de fidélité. Mohammed, dès le premier mois de son règne, signa une trêve avec Jayme II, roi d'Aragon, et déclara la guerre à la Castille. Il débuta par prendre d'assaut la ville d'Almandhar : parmi les choses précieuses et les captifs qu'il y trouva, était une fille d'une merveilleuse beauté, qui fut amenée à Grenade dans un char magnifique. Sur le bruit de ses charmes, le souverain de Maroc la fit demander au roi de Grenade, qui, voulant se concilier l'amitié de ce puissant voisin, lui envoya la belle esclave, quoiqu'il en fût lui-même devenu amoureux.

L'an 703 (1303), Mohammed marcha contre son cousin Abou'l-Hedjadj, wali de Guadix, qui s'était révolté, le vainquit et le força d'aller se renfermer avec peu de monde dans cette ville. La même année, il conclut une trêve avec le roi de Castille, sans pouvoir obtenir qu'on lui vendît ou qu'on lui échangeât la forteresse de Tarifa.

Informé des troubles qui régnaient en Mauritanie, pendant que le roi de Maroc faisait la guerre au roi de Temelsen, il envoya son beau-frère Faradj, wali de Malaga, pour assiéger Ceuta par terre et par mer. Cette ville se rendit le 29 chawal 705 (14 mai 1306), après la fuite du gouverneur. Faradj s'empara de quelques autres places, et retourna en Espagne avec un butin prodigieux. Mohammed employa ces richesses à l'embellissement de Grenade. Il y fit construire de nouveaux bains publics et une superbe mosquée, qui devint la principale de cette ville, et à laquelle il assigna de gros revenus.

Soleiman ben-Reby, gouverneur d'Almérie, avait des intelligences secrètes avec le roi d'Aragon, et se préparait à la révolte. Mohammed ne lui en laissa pas le loisir et l'attaqua si brusquement, que Soléiman eut à peine le temps de se sauver. Il se retira auprès du roi d'Aragon et l'excita à faire la guerre aux musulmans. Le roi de Castille, d'accord avec ce dernier, envahit les frontières de Grenade. Mohammed réclame en vain contre l'injuste violation des traités. Le Castillan répond avec hauteur et va mettre le siége devant Algéziras, en safar 708 (juillet 1308). Dans le même temps, les Aragonais assiégent Almérie par terre et par mer.

Mohammed marcha au secours d'Algéziras; mais les pluies contrarièrent ses opérations. Ferdinand IV convertit le siége en blocus, et envoya une partie de ses troupes contre Gibraltar, qui n'était pas alors dans la même position qu'elle occupe aujourd'hui. Cette place, mal gardée, ne tarda pas à capituler. Les habitants en sortirent avec leurs biens, et plus de quinze cents passèrent en Afrique. Cependant, Algéziras, quoique mieux défendue, aurait été forcée de se rendre, si le roi de Grenade, ayant à la fois sur les bras deux puissants ennemis, tandis que des factions se formaient contre lui au sein de sa capitale, n'eût pris le parti de faire la paix avec le roi de Castille, à la fin de chaban 708 (février 1309). Il obtint la levée du siége d'Algéziras, en payant à ce prince cinquante mille pièces d'or, et en lui cédant les places de Quadros, Chanquin, Quésada et Bedmar.

Mohammed était doué de tous les avantages du corps et de l'esprit. Il protégeait les savants, les gens de lettres, les admettait à sa table, proposait aux poètes des sujets de compositions, et figurait lui-même dans les concours. Ses occupations littéraires et plus encore les soins continuels qu'il donnait aux affaires du gouvernement, lui ayant fait contracter l'habitude de travailler bien avant dans la nuit, avec ses ministres qui se relevaient successivement, il lui survint une maladie incurable qui altéra sa santé et particulièrement sa vue. Cette infirmité, à laquelle il dut le surnom d'*Al-Ama* (l'aveugle), ou *Al-Amasch* (le chassieux) (1), l'avait mis dans le cas d'accorder une confiance illimitée à son vezir, Abou-Abdallah Mohammed ben-Hakem; les

(1) Dombay le surnomme, peut-être à tort, *Al-Makhlou* (le disloqué), sobriquet qui semblerait mieux convenir à un des successeurs de ce prince.

royale et les principaux cheikhs en furent jaloux. Ils indisposèrent sourdement le peuple contre le roi, et lui suggérèrent le désir d'être gouverné par un souverain plus clairvoyant. Enfin le dernier traité, entre Mohammed III et Ferdinand IV, fut le prétexte d'une sédition qui éclata avec fureur le 1er. chawal 708 (14 mars 1309). Dès le matin de ce jour solennel (la pâque des musulmans), une partie de la populace entoura l'Alcaçar, en se contentant de crier : *vive le roi Naser !* c'était le nom du chef de cette révolution, second frère de Mohammed. En même temps la soldatesque enfonce les portes de la maison du vezir, brise ses meubles, brûle ses livres, et le poursuit jusqu'au palais. Alors les mutins forcent la faible garde qui en défendait l'entrée, et sans respect pour la demeure royale, ils la livrent au pillage, égorgent le ministre aux pieds de son maître, et intiment à celui-ci la volonté du peuple qui exige son abdication ou sa tête. Mohammed, seul contre tant d'ennemis, se démet authentiquement, la nuit suivante, du trône qu'il avait occupé sept ans et deux mois. Son frère ne daigna pas le voir, et le fit conduire au château d'Almunecâb, où il survécut cinq ans à sa disgrâce.

4e. Abou'l Djoïousch Al-Naser.

An de l'hég. 708 (de J.-C. 1309). Naser parcourut les rues de Grenade à cheval, et reçut le serment de fidélité au milieu des acclamations de la joie publique. La beauté de ses traits, la richesse de sa taille, le luxe recherché de ses vêtements, séduisaient le peuple qu'avaient rebuté la vie retirée et les infirmités de Mohammed. Naser joignait d'ailleurs à ces avantages extérieurs, des qualités qui distinguent les grands princes ; affable, doux, juste et libéral, il aimait la vertu, et ceux qui la pratiquaient. Il avait fait de si grands progrès dans l'astronomie et la gnomonique, sous Abou-Abdallah ben Al-Rakam, le plus grand mathématicien de son temps, qu'il dressa lui-même des tables astronomiques fort exactes, et qu'il construisit une horloge avec une grande précision. Mais ces talents, ces connaissances ne suffisaient pas à un souverain, dans des circonstances difficiles. Sa révolte contre son frère avait brisé tous les liens de l'état, et fut la source des malheurs de son règne.

Le roi de Castille rompit la trêve qu'il avait conclue avec le monarque détrôné, envahit les frontières de Gre-

nade et s'empara de la forteresse de Tempoul. La ville de Ceuta qui, depuis plus de trois ans, supportait à regret la domination des Maures d'Espagne, ouvrit ses portes le 10 safar 709 (20 juillet 1309) aux troupes du roi de Maroc, Abou-Rebia Soléiman (1): ce prince, le mois suivant, dicta la paix au roi de Grenade, qu'il obligea de lui céder Algéziras et Ronda, et de lui donner sa fille en mariage.

Naser, n'ayant pu obtenir de Ferdinand une nouvelle trêve, ne laissa pas de marcher au secours d'Almérie. Le roi d'Aragon vint à sa rencontre; et, à la suite d'une sanglante bataille qui eut lieu, vers la fin de chaban 709 (fin de janvier 1310), les chrétiens levèrent le siége de cette ville, qui était à la veille de se rendre. Après cette victoire, Naser retourna triomphant à Grenade (2).

Abou'l Walid Ismael, fils d'une sœur du roi de Grenade, et d'Abou-Saïd Faradj, wali de Malaga, s'étant fait des partisans, affectait l'indépendance. Naser ordonna d'arrêter son neveu; mais l'ordre fut éventé, et le jeune ambitieux s'enfuit de Grenade. Son père, au lieu de le punir, encouragea ses projets et fit une réponse menaçante à Naser, auquel il reprocha sa conduite envers son frère Mohammed.

A la fin de djoumadi IIe. 710 (novembre 1310), Naser fut frappé d'apoplexie et passa pour mort. Les amis de Mohammed s'empressèrent d'aller le chercher à Almunecâb, le mirent malgré lui dans une litière, et l'amenèrent à Grenade, dans les premiers jours de redjeb. Mais ils virent avec surprise toute la ville en fêtes, pour le rétablissement inespéré du roi. Mohammed allégua pour motif de sa visite, la part qu'il avait prise à la maladie de son frère. Naser parut satisfait de sa démarche, mais il le fit reconduire à Almunecâb avec ceux qui s'étaient déclarés pour lui.

Sur ces entrefaites, Ferdinand IV, roi de Castille, après

---

(1) Conde ou ses éditeurs, trompés sans doute par la ressemblance des noms de ce roi de Maroc avec ceux du rebelle gouverneur d'Almérie, dont on a parlé sous le règne précédent, attribuent à celui-ci la conquête de Ceuta, qu'il prit avec le secours des chrétiens. Dombay nous a servi pour rectifier cette erreur importante. Cependant les auteurs espagnols disent que Ceuta fut soumise et pillée par la flotte d'Aragon et de Castille qui allait assiéger Almérie. Il est possible, au reste, que Ceuta ait été prise deux fois dans la même année.

(2) Suivant les historiens espagnols, Jayme II remporta deux victoires sur les Maures, leur accorda la paix et leva le siége d'Almérie. Ce récit est peu vraisemblable.

avoir ravagé les frontières de Grenade, avait pris Alcaudète par capitulation. Mohammed, qu'on soupçonnait d'avoir provoqué l'invasion de ce prince, lui écrivit pour le prier, au nom de leur ancienne amitié, de ne plus faire la guerre à Naser, son frère, mais au wali de Malaga, ennemi du roi de Grenade. Ferdinand se préparait à marcher contre Malaga, lorsqu'il mourut subitement à Alcaudète, en septembre 1312. On le porta à Jaen, où sa mort fut publiée trois jours après (1). L'infant don Pèdre, son frère, accorda facilement la paix au roi de Grenade.

Naser n'en fut pas mieux affermi sur le trône. L'ambition et les intrigues de son vezir, Mohammed ben-Aly al-Hadji, bouleversèrent l'état, et causèrent la perte de son maître. Ce ministre, voulant être seul à la tête des affaires, éloignait les grands de la personne du roi, et se défesait de ceux qu'il voyait dans la faveur de ce prince. Une puissante faction se forma contre lui; elle était soutenue par le wali de Malaga, dont le fils aspirait ouvertement au trône. Ses agents arrivent à Grenade et y soufflent le feu de la sédition. Le peuple s'attroupe, le 25 ramadhan 712 (24 janvier 1313), et demande à grands cris la tête du vezir. Le roi, séduit par l'éloquence de ce ministre, ou satisfait de ses services, l'assure de sa protection, sort pour haranguer les mutins, et leur promet que Mohammed ne les chagrinera plus. L'émeute se calme; mais Naser se borne à destituer le vezir, et irrite les mécontents qu'il punit partiellement à cause de ce favori. Les principaux se retirent à Malaga et excitent Ismael à détrôner son oncle. Le jeune wali rassemble des troupes nombreuses, et arrive devant Grenade le 28 chawal 713 (15 février 1314). La plupart de ses partisans sortent en foule de la ville et viennent se joindre à lui : les autres prodiguent l'argent et les promesses pour exciter une révolte. Les habitants se divisent en factions qui se pillent et s'égorgent réciproquement. Le lendemain, les portes de la ville, du côté du faubourg Albaycin (2), sont ouvertes aux troupes d'Ismael. Elles entrent sans résistance, et s'emparent, le même jour, de l'ancienne citadelle et de l'Alcaçar.

Naser, assiégé dans l'Alhamra, réclama les secours de

(1) Les historiens espagnols disent qu'il mourut à Jaen, le 17 septembre 1312.

(2) Ou de la Fauconnerie. On y bâtit dans la suite un palais qui porta le même nom. Suivant quelques auteurs, ce quartier tirait son nom de Baeça, dont les habitants étaient venus s'y établir, après la prise de leur ville par les chrétiens.

l'infant don Pèdre, qui était à Cordoue. Le prince chrétien se mit aussitôt en marche avec ses troupes; mais, avant son arrivée, le roi de Grenade, pressé par les rebelles et par les sollicitations de ses amis, rendit la place et abdiqua le trône, à condition que lui et ses partisans auraient la vie sauve, et qu'on lui céderait Guadix et son territoire. Le vainqueur, satisfait du succès de son entreprise, se montra généreux. Naser partit pour Guadix le 3 dzoulkadah 713 (19 février 1314). Victime d'une révolution semblable à celle qu'il avait suscitée contre son frère, et désabusé de la vanité des grandeurs humaines, il vécut content dans sa retraite, au sein d'une douce philosophie, rejetant tous les conseils qu'on lui donna pour recouvrer le trône qu'il avait occupé cinq ans et un mois.

La mort de Mohammed III avait précédé de peu de temps la catastrophe de son frère. Il finit ses jours le 3 chawal 713 (24 janvier 1314), à l'âge de cinquante-huit ans, soit naturellement, soit pour être tombé dans un lac par accident, suivant les uns, ou, suivant d'autres, par ordre de Naser.

Celui-ci mourut le 6 dzoulkadah 722 (16 novembre 1322), âgé de trente-six ans. Son corps, ainsi que celui de son frère, fut porté à Grenade. Ils furent inhumés honorablement auprès de leurs ancêtres, et l'on grava une longue épitaphe sur leurs tombeaux.

5e. Abou'l Walid ISMAEL Ier. (1).

An de l'hég. 713 (de J.-C. 1314). Ismaël fut proclamé roi, le jour même où Naser son oncle maternel sortit de Grenade. Outre ce degré de parenté, ce prince appartenait à la famille des Naserides; il paraît même qu'il était le plus proche héritier du trône, en ligne collatérale, depuis que Faradj, frère des deux derniers rois, et incarcéré par ordre de l'un d'eux, avait sans doute terminé sa carrière dans les fers.

Ismaël, zélé défenseur des préceptes du Coran, corrigea les abus au moyen desquels on éludait la prohibition du vin: il obligea les juifs de porter, sur leurs habits, une marque qui

---

(1) Casiri et Conde donnent à ce prince tantôt le prénom d'Abou'l Walid, tantôt celui d'Abou-Saïd. Il ne peut y avoir d'incertitude sur ce point. L'épitaphe d'Ismaël le nomme Abou'l-Walid, et le dit fils d'Abou-Saïd Al-Faradj.

servît à les distinguer des musulmans, et les assujettit à un impôt sur les maisons et sur les bains. Cependant, malgré sa dévotion, il était ennemi des subtilités théologiques des fakihs et des oulémas. Un jour qu'ils disputaient devant lui sur les fondements et la vérité de l'islamisme, il se leva en s'écriant. « Je ne connais d'autres principes qu'une ferme » et sincère croyance au Dieu tout-puissant; et voici mes » arguments, » ajouta-t-il, en saisissant son épée.

L'infant don Pèdre, qui venait au secours de Naser, ayant appris en chemin la révolution qui avait privé celui-ci du trône, suspendit sa marche sur Grenade; mais, ne voulant pas avoir fait une expédition inutile, il assiégea et prit d'assaut la forteresse de Rute, et retourna à Cordoue.

Ismaël, informé qu'un corps de cavalerie escortait un convoi de vivres, envoyé par le roi de Castille à son allié le roi Naser à Guadix, voulut le surprendre; mais ses troupes furent repoussées avec perte de quinze cents hommes, au commencement de l'année 716 (1316), près de la rivière Fortuna. Les chrétiens prirent d'assaut les villes de Cambil et d'Alhawar, et dévastèrent toute cette frontière. Ismaël marcha contre eux; mais ils se retirèrent à son approche. Le roi de Grenade, afin de ne pas perdre le fruit de cette campagne, alla mettre le siége devant Gibraltar, que le roi de Maroc venait d'enlever aux chrétiens, la même année, suivant Dombay, après avoir vaincu et tué leur amiral. Le but d'Ismaël était d'ôter au roi de Maroc la facilité de passer d'Afrique en Espagne (1); mais les secours que la place reçut par terre et par mer, forcèrent les troupes de Grenade de décamper, sans oser risquer une bataille.

Cependant l'infant don Pèdre, après avoir ravagé tout le pays entre Jaen et les montagnes, avait pénétré jusqu'à Hisn-Alhas et à Pina, dans les environs de Grenade, lorsque l'arrivée d'Ismaël l'obligea de retourner à Ubeda, et lui fit perdre dans cette retraite une partie de son butin et de ses prisonniers. Il rentra bientôt dans les états de Grenade, et prit Velmez d'assaut, et Tiscar par capitulation. Ces

(1) Il semble, d'après le récit de Conde, qu'Ismael voulait arracher à la fois Gibraltar aux Castillans et aux Africains, quoique cet écrivain ne dise rien de la prise de cette place par les derniers. Il se trompe d'ailleurs, en citant ici Soleiman, roi de Maroc; ce prince était mort en 710 (1310), et avait eu pour successeur son frère, Abou-Saïd Othman, qui régnait à l'époque où finit l'histoire de l'auteur arabe, traduit par Dombay.

pertes n'abattirent point le courage d'Ismaël, et la fortune ne tarda pas à l'en dédommager.

L'infant don Juan, seigneur de Biscaye, jaloux de partager la gloire de son neveu don Pèdre, se joignit à lui. Ces deux princes, ayant saccagé les plaines depuis Alcabdat (Alcaudète), jusqu'à Alcala la Real, assiégèrent Illora, dont ils brûlèrent un faubourg, marchèrent sur Pinos, et parurent le jour de la Saint-Jean, 1319, à la vue de Grenade. Ismaël harangua ses capitaines; toute la jeunesse de la capitale s'arma pour défendre son roi, qui donna le commandement de ses troupes à un Persan nommé Mahradjan, et se mit lui-même à la tête d'un corps de réserve. Les chrétiens, attaqués avec fureur, ne purent résister au nombre, et battirent en retraite; mais, le désordre s'étant mis dans leurs rangs, ils furent enveloppés, et les deux infants tombèrent morts dans le plus fort de la mêlée. Leurs troupes, poursuivies par les musulmans, jusqu'à la nuit qui favorisa leur fuite, laissèrent le champ de bataille couvert de cadavres, que le roi de Grenade fit enterrer, de peur que l'air ne fût infecté par leur putréfaction. Il renvoya à Cordoue le corps de don Juan qui fut reconnu par les captifs. Cette bataille, que les historiens espagnols ont nommée la *journée des infants*, arriva le 26 juin 1319. Conde, en la rapportant à la fin de l'année 718, qui correspond aux mois de janvier ou février 1319, s'est trompé d'autant plus évidemment, que l'époque qu'il assigne à l'arrivée des infants devant Grenade, et les précautions d'Ismaël après sa victoire, confirment la tradition qui attribue principalement à l'extrême chaleur, la défaite et la mort des deux princes castillans.

Le roi de Grenade recouvra par cette victoire toutes les places qu'il avait perdues : il accorda une trêve de trois ans au roi de Castille, et en profita pour envahir les frontières de Murcie, où il s'empara de Huescar, Ores et Galera, qui appartenaient probablement au roi d'Aragon.

La trêve expirée, Ismaël, informé des troubles qui régnaient en Castille, alla camper devant Baeça, en redjeb 724 (juillet 1324). Il attaqua cette ville jour et nuit, se servant de machines ingénieuses, qui lançaient avec grand bruit des globes de feu semblables à la foudre, et dont les ravages sur les murs et les tours de la place (1) l'obligèrent de se rendre, le 24 de ce mois (17 juillet).

---

(1) On ne peut mieux désigner les effets de l'artillerie et de la poudre

L'année suivante, il réduisit, par les mêmes moyens, la ville de Martos qu'il prit d'assaut. Le carnage y fut si horrible, que les vainqueurs firent la prière du soir et du lendemain sur le tapis de sang qui couvrait toutes les rues. Il revint triomphant à Grenade, chargé de dépouilles et suivi d'une multitude de femmes et d'enfants captifs. Dans ce nombre se trouvait une fille de la plus rare beauté, que Mohammed ben-Ismaël, fils du wali d'Algéziras, et cousin-germain du roi, avait arrachée des mains des soldats, au péril de sa propre vie. Ismaël, l'ayant vue, en devint amoureux, la fit enlever et conduire dans son harem. Sensible à cet outrage, Mohammed s'en plaignit avec véhémence: mais le roi lui ordonna de se taire et le chassa durement de sa présence. Mohammed, la rage dans le cœur, fit partager ses projets de vengeance à ses parents et à ses amis, et l'exécution n'en fut pas long-temps différée. Deux jours après le retour d'Ismaël à Grenade, les conjurés allèrent l'attendre à la porte de l'Alhamra, sous prétexte de vouloir lui parler à son passage; et, lorsqu'ils le virent sortir, Mohammed et son frère, s'étant approchés de lui, comme pour le saluer, le frappèrent de plusieurs coups de poignard, tandis que les autres conjurés mirent à mort le premier vezir qui avait essayé de défendre son maître. Ce crime fut commis avec tant de promptitude, que les assassins eurent le temps d'échapper à la vigilante activité du second vezir, qui fit trancher la tête à leurs amis.

Ismaël fut porté dans les appartements de la sulthane mère, où il expira le même jour, 26 redjeb 725 (8 juillet 1325), à l'âge de quarante-huit ans, après avoir régné onze ans et neuf mois. Il fut enterré le lendemain, auprès de ses ancêtres, et on lui érigea un tombeau de marbre, sur lequel on grava son épitaphe.

Ce prince laissait quatre fils en bas âge, Mohammed, Faradj, Abou'l Hedjadj et Ismaël. Le vezir, par son adresse, sa fermeté, et avec le secours de ses amis, sut déjouer les projets du capitaine des gardes, Osman, partisan secret des conspirateurs, et assura le trône à Mohammed, en le faisant reconnaître roi, avant de publier la mort de son père.

à canon, dont la prétendue découverte en Allemagne fut peu antérieure à l'époque dont il s'agit ici. On a cru long-temps que les Maures n'en avaient fait usage, pour la première fois, qu'au siége d'Algéziras, en 1342 : ils s'en servirent en 1312, suivant Koch, qui ne dit pas en quelle occasion, et même dès l'année 1256, comme on l'a vu précédemment.

6e. Abou-Abdallah MOHAMMED IV.

An de l'hég. 725 (de J.-C. 1325). Mohammed n'avait pas onze ans, lorsqu'il fut proclamé roi de Grenade. Son vezir, Abou'l Haçan Aly al-Moharaby, et le commandant de la garde africaine, Abou-Said Othman (1), habile et vaillant capitaine, de la race des Mérinides qui régnait à Fez et à Maroc, furent chargés du gouvernement pendant sa minorité; mais, le vezir étant mort cinq semaines après, son successeur, Mohammed al-Mahrouk, crut pouvoir profiter de la jeunesse du roi, pour opprimer ses égaux, abattre la principale noblesse, obscurcir le mérite et éloigner de la cour jusqu'aux frères de ce prince. L'un d'eux, Faradj, fut exilé à Almérie, où il finit ses jours dans les fers. Ismaël fut banni et demeura en Afrique pendant tout le régne de son frère.

L'an 726 (1326), Othman fit une invasion sur les terres de Castille, et enleva aux chrétiens la forteresse de Rute. Peu de temps après, ce général, ayant reçu quelque offense du vezir, quitta le service de Mohammed qui n'avait pas eu égard à ses plaintes, et partit de Grenade pour passer en Afrique. Cependant l'orgueil et l'ambition du ministre excitèrent un mécontentement général. Le roi, sans qu'on lui eût porté de nouvelles plaintes, déposa le vezir, le fit charger de fers, et le remplaça par Mohammed ben-Yahia al-Kidjati, homme généralement estimé. Cet acte de vigueur intimida les courtisans, et fit bien augurer de la fermeté, du courage et de la justice du jeune monarque.

Au commencement de l'année 727 (fin de 1326), Othman revint d'Afrique, excita un soulèvement dans le district d'Andujar, et y fit proclamer roi, l'oncle paternel de Mohammed IV, nommé Mohammed ben-Faradj, qu'il disait avoir ramené de Temelsen (Tremecen). Le roi de Grenade marcha sans délai contre ces rebelles et les combattit avec des avantages réciproques; mais, Othman

(1) Quoique Othman et Osman soient absolument le même nom, et que les historiens espagnols ne fassent qu'un seul et même personnage du général dont il s'agit ici, et du capitaine des gardes qui avait trempé dans la conspiration contre Ismael, Conde semble les distinguer l'un de l'autre; et d'ailleurs il n'est pas vraisemblable que le vezir, qui servait de tuteur au jeune roi, eût consenti à partager l'autorité avec un seigneur dont il devait, avec juste raison, suspecter la fidélité.

ayant sollicité le secours des chrétiens, Alfonse XI, roi de Castille, saisit cette occasion de faire des incursions sur les terres des musulmans, auxquels il enleva les villes de Vera, Olbera, Pruna et Ayamonte. Mohammed livra bataille aux Castillans, dans les environs de Cordoue, sur les bords du Guadalorza; mais il fut vaincu par leur général, don Manuel, seigneur d'Al-Hojra. De retour à Grenade, le 2 moharrem 729 (6 novembre 1328), il fit décapiter, le même jour, l'ancien vezir Al-Mahrouk, principale cause de cette guerre funeste.

Sur le bruit de la prochaine arrivée des Africains, Mohammed envoya son vezir Al-Kidjati, pour recommander à son oncle, wali d'Algéziras, de défendre cette place contre leurs attaques. Mais quelques jours après, le 17 redjeb 729 (17 mai 1329), ce ministre périt dans une bataille gagnée par les Africains, qui prirent Algéziras, ainsi que Ronda et Marbella. Ces nouvelles répandirent l'alarme dans Grenade. Le roi, avant de se mettre en campagne, nomma pour premier vezir et hadjeb, Abou'l Naïm Redhwan, habile et vaillant capitaine qui jouissait de la confiance universelle.

Mohammed, à la tête d'une brillante armée, entra dans les états de Castille et s'empara de Cabra et de Priego. Il battit ensuite les chrétiens et emporta la forteresse de Baena, au grand étonnement de ses généraux qui avaient jugé l'entreprise téméraire. Il détruisit les murs de Casares, et serait entré dans cette place, s'il n'avait pas différé l'assaut jusqu'au lendemain; mais, sur l'avis de ses coureurs, il leva le siége, alla livrer bataille aux Castillans, les vainquit et les poursuivit l'espace de plusieurs milles. Au lieu de retourner devant Casares, il vint assiéger Gibraltar, qu'il savait n'être défendu que par une faible garnison; et, malgré les machines et la résistance des chrétiens, il l'emporta d'assaut (1). Il reprit ensuite Ronda, Marbella et Algéziras, que les Africains, aidés par les rebelles, lui avaient enlevées pendant sa minorité.

---

(1) Comme Gibraltar avait été pris par le roi de Maroc en 716 (1316), il faut supposer que le roi de Castille avait recouvré cette place, à moins que Conde ne se soit trompé, et qu'il n'ait dû dire que le roi de Grenade reprit Gibraltar sur les Africains, et non pas sur les chrétiens. La narration de cet auteur est ici extrêmement embrouillée, et n'offre aucune date. Il semble d'ailleurs que Baena et Casares sont fort éloignées de Gibraltar.

Peu de temps après, les chrétiens vinrent assiéger Gibraltar par terre et par mer (1). Ils s'éloignèrent, à l'approche de Mohammed, et allèrent attaquer Teba de Ardalis, dans les environs d'Ossuna. Le roi de Grenade marcha contre eux et vint camper à Turon, près de Teba. La forteresse de Pruna lui ayant été livrée par le gouverneur, il envoya trois mille cavaliers, qui pénétrèrent dans le camp des chrétiens, y firent un grand carnage, et se retirèrent ensuite pour les attirer dans une vallée à une lieue de là, où trois mille autres cavaliers étaient en embuscade; mais les Castillans attendirent prudemment les renforts que leur envoya leur souverain, s'avancèrent alors en bon ordre, assaillirent les musulmans dans leur propre camp, les mirent en déroute et revinrent devant Teba, dont ils s'emparèrent, ainsi que de Priego, Canete, las Cuevas et Ortejicar (2).

Sur ces entrefaites, Abou'l Haçan Aly, roi de Maroc, traversa le détroit, et se rendit maître de Gibraltar. Mohammed dissimula cette injure; et, pour ne pas perdre l'amitié d'un prince si puissant et si belliqueux, il lui céda de bonne grâce cette forteresse (3). Il envahit ensuite le territoire de Cordoue, assiégea inutilement Castro del Rio, et retourna par Cabra dans sa capitale.

Le roi de Castille, connaissant l'importance de Gibraltar, la fit attaquer par toutes ses forces de terre et de mer. Malgré la vive résistance de la garnison africaine, il l'aurait réduite par famine, si le roi de Grenade, informé de l'état de la place, ne fût accouru à son secours, comme allié du roi de Maroc. Arrivé à Algéziras, il tomba sur les chrétiens avec tant de succès, qu'il les contraignit de lever le siége. Jeune et fier de sa victoire, il plaisanta les capitaines africains, et leur fit sentir assez malignement que, sans lui,

---

(1) Conde rapporte ici la révolte d'Omar contre son père Othman, roi de Maroc, et paraît avoir confondu ce dernier avec le rebelle Othman dont il ne parle plus, et qui, suivant Cardonne, demeura fidèle au roi de Grenade, et mourut en 731 (1330-31).

(2) Cardonne et Chenier disent que Mohammed conclut une trêve avec le roi de Castille, auquel il consentit de payer un tribut de 12 mille écus d'or.

(3) Suivant les mêmes auteurs, le roi de Grenade, voulant se venger du roi de Castille, alla lui-même, en 732 (1331), demander des secours au roi de Maroc, qui envoya, l'année suivante, son fils Abd-el-melek assiéger Gibraltar. On verra que ce voyage projeté n'eut pas lieu.

ils seraient morts de faim, ou qu'ils auraient subi la loi des chrétiens. Il fut cruellement puni de cette imprudente raillerie.

Dans le dessein d'aller visiter en Afrique le roi de Maroc, son allié, il avait congédié son armée, et il revenait le lendemain, avec une suite peu nombreuse, pour s'embarquer à Gibraltar, lorsque des assassins, apostés par les capitaines africains, sur les montagnes escarpées qu'il avait à gravir, aux environs de cette ville, l'attaquèrent dans un étroit défilé, où ses gardes, marchant à la file les uns des autres, ne pouvaient le défendre, et ils le percèrent de leurs lances, le 13 dzoulhadjah 733 (25 août 1333) (1). Mohammed était à peine âgé de dix-neuf ans, et n'avait régné que huit ans et cinq mois. Ses gens ayant redescendu la montagne en fuyant, son corps y demeura exposé aux outrages des soldats africains qui lui devaient la vie. Vers le soir, des troupes, envoyées par son frère Yousouf, vinrent recueillir les restes de leur noble et brave souverain, et voulurent venger sa mort; mais elles trouvèrent les portes de la ville fermées. On l'enterra dans un jardin, près de Malaga, et son tombeau, décoré d'une épitaphe, fut renfermé dans une chapelle sépulcrale.

Tel fut le sort de Mohammed IV, qui, à la beauté des formes, aux grâces, aux qualités aimables de la jeunesse, joignait les talents, les vertus et la majesté d'un grand roi. Éloquent, spirituel, il était doué d'une force prodigieuse, et d'une adresse admirable dans tous les exercices du corps. Personne ne l'égalait dans les joutes, les tournois et les carousels. Passionné pour les chevaux de race, il les préférait à tous les autres présents. Sa libéralité était extrême, et il récompensait avec la même magnificence les savants, les gens de lettres, les guerriers, les hardis écuyers et les hommes habiles dans les arts mécaniques et libéraux. Il employait les loisirs de la paix à embellir Grenade par des mosquées, des fontaines, des jardins. Il améliorait la police; et dans

---

(1) Les historiens espagnols, que Cardonne et Chenier ont probablement suivis, rapportent qu'Alfonse ayant levé le siége de Gibraltar et accordé une trêve de quatre ans au roi de Grenade, celui-ci se rendit à Malaga et y fut assassiné, par suite d'une conspiration qu'avaient tramée contre lui les fils du rebelle Othman et un prince du sang royal; le récit de Conde, que nous avons préféré, est appuyé du texte arabe, publié et traduit par Casiri.

les moments qu'il dérobait aux soins du gouvernement; aux plaisirs de la chasse et de l'équitation, il se délassait en lisant des vers et des histoires galantes et chevaleresques.

7e. Abou'l Hedjadj YOUSOUF Ier.

An de l'hég. 733 (de J.-C. 1333). Yousouf était campé sur les bords du Guad-al Sefaïn, qui traverse la plaine d'Algéziras, lorsque l'armée qu'il ramenait à Grenade, ayant appris la fin tragique de son frère Mohammed, le proclama roi dans sa tente, le même soir : cette élection fut confirmée par le vezir et par le divan de Grenade. Yousouf consola ses sujets de la perte de son frère. Agé de quinze ans, il possédait les mêmes avantages physiques et moraux; mais, comme il cultivait les sciences et la poèsie, il était plus porté pour la paix que pour la guerre. Après les fêtes de son couronnement, il envoya des ambassadeurs à Séville, et conclut avec le roi de Castille une trêve de quatre ans, à des conditions avantageuses. Alors il s'appliqua à réformer les lois et les ordonnances de ses prédécesseurs, qui s'altéraient chaque jour par les subtilités des docteurs et l'iniquité des juges. Il ordonna des formulaires plus courts et plus simples pour les actes publics; il rédigea, à cet effet, des traités et des commentaires qu'il fit copier par les oulémas. Il créa de nouvelles distinctions pour récompenser les services des fonctionnaires civils et militaires. Il fit publier des traités pour le perfectionnement des arts et métiers ainsi que de la tactique.

Le vezir Redhwan, qui avait dirigé lès affaires avec beaucoup de talent, sous le dernier règne, étant mort, Yousouf lui donna pour successeur, le 3 moharrem 734 (14 septembre 1333), Abou-Ishak ben Abd-elbar. Ce choix ayant déplu généralement, le roi accueillit comme des preuves de zèle pour son service, les représentations multipliées qui lui furent adressées directement, sur le caractère hautain et vindicatif de ce ministre, et sur les troubles qu'il occasionnait dans l'état. Il le déposa quelques jours après et revêtit de sa charge, Abou'l-Naïm, fils de Redhwan, homme juste et vertueux, mais dur et colère. Sans égard pour le rang, la naissance ou la fortune, et terrible pour tous ceux qui paraissaient devant son tribunal, ce vezir était si sévère et si prompt dans ses jugements, qu'il punissait de mort les fautes les plus légères, et qu'il fit même périr quelques innocents. Yousouf, touché des plaintes qui lui

parvinrent contre son ministre, le fit mettre en prison, le 22 redjeb 740 (23 janvier 1340). Ce prince, se voyant en paix avec tous les rois ses contemporains, embellit ses états de somptueux bâtiments, entre autres d'une grande mosquée à Grenade, et d'un magnifique palais dans les environs de Malaga.

Après l'expiration de la trêve, renouvelée avec les chrétiens, Yousouf envoya des troupes ravager le royaume de Murcie, sous les ordres d'Abou-Tabet Omar ben-Othman, du sang royal des Merinides de Maroc. Ce général, ayant brûlé la forteresse de Guad-al-Himar (1), revint à Grenade avec un butin considérable et un grand nombre de captifs. Omar avait gagné la faveur du roi, par ses qualités aimables, son illustre naissance et l'importance de sa charge. Il était l'arbitre et le dispensateur de toutes les grâces; personne, sans sa permission, ne pouvait parler au monarque, et rien ne se fesait dans le palais, que par son ordre. Cependant, peu de jours après le retour de son favori, Yousouf le fit arrêter (2), et renfermer dans une rigoureuse prison. On attribua cette étonnante disgrâce d'Omar, à quelques propos indiscrets sur les galanteries de son maître, ou à quelque rivalité d'amour.

Le roi de Grenade, ayant appris la victoire navale remportée par Abou'l-Haçan Aly, roi de Maroc, sur les Castillans, dans le détroit de Gibraltar (3), la fit célébrer dans ses états, par des illuminations et des réjouissances, et alla, avec une brillante escorte, visiter le monarque à Algéziras. Les deux rois résolurent d'entreprendre le siége de Tarifa qu'ils commencèrent le 3 rabi 1er. 741 (27 août 1340). Ils y firent usage de canons qui lançaient des boulets de fer,

---

(1) Les historiens chrétiens, suivis par Cardonne et Chenier, placent cette expédition sous le règne précédent, en 733 (1332), et l'attribuent à Othman qui, suivant eux, l'entreprit, tandis que Mohammed IV était en Afrique.

(2) Conde rapporte cet événement au 29 rabi 1er. 741 (24 septembre 1340); mais nous croyons qu'il faut le placer un an, ou du moins, un mois plus tôt: car, suivant ce même auteur, Yousouf, comme on va le voir, se trouvait devant Tarifa, dès le commencement du même mois.

(3) C'est celle où Godefroi Ténorio, amiral de Castille, perdit la vie, après avoir attaqué les Maures, avec des forces très-inférieures, pour se laver du reproche de n'avoir pas empêché leur débarquement en Espagne. Elle eut lieu, suivant Casiri, le 9 safar 741 (4 août 1341).

par le moyen du naphte (1), et détruisaient les murailles et les tours. Durant ce siége, le roi de Maroc envoya un corps de troupes, qui, après avoir dévasté les territoires de Xerez, Sidonia, Lebrija et Arcos, et revenant chargées de butin, furent attaquées brusquement par les chrétiens, dans les environs de cette dernière ville, et prirent honteusement la fuite, à l'exception de quinze cents hommes qui se firent tailler en pièces, avec leurs deux généraux (2). Cet échec fut très-sensible aux rois de Maroc et de Grenade qui ordonnèrent aussitôt de nouvelles levées dans leurs états.

Les assiégés étaient serrés de près dans Tarifa, par les musulmans qui recevaient des renforts continuels, lorsque le roi de Castille et celui de Portugal, son auxiliaire, s'avancèrent, pour délivrer cette place, et vinrent camper à Hijarayel (Peña-del-Ciervo), sur les bords du Guad-Acelito (le Rio-Salado). L'armée des Maures s'avança contre eux, et s'arrêta sur l'autre rive. Comme le jour était trop avancé, il n'y eut que des escarmouches d'avant-postes, et la bataille fut remise au lendemain, 7 djoumadi 1er. 741 (29 octobre 1340). Les chrétiens traversèrent la rivière, et furent aussitôt attaqués par les Africains et par les troupes de Grenade. On combattit des deux côtés avec autant de valeur que d'acharnement : mais la cavalerie musulmane, divisée en pelotons, finit par être coupée et enveloppée par la grosse cavalerie castillane; en même temps, la garnison de Tarifa, ayant fait une sortie générale, s'empara du camp du roi de Maroc, de son harem et de ses trésors. L'épouvante se répandit alors parmi les Africains, qui s'enfuirent en désordre. Les Maures espagnols résistaient encore avec des forces inégales; mais Yousouf, craignant qu'ils ne fussent cernés par toute l'armée chrétienne, ordonna la retraite; elle se fit en combattant jusqu'à Algéziras. Le roi de Maroc se retira sur Gibraltar, d'où il mit à la voile le même jour pour Ceuta. Les musulmans laissèrent la plaine

---

(1) Le naphte est une sorte de bitume qui, en s'enflammant, pouvait produire une explosion capable de lancer un boulet de canon. Voyez une des notes ci-après sur le même sujet.

(2) Suivant Cardonne, Chenier et les historiens espagnols, l'un de ces deux généraux, était Abd-el-melek, fils du roi de Maroc; il est étonnant que Conde, qui cite ce général, en ait parlé si superficiellement, et n'ait pas seulement fait connaître sa naissance.

couverte d'armes et de cadavres (1). Le roi de Grenade, informé que les chrétiens voulaient lui couper la retraite, embarqua ses troupes et se rendit par mer à Almunecâb.

Après cette victoire, le roi de Castille assiégea Calayaseb, que les habitants rendirent et abandonnèrent par capitulation. Il prit ensuite Priego et Ben-Anejir. Les armes des Maures ne furent pas plus heureuses, l'année suivante, à l'embouchure du Guad-al-Menzil; les flottes de Maroc et de Grenade, vaincues par celle de Castille et de Portugal, perdirent plusieurs vaisseaux, et leurs deux amiraux furent tués dans cette action (2).

La fortune s'était alors déclarée contre les musulmans. Animé par des succès aussi continuels, Alfonse résolut le siége d'Algéziras, ville importante par sa force et sa beauté, par la fertilité de son sol, et par sa situation qui la rendait une des clefs de l'Espagne. Tandis qu'une partie de ses troupes continuait de ravager les états de Grenade, il vint camper devant Algéziras, le 3 août 1342, et se retrancha dans son camp. La garnison fit plusieurs sorties pour inquiéter les travailleurs, et livra un grand nombre de combats. Les machines et les tours de bois que les chrétiens construisaient, étaient détruites par les Maures, au moyen des pierres qu'ils laissaient tomber du haut des remparts, ou des boulets rouges qu'ils lançaient, avec du naphte tonnant (3). Abou'l-Haçañ, roi de Maroc, occupé dans ses états par la révolte d'un de ses fils, n'ayant pu envoyer des troupes au secours d'Algéziras, le roi de Gre-

(1) Quelque considérable qu'ait été la perte des musulmans dans cette journée, il n'est pas probable qu'elle se soit élevée à 200 mille hommes, nombre supérieur peut-être à celui de leur armée; il est encore moins vraisemblable que les chrétiens n'y aient perdu que vingt hommes.

(2) Suivant Chenier, le roi de Castille prit, en 1341, Moclin, Alcala la Réal, Priego, Rute, Ben Ajemir, etc. Cardonne ne cite qu'Alcala et Priego; mais ces deux auteurs mettent la défaite navale des musulmans en 1342.

(3) Les auteurs arabes sont très-ingénieux dans leurs différentes manières de décrire les effets de l'artillerie; ils indiquent le naphte comme unique cause de l'explosion: il servait à préparer le feu grégeois. Quoique les Maures eussent fait usage des canons, long-temps avant l'époque dont il s'agit ici, comme nous l'avons prouvé précédemment, il paraît que le secret de la composition de la poudre ne leur était pas encore très-connu. Au reste ils préférèrent toujours l'arme blanche, et c'est aux progrès que firent les chrétiens dans l'exercice des armes à feu, qu'ils durent plus tard leur supériorité marquée sur les musulmans.

nade entreprit de délivrer cette place. Arrivé sur les bords du Guadiaro, il eut besoin de stimuler le courage de ses capitaines, devenus timides depuis la bataille de Tarifa. Ils traversèrent avec lui la rivière Palmones qui séparait les deux camps, et surprirent au point du jour les chrétiens, par une attaque subite qui mit le désordre parmi ces derniers. Mais la cavalerie des Maures, renversant tout ce qui lui résistait, échoua devant le retranchement et le rempart de lances que les Castillans lui opposaient. Les musulmans furent alors obligés de se retirer.

Les bateaux qui, pendant la nuit, introduisaient des vivres dans Algéziras, ne purent la préserver de la disette; les assiégés manifestèrent au roi de Grenade le désir de traiter avec les chrétiens. Yousouf, ayant reçu du roi de Maroc le conseil de faire la paix avec le roi de Castille, entra en négociation ; mais, comme Alfonse exigeait pour première clause, la reddition de la place, Yousouf aurait tenté un dernier effort, si ses généraux ne lui eussent représenté que, pour sauver une ville, il s'exposait à perdre son royaume. Algéziras fut donc rendu. Les chrétiens y entrèrent le 26 mars 1344 (1), après un siége de vingt mois : les habitants emportèrent leurs trésors et leurs effets dans la vieille ville, d'où ils se retirèrent où ils voulurent. Les rois de Grenade et de Castille signèrent une trêve de dix ans. Alfonse se montra généreux, et traita avec beaucoup d'égards les plénipotentiaires musulmans.

Yousouf s'occupa du bonheur de ses peuples pendant la paix, et c'est à ce titre qu'il tient un rang distingué parmi les meilleurs rois de Grenade. Il établit dans ses états des écoles, où la méthode d'enseignement fut simple et uniforme. Il publia des réglements sages et utiles pour l'observance de la religion et le maintien de la discipline ecclésiastique. Il voulut que tous les villages, qui renfermaient plus de douze maisons, eussent une mosquée. Il réforma les désordres, les indécences, les profanations qui avaient lieu pendant les deux fêtes de Pâques, et prescrivit qu'on les célébrât, ainsi que les dimanches, avec recueillement, par des actes de bienfaisance, par des lectures et des conversations édifiantes, etc.

---

(1) Conde dit qu'Algéziras se rendit aux chrétiens, en moharrem ou safar 744 (mai ou juin 1343) ; mais si cette date est juste, il s'est trompé en disant que le siége d'Algéziras commença au milieu de l'été et qu'il dura vingt mois. Nous avons tâché de tout concilier, en adoptant la date citée par Cardonne, Chenier et les historiens chrétiens.

Il ordonna que les femmes fussent entièrement séparées des hommes dans les mosquées, et défendit aux filles d'y assister, sinon dans des tribunes particulières. Il prohiba les prières tumultueuses qui avaient lieu dans les rues et dans les places publiques, pour obtenir de la pluie, et prescrivit de les faire avec humilité dans les campagnes. Il abolit les assemblées nocturnes dans les mosquées, enjoignit aux femmes de ne plus y faire de neuvaines sans leurs maris, leurs pères ou leurs frères, en exclut les filles et leur défendit de suivre les enterrements. Il interdit l'usage de l'or, de l'argent et de la soie pour la sépulture des morts, ainsi que les cris, les lamentations ridicules, et les cérémonies superstitieuses. Il permit les danses et les festins pour les noces, les naissances et les autres fêtes de famille; mais il en bannit la licence et l'ivresse. Il perfectionna la police de la capitale, et créa des vezirs pour veiller au bon ordre des marchés, et à la sûreté de chaque quartier, qui devait être fermé le soir et visité par des rondes nocturnes.

Yousouf publia des ordonnances sur l'art de la guerre et la discipline militaire. Il établit la peine de mort contre tout musulman qui fuirait devant l'ennemi, lorsque celui-ci ne serait pas au moins deux fois plus nombreux. Il défendit aux gens de guerre de tuer les enfants, les femmes, les vieillards, les malades, et même les religieux, à moins que ceux-ci ne fussent pris les armes à la main. Il ordonna que les biens seraient rendus en nature ou en équivalent aux chrétiens qui embrasseraient l'islamisme. Il fixa la part de butin qui devait revenir à tous les musulmans, depuis le roi jusqu'au dernier ouvrier de l'armée. Il défendit aux fils de famille d'entreprendre le pélerinage de la Mekke ou d'embrasser le parti des armes, sans la permission de leurs parents, et ne les dispensa de cette formalité, pour le second cas, que dans les dangers pressants.

La législation criminelle fut aussi l'objet de son attention. Il ordonna que les accusés d'adultère, d'homicide et d'autres crimes capitaux, ne pussent être condamnés à mort, sans l'aveu des coupables, ou sans la déposition unanime de quatre témoins. Les adultères devaient être lapidés; les coupables de fornication, non mariés, devaient être bannis pour un an, après avoir reçu cent coups de fouet, les filles sur leur chemise, les hommes à nu; et, s'ils étaient de condition égale, on les obligeait de se marier. Il voulut que les voleurs fussent jugés juridiquement; et, à la place des peines

arbitraires qu'on leur infligeait, il établit des supplices plus ou moins graves, suivant la nature des délits et les cas de récidive. Enfin, il ordonna que les corps des suppliciés fussent lavés, ensevelis et inhumés, avec les mêmes cérémonies et la même décence que ceux des autres musulmans.

Ce sage monarque fit achever et embellir les édifices commencés dans la capitale. A son exemple, les seigneurs de Grenade firent bâtir, et la ville se remplit de maisons et de tours élégantes, les unes en bois de cèdre, admirablement travaillées; les autres en pierres revêtues de métaux. Dans l'intérieur, on voyait des pavillons surmontés de dômes d'un travail délicat, dont les murs étaient d'or et d'azur et les planchers en mosaïque. De belles fontaines y répandaient la fraîcheur. Le goût de l'architecture fut tellement en vogue sous le règne d'Abou'l Hedjadj Yousouf (1), que, suivant les expressions d'un auteur arabe, Grenade était comme *une tasse d'argent pleine d'hyacinthes et d'émeraudes*.

Yousouf conserva l'amitié des rois de Maroc, Abou'l Haçan-Aly et Abou-Anan Fares. Il aurait désiré de renouveler, pour quinze ans, la trêve avec les chrétiens; mais le roi de Castille, encouragé par ses derniers triomphes, et voulant profiter des troubles qui régnaient en Mauritanie, pour enlever aux musulmans tout ce qui leur restait en Espagne, rompit la trêve, vint assiéger Gibraltar, au printemps de l'année 750 (1349), et campa dans une plaine sablonneuse qui séparait cette ville d'Algéziras. Les fortifications naturelles de la place, et la valeur de sa garnison, lui opposèrent une longue et vive résistance. La peste s'étant mise dans son armée, il en mourut le 10 moharrem 751 (20 mars 1350). Le roi de Grenade, qui faisait des incursions depuis Ronda, Zahara, Estepona et Marbella, pour inquiéter les assiégeants, ayant appris la mort de leur souverain, quoiqu'il dût la regarder comme un événement heureux pour l'islamisme, ne put s'empêcher de dire que le monde avait perdu un excellent prince, qui savait honorer le mérite, même celui de ses ennemis. Il permit que plusieurs capitaines musulmans portassent le deuil d'Alfonse, et ne

---

(1) C'est à ce prince, que Peyron nomme *Abul Gagegh*, qu'appartiennent la plupart des monuments qu'il a décrits et des inscriptions qu'il a transcrites, dans son *Nouveau voyage en Espagne*, tom. Ier., pag. 166 à 206.

troubla pas la retraite des Castillans, qui portèrent religieusement le corps de leur monarque à Séville.

La même année, mourut, dans les prisons d'Almérie, le prince Faradj, frère de Mohammed IV et de Yousouf.

Le roi de Grenade célébrant la pâque dans la grande mosquée, le 1er. chawal 755 (19 octobre 1354), un assassin obscur se jeta sur lui avec fureur, et le frappa de son poignard. Le monarque, blessé, interrompit sa prière : on vola à son secours ; on le porta dans son palais ; mais il expira en y arrivant, âgé de trente-huit ans, après en avoir régné vingt-deux, moins un mois. Son meurtrier fut mis en pièces et brûlé publiquement. Les funérailles de Yousouf se firent le soir aux flambeaux. Sur le magnifique tombeau de marbre qu'on lui érigea dans le cimetière royal, on grava, en lettres d'or et d'azur, son épitaphe en vers et en prose, où de justes louanges paraissent avoir été données à ses vertus (1).

8e. ABOU-ABDALLAH MOHAMMED V.

An de l'hég. 755 (de J.-C. 1354). Mohammed fut proclamé roi immédiatement après la mort de son père. Quoiqu'il eût à peine vingt ans, il se concilia tous les suffrages par son esprit, ses avantages physiques, ses vertus, son jugement, sa grâce et son adresse dans tous les exercices du corps et dans les tournois. Doux et affable, il était si compatissant, qu'il versait des larmes au récit de quelque événement malheureux : sa bienfaisance lui gagnait les cœurs de tous ceux qui approchaient de sa personne. Il bannit de son palais les flatteurs, supprima les emplois de sa maison, inutiles et onéreux à l'état, et réduisit les officiers qui la composaient, à un nombre suffisant et proportionné à l'étendue et à la prospérité de son royaume. Ces réformes lui attirèrent la haine des méchants et des courtisans corrompus ; mais elles lui méritèrent l'estime des gens de bien, l'amour et le respect du peuple.

Le 6 dzoulkadah 756 (12 novembre 1355), le wali de

(1) Yousouf est le dernier roi de Grenade, dont on trouve l'épitaphe dans Casiri et dans Conde ; cette distinction, peu usitée chez les musulmans, cessa probablement d'être accordée à ses successeurs. Suivant Cardonne, Yousouf périt, victime d'une conjuration, dont le chef était son oncle Abou'l Walid, qui monta sur le trône après lui : c'est une erreur ; le successeur de Yousouf fut son fils Mohammed.

Gibraltar, Isa ben-Al-Haçan Al-Ascari, prit le titre de roi et opprima les habitants fidèles qui voulurent s'opposer à sa révolte. Mais il se rendit si odieux par son avarice et sa cruauté, que le peuple se souleva et le força, vingt jours après, de s'enfermer dans le château. Il y fut assiégé, pris et envoyé à Ceuta, où il périt dans les tourments, par ordre du roi de Maroc, Abou-Anan Fares (1).

Le roi de Grenade, en montant sur le trône, avait disposé, près de l'Alhamra, un palais agréable et commode pour ses frères et sa belle-mère. Celle-ci employait les trésors qu'elle avait amassés, du vivant du roi Yousouf son époux, à aplanir à son fils Ismaël le chemin du trône (2). Par le moyen de sa fille, qui avait épousé Abou-Saïd, prince du sang royal (3), elle gagna celui-ci et en fit le chef d'une faction puissante contre Mohammed. La conjuration éclate dans la nuit du 28 ramadhan 760 (23 août 1359). Une partie des séditieux escalade les murs du palais; d'autres enfoncent les portes et massacrent tout ce qu'ils rencontrent. Une troisième troupe force la maison du vezir, et l'égorge avec toute sa famille. Mais, tandis que tous se livrent au pillage, Mohammed, qui se trouvait dans un des appartements les plus reculés de son harem, prend des vêtements de femme, et se sauve à travers les jardins : à la faveur tumulte, il monte sur un cheval que le hasard lui présente, et s'enfuit à toute bride à Guadix, où il arrive libre de tout danger. Les habitants le reconnaissent pour souverain, et lui fournissent une garde pour sa défense.

Le rebelle Abou-Abdallah (ou plutôt Abou-Saïd), persuadé que ce prince avait péri dans le massacre, accourut au palais, avec Ismaël qu'il fit proclamer roi.

---

(1) Casiri et Conde laissent à deviner si ce fut contre le roi de Grenade ou celui de Fez que le gouverneur de Gibraltar s'était révolté. Cette ville appartenait probablement encore au souverain de la Mauritanie.

(2) Casiri dit que Soleïman, l'un des frères d'Ismaël, se révolta avant lui contre Mohammed; mais comme il ne donne ni la date, ni les détails, ni les résultats de cet événement, et que Conde n'en parle point, nous n'avons pas cru devoir en faire mention.

(3) Nous pensons que c'est par erreur que Casiri et Conde appellent ce prince Abou-Abdallah; car il est évident que c'est le même que celui qu'ils nomment ensuite Abou-Saïd, et qui usurpa le trône sur Ismaël qu'il y avait élevé. Abou-Abdallah était peut-être le nom de son père.

9e. ISMAEL II (1).

An de l'hég. 760 (de J.-C. 1359). L'usurpateur Ismaël fut promené à cheval dans les rues de Grenade, par Abou-Saïd et ses partisans. Il écrivit aussitôt à Pierre, roi de Castille, offrit d'être son vassal et de lui payer tribut, et réussit d'autant plus aisément à l'intéresser en sa faveur, que ce prince était alors en guerre avec le roi d'Aragon.

Mohammed, quoique sûr de la fidélité des habitants de Guadix, ne pouvant y réunir assez de forces pour disputer le trône à son frère Ismaël, eut recours aux rois de Maroc et de Castille; et bientôt, sur l'invitation du premier, il alla s'embarquer à Marbella, avec une suite nombreuse, et arriva à Fez, le 6 moharrem 761 (28 novembre 1359). Il fut accueilli dans cette cour, avec tous les égards dus à un roi malheureux; Abou-Salem le logea dans son palais, et lui promit son secours.

Ismaël n'avait reçu de la nature que la beauté des formes et des traits. Semblable à une femme par les charmes de sa figure, il en avait le caractère et la faiblesse. Adonné à tous les plaisirs sensuels, il était peu capable de gouverner et d'apaiser les troubles de l'état. Aussi se laissait-il dominer par les factieux auxquels il devait son élévation. Abou-Saïd, surtout, sans respect pour la dignité et l'autorité royale, le traitait comme un esclave, le soumettait à tous ses caprices. Quoiqu'il eût confirmé la nomination du vezir qu'Ismaël s'était choisi, il l'accusa bientôt de trahison et de correspondances avec le roi de Maroc, l'empêcha de se justifier, et le fit précipiter dans la mer. Mais, peu satisfait du pouvoir absolu qu'il s'était arrogé, et aspirant au seul titre qui lui manquait, il calomnia Ismaël pour le rendre odieux, et gagna facilement les chefs de l'armée, parce qu'il distribuait à son gré les récompenses, et qu'il disposait de tous les emplois civils et militaires. Il communiqua ses projets aux plus audacieux d'entre eux, et l'exécution n'en fût pas long-temps différée.

Le 26 chaban 761 (12 juillet 1360), une troupe de séditieux entoura le palais, en demandant à grands cris la déposition et la tête d'Ismaël. Ce prince prit la fuite et alla

---

(1) Cardonne, Chenier, et les historiens espagnols ne font aucune mention de ce prince, sans doute à cause de la briéveté et de la nullité de son règne.

se renfermer dans la citadelle, d'où il appela le peuple à sa défense. Mais les intrigues de ses ennemis et sa propre usurpation avaient paralysé toutes ses mesures. Jeune et sans expérience, il osa faire une sortie contre les rebelles, à la tête de quelques troupes qui l'avaient suivi; il fut vaincu et fait prisonnier. Le perfide Abou-Saïd l'accusa des crimes dont il l'avait rendu l'aveugle instrument, le fit dépouiller de ses vêtements précieux, et traîner dans la prison des malfaiteurs; mais, avant d'y arriver, Ismaël, d'après les ordres de son oncle, fut massacré par les soldats qui le conduisaient. On montra sa tête à la populace, qui se jeta aussitôt sur Caïs, son jeune frère, et le mit en pièces. Les têtes de ces deux princes furent promenées dans les rues de Grenade, et leurs cadavres, couverts de haillons, demeurèrent sans sépulture, jusqu'à ce qu'ils fussent tombés en putréfaction. Ismaël n'avait régné que onze mois.

10e. ABOU-SAID (1).

An de l'hég. 761 (de J.-C. 1360). Le jour même qui éclaira ces horreurs, Abou-Saïd fut proclamé roi de Grenade par la soldatesque, et par la plus vile populace. Il récompensa les factieux qui l'avaient si bien secondé; mais il n'en fut pas mieux affermi sur le trône.

Cependant Abou-Salem avait tenu parole à Mohammed V; et celui-ci, après vingt-un mois de séjour à la cour de Fez, s'embarqua, le 18 chawal 762 (21 août 1361), pour repasser en Espagne, avec les puissants secours que le roi de Maroc lui fournit. Toute la Péninsule trembla au bruit de ce débarquement; mais surtout les partisans de l'usurpateur (2) qui s'avancèrent pour arrêter la marche du souverain légitime, sans oser néanmoins risquer une bataille. Une révolution arrivée à Maroc déconcerta les projets de Mohammed. Abou-Salem fut détrôné et assassiné, le 20 dzoulkadah (21 septembre), et son frère Taschfyn lui fut sub-

---

(1) Conde et Casiri ne donnent pas d'autres noms à ce prince, que Cardonne et Chenier n'appellent que Mohammed. Il est probable qu'il portait ces deux noms; c'est le Mahomet Barberousse, ou le Rouge, des historiens espagnols; mais on a vu que le surnom de Rouge, (*Alahmar*) était commun à tous les rois de Grenade.

(2) Conde nomme ici Ismaël, parce qu'il rapporte ces événements avant la mort de ce prince; mais il s'est trompé: les dates même sous lesquelles il les place, prouvent qu'il s'agit d'Abou-Saïd.

stitué par les rebelles. A cette nouvelle, les troupes africaines quittèrent l'Espagne ; Mohammed, déçu dans ses espérances, se retira à Ronda, qui s'était déclarée pour lui, et s'y maintint en attendant des circonstances plus favorables. Ses démarches n'ayant pu rien obtenir du nouveau roi de Maroc, il fut plus heureux dans ses négociations avec le roi de Castille.

Pierre-le-Cruel, irrité de l'alliance qu'Abou-Saïd avait contractée avec le roi d'Aragon, lui avait voué une haine mortelle. Il envoya une armée nombreuse, avec cinq cents chariots de machines et de munitions de guerre, qui arrivèrent à Ronda, le 1 djoumadi 1er. 763 (26 février 1362). Mohammed joignit ses forces à celles de son auxiliaire; et leurs troupes, mêlées et confondues, comme si elles eussent été composées de gens de la même religion, entrèrent dans les états d'Abou-Saïd, qui venait de faire une invasion dans ceux du roi de Castille. Les princes confédéres prirent par capitulation Hisn-Atara et d'autres places, qui se rendirent à Mohammed ; mais ce bon roi, touché des maux que la guerre causait aux musulmans, et ne voulant plus y prendre part, demanda au roi de Castille la permission de se retirer avec ses troupes, pour n'avoir pas la douleur d'être témoin des malheurs de ses peuples. Il retourna donc à Ronda, le 8 du même mois, aimant mieux perdre injustement son royaume, que de le recouvrer en répandant le sang de ses sujets, et en s'attirant leur haine. Il vécut content dans sa retraite, et continua de faire le bonheur de ceux qui vivaient sous son gouvernement paternel.

La guerre ne laissa pas de continuer entre le tyran de Castille et celui de Grenade. Malgré quelques avantages obtenus par ce dernier sur les chrétiens, il n'en était pas moins odieux à ses sujets. Alors il chercha à ménager le monarque castillan. Un corps de troupes chrétiennes, ayant été vaincu devant Guadix par les musulmans, plusieurs seigneurs, entre autres le grand maître de Calatrava (1), furent faits prisonniers et conduits à Grenade. Abou-Saïd les renvoya sans rançon, et les combla de présents, afin de les engager à disposer leur souverain en sa faveur, à lui gagner son amitié, et à le détourner de l'alliance du roi Mohammed. Mais

---

(1) Non pas frère de la reine de Castille, comme le dit à tort Conde, mais plutôt de Maria Padilla, maîtresse de Pierre-le-Cruel.

Pierre, loin d'être touché par ce trait de générosité, n'en pressa que plus vivement Abou-Saïd; et, afin de le priver des secours de l'Aragonais, il se hâta de conclure la paix avec ce dernier.

Malaga, ayant ouvert ses portes à Mohammed, l'usurpateur craignit que la capitale n'imitât cet exemple, et commença à se défier de la fortune qui jusqu'alors lui avait été favorable. Abhorré à cause de ses cruautés, entouré d'ennemis et de traîtres, abandonné par ses courtisans qui se tournaient du côté de son rival, privé d'une partie de ses revenus par l'infidélité des percepteurs, il prit une résolution désespérée qui lui fut bien fatale. Sur la foi d'un sauf-conduit, il se rendit à Séville avec ses trésors, suivi d'une nombreuse et brillante escorte. Il se flattait de gagner la bienveillance du roi de Castille, par cet acte de confiance, et plus encore par ses promesses et ses présents, et il espérait trouver en lui un puissant protecteur, qui l'affermirait sur son trône mal assuré. Pierre le reçut d'abord avec une politesse affectée; mais, dans un conseil tenu par ses ministres, on décida que, pour le bonheur et la tranquillité de l'état, il fallait faire périr l'usurpateur du trône de Grenade, l'ennemi du roi Mohammed, avec qui l'on entretenait paix et bonne amitié. Ainsi, au mépris des lois de l'hospitalité, tous les Maures qui avaient accompagné Abou-Saïd furent égorgés la nuit suivante, par ordre du roi de Castille, dans le palais où on les avait logés. Le lendemain, ce monarque ayant fait amener dans une plaine, hors de la ville, le malheureux Abou-Saïd, enchaîné, devint son bourreau et le perça de sa lance. Le prince maure, en se voyant frappé par le Castillan, s'écria: *O Pierre! quel honteux triomphe tu obtiens aujourd'hui sur un prince qui s'est fié à ta parole!* Le roi de Castille enchérit sur la barbarie du tyran qu'il venait d'immoler: il fit élever une pyramide formée de tous ces cadavres, et placer les têtes au sommet, de manière que de toute la ville, on pouvait voir cet horrible trophée, digne de l'exécuteur et de la victime. Ce qui rend le crime de Pierre-le-Cruel encore plus infâme, c'est que la cupidité n'y eut pas moins de part que la vengeance, et qu'il s'appropria tous les trésors du roi de Grenade. Telle fut la fin d'Abou-Saïd, probablement dans les premiers jours de djoumadi 11e. 763 (avril 1362). Cet usurpateur n'avait régné à Grenade qu'environ vingt et un mois.

MOHAMMED V, *pour la seconde fois.*

An de l'hég. 763 (de J.-C. 1362). Mohammed recueillit le fruit d'un forfait dont il était absolument innocent. Ayant appris à Malaga la mort de son ennemi, il s'en réjouit, mais en détestant la perfidie de son allié. Il partit aussitôt pour Grenade, où il entra au milieu des acclamations universelles, le samedi 20 djoumadi 11e. 763 (16 avril 1362). Les partisans même d'Abou-Saïd vinrent le complimenter, et s'empressèrent par leur soumission de prévenir les effets de sa juste vengeance. On dit que Pierre le Cruel ayant envoyé la tête d'Abou-Saïd au roi de Grenade, celui-ci lui témoigna sa reconnaissance par un présent de vingt-cinq chevaux, la fleur de ses haras, qui portaient des caparaçons ornés d'or et de pierres précieuses. Il mit aussi en liberté tous les chrétiens qui étaient captifs dans ses états. Quelque temps après, un parti de mécontents excita une sédition, et voulut mettre sur le trône Aly ben-Ahmed, ben-Naser, prince du sang royal; mais les généraux de Mohammed vainquirent les rebelles en diverses rencontres, et forcèrent les chefs de fuir et de se cacher (1).

L'alliance perpétuelle que Mohammed avait négociée avec le roi de Castille, et les révoltes qui éclatèrent dans les états de celui-ci, auraient fait jouir les musulmans de Grenade d'une longue et profonde paix, si leur souverain n'eût été obligé de fournir des secours à son allié contre le prince Henri, son frère, et contre le roi d'Aragon, qui s'efforçaient de le détrôner. Il lui envoya d'abord six cents cavaliers d'élite, ensuite un corps de sept mille hommes de cavalerie, sans comprendre l'infanterie. Ces forces assiégèrent Cordoue, s'emparèrent du vieux château, et n'ayant pu prendre la ville, s'en vengèrent en pillant et en saccageant Ubeda et Jaen, et en dévastant les plaines de l'Andalousie et du Matrara, d'où elles emmenèrent un grand nombre de captifs. Mohammed était à la veille d'envoyer une armée plus considérable en faveur de son indigne allié, lorsqu'il apprit

---

(1) Ici finissent les extraits que donne Casiri, de l'histoire des rois de Grenade, par Abdallah al-khatib, connu aussi sous le nom de vézir Lisam-ed-dyn, qui fut ministre de Mohammed V et collègue du vézir Abou'l Naïm Redhwan.

que Pierre avait péri de la main de son frère, dans la plaine de Montiel, l'an 771 (1369) (1), et que toute la Castille s'était déclarée pour Henri. Afin de ne pas perdre les frais de cet armement, et de profiter des guerres civiles qui divisaient les chrétiens, Mohammed, sous prétexte de venger son allié, fit la guerre au nouveau roi de Castille, refusa la paix qu'il offrait, ravagea ses états, et sans attaquer aucune place forte, pilla et enleva tout ce qui était hors des murs.

L'année suivante 772 (1370), il s'empara d'Algéziras, qui était mal défendu ; mais prévoyant qu'il ne pourrait conserver cette place, il la brûla et la rasa pour qu'elle ne pût servir aux chrétiens. Il accepta néanmoins les offres que le roi de Castille lui fit par l'entremise du grand-maître de Calatrava, et consentit à une trève afin de rétablir la justice et le bon ordre dans ses états.

En paix avec tous ses voisins, il fonda, l'an 777 (1375), un hospice magnifique pour les pauvres et les malades, orné de fontaines et de vastes bassins de marbre. Il embellit aussi, par des édifices somptueux, la ville de Guadix, où tous les ans il séjournait quelques mois : il encouragea l'agriculture, le commerce, les arts et les manufactures. Grenade fut, de son temps, la ville la plus commerçante de l'Espagne. On y voyait des marchands de diverses contrées de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, des musulmans, des juifs et des chrétiens. Elle semblait être la patrie commune de toutes les nations.

Mohammed fit alors reconnaître son fils Yousouf pour son successeur, et maria ce jeune prince avec la fille du roi de Fez. La princesse fut amenée par son frère, qui épousa la fille d'un des plus grands seigneurs de l'Andalousie. Ces doubles noces furent célébrées par des jeux et des tournois, où se distinguèrent plusieurs chevaliers d'Afrique, d'Égypte, d'Espagne et de France, qui vivaient protégés et honorés à la cour de Mohammed. Les uns étaient logés dans la maison consulaire des Génois, et les autres dans des habitations particulières.

---

(2) Les bénédictins rapportent la mort de Pierre le Cruel au 23 mars 1368, d'après Sponde et Mariana, contre le sentiment du P. Daniel, qui place la bataille de Montiel au 15 août de la même année, et contre celui de Ferréras et de la plupart des auteurs modernes qui la mettent en 1369 ; le récit des historiens arabes, traduits par Conde, semble ajouter un nouveau poids à cette dernière opinion.

Mohammed envoya de riches présents au roi de Castille, Henri II, pour renouveler la trève. Celui-ci étant mort peu de temps après, en 1379 (1), des malveillants publièrent que le roi de Grenade lui avait envoyé des brodequins empoisonnés; mais c'était une imposture: Mohammed ne fut ni un perfide ni un assassin, et d'ailleurs il vécut toujours en paix avec Jean I, qui régna après son père Henri II.

Ce monarque mourut, l'an 794 (1391-92), universellement regretté, à l'âge de cinquante-neuf ans, après en avoir régné trente-neuf, si l'on compte les trois années qu'avait duré l'usurpation d'Ismaël II et d'Abou-Saïd (2). Il fut enterré dans le Djenn-al-Arif (3), et toutes les classes des habitants de la ville accompagnèrent sa pompe funèbre.

11e. Abou-Abdallah YOUSOUF II.

An de l'hég. 794 (de J.-C. 1391-92). Yousouf, fils et successeur de Mohammed V, fut proclamé solennellement, et tous les grands de la capitale et du royaume lui baisèrent les mains. Imitant les vertus pacifiques de son père, il envoya demander au roi de Castille la continuation de la trève et de son amitié. Sa demande était accompagnée de six beaux chevaux richement caparaçonnés, et de quelques captifs chrétiens qu'il mettait en liberté sans rançon. Henri III accueillit le wali de Malaga qui était à la tête de l'ambassade, et le congédia, ainsi que les députés chargés de conclure le traité avec le roi de Grenade.

---

(1) Conde ne désigne pas le roi de Castille dont il est ici question; mais il s'est trompé dans tous les cas, en plaçant sa mort en 1388, car Henri II mourut en 1379, et son fils Jean I, vécut jusqu'en 1390.

(2) Cardonne dit que Mohammed (qu'il nomme Abou'l Walid), mourut en 1379, et fut remplacé par son fils Abou'l Hedjadj Mohammed, mort en 1391. Il partage donc en deux le même règne, et d'un seul prince il en fait deux. Conde lui-même, dans son *Mémoire sur les monnaies arabes*, t. V. de l'Acad. de l'Histoire de Madrid, admet deux Mohammed, père et fils, et met la mort de l'un en 781, et celle de l'autre, en 795. Chénier et les historiens espagnols qu'il a suivis, supposent aussi deux règnes et deux princes, et donnent au premier le nom de Mahomet Yago.

(3) *Le jardin de l'inspecteur* ou *du commissaire;* car le mot arabe *al-arif* a un sens très-vague. On doit s'étonner que Conde n'ait pas indiqué l'époque de la fondation de cet édifice, improprement nommé *Generalif* par les voyageurs qui en ont décrit les magnifiques ruines.

Yousouf avait quatre fils : Yousouf, Mohammed, Aly et Ahmed. Le second, d'un caractère violent et ambitieux, voyant que le droit de la nature et l'affection de son père appelaient au trône son frère aîné, conçut contre celui-ci une haine implacable. Il feignit un grand zèle pour l'islamisme ; et, méditant de se révolter contre son père, il accrédita le bruit que ce monarque était mauvais musulman, et chrétien au fond du cœur, puisqu'il favorisait les *infidèles*, qu'il protégeait ceux qui vivaient à sa cour, et les traitait avec une extrême bienveillance. Bientôt les mécontents et les partisans de Mohammed en vinrent au point de demander hautement la déposition de Yousouf. La sédition commença devant l'alcaçar ; le roi était au moment d'abdiquer le trône et de se mettre entre les mains de son fils rebelle, lorsqu'un ambassadeur de Fez, homme aussi ferme et habile qu'éloquent, sortit à cheval du palais, et harangua les mutins. Il leur dépeignit avec tant de vérité, de force et d'onction, les horreurs des guerres civiles, les malheurs qu'avait éprouvés l'islamisme, par suite des funestes dissensions qui avaient entraîné la chute des Ommeyades, des Al-Moravides, des Al-Mohades et des Houdides, en Espagne ; l'avantage que les chrétiens en avaient toujours retiré pour s'agrandir, etc., qu'il persuada aux séditieux de se soumettre à leur roi légitime, et d'attaquer la Castille, tandis qu'elle était en proie aux troubles, pendant la minorité de Henri III : il les assura que leur souverain se mettrait à leur tête, et qu'ils verraient alors combien ils avaient été injustes à son égard. Son discours fut couvert des applaudissements du peuple. On publia la ghaziah, et bientôt l'armée musulmane envahit les champs de Murcie et de Lorca qu'elle mit à feu et à sang, combattit les chrétiens avec divers avantages, et revint chargée de butin à Grenade. Comme Yousouf faisait la guerre contre son gré, il accorda facilement une trève au roi de Castille. Selon d'autres auteurs, il la proposa lui-même, afin de détourner l'effet des préparatifs qu'on fesait contre lui en Castille et en Aragon.

Pendant cette trève, le grand-maître d'Alcantara (1), avec des troupes levées à la hâte, entra témérairement dans

(1) Martin de Barbuda, Portugais de naissance, suivant Cardonne qui a donné des détails curieux sur cette folle entreprise, à laquelle le fanatisme n'eut pas moins de part qu'une sotte vanité.

la plaine de Grenade, et assiégea la tour de Hisn-Egla; mais, ayant osé venir à la rencontre des forces que Yousouf envoyait contre lui, il fut taillé en pièces avec tous ses gens, l'an 798 (1395-96). Le roi de Castille désavoua cette infraction au traité, ce qui satisfit les musulmans et les empêcha d'en tirer vengeance.

Yousouf mourut peu de temps après, l'an 799 (1396), suivant Cardonne, empoisonné, dit-on, par une robe que le roi de Fez, Ahmed ben-Sélim, qui se disait son ami, lui avait envoyée avec d'autres présents. Les douleurs qu'il éprouva, aussitôt qu'il eut revêtu cette robe, durèrent plus d'un mois, et ne cessèrent qu'à sa mort. Suivant d'autres auteurs, moins amis du merveilleux, ce prince mourut des suites de douleurs qu'il ressentait long-temps avant l'arrivée des présents. Il n'avait régné qu'environ cinq ans.

12e. MOHAMMED VI.

An de l'hég. 799 (de J.-C. 1396). Les intrigues et les manœuvres de Mohammed, deuxième fils d'Yousouf II, prévalurent sur les dernières volontés de son père et sur les droits d'Yousouf, son frère aîné. Soutenu par la noblesse et par les troupes, il fut proclamé solennellement avant les funérailles du feu roi, qui n'eurent lieu, par son ordre, que le lendemain de son installation. Yousouf II fut enterré dans le Djenn-al-Arif, auprès de son père et de son aïeul (1).

La première action de Mohammed fut de faire arrêter son frère qui, content de mener une vie privée, ne sortait pas de sa maison, et ne paraissait nullement disposé à exciter une révolution. Mohammed l'envoya sous bonne escorte dans la forteresse de Schaloubina, où il lui laissa cependant sa famille, son harem, et la jouissance de toutes les commodités de la vie.

Le nouveau roi joignait à un physique avantageux, un esprit vif, un grand courage, une éloquence persuasive et une extrême affabilité qui charmaient le peuple. Désirant s'affermir sur le trône avant de rompre avec les chrétiens, il partit, sans autre escorte que vingt-cinq cavaliers détermi-

(1) Il paraîtrait d'après ce fait, que le Djenn-al-Arif dont nous avons parlé ci-dessus, avait été fondé par Abou'l Hedjadj Yousouf I, aïeul de Yousouf II. Mais le silence d'Abdallah al-Khatib, traduit par *Casiri*, donne lieu de croire que ce ne fut qu'après la mort de cet historien, que Mohammed V fit bâtir ce palais.

nés, sous prétexte de visiter ses frontières, et se rendit à Tolède comme ambassadeur. Il y fut reçu avec honneur et amitié par le roi de Castille, et lui fit signer, l'an 800 (1397), un traité de paix qui confirmait celui qu'avait obtenu son père. Il retourna ensuite dans ses états, où l'on était inquiet de son absence.

Peu de temps après, les chrétiens ayant violé la trève, et ravagé les frontières du royaume de Grenade, Mohammed, aussi superbe qu'habile politique, au lieu de se plaindre, se mit à la tête d'une armée, exerça de cruelles représailles dans les états de Castille, et prit d'assaut la forteresse d'Ayamonte. Des envoyés castillans ayant réclamé la restitution de cette place, Mohammed répondit fièrement qu'il ne la rendrait que lorsque ses sujets auraient été indemnisés des pertes qu'ils avaient éprouvées de la part des violateurs de la paix. Cette réponse décida le roi Henri III à la guerre. Mohammed remporta en personne, sur les chrétiens, divers avantages qui lui coûtèrent cher. L'hiver et les pluies suspendirent les hostilités. Sur ces entrefaites, mourut le roi de Castille (le 25 décembre 1406, suivant les auteurs espagnols), lorsqu'il se préparait à marcher lui-même contre les Maures, laissant pour successeur son fils Jean II, encore en bas âge. L'oncle du jeune roi, don Ferdinand, chargé de la régence, continua la guerre, prit Zahara par capitulation, s'empara de la forteresse d'Azzeddin, et mit le siége devant Setenil. La longue résistance que lui opposa la garnison de cette place, lui donna le temps de détacher une partie de ses troupes, qui allèrent réduire Ayamonte, Priégo, Lacobin et Ortejicar. Mohammed, au lieu d'arrêter les progrès de l'armée castillane, préféra de porter ses ravages dans la province de Jaen, et obligea les ennemis, par cette diversion, à lever le siége de Setenil, où ils avaient perdu beaucoup de monde (1).

L'année suivante (1408), Mohammed, ayant attaqué la place d'Alcabdat (Alcaudète) avec sept mille hommes de cavalerie et douze mille d'infanterie, sans pouvoir la prendre, livra plusieurs combats aux chrétiens, avec des avantages réciproques. Enfin les deux partis épuisés mirent fin aux hostilités par une trève de huit ans. Pendant cet armistice,

(1) Cardonne et Chénier donnent, sur cette guerre, des détails plus circonstanciés dont nous n'avons cependant point fait usage, parce qu'il n'est pas facile de les concilier avec ceux que nous a fournis Conde.

le roi de Grenade tomba malade : se voyant condamné par les médecins, il voulut assurer le trône à son fils, et envoya l'ordre de faire mourir son frère Yousouf, prisonnier à Schaloubina. L'alcaïd de cette ville jouait aux échecs avec ce prince, lorsqu'il reçut la lettre du roi. Il se troubla en la lisant, par suite de l'intérêt qu'avaient inspiré à tout le monde la bonté et les excellentes qualités de Yousouf. Son émotion ayant été remarquée par celui-ci, il ne put se dispenser de lui montrer l'ordre du roi. Le prince demanda un délai, pour dire adieu à ses femmes et faire ses dernières dispositions : l'envoyé le lui refusa et lui accorda seulement le temps de finir sa partie d'échecs. Elle n'était pas encore terminée, que l'arrivée de quelques officiers de Grenade lui annonça la mort de son frère Mohammed, qui eut lieu, suivant Chénier, le 11 mai 1408 (1), après un règne d'environ douze ans.

13e. Abou'l Hedjadj (2) YOUSOUF III.

An de l'hég. 810 (de J.-C. 1408). Yousouf partit aussitôt pour Grenade, où il fut reçu avec les transports de la plus vive allégresse. Les maisons étaient tapissées de riches étoffes, et les rues jonchées de fleurs et ornées d'arcs de triomphe. Les fêtes de son couronnement durèrent deux jours, et les vertus, l'affabilité qu'il montra dès les commencements de son règne, firent présager un roi digne de ses plus illustres prédécesseurs. Yousouf envoya un ambassadeur au roi de Castille pour lui notifier son avénement au trône, et ses intentions pacifiques. Une trêve fut signée pour deux ans, aux mêmes conditions que celle du règne de Mohammed VI. Yousouf la confirma et envoya de riches présents au roi de Castille, en chevaux, bijoux, armes, étoffes d'or et de soie, etc.

Deux ans après, le roi de Grenade députa son frère Aly, pour proroger la trêve : mais, comme les ministres castillans exigeaient que Yousouf se reconnût vassal et payât tri-

---

(1) Conde ne donne point, dans son texte, la date de la mort de Mohammed VI, et dans sa liste des rois de Grenade, il la place, par erreur, sous l'année 1399. Dans son *Mémoire sur les monnaies arabes*, il la rapporte sous l'année 811 (1408-9). Les historiens espagnols donnent à ce prince le nom de Mahomet Aben Balba.

(2) Conde ne lui donne ce prénom que dans son *Memoire sur les monnaies*.

but, à l'exemple de ses ancêtres, le prince maure refusa de se soumettre à cette humiliation, sous prétexte qu'il n'y était pas autorisé par son frère, et se retira sans renouveler la trève. Lorsque la première fut expirée, l'infant don Ferdinand entra dans le royaume de Grenade avec une puissante armée, en 813 (1410), et assiégea Antequerra, qui, malgré sa vive résistance, malgré les efforts des princes Ahmed et Aly, frères de Yousouf, pour la secourir, fut réduite par la famine à capituler, vers la fin de septembre, après un siége de cinq mois. Les habitants en sortirent avec leurs biens. Hisn-Hijar et d'autres places du pays se rendirent aux mêmes conditions. De son côté, le roi de Grenade avait surpris Zahara, qu'il pilla et dont il brûla les portes (1). Une trève de dix-sept mois mit fin aux hostilités dont les avantages les plus marqués avaient été en faveur des chrétiens.

En ce temps-là (814 de l'hég. (1411 de J.-C.), suivant Cardonne), les musulmans de Gibraltar, opprimés par leur gouverneur, et fatigués de la domination du roi de Grenade, se soumirent au roi de Fez, Abou-Saïd, qui reçut fort bien leurs députés et envoya son frère Saïd (2), avec deux mille hommes, pour prendre possession de cette place importante. Le monarque avait cru saisir une occasion favorable d'éloigner un frère dont les rares qualités lui portaient ombrage. Dès que le prince parut devant Gibraltar, les portes lui en furent ouvertes. Le gouverneur, retiré dans la citadelle, voyant qu'il ne recevait point de secours de Grenade, traitait déjà de la capitulation, lorsque Ahmed, frère du roi de Grenade, se présenta devant Gibraltar et en fit le siége. Le prince de Fez demanda des renforts au roi son frère, qui, voulant le sacrifier, se contenta de lui envoyer quelques bateaux avec des troupes et des provisions. Saïd, n'ayant plus d'espoir, se rendit au prince de Grenade qui, à son intercession, pardonna aux habitants, laissa une forte garnison dans Gibraltar, et emmena Saïd prisonnier à Grenade, où celui-ci fut traité avec beaucoup d'égards. Quelque temps après, Yousouf reçut des ambassa-

(1) Cardonne et Chénier racontent cette guerre avec des détails un peu différents et plus circonstanciés.

(2) Conde nomme ce prince, Abou-Saïd, comme le roi, son frère, ce qui est peu vraisemblable.

deurs du roi de Fez, qui le priait de faire périr son frère Saïd, et lui offrait à ce prix son amitié. Yousouf, qui avait eu tant à souffrir de la tyrannie ombrageuse de son frère Mohammed VI, au lieu de consentir à la trahison qu'on lui proposait, s'intéressa au sort du prince africain, lui montra la lettre du roi de Fez, lui offrit le secours de ses troupes et de ses trésors, pour le venger d'un frère perfide et cruel, ou, en cas de refus, un asile assuré et honorable dans ses états. Saïd conçut tant de haine contre le roi son frère, qu'il accepta la première proposition du roi de Grenade. Il s'embarqua à Almérie, avec les troupes et l'argent que ce prince lui fournit. Abou-Saïd, qui croyait que son frère avait été sacrifié à sa cruelle défiance, fut consterné en apprenant qu'il s'avançait vers la capitale, à la tête d'une puissante armée, grossie par les braves de toutes les tribus qui étaient venus le joindre. Il marcha contre lui, fut vaincu, assiégé dans Fez où il s'était renfermé, livré à son frère qui lui succéda, et resserré dans une prison où il mourut de chagrin (1). Le nouveau roi de Fez témoigna sa reconnaissance à Yousouf, lui envoya des dons précieux et lui jura une éternelle amitié.

Le roi de Grenade, préférant les avantages de la paix aux chances de la guerre, renouvela tous les deux ans la trève avec les chrétiens, jusqu'à la fin de sa vie, et fit toujours de riches présents aux plénipotentiaires, suivant la coutume de ses prédécesseurs. Sa cour fut l'asile de tous les seigneurs mécontents de Castille et d'Aragon. Ils y vidaient leurs différends en champ clos. Lorsqu'il ne pouvait les accommoder, il assistait à leurs combats; et souvent, dès les premiers coups, il les séparait et les réconciliait. Aussi n'était-il pas moins aimé des étrangers que de ses sujets. Il avait entretenu une correspondance intime avec la reine-mère de Castille, et ils s'étaient envoyés, tous les ans, des présents réciproques. Ce fut par suite des conseils de cette princesse, que le jeune roi de Castille, Jean II, accorda encore une prolongation de trève

(1) Conde ne donne pas la date de ces événements, qui appartiennent plus particulièrement à l'histoire de l'Afrique. Cardonne ne parle pas de la fin de cette révolution; mais, suivant les tables chronologiques de De Guignes (Hist. générale des Huns, suppl. tome V), Abou-Saïd, roi de Fez, mourut l'an 823 de l'hég. (1420 de J.-C.), après un règne de vingt-trois ans et trois mois. On peut croire, d'après cela, que le séjour de son frère à Grenade fut de quelques années.

au roi de Grenade, en 1421, et l'assura de son amitié. Yousouf III maintint son royaume dans un état florissant ; et ses sujets, heureux et tranquilles, se livrèrent sans crainte à leur goût pour les douceurs de la vie champêtre. Ce bon prince mourut subitement, sans avoir été malade, l'an 1423 de J.-C., suivant Cardonne et Chénier (1), après un règne de quinze ans. Avec lui, s'éclipsèrent pour jamais les beaux jours du royaume de Grenade. Il fut enterré dans le Djenn-al-Arif.

14e. MOHAMMED VII, AL-AASAR ou AL-AÏSAR (2).

An de l'hég. 826 (de J.-C. 1423.) Mohammed VII, proclamé roi de Grenade, le jour même de la mort de son père, fut surnommé *Al-Aasar* (le gaucher), ou *Al-Aïsar* (le gauche), soit en raison d'une habitude naturelle de ses mains, soit à cause des malheurs que lui attirèrent son imprudence et son incapacité. Il ordonna que la cérémonie de son inauguration fût célébrée solennellement dans toute l'étendue de ses états, et que tous les walis et les alcaïds lui envoyassent leur serment d'obéissance et de fidélité. Se proposant de suivre la politique de son père, pour modèle d'un bon gouvernement, il ne sut l'imiter qu'en un point : ce fut de conserver l'alliance des princes d'Afrique et d'Espagne, auxquels il envoya des ambassadeurs à cet effet. Mais il négligea totalement de gagner la bienveillance et l'amour de ses peuples. Vain et superbe, il traitait en esclâves ses ministres et ses courtisans ; il laissait passer plusieurs semaines, plusieurs mois, sans donner audience à ses sujets, sans recevoir même ses vézirs qui voulaient lui rendre compte de l'état des affaires. Tous ses soins se bornaient à maintenir la trève avec les chrétiens, à ne pas leur donner occasion de la rompre, et à ménager l'amitié du roi de Tunis. Dédaignant les coutumes de sa nation, il défendit les joutes, les tournois et les autres divertissements auxquels se livrait la jeunesse. Aussi se rendit-il également odieux aux grands et au peuple. Le seul qui jouit de sa faveur,

---

(1) Conde, dans son Histoire de la Domination des Arabes en Espagne, ne donne pas la date de la mort de ce prince, et la place sous l'année 1420, dans sa liste des rois de Grenade, mise en tête du tome III. Dans son *Mémoire sur les monnaies arabes*, il rapporte la mort de Yousouf III, à l'année 827 de l'hég., qui commença le 5 décembre 1423.

(2) Et non pas Al-Naser, ni Al-Hazari ou Al-Hayzari, comme le dit Conde.

fut Yousouf ben-Seradj, son vézir, cadhi de Grenade. Cet homme, appartenant à la plus ancienne et à la plus puissante famille du royaume, sut, par son autorité, contenir d'abord la foule des mécontents qui méditaient la déposition de son maître. Mais sa prudence et son crédit ne purent empêcher qu'une insurrection populaire ne proclamât roi, Mohammed Al-Saghir, cousin du monarque. Tandis que les mutins pénétraient de vive force dans le palais, Mohammed VII, favorisé par quelques-uns de ses gardes, sortit à travers les jardins, gagna les bords de la mer, et, déguisé en pêcheur, se mit dans une petite barque qui le porta sur les côtes d'Afrique, où il trouva un asile auprès de son ami, Abou-Faris, roi de Tunis. Cette révolution arriva l'an 831 (1427), suivant Cardonne et Chénier (1). Mohammed VII avait régné environ quatre ans.

15e. MOHAMMED VIII AL-SAGHIR.

An de l'hég. 831 (de J.-C. 1427). Mohammed, surnommé *al-Saghir* (le petit), fut reconnu à Grenade et dans les principales villes du royaume (2). Il donna au peuple des fêtes, des joutes et des tournois; et, comme il se piquait d'être très-habile dans les exercices du corps, il entrait dans les lices, se mêlait parmi les combattants, lançait les traits, et évitait ceux de ses adversaires, en faisant manœuvrer son cheval avec beaucoup d'adresse et de légèreté. Il régala plusieurs jours les chevaliers, mangea et s'entretint familièrement avec eux, et les combla d'honneurs et de présents. Cet usurpateur, craignant que les partisans de son prédécesseur n'excitassent quelques troubles dans l'état, résolut de se défaire d'eux; ils en furent avertis à temps par leurs amis et se retirèrent secrètement dans le royaume de Murcie. Quelques-uns, moins défiants, étant restés à Grenade, éprouvèrent la rigueur du tyran, chez qui la cruauté commençait à remplacer la crainte. Au nombre des premiers étaient l'ex-vézir Yousouf ben-Seradj, et quarante seigneurs de sa famille. Ils furent bien reçus à Lorca et à

(1) Conde n'en donne pas la date, non plus que de la plupart des événements du dernier siècle de l'histoire des Maures de Grenade. Il est probable qu'il aurait rempli ces dates, si la mort ne l'eût pas empêché de terminer son ouvrage.

(2) Conde ne fait pas connaître la filiation de ce prince ni de la plupart des autres, qui régnèrent après lui à Grenade.

Murcie, d'où, ayant obtenu un sauf-conduit du roi de Castille, ils allèrent lui rendre hommage. Ce jeune monarque les traita honorablement, témoigna beaucoup de regrets de la disgrâce de Mohammed al-Aïsar, son allié; et, apprenant qu'il s'était retiré à Tunis, offrit généreusement de le rétablir sur le trône et de châtier l'usurpateur. Dans ce dessein, il envoya Yousouf ben-Seradj et le gouverneur de Murcie à Tunis, avec des lettres, par lesquelles il invitait le roi Abou-Faris à se joindre à lui, pour rendre aux peuples de Grenade leur légitime souverain, et le priait de lui envoyer ce prince. Le roi de Tunis entra noblement dans les vues du Castillan. Il donna cinq cents cavaliers (1) avec des sommes considérables à Mohammed al-Aïsar, et confia à l'ambassadeur chrétien des présents de choses rares et précieuses pour son maître. Mohammed alla s'embarquer à Oran, et aborda à Vera, sur les côtes de Grenade, d'où il s'avança vers Almérie.

Mohammed al-Saghir fut consterné à la nouvelle de ce débarquement. Il envoya son frère à la tête de sept cents cavaliers d'élite, pour tâcher de surprendre et d'arrêter son rival. Mais la moitié de cette troupe s'étant rangée sous les drapeaux du roi détrôné, le prince, peu sûr des soldats qui lui restaient, n'osa pas engager un combat inégal et revint à Grenade. Cette défection facilita les progrès de Mohammed al-Aïsar. Almérie et Guadix lui ouvrirent successivement leurs portes, et il y fut reçu avec les témoignages les plus éclatants de joie, d'amour et de respect. Cédant aux instances de plusieurs seigneurs de Grenade qui étaient venus le trouver à Guadix, il marcha sur la capitale, suivi d'une foule immense, qui, depuis son débarquement, accourait de toutes parts auprès de lui. Cette populace inconstante donnait, par ses clameurs, beaucoup de poids au parti de ce prince. Mohammed al-Saghir, n'étant pas en forces pour s'opposer à son rival, prit le parti de se fortifier dans l'Alhamra. Il y fut assiégé dès le lendemain; mais ses soldats, intimidés par les vives attaques de l'ennemi, n'osèrent s'exposer aux horreurs d'un assaut et livrèrent eux-mêmes leur souverain, qui fut à l'instant décapité, l'an 1429, après un règne de deux ans et quelques mois (2). Ses fils furent étroi-

(1) Cardonne dit trois mille hommes.

(2) C'est Chénier qui nous fournit la date de cette révolution : Car-

tement incarcérés, et Mohammed VII demeura paisible possesseur de la capitale et du trône.

MOHAMMED VII AL-AÏSAR, *pour la deuxième fois.*

An de l'hég. 833 (de J.-C. 1429). Mohammed, ayant assoupi les troubles et rassuré les esprits sur la crainte qu'ils avaient de son système de gouvernement, rendit les sceaux à son ami Yousouf ben-Seradj. Il envoya des ambassadeurs au roi de Castille pour le remercier de sa généreuse protection, lui demander la continuation de son amitié, conclure avec lui un traité perpétuel de paix et d'alliance, et lui offrir des troupes auxiliaires dans ses guerres contre des princes de sa famille. Le roi de Castille reçut à Burgos les ambassadeurs musulmans. Il refusa les secours du roi de Grenade, et demanda seulement la stipulation du tribut que ce prince paierait à l'avenir comme vassal. Mais Mohammed n'ayant pas voulu y consentir, dans la persuasion que le Castillan, embarrassé dans des guerres intestines et extérieures, se contenterait d'un don volontaire, les négociations furent rompues. Jean écrivit au roi de Tunis, pour se plaindre de l'ingratitude de Mohammed, et pour le prier de lui retirer son assistance. Abou-Faris n'envoya point en effet les galères et les troupes qu'il avait promises au roi de Grenade, et l'invita d'une manière pressante à payer tribut au roi de Castille auquel il devait le trône. En même temps il répondit à celui-ci, pour l'engager à modérer sa vengeance contre un prince musulman dont la famille était alliée à la sienne.

Le monarque chrétien, ayant fait la paix avec les infants, envoya des troupes contre les Maures de Grenade. Elles ravagèrent les environs de Ronda et prirent la forteresse de Xiména. Mais, d'autre part, Mohammed gagna un combat décisif sur les Castillans qui avaient fait une invasion sur ses terres, du côté de Cazorla : toutefois, sur la nouvelle que le roi de Castille s'avançait en personne avec des forces plus imposantes, il craignit que son arrivée n'excitât quelque révolution dans ses états. Il laissa donc le commandement de son

---

donne ni Conde n'en parlent pas, et ce dernier nous apprend seulement la durée du règne de Mohammed VIII, laquelle s'accorde avec la date que nous avons adoptée, et qu'il donne lui-même dans son *Mémoire* précité.

armée à ses généraux, revint à Grenade avec cinq mille cavaliers, et y donna des armes à vingt mille habitants, afin d'augmenter la garnison de cette capitale. Cependant les chrétiens, après avoir dévasté les districts d'Illora, de Taxaxar, d'Alora, d'Ardjidouna, etc., reprirent le chemin de Cordoue.

Les craintes de Mohammed étaient fondées. Yousouf ben-Al-Ahmar, prince du sang (1), riche et ambitieux, voulant s'emparer du trône de Grenade, rechercha l'appui du roi de Castille, par l'entremise d'un seigneur musulman, d'origine chrétienne, qui savait parfaitement la langue castillane. Il promit de se joindre, avec plus de huit mille hommes, aux troupes de ce monarque, aussitôt qu'elles paraîtraient sur la frontière, et de devenir son vassal, si, par son secours, il obtenait la couronne. Cette négociation ayant réussi, les partisans de Yousouf abandonnèrent peu à peu la ville, sous prétexte d'aller joindre l'armée musulmane. Il les réunit au nombre de huit mille, la plupart nobles et cavaliers, se rendit avec eux auprès du roi de Castille, qui avait déjà dépassé la frontière, à la tête de ses troupes, et lui baisa la main en signe d'hommage. Jean II vint camper sur le penchant du mont Elvire, d'où il admirait la situation et la beauté de Grenade. Yousouf lui en indiquait les forteresses et les principaux édifices, tels que l'Alhamra, l'Albaycin, etc. Après plusieurs escarmouches entre les avant-postes des deux armées, on en vint à une bataille générale, où l'on combattit un jour entier, avec un égal acharnement de part et d'autre, jusqu'à ce que les Maures commencèrent à plier, et s'enfuirent la nuit, laissant la plaine couverte de cadavres. Jamais le royaume de Grenade n'avait essuyé un plus terrible échec : mais la perte des chrétiens fut aussi très considérable ; et, sans les transfuges musulmans qui renforçaient leur armée, en affaiblissant celle de leurs ennemis, ils auraient éprouvé le même désastre qu'à la journée d'Al-Arcos. La nouvelle de cette déroute répandit le deuil dans Grenade. Un tremblement de terre ajouta encore à la consternation des habitants (2) ; mais la

(1) Cardonne, Chénier et les historiens espagnols disent que ce prince était petit-fils du roi de Grenade, que Pierre le Cruel avait assassiné.

(2) Cette bataille, que les Bénédictins appellent de *Figuière*, ou plutôt, suivant Cardonne, des *Figuiers*, parce qu'elle se donna dans les plaines

présence de Mohammed VII, que ce revers n'avait pu abattre, ne leur laissa d'autre parti que la résistance.

Le roi de Castille ne tira aucun avantage d'une victoire qui lui avait coûté si cher. Après avoir fait le dégât dans le pays, il décampa et retourna à Cordoue (1); mais pour consoler Yousouf, et détruire les soupçons que son départ avait inspirés aux partisans de ce prince, il le fit proclamer roi de Grenade, en présence de sa cour et de l'armée, et chargea ses généraux de l'aider à prendre possession du trône. Cette déclaration entraîna dans le parti de Yousouf plusieurs villes et bourgs du royaume de Grenade, Montefrio, Illora, Cambil, Alhabar, Ortejicar, Taxaxar, Hisn-Alloz, Ronda, Loja, etc. Ce prince ayant reconnu le roi de Castille pour son suzerain, s'obligea de lui payer un tribut annuel, de lui fournir quinze cents cavaliers en temps de guerre, et de venir lui rendre hommage à sa cour dans les occasions solennelles, soit en personne, soit en envoyant un prince de sa famille. Il marcha ensuite sur Grenade avec une puissante armée. Mohammed al-Aïsar lui opposa son vézir Yousouf ben-Seradj qui fut tué dans une bataille qu'il perdit, en combattant comme un lion. Les vaincus revinrent à Grenade où ils jetèrent l'épouvante, en exagérant les forces et les cruautés de l'ennemi. Cette victoire acheva de soumettre à Yousouf le reste du royaume. A son approche, une insurrection éclata dans la capitale. Les grands ayant représenté alors à Mohammed que toute résistance était impossible, l'invitèrent à pourvoir à sa sûreté, et à ne pas exposer la ville aux horreurs d'une prise d'assaut. Le roi

---

de Grenade, abondantes en fruits, eut lieu en 1431, selon l'opinion générale, quoique Conde n'en ait pas indiqué la date. Chénier la fixe au 24 juin. Mais, si le tremblement de terre est arrivé pendant le combat, il faut peut-être rapporter ce double événement au 24 avril. Cardonne place le tremblement de terre sous cette dernière date, et suppose qu'il eut lieu pendant un combat antérieur à celui dont il s'agit ici. Il borne à dix mille hommes la perte des musulmans, à la bataille des Figuiers; Chénier la porte à trente mille, tout en la regardant comme exagérée; mais il paraît, d'après les auteurs arabes, que ce dernier nombre approche de la vérité.

(1) Les historiens espagnols disent que ce monarque se retira, à la persuasion du connétable, son favori, que les Maures avaient gagné, en lui envoyant douze mulets chargés de figues, dans chacune desquelles il y avait un double ducat d'or. L'absurdité de ce conte n'a pas besoin d'être démontrée.

enleva donc tous les trésors du palais, emmena son harem avec les deux fils de Mohammed VIII, et, suivi de ses plus intimes amis, il prit la route de Malaga, où il avait de nombreux partisans. Cette révolution arriva l'an 835 (vers la fin de 1431, ou au commencement de 1432). Le second règne de Mohammed VII n'avait duré que trois ans.

16e. YOUSOUF IV.

An de l'hég. 835 (de J.-C. 1431-32). Yousouf ben Al-Ahmar (1) entra dans Grenade avec six cents cavaliers de sa garde seulement, afin de rassurer les habitants sur les violences qu'ils craignaient. Arrivé à l'Alhamra, il y convoqua les cheikhs, les walis, les alcaïds et les cadhis du royaume, fut proclamé roi solennellement, et parcourut la ville avec une pompe éclatante. Il envoya des ambassadeurs au roi de Castille, pour lui faire part de ses heureux succès, lui renouveler les témoignages de sa reconnaissance et de sa soumission, lui offrir un tribut deux fois plus considérable que celui qu'avaient payé ses prédécesseurs à la couronne de Castille, et lui annoncer que ses troupes allaient se réunir à celles du général don Gomez Rivera (2) pour attaquer Malaga. Une lettre du roi de Tunis, parvenue au monarque chrétien par l'entremise d'un négociant génois, lui inspira des sentiments plus généreux envers Mohammed Al-Aïsar, et l'expédition n'eut pas lieu. Yousouf IV n'avait régné que six mois à Grenade, lorsqu'à son âge avancé se joignit une maladie qui l'enleva, le 24 juin 1432, suivant Chénier (3).

MOHAMMED VII AL-AÏSAR, *pour la troisième fois.*

An de l'hég. 836 (de J.-C. 1432). La mort de Yousouf mit fin aux factions qui divisaient Grenade. Toute la population se réunit pour rappeler au trône Mohammed VII.

---

(1) Yousouf Al-Ahmar, suivant Cardonne, et Yousouf ben-Muley, suivant Chénier et les auteurs espagnols.

(2) Cardonne le nomme don Ribero Andelato, et dit qu'il était grand-maître de Calatrava.

(3) Cardonne est d'accord sur l'année et le mois de la mort de ce prince, sans en fixer le jour. Conde n'en donne la date que dans le *Mémoire* précité.

Ayant appris à Malaga ces heureuses nouvelles, il se rendit à Grenade, après avoir pris des mesures pour s'assurer de la sincérité et de la fidélité des habitants, et y fut proclamé roi pour la troisième fois. Il choisit pour vézir Abd-elbar, homme distingué par sa naissance et son mérite. Il envoya des ambassadeurs aux cours de Tunis et de Castille, tâcha d'apaiser le roi Jean, et conclut en effet avec lui une trève d'un an, qu'il renouvela pour une autre année (1).

A peine fut-elle expirée, que les chrétiens entrèrent dans le royaume de Grenade, et prirent la forteresse de Beni-Maurel après un siége opiniâtre. Le vézir ayant marché contre une de leurs divisions qui s'avançait du côté de la frontière de Murcie, la tailla en pièces, et le général castillan s'y fit tuer pour ne pas survivre à sa défaite (2). Les chrétiens ayant emporté d'assaut Huesca, où le carnage fut horrible, la garnison se réfugia dans la citadelle, et y soutint un nouveau siége; mais malgré les secours que le gouverneur de Baça y avait introduits, en forçant les lignes des assiégeants, le manque de vivres et de munitions obligea les Maures de rendre la place, d'où ils sortirent librement.

L'an 840 (1436), le vézir Abd-elbar vainquit les chrétiens dans un défilé, et en fit un grand carnage près d'Ardjidouna qu'ils avaient tenté de surprendre. Ils furent presque tous tués ou faits prisonniers. Le grand-maître d'Alcantara perdit son étendard et ne dut son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Le général musulman força ensuite les Castillans de lever le siége de Huelma et de se retirer à Jaen, sans oser lui livrer bataille.

L'an 841 (1437), Abd-elbar remporta sur les Castillans, dans les plaines de Guadix et de Grenade, plusieurs avantages importants. L'année suivante, les places de Velad-Blanco, Velad-Rubio et deux autres, près des frontières de Murcie, afin de se délivrer des continuelles incursions des chrétiens, se mirent sous la protection du roi de Castille, qui accepta leur offre et leur tribut volontaire, à condition

(1) Chénier, d'après les historiens espagnols, dit que les hostilités recommencèrent dès l'année précédente, et cite plusieurs autres places qui furent prises par les Castillans, dans cette campagne et la suivante.

(2) Conde le nomme *Fayard*, nom ou titre évidemment altéré. Ferréras nomme Ferdinand Alvarez de Tolède le général qui prit Beni-Maurel l'an 1433, et qui fut tué dans une bataille contre les Maures, en 1435.

qu'elles recevraient garnison chrétienne (1). Ce fut dans le même dessein que les villes de Guadix et de Baça demandèrent à se mettre sous la sauve-garde du roi de Castille; mais, comme elles voulaient rester libres et neutres, la négociation fut sans résultat et leur territoire continua d'être ravagé. Les habitants de Galera et de quelques autres places-fortes traitèrent avec les chrétiens aux mêmes conditions. Le comte de Niebla, à la tête d'un corps de Castillans, attaqua Gibraltar; mais la garnison, qu'il croyait surprendre, fit une sortie si heureuse qu'elle mit les chrétiens en déroute, et que la plupart de ceux qui échappèrent au fer musulman, périrent avec leur général dans la rivière Palmones, grossie par la marée.

L'an 842 (1438), la ville d'Huelma fut forcée de se rendre aux chrétiens, et ses habitants obtinrent la permission d'en sortir (2). Dans le même temps, le brave Ben-Seradj ayant rencontré un autre corps de Castillans, commandés par le gouverneur de Cazorla, don Fulan Pérea, on combattit de part et d'autre avec une extrême fureur; les deux généraux expirèrent sur le champ de bataille; mais la victoire se déclara pour les musulmans. La perte de Ben-Seradj laissa de vifs et justes regrets à Grenade, surtout parmi la jeune noblesse et le beau sexe. Il était le héros de son pays, et joignait à une bravoure chevaleresque la force et les grâces du corps (3).

La dernière défaite des chrétiens et les troubles qui éclatèrent de nouveau en Castille, suspendirent les hostilités; mais les factions recommencèrent aussi à Grenade, et l'em-

---

(1) Conde donne aux peuples qui se soumettaient à de pareilles conditions, le nom de *Mudexares*, qu'il traduit par *mercenaires*, mot qui nous semble présenter une idée tout-à-fait différente de celle que l'auteur veut exprimer. L'explication que Chénier a donnée de ce genre de soumission, nous a paru beaucoup plus claire, quoiqu'il n'ait pas cité ni interprété le nom de *Mudexares*. Conde dit que les chrétiens qui prirent possession de ces places, avaient pour chef le fils de ce *Fayard*, dont nous avons parlé dans une des notes précédentes.

(2) Suivant Conde, les chrétiens étaient commandés par le seigneur de Buytrago, vaillant capitaine et excellent poète. Ferréras dit qu'il est le même que le sénéchal de Jaen, don Lope de Mendoça, dont parle Chénier, au sujet de la prise de Huelma.

(3) Ce guerrier et son père Yousouf, souvent cité ci-dessus, sont les premiers personnages du nom de Ben Seradj, dont Conde ait fait mention: ils paraissent avoir été les chefs d'une tribu célèbre chez les Maures de Grenade, et connue, dans les romans, sous le nom d'Abencerrages.

pêchèrent de jouir des douceurs de la paix. Mohammed VII ignorait l'art de gagner l'amour de ses sujets. Plusieurs des principaux d'entre eux quittèrent sa cour, se rendirent à Séville et se mirent au service du roi de Castille. Le chef de ces mécontents, Mohammed ben-Ismaël, neveu du roi, s'était trouvé offensé que la main d'une femme qu'il aimait, lui eût été refusée par le monarque, qui l'avait accordée à l'un de ses courtisans.

Un autre neveu du roi, Mohammed ben-Osman, gouverneur d'Almérie, informé de la situation politique de la capitale, s'y rendit secrètement, l'an 848 (1444), avec plusieurs de ses partisans, répandit beaucoup d'argent pour gagner la populace, réveilla l'ambition et le mécontentement des grands, échauffa tous les esprits, et réussit enfin à exciter une sédition, à la faveur de laquelle il s'empara de l'Alhamra, de toutes les forteresses de Grenade et de la personne de son oncle, qui fut ainsi détrôné pour la troisième fois, l'an 849 (1445). Le dernier règne de Mohammed al-Aïsar avait duré près de quinze ans. Ce faible prince termina ses jours dans une obscure prison.

17e MOHAMMED IX AL-AHNAF.

An de l'hég. 849 (de J. C. 1445). Mohammed ben-Osman (1) surnommé *Al-Ahnaf* (*le pied-bot* ou *le boiteux*) (2), fut proclamé roi, après la déposition de son oncle, mais non pas avec l'approbation générale. Il vit bientôt se former contre lui un puissant parti, à la tête duquel était l'ex-vézir Abd-elbar. Ce ministre, retiré à Montefrio avec tous ses parents et ses amis, voyant qu'il était difficile de rétablir sur le trône le roi déposé, et qu'élever la voix pour lui ce serait hâter sa mort, écrivit à Ben-Ismaël, qui était en Castille,

(1) Et non pas *ben-Ozmin*, comme le disent les historiens espagnols, et Conde lui-même. Ozmin ne peut être qu'une altération du nom d'Osman ou Othman.

(2) *Al-Aaradj* serait le vrai mot arabe pour exprimer le sobriquet que les historiens espagnols donnent à ce prince. Nous lui avons conservé le surnom d'*Al-Ahnaf*, cité par Conde, qui n'en donne pas la traduction. Ce mot signifie littéralement *pied-bot*. Quant au surnom d'*Al-Aksa*, qu'on trouve dans Cardonne, ainsi que dans Conde qui l'écrit *Okesa*, dans son *Mémoire sur les monnaies arabes*, il est absolument étranger au sens dont il s'agit ici.

pour lui offrir le royaume de Grenade, et lui suggérer les moyens d'en venir prendre possession, sans crainte d'être retenu par le roi de Castille. Mais Ben-Ismaël ne voulut point partir sans la permission du monarque qui l'avait accueilli à sa cour, et il lui découvrit franchement ses vues et son plan. Le roi Jean y adhéra, lui offrit sa protection, et chargea les commandants de ses frontières de lui fournir des secours.

Ben-Ismaël, suivi des musulmans qui s'étaient attachés à son sort, et d'un corps de troupes castillanes, arriva à Montefrio. Il y fut reçu par Abd-elbar et ses partisans, qui le proclamèrent roi de Grenade ; mais les troubles qui continuaient de déchirer la Castille, ayant rendu inutile son alliance avec le roi Jean, lui ôtèrent les moyens de disputer le trône à son rival, et le réduisirent à tâcher de se maintenir dans Montefrio et dans quelques places voisines (1).

Cependant Mohammed-al-Ahnaf, voulant se venger de la protection que les Castillans avaient accordée à son cousin, attaqua leurs frontières, prit d'assaut Beni-Maurel et Ben-Salema, dont il fit passer les garnisons au fil de l'épée, et revint à Grenade, avec beaucoup de butin, de troupeaux et de captifs, sans avoir rencontré d'ennemis qui eussent osé arrêter sa marche.

L'an 851 (1447), Mohammed partagea ses troupes en divers corps, dirigea les uns contre les frontières de Castille, les autres contre son cousin Ben-Ismaël ; et tandis que ses généraux lui soumettaient Velad-Blanco, Velad-Rubio, etc., il prit en personne Huescar, Velad-Abiad, Velad-al-Ahmar, et mit à feu et à sang les frontières de l'Andalousie. Il envoya des ambassadeurs et des présents aux rois de Navarre et d'Aragon qu'il savait être ennemis du roi de Castille, et conclut avec eux une alliance offensive et défensive contre ce dernier prince. En conséquence, il porta le théâtre de la guerre dans la province de Murcie, en 852 (1448), la ravagea et vainquit, près de Chinchilla, les Castillans commandés par don Tellez-Giron.

L'an 853 (1449), il rentra dans l'Andalousie, menaça Cordoue et saccagea les territoires d'Utrera, de Baena et de Jaen (2).

---

(1) Chénier dit même que Ben-Ismael fut obligé de faire la paix avec Mohammed IX, et de lui abandonner la souveraineté.

(2) Conde, au lieu de ces trois villes, ne nomme que celle d'Arcos

n 854 (1450), il chargea Mohammed, fils d'Abd-el- d'une expédition dans la province de Murcie. Ce jeune me n'avait pas suivi le parti de son père. Retenu par our, il était resté à Grenade, dans l'espoir d'obtenir la n de son amante, pour prix de ses services. Le roi esti- it sa valeur et lui confiait les commissions les plus im- rtantes et les plus périlleuses. Ben-Abd-elbar réussit ns celle de Murcie; mais comme il revenait, chargé de pouilles, il se laissa entraîner, par quelques jeunes témé- aires, à tenter une incursion dans le district de Lorca. Les abitants de cette ville l'ayant attaqué avec des forces supé- rieures, il ne refusa point le combat et fit des prodiges de bravoure; mais il perdit tout son butin, ses captifs, ses plus braves capitaines, et revint à Grenade avec les débris de ses troupes. Irrité de sa disgrâce, le roi le fit exécuter, en lui disant : « Tu mérites de périr comme un lâche, » puisque tu n'as pas su mourir en héros. »

Les courses des musulmans, dans l'année 856 (1452), eurent moins de succès que celles des campagnes précé- dentes. Ils ravagèrent le royaume de Jaen, prirent et brûlè- rent la ville de Carillo, après l'avoir pillée; mais un de leurs détachements s'étant porté, par Ronda et Setenil, sur le territoire d'Arcos, fut attaqué et mis en fuite.

Ils continuèrent leurs incursions, l'an 857 (1453), avec d'autant plus de férocité, que le bruit de la prise de Cons- tantinople par les Othomans, avait réveillé le fanatisme des Maures d'Espagne. Ils envahirent le royaume de Jaen, y commirent toute sorte d'excès, et détruisirent les murs de Ximena et de plusieurs autres places (1).

Enorgueilli par ses triomphes sur les chrétiens, Moham- med IX se crut bien affermi sur le trône et abusa de l'auto- rité suprême. Il devint si sanguinaire, que tout le monde tremblait en sa présence. Il condamnait à mort sans motifs, ou pour les torts les plus légers, les personnages les plus illustres. Il dépouillait de leurs gouvernements et de leurs

---

qui est bien plus éloignée de Cordoue et dans une autre direction. Nous avons préféré l'opinion de Chénier, qui rapporte l'expédition d'Arcos trois ans plus tard.

(1) Chénier nous a fourni quelques détails de cette guerre. Cet auteur est celui qui se rapproche le plus ici de la narration de Conde. Le récit de Cardonne est fort concis en cet endroit.

emplois les vieux et loyaux sujets, pour les donner aux compagnons de ses téméraires entreprises, aux agents de sa tyrannie. Il mariait ses jeunes courtisans au gré de ses caprices, et forçait les pères de leur donner leurs filles. Des vexations aussi criantes excitèrent de justes plaintes, et rendirent le roi de Grenade odieux à tous les musulmans.

Mohammed ben-Ismaël, son cousin, avait conservé Montefrio et quelques autres châteaux, dans l'espoir que le roi de Castille, débarrassé de ses guerres intestines, l'aiderait puissamment contre son rival. Il ne cessait d'encourager ses partisans par ses promesses, et d'entretenir des relations secrètes avec les ennemis de Mohammed al-Ahnaf, afin de fomenter le mécontentement général qu'avait provoqué la cruauté de ce tyran.

Enfin le roi Jean II ayant fait la paix avec les rois de Navarre et d'Aragon, et voulant se venger de Mohammed IX, envoya une armée à son cousin pour lui faire la guerre. Les deux rivaux se rencontrèrent et combattirent avec une égale valeur; mais le secours des chrétiens fit triompher Ben-Ismaël. Le roi de Grenade vaincu s'enfuit dans sa capitale avec les débris de son armée. Un appel qu'il fit à ses sujets ne lui procura que de faibles ressources. Voyant que son étoile avait pâli, il voulut au moins entraîner dans sa chute ceux qui travaillaient sourdement à le précipiter du trône. Il appela les principaux dans l'Alhamra et les fit mettre à mort. Il se préparait à se défendre dans cette forteresse; mais, informé que toute la ville révoltée avait proclamé roi son cousin, même avant l'arrivée de ce prince, il ne s'y crut plus en sûreté. Comme il ne redoutait pas moins les suites d'un siége que les effets de quelque trahison, il sortit de l'Alhamra, suivi d'un petit nombre de cavaliers qui lui étaient dévoués, et alla se cacher dans les montagnes, en l'année 858 (1454), après un règne d'environ neuf ans. Il y périt sans doute misérablement, car les historiens ne font plus mention de lui (1).

---

(1) Cardonne place cette révolution en 857 (1453), Chénier, qui n'en fixe pas la date, semble indiquer qu'elle eut lieu à la fin de 1453 ou au commencement de 1454, mais toujours avant la mort du roi de Castille, Jean II, arrivée le 21 juillet 1454. Conde s'est trompé en mettant la date 859 (1454), car l'année 859 de l'hégire commença le 22 décembre 1454, par conséquent après la mort de Jean II. Dans son *Mémoire sur les monnaies*, il met la mort de Mohammed IX en 857. Nous croyons avoir tout concilié, au moyen de la date que nous avons adoptée. Les au-

18. MOHAMMED X, ou ISMAEL III (1).

An de l'hég. 858 (1454). Mohammed ben-Ismaël fut reçu dans Grenade par les personnages les plus distingués, et y fut proclamé roi solennellement, ainsi que dans les principales villes du royaume. Il écrivit à Jean, roi de Castille, pour lui témoigner sa reconnaissance, se déclara son vassal et lui envoya de riches présents. Mais ce monarque étant mort peu de temps après, Mohammed ne renouvela pas la trève et l'amitié avec Henri IV, son fils, de peur de mécontenter les Grenadins qui voyaient de mauvais œil ses liaisons avec les chrétiens. Il permit à ses capitaines de faire des incursions dans les états du nouveau roi de Castille, et le butin qu'ils en rapportèrent fut d'autant plus considérable, que les Castillans étaient sans défiance.

Surpris et irrité de cette agression imprévue et injuste, Henri rassembla une armée de quatorze mille cavaliers et d'un grand nombre de fantassins, marcha contre Grenade, l'an 1455, et mit à feu et à sang tout le pays qu'il parcourut jusqu'à son arrivée devant cette capitale. Mohammed, n'osant pas risquer une bataille, se tint sur la défensive, et permit seulement aux plus braves de ses officiers de sortir de la ville, et d'aller défier les chrétiens en combats singuliers dont l'avantage fut toujours pour les musulmans. Le roi de Castille, voyant que ces actions particulières avaient coûté la vie à plusieurs de ses plus vaillants capitaines, défendit à ses troupes de répondre aux provocations de l'ennemi, et décampa même avec son butin.

Il revint, en 860 (1456), et comme les éclaireurs de Grenade voulurent s'opposer aux pillages commis par son avant-garde, il y eut une escarmouche qui devint presque une bataille générale, dans laquelle périt Garcilaso de la

---

teurs des *Révolutions d'Espagne* rapportent le détrônement de Mohammed IX (XII, suivant eux,) en 1450, et disent que ce prince se retira en Afrique.

(1) Chénier et Cardonne le nomment Ismaël, et le second le suppose frère de Mohammed IX, et fils de Mohammed VIII Al-Saghir. Les auteurs des Révolutions d'Espagne lui donnent aussi le nom d'Ismaël II, et disent qu'il était fils de Mohammed VII, Al-Aïsar. Conde, dans son *Mémoire sur les monnaies*, le nomme Abou-Abdallah-Ismaël. Mais son histoire étant postérieure à ce mémoire, il a eu sans doute des raisons pour préférer le nom de Mohammed ben-Ismaël.

Vega, son ami. Il s'en vengea par les plus cruels ravages, et par la prise de Ximena dont il égorgea tous les habitants.

Le roi de Grenade, pour mettre un terme aux maux que les chrétiens fesaient à ses états, demanda une trève, quoique avec beaucoup de répugnance : elle fut conclue pour un temps limité et à certaines conditions, dont la plus singulière était que la frontière du royaume de Grenade, du côté de Jaen, ne fut pas comprise dans le traité, et que les hostilités continuèrent sur ce point. Mais les Maures étant entrés dans la province de Jaen, et ayant vaincu le comte de Castañeda qu'ils amenèrent prisonnier à Grenade, la trève fut déclarée générale, et observée assez fidèlement de part et d'autre pendant trois ans.

Mohammed profita de cet instant de repos pour tâcher de réparer les malheurs de la guerre : il fit planter un grand nombre d'arbres, et relever les édifices publics et les maisons en ruines. Il se plaisait à donner des joutes et des tournois, y figurait avec avantage et montrait son adresse à manier un cheval.

Ce prince avait deux fils, Muley-Abou'l Haçan Aly et Seïd-Abdallah. L'aîné, parvenu à l'âge viril, était bon cavalier, violent et plein de courage. Brûlant de signaler sa valeur contre les chrétiens, il prit un détachement de cavalerie, et au mépris de la trève, il entra dans l'Andalousie, l'an 864 (1460), dévasta le district d'Estepa, enleva les troupeaux, massacra ou chargea de fers les habitants des campagnes; mais, attaqué par les troupes d'Ossuna, après un combat meurtrier, il fut forcé de fuir et d'abandonner son butin.

Dans l'automne de l'année 865 (1461), il fit une nouvelle incursion qui lui fut plus profitable et moins périlleuse. Mais la guerre qu'il avait rallumée devint fatale aux musulmans. L'année suivante, le duc de Medina-Sidonia leur enleva Gibraltar qui se rendit après un siége de peu de durée, tandis que don Pedro Giron, grand-maître de Calatrava, attaquait Ardjidouna qui fut réduite à capituler (1).

---

(1) Cardonne dit que Gibraltar fut pris par don Juan de Guzman, comte de Niebla, et que ce fut le marquis de Villéna qui s'empara d'Ardjidouna, ou Ardjouna. Mais comme le duc de Medina-Sidonia était aussi de la maison de Guzman, qui possède une foule de titres et de seigneuries, il est probable que ce comte de Niebla était le même personnage que le premier duc de Medina-Sidonia.

Ces pertes irréparables obligèrent le roi de Grenade à implorer la générosité du roi de Castille. Le monarque chrétien vint de Gibraltar dans les plaines de Grenade, où Mohammed le reçut avec magnificence, l'an 868 (1463): ils mangèrent ensemble sous une superbe tente, signèrent la paix et se firent des présents réciproques. Henri partit, escorté jusqu'à la frontière, par les principaux seigneurs de Grenade, dont plusieurs l'accompagnèrent même dans sa capitale, suivant une des clauses du traité, qui portait que les sujets des deux monarques voyageraient librement dans les états respectifs de l'un et de l'autre, et y trouveraient protection et sûreté. Mohammed vécut en paix jusqu'à la fin de son règne, qui fut d'environ douze ans (1). Il gouverna avec beaucoup de sagesse et de justice, et mérita l'amour de ses sujets. Il mourut, au printemps de l'année 870 (1466), dans son palais à Almérie.

19e Abou'l Haçan ALY.

An de l'hég. 870 (de J.-C. 1466). Muley Abou'l Haçan Aly succéda à son père. Ce prince brave et magnanime aimait la guerre, ses périls et ses horreurs. Son ambition et son humeur belliqueuse causèrent la perte de son royaume et la ruine de l'islamisme en Espagne. Les premières années de son règne furent paisibles; mais lorsqu'il se disposait à attaquer les chrétiens, et qu'il ne cherchait qu'une occasion de rompre avec eux, il fut retenu par la révolte de l'alcaïde de Malaga, homme puissant et courageux, qui jouissait d'une grande considération dans le royaume. Le roi de Grenade envoya aussitôt un prince de sa famille pour réduire et remplacer le rebelle; mais celui-ci, sans perdre de temps, réclama le secours du roi de Castille, Henri IV. Le monarque chrétien étant venu à Ardjidouna, l'an 874 (1469), l'alcaïde se rendit auprès de lui, se mit sous sa protection, lui offrit de riches présents en chevaux, armes, joyaux, et lui promit de se joindre à lui contre le roi de Grenade (2).

---

(1) Suivant Chénier, il y eut sous son règne plusieurs révoltes excitées par Cid Ben-Cerray (Sied ben-Seradj). Conde et Cardonne n'en font aucune mention.

(2) Cet alcaïde de Malaga était indubitablement le même que le wali de Malaga dont il sera bientôt parlé, et qui n'était autre que le prince Abdallah, frère du roi de Grenade. Le titre de wali, supérieur à celui d'alcaïde,

dit Conde, mais à la fin du mois de décembre, suivant Chénier, et marcha en hâte sur Zahara. Il arriva devant cette place, au milieu d'une nuit obscure que le vent et la pluie rendaient encore plus affreuse : malgré les timides conseils de ses vézirs, malgré les éléments conjurés contre lui, il l'attaqua avec fureur, et la prit par escalade (le 27 décembre). Quoique les habitants, surpris et effrayés, n'eussent tenté qu'une faible résistance, il en fit passer un grand nombre au fil de l'épée et réduisit le reste en esclavage. Après avoir fortifié Zahara, et y avoir laissé une bonne garnison, il retourna à Grenade. Tous les corps de l'état vinrent le féliciter sur cette conquête ; un seul homme, le cheikh Macer, ancien fakih, eut la hardiesse de lui prédire la ruine prochaine de la domination musulmane en Espagne. Mais le roi de Grenade, méprisant les avertissements du ciel, comme les présages superstitieux de ses oulémas, partit au commencement de l'année 887 (1482), pour une nouvelle expédition. Il échoua cependant contre Castellar et Olbera, et ne fut dédommagé de ce mauvais succès que par le butin.

Dans le même temps, les troupes d'Andalousie, commandées par Ruy Ponce, marquis de Cadix, surprirent la ville d'Alhama qui était le boulevard de Grenade, et profitant de la stupéfaction que leur arrivée imprévue avait produite sur les habitants, elles en firent un carnage épouvantable (1). Cette nouvelle remplit d'effroi la capitale : le peuple murmura contre son roi, et l'accusa d'avoir provoqué une guerre si désastreuse. Aly partit à la tête de plus de cinquante mille hommes pour reprendre Alhama ; mais n'ayant pu y réussir, parce qu'il avait laissé son artillerie qui aurait arrêté sa marche, il partagea son armée en plusieurs corps, afin d'intercepter les secours destinés pour la place. Après quelques combats sans succès décisifs, les forces supérieures des chrétiens l'obligèrent de retourner à Grenade. Il revint bientôt devant Alhama, et tandis que divers corps de ses éclaireurs faisaient le dégât dans l'Andalousie, il

---

(1) Les éditeurs du dernier volume de l'ouvrage de Conde, semblent avoir copié Cardonne avec ses erreurs et ses inexactitudes, pour la fin de l'histoire de Grenade. Après le récit de la prise d'Alhama, Cardonne dit : *et Zahara fut emportée d'assaut*. A la suite du même récit, on trouve chez l'historien espagnol : *ainsi fut perdue Zahara ;* et tous deux parlent d'Alhama.

pressait le siége de cette ville : mais des nouvelles fâcheuses le rappelèrent subitement à Grenade, où une conspiration s'était formée contre lui. Il s'assura secrètement de la personne de son fils Abou-Abdallah Mohammed qui en était le chef, et le fit renfermer dans la tour de Comares avec sa mère Zoraya, l'âme de ce parti.

Les Castillans se présentèrent devant Loja, une des plus fortes et des principales places du royaume de Grenade. Un vieux et brave capitaine, l'alcaïde Aly-Attar, la défendit avec tant de talent et de bonheur, qu'après avoir fait quelques sorties meurtrières contre les chrétiens, il pénétra l'épée à la main dans leur camp, les mit en pleine déroute, le 13 juillet 1482, et tua plusieurs de leurs chefs, entre autres don Ruy Tellez Giron, grand-maître de Calatrava.

Le roi de Grenade se disposait à faire une troisième tentative pour reprendre Alhama, et attendait les secours qu'il avait demandés au roi de Maroc, lorqu'une révolte terrible ajouta aux malheurs de ses sujets, en les divisant pour jamais, et fut ainsi une des causes immédiates de la chute prochaine de la domination musulmane en Espagne. Les revers d'Aly avaient indisposé contre lui une partie de la nation. La dureté de son gouvernement avait aliéné la plupart des nobles. Son fils Abou-Abdallah au contraire s'était fait beaucoup d'amis par ses manières affables. La sulthane Zoraya, craignant pour les jours de ce jeune prince, eut recours à ses femmes qui le délivrèrent de la tour où il était détenu, en le descendant avec des cordes. Il fut reçu par ses principaux partisans qui le proclamèrent roi, et firent armer pour sa défense un grand nombre d'habitants de Grenade. Cette révolution dut arriver à la fin de l'année 887 (1482).

ABOU'L HAÇAN ALY ET 20e ABOU-ABDALLAH MOHAMMED XI (1).

An de l'hég. 887 (de J.-C. 1482). Au bruit de cette sédition, le vézir et les troupes du gouverneur accoururent et livrèrent un combat sanglant aux rebelles, sans pouvoir les empêcher de s'emparer de l'Albaycin et de s'y fortifier.

(1) C'est du prénom de ce prince, *Abou-Abdallah*, que les historiens espagnols ont formé le nom corrompu de *Boabdil*, qu'ils lui donnent.

prisonnier. On le conduit à Lucena où il est traité avec les égards dus à un roi malheureux. Cette nouvelle plonge Grenade dans le deuil : l'élite de la cavalerie ayant péri, les familles les plus distinguées ont toutes à déplorer quelque perte. Mais le peuple inconstant, abandonne le parti du jeune roi vaincu et prisonnier, pour se tourner du côté de son père.

Abou'l Haçan Aly, ravi de ce changement inespéré de fortune, part de Malaga, revient à Grenade et rentre dans l'Alhamra, sans obstacles. La sulthane Zoraya envoie des ambassadeurs avec des sommes considérables au roi de Castille, pour traiter de la liberté de son fils. Celui-ci, par le conseil de sa mère, offre au monarque chrétien d'être à perpétuité son vassal, de lui payer tous les ans douze mille doubles écus d'or, de délivrer trois cents captifs chrétiens, à son choix, de marcher à ses ordres, en paix comme en guerre, et de donner son fils en otage, pour prix de sa liberté et des secours qui doivent l'aider à recouvrer les places attachées au parti de son père, Abou'l Haçan.

Ferdinand et Isabelle tinrent conseil sur cette affaire importante; quelques voix proposèrent de retenir le roi Mohammed; mais la majorité décida qu'il fallait soutenir ce prince, et affaiblir ses états, en y fomentant la discorde, afin de les conquérir plus aisément. Le roi de Grenade obtint la liberté aux conditions qu'il avait proposées. Conduit à Cordoue, et présenté à Ferdinand, il reçut un accueil honorable et affectueux de ce prince, qui, loin de souffrir qu'il lui baisât la main comme vassal, l'embrassa et l'appela son ami. Ensuite, Mohammed signa le traité honteux qui devait anéantir la puissance musulmane en Espagne.

Mohammed se rendit à Grenade, avec un corps nombreux de cavaliers chrétiens (1). Les amis de sa mère l'introduisirent dans la ville et le remirent en possession de l'Albaycin. Les trésors de cette princesse, distribués à propos à la populace, et les promesses de son fils, ramenèrent à celui-ci ses par-

---

(1) Cardonne dit qu'il se retira d'abord à Almérie, et qu'il y demeura jusqu'à ce qu'il fut obligé d'en sortir, pour échapper à la haine de son oncle et compétiteur, Abdallah, qui entreprit de l'assassiner. Ce fait nous paraît faux, et comme le récit de Cardonne, jusqu'à la prise de Grenade, quoique très-circonstancié, renferme des anachronismes et des détails obscurs, invraisemblables et contradictoires, nous avons donné la préférence à celui de Conde.

tisans qu'avaient indisposés son alliance avec les chrétiens. Le vieux roi, informé de cette révolution, et se rappelant que les astrologues lui avaient prédit qu'il serait détrôné par son fils, ordonna d'attaquer les rebelles et d'assiéger l'Albaycin. Ses troupes d'abord repoussèrent aisément une multitude indisciplinée; cependant le combat devint plus opiniâtre dans les rues adjacentes au palais, et le carnage ne cessa qu'à la nuit. Il devait recommencer le lendemain; mais Aly ayant témoigné ses regrets sur la mort de tant de braves gens, le fakih Macer profita de ses dispositions pour lui faire approuver un moyen de conciliation. Au moment où les deux partis allaient en venir aux mains, Macer s'avance, élève la voix et leur représente avec force les maux que leurs cruelles dissensions causent à la patrie et à la religion; combien ils sont insensés de vendre leur sang à deux princes sans courage, sans vertus, sans honneur, sans qualités royales, et dont l'un, mauvais fils et mauvais musulman, avait avili le trône, en se rendant vassal et tributaire; que l'état a besoin d'un souverain capable de le gouverner et de le défendre, et que le seul qui puisse convenir dans ces circonstances critiques, c'est le prince Abdallah, wali de Malaga, la terreur des frontières chrétiennes. Aussitôt des cris prolongés s'élèvent de tous côtés, et proclament ce prince, souverain de Grenade. Abdallah, informé déjà de la résolution de son frère, se rendit aux vœux exprimés par les députés, qui allèrent l'inviter, au nom des deux partis, à prendre possession d'un trône dont son neveu s'était rendu indigne, et auquel son frère renonçait à cause de son âge. Il partit de Malaga, avec Redwan Benegas, auquel il destinait le gouvernement de Grenade, tailla en pièces un détachement de chrétiens qu'il rencontra sur sa route, et fut reçu en triomphe dans la capitale. Il alla s'installer dans l'Alhamra où il embrassa son frère, qui prit aussitôt le chemin d'Illora, avec ses trésors, son harem et ses fils Yahia et Al-Nayar (1). Abou'l Haçan Aly, après avoir occupé le

(1) Les historiens espagnols accusent à tort le roi Abou'l Haçan Aly d'avoir commis des cruautés et surtout d'avoir immolé les fils qu'il avait eus de sa première femme, à l'ambition de la seconde. On n'en voit pas un mot dans Conde; mais cet auteur paraît s'être mépris sur les noms des deux fils puînés d'Abou'l Haçan, ou les avoir confondus avec d'autres princes contemporains de la famille royale. Il cite un Seid Yahia al-Nayar comme beau-père du roi, Mohammed X ben-Ismael, et proba-

Ceux-ci ayant reçu des renforts, recommencèrent le combat le lendemain; et la populace, avide de nouveautés, s'étant jointe à eux, les partisans d'Aly furent battus et chassés de tous les postes qu'ils occupaient en son nom. Mais les secours que ce prince reçut de son parent Selim, wali d'Almérie, l'aidèrent à se rendre maître de l'Alhamra, à l'exception d'une seule tour. On donna au roi Aly le surnom de *Cheikh* (1), soit par honneur, soit par mépris, et on distingua son fils Mohammed XI, par le surnom de *Saghir*, (le petit). Malgré l'avantage qu'avait obtenu le vieux roi, il succomba toujours dans sa lutte contre ses nombreux adversaires. Quelques hommes sages et amis de la paix firent de vains efforts pour désarmer le peuple et ramener à la concorde les deux partis, occupés chaque jour à s'entre-détruire. Enfin les deux rois, renfermés l'un dans l'Alhamra, l'autre dans l'Albaycin, suspendirent les horreurs de la guerre civile, non pour négocier un raccommodement proposé par les oulémas, mais parce qu'ils étaient fatigués de carnage. Aly profita de ce court intervalle de paix pour voler au secours de Loja que les chrétiens assiégeaient. Il les attaqua et les vainquit; et l'alcaïde Aly-Attar, étant sorti en même temps de la place, tomba sur les derrières de l'ennemi et compléta sa déroute. Le vieux roi se présenta encore devant Alhama; mais la voyant dans un état respectable de défense, il partit avec son camp volant, et alla prendre la ville de Cañete qu'il brûla et rasa, après en avoir égorgé et fait prisonniers tous les habitants. Pendant son absence, l'Alhamra était tombé au pouvoir de son fils qui, maître absolu de la capitale, croyait l'être de tout le royaume. Abou'l Haçan Aly, ne pouvant donc plus retourner à Grenade, se retira à Malaga, par le conseil de son frère Abdallah qui en était encore gouverneur. Les villes de Guadix et de Baça lui demeurèrent également fidèles.

L'an 888 (1483), trois armées castillanes, commandées par le grand-maître de Saint-Jacques, le marquis de Cadix, et le comte de Cifuentes, entrent dans la province de Malaga, brûlent les moissons, et arrachent les arbres et les vignes, jusqu'aux portes de la ville. Abou'l Haçan Aly voulait mar-

---

(1) Ce mot arabe, qui signifie *vieillard*, *prince*, *docteur*, *chef de tribu*, se donne aussi aux supérieurs des ordres monastiques chez les musulmans. C'est dans ce dernier sens qu'on désignait le vieux roi de Grenade, comme capable seulement de diriger un couvent de derviches.

cher contre eux ; mais son frère et le prince Redwan Benegas (1) l'en ayant dissuadé, partagent leurs troupes en deux corps et sortent de la place. Abdallah atteint le grand-maître qui voulant sauver son butin et ses captifs, cherche à éviter le combat ; il l'attaque vigoureusement, le met en déroute, et le force de gagner les montagnes où Redwan taille en pièces les fuyards. Tandis qu'Abdallah triomphe aisément de la seconde colonne castillane, Redwan descend dans la plaine et complète la victoire, par la défaite du comte de Cifuentes qui lui doit la vie, et demeure son prisonnier. Cette action d'éclat anime les musulmans, mais elle produit une troisième faction. Une grande partie de la nation se déclare pour le prince Abdallah, seul capable de réparer les malheurs de cette guerre. On murmure contre l'inertie de Mohammed, et on le met au-dessous de son père qui, malgré son âge, sait encore braver les dangers. Ces propos piquent d'honneur le jeune roi ; dans l'espoir d'acquérir de la gloire, il ose tenter la conquête de Lucena. En sortant de Grenade, sa lance se rompt contre la voûte de la porte : ce fâcheux présage ne l'arrête pas ; il croit marcher à une victoire certaine. Don Diègue de Cordoue, gouverneur de Lucena, avait eu le temps de se mettre en état de défense et de demander des secours aux commandants voisins. Mohammed, après avoir dévasté tout le pays qu'il a parcouru, arrive devant la place, et menace le commandant, s'il ne la livre pas, de passer sa garnison au fil de l'épée. Don Diègue feint de vouloir capituler, et amuse jusqu'au soir son ami, Ahmed ben-Seradj, qu'il a demandé pour plénipotentiaire. Alors arrivent successivement les renforts qu'il a sollicités. L'infanterie musulmane, saisie d'une terreur panique, traverse la rivière et emmène les captifs et le butin. La cavalerie tient bon ; mais elle est forcée de céder au nombre. Le vaillant Aly-Attar, alcaïde de Loja, après avoir fait des exploits étonnants pour son grand âge, tombe mort auprès du roi. Ce prince, se voyant seul au milieu des ennemis, veut se retirer; et comme son cheval, couvert de blessures, ne peut plus le porter, il se laisse glisser au passage de la rivière, et se cache parmi les arbustes et les roseaux : poursuivi et découvert par trois chrétiens, il demande la vie et se rend

(1) Ce nom de *Benegas* ou *Ben-Egas*, est évidemment un mot altéré ; mais nous n'avons eu aucun moyen de le rectifier.

Toutes les forces des Castillans se dirigèrent alors contre Almérie. Ils prirent par capitulation Vera, Murjacra, Velad-Alahmar et quelques autres places, que la conquête de Ronda et de Malaga avait effrayées. Ils assiégeaient Taberna, lorsque le roi Abdallah étant accouru à la tête de mille cavaliers et d'une nombreuse infanterie, levée à la hâte, mais composée de braves montagnards, se porta dans les bois, d'où il inquiéta les chrétiens, les força de lever le siége de cette forteresse, leur tua beaucoup de monde, les repoussa sur leur frontière et recouvra les places perdues. Il eut le même succès à Huescar, dont la garnison ayant fait une sortie, mit en fuite les chrétiens, et en passa plusieurs au fil de l'épée, entre autres, le grand-maître de Montésa, neveu du roi de Castille. Tous ces événements arrivèrent dans l'année 894 (1488).

Ferdinand et Isabelle, persuadés que leurs succès dépendaient principalement de la désunion des deux rois de Grenade, offrirent à Mohammed XI de le défendre contre ses ennemis, à condition qu'il emploierait tous les moyens pour mettre en leur pouvoir les villes de Guadix, de Baça et d'Almérie qui appartenaient à son oncle Abdallah et à son cousin Sélim. Flatté de l'espoir qu'il vivrait alors en paix et dans l'opulence, sous la protection du roi de Castille, son suzerain, le lâche Mohammed signa ce nouveau traité, sans prévoir que ses perfides alliés ne feignaient de le soutenir qu'afin de le dépouiller plus aisément. Il y fut déterminé par la crainte d'être forcé de céder Grenade à son oncle, qui, depuis ses dernières victoires, lui semblait plus redoutable; mais comme il n'appréhendait pas moins d'être détrôné et massacré par ses sujets, s'ils avaient connaissance de ce honteux traité, il ne mit dans son secret que sa mère et son vézir, Mousa ben-Almelik.

Au printemps de l'année 895 (1489), Abdallah al-Zagal, informé que le roi de Castille avait rassemblé plus de soixante mille hommes du côté de Jaen, et prévoyant que cet armement était destiné contre Baça, chargea son cousin Yahia de la défense de cette forterese. Yahia qui venait de prendre possession du gouvernement d'Almérie, après la mort de son père Sélim, partit aussitôt, à la tête de dix mille hommes déterminés, et alla se renfermer dans Baça. Il y fut bientôt assiégé par les chrétiens qui s'étaient déjà rendus maîtres des places voisines. Les musulmans résistèrent avec intrépidité à toutes les attaques de l'ennemi, les repoussèrent souvent avec succès, et firent plusieurs brillantes

sorties. Mais Ferdinand s'étant acharné à la prise de Baça, fit creuser autour de son camp et devant toutes les issues de la ville, un profond retranchement défendu par des tours, de distance en distance. Après six ou sept mois de combats continuels, Yahia écrivit au roi Abdallah que, s'il n'était pas secouru, il serait forcé de se rendre. Abdallah n'ayant aucun moyen de prolonger la belle défense de Baça et de la sauver, autorisa son cousin à agir suivant les circonstances. Yahia députa donc le cheikh Haçan, gouverneur de la ville, au camp des chrétiens, pour traiter de la capitulation qui fut signée le 4 décembre 1489 (1). Les habitants conservèrent leur liberté, la jouissance de leurs biens et l'exercice de leur religion. Seid Yahia et ses principaux capitaines se rendirent auprès des rois de Castille qui les reçurent avec toutes les distinctions dues à la naissance et à la valeur. Gagné par leurs caresses et par leur accueil paternel, le prince musulman jura de ne jamais porter les armes contre eux, et promit d'employer tous ses efforts pour engager le roi Abdallah son cousin à livrer volontairement Almérie et Guadix. La reine Isabelle, charmée de son amabilité, lui dit galamment qu'après avoir acquis un héros tel que lui, elle regardait la guerre de Grenade comme terminée. On prétend qu'à la persuasion de cette princesse, Yahia se fit chrétien, mais secrètement, afin de ne pas être abhorré et abandonné de son parti, jusqu'à ce que, par son adresse, il eût achevé de soumettre aux rois de Castille le royaume de Grenade. Ferdinand et Isabelle comblèrent de présents ce prince et ses fils, leur promirent de grands domaines en Castille, et dès ce moment ils cédèrent à Yahia la taa de Marchena avec ses bourgs, ses terres et ses habitants.

Yahia partit pour Guadix, représenta au roi Abdallah la décadence du royaume du Grenade, les malheurs qu'entraînerait une résistance désormais aussi inutile qu'impossible, l'exhorta à se fier à la justice et à la générosité des rois de Castille, à ne plus compter sur la fortune qui avait tourné le dos aux musulmans, et à se résigner à la volonté de Dieu qui décide du sort des rois et des empires. Abd-

(1) Conde ne donne pas la date de la reddition de Baça : nous avons adopté celle qu'indique Chénier ; et comme celui-ci ajoute que la capitulation portait que la ville serait livrée dans six jours, il se trouve d'accord avec Cardonne, qui rapporte la prise de Baça au 9 décembre.

allah, l'ayant écouté attentivement, garda un moment le silence, poussa un soupir et s'écria : *Oui, si Dieu n'avait pas décrété la chute du royaume de Grenade, mon bras et mon épée auraient suffi pour l'empêcher.* Il se rendit avec Yahia au camp de Ferdinand, dans les environs d'Almérie; il y fut reçu avec de grands honneurs et traita avec lui de la reddition de Guadix et d'Almérie, les deux plus précieux joyaux de la couronne de Grenade, ainsi que de la partie maritime des Alpujarras, qui était dans son parti. Ferdinand offrit à ce prince sa protection, son éternelle amitié, lui céda la taa d'Andaraz ou Andajar, la vallée d'Alhaurin avec tous leurs bourgs, villages et dépendances, et la moitié des salines de Maleha. Les habitants des villes livrées aux chrétiens demeurèrent libres et maîtres de leurs biens, et ne furent soumis envers le roi de Castille qu'au tribut qu'ils payaient à leur ancien souverain. Le traité ne fut publié que le jour de la remise de ces villes. Leur exemple entraîna la reddition volontaire des forteresses de Taberna, de Seron, et des grandes et inexpugnables places maritimes d'Almunecâb et de Schaloubina. Toutes ces pertes importantes eurent lieu dans les mois de moharrem et de safar 896 (de novembre 1490 à janvier 1491). Abdallah al-Zagal n'avait régné que sept ans, en concurrence avec son neveu.

ABOU-ABDALLAH MOHAMMED XI AL-SAGHIR, *seul* (1).

An de l'hég. 896 (de J.-C. 1491). Ces nouvelles produisirent la plus vive sensation dans Grenade. Le peuple mécontent et dégoûté du roi Mohammed Al-Saghir, qu'on regardait comme l'artisan des malheurs du royaume et de l'islamisme, s'attroupa tumultueusement, et l'appelant traître, lâche et ennemi de la religion, demanda, à grands cris, sa déposition et sa mort. Tandis que les cheikhs et les fakihs fesaient de vains efforts pour calmer les séditieux, en leur représentant que leurs fréquentes insurrections avaient été la première cause de la décadence de l'état,

(1) Nous avons dit que les historiens espagnols donnent à ce prince le nom de *Boabdil*, par corruption de son prénom Abou-Abdallah. Quelques-uns le nomment aussi Mohammed XIII, parce qu'ils font deux rois de Mohammed V, et qu'ils donnent à Abou-Saïd le nom de Mohammed VII.

et que la concorde et la soumission pouvaient seules prévenir sa ruine ; les chrétiens, dont le roi de Grenade avait imploré le secours, s'approchèrent de la capitale et en ravagèrent les belles campagnes. Leur invasion fit plus d'impression que les discours des fakihs sur l'esprit des Grenadins. Ils rentrèrent dans le devoir et ne s'occupèrent que de la défense commune.

Sommé par le roi de Castille de l'exécution du traité par lequel il s'était obligé de livrer sa capitale, après la reddition d'Almérie, de Guadix et de Baça, le malheureux Mohammed reconnut trop tard son imprudence et sa faiblesse. Il s'excusa de ne pouvoir tenir ses engagements, sur ce que les principaux citoyens de Grenade s'y opposaient, et pria Ferdinand de se contenter de ses dernières conquêtes.

Les habitants de Guadix, vexés par les Castillans qui voulaient les désarmer et les reléguer dans les faubourgs, s'étant révoltés, furent contraints de céder à la force. Les peuples du district d'Andaraz se soulevèrent dans le même temps contre leur seigneur, l'ex-roi Abdallah al-Zagal : il se cacha et vint trouver le roi de Castille qui lui offrit son secours pour réduire ses vassaux ; mais Abdallah jugea plus convenable d'abandonner sa malheureuse patrie. En ayant obtenu la permission du monarque chrétien, il céda à son cousin Yahia une partie de ses biens et de ses salines de Maleha, vendit au roi de Castille, moyennant cinq millions de maravédis, les ving-trois bourgs et villages qui lui appartenaient dans les districts d'Andaraz et d'Alhaurin, reçut de ce prince de grandes richesses, et s'embarqua pour l'Afrique (1).

Peu satisfait des excuses du roi de Grenade, Ferdinand lui déclara la guerre. Mohammed, persuadé que, n'ayant plus de compétiteur, tous les musulmans se joindraient à lui, envoya ses oulémas prêcher la concorde et la guerre sainte. En effet, les montagnards des Alpujarras se déclarèrent pour lui ; plusieurs villes se révoltèrent contre les chrétiens, entre autres Adra et Castil-Ferrah. Dans l'automne de 895 (1490) (2), il marcha en personne pour assiéger Schalou-

(1) Cardonne et Chénier disent que ce prince atterrit à Oran et se rendit ensuite à Tremeçen, où il fixa son séjour, et qu'il existe encore dans cette ville des familles maures qui sont, ou qui, du moins, se disent issues du sulthan d'Andalousie.

(2) Il s'est glissé à la page 158 ci-dessus, deux fautes de chiffres qui ont occasioné une erreur de chronologie répétée deux fois à la page 160.

bina, tandis qu'un autre corps de ses troupes prit Alhendin, la rasa et en égorgea la garnison. Les Castillans ne purent se venger cette année qu'en ravageant les panis et les millets; mais, l'année suivante, ils dévastèrent les champs ensemencés, brûlèrent les blés, et envoyèrent de puissants renforts à Schaloubina.

Tandis que Seïd Yahia, à la tête des musulmans ses vassaux, soumettait à la domination chrétienne, plus par ruse et persuasion, que par la force des armes, toutes les places du district de Marchena et des bords de l'Almansoura, Al-Nayar avec une flotte castillane, aidait aussi à la ruine de sa patrie, en venant réduire les insurgés d'Adra: afin de les tromper, il arbora le pavillon africain, et donna des habits musulmans à tous ses équipages. Les habitants, croyant voir arriver des secours d'Afrique, s'avancèrent sur le rivage pour les recevoir; mais, attaqués, dans ce moment, par Yahia, du côté de la terre, ils furent vaincus et forcés de se renfermer dans la ville où ils continuèrent de se défendre. Le roi de Grenade qui marchait pour les délivrer, ayant appris leur défaite, crut la ville prise, et retourna devant Schaloubina. Sa retraite, qu'ils attribuèrent à la crainte, leur ôtant tout espoir, ils se rendirent à l'approche du roi de Castille. Mohammed leva le siége de Schaloubina, sans risquer une bataille; mais avant de retourner à Grenade, il ravagea le district de Marchena, vainquit les troupes des princes Yahia et Al-Nayar (1), et signala sa haine contre ces ennemis de leur patrie, en rasant toutes leurs forteresses et en brûlant tous leurs villages.

Au printemps de l'année 896 (1491), les rois Ferdinand et Isabelle vinrent camper, avec cinquante mille hommes, dans la véga de Grenade, à deux lieues de cette ville, sur les bords de Guadaro. Cette nouvelle consterna tous les

---

Nous nous empressons de rectifier ces deux incorrections, qui ne se trouvent point dans les exemplaires in-folio et in-4°. de cet ouvrage. A la page 158, ligne 15, *au lieu de* 894, *lisez* 893; et ligne 33, *au lieu de* 895, *lisez* 894. A la page 160, lignes 21 et 22, *au lieu de* 896 (de novembre 1490 à janvier 1491), *lisez* 895 (décembre 1489 et janvier 1490); et ligne 26, *au lieu de* 896 (1491), *lisez* 895 (1490).

(1) Nous avons éludé ici une nouvelle contradiction de Conde ou de ses éditeurs. Si Yahia était père d'Al-Nayar, comme ils le disent ailleurs, ces deux princes n'étaient donc pas frères; et si l'un était oncle, l'autre cousin du roi de Grenade, ils n'étaient donc pas fils du roi Abou'l Haçan Aly, et Conde a eu tort d'accuser ceux-ci d'avoir causé la ruine de leur pays.

citoyens, même les plus braves ; tant le luxe, la mollesse, et l'exemple de leur égoïste et lâche souverain, avaient énervé leur courage et refroidi leur zèle pour la patrie et la religion. Mohammed tint conseil pour délibérer sur les mesures de défense. Le vézir de la ville, Abou'l Cacem Abd-el-Melek, présenta le tableau des approvisionnements de la capitale, avec la liste de tous les hommes en état de porter les armes ; mais il avoua que la majeure partie de la population de Grenade, factieuse, en temps de paix, n'était nullement propre pour la guerre. En vain, le vaillant Mousa ben Abou'l Gazan objecta qu'il ne fallait pas désespérer du salut de Grenade ; qu'outre ses troupes réglées et endurcies à la guerre, elle comptait vingt mille jeunes gens qui brûlaient de se mesurer contre les chrétiens. L'événement prouva que le vézir connaissait mieux l'esprit public de ses compatriotes. Le roi chargea celui-ci des levées et des approvisionnements; Mousa eut la direction de la défense et des sorties, et la garde des remparts fut confiée à Abd-el-Kerim Zegri (1). Les premiers mois de cette année, on ne ferma pas les principales portes de la ville. Chaque jour, trois mille cavaliers sortaient pour escarmoucher avec les chrétiens, et pour faciliter les convois de vivres qui venaient des Alpujarras. Le brave Mousa obtenait fréquemment des avantages contre les Castillans, qu'il allait inquiéter et provoquer sous leurs tentes. Ferdinand fit alors entourer son camp d'un mur et d'un fossé, et en forma une ville (2), manifestant ainsi

(1) Voilà bien un personnage de la famille des Zégris (ou plutôt Zeïris, issus d'une dynastie de rois de Maroc). Nous en avons cité, plus haut, quelques-uns de la famille de Ben-Seradj ; mais Conde ne dit pas un mot de l'aventure supposée de la reine, épouse du dernier roi de Grenade, ni du massacre des Abencerrages, provoqué par la haine des Zégris, leurs rivaux ; il en parle seulement, dans sa préface, comme d'un roman écrit par Gines Perez de Hita. Peyron et Swinburne ont rapporté cette anecdote dans leurs *Voyages d'Espagne*, et Florian s'est empressé de l'adopter dans son *Précis historique sur les Maures*. Il est fâcheux, sans doute, que l'on soit obligé de rejeter cet intéressant épisode qui aurait fort bien terminé l'histoire de Grenade et de la domination des Arabes en Espagne, et fait le digne pendant de la prétendue aventure de Rodrigue et de la fille du comte Julien, dont les auteurs espagnols ont formé le dénouement de l'histoire des Wisigoths; mais il est temps que la critique et la raison purgent l'histoire de toutes ces fables qui obscurcissent la vérité, et que les bons esprits fassent enfin justice de tous ces monstrueux romans historiques qui ne servent qu'à perpétuer et à multiplier les erreurs.

(2) Elle existe encore aujourd'hui sous le nom de *Santa-Fé*.

sa ferme résolution de ne lever le siége de Grenade qu'après l'avoir prise. Mousa, avec la plus grande partie des forces musulmanes, vint attaquer cette nouvelle ville. Sa cavalerie fit des merveilles; mais son infanterie ayant lâché le pied dès le premier choc, les chrétiens poursuivirent les vaincus jusqu'aux murs de Grenade, et s'emparèrent de leur artillerie, ainsi que des tours d'observation, où ils mirent garnison. Mousa rentra dans la place, bouillant de colère, et ordonna de fermer les portes du côté de la véga, se défiant des troupes qui les gardaient. Les courses et les ravages des assiégeants ayant intercepté l'arrivée des vivres, la disette se fit sentir dans Grenade. La difficulté de nourrir une immense population alarma le roi. Il convoqua son divan; malgré les efforts de Mousa, qui, seul, soutint que toutes les ressources n'étaient pas épuisées, et qu'on n'avait pas encore pris les armes du désespoir, on décida qu'il fallait traiter avec le roi de Castille.

Le vézir Abou'l-Cacem Abd el-Melek, chargé de cette négociation, alla trouver Ferdinand, et, après de longues conférences avec ses plénipotentiaires, au nombre desquels était le fameux Gonzalve de Cordoue, on signa, le 22 moharrem 897 (25 novembre 1491), un traité par lequel il fut convenu, que si, dans deux mois, le roi de Grenade n'était pas secouru par terre ou par mer, il livrerait les deux citadelles de la ville, les tours et les portes; qu'il jurerait, ainsi que ses capitaines, obéissance au roi de Castille, qui serait reconnu souverain par tous les habitants; que tous les captifs chrétiens seraient mis en liberté sans rançon; que jusqu'à la pleine exécution du traité, cinq cents otages, pris parmi les jeunes gens des premières familles, seraient remis aux chrétiens. On stipula en outre que les Alpujarras seraient laissés à Mohammed, avec des revenus suffisants pour y vivre en roi; que les musulmans conserveraient leur liberté, leurs biens, leurs armes, leurs chevaux, leurs lois, leurs coutumes, leur langue, leurs juges naturels, leurs mosquées, le libre exercice de leur religion; qu'ils seraient exempts d'impôts pendant trois ans, et qu'ensuite on n'exigerait d'eux que le tribut qu'ils payaient à leur ancien souverain.

Lorsque le vézir rapporta cette capitulation dans le divan, tous les membres fondirent en larmes. Le seul Mousa prit encore la parole; il s'efforça de ranimer leur courage et leur patriotisme, en leur dépeignant les outrages et les vexations

qu'ils auraient à endurer de la part des chrétiens, et en les exhortant à préférer une mort glorieuse à un esclavage humiliant. Jugeant à leur silence et à leur abattement que tout sentiment généreux était éteint dans leurs âmes pusillanimes, il sortit furieux de l'assemblée, alla chez lui prendre ses armes et son cheval, abandonna la ville et ne reparut plus (1). Le lâche Mohammed, incapable de cet effort de courage, se consola, en voyant qu'aucun des membres de son conseil ne montrait plus d'énergie. Le vézir et les principaux cheikhs, craignant que le peuple excité par les discours animés de Mousa et de quelques autres vaillants capitaines, ne se révoltât, dans l'intervalle qui devait s'écouler jusqu'au délai fixé par la capitulation, conseillèrent au roi de Grenade de rendre la ville avant l'expiration de ce terme, afin de prévenir de nouvelles révolutions et de plus grands malheurs. Mohammed envoya donc au roi de Castille de riches présents en chevaux de race, armes et pierreries, et lui fit savoir que puisque telle était la volonté de Dieu, il livrerait la ville et ses forteresses le lendemain (2). Ferdinand accueillit favorablement et avec joie ce message, réitéra ses promesses de protection pour le roi de Grenade, et lui garantit la cession des districts de Purchena, Versa, Dalias, Marchena, Volodin, Luchar, Andaraz, Juviles, Ferreira, Poqueira et Orgiba, avec leurs dépendances, leurs droits et leurs revenus, et des rentes considérables pour son entretien. Il lui envoya aussi des lettres de sécurité pour tous les habitants.

Cette convention eut lieu le 4 rabi 1er. 897 (5 janvier 1492) (3). Le lendemain, dès le point du jour, le roi de Grenade fit partir sa famille et ses trésors pour les Alpujarras, et sortit de sa capitale, accompagné de ses vézirs et de cinquante de ses principaux officiers, pour aller au-devant du roi de

---

(1) On peut remarquer que ce fut un Mousa qui le premier avait envoyé des troupes musulmanes pour conquérir l'Espagne sur les chrétiens, et que le dernier qui défendit avec courage les faibles restes de la puissance mahométane dans la Péninsule, se nommait aussi Mousa.

(2) Il y a ici un peu d'obscurité dans la narration de Conde. Ou le vézir différa pendant quelques semaines de communiquer au divan le traité du 25 novembre, ou il s'écoula un intervalle de plus de deux jours entre cette séance du divan et la reddition de Grenade. Pour faire disparaître l'invraisemblance qui existe dans les deux suppositions, il faudrait que le premier traité n'eût été signé que le 25 décembre.

(3) Suivant Chénier, Grenade fut livrée le 2 janvier, quatre jours avant

Castille : lorsqu'il l'eut rencontré, il voulut mettre pied à terre, comme firent les gens de sa suite; mais Ferdinand s'y opposa. Les deux princes s'étant approchés l'un de l'autre à cheval, Mohammed baisa le bras droit du monarque chrétien, et lui dit humblement : *Je suis à vous, puissant roi, et, puisque Dieu le veut ainsi, je vous livre ma capitale et mon royaume, dans la confiance que vous serez clément et généreux.* En même temps il lui fit présenter les clés par son vézir. Ferdinand le consola, l'embrassa et l'assura que son amitié le dédommagerait des torts de la fortune. Mohammed ne rentra point dans Grenade : il prit le chemin des montagnes et alla rejoindre sa famille. Le vézir livra aux capitaines castillans l'Alhamra, l'Alcaçaba et l'Albaycin; mais les habitants désolés se renfermèrent dans leurs maisons, et les rues demeurèrent désertes. Lorsque les croix et les bannières chrétiennes eurent été placées sur les tours de Grenade, le comte de Tendilla, qui en fut le premier gouverneur chrétien, en prit possession, avec une partie de l'armée. Les principaux seigneurs maures vinrent le saluer, et se promenèrent dans la ville avec les capitaines castillans, comme sujets du même souverain. Ferdinand et Isabelle entrèrent dans Grenade, le même jour, 6 janvier, nommèrent pour chef des musulmans, Seid Yahia, et donnèrent à Al-Nayar le commandement de la côte. Tel fut le prix de la trahison de ces princes et des services qu'ils avaient rendus pour la ruine de leur patrie (1). Abou-Abdallah Mohammed arrivé à Padul, jeta, pour la dernière fois ses regards sur Grenade, et s'écria en pleurant : *Allah u akhbar* (Dieu est grand). La sulthane sa mère, qui avait tout sacrifié pour le placer sur le trône, lui dit : *Tu fais bien de pleurer comme une femme un royaume que tu n'as pas su défendre en homme et en roi.*

---

les deux mois stipulés par la première convention; mais Ferdinand et Isabelle n'y entrèrent que le 6. Cardonne a négligé entièrement les dates de ces derniers événements.

(1) Ici Conde ne désigne pas le fils par son nom : il donne encore au père le double nom de Yahia Al-Nayar, et ne nomme pas les fils d'Aboul'-Haçan. Cette confusion, ces contradictions perpétuelles nous portent à croire que le Seid Yahia et le Seid Al-Nayar qui contribuèrent tant à la chute du royaume de Grenade, n'étaient autres que les fils du roi Abou'l Haçan Aly, les demi-frères, par conséquent, d'Abou-Abdallah Mohammed, en haine duquel ils se joignirent aux chrétiens. Cardonne et Chénier ne font aucune mention de ces deux traîtres.

Ce prince fut le dernier de la dynastie des Nasérides, qui avaient possédé le royaume de Grenade deux cent soixante-deux ans, et porté le titre de roi, six ans de plus. Abou-Abdallah Mohammed avait régné environ neuf ans, tant seul qu'en concurrence avec son père et son oncle. En lui finit aussi la domination musulmane, après avoir duré près de huit cent cinq années lunaires (près de sept cent quatre-vingt-un ans, suivant notre calendrier), et fourni à l'Espagne un très-grand nombre de princes distingués par leurs vertus, leurs talents, et leur amour pour les sciences, les lettres et les arts.

Le roi déchu ne pouvait sans douleur supporter la condition privée où la fortune l'avait réduit; son vézir, sans son aveu et à son insu, vendit au roi de Castille le taa de Purchena, pour la somme de 80,000 ducats d'or qu'il compta à son maître, en lui conseillant d'abandonner une terre dont le séjour ne pouvait qu'éterniser et aggraver ses chagrins. Mohammed s'embarqua donc pour l'Afrique, l'an 898 (1493); et ce malheureux, qui n'avait pas eu le courage de mourir en défendant ses sujets et sa couronne, périt peu de temps après sur le champ de bataille, pour la cause du roi de Fez, Muley Ahmed, son parent, en combattant contre les chérifs, sur les bords de Guad-al-Aswad.

Les Arabes ou Maures, persécutés par les chrétiens, au mépris des capitulations, dès l'année 1498, supportèrent impatiemment le joug. Poussés enfin à bout par l'intolérance tyrannique de Philippe II, ils se révoltèrent l'an 977 de l'hégire (1569 de J.-C.). Ils élurent pour roi ou chef, Mohammed ben-Ommeyah, qu'ils étranglèrent quelque temps après, et le remplacèrent par Muley Abdallah, dont la mort tragique mit fin à la rébellion, au commencement de 1571. Ils ne furent entièrement chassés de l'Espagne que sous le règne de Philippe III, en 1610. Plus de 150,000 d'entre eux passèrent en France, où ils furent traités avec beaucoup d'égards et d'humanité, conformément à un édit de Henri IV, en date du 22 février. Quelques-uns s'établirent en Languedoc et en Provence, et se firent chrétiens; mais la plupart s'embarquèrent dans les ports de France, pour gagner l'Afrique et les états othomans.

FIN DE LA CHRONOLOGIE HISTORIQUE DES MAURES D'ESPAGNE.

ESPAGNE.

SUITE DE LA CHRONOLOGIE HISTORIQUE DES ROIS D'ESPAGNE.

Après avoir rempli une lacune importante de l'histoire d'Espagne sous le moyen âge, en donnant la chronologie historique des Maures, pendant toute la durée de leur domination ou de leur établissement en Espagne, chronologie que les Bénédictins, faute de matériaux, n'avaient fait connaître que d'une manière superficielle et fort incomplète : nous allons reprendre celle des rois d'Espagne, depuis la mort de Ferdinand VI, quoique ces savants religieux aient donné quelques fragments du règne de son successeur.

CHARLES III.

1759. Charles III, l'aîné des fils de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse, sa seconde femme, né le 20 janvier 1716, duc de Parme et de Plaisance, en 1731, et roi des Deux-Siciles en 1735, est proclamé roi d'Espagne, à Madrid, le 11 septembre 1759, après son frère, Ferdinand VI, mort le 10 août. Le deuil est suspendu pendant trois jours, à l'occasion des réjouissances célébrées en cette occasion, et tous les corps de l'état sont admis à complimenter la reine-mère, et l'infant don Louis, son troisième fils, sur ce double événement.

Charles, après avoir fait constater juridiquement l'imbécillité du prince royal don Philippe, son fils aîné, laisse le royaume des Deux-Siciles à Ferdinand IV, son troisième fils ; quitte Naples, le 6 octobre, accompagné de l'infant Charles-Antoine, et de ses autres enfants ; débarque, le 17, à Barcelonne ; en part le 22, et arrive à Madrid, le 9 décembre, avec la reine et la famille royale.

1760. Les premiers actes du nouveau roi sont des actes de bienfaisance et de justice. Il rend à la ville de Barcelonne

les priviléges dont elle avait été dépouillée par Philippe V. Il fait remise à ses sujets de toutes les impositions dues jusqu'à la fin de 1748 (environ 60 millions de réaux). Il publie une amnistie pleine et entière en faveur des déserteurs espagnols, ne les oblige point à rejoindre leurs drapeaux, et ne leur impose d'autre condition que celle d'embrasser une profession utile, en rentrant dans leur patrie.

Ferdinand VI avait laissé dans le trésor plus de 160 millions de francs. Charles, voulant réparer un oubli de son frère, rend un décret et assigne des fonds pour l'acquittement des dettes contractées par la couronne, sous le règne de son père. Il ordonne même que les dettes testamentaires des cinq monarques autrichiens, ses prédécesseurs, soient remboursées par le trésor royal; il prescrit la quotité annuelle de ces remboursements et les formalités que les intéressés doivent remplir, pour faire constater la légitimité de leurs créances (1). Depuis plusieurs années, les provinces d'Andalousie, d'Estramadure, de Tolède, de la Manche et de Murcie étaient redevables au trésor royal des avances qui leur avaient été faites en argent et en grains, à la suite d'une disette; le roi leur fait remise de la somme entière, qui montait à plus de trois millions et demi de réaux.

Charles s'occupe ensuite à faire respecter le pavillon espagnol, à prévenir la contrebande, tant en Espagne qu'en Amérique, et à augmenter les forces de la monarchie sur terre et sur mer. Il donne également ses soins à l'embellissement et à la salubrité de la capitale, en ordonnant qu'on aligne ses rues et qu'on facilite l'écoulement de ses eaux.

Ce prince rappelle de son exil, le marquis de la Ensenada (2), sage et vertueux ministre de Ferdinand VI, et lui permet de reparaître à la cour, sans lui rendre néanmoins ses fonctions. Plus heureux, le comte d'Aranda, qui s'était démis de tous ses emplois militaires, quelques années auparavant, est réintégré dans son grade de lieutenant-gé-

---

(1) Ce remboursement partiel fut continué jusqu'en 1768, et monta à quarante pour cent, environ. Les dépenses courantes empêchèrent de le compléter.

(2) C'est lui qui avait commencé le système d'amélioration et d'économie dans l'administration. L'Espagne doit à ce ministre le premier arsenal de sa marine royale, le Ferrol, qui, en 1751, n'était encore qu'un village. Victime d'une intrigue, sous le règne du prince qu'il avait servi avec zèle, et dont il avait rempli les coffres, il ne survécut que deux ans à son rappel, et mourut en 1762.

néral, suivant son rang d'ancienneté, est nommé bientôt à l'ambassade de Dresde, et parvient depuis au plus haut degré d'élévation.

Le marquis de Squilaci, Italien d'origine, secrétaire d'état au département des finances, voulant mettre sur un meilleur pied la perception et l'emploi des revenus du royaume, réforme un grand nombre de commis, et supprime plusieurs pensions accordées par le feu roi; ces mesures font murmurer contre son administration. Charles III exempte les grains de tous droits à leur entrée dans les ports d'Espagne. Il confirme l'article VIII du concordat passé, en 1737, avec la cour de Rome, et rend une déclaration, par laquelle il soumet aux impôts ordinaires tous les biens acquis depuis cette année par le clergé espagnol, et défend aux moines de faire à l'avenir de nouvelles acquisitions.

Le 27 septembre, meurt, dans sa trente-sixième année, la reine Marie-Amélie, fille de Frédéric-Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne. Charles III l'avait épousée le 9 mai 1738. La cour d'Espagne ne permettait l'exportation de ses bêtes à laine que par grâce spéciale; la feue reine l'avait demandée pour son père; et, après sa mort, le roi envoie à l'électeur de Saxe quatre cents mérinos choisis.

Par une ordonnance du 17 novembre, Charles III défend, sous des peines très-rigoureuses, l'introduction et l'usage du tabac râpé, comme préjudiciable au produit des impôts établis sur le tabac à fumer et le tabac en poudre de Cuba, les seuls que le gouvernement fît débiter en Espagne.

1761. Des vols, des meurtres fréquents ayant été commis de nuit à Madrid, le roi prohibe toutes sortes d'armes cachées et défend à tous les domestiques à livrée de porter l'épée, sous peine de punition corporelle. Afin d'assurer encore plus la tranquillité dans cette capitale, on y établit une milice bourgeoise, et on ordonne aux habitants de ne marcher la nuit qu'avec de la lumière.

Charles, à l'exemple du feu roi son frère, et par considération pour la reine saxonne (1), avait gardé une exacte neutralité entre l'Angleterre et la France, malgré les sollicitations de la reine-mère, qui était dans les intérêts de cette dernière puissance; il se détermina seulement à envoyer offrir à la cour de Londres, par le comte de Fuentes, sa

(1) Les Espagnols ont coutume de désigner leurs reines par le nom de la nation chez laquelle elles ont pris naissance.

médiation, qui fut refusée. Malgré ses dispositions pacifiques, il prit des mesures pour être prêt en cas de guerre. Il ordonna un armement considérable à Carthagène, sous prétexte de châtier l'insolence des Algériens, mais plutôt afin de se mettre en état de défense contre les Anglais.

Les quatre souverains de la maison de Bourbon, qui régnaient alors en Europe, n'étaient unis que par les liens du sang et de l'amitié. Le duc de Choiseul imagina le pacte de famille pour resserrer leurs nœuds. Ce traité, signé à Versailles, le 15 août, par le comte de Grimaldi, ambassadeur d'Espagne, donna l'alarme à l'Angleterre, qui, voyant d'ailleurs Charles III occupé, depuis son avénement au trône, à mettre sa marine sur un pied respectable, chargea le comte de Bristol, son ambassadeur à Madrid, de demander au ministère espagnol le but de cet armement. Les explications peu satisfaisantes du général don Ricardo Wall, ministre des affaires étrangères, son refus de communiquer à l'ambassadeur le dernier traité conclu entre les cours de Versailles et de Madrid, ou du moins les articles qui pouvaient regarder l'Angleterre, les renforts que Charles III envoyait en Amérique, et la réponse catégorique de son ministre à la dernière note du comte de Bristol, déterminèrent celui-ci à quitter Madrid le 17 décembre. Le comte de Fuentes partit aussi de Londres, après avoir envoyé au ministère anglais une note, où il disait que l'Angleterre aurait obtenu les explications qu'elle désirait, si elle les eût demandées avec moins de hauteur et d'inflexibilité. Le 10, le roi d'Espagne avait expédié des ordres pour faire arrêter tous les vaisseaux anglais qui se trouveraient dans ses ports.

La même année, Charles III établit à Madrid un mont-de-piété, dont les produits sont affectés à payer aux veuves des militaires, des pensions proportionnées au grade de leurs maris. Les fonds de ce mont-de-piété sont composés d'une ancienne dotation, des successions de tous les particuliers morts sans héritiers, du produit des confiscations et des vacances des bénéfices, et de certaines retenues sur les appointements de tous les officiers de l'armée. Cette institution, digne de servir de modèle, encourage les mariages des militaires et assure la subsistance de leurs veuves, sans qu'elles aient besoin de crédit ni de protection.

1762. Le 4 janvier, l'Angleterre déclare la guerre à l'Espagne, par un manifeste signé le 2. Charles répond, le 16, par une contre-déclaration.

Le roi de Portugal ayant refusé d'entrer dans une alliance offensive et défensive qui lui avait été proposée le 6 mars, par la France et l'Espagne, contre l'Angleterre, son ancienne alliée, les ambassadeurs de ces deux puissances quittent Lisbonne le 27 avril : ses états deviennent le théâtre des premières hostilités. Les Espagnols, commandés par le marquis de Sarria, général octogénaire, y entrent au commencement de mai, par Terra de Campos, et assiégent Miranda. Le feu ayant fait sauter en l'air le magasin à poudre de la place, elle se rend le 9 du même mois. Le 15, les Espagnols s'emparent de Bragance sans coup férir. Ils prennent Moncorvo avec aussi peu de résistance, et restent maîtres de la plus grande partie de la navigation du Douero. Dans le même temps, le brigadier O'Reilly, après une marche de quatorze lieues, débusque des hauteurs les Portugais, qui lui fermaient les approches de Chaves, et entre, le 2 juin, dans cette place qu'il trouve sans garnison et sans habitants. Ces conquêtes faciles mettent au pouvoir des Espagnols la province entière de Tra-los-Montes, et leur ouvrent le chemin d'Oporto, où les Anglais avaient de riches magasins. Quelques officiers anglais raniment le courage des Portugais, en éveillant leur haine invétérée contre les Espagnols, et en les aidant à repousser ceux-ci qui tentaient de passer le Douero. Malgré cet échec, une division de l'armée espagnole envahit la province de Beira, où elle est jointe par la plus grande partie des troupes qui ont soumis celle de Tra-los-Montes.

Le roi de Portugal signe, le 18 mai, sa déclaration de guerre contre l'Espagne, et la fait publier le 23. Le roi de France déclare la guerre au Portugal, le 20 juin, et le roi d'Espagne, le 25. Un corps de troupes françaises, sous les ordres du prince de Beauvau, vient se joindre le 29 à l'armée espagnole dans les environs d'Almeyda : cette place, la plus forte des frontières du Portugal, est assiégée, et capitule honorablement, le 25 août, après dix jours de tranchée ouverte. Les alliés marchent alors au sud, vers le Tage, en se dirigeant sur Lisbonne, sous le commandement du comte d'Aranda, qui avait remplacé le vieux marquis de Sarria. Le 15 septembre, ils forcent Peñamacor de se rendre ; mais le gouverneur et son état-major sont seuls faits prisonniers, la garnison s'étant sauvée pendant la capitulation. L'armée, réunie à Peñamacor, est renforcée par le lieutenant-général don Carlos de la Riva Aguero, qui s'était emparé de Salva-

tierra et de Segoura, où il avait laissé une partie de ses troupes, et elle vient camper le 26, à Castel-Branco. Une petite armée d'Anglais et de Portugais, trop faible pour hasarder une bataille, se borne à disputer les passages, à enlever des convois, à surprendre des détachements, et à retarder ainsi l'exécution du plan des Espagnols.

Le comte de la Lippe-Bückebourg, envoyé par la cour de Londres pour commander l'armée portugaise, arrive à Lisbonne, avec huit mille Anglais, au moment où un troisième corps d'Espagnols allait entrer, par l'Estramadure, dans l'Alentejo, où leur cavalerie aurait agi plus librement que dans le Beira. Ils avaient formé des magasins à Valence d'Alcantara. Cette ville est surprise par le général anglais Burgoyne, qui taille en pièces et fait prisonnier tout ce qui ose résister. Au nombre de ces derniers se trouve le général qui devait commander l'expédition. Le lieutenant-général don Fr. Cagigal reprend Valence, y fait réitérer le serment de fidélité aux habitants, et met la place à couvert d'une nouvelle surprise. La division espagnole, qui occupait Castel-Branco, et qui avait pris plusieurs places importantes, ayant attaqué en queue les alliés, au passage de la rivière Alvito, est repoussée avec une perte considérable. Cependant elle n'avait que le Tage à traverser, pour prendre ses quartiers dans l'Alentejo; mais la défaite d'un corps de cavalerie, par le colonel Lee, près de Villa-Velha (1), la perte de ses magasins et d'autres échecs que les Espagnols reçoivent dans cette campagne, déconcertent leurs projets contre le Portugal. Les pluies, l'approche de l'hiver, le manque de fourrage et de places où ils puissent se maintenir, les obligent de se retirer.

En Amérique, une flotte anglaise considérable, sous les

---

(1) Ce fut dans cette occasion que débuta au service de l'Espagne, le duc de Crillon, l'un des officiers-généraux les plus appréciés par le maréchal de Saxe. Offensé de n'avoir pas obtenu le commandement du corps auxiliaire de troupes françaises, que le duc de Choiseul lui avait fait espérer, il venait de quitter le service de la France, en conservant son rang de lieutenant-général. A la tête d'un détachement espagnol, il partit de nuit, du camp de Castel-Branco, dont le comte d'Aranda lui avait laissé le commandement, délivra le général Alvarao qui, forcé de se renfermer dans le château de Villa-Velha, avec les débris de ses troupes, était à la veille de se rendre prisonnier; reprit les canons que l'ennemi avait encloués, et l'empêcha, par sa bonne contenance, de passer le Tage.

ne servait qu'à cacher la misère, la paresse et la malpropreté : car, malgré l'impunité que ce costume semblait assurer aux voleurs et aux assassins, les crimes n'étaient pas plus fréquents dans les villes d'Espagne que dans les autres états de l'Europe. Il est vrai néanmoins qu'à l'abri de ce déguisement, le mécontentement du peuple et sa haine contre le marquis de Squilaci s'exhalaient en propos séditieux. Ce ministre craignit que les choses n'allassent plus loin. A sa persuasion, Charles III rendit, au commencement de l'année 1766, une ordonnance qui défendait une manière de s'affubler si propre à favoriser les malveillants et les perturbateurs. Par une autre ordonnance de la même année, dictée par le même motif, le roi fit éclairer sa capitale par cinq mille lanternes. Des soldats, chargés de l'exécution de la première ordonnance, s'en acquittent avec une rigueur déplacée. La fermentation augmente, et la populace se soulève. Le 23 mars, une troupe de mutins paraît dans Madrid avec des chapeaux détroussés et des manteaux longs, repousse la garde qui voulait l'arrêter, casse toutes les lanternes, et commet d'autres actions de sédition, qu'elle recommence le lendemain. Le 25 du même mois, le roi prend le parti de se retirer, avec la famille royale, au château d'Aranjuez. A cette nouvelle, l'insurrection devient plus violente. Les compagnies de gardes wallonnes, qui étaient de service au palais, font seules leur devoir ; elles sont massacrées par la populace : mais elles laissent au roi le temps de se sauver à Aranjuez ; où de nouvelles troupes viennent se ranger autour de lui. Dans ce moment de crise, le comte d'Aranda, alors capitaine-général du royaume de Valence, est appelé à la présidence du conseil de Castille. La réunion de cette place à celle de capitaine-général de Castille, lui donne une autorité très-étendue qu'il déploie avec énergie. Les mutins, se croyant les plus forts, élèvent des prétentions et exigent des conditions. On est obligé de négocier avec eux. Enfin la sédition s'apaise, le 26, sur la promesse que donne le roi de revenir dans sa capitale, lorsque l'ordre et la tranquillité y seront rétablis. L'autorité reprend sa force ; les grands chapeaux disparaissent pour toujours ; les manteaux reviennent peu à peu, mais avec des formes moins amples ; et l'expulsion du ministre favori de Charles III (marquis de Squilaci) satisfait également la multitude et la noblesse, auxquelles cet ancien directeur des douanes de Naples s'était rendu odieux par son orgueil et ses dilapidations, par les droits et les impôts de

toute espèce qu'il avait établis, et par la multiplicité et la dureté des moyens mis en usage dans la perception.

Le 17 avril, la populace se mutine à Saragoce; la maison de l'intendant et celles de trois ou quatre particuliers sont insultées. Cette émeute est terminée par le châtiment des principaux chefs, dont huit sont pendus, quelques-uns fouettés et les autres envoyés aux galères. A Barcelonne, le même mois, on est menacé, par des placards, d'une révolte qui devait éclater le 20, si l'on ne baissait pas le prix de certaines denrées. La vigilance du marquis de la Mina, capitaine-général de la Catalogne, secondée par le zèle de tous les ordres de la ville, prévient les effets de cette menace.

Le 11 juillet, la reine-mère, Elisabeth Farnèse, meurt au château d'Aranjuez, dans la soixante-quatorzième année de son âge. Elle est inhumée à côté de Philippe V, son époux, dans la collégiale de St.-Ildefonse. Cette princesse ambitieuse, d'un caractère ferme et ardent, mais douée de qualités peu communes, avait abusé de son ascendant sur son époux, pour l'entraîner dans des entreprises funestes à l'Espagne. Retirée, pendant toute la durée du règne de Ferdinand VI, son beau-fils, dans la solitude de Rio-Frio, qu'elle avait fait bâtir, elle en était sortie à l'avénement de Charles III; mais en acquérant alors plus de considération, elle n'avait pu obtenir sur ce prince pacifique toute l'influence qu'elle avait espérée.

1767. Le 25 janvier, mourut, à Barcelonne, le marquis de la Mina, vice-roi de la Catalogne, qu'il gouvernait depuis long-temps avec l'autorité d'un souverain et la bonté d'un père. Cette province lui doit ses premières manufactures, l'accroissement de son commerce et l'embellissement de sa capitale; on peut le regarder comme le fondateur de la nouvelle ville de Barcelonnette, dans l'église de laquelle il a voulu être enterré.

Depuis le pacte de famille, moins avantageux à la branche d'Espagne qu'à celle de France, la cour de Madrid suivait l'impulsion de celle de Versailles. Les jésuites s'étaient considérablement multipliés en Espagne et y jouissaient d'un très-grand crédit; ils y avaient presque toujours dirigé la conscience des rois, l'éducation des princes et donné quelquefois des ministres à l'état. Malgré la crainte qu'inspiraient leur puissance, leurs richesses et leur ambition, nul des grands ne s'était encore déclaré hautement leur ennemi, sous le règne de Charles III, et rien ne leur fesait appré-

hender l'orage qui avait renversé leur institut en Portugal et en France. Mais plus leur influence était grande, plus le roi et le comte d'Aranda, son premier ministre, durent mettre de secret et de promptitude dans l'exécution de leurs mesures, afin d'empêcher un soulèvement populaire. Dans la nuit du 31 mars au 1er. avril 1767, à l'heure de minuit, les six colléges des jésuites de Madrid sont environnés de troupes. On enfonce les portes; on s'assure des cloîtres; on met un factionnaire à la porte de chaque cellule; on réunit tous les pères dans la salle du réfectoire, où on leur intime l'ordre du roi pour leur déportation; on met les scellés sur tous leurs effets, à l'exception des objets strictement nécessaires, et on les fait partir immédiatement pour Carthagène. Trois jours après, de semblables mesures sont exécutées contre les jésuites, à la même heure, sur tous les points du royaume. On prend des moyens sûrs pour les empêcher de communiquer avec les colonies espagnoles, et on les embarque dans différents ports, pour l'Etat Ecclésiastique. Le ministre publie alors la pragmatique-sanction du roi, donnée au Pardo le 2 avril, pour l'expulsion des jésuites, la confiscation de leurs biens, et la défense de rétablir cette société. On leur accorde une modique pension qu'ils ne doivent toucher que dans le lieu fixé pour leur résidence, et qui sera supprimée à tous les membres, en cas d'offense contre le gouvernement, de la part d'un seul, dans ses écrits ou dans ses discours. L'ordonnance royale déclare coupables de haute-trahison, les Espagnols qui entretiendraient des relations même indirectes avec les jésuites; elle défend également de parler, d'écrire et de réclamer contre ces mesures, qui bientôt sont exécutées dans les deux Indes et qui mettent le gouvernement en possession d'immenses propriétés.

Cet édit ne réunit pas tous les suffrages du clergé; le 15 avril, l'évêque de Cuenca, dans une lettre adressée au confesseur de S. M., se plaint que l'église d'Espagne *est perdue par la persécution qu'elle éprouve, ses biens étant pillés, ses ministres outragés et ses immunités foulées aux pieds.* Charles fait au prélat, le 9 mai, une réponse pleine de force et de modération; l'évêque ayant osé, dans sa réplique du 23 de ce mois, soutenir ce qu'il avait avancé, le roi fait examiner l'affaire dans son conseil.

Tandis que Charles III bannit de ses états plus de deux mille individus, appartenant à une société qui s'était mon-

trée trop ambitieuse, il s'occupe à augmenter la population, à ranimer l'industrie et l'agriculture. Secondé par l'intendant-général de l'Andalousie (le fameux Paul Olavidé), il attire en Espagne des colonies d'Allemands, de Suisses, de Français et de Belges. Dans sa cédule royale, du 25 juin 1767, il assure de grands avantages aux étrangers qui voudront former des établissements dans les déserts de la Sierra-Moréna et de l'Andalousie, et il entre, en faveur de ces colons, dans les plus petits détails. Le même jour, il publie une autre cédule, en soixante dix-neuf articles, qui contient le code administratif et législatif des nouvelles peuplades; le soixante et dix-septième, portant qu'il n'y sera établi ni couvents de l'un ou de l'autre sexe, ni missions, ni confréries, sous quelque nom ou prétexte que ce puisse être, devient probablement l'origine de la haine des moines contre Olavidé. La jolie ville de Carolina, dans la Sierra-Moréna, et les bourgs de la Carlotta, de la Luisiana et de la Fuente Palméra, dans les environ d'Ecija, en Andalousie, fondés successivement, sont les chefs-lieux de ces colonies naissantes qui, malgré les obstacles que leur ont suscités le climat, l'intrigue, l'envie, ainsi que les préjugés politiques et religieux, n'ont pas laissé de se maintenir dans un état assez florissant.

Le conseil du roi, après une longue discussion des griefs allégués par l'évêque de Cuenca, déclare sa conduite téméraire, injuste, séditieuse, et adresse une circulaire, datée du 6 octobre, à tous les archevêques et évêques du royaume, pour leur notifier ce jugement. Le 23 du même mois, une autre circulaire du conseil engage les évêques et les supérieurs réguliers des ordres religieux, à prémunir ceux qui leur sont soumis, contre quelques prétendues prophéties et révélations fanatiques sur le retour des jésuites en Espagne.

Le pape Clément XIII s'étant opposé au débarquement de ces derniers à Civita-Vecchia et dans les autres ports de ses états, une négociation a lieu entre la cour de Madrid et la république de Gênes, qui permet que les jésuites soient déportés en Corse. Mais le gouverneur de Bastia ayant refusé de les recevoir, ils sont transportés dans les ports de Calvi, Algagliola et Ajaccio (1).

(1) La Corse ayant alors été cédée à la France par les Génois, les jé-

1768. La pragmatique - sanction de l'infant don Ferdinand, duc de Parme, neveu du roi d'Espagne, donnée au mois de janvier 1768, touchant les immunités ecclésiastiques, ayant offensé le pape Clément XIII, il fulmine le bref, *In cœnâ Domini*, qui la déclare nulle et défend de s'y conformer. Ce bref, affiché en Espagne le 30 du même mois, est supprimé par un arrêt du conseil de Castille, du 14 mars suivant, que Charles III adresse à tous les corrégidors de son royaume.

Depuis la cession de la Louisiane, par la cour de France, à celle de Madrid, les habitants de cette colonie avaient montré la plus grande répugnance pour la domination espagnole; en vain ils avaient envoyé des députés à Versailles, pour réclamer contre cette cession, et pour exprimer leur désir formel de rester français. En 1766, M. Ulloa était venu à la Nouvelle-Orléans, chef-lieu de la colonie, sans pouvoir en prendre possession au nom du roi d'Espagne; on l'avait forcé de se rembarquer. La France s'intéresse enfin en faveur des colons; mais sa compassion tardive est sans effet. Le général irlandais O-Reilly se rend à la Havane, par ordre du gouvernement espagnol; y prend trois mille hommes qu'il embarque sur vingt-cinq bâtiments de transport, et aborde, en 1768 (1), à l'embouchure du Mississipi. Les colons courent aux armes; les uns veulent s'opposer au débarquement des Espagnols, et brûler leurs vaisseaux; les autres proposent d'abandonner la colonie et de passer sur la rive orientale du fleuve: mais le commandant français, Aubry, calme la fermentation. O-Reilly arrive sans obtacle à la Nouvelle-Orléans, prend possession de la colonie, et reçoit le serment de fidélité des habitants. Tout semble pacifié, lorsque ce général, pour se venger de la résistance d'un moment, traite les citoyens en rebelles, choisit douze victimes, parmi les plus distingués dans le militaire, la magistrature et le commerce, en fait périr six par la main d'un bourreau qu'il a exprès amené avec lui, et envoie les six autres languir dans les cachots de la Havane. La terreur se répand dans le pays; les propriétaires abandonnent leurs plantations, les négociants emportent

---

suites espagnols furent embarqués pour le continent de l'Italie, et le pape leur assigna Bologne pour leur résidence.

(1) Et non pas le 14 juillet 1769, comme le dit Chantreau dans ses *Lettres de Barcelonne*, ni même le 14 juillet 1768; car les journaux du mois de juin de cette année rendent compte de cet événement.

leur industrie et leurs capitaux, et la prospérité de la colonie est retardée.

En juillet 1768, Charles III publie une ordonnance interprétative de celle qu'il avait rendue le 18 janvier 1762, touchant la forme à observer relativement aux édits de l'inquisition et à l'exécution des bulles concernant le saint-office. La même année, il établit à Valence une académie des beaux-arts, sous le nom de Saint-Charles.

Le gouvernement ordonne le dénombrement de la population de l'Espagne : le résultat fait connaître qu'elle contient neuf millions cent quatre-vingt mille âmes.

1769. Le 8 juin, une cédule royale supprime les fonctions de tous les directeurs particuliers des imprimeries du royaume, et ordonne aux présidents des chancelleries, aux régences de ses audiences et aux corrégidors, de tenir la main à l'exécution des lois relatives à l'imprimerie, et de ne permettre en aucune manière l'impression, la réimpression et l'introduction des livres étrangers, d'aucune bulle, d'aucun bref de la cour de Rome, ni d'aucunes lettres des généraux, provinciaux et supérieurs des ordres religieux, sans en avoir obtenu la permission du conseil du roi.

Charles profite de la paix pour fonder divers établissements utiles, tels que les sociétés d'*amis de la patrie* qui avaient pris naissance dans la Biscaye, et dont les membres s'occupaient essentiellement des progrès de l'agriculture, de l'industrie et des arts. Ce prince, malgré ses scrupules, croit pouvoir consacrer à l'encouragement de ces sociétés, une partie des biens de l'église, dont il jouissait quelque temps pendant la vacance des siéges épiscopaux. Il introduit parmi ses troupes la tactique prussienne, et s'occupe sérieusement du rétablissement de sa marine.

En 1770, une cédule royale borne la juridiction de l'inquisition aux seuls crimes de l'hérésie contumace et de l'apostasie, et défend à ce tribunal de faire subir aux Espagnols l'opprobre de la prison, à moins que leurs crimes ne soient évidemment prouvés; c'était le renfermer dans des bornes fort étroites, qu'il n'osa pas franchir tant que le comte d'Aranda fut à la tête du ministère et du conseil de Castille.

Une belle route est pratiquée de Léon à Oviedo et de là jusqu'à Gijon, pour la commodité du commerce. Jusqu'alors les chemins de la province des Asturies avaient été dans un état affreux.

Une ordonnance royale, en renouvelant la Quinta, ancienne loi sur le recrutement de l'armée, qui mettait en réquisition tous les hommes de dix-sept à trente-six ans, désigne les emplois qui exemptent du service militaire.

La France et l'Espagne ne songeaient qu'à réparer la honte de la paix désastreuse de 1763, et à se venger de l'Angleterre. La molle administration du lord Hawke leur parut une occasion favorable de recommencer la guerre. Mais Louis XV, plus ami du repos que de la gloire, déconcerta les mesures du duc de Choiseul, son ministre, et Charles III, par le conseil du marquis de Grimaldi, reprit seul les armes en 1770. Le gouverneur de Buenos-Ayres fit une descente dans l'île Falkland, une des Malouines, dans l'Amérique méridionale, et s'empara du fort Egmont, après en avoir chassé les Anglais (1). Malgré le peu d'importance de ces îles, le point d'honneur engageait à les conserver; le prince Masserano, ambassadeur d'Espagne à Londres, en réclame la possession au nom de son souverain. Cette négociation ayant donné lieu à des explications un peu vives entre les deux cours, celle de Madrid se refusa long-temps à donner la satisfaction que le cabinet de Saint-James exigeait, dans l'espoir qu'elle serait soutenue par la France. Charles III envoya des forces considérables de terre et de mer dans ses colonies, et ne négligea rien pour mettre surtout Cadix dans le meilleur état de défense.

Ces préparatifs n'arrêtaient point les travaux du canal impérial, ou canal d'Aragon, commencé par Charles-Quint, long-temps abandonné, et qui, repris cette année sur un nouveau plan, par ordre de Charles III, est encore, quoique non achevé, l'un des plus beaux et des plus utiles monuments de son règne. Une ordonnance de ce prince accorde trois titres à l'académie royale latine de Madrid : le premier, pour les membres de cette académie; le second, pour les associés honoraires; le troisième, pour les littérateurs qui aspirent à y être admis; elle défend en outre à toutes personnes non revêtues de l'un de ces trois titres, de tenir école ou de donner des leçons particulières de grammaire.

1771. Quoique l'Angleterre ne fût pas en mesure de

(1) Ces îles, découvertes par les Français au commencement du 18e siècle, avaient été cédées ensuite à l'Espagne, à qui les Anglais les avaient depuis peu enlevées.

recommencer la guerre, le roi d'Espagne, voyant que Louis XV persistait dans ses dispositions pacifiques, et avait congédié le duc de Choiseul, consentit à faire désavouer par son ambassadeur l'entreprise du gouverneur de Buenos-Ayres sur l'île Falkland, qu'il rendit aux Anglais. La bonne harmonie fut ainsi rétablie entre les deux cours. Le 10 avril de cette année, l'infant don François-Xavier, un des fils du roi, meurt de la petite-vérole à Aranjuez, âgé de quatorze ans, un mois et vingt et un jours. Son corps est transféré au château de Buen-Retiro, d'où il est porté au Panthéon de l'Escurial, pour y être enterré auprès de ses ancêtres. Plusieurs peuples sauvages qui infestaient les colonies espagnoles de la Nouvelle-Andalousie dans la Californie, sont subjugués après trois ans de guerre.

Charles rappelle, cette année, les quatre anciens ordres de chevalerie à l'esprit de leur première institution, en prescrivant de ne revêtir de la décoration de ces ordres que les hommes d'épée. Mais la naissance de l'infant Charles-Clément, que la princesse des Asturies met au monde le 19 septembre, donne occasion à ce monarque de créer un cinquième ordre de chevalerie, pour récompenser le mérite du reste de ses sujets. Cet ordre, dédié à l'Immaculée-Conception de la Vierge, est plus connu sous le nom de Charles III. Les chevaliers grand'croix, au nombre de soixante, portent en écharpe un cordon moiré bleu de ciel, liseré de blanc, au bout duquel pend une croix, de la même forme que celle du Saint-Esprit, mais sur laquelle on voit d'un côté l'image de la Conception et de l'autre le chiffre du roi. Dans les jours de cérémonie, ils sont décorés d'un long manteau bleu et blanc, et d'un collier, dont les anneaux sont formés tour à tour par les armes de Castille et celles du roi. Les simples chevaliers sont au nombre de deux cents (1).

Le comte d'Aranda fait bâtir, la même année, le bourg de Nueva-Tabarka, dans la petite île inculte et déserte de Santa-Pola, près d'Alicante. Il y établit une colonie de Génois et d'autres peuples qui, réduits en esclavage par les Tunisiens, destructeurs de leurs établissements, dans l'île de Tabarka, sur la côte d'Afrique, avaient été rachetés par les Espagnols.

1772. Charles ordonne une réforme de vingt-quatre hom-

---

(1) Le nombre des grand'croix et celui des chevaliers ont depuis été augmentés.

mes par compagnie dans l'infanterie, et de sept dans la cavalerie. Cette réforme n'a lieu que pour les troupes nationales et non pour les régiments étrangers. En creusant les fondements d'une muraille de fortification à Carthagène, on y découvre, du côté du nord-ouest, des vestiges de bâtiments antiques et des médailles romaines.

Le roi ordonne au capitaine-général du royaume de Grenade de tenir à la disposition des gouverneurs, *des présides mineurs* en Afrique, Melilla, Peñon de Velez, et Alhacémas, les troupes, les vivres et les munitions dont ils pourraient avoir besoin pour la sûreté de ces places.

Le 29 mai, Charles III publie une ordonnance relative à la refonte générale de la monnaie en Espagne. Il accorde un délai de deux années pour rapporter les anciennes espèces d'or et d'argent, et de six pour celles de cuivre. Les nouvelles pièces portent pour la première fois l'effigie du souverain. Toutes celles de même valeur sont uniformes, et doivent avoir cours dans toute l'étendue de la monarchie. Cette mesure fait disparaître les monnaies particulières à chaque province, qui, n'étant pas reçues dans les autres, mettaient des entraves continuelles au commerce.

Charles III obtient du pape Clément XIV, le 21 septembre, un bref qui réduit, à une ou deux églises, le droit d'immunité dont jouissaient toutes celles du royaume. Un exemplaire de ce bref est adressé, au mois de mars 1773, à tous les chefs des corps ecclésiastiques, civils et militaires, avec une ordonnance du roi, qui désigne dans chaque ville ou village, suivant sa population, les lieux sacrés qui pourront désormais servir d'immunité ecclésiastique aux malfaiteurs, dans les seuls cas stipulés par le concordat avec la cour de Rome.

En 1773, le gouvernement ordonne des armements considérables dans tous les ports de l'état, enrôle des matelots, fait fondre de l'artillerie de campagne, et confectionner un grand nombre de tentes. A l'occasion de quelques troubles en Catalogne, une nouvelle ordonnance modifie et adoucit celle de 1770, sur le recrutement.

Le comte d'Aranda, président du conseil de Castille, premier ministre et capitaine-général de toute la Castille, jouissait, par la cumulation de ces places, d'une autorité très-étendue qu'il avait déployée peut-être avec trop d'énergie. Il avait fait des mécontents et porté ombrage même à son souverain. On l'obligea de quitter la présidence et d'accepter

l'ambassade de France. Madrid n'oubliera point ce qu'il fit pour sa sûreté, ses embellissements et ses plaisirs. L'Espagne lui doit l'expulsion des jésuites, la connaissance réelle de sa population, la réforme des mœurs, des moines, la répression de l'abus des asiles pour les criminels, la réduction de quelques pratiques superstitieuses, telles que les *rosarios*, la défense de l'autorité temporelle contre les prétentions du saint-siége. Il aurait poussé sans doute plus loin ses réformes, s'il n'eût été contrarié par le confesseur de Charles III. Il eut pour successeur au ministère le marquis de Grimaldi; mais il ne fut pas remplacé dans la présidence du conseil de Castille.

1774. Le 7 mars, le jeune infant, don Charles-Clément, fils unique du prince des Asturies, meurt à l'âge de deux ans et demi.

Quelques difficultés s'étant élevées entre les cours de Madrid et de Lisbonne, au sujet des limites de leurs possessions dans le Nouveau-Monde, Charles III envoie des forces considérables en Amérique.

Ce prince, satisfait de la nouvelle manufacture établie dans le bourg d'Arabana près de Madrid, où l'on apprêtait toutes sortes de cuirs, et qui, la première du royaume, était parvenue à préparer des peaux de chèvre, qu'on ne trouvait pas inférieures à celles de France, lui accorde plusieurs priviléges.

La paix, conclue en 1767, entre l'Espagne et la cour de Maroc, semblait solidement assurée, lorsque Sidi Mohammed, souverain de cet empire, déclara la guerre à Charles III, par un manifeste en forme de lettre, sous la date du 19 septembre 1774. Les motifs de cette déclaration étaient que les musulmans de ses Etats et ceux d'Alger s'étaient unis de concert, pour empêcher que les chrétiens eussent des possessions sur les côtes d'Afrique, depuis Oran jusqu'à Ceuta, et pour les forcer d'évacuer les places qu'ils conservaient dans ces contrées. L'empereur de Maroc protestait néanmoins qu'en déférant à cet égard aux désirs de ses alliés et de ses sujets, il n'entendait pas rompre la paix sur mer avec l'Espagne, dont il respecterait les vaisseaux, ainsi que les terres sur le continent de l'Europe. Le 10 octobre, un secrétaire d'Etat et un général de Sidi Mohammed se présentèrent devant Ceuta, s'abouchèrent avec le gouverneur espagnol, lui remirent plusieurs esclaves et transfuges avec le paquet de leur maître pour son souverain,

et lui annoncèrent que la guerre commencerait le 12, par une décharge de mousqueterie que les Maures feraient sur la ville; ce qui fut exécuté. Le 25, le roi d'Espagne publie une réponse pleine de fermeté, de modération et de sentimens d'humanité : quoiqu'il y déclare la guerre au monarque africain, il accorde un délai de six mois aux sujets de ce prince pour quitter l'Espagne et emporter leurs biens et leurs effets, et il rend la liberté non-seulement à des Marocains pris sur des corsaires d'Alger, mais encore à tous les esclaves algériens vieux et infirmes. Il donne en même temps des ordres pour mettre en état de défense respectable les places menacées par le roi de Maroc. Le 7 ou 9 décembre, une armée musulmane, commandée par Sidi Mohammed en personne, vient assiéger Mélilla et commence aussitôt le bombardement. Mais son artillerie mal dirigée, et la vigoureuse résistance du général Sherlock qui commandait dans la place, rendent inutiles tous les efforts des assiégeants.

Cette année, Charles III fonde à Madrid un superbe édifice destiné aux séances de l'académie des beaux-arts, et à renfermer le cabinet public d'histoire naturelle.

1775. Le 9 janvier, l'escadre espagnole sous les ordres de D. François Hidalgo de Cisneros, secondée par le canon de Mélilla, fit sur les Maures qui assiégeaient cette ville, un feu si bien nourri, qu'elle brûla leurs retranchements, les obligea d'établir leur camp à une distance moins rapprochée de Mélilla, et parvint à faire entrer dans la place des secours considérables en troupes, en armes et en munitions. Le 12 février, un des fils du roi de Maroc mit le siége devant Peñon de Velez; mais il ne réussit pas mieux que son père. Sidi Mohammed, désespéré de ces mauvais succès et de la perte d'un grand nombre de ses soldats, arbora le drapeau blanc le 16 mars, et leva le siége de Mélilla. Deux jours après, ses troupes abandonnèrent aussi celui de Peñon de Velez. Les propositions de paix qu'il fit à D. Juan Sherlock, furent transmises par ce dernier à la cour de Madrid qui refusa de les écouter, avant d'avoir reçu une satisfaction complète, et des sûretés, pour garantie de ses possessions sur les côtes d'Afrique. La défense de Mélilla avait coûté à l'Espagne quatre-vingt-quatorze hommes tués et cinq cent soixante-quatorze blessés. Les armements formidables qui se continuaient dans la Péninsule, inquiétèrent long-temps le roi de Maroc, et il ne fut rassuré que lorsqu'il en apprit la destination et le peu de succès.

Le 25 avril, la princesse des Asturies met au monde l'infante Charlotte Joachime, depuis reine de Portugal.

On projète la construction d'un canal de navigation et d'arrosage dans la province de Murcie. Le roi, par une cédule du 4 juin, accorde à la compagnie chargée d'une entreprise aussi utile, les avantages les plus considérables. Le prince et la princesse des Asturies se mettent à la tête des intéressés. Charles III fait ajouter au château d'Aranjuez deux ailes, dont chacune est presque aussi vaste que le bâtiment principal, ouvrage de Philippe II, de Philippe V, et de Ferdinand VI.

Toutes les forces de terre et de mer, rassemblées sur divers points de l'Espagne, s'étant réunies dans le port de Carthagène, l'amiral D. Pedro de Castijon fut chargé du commandement de la flotte, composée d'environ quatre cents voiles, dont les sept huitièmes consistaient en bâtiments de transport. Les troupes qui devaient y être embarquées étaient au nombre de vingt-deux mille hommes environ, tant infanterie que cavalerie et artillerie, compris les équipages des vaisseaux. Elles étaient sous les ordres du comte O-Reilly qui, depuis son retour de la Nouvelle-Orléans, avait été nommé lieutenant-général, gouverneur de Madrid et inspecteur-général de l'infanterie. Le choix de cet Irlandais excita la jalousie et le mécontentement d'une grande partie des officiers espagnols, et fut une des causes primitives du mauvais succès de cette expédition.

La flotte, renforcée par quelques galères et frégates de Malte, de Naples et de Toscane, mit à la voile dans la nuit du 22 au 23 juin. Contrariée dans sa marche et dispersée par de fausses manœuvres plutôt que par les vents, elle ne fut réunie que le 30 et jeta l'ancre dans la baie d'Alger, le 1er juillet. Les Barbaresques, avertis par la lenteur de cet armement, s'étaient doutés qu'il était destiné contre eux et avaient eu le temps de se mettre en défense. Ils campaient à peu de distance du rivage et ils annoncèrent leur présence par des feux allumés sur les montagnes, et par quelques décharges de mousqueterie. Les Espagnols eurent ordre de débarquer le 3; mais la mer étant devenue orageuse, on ne fit aucune tentative jusqu'au 6. Le lendemain, huit à neuf mille hommes mis dans des chaloupes s'approchèrent du rivage sans y aborder, quoique rien ne s'opposât à leur descente. On prétendit qu'elle n'avait pas eu lieu parce qu'il n'y avait pas assez de bateaux; mais à cette cause il faut join-

dre la mésintelligence entre le général en chef et le major-général La Romana.

Le 8, les vaisseaux de guerre s'avancèrent pour battre les différents forts de la côte, à une lieue et demie à l'ouest d'Alger, et pour protéger le débarquement qui fut effectué, avec peu d'ordre, par huit mille hommes, sans que les Barbaresques, dont l'armée paraît avoir été au moins de quatre-vingt mille hommes, fissent mine de vouloir l'empêcher. A peine les Espagnols s'étaient formés en colonnes, qu'attaqués par un petit corps de musulmans, ils se mirent imprudemment à leur poursuite, sans attendre le débarquement de la seconde division, qui n'eût lieu qu'une heure après, avec encore plus de désordre. Les Africains, cachés derrière des haies et des tas de sable, tiraient presque à bout portant sur les Espagnols, et se repliaient après leur avoir tué beaucoup de monde. Le marquis de La Romana périt des premiers, à la tête de sa division. Les troupes disséminées du second débarquement tentèrent en vain de soutenir les premières; elles ne purent se maintenir dans quelques postes dont elles s'étaient emparées. Leur aile droite était cependant parvenue à disperser la cavalerie du bey de Mascara, lorsque le bey de Constantina fit avancer contre l'aile gauche un troupeau de chameaux, et détacha dans le même temps quinze mille hommes de cavalerie pour couper aux Espagnols le chemin de la mer. Ceux-ci commencèrent alors leur retraite; mais ils auraient été enfoncés et taillés en pièces, si le chef d'escadre napolitain, Acton, ayant coupé ses cables, pour s'approcher du rivage, n'eût, par un feu continuel de canons chargés à mitraille, repoussé l'ennemi avec perte, et protégé l'arrivée des Espagnols, jusqu'à un retranchement que le général O-Reilly venait de former avec des fascines et des chevaux de frise. Ils y furent à l'abri des attaques de la cavalerie, mais non pas des carabines de l'ennemi, qui portaient plus loin que leurs fusils, ni du feu d'un seul canon de très-gros calibre que les Maures avaient pointé contre la droite du camp des Espagnols. Comme ils travaillaient à établir une autre batterie qui aurait pu faire à ces derniers encore plus de mal, le général assembla un conseil de guerre, dans lequel le rembarquement fut décidé. Il s'effectua le 9 à quatre heures du matin, mais fort tumultueusement. Les Espagnols perdirent treize cents hommes sur le champ de bataille, outre un nombre bien plus considérable de blessés, dont plusieurs furent achevés par les Africains, qui leur coupèrent la tête et brûlèrent

leurs cadavres. Quinze pièces de canon, trois obus, et une grande quantité de munitions, de chevaux de frise, d'armes, etc., demeurèrent au pouvoir des musulmans, qui auraient pu détruire entièrement l'armée espagnole, si leur ignorance ne les avait pas empêchés de profiter de leurs avantages. Le 12, les bâtiments de transport et la plus grande partie de la flotte mirent à la voile pour retourner en Espagne.

La malheureuse issue d'une expédition qui avait coûté des sommes énormes, excita des imprécations universelles contre le général qui l'avait commandée. Charles III, n'osant pas lui rendre le gouvernement de Madrid, le nomma gouverneur de Cadix et capitaine-général de l'Andalousie. On projeta encore quelque temps une nouvelle entreprise contre Alger; mais on se borna enfin à laisser une forte croisière dans la Méditerranée pour en imposer aux Barbaresques, et à renforcer la garnison d'Oran et des autres présides d'Afrique.

Malgré les immenses préparatifs de guerre qui se continuaient avec activité dans tous les ports du royaume, le conseil suprême de Castille fait publier trois cédules royales datées du 21 juillet. L'une exempte du tirage au sort pour le service militaire, les maîtres teinturiers et les fileurs de soie et de laine de toutes les manufactures d'Espagne. La seconde accorde la même exemption à un clerc ou écrivain pour chacun des agents du numéro de la chambre royale de Valladolid. La dernière l'accorde aussi provisoirement à tous les ouvriers et apprentis des fabriques de bouracans à Cuenca.

On apprend de Montevideo que les Portugais ayant attaqué cette place ont été mis en fuite, et qu'un de leurs vaisseaux a été coulé à fond. On prépare un armement dont une partie doit servir à la défense de cette colonie et le reste à une expédition contre la colonie portugaise du Saint-Sacrement. Charles III fait notifier à la cour de Lisbonne son mécontentement sur l'inexécution de quelques articles des anciens traités, concernant la fixation des limites de leurs possessions réciproques dans le Paraguai, et la restitution de quelques territoires à l'Espagne, constamment refusée par le Portugal. Il fixe un délai, passé lequel il aura recours aux armes pour exiger cette satisfaction.

Le rapport du général O-Reilly ayant imputé à la téméraire bravoure du marquis de La Romana, le désastreux

le prince et la princesse des Asturies : il se réserve les trois cinquièmes des produits, et lui accorde les deux autres cinquièmes avec les mêmes droits et priviléges qu'avait obtenus la précédente compagnie (1).

Charles III, voulant faciliter l'instruction des jeunes gens destinés à la marine, et perfectionner le service des vaisseaux de guerre, augmente sa compagnie des garde-marines, et la divise en trois compagnies distinctes, une pour chaque département (2).

Don Pablo Olavidé, créateur des colonies qui avaient peuplé et défriché les déserts et les bois de cette partie de la Sierra-Moréna et de l'Andalousie, qui traverse la route de Madrid à Cadix, n'avait pu manquer de faire des mécontents et surtout des envieux. Un capucin allemand qui, en sa qualité de préfet des nouvelles missions, avait affecté une autorité illimitée et s'était trouvé en opposition avec Olavidé, devint son ennemi personnel, gagna quelques colons, ses compatriotes, et se servit d'eux pour décréditer le nouvel établissement et son chef. Les mémoires remis par eux au conseil de Castille, contenant de graves inculpations contre Olavidé, il est mandé à la cour. Le moine l'avait dénoncé au ministère et à l'inquisition, comme ayant manqué d'égards pour le culte, tenu des propos irréligieux, et possédant des livres défendus. Olavidé, instruit de ces machinations, va trouver le grand-inquisiteur et proteste de la pureté de sa croyance ; mais ses démarches, sa conduite exemplaire pendant un séjour d'un an à Madrid, ne peuvent conjurer l'orage qui le menace. Le 14 novembre, il est arrêté par un grand d'Espagne, alguazil-major de l'inquisition, et conduit dans les prisons du Saint-Office, où il reste deux ans, perdu pour sa famille et ses amis ; à Séville, à Carolina, ses papiers, ses livres, ses biens sont saisis.

Le marquis de Grimaldi qui, depuis trente années, était au service des rois d'Espagne, et qui, pendant les treize dernières, avait passé par divers ministères, ayant

---

(1) Ce canal, pompeusement annoncé, après des nivellements mal faits, puis rectifiés, a été enfin reconnu impraticable.

(2) Il avait déjà créé une école d'artillerie à Ségovie, une d'ingénieurs-constructeurs à Carthagène, une de cavalerie à Ocaña, et une de tactique à Avila, d'où le général O-Reilly, son fondateur, l'avait transférée au port Sainte-Marie, depuis qu'il gouvernait l'Andalousie.

fait des instances réitérées à Charles III, pour obtenir de résigner tous ses emplois, en raison de son âge ou de sa mauvaise santé; ce monarque accepte sa démission, le nomme ambassadeur auprès du saint-siége, et l'invite à garder le portefeuille des affaires étrangères, jusqu'à l'arrivée de son successeur, le comte de Florida-Blanca (1), qu'il doit remplacer à Rome. Grimaldi s'était surtout occupé des embellissements de l'Espagne et de sa capitale.

Les hostilités que les Portugais continuent à commettre dans le Paraguai, et l'inutilité des démarches de la cour d'Espagne pour en obtenir satisfaction, la mettent dans la nécessité de prendre les armes. Une escadre, commandée par le marquis de Casa-Tilly et composée de cent seize voiles, dont sept vaisseaux de ligne, six frégates, deux bombardes et un paquebot, portant douze mille hommes de débarquement, sous les ordres de don Pedro Cévallos, vice-roi de Rio de la Plata, part de Cadix le 13 de novembre, et cingle vers le Paraguai.

Le gouvernement fait tirer des régiments de la Couronne et d'Amérique, en garnison à Madrid, quatre-vingts sergents et caporaux, pour aller dresser et discipliner les nouvelles compagnies de créoles levées dans les colonies. En même temps, on fait rassembler deux trains complets d'artillerie de campagne, à Badajoz et à Ayamonte, près des frontières du Portugal. Les armements se continuent avec activité, tant sur terre que sur mer, dans toutes les provinces, et tous les régiments ont ordre de se tenir prêts à entrer en campagne.

1777. A la fin de février, le ministre Florida-Blanca entre en fonctions; un des premiers actes de son administration est de faire défendre par le roi, sous des peines très-sévères, les processions indécentes où des hommes, masqués et nuds jusqu'à la ceinture, se flagellaient jusqu'au sang.

La flotte espagnole, après avoir fait plusieurs prises considérables, dans sa traversée, débarqua, le 22 février, sur la plage de l'île Sainte-Catherine, au Paraguai, défendue par

---

(1) François-Antoine Moñino, né en 1730, fils d'un notaire de la province de Murcie, après s'être distingué dans la carrière du barreau, fut fiscal, c'est-à-dire procureur-général du conseil de Castille, puis envoyé à la cour de Rome, pour l'opération très-épineuse de la suppression des jésuites. L'habileté avec laquelle il traita cette affaire, lui valut le titre de comte de Florida-Blanca, et celui d'ambassadeur à la même cour.

quatre mille hommes de troupes portugaises, sans compter les compagnies auxiliaires et les habitants commandés pour les travaux. Le général Cévallos s'empara dès le lendemain, sans coup férir, du château de Punta-Gruesa, que la garnison abandonna à son approche. Cellès des châteaux de Sainte-Croix et de Ratones, n'ayant pas montré plus de résolution, les Espagnols furent maîtres, le 25, de l'île entière et des peuplades du continent qui dépendaient de sa juridiction. Les Portugais avaient passé en terre-ferme, de l'autre côté de la rivière Carabon, à sept ou huit lieues de l'île Sainte-Catherine. Ils ne tardèrent pas à capituler et furent faits prisonniers de guerre ; les officiers seuls obtinrent des bâtiments qui les transportèrent à Rio-Janeiro, sur une promesse signée d'eux, de ne point servir contre l'Espagne, jusqu'après leur échange.

Une ordonnance royale, datée du mois d'avril, réforma les sept grands colléges de Madrid et de l'Espagne. Une foule de désordres s'étaient introduits dans leur constitution, au grand préjudice de l'instruction publique. Plus unis entre eux, plus puissants que les jésuites, ils procuraient à leurs membres la plus grande partie des biens de l'église et du royaume; ils avaient une majorité assurée dans tous les conseils et les tribunaux de l'Espagne. Au lieu d'entretenir de pauvres pensionnaires, ils se partageaient leurs dîmes, leurs immenses revenus. Comme les enfants des avocats en avaient été exclus jusqu'alors, le nouveau réglement, qui les rappelait à leur institution première, se ressentit un peu de l'influence que les avocats avaient dans le gouvernement (1).

Le 3 juin, la cour de Madrid conclut avec la France un traité qui fixe les limites respectives des deux puissances, dans l'île Saint-Domingue.

Après avoir réglé l'administration civile et militaire de l'île Sainte-Catherine, don Pedro Cévallos y laissant une garnison de quatre bataillons, en était parti le 28 mars : mais sa flotte, dispersée par une tempête, ne s'était réunie que le 15 mai, à Montevidéo. Il envoya une partie de ses troupes pour renforcer le poste de Sainte-Thérèse, où s'était déjà établi don Juan de Vertiz, gouverneur de Buenos-Ayres. Il s'embarqua, le 20, avec le reste de son armée et le train d'artillerie; remonta la rivière

(1) Les ministres Florida-Blanca et Galvez avaient été avocats, ainsi que Campomanès, alors fiscal du conseil de Castille.

de la Plata, et arriva deux jours après, à une petite lieue de la ville, chef-lieu de la colonie du Saint-Sacrement. Il fit une fausse attaque, le 30, et ouvrit la tranchée pour battre la place. Le lendemain, le gouverneur, feignant d'ignorer le manifeste et la déclaration de guerre, publiée par le général espagnol, celui-ci lui en envoya copie, et le somma de rendre la colonie sous quarante-huit heures, ainsi que l'île Saint-Gabriel, avec leurs garnisons, artillerie, munitions, etc., et trois petits bâtiments qui étaient dans le port. Le 3 juin, au moment où les batteries allaient commencer le feu, le gouverneur fit proposer une capitulation qui fut rejetée par le général Cévallos : enfin il se détermina, le 4, à se rendre à discrétion. Les soldats de la garnison, au nombre de plus de mille hommes, furent envoyés prisonniers comme ceux de Sainte-Catherine, dans les villes intérieures de Buenos-Ayres, et les officiers renvoyés sur parole à Rio-Janeiro. Cette conquête valut aux Espagnols cent quarante-quatre pièces d'artillerie, huit cents barils de poudre, et une quantité prodigieuse de boulets et autres munitions.

Un différend qui s'était élevé entre le tribunal de l'inquisition et le conseil royal de Castille, ayant été terminé à l'avantage du premier, le Saint-Office fait lire dans les églises, le 22 juin, et afficher à leurs portes, la liste des livres défendus, au nombre desquels se trouve le *Traité des Délits et des Peines*, par le marquis Beccaria.

La mort du roi de Portugal, Joseph I[er]., et la disgrâce du fameux marquis de Pombal, son ministre, amenèrent des rapprochements entre les cours de Lisbonne et de Madrid, malgré les efforts de l'Angleterre qui, craignant que l'Espagne ne donnât des secours aux insurgés de l'Amérique Septentrionale, fomentait les querelles entre les deux puissances, et menaçait de soutenir le Portugal. Mais Charles III ne se laissa point intimider par ces bravades, et les hostilités continuèrent. Don Pedro Cévallos embarqua ses troupes, à la fin de juin, pour Maldonado, dans le dessein d'aller joindre, par terre, don Juan de Vertiz, et d'attaquer les Portugais, commandés par le général Bohom, soit en rase campagne, soit dans les fortifications de Rio-Grande de San-Pedro. La flotte espagnole, assaillie par une tempête, en revenant de Montevideo à l'île Sainte-Catherine, séjourna dans le port de cette île pour s'y radouber. Elle en partit le 9 juillet, et poursuivit une escadre portugaise, qui

avait débarqué environ trois mille hommes sur le continent, dans le but de reprendre Sainte-Catherine, d'empêcher qu'on y portât des vivres, et d'arrêter les courses de l'ennemi en terre-ferme. Les Espagnols abordèrent sur le rivage, malgré le feu des Portugais, les contraignirent de prendre la fuite, brûlèrent un village où un de leurs détachements s'était réfugié, et remirent aussitôt à la voile pour aller chercher l'escadre portugaise. Mais tandis qu'on se battait en Amérique, on négociait en Europe, d'où les deux cours envoyèrent des ordres respectifs pour une suspension d'armes.

Voulant témoigner sa bienveillance aux états et assemblées de ses provinces, Charles III déclare, le 9 septembre, que leurs députés seront admis aux couches des reines et des princesses, et signeront comme témoins, ainsi que les grands officiers de la couronne, les actes qui se dressent à cette occasion.

La publication de l'histoire de Charles-Quint, et de l'histoire de l'Amérique, par Robertson, avait fait beaucoup de sensation en Espagne. On avait surtout loué l'auteur d'avoir parlé avec plus de modération que personne, des cruautés commises par les conquérants espagnols dans le Nouveau-Monde. L'académie de l'Histoire de Madrid choisit don Ramon de Guevara, pour traduire en espagnol le second de ces ouvrages, et en faire un livre national. Le 27 septembre, le savant Campomanes, son président, écrit à l'illustre historien écossais, que l'académie l'a admis au nombre de ses membres, en témoignage d'estime et de reconnaissance. (1)

Ordonnance du roi qui prescrit aux archevêques et évêques de ne prendre à leur service que des personnes de leur diocèse ; qui n'accorde des bénéfices qu'aux sujets des diocèses, où il y en aura de vacants, et qui oblige tous les bénéficiers à la résidence.

Le 1er. octobre, meurt à Naples, de la petite vérole, l'infant don Philippe, fils aîné de Charles III, à l'âge de trente ans, trois mois, six jours : attendu l'état d'enfance dans lequel il avait toujours vécu, on ne chanta point à ses obsèques la messe de *requiem*, mais celle des anges.

Le même jour, un traité préliminaire de paix et de li-

---

(1) L'académie de l'Histoire est à Madrid ce qu'est en France l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

mites, entre l'Espagne et le Portugal, est conclu à Saint-Ildefonse. La reine douairière de Portugal, sœur de Charles III, se rend en Espagne, et arrive le 4 novembre au château de l'Escurial où était la cour. Charles va au-devant de sa sœur qu'il n'avait pas vue depuis quarante-huit ans, et leur entrevue est extrêmement touchante. Le voyage de cette princesse a pour but de resserrer l'amitié entre les deux puissances. A cette occasion, le roi d'Espagne fait une promotion nombreuse aux emplois civils et militaires. Le comte de Florida-Blanca, premier secrétaire d'état et des dépêches, est fait conseiller d'état, et le roi déclare que les successeurs de ce ministre, auront à l'avenir entrée au conseil, par le droit de leur place.

Le roi de Naples ayant accordé à deux jésuites, parents d'un de ses ministres, la permission de revenir dans ses États, Charles III écrit une lettre très-pressante à son fils et fait révoquer cette grâce; ce qui oblige les deux jésuites à retourner dans l'État ecclésiastique.

En Amérique, un corps de troupes espagnoles, ayant pénétré dans le Paraguai, avant d'être informé de l'armistice, attaque un fort portugais, situé sur la petite rivière Gatimini ou Gatini, qui se jette dans le Parama; il l'emporte d'assaut, et s'empare de deux villages portugais. La cour d'Espagne rappelle en Europe les forces qu'elle a envoyées dans le Nouveau-Monde, et ne laisse pas de continuer ses armements maritimes, qu'elle monte sur un pied formidable.

1778. Au commencement de cette année, mourut le général D. Ric. Wall, ex-premier ministre d'Espagne. Charles III lui avait donné à vie la terre de *Soto di Roma*, dans le royaume de Grenade, ancienne maison de chasse de Charles-Quint. Wall en avait réparé et rebâti le château, percé, éclairci et replanté la forêt, desséché les marais, amélioré et embelli considérablement ce domaine.

Le ministre des Indes, Galvez, qui connaissait le caractère, les vœux, les besoins et les ressources des colonies, songeait à les affranchir de la plus pesante de leurs entraves, en assurant à presque toutes la liberté du commerce, dont Porto-Bello était le marché principal, en Amérique, et Cadix, le centre en Espagne. Un nouveau réglement, provoqué par ce ministre et émané de l'autorité royale, le 2 février 1778, rendit le commerce des Indes libre pour tous les ports de la péninsule, et pour toutes les colonies, à

vaux. Au mois de janvier 1779, le gouvernement, sur la dénonciation d'une note où le Saint-Office était peu ménagé, défend *l'Histoire de l'Amérique*, en prohibe l'entrée dans le royaume en toutes langues quelconques, et enveloppe dans cette proscription la traduction espagnole qui était prête à paraître. Il charge l'académie de nommer deux de ses membres pour faire la critique de cet ouvrage; mais l'académie répond qu'elle obéira, pourvu qu'il lui soit permis de choisir deux autres membres qui en prendront la défense.

Le 14 février, on devait bénir, suivant l'usage des Espagnols, un pont de bateaux construit au port Sainte-Marie, et qui avait été examiné par des experts du comte d'O-Reilly, capitaine-général de l'Andalousie. Au moment de la cérémonie, la foule s'étant portée sur le pont, les chaînes de fer qui supportaient un pont-levis, pratiqué pour le passage des bateaux qui vont à Xerez, furent brisées; et, malgré les prompts secours du capitaine-général et des magistrats, une multitude de personnes furent noyées; on retira de l'eau plus de quatre cents cadavres, sans compter ceux que les flots avaient entraînés.

La cour d'Espagne désirait conserver la neutralité, pendant la guerre que l'Angleterre fesait aux États-Unis de l'Amérique soutenus par la France. Elle joua pendant près de huit mois le rôle de puissance médiatrice; mais les engagements du pacte de famille, le vœu général de la nation, les provocations imprudentes des Anglais et leur refus de reconnaître l'indépendance des Américains, comme l'exigeait l'Espagne, la forcèrent enfin de rompre les négociations et de prendre part à cette guerre. Par une convention particulière, signée à Aranjuez, le 12 avril 1779, la France garantit à l'Espagne la restitution de Gibraltar, de Minorque, du fort de la Mobile et de Pensacola.

Le 16 juin, Charles III fit remettre au cabinet de Saint-James, par son ambassadeur, le comte d'Almodovar (1), son manifeste, contenant une déclaration de guerre; la réponse de l'Angleterre ne parut que le 13 juillet.

---

(1) Le comte, puis duc d'Almodovar, grand d'Espagne, après avoir rempli avec succès plusieurs missions diplomatiques, cultiva les lettres et publia la *Decada epistolar*, sorte de journal littéraire. Il donna ensuite une traduction libre, en espagnol, de l'*Histoire philosophique* de Raynal; il supprima tout ce qui pouvait choquer les préjugés de sa nation, et rectifia plusieurs erreurs de l'auteur sur les colonies espagnoles de l'Amérique. Il mourut en 1794.

Les opérations furent mal commencées ; don Antonio de Arce, qui commandait au Ferrol, huit vaisseaux de ligne et quatre frégates, refusa d'abord de se joindre au comte d'Orvilliers, commandant de la flotte française, sous prétexte des vents contraires, mais en effet, pour une dispute de préséance qui s'arrangea quelque temps après. Don Louis de Cordova, plus raisonnable, partit de Cadix avec trente-deux vaisseaux de ligne, deux frégates et deux brûlots, et alla se réunir à la flotte française devant la Corogne, le 23 juillet. Cette armée navale, forte de soixante-cinq vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les autres bâtiments, devait fermer la Manche et tenir en échec la flotte anglaise, commandée par l'amiral Hardy ; tandis que soixante mille hommes et trois cents navires, rassemblés sur les côtes de France, menaçaient d'une invasion celles d'Angleterre. Mais contrariés par les vents, attaqués par les maladies, les alliés ne purent atteindre l'amiral anglais, jetèrent seulement l'alarme dans Plimouth, et retournèrent dans leurs ports respectifs, au mois de septembre, sans autre fruit d'un armement aussi considérable, que la prise d'un vaisseau anglais de soixante-quatre canons.

Aussitôt après la déclaration de guerre, les Espagnols avaient assiégé Gibraltar. Dès le 19 juin, le roi prohibe les marchandises anglaises et défend à ses sujets toute communication, tout commerce avec cette place, sous peine de mort. Le 11 juillet, il fait remettre à tous les ambassadeurs une lettre, par laquelle il informe leurs souverains du blocus de Gibraltar, et leur annonce que l'entrée de ce port sera fermée à tous les vaisseaux de guerre ou de commerce, sous quelque pavillon que ce soit. Quinze mille hommes d'infanterie, douze escadrons de cavalerie et deux cents bouches à feu, sous les ordres de don Martin Alvarez, occupaient le camp de Saint-Roch, à une lieue de cette place, tandis qu'un autre corps, commandé par le général O-Connor, en défendait l'approche du côté d'Algéziras, et que le chef d'escadre, don Antonio Barcelo, la bloquait par mer.

Charles III, dans le but d'empêcher les exportations du numéraire, rend un édit qui augmente de six et trois quarts pour cent, la valeur numérique des espèces d'or qui ont cours, de sorte que les pièces de quatre pistoles (les quadruples) sont fixées à seize piastres fortes au lieu de quinze, et ainsi des autres pièces.

Dans les principales villes d'Espagne, les citoyens de toutes

les classes, les femmes même s'empressent de donner à leur souverain des preuves non équivoques de leur zèle, soit par des dons patriotiques plus ou moins considérables, soit en fesant construire et armer des vaisseaux à leurs frais.

Dès le commencement de cette année, les Anglais avaient envoyé des troupes à Pensacola, sur la côte de la Floride occidentale, et construit des forts en face des possessions espagnoles sur le fleuve Mississipi. Les colons de la Louisiane, quoique peu attachés à la domination espagnole, montrèrent les meilleures dispositions pour seconder les entreprises du brigadier don Bernard Galvez, leur gouverneur, contre les Anglais. Ce général, neveu du ministre des Indes, et à peine âgé de vingt-quatre ans, fit au mois d'août, à la tête de deux mille hommes, une expédition dans la Floride occidentale, prit huit navires ennemis, tant sur le lac Pontchartrain et le Mississipi, que sur les autres lacs et rivières qui se jettent dans ce fleuve. Le 7 septembre, il se rendit maître du fort Manehak, abandonné par les Anglais, près de l'embouchure du lac d'Ibberville dans le Mississipi; et le 21, il s'empara, après un siége de neuf jours, du fort du Bâton rouge, puis de celui de Pain-Moore, ce qui mit en son pouvoir tous leurs établissements sur les bords de ce fleuve et une étendue de pays de plus de quatre cents lieues.

Don Roberto de Ribas, gouverneur de Guatimala, entreprit de ruiner ceux qu'ils avaient aussi formés nouvellement dans la baie de Honduras, et s'empara, le 15 septembre, du quai Saint-Georges, que les Anglais reprirent quelques jours après. Ceux-ci débarquèrent le 23, au Golfo-Dolce, près du fort Saint-Philippe de Castille, et n'ayant rien trouvé dans les magasins, que Ribas avait fait évacuer dès la déclaration de guerre, ils allèrent attaquer San-Fernando d'Omoa, clef de la baie de Honduras, et échelle des vaisseaux du registre et des trésors qu'on y envoie de Guatimala; ils échouèrent. Mais une autre expédition anglaise, renforcée à Truxillo par les Indiens de la côte des Moskites et de l'île de Ruatan, surprit et brûla, le 18 octobre, la ville de San-Fernando d'Omoa, et s'empara du fort, par escalade, le 20. Les Anglais trouvèrent peu d'argent dans les coffres, que le gouverneur avait fait vider deux jours auparavant, sur le bruit du débarquement de l'ennemi; mais ils y prirent deux galions chargés de trois millions de piastres, deux cent cinquante quintaux de vif-argent, des denrées coloniales, et ils y firent trois cent soixante-douze pri-

sonniers. Ribas, à cette nouvelle, revint à la hâte sur ses pas, et reprit San-Fernando le 28 novembre; les Anglais n'étant pas en force pour le défendre, l'avaient évacué, après en avoir encloué les canons, et chargé tout leur butin sur un vaisseau qui périt quelques jours après. Ils en furent dédommagés par la prise du vaisseau, le San-Carlos, chargé d'artillerie et de munitions : mais le gouvernement espagnol démentit une partie de l'importance du butin fait à San-Fernando par les Anglais, et réduisit les deux galions à deux navires marchands de Cadix.

Le blocus de Gibraltar continuait toujours par mer, tandis que les travaux du camp de Saint-Roch étaient poursuivis sans relâche, pour commencer le siége de cette forteresse, malgré le feu continuel des Anglais, auquel les Espagnols ne répondaient pas. Le cabinet de Madrid, se flattant de réduire la place par famine, et prévoyant que les Anglais se disposaient à la ravitailler, rappela, dès le mois de novembre, l'escadre de don Louis de Cordova dans la baie de Cadix; mais la plupart des vaisseaux qui la composaient ayant besoin de radoub, elle fut hors d'état d'agir pendant tout l'hiver.

Cette année, le ministre des Indes, Galvez, fonda une colonie dans la province de Sonora, au nouveau Mexique, sur les côtes de la mer Vermeille. Charles III lui conféra, à cette occasion, le titre de marquis de la Sonora.

La route de Madrid à Séville, par la Sierra-Moréna, jusqu'alors affreuse et presqu'impraticable, devient, cette année, sous les auspices du comte de Florida-Blanca, et par les soins de l'ingénieur français Lemaure, une des plus belles routes de l'Europe.

L'argent étant fort rare à cause de la guerre, le ministère cherche les moyens de s'en procurer, en créant un papier-monnaie. Il commence par donner cours à neuf millions de piastres, en quinze mille billets royaux de 600 piastres chacun, portant intérêt à quatre pour cent. (1)

On établit à Madrid une fabrique de salpêtre, qui, peu d'années après, occupait déjà quatre mille ouvriers.

---

(1) Le gouvernement émit à trois différentes époques, pendant la guerre, jusqu'à 28 millions 800 mille piastres de ce papier-monnaie, qui tomba dans le discrédit et perdit jusqu'à vingt-quatre pour cent.

Vers la fin de cette année, le lieutenant-général, don J.-B. Bonneto, qui croisait aux Antilles, prit aux Anglais un convoi de quinze bâtiments, et se rendit à Porto-Rico, pour la défendre en cas d'invasion.

1780. L'amiral Rodney avait quitté les côtes d'Angleterre, le 24 décembre de l'année précédente, avec une flotte de vingt et un vaisseaux et plusieurs frégates, qui escortaient trois cents bâtiments de transport, chargés de vivres et de munitions pour Gibraltar. Le chef d'escadre, don Miguel Gaston, qui commandait à Brest une division espagnole de vingt vaisseaux, ayant reçu trop tard les ordres de son gouvernement, ne put partir que le 13 janvier, renforcé par cinq vaisseaux français qui se joignirent à lui. Une tempête contraria sa marche et l'empêcha d'atteindre l'amiral anglais. Le 8, Rodney avait pris sur les côtes d'Espagne quinze navires qui se rendaient de Saint-Sébastien à Cadix, chargés de provisions; il s'était aussi emparé de leur escorte, composée d'un vaisseau de guerre, trois frégates et deux petits bâtiments armés. Le 16, ayant rencontré, à la hauteur du Cap Saint-Vincent, l'escadre de don Juan de Langara qui n'était que de onze vaisseaux (1), il la força au combat. Malgré l'extrême inégalité du nombre, les Espagnols disputèrent la victoire pendant douze heures: mais un de leurs vaisseaux ayant sauté en l'air, et quatre autres, y compris celui du commandant en chef qui reçut trois blessures, étant tombés au pouvoir de l'ennemi, les débris de l'escadre espagnole se retirèrent en désordre à Cadix, et ne purent empêcher l'amiral anglais d'entrer en triomphe dans le détroit, de pourvoir abondamment Gibraltar de vivres et de munitions, d'y laisser un régiment, et de remettre à la voile, le 13 février, pour les Antilles, avec le reste de son convoi.

L'escadre de Gaston, assaillie et dispersée par plusieurs tempêtes, était arrivée en détail à Cadix, dans les premiers jours de ce mois; mais ses vaisseaux, maltraités dans leur mâture et leurs gréments, n'avaient pas eu la possibilité de s'opposer à la sortie de la flotte anglaise.

Charles III récompensa le courage malheureux; Langara, qui n'était chef d'escadre que depuis quatre mois, fut nommé lieutenant-général; le brigadier don Vincent

---

(1) Huit seulement combattirent: les trois autres se séparèrent de l'escadre, par ordre du commandant.

Doz fut fait chef d'escadre ; tous les capitaines passèrent au rang de brigadier, et les autres officiers montèrent d'un grade: les veuves et les mères de ceux qui avaient péri, ne furent pas oubliées.

Les belles laines de Ségovie n'étaient pas toujours employées dans le royaume, et la manufacture de draps fins que le marquis de la Ensenada avait élevée dans cette ville, sous le règne de Ferdinand VI, était tombée avec ce ministre ; mais l'établissement des sociétés royales patriotiques ayant ranimé l'industrie en Espagne, don Laurent Ortès de Paz établit des filatures de laine à Ségovie, à Saint-Ildefonse et en divers autres endroits. Charles III voulant encourager ce genre de travail, assigne des prix pour les hommes et les femmes qui s'y distingueront.

A l'occasion de la naissance de l'infant don Carlos-Domingo, etc., fils du prince des Asturies, le 5 mars, Charles III publie un décret par lequel, en témoignant à ses peuples le regret de ne pouvoir diminuer les impôts, en raison des dépenses occasionées par la guerre, il ordonne que dans toutes les villes capitales de ses provinces il soit formé un conseil composé de l'intendant, du contador, de l'administrateur général des revenus, d'un magistrat du corps municipal et d'un mandataire du peuple, nommé par la société économique des villes qui en ont une, ou à défaut, par le corrégidor; lesquels s'assembleront une fois au moins par semaine, pour examiner si, d'après l'état de la population, des productions et du commerce de la province, il convient de modifier ou de diminuer la forme et la substance des contributions actuelles, en attendant une mesure générale à cet égard. Ce conseil est aussi chargé d'examiner les moyens de former deux fonds de secours, l'un pour encourager l'agriculture, l'autre pour donner plus d'activité à l'industrie manufacturière.

Un réglement sur la navigation des Neutres, sous la forme d'une lettre, en date du 13 mars, est adressé de la part du roi, par le comte de Florida-Blanca, au marquis Gonzalès de Castejon, ministre de la marine, pour être communiqué à tous les agents diplomatiques et commerciaux des puissances de l'Europe.

En Amérique, don Bernard Galvèz, qui s'était embarqué avec plus de deux mille hommes le 11 février, sur l'escadre de don J.-B. Bonneto, pour une expédition concertée avec le gouverneur de la Havane contre le fort de La Mobile, en

trée du détroit, entre les caps Spartel et Sainte-Marie: elle revint dix jours après dans le port de Cadix, en repartit le 31, avec un renfort de sept vaisseaux, dont six composaient l'escadre de Toulon, et reprit sa croisière. Elle eut le bonheur de s'emparer, le 9 août, d'un riche convoi de cinquante cinq voiles, parti de Portsmouth, et destiné pour les colonies et les armées anglaises de l'Amérique et de l'Inde. Neuf autres bâtiments échappèrent, ainsi qu'un vaisseau de ligne et deux frégates qui escortaient le convoi. Les Anglais perdirent en cette occasion trente-six millions et trois mille prisonniers, soldats et matelots, non compris les officiers. Les Espagnols, satisfaits de leur capture, rentrèrent dans le port le 29, avec l'escadre française qui fut obligée d'y attendre l'arrivée de celles qui étaient en Amérique (1) pour retourner à Brest.

Au mois de juillet, le comte de Ricla, ministre de la guerre, étant mort, Charles III, qui avait abandonné à ses autres ministres la gestion absolue de leurs départements, et s'était spécialement réservé la suprême direction de tout ce qui avait rapport à l'armée et aux plans de campagne, confie le portefeuille de la guerre au marquis de Musquiz, ministre des finances.

D. Jos. Solano, ayant beaucoup de malades parmi ses équipages, s'était séparé du comte de Guichen, et les avait débarqués à la Guadeloupe, à la Dominique, et à Porto-Rico, en se rendant à la Havane. Le gouverneur de Porto-Rico fit embarquer des troupes sur huit bâtiments, avec celles que Solano avait laissées; deux vaisseaux anglais forcèrent cette flottille à s'échouer sur la côte, et la brûlèrent entièrement; mais tous les hommes furent sauvés. M. de Montèil qui commandait l'escadre française que le comte de Guichen avait laissée à Saint-Domingue, vint à Porto-Rico, fournit des bâtiments de transport aux troupes espagnoles, et les fit escorter jusqu'à l'entrée du canal, dans leur navigation pour la Havane.

Don Galvèz, après avoir réduit le fort de La Mobile, s'était porté sur Pensacola; mais, ayant appris en route, que cette place avait reçu de la Jamaïque des secours de toute espèce, il était retourné à la Nouvelle-Orléans, pour y at-

---

(1) C'étaient les escadres du comte de Guichen et du comte de Grasse, qui, réunies à celle qui était depuis long-temps à Cadix, mirent à la voile pour Brest, le 7 novembre, sous le commandement du comte d'Estaing.

tendre des renforts. Il se rendit lui-même à la Havane afin de presser l'armement destiné à la conquête de la Floride. En effet, par ses soins et ceux de D. Jos. Solano, dès la mi-septembre, sept vaisseaux de ligne, cinq frégates, deux petits bâtiments et quarante-neuf transports furent prêts à mettre à la voile, et on y embarqua trois mille huit cents hommes, non compris les gens des équipages. Les pluies et les vents contraires retinrent la flotte jusqu'au 16 octobre; et le lendemain de sa sortie, elle fut assaillie par une tempête qui l'ayant dispersée dans le golfe du Mexique, l'obligea de revenir en détail à la Havane, et fit manquer l'expédition contre Pensacola. La prise de deux frégates anglaises fut un faible dédommagement de ce mauvais succès.

Le 14 et le 15 octobre, les Maures attaquent Oran, sur la côte d'Afrique : ils sont repoussés par le maréchal-de-camp don Pedro Guelli, gouverneur de ce préside.

Depuis que l'empereur de Maroc avait été forcé de lever le siége de Mélilla, il n'avait rien épargné pour se ménager une réconciliation avec l'Espagne; mais la cour de Madrid lui garda long-temps rancune. Après la rupture entre l'Angleterre et l'Espagne, les démarches, les prévenances de Sidi Mohammed, furent plus fréquentes, plus actives. Quoiqu'il affectât de garder la neutralité entre les deux puissances, il montra une préférence marquée pour les Espagnols, leur permit d'arrêter les Anglais dans ses ports ou sur ses côtes, défendit à ses sujets de les inquiéter et de leur faire la moindre insulte, et n'accorda aux Anglais que le droit de relâche sans garantie. Enfin, par un décret du 2 décembre, il céda aux Espagnols et aux Français leurs alliés, la jouissance de la baie, du port et de la ville de Tanger, à l'exclusion des autres puissances et nommément des Anglais, sur les vaisseaux desquels il mit un embargo; et il rendit aux Espagnols un navire jugé de bonne prise par un de ses ministres, qu'il destitua à cette occasion : la paix fut alors assurée entre les cours de Madrid et de Maroc.

Cette année, on commence à bâtir San-Carlos, sur les bords de la mer, pour en faire le chef-lieu de l'établissement des Alfaques, peupler une péninsule jusqu'alors déserte et inculte, et rendre l'embouchure de l'Ebre utile à l'agriculture, au commerce et à la navigation, en y creusant un vaste port et un canal qui prend naissance à Emposta, sur la rive droite du fleuve.

1781. Le 2 janvier, un détachement espagnol, par ordre de

don B. Galvez, partit de Saint-Louis des Illinois, et après une marche pénible et périlleuse de deux cent vingt lieues, s'empara du poste anglais de Saint-Joseph, fit prisonniers tous ceux qui n'avaient pu fuir, détruisit leurs magasins, prévint leurs projets sur le fort Saint-Louis, et prit possession de la rivière des Illinois, au nom du roi d'Espagne.

Le 4 janvier, les troupes espagnoles de l'audience de Guatimala, après avoir enlevé deux fortins que les Anglais avaient construits sur la rivière San Juan, au pays des Moskites, se présentèrent devant le fort San-Juan de Nicaragua. Les Anglais l'abandonnèrent, à l'aide de quelques échelles appliquées aux murs du fort, qui était baigné par la mer, et se sauvèrent avec leurs canots, abandonnant une frégate, quelques petits bâtiments, douze canons et une grande quantité de munitions.

Au commencement de cette année, la disette se fesait sentir dans Gibraltar; les vivres qu'y introduisaient de temps en temps quelques petits navires échappés par hasard à la surveillance de don Barcelo, étaient loin de suffire aux besoins de la garnison, et le scorbut exerçait déjà ses ravages dans la ville. Les troupes du camp de Saint-Roch avaient même détruit les plantations situées hors des lignes, et dévasté les jardins du gouverneur Elliot, dont les produits servaient à la nourriture des officiers anglais. Le cabinet de Londres se disposait à envoyer des secours à Gibraltar. Sur le bruit de ses préparatifs, la flotte espagnole, forte de trente vaisseaux de ligne et de six frégates, appareilla de Cadix, le 6 février, sous les ordres de D. Louis de Cordova qui avait Mazaredo pour major-général; mais, après une croisière de six semaines, elle rentra dans ce port le 27 mars, pour prendre des rafraîchissements et débarquer ses malades. Dès le 13 de ce mois, l'amiral anglais Darby, avait mis à la voile de Portsmouth, avec vingt-huit vaisseaux de ligne, huit frégates, deux brûlots et un convoi de plus de cent bâtiments; et le 22 du même mois, le comte de Grasse était parti de Brest avec une flotte qui, en y comprenant cinq vaisseaux destinés pour l'Inde et commandés par le bailli de Suffren, était composée de trente et un vaisseaux, dix frégates, quatre corvettes et cent quarante-trois bâtiments de transport. L'amiral anglais, repoussé par les vents contraires sur les côtes d'Irlande, ne fut point aperçu par les Français, et ayant ensuite continué sa navigation, il se mit en panne à la hauteur

du cap Spartel, avant que la flotte espagnole ne fût venue reprendre sa croisière. Le 12 avril, son convoi protégé par quatre vaisseaux et quelques frégates, entra dans le canal, et mouilla dans la baie du Rosier, près de Gibraltar, où l'on commença le déchargement des bâtiments vivriers. Le 14, ils s'avancèrent dans la rade et continuèrent le débarquement des provisions. Aussitôt, les batteries du camp de Saint-Roch, les chaloupes canonnières et les bombardes espagnoles firent un feu terrible et soutenu contre l'ennemi; l'incendie gagna divers endroits de la ville; un magasin entier fut consumé; deux batteries de la place furent démontées; un grand nombre de maisons détruites, et plusieurs habitants tués: les fortifications naturelles de Gibraltar furent même endommagées, et une partie du rocher qui la domine fut brisé en éclats. Cependant le tumulte était au comble dans la ville: les munitions, à peine débarquées, étaient mises au pillage par les soldats et par le peuple, ou avariées par l'artillerie espagnole, faute de magasins pour les déposer. La prudence et la sévérité du gouverneur Elliot firent enfin cesser le désordre. Le ravitaillement dura huit jours: quand il fut achevé, l'amiral Darby qui, dès le premier jour, avait aussi envoyé à Minorque deux frégates et treize bâtiments chargés de provisions, rassembla sa flotte le 20, et remit à la voile pour l'Angleterre. Plusieurs navires anglais avaient été détruits par les canonnières et les bombardes espagnoles, dont l'attaque fut dirigée avec habileté par D. Ventura Moréno, major de la marine, don Ant. Barcelo s'étant démis quelques jours auparavant du commandement de l'escadre qui bloquait Gibraltar.

Le 1er. mai, la flotte de Cadix, forte de trente vaisseaux de ligne et dix frégates, recommença sa croisière sous les ordres de l'amiral Cordova, et rentra dans la baie de ce port le 8 juin, après avoir pris quinze navires anglais sortis de l'embouchure du Tage.

En Amérique, cinq vaisseaux de ligne aux ordres de D. Jos. Calvo, ayant appareillé de la Havane, le 25 février, avec des bâtiments de transport, qui avaient à bord deux mille hommes de troupes de débarquement, commandés par D. Bernard Galvèz, mouillèrent le 9 mars, à l'île Sainte-Rose, vis-à-vis la baie de Pensacola, et y abordèrent malgré le feu de deux frégates anglaises qui furent forcées de se retirer. Les gros vaisseaux n'ayant pu pénétrer dans la baie dont l'entrée, défendue par le fort Saint-Georges, est remplie de

bas-fonds; D. Galvèz fit arborer son pavillon de commandant sur un brigantin : suivi de tous les petits navires armés, il s'avança le 18 dans la baie, sans être arrêté par le feu des châteaux, et le lendemain, tous les bâtiments de transport y arrivèrent. Le 20, il fut joint par les troupes de La Mobile et de la Nouvelle Orléans, aux ordres de D. Jos. Ezpeleta, et le 25, celles de la Havane quittèrent l'île Sainte-Rose, et se réunirent au reste de l'armée. Le général, après s'être emparé d'une des deux frégates, de trois autres navires anglais et avoir repoussé les sorties de la garnison de Pensacola, battit le fort Saint-Georges qui opposa une vive résistance; mais une grenade, tombée sur le magasin à poudre, fit sauter ce fort avec cent cinq hommes qui le défendaient (1). Enfin l'arrivée de D. Jos. Solano, qui était parti de la Havane, le 9 avril, avec onze vaisseaux de ligne et cinq frégates, portant des secours de troupes espagnoles et françaises, accéléra la reddition de la place, qui, après douze jours de tranchée ouverte, capitula le 9 mai, et ouvrit ses portes le 11. Pensacola et ses cinq forts avaient une garnison de mille sept cents hommes, non compris les nègres et les sauvages: plus de trois cents Anglais, en comptant ceux du fort Saint-Georges, y périrent, et mille quatre cents furent faits prisonniers, y compris plus de deux cents femmes et enfants; trois cents hommes se sauvèrent pendant la capitulation. Au nombre des prisonniers, se trouvèrent l'amiral Chester, gouverneur de la Floride, et le général Campbell, commandant des troupes. Les Espagnols perdirent une centaine d'hommes et eurent deux cents blessés; ils trouvèrent dans la place cent quatre-vingt treize pièces de canon ou autres bouches à feu, et une grande quantité de vivres et de munitions de guerre. Cette conquête fit rentrer sous la domination de l'Espagne toute la Floride occidentale, et ne laissa plus aucun établissement aux Anglais dans le golfe du Mexique. C'est à cette occasion que Solano reçut le titre de marquis del Socorro (du secours), et Galvez, le grade de lieutenant-général.

---

(1) Les relations anglaises rapportent ce fait très-différemment : elles disent qu'une redoute, et non pas le fort Saint-Georges, sauta par accident, le 8 mai, et entraîna trois jours après la reddition de la place, qui avait résisté aux renforts de trois mille hommes amenés par Solano. Ces mêmes relations exagèrent beaucoup la perte des Espagnols, et réduisent celle des Anglais à cent vingt hommes.

Les Espagnols, voyant que Gibraltar ne manquait plus de provisions, renoncèrent au projet de le prendre par famine, et continuèrent de le bombarder ; mais ils ne se bornèrent pas au siége de cette forteresse. Le duc de Crillon, qui était depuis vingt ans au service de l'Espagne, sans cesser d'être Français, avait remis au ministère espagnol, en 1778, un mémoire contenant trois projets d'invasion sur les possessions anglaises : la Jamaïque, Gibraltar et Minorque. Ces trois plans avaient été approuvés par la cour qui cependant n'en suivit aucun. On laissa passer le temps où la Jamaïque était sans ressources, et l'on se décida pour le blocus de Gibraltar que ce général jugeait impossible. Quant au troisième projet, qui d'abord avait été ajourné, Charles III le remit sur le tapis, au mois de juin 1781, et le duc de Crillon fut chargé lui-même d'en diriger l'exécution. L'armement qu'on aurait pu disposer à Carthagène fut préparé à Cadix avec beaucoup de mystère, afin de laisser croire qu'il était destiné contre Gibraltar ou la Jamaïque, ou contre les insurgés du Pérou. (1)

(1) Le régime oppressif, essayé au Pérou, faillit à enlever cette riche contrée à l'Espagne. Le ministre des Indes, Galvez, marquis de la Sonora, ayant voulu y établir le monopole royal du tabac, avec quelques taxes odieuses au peuple, alluma la guerre civile. Un soulèvement éclata d'abord, vers le milieu de janvier 1780, dans la ville d'Arequipa, contre l'administration des douanes. Le gouvernement espagnol, mystérieux et défiant, garda long-temps le silence sur ces troubles, leur supposa des prétextes frivoles, et publia bientôt qu'ils étaient apaisés. Mais la révolte prit un caractère plus alarmant ; le cacique Tupac-Aymarou, issu du sang royal des Incas, mais baptisé sous le nom de don Joseph-Casimir-Boniface, s'étant rendu maître, par trahison, de don Ant. Arriaga, corrégidor d'un district de la province de Tintai, s'empara de ses richesses et le fit pendre le 4 novembre 1780, jour de la fête du roi, au nom duquel il avait ordonné qu'on instruisît le procès du malheureux corrégidor, et convoqué les caciques de la province pour assister à son supplice. Tupac rassembla des troupes, et tailla en pièces les détachements que le gouverneur de Cusco envoya contre lui. La jonction des caciques de diverses provinces, avec leurs forces, porta son armée à vingt-cinq mille hommes. Il mit à feu et à sang la province d'Azangaro, et résista aux efforts réunis des gouverneurs de Cusco, Campa et Monte-Video, auxquels s'étaient joints tous les ecclésiastiques de l'évêché de Cusco. Mais ce rebelle commit tant de cruautés et de dévastations, qu'un grand nombre d'Indiens, ses partisans, se tournèrent contre lui ; il fut pris et écartelé, dans les premiers mois de 1781. La révolte, qui paraissait étouffée par sa mort, recommença bientôt avec autant de fureur, sous la direction de son frère Diego Tupac.

Dans cet intervalle, l'escadre française, sous les ordres de Guichen, arrivée de Brest à Cadix le 5 juillet, se réunit à celle d'Espagne, et la flotte combinée mit à la voile le 21 ; elle était composée de trente vaisseaux espagnols, dix-neuf français et une douzaine de frégates.

Le 21 au soir, le duc de Crillon, avec les huit mille hommes qu'il devait commander, et qu'il exerçait à la manœuvre depuis son arrivée à Cadix, appareilla de ce port, sur une escadre de deux vaisseaux de ligne, cinq frégates, douze petits bâtiments, et quatre vingt-six transports, sous les ordres de don Ventura Moréno. Arrêtée par un calme pendant dix-sept jours, à la hauteur de Carthagène, et séparée ensuite par un coup de vent, l'escadre ne put opérer qu'en partie son débarquement, le 19 août; les autres bâtiments ne l'effectuèrent que le 21. Sans ce contre-temps, le général Murrai, gouverneur de Minorque, n'aurait pas eu le temps de faire entrer dans le fort Saint-Philippe deux bataillons qui étaient à Mahon, et cinq cents habitants de cette ville, pour augmenter sa garnison forte déjà de deux mille cinq cents hommes. Le duc de Crillon ayant abordé le premier à la calle de la Musquita, avec ses aides-de-camp et quelques grenadiers, y planta un drapeau pour servir de point de ralliement aux chaloupes qui suivaient la sienne. Pendant que ses troupes débarquaient successivement et se dirigeaient sur les points et dans l'ordre qu'il avait prescrits; il marcha sur Mahon à la tête de la première colonne, reçut les clefs que les magistrats vinrent lui présenter, s'empara de l'arsenal et des magasins considérables que l'ennemi avait laissés dans la ville; et, sans s'y arrêter, continua sa marche par Nueva-Araval, pour tâcher de surprendre le fort Saint-Philippe. Il prit, en chemin, deux pièces de canon et fit une centaine de prisonniers; mais perdant l'espoir d'entrer dans la forteresse, il plaça, dès la même nuit, ses gardes avancées, et fit tracer la ligne d'investissement pour former le blocus, hors de la portée du canon. Le débarquement qui avait commencé à trois heures après midi, fut achevé à minuit : le lendemain, les villes de Ciudadella et de Fornella avec leurs forts s'étant rendues sans coup férir, l'île entière de Minorque, à l'exception du fort Saint-Philippe, rentra sous la domination de l'Espagne; et, le 21, le duc de Crillon reçut les serments de fidélité des habitants. Le reste de ses troupes ayant débarqué, il informa la cour de ses heureux succès, et demanda des renforts et de la grosse artillerie dont il avait be-

soin pour assiéger le fort Saint-Philippe. Charles III lui envoya l'ordre de la Toison d'Or, et lui accorda une pension de trente mille réaux sur la tête de sa fille. Cette conquête était d'autant plus importante, que les corsaires de Minorque nuisaient au commerce de l'Espagne, fournissaient des secours continuels à Gibraltar, et que Mahon était l'entrepôt général de toutes leurs prises. Les vainqueurs trouvèrent dans ce port cent navires de diverses grandeurs, y compris quatorze corsaires en armement, mais qui devinrent pour la plupart inutiles, le général Murrai ayant fermé l'entrée du port, en fesant couler bas seize gros bâtiments.

La population de Minorque, outre les naturels du pays et les Anglais, se composait d'un assez grand nombre de Juifs et de Grecs. Les Juifs n'étant pas tolérés en Espagne, le duc de Crillon permit à cinq cents individus de cette nation de se retirer avec leurs biens, et les fit embarquer pour Marseille, d'où ils se rendirent à Avignon.

Le 23 septembre, la grande armée navale combinée, rentra dans le port de Cadix, après une croisière de soixante-trois jours. Les galions de la Havane, devançant le convoi de cinquante-six bâtiments chargés de marchandises, qu'ils avaient quitté en route, y arrivèrent le 8 octobre, avec des trésors évalués à seize millions de piastres.

L'envoi des troupes, des ingénieurs, de l'artillerie de siége et des munitions, demandés par le duc de Crillon, avait été retenu à Barcelone, à Alicante et à Carthagène par les vents contraires. Dans l'intervalle du 18 au 24 octobre, ces renforts arrivèrent, ainsi que quatre régiments français embarqués à Toulon sous le commandement du baron de Falkenhayn. L'armée du duc de Crillon, se trouvant alors portée à seize mille hommes, et pourvue de tout ce qui lui était nécessaire, ce général put alors commencer le siége du fort Saint-Philippe dans toutes les règles.

La garnison de Gibraltar s'était accoutumée au bruit du canon des Espagnols et aux effets de leurs bombes. Le feu des assiégeants ayant montré au général Elliot les endroits faibles de la place, il les avait fait réparer : mais voulant se délivrer du voisinage des nouvelles batteries que les Espagnols avaient élevées en avant de celles de Saint-Charles ; et informé de leur force et de leurs positions par deux déserteurs qui lui servirent de guides, il ordonna, pour la première fois, une sortie par la porte de terre. Pendant la nuit du 26 au 27 novembre, deux mille quatre cents hommes de troupes an-

glaises, commandés par le général de brigade Ross, et dirigés par le gouverneur en personne, tuèrent le brave d'Hermestadt, officier aux Gardes-Wallones, mirent en fuite les premières gardes espagnoles, et dans l'espace d'une heure, ils enclouèrent les canons et incendièrent tous les ouvrages qui avaient coûté tant de peines, de temps et de dépenses aux assiégeants.

Les soins d'une guerre étrangère n'empêchaient pas le gouvernement espagnol de s'occuper de la prospérité intérieure du royaume. Dans cette année 1781, le comte de Florida Blanca, voyant la foule de femmes et d'enfants qui erraient, oisifs, inutiles et dangereux, aux environs de Saint-Ildefonse, établit dans la résidence et sous les yeux du souverain, une fabrique de toiles qui eut bientôt vingt métiers en activité, et deux grandes machines à fouler et à laver les toiles.

Pour reconnaître les prévenances et les bons procédés de l'empereur de Maroc, Charles III met en liberté un grand nombre de corsaires barbaresques, détenus depuis plusieurs années dans l'alcaçar de Ségovie; il affecte ce local à l'établissement d'une école militaire pour les jeunes gentilshommes qui se destinent à l'artillerie.

1782. Le 3 janvier, l'armée navale de Cadix mit à la voile pour sa croisière ordinaire. Elle était composée de quarante vaisseaux de ligne, douze frégates, et d'un convoi de trente transports, sur lesquels on avait embarqué quatre mille hommes, qui se rendaient à Porto-Rico, sous l'escorte de cinq vaisseaux et trois frégates, pour se joindre à l'armement dont les lieutenants-généraux Solano et Galvez devaient commander, l'un les forces navales, l'autre les troupes de débarquement.

Les travaux préparatoires du siége du fort Saint-Philippe, et le transport de l'artillerie avaient éprouvé quelques retards, par suite des longues pluies et de la difficulté des chemins. Ce ne fut que le 6 janvier que les batteries espagnoles, établies à la distance de cent cinquante à quatre cents toises de la place, et consistant en cent onze pièces de canon et trente-trois mortiers, commencèrent à jouer. Leur feu continuel fit taire, au bout de quelques jours, celui de la forteresse, qui avait beaucoup incommodé les travailleurs et favorisé les différentes sorties des Anglais. Le général Murrai manquant de bombes et de viandes fraîches, et voyant ses troupes atteintes de la dyssenterie, se rendit le 4 février.

La capitulation fut signée le 5. La garnison, composée d'environ trois mille hommes, y compris sept cents matelots et soixante-dix corses, grecs, turcs et juifs, après avoir obtenu les honneurs de la guerre, demeura prisonnière et fut renvoyée sur parole en Angleterre, à l'exception des soixante-dix étrangers que l'on embarqua pour Livourne. La perte des assiégeants, depuis l'occupation de Minorque, avait été de deux cent cinquante hommes tués et cinq cents blessés. Ils trouvèrent dans la place trois cent cinquante pièces de canon, dont cent trente-trois étaient en mauvais état, et trente mortiers ou obusiers. Charles III, en recevant la nouvelle de cette conquête importante, éleva le duc de Crillon au grade de capitaine-général, nomma chef d'escadre don Ventura Moréno, qui avait commandé les forces navales, et accorda des récompenses ou des grades supérieurs à plusieurs autres officiers.

Le 10 février, la rentrée de la flotte de don Louis de Cordova, dans Cadix, la sauva des désastres d'une tempête qui éclata le lendemain. Le 24, le comte de Guichen arriva dans le port avec l'escadre qui était partie de Brest, douze jours auparavant. Cette escadre, renforcée de douze vaisseaux espagnols, appareilla de Cadix le 11 et le 12 mars.

En Amérique, don Mathias Galvez, président et capitaine-général de Guatimala, envoya le 14 mars, du port de Truxillo, une escadre de deux frégates et vingt-un bâtiments de moindre force, sous les ordres de D. Miguel Alfonso de Sousa, et portant huit cents hommes de troupes, pour attaquer l'île de Ruatan. Les Anglais qui s'en étaient emparés, ayant refusé de se rendre, les Espagnols, dès le 16 au matin, firent un feu très-vif, et à deux heures l'ennemi évacua les forts Saint-Georges, Despart et Dalling, et se réfugia derrière quatre autres batteries qu'il avait établies sur des hauteurs. Les Espagnols débarquèrent alors dans le port, s'emparèrent des trois forts abandonnés, et en ayant tourné les batteries contre les Anglais, ils les obligèrent le lendemain de se rendre à discrétion. Les soldats et les habitants furent envoyés prisonniers à la Havane; on brûla la ville de Ruatan, et on en démolit toutes les fortifications.

Le même don Mathias Galvez avait dirigé, le 9 mars, un corps de deux mille hommes, pour déloger les Anglais du fort de la Criba et des autres établissements qu'ils avaient formés sur le continent de la baie de Honduras, en contravention des traités. Afin de s'attacher plus particulièrement les peu-

ples barbares de ces côtes, ils avaient choisi l'un des plus distingués d'entre eux, et l'ayant fait roi, sous le nom de Georges, ils l'avaient soumis à la suprématie de la Grande-Bretagne. Les Espagnols détruisirent tous les établissements anglais sur cette côte, massacrèrent tous les Indiens rebelles, à l'exception du roi Georges qui s'était sauvé avec une partie de ses adhérents, et transportèrent à la Havane et à Truxillo les colons et leurs esclaves. Ce moyen rigoureux et terrible, était le seul que l'Espagne pût employer pour mettre ses possessions en sûreté contre les usurpations manifestes et continuelles des Anglais.

Dans le même mois, don Bernard Galvez, fils de don Mathias, en allant de Cuba à Saint-Domingue, pour se joindre à l'expédition qui se préparait au Cap-Français contre la Jamaïque, s'empara de l'île de la Providence, l'une des Lucayes, et la seconde par son importance. C'était le repaire des corsaires anglais qui infestaient ces parages et qui avaient pris quelques navires de la Havane.

Le colonel don Ventura Caro, qui s'était distingué dans l'expédition de Minorque, fut nommé commandant de cette île, et obtint le grade de brigadier; le duc de Crillon lui laissa un régiment d'infanterie et deux cents hommes de cavalerie, qui devaient suffire pour en former la garnison, la cour ayant donné ordre de démolir le fort Saint-Philippe, à l'exception des deux fortins, Saint-Charles et Philipet, qui défendaient l'entrée du port.

Le vainqueur de Mahon, après avoir fait embarquer tout le reste de ses troupes, destinées à renforcer le camp de Saint-Roch, quitta Minorque, débarqua le 28 mars à Barcelone, arriva le 7 avril à Madrid, et se rendit aussitôt à Aranjuez où était la cour. Aussitôt qu'il eut baisé la main de Charles III, ce prince lui annonça qu'il le fesait grand d'Espagne, et disposa en sa faveur des commanderies vacantes depuis la mort du marquis de la Ensenada. La conquête de Minorque avait ranimé l'ardeur guerrière de la nation. Le gouvernement était dégoûté de l'inutile blocus de Gibraltar; le siége de cette place fut résolu, et le duc de Crillon fut chargé d'en diriger les opérations. Deux lieutenants-généraux commandèrent sous lui l'armée du camp de Saint-Roch, augmentée de vingt mille hommes, y compris le corps de troupes françaises sous les ordres du baron de Falkenhayn.

Il fallait, pour prendre Gibraltar, un moyen extraordinaire qui pût lutter avec avantage contre l'escarpement de cette

forteresse, sa formidable artillerie, les talents et l'activité du gouverneur Elliot et le courage de sa garnison, qui venait, malgré le blocus, d'être renforcée par l'arrivée d'un régiment. Divers projets avaient été présentés à la cour de Madrid, les uns hardis jusqu'à l'extravagance, les autres seulement bizarres. Celui de l'ingénieur français, d'Arçon, vint enfin, et fixa l'attention du gouvernement espagnol, qui lui donna la préférence, même sur le plan proposé par le duc de Crillon, auquel on revint ensuite, et peut-être trop tard.

Au mois d'avril, on publie à Madrid une traduction espagnole du prospectus de l'*Encyclopédie* par ordre de matières, que l'on propose par souscription. L'évêque de Salamanque, don Philippe Beltran, inquisiteur-général, est à la tête des souscripteurs: il avait consenti à la publication de l'ouvrage, moyennant la suppression des articles contraires à l'esprit de son tribunal; mais ayant lu depuis l'article *Espagne*, qui contenait des vérités un peu fortes, il se rétracta, et l'*Encyclopédie* fut irrévocablement prohibée.

Le 25 avril, l'escadre combinée, sous les ordres du comte de Guichen, de retour de sa croisière sur l'île de Madère, rentra dans Cadix avec six prises anglaises.

Les événements qui se préparaient devant Gibraltar attiraient au camp de Saint-Roch une foule de volontaires. Mgr. le comte d'Artois, ayant obtenu du roi, son frère, la permission de s'y rendre, avait demandé l'agrément de Charles III. *Grâces à Dieu*, s'écria le monarque, à la réception de la lettre du prince, *je ne mourrai donc pas sans avoir vu un de mes neveux, sans avoir embrassé mon filleul;* et s'adressant à l'ambassadeur de France, Montmorin: *Renvoyez à l'instant le courrier. Dites à mon neveu que la joie et le saisissement que me cause sa résolution, m'empêchent de lui écrire. Qu'il vienne; il veut servir comme volontaire? tout sera à ses ordres: mes troupes, l'Espagne entière obéiront avec plaisir à un prince de mon sang.*

Le 4 juin, la flotte combinée sous les ordres de D. Louis de Cordova, forte de trente-quatre vaisseaux, dont sept français, commandés par Guichen, met à la voile, et va croiser à l'entrée de la Manche. Elle rencontre, le 25 de ce mois, une flotte anglaise de vingt-huit voiles, destinée pour le Canada et Terre-Neuve, sous l'escorte d'un vaisseau de guerre, deux frégates et un brick; elle lui donne la chasse, et s'empare de dix-huit bâtiments qui sont conduits à Brest: elle

va ensuite établir sa croisière depuis Ouessant jusqu'aux Sorlingues, et quelques jours après, elle est renforcée par huit vaisseaux venus de Brest, formant la division de Lamotte-Piquet.

Le port d'Algéziras étant devenu l'arsenal, où le chevalier d'Arçon fesait construire les batteries flottantes destinées à l'attaque de Gibraltar, le ministère espagnol y établit un département de marine indépendant de celui de Cadix; le lieutenant-général Valcarsel en est nommé commandant, et il a sous lui, pour commander les opérations, le chef d'escadre Moréno et le brigadier de marine Langara, frère du lieutenant-général.

Tous les renforts de troupes et de munitions étant arrivés au camp de Saint-Roch, le duc de Crillon s'y rend le 18 juin, et prend possession du commandement, le surlendemain. Don Martin Alvarez, qui avait commandé le blocus, se retire aussitôt de l'armée. Quoique les batteries espagnoles incommodassent beaucoup Gibraltar, et que peu de temps auparavant elles y eussent fait sauter le fort Anne, le nouveau général fit cesser leur feu jusqu'à une attaque générale, et ordonna d'autres travaux. Le camp de Saint Roch pouvait être comparé à une ville : tous les soldats espagnols étaient logés dans des baraques de bois, arrangées uniformément et formant des rues; les maisons de leurs officiers étaient presque toutes en briques et avaient un jardin. Les Français arrivés de Minorque campèrent sous des tentes.

Le 2 juillet, fut publiée la cédule du roi pour l'établissement de la banque royale de Saint-Charles, d'après le plan présenté par un banquier français, Cabarrus, qui en fut nommé directeur-général. Cette banque, composée d'abord de cent cinquante mille actions de deux mille réaux, et devant former un fonds de quinze millions de piastres, embrasse trois objets principaux, 1°. la liquidation des effets royaux au pair, et l'escompte des autres bons effets à quatre pour cent; 2°. les fournitures pour les armées de terre et de mer, sous la commission de dix pour cent; 3°. le paiement de toutes les obligations de la couronne en pays érangers, sous la commission d'un pour cent. Un des premiers avantages de cette banque, fut de rétablir le crédit du papier-monnaie, qui, de vingt-quatre pour cent de perte qu'il éprouvait, parvint en peu d'années à porter une prime.

Le 6 juillet, la princesse des Asturies accouche de l'infante Marie-Louise-Joséphine, depuis reine d'Etrurie et

grande-duchesse de Lucques. La naissance de cette princesse console la cour de la perte d'une des jeunes infantes, morte peu de jours auparavant.

Le 12 juillet, l'escadre combinée chassa celle de l'amiral Howe, l'obligea de se réfugier vers les ports d'Angleterre, et alla reprendre sa première station à l'entrée de la Manche et du canal de Bristol, pour y attendre le convoi de la Jamaïque, qu'elle manqua. Le 16, elle rencontra l'amiral Howe, qui lui échappa à la faveur d'un brouillard, et elle le poursuivit vainement les jours suivants.

Le 23 juillet, le comte d'Artois arrive à Saint-Ildefonse. Son entrevue avec la famille royale est des plus touchantes. Il reçoit les plus grands honneurs à la cour ; il est traité avec le même cérémonial que les infants, et il a rang immédiatement après le prince des Asturies. Dans toutes les villes qu'il avait traversées, des fêtes, des illuminations, des courses de taureaux, des carrousels, et surtout l'empressement et la joie du peuple avaient signalé sa présence. Le duc de Bourbon arriva le 2 août à Saint-Ildefonse.

Au milieu d'une guerre dispendieuse, les travaux utiles à la prospérité du royaume étaient continués avec la même activité. Ce fut à cette époque que les eaux du canal impérial arrivèrent sur le territoire de Saragoce, dans une étendue de plus d'une lieue, près de la rivière d'Isuerha.

Le comte d'Artois se rendit le 15 au camp de Saint-Roch, et le duc de Bourbon le lendemain : leur présence redoubla l'ardeur générale et l'espoir du succès. En attendant que les dix prames construites à Algéziras, sous la direction du chevalier d'Arçon, fussent en état d'être lancées à la mer, le duc de Crillon poussait avec vigueur les travaux du siége de Gibraltar, et établissait trois nouvelles batteries contre cette forteresse.

Le gouverneur de la Jamaïque voulant prendre sa revanche de l'expédition des Espagnols contre les établissements anglais, sur la côte des Moskites, au cap *Gracias à Dios*, envoie des troupes qui s'emparent, le 31 août, du fort espagnol situé à Blackriver-Bluff.

La flotte combinée étant rentrée dans la rade de Cadix le 5 septembre, don Louis de Cordova y reçut ordre de se rendre sur-le-champ dans la baie de Gibraltar, afin qu'avec les forces qu'il commandait, il pût en imposer à l'ennemi, seconder l'attaque générale qui se préparait, et arrêter plus facilement une flotte anglaise, si elle voulait entrer dans le

détroit. Les batteries flottantes furent achevées peu de jours après. C'étaient des prames construites avec les carcasses de dix vaisseaux de soixante-quatre, renforcées d'un côté et sur le pont, d'un blindage de trois pieds et demi d'épaisseur, pour les rendre impénétrables aux boulets et aux bombes; un mécanisme ingénieux devait les entretenir dans une humidité continuelle, et les garantir de l'incendie occasioné par les boulets rouges. Elles portaient chacune deux batteries de dix pièces de vingt-quatre, ce qui fesait en tout deux cents bouches à feu. On en donna le commandement à don Ventura Moréno, et le prince de Nassau-Siegen, qui était venu servir comme volontaire, en fut nommé major-général.

Le 12 septembre, cinquante vaisseaux de ligne français et espagnols se trouvèrent réunis dans la baie de Gibraltar. Le 13 au matin, les dix prames partirent d'Algéziras et vinrent s'embosser devant Gibraltar. Les contradictions qu'offrent les diverses relations de cette mémorable affaire empêcheront probablement toujours que l'on puisse connaître exactement les véritables causes de son issue malheureuse. Le projet était grand et bien conçu; mais l'auteur (et l'on peut le dire sans vouloir porter atteinte à la réputation qu'a laissée cet habile ingénieur) ne l'avait peut-être pas assez médité. Il n'avait pas tout prévu; et il semble que c'est avec raison que le duc de Crillon lui avait reproché de n'avoir pas fait sonder, ou d'avoir fait sonder trop superficiellement, le parage où les batteries flottantes devaient s'embosser Deux seulement purent approcher jusqu'à deux cents toises de la place : les huit autres s'engravèrent à quatre ou cinq cents toises, soit qu'elles n'eussent pas suivi la direction qui leur avait été ordonnée, soit qu'elles l'eussent trop bien suivie. S'il faut en croire Bourgoing (1), ami de d'Arçon, et dont le récit a été, peut-être sans examen, regardé comme une autorité suffisante par les auteurs qui l'ont copié, l'ingénieur français ne fut secondé ni par la flotte combinée, qui resta spectatrice immobile de l'action, ni par les chaloupes canonnières et les bombardes dont le feu aurait contribué à diviser celui des ennemis, ni par les lignes de Saint-Roch qui, suivant la même version, ne firent jouer qu'une soixantaine de pièces de canon, au lieu

(1) *Tableau de l'Espagne moderne*, quatrième édition, tome III, pag. 229 et suivantes.

de cent quatre-vingt-six qui composaient leurs batteries. Il est certain que les prames firent peu de mal aux fortifications de Gibraltar, et qu'après un feu qui dura depuis le matin jusqu'au milieu de la nuit, elles furent toutes entièrement détruites. Mais le doute existe également sur la cause de leur destruction. Les uns disent qu'elles furent consumées par l'effet des boulets rouges d'une nouvelle invention, lancés par les Anglais. Suivant Bourgoing, deux seulement furent incendiées par l'ennemi, *la Talla piedra* que montaient le prince de Nassau et d'Arçon, et *le San Juan*, commandé par Langara. Moréno ordonna de brûler la sienne et les sept autres, pour qu'elles ne tombassent pas au pouvoir des Anglais. Enfin, suivant un mémoire de d'Arçon lui-même (1), qui inculpe aussi tous les généraux de terre et de mer, toutes les prames, à l'exception de celle qu'il montait, furent incendiées par ordre supérieur (2). Telle fut l'issue de cette fatale journée qui coûta six millions à l'Espagne, et aux deux puissances alliées une perte de plus de huit cents hommes, tués, blessés ou prisonniers, y compris ceux qui se noyèrent en se précipitant dans les chaloupes qui venaient pour les sauver.

Ce mauvais succès ne découragea pas les assiégeants. Le général fit former une nouvelle parallèle, pour battre la rade contre les deux môles et empêcher les bâtiments d'y mouiller. On poussa un boyau depuis la batterie de Mahon jusqu'à la mer de l'Ouest, dans une longueur de deux cent cinquante toises, et à cent soixante de la porte de terre.

Dans la nuit du 9 au 10 octobre, un ouragan furieux assaillit la flotte combinée dans la baie d'Algéziras, la mit en désordre, et jeta sur la côte de Gibraltar un vaisseau de

(1) *Mémoire pour servir à l'histoire du siége de Gibraltar*, par l'auteur des Batteries flottantes. Cadix, 1783; petit in-8°.

(2) S'il faut en croire une autre relation, sept batteries flottantes furent détruites par le feu des Anglais, et trois seulement par les équipages qui les abandonnèrent. Au résumé, il paraît que la jalousie, l'imprévoyance, la précipitation, la rivalité du pouvoir national, etc., concoururent à faire avorter ce projet, et que l'humeur aggrava ensuite les torts qu'on se reprocha réciproquement. Quant au duc de Crillon, quoiqu'il eût désapprouvé ce plan, et qu'il eût manifesté son opinion au roi et au ministre Florida-Blanca, il le seconda de tout son pouvoir, et s'exposa même pour aller porter des secours aux hommes qui montaient les batteries flottantes; ainsi on ne peut, sous aucun rapport, lui imputer la moindre part dans le désastre de cette journée.

soixante-dix qui tomba au pouvoir de l'ennemi. Cet événement procura aux Anglais un avantage bien plus important.

Le 11 au soir, l'amiral Howe pénétra dans le détroit avec une flotte de trente-quatre vaisseaux de ligne, et, malgré la présence des forces alliées, quatre frégates qui formaient son avant-garde, entrèrent dans Gibraltar, ainsi que quatre transports. Un coup de vent le poussa, le 12, dans la Méditerranée ; la flotte combinée, forte encore de quarante-six vaisseaux, mit à la voile le lendemain pour l'attaquer ; mais le 14, le vent ayant tourné à l'est, l'amiral anglais en profita pour éviter le combat, et achever de remplir le but de son expédition. En éteignant ses feux, dans la nuit du 15, il parvint à échapper à la flotte combinée qui était à cinq ou six lieues de lui, sortit de la Méditerranée, et employa les trois jours suivants à faire entrer dans la place plusieurs autres bâtiments munitionnaires, et à débarquer les troupes qui devaient renforcer la garnison. Don Louis de Cordova, chassé au loin par les vents contraires, ne put revenir sur ses pas aussi vite que la flotte anglaise. Il fut sur le point de l'atteindre, le 19, dans le détroit, et la rencontra en pleine mer, le 20, à seize lieues de Cadix. Après un combat de quelques heures, dans lequel la perte de chaque côté fut de trois ou quatre cents hommes tués ou blessés, les deux flottes se séparèrent, sans qu'on puisse décider, en lisant les rapports de leurs amiraux, si les Anglais forcèrent de voiles, pour gagner au large, ou si les alliés serrèrent le vent pour rester en arrière. Ceux-ci rentrèrent à Cadix le 28.

Les deux princes français qui s'étaient flattés d'assister à la prise de Gibraltar, la jugeant désormais impossible, partirent de Saint-Roch, le duc de Bourbon le 16 octobre, et le comte d'Artois le 19. La cour était à l'Escurial, lorsqu'ils y arrivèrent vers la fin du mois; ils y furent reçus avec moins d'empressement qu'à leur premier passage, et après y avoir assisté à la fête de Charles III, ils se remirent en route, le 6 novembre, pour retourner en France.

Le siége de Gibraltar est de nouveau converti en blocus ; la direction de la marine à Algéziras est supprimée, et don Ant. Barcelo reprend le commandement de l'escadre devant Gibraltar. Les troupes françaises qui étaient au camp de Saint-Roch ont ordre de se rendre à Cadix. Quelques régiments espagnols sont envoyés à diverses destinations. L'armée du duc de Crillon se trouve réduite à quinze mille hommes. Quoique des négociations de paix fussent enta-

mées, ce général, autorisé par un ordre du roi, ne laissa pas de poursuivre l'exécution du plan qu'il avait proposé. Après la destruction des batteries flottantes, il avait fait trois fois plus de chemin contre Gibraltar, qu'on n'en avait fait pendant trois ans. Parvenu à cinquante toises d'élévation dans le roc, il y établit un poste de cinq cents grenadiers, pour soutenir les mineurs qui pratiquèrent deux ouvertures dans l'intérieur du rocher.

En même temps, le comte d'Estaing arrivé à Cadix le 18 décembre, y pressait l'armement et le radoub de tous les vaisseaux espagnols et français qui se trouvaient dans ce port; des convois y arrivèrent encore de Brest et de Toulon. Il devait y prendre le commandement général d'une flotte de cinquante-deux vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les corvettes, et plus de deux cents bâtiments de transport sur lesquels on devait embarquer, pour les Antilles, quinze mille hommes de troupes françaises, non comprises celles d'Espagne. Cette flotte, par sa jonction aux escadres françaises et espagnoles du marquis de Vaudreuil et de don Jos. Solano, aux troupes qui avaient servi sous les ordres de Rochambeau, dans les Etats-Unis, et à celles que commandaient le marquis de Bouillé et don Bernard Galvez, aurait formé la plus puissante armée que l'on eût vue dans le Nouveau-Monde. Elle était destinée à la conquête de la Jamaïque. Le comte d'Estaing, pendant son séjour à la cour de l'Escurial, avait enfin démontré à Charles III, que le siége de Gibraltar avait trop long-temps privé la France et l'Espagne des avantages que devait leur procurer la réunion de leurs forces navales contre la Grande-Bretagne; il avait aussi persuadé à ce monarque de ne pas retarder plus long-temps les négociations de paix, par trop d'obstination à insister sur la restitution de Gibraltar.

Charles III, toujours occupé du bonheur de ses Etats, avait fait négocier par son ambassadeur à la Porte-Othomane, un traité de paix et de commerce qui fut signé à Constantinople le 14 septembre, et que ce monarque ratifia le 24 décembre. Ce traité, en vingt-un articles, fixe à 3 pour cent les droits de douane sur les marchandises débarquées par les Espagnols dans les ports de l'empire othoman, et les place, pour les autres droits, sur le même pied que les nations amies. Les consuls espagnols qu'on y établira jouiront des mêmes priviléges que ceux des puissances amies; les sujets de S. M. C. seront protégés dans leurs pèlerinages

à Jérusalem ; les biens de ceux qui mourront dans les Etats du grand-seigneur ne seront point sujets au fisc ; la Porte pourra entretenir à Alicante un *cheikh-bender* (1), pour veiller à la sûreté de ses marchands et de ses sujets en Espagne ; les pilotes côtiers porteront réciproquement des secours aux navires en danger, sur les côtes des deux Etats, etc. A l'occasion de ce traité, Charles III envoya au grand-seigneur vingt pièces de drap de Vigogne, afin de donner aux Turcs le goût des laines d'Espagne (2). Ce prince met, cette année, un impôt de quarante-cinq réaux pour cent sur les garances étrangères, dans le but d'encourager en Espagne la culture de cette racine et les fabriques d'indiennes.

1783. Après trois mois de conférences, les préliminaires de paix signés à Versailles, le 20 janvier, par le comte de Vergennes, le comte d'Aranda et le ministre britannique Fitz-Herbert, mirent fin aux hostilités. L'île de Minorque resta à l'Espagne ; la Floride orientale lui fut cédée, et elle conserva la Floride occidentale. Les îles de la Providence et de Bahama, fesant partie des Lucaies, furent rendues à l'Angleterre ; et toutes les autres conquêtes, de part et d'autre, restituées sans compensation.

Ce ne fut que le 10 mars que le général Elliot apprit officiellement la signature des préliminaires, et que les dispositions hostiles cessèrent entièrement entre cette place et le camp de Saint-Roch, qui fut levé peu de jours après.

Charles III, persuadé que le défaut d'industrie et la misère qui régnaient en Espagne parmi les citoyens des classes inférieures, avaient pour cause première le mépris avec lequel on y traitait les arts mécaniques et les métiers, et voulant exciter l'émulation parmi les artisans de tous les états, publie au mois de mars, un édit par lequel, tous les hommes qui exercent un métier utile quelconque, pourront être admis aux charges municipales, et même aspirer à la noblesse, lorsqu'ils se seront distingués d'une manière éminente dans leur profession.

---

(1) Seigneur du port, commissaire de marine ou consul.

(2) Ce traité ne fut ratifié, par le grand-seigneur, que le 24 avril 1783, et ne fut publié, à Madrid, qu'au commencement de janvier 1784. La relation du voyage de l'escadre espagnole, qui, dans cette dernière année, porta des présents à Constantinople, a été magnifiquement imprimée avec vingt-quatre gravures. On y trouve des notions neuves et assez exactes sur les Turcs.

Par une ordonnance du 25 du même mois, le roi renouvelle les anciennes lois contre les vagabonds, et comprend sous ce nom les porte-balles, les colporteurs ou merciers ambulants, ceux qui font voir des animaux et des curiosités, lors même qu'ils seraient munis de passeports ; les pélerins qui s'écarteraient de leur route, et les écoliers qui se rendraient seuls aux universités, sans certificats ou sans passeports.

Un autre édit de ce monarque remet en vigueur ses ordonnances de 1765 et 1771, qui défendent et annullent toutes les dispositions testamentaires en faveur des confesseurs, des églises et des couvents. Il interdit en outre aux ecclésiastiques de s'immiscer en aucune façon dans les hoiries, testaments, biens héréditaires, etc.

Le 13 mai, la ville d'Aréquiba, qu'on nommait *la Venise du Pérou*, est entièrement détruite par un tremblement de terre, ainsi que les districts voisins (1).

Charles III récompense noblement les généraux et officiers qui se sont distingués dans la dernière guerre. Il accorde au duc de Crillon 400 mille réaux de pension annuelle, et le titre héréditaire de duc de Mahon. Le prince de Nassau, qui avait montré un courage héroïque au milieu des flammes, le malheureux jour des batteries flottantes, est fait grand d'Espagne, et est autorisé à expédier en Amérique un bâtiment franc de tous droits. Le comte d'Estaing est aussi nommé grand d'Espagne ; le comte de Vaudreuil a la permission d'exporter à Saint-Domingue, deux mille mulets espagnols sans payer les droits.

---

(1) Les troubles du Pérou, assoupis en apparence depuis le supplice de Tupac-Aymarou et de ses complices, s'étaient élevés de nouveau avec plus de force. Diégo Tupac, frère du premier rebelle, et le cacique Cutari, son neveu, commirent, en 1782, d'horribles dévastations, exterminèrent les blancs dans plusieurs provinces, et assiégèrent la ville de La Paz. Les troupes royales délivrèrent cette place, à moitié brûlée et saccagée, où la famine avait enlevé un grand nombre d'habitants. Mais le gouvernement, au lieu de sévir contre les deux chefs, leur pardonna à la fin de la même année. Ils vinrent au camp espagnol, et y furent bien accueillis. L'impunité les enhardit, et la révolte ayant recommencé, durait encore en 1784. Elle fut sans doute apaisée ; mais le silence mystérieux de la cour de Madrid et le manque de documents locaux nous empêchent d'entrer dans plus de détails sur ces événements liés aux révolutions dont l'Amérique méridionale a été depuis le théâtre : nous y reviendrons en nous occupant de l'Amérique.

Le 21 mai, la flotte est licenciée ; une partie est désarmée ; le reste se rend à Carthagène et au Ferrol.

Le 5 juin, mort de l'infant don Carlos, âgé de trois ans et trois mois, le seul fils qui restait au prince des Asturies.

Les mers étant devenues libres, le convoi de la Havane arrive à Cadix, vers la fin de juillet, sous l'escorte du lieutenant-général Solano, avec un trésor de plusieurs millions de piastres, et il est bientôt suivi par les riches vaisseaux du registre.

Depuis la malheureuse expédition contre Alger, cette régence avait donné à l'Espagne de continuels et justes sujets de plaintes par ses pirateries et ses entreprises contre Oran. Débarrassé de la guerre avec l'Angleterre, le cabinet de Madrid résolut de mettre à la raison les Barbaresques, et sur leur refus d'accepter les conditions du traité qu'il voulait leur dicter, il chargea don Ant. Barcelo d'aller les réduire. Ce chef d'escadre appareilla de Carthagène, le 13 juillet, avec quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates, neuf chebecs, trois galiotes, trois brigantins, deux belandres, vingt-une chaloupes canonnières, vingt-une bombardes, trois félouques et trois brûlots. Contrarié par les vents, il ne parvint que le 29 devant la baie d'Alger, et ne put commencer le bombardement de ce repaire de brigands, que le 1er. août ; il le continua jusqu'au 8, tous les jours, excepté le 5, lança contre la ville 3,752 bombes et 3,833 boulets, et y mit le feu en plusieurs endroits. Les Algériens répondirent par 400 bombes et 11,284 boulets. Les vaisseaux qu'ils opposèrent aux Espagnols furent toujours repoussés. Le 9, le commandant Barcelo, menacé d'une tempête, leva l'ancre et rentra le 11 dans Carthagène. Près de quatre cents maisons furent endommagées par les bombes espagnoles, mais les édifices publics restèrent intacts. Cette expédition inutile coûta à l'Espagne quatre cents soldats, quinze cents quintaux de poudre, et une chaloupe canonnière : néanmoins celui qui l'avait dirigée fut comblé à la cour de caresses et de présents, et nommé lieutenant-général.

Le 18, par un accident fatal, mais singulier, la foudre tomba sur le magasin à poudre d'Alicante et sur celui de Malaga, et les fit sauter.

Le 5 septembre, la princesse des Asturies met au monde deux princes jumeaux. A cette occasion, Charles III publie une amnistie en faveur des déserteurs.

Le 5 septembre, le traité de paix définitif avec l'Angleterre est signé à Versailles. Parmi les douze articles qui le composent, le seul ajouté aux articles préliminaires, est celui qui permet aux Anglais de couper du bois de campêche dans les districts de la baie de Honduras, situés entre les rivières de Wallis ou Bellize et de Rio-Hondo, sans préjudicier toutefois aux droits de souveraineté du roi d'Espagne sur ces districts, et sans pouvoir y construire des forts. Ce traité fut ratifié par le roi d'Angleterre, le 7, et par le roi d'Espagne, le 9.

Don Bernard Galvez débarque à Cadix avec trente-six bâtiments de transport, ramenant la plus grande partie des troupes espagnoles qui étaient en Amérique. Ce jeune général, qui venait d'obtenir tant de succès contre les Anglais dans cette partie du monde, reçoit à la cour un accueil très-distingué. Le roi lui donne le titre de comte, et le nomme, quelque temps après, vice-roi de Cuba.

L'infant don Louis, frère du roi, depuis son mariage, vivait dans une sorte d'exil et de disgrâce. Au mois d'octobre, Charles III permet à son frère d'aller et de demeurer partout où il voudra, excepté à Madrid et à Saint-Ildefonse, quand la cour s'y trouvera.

En vertu d'une bulle du pape, que le roi d'Espagne avait reçue trois ans auparavant, et qui l'autorisait à percevoir jusqu'à concurrence du tiers du revenu de tous les canonicats, et bénéfices simples ou à charge de résidence, à l'exception des bénéfices simples au-dessous de 300 ducats, et de ceux qui obligent à résidence, au-dessous de 600 ducats; ce monarque, par un décret du 5 novembre, ordonne que toutes les sommes perçues seront employées aux besoins des hospices, des maisons de charité et des pauvres honteux.

Dans cette année, un service de postes, pour les voitures, est organisé de Madrid à Cadix, et on travaille à en établir un de Madrid à Bayonne. Jusqu'alors on n'avait pu traverser l'Espagne qu'à franc-étrier.

1784. La riche flotte de la Vera-Cruz et de la Havane, attendue depuis long-temps, arrive à Cadix, le 1er. mars, avec une cargaison de près de 33 millions de piastres, consistant principalement en or et en argent tant monnoyé qu'en barres.

Le 14, le chef d'escadre don Ventura Moréno, commandeur de Saint-Jacques, qui avait dirigé les forces navales lors de l'expédition de Minorque, et commandé les fa-

meuses batteries flottantes au siége de Gibraltar, meurt à Madrid d'un coup d'épée qu'il avait reçu la veille, en se battant contre un gentilhomme qui lui disputait le haut du pavé. Ce marin, dont le plus grand mérite était une bravoure qui allait jusqu'à la témérité, fut très-regretté à la cour.

Après divers essais infructueux sur les aérostats en Espagne, un jeune Français, natif de Bayonne, nommé *Boucher*, parvient à construire un ballon, sous les auspices de l'infant don Gabriel, protecteur des lettres et des arts. L'ascension a lieu à Aranjuez, dans le mois de mai, et réussit d'abord; mais à la descente, l'aéronaute tombe d'environ cent pieds de haut et se blesse dangereusement; l'infant le fait soigner, le comble de bienfaits, et le roi lui accorde 2,500 francs de pension.

Le 24 juin, Charles III publie une ordonnance contre les Bohémiens, et prescrit des mesures sévères pour réprimer les désordres de ces dangereux vagabonds, à la fois voleurs et contrebandiers. Il établit un corps de troupes spécialement chargées de les poursuivre et de les arrêter.

Un nouvel armement destiné contre Alger, et composé de cent un bâtiments de guerre, y compris quatre vaisseaux de ligne et quinze frégates, auxquels se joignent vingt-neuf navires napolitains et maltais, met à la voile de Carthagène, le 30 juin, sous le commandement de don Ant. Barcelo. Cette flotte, qui portait huit cent vingt-quatre pièces de canon et quatorze mille hommes, vient mouiller, le 9 juillet, dans la baie d'Alger. Le bombardement commence le 12, avec quelque succès. Les Barbaresques avaient formé une ligne d'environ soixante chaloupes canonnières et bombardières. Quatre sautent en l'air, et la ville éprouve quelque dommage. Le soir, deux vaisseaux et quelques frégates, envoyés par la cour de Lisbonne, se réunissent à la flotte combinée. Le feu recommence le 15 et continue jusqu'au 20. Mais l'audace des musulmans qui s'approchaient à demi-portée du canon et tiraient à mitraille sur les chrétiens; le peu d'accord entre les vaisseaux de quatre nations différentes, dans l'intelligence et l'exécution des signaux, et la désunion de leurs chefs, font échouer cette expédition. La flotte lève l'ancre le 23, et rentre peu de jours après dans le port de Carthagène.

Don Antonio Tomé, consul de la chambre consulaire de Burgos, fait ériger, en l'honneur de Charles III, une

statue pédestre en bronze, sur la grande place de cette ville, par reconnaissance des distinctions et des priviléges qu'il a obtenus de ce monarque pour sa fabrique de cuirs. Le roi ayant donné son agrément à ce projet, l'inauguration de la statue a lieu le 26 juillet, avec la plus grande solennité. Sur le piédestal en marbre jaspé, on lit l'inscription suivante, en espagnol: *A Charles III, père de la patrie, restaurateur des arts : don Ant. Tomé, consul de la chambre consulaire de Burgos, le premier parmi ses compatriotes qui ait offert à la postérité un monument à la mémoire de son auguste bienfaiteur. L'an* 1784 (1).

Le 1er. août, Charles III donne une cédule qui défend de vendre aucun livre étranger en Espagne, sans un examen et une permission préalable du conseil.

Une autre cédule du 5 du même mois, ayant pour objet de donner de plus grands encouragements au commerce, affranchit de tous droits les liquides et les denrées du crû espagnol, et réduit à quatre pour cent les droits sur les marchandises étrangères embarquées dans les ports privilégiés d'Espagne, et dans ceux de Maïorque, Minorque, et des îles Canaries, pour différents ports de l'Amérique. La même cédule confirme celles des 22 janvier 1782 et 24 novembre 1783, qui accordaient entière liberté de commerce à la Louisiane, aux deux Florides et à l'île de la Trinité; et afin qu'il ne s'élève aucunes difficultés dans la perception du droit modique d'*alcabala*, imposé dans les Indes sur la vente des marchandises indigènes ou étrangères importées d'Espagne, elle prescrit de taxer les unes sur le pied du prix de fabrique, et les autres d'après leur prix courant dans le port d'Espagne où elles auraient été embarquées, suivant le réglement du 8 août 1782.

Le 26 septembre, la garnison d'Oran repousse une attaque imprévue de huit mille Turcs et Maures d'Alger, qui avaient pénétré dans les jardins de cette place.

Le 6 octobre, six bateaux, chargés de marchandises, arrivent près de Saragoce par le canal impérial d'Aragon. Ce spectacle, nouveau pour les habitants, en attire un grand concours, tant de la ville que des environs, et leur reconnaissance pour les avantages que leur promet cette

(1) Ce monument, quoique assez mal exécuté, est d'autant plus honorable pour ce monarque, que les Espagnols ne sont pas prodigues d'un pareil hommage, et qu'il est presque le seul de cette espèce en Espagne.

traction, assistant de Séville et intendant des troupes d'Andalousie. Ce nouveau ministre, créature de Florida-Blanca et jaloux des talents du directeur-général de la banque Saint-Charles, Cabarrus, débute par témoigner sa prévention contre cet établissement et contre son auteur.

Le gouvernement espagnol, voulant instruire la nation, chaque année, de l'état du commerce des Indes occidentales, commence par faire publier le tableau des exportations et des importations pendant l'année 1784.

Le 10 mars, la compagnie des Philippines ou des Indes orientales est établie par une cédule de Charles III, composée de cent articles, dont plusieurs sont relatifs à la dissolution et à la liquidation de la compagnie de Caracas, et à l'incorporation de ses fonds dans la nouvelle compagnie. Le privilége exclusif de celle-ci est de vingt-cinq ans, et ses opérations doivent commencer le 1er. juillet. Les fonds se composent de 120 millions de réaux de vellon, divisés en trente-deux mille actions. Le roi en prend pour vingt millions, et la banque Saint-Charles pour douze. Les vaisseaux de la compagnie auront le pavillon royal, et les capitaines ainsi que les équipages jouiront des mêmes priviléges que ceux de la marine royale. Le port de Manille est déclaré libre et ouvert à toutes les nations asiatiques. La compagnie y enverra des artisans et des instruments aratoires, et y encouragera l'agriculture et l'industrie. Elle aura un conseil à Manille et une direction générale à Madrid, sous la présidence du ministre des Indes.

Les laines de Vigogne ayant totalement manqué depuis les dernières révoltes du Pérou, la cour en défend l'exportation pour les pays étrangers.

Le 27 mars, le roi et la famille royale signent le contrat de mariage de l'infante Charlotte-Joachime avec l'infant don Juan (aujourd'hui Jean VI, roi de Portugal), second fils de la reine de Portugal, représenté par son ambassadeur extraordinaire, et les fiançailles ont lieu le même jour. Cette princesse, à peine âgée de dix ans, et déjà étonnante par l'étendue et la variété de ses connaissances (1), est remise le 9 mai, par le duc d'Almodovar, à la

(1) Au mois de juin de l'année précédente, elle avait subi des examens, et répondu de la manière la plus satisfesante à toutes les questions qu'on lui adressa sur l'histoire sacrée, la religion, l'histoire d'Espagne, les

famille royale de Portugal, qui s'était rendue à Villa-Viciosa. Cet ambassadeur reçoit en même temps l'infante de Portugal, Marie-Anne-Victoire, fiancée à don Gabriel, le second des infants d'Espagne, fils de Charles III. Le mariage de ce prince a lieu le 23 mai. Celui de sa nièce avec don Juan de Portugal, ne fut célébré que le 9 juin.

La cour d'Espagne, manquant de vif-argent pour l'exploitation de ses mines en Amérique, fait un traité, le 24 mai, avec l'empereur Joseph II, pour en tirer des états autrichiens. Elle lui envoie, à cette occasion, deux cent cinquante moutons mérinos.

Sous prétexte que, dans le traité de paix du 5 septembre 1783, l'article relatif à la baie de Honduras présentait un sens ambigu relativement à la souveraineté du roi d'Espagne sur cette contrée, les Anglais avaient formé de nouveaux établissements sur la côte des Moskites et dans l'île de Ruatan, ce qui avait donné lieu, dès la fin de l'année 1784, à des plaintes et à des voies de fait qui étaient à la veille de dégénérer en hostilités, dans le courant de l'année 1785. Déjà le vice-roi du Mexique, don Mathias Galvez, avait fait rassembler des troupes à Truxillo, pour attaquer les Anglais, ainsi que les Indiens qu'ils avaient mis dans leur parti, et auxquels ils fournissaient des armes, lorsqu'un traité fut conclu dans cette ville entre les commandants des deux nations. Il fut convenu que les colons anglais resteraient pendant deux ans, paisibles possesseurs du pays qu'ils occupaient, et que, dans cet intervalle, les deux cours prendraient des arrangements définitifs pour terminer tout différend ultérieur sur ce territoire.

Charles III, reconnaissant des marques d'amitié que le roi de Maroc, pour faire oublier son injuste aggression de 1774, avait données à la nation espagnole, charge son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, don Francisco de Salinas y Moñino, de lui offrir de riches présents. Salinas débarque à Mogador le 30 avril, arrive à Maroc le 4 juin, obtient trois audiences de Sidi Mohammed, quitte sa cour le 15, et est de retour à Tanger le 3 juillet. Le monarque africain accorde aux Espagnols un rabais sur les droits d'exportation des bestiaux et des légumes, une entière franchise sur

---

révolutions de la langue et de la littérature castillane, la géographie et la sphère. Elle avait ensuite expliqué les *Commentaires* de César, les *Offices*, les *Paradoxes*, la *Vieillesse* et l'*Amitié* de Cicéron, traduit les mêmes auteurs de l'espagnol en latin, et montré autant de connaissance de la langue et de la littérature française.

les autres denrées et sur les droits de mouillage dans les ports de Tanger, Tétuan et l'Arrasch ; il leur permet de lever le plan de la côte depuis Tétuan jusqu'au cap Spartel; il remet à l'envoyé, des captifs et des déserteurs espagnols, un navire américain avec son équipage, pris par une frégate marocaine, des bêtes féroces, des autruches et autres animaux rares ; enfin il promet de fournir des grains à l'Espagne, suivant ses besoins, et d'empêcher quelques tribus maures d'insulter les places de Mélilla et d'Alhacenas, etc.

Le 10 juin, six mille hommes ayant été embarqués à la Corogne sur douze navires de transport, escortés par trois vaisseaux de guerre, pour renforcer les garnisons de Pensacola et de Saint-Augustin dans les deux Florides, l'ambassadeur d'Angleterre demande raison à la cour de Madrid de cet envoi de troupes ; on lui répond qu'elles sont destinées à assurer les possessions espagnoles dans les deux Amériques, et que le différend sur la côte des Moskites n'a nullement influé sur leur embarquement.

Le mauvais succès des deux expéditions contre Alger avait déterminé le gouvernement espagnol à tenter quelques négociations avec cette régence, par l'entremise du comte d'Expilly. Elles échouèrent, et le ministre Florida-Blanca résolut dès-lors de bombarder Alger, tous les ans, jusqu'à ce que les pirates épuisés fussent forcés de respecter le pavillon espagnol. Cependant, sur les représentations réitérées des officiers qui avaient servi dans ces deux expéditions, il abandonna ce projet. Les négociations furent renouées avec Alger, par don Joseph Mazarrédo, qui sentit que l'or de l'Espagne serait plus efficace que des bombes. Cet officier de marine vint mouiller avec une escadre dans la rade d'Alger, le 12 juin, et les préliminaires furent signés le 17 dans le palais du dey. Mazarrédo revint à Alicante le 17 juillet, apportant une ratification du traité de paix. Le ministre répugna d'abord à l'approuver; mais il comprit enfin que c'était rendre un véritable service à sa patrie que d'acheter la paix avec la régence d'Alger, au prix de 14 millions de réaux (3 millions 500 mille francs) (1).

Charles III, dans les premiers jours de juillet, publie un décret rendu le 28 mai précédent, et par lequel, voulant

(1) Florida-Blanca, qui avait alors séparé sa politique de celle de la France, fit mystère de ces négociations au cabinet de Versailles. Il existait un peu de froideur entre les deux cours. Celle de Madrid soupçonnait à tort la France de fournir secrètement des secours aux Barbaresques.

éviter que le pavillon de la marine espagnole ne soit confondu de loin, ou par un temps calme, avec ceux des autres nations, il ordonne qu'à compter du 1er. janvier 1786, sur la Méditerranée, et sur l'Océan atlantique jusqu'à la hauteur du Tenériffe ; du 1er. juillet suivant, dans l'Amérique septentrionale ; et du 1er. janvier 1787, partout ailleurs, tous les vaisseaux espagnols arboreront le pavillon divisé en trois bandes horizontales, dont celles du haut et du bas seront rouges, et celle du milieu jaune, portant au milieu les armes d'Espagne, réduites aux deux quartiers de Castille et de Léon (1).

L'infant don Louis Ant. Jayme, frère de Charles III, meurt le 7 août, à l'âge de cinquante-huit ans, à Villa de Arenas, sa résidence. Le riche comté de Chinchon est alors réuni au domaine de la couronne. Une pension assez modique est accordée à sa veuve, et ses enfants sont élevés aux frais de l'archevêque de Tolède, Lorenzana (2).

Dans le même mois, le ministre de la marine, don Ant. Valdez, fait creuser à Cadix et bâtir sur pilotis un premier bassin de construction pour les vaisseaux de 64 canons. Ce bassin fut suivi d'un second qui était achevé en 1787, et depuis on en a construit deux autres.

Un amateur des arts et de l'antiquité, don Henri Palos, l'un des échevins de Murviedro (l'ancienne Sagonte), fait enlever les terres qui couvraient l'amphithéâtre de cette ville, ouvrage des Romains. On parvient à déblayer neuf des quatorze gradins qui composaient les siéges de l'ordre équestre, et l'on y joue des pièces de théâtre, le 30 août et jours suivants, en présence de trois mille trois cents spectateurs qui remplissaient à peine le tiers de l'enceinte (3).

---

(1) C'est ce pavillon qui est encore en usage dans la marine royale espagnole. Celui des bâtiments de commerce a les mêmes couleurs ; mais il est divisé en cinq bandes, dont celle du milieu, plus large du double que les autres, ne porte point d'armoiries.

(2) Ce prince, gai, affable, humain, passionné pour la musique et l'histoire naturelle, a laissé trois enfants de son mariage avec mademoiselle de Vallabriga : 1°. Don Louis, né le 22 mai 1777, cardinal et archevêque de Tolède et de Séville ; 2°. Da. Marie-Thérèse, née le 6 mars 1779, mariée par Charles IV, en 1797, à don Manuel Godoy, prince de la Paix ; 3°. Da. Louise, née en 1780, mariée, en 1817, au duc de San Fernando.

(3) Le déblaiement et la restauration de l'amphithéâtre de Sagonte furent continués sous les auspices de D. H. Palos, qui fut nommé commissaire royal et conservateur des antiquités de cette ville, et qui en a publié une description. Mais la guerre de 1793 interrompit les travaux.

Le 4 septembre, deux députés d'Alger arrivent à Madrid pour aplanir les difficultés qui empêchaient le ministère espagnol de ratifier le dernier traité. Ils ne peuvent y réussir, et la guerre est sur le point de recommencer.

Le marquis don Gregori Squilaci, cet ancien favori et premier ministre de Charles III, meurt, le 13 septembre, à Venise, où il était depuis vingt ans ambassadeur d'Espagne.

Charles III, voulant remédier aux abus introduits dans l'emploi des races de taureaux et de mulets, donne, au mois de novembre, une pragmatique sanction, qui défend à tous particuliers d'avoir plus de deux chevaux à leurs voitures, excepté à la cour et dans les maisons royales, permet de tirer des chevaux de l'étranger, pendant deux ans, et abolit les courses de taureaux à mort dans tout le royaume, à moins qu'elles n'aient été instituées par des fondations pieuses; dans ce cas, le roi se réserve le droit de les remplacer d'une manière plus utile.

Un journal périodique, dans le genre du *Spectateur anglais*, s'était établi à Madrid, depuis quatre ans, sous le titre d'*el Censor*. Le 79ᵉ. numéro ayant été suspendu par le crédit de quelques hommes puissants qui s'y croyaient attaqués, le comte de Florida-Blanca adresse au chef de la police de la librairie, don Fernando de Vélasco, un décret du roi, qui, en convenant que les ouvrages qui frondent les vices et les abus par les armes de la satire et du ridicule, sont vraiment utiles pour corriger les mœurs publiques et particulières, défend néanmoins d'en abuser pour déchirer et offenser nommément des individus, des communautés et surtout la religion. Mais le roi ne voulant pas que ceux qui voient la peinture de leurs défauts dans ces écrits, parviennent à étouffer la vérité, sous prétexte qu'on a voulu y désigner leurs personnes, le décret porte que, si les écrivains sont convaincus de libelles, ils seront condamnés à une rétractation publique, à une réparation en dommages et à d'autres peines; que si, au contraire, les plaintes se trouvent mal fondées, ceux qui les auront portées subiront la loi du Talion.

Des différends éclatent, à la fin de cette année, entre Charles III et son fils Ferdinand IV, roi de Naples, au sujet du ministre de la marine Acton, qui, abusant de la faveur de la reine de Naples, avait mécontenté la cour de France et la noblesse des Deux-Siciles. Charles avait demandé à son fils le renvoi de ce ministre: mais Ferdinand,

au lieu d'accéder au désir de son père, comme il l'avait promis, envoie un ambassadeur en Espagne pour justifier sa conduite et celle du favori. Le vieux roi reçoit avec froideur les excuses de son fils, charge le chevalier de Las Casas, son ambassadeur à Naples, de réitérer ses plaintes, et lui donne ordre de se retirer à Rome, lorsqu'il apprend qu'Acton, loin d'être disgracié par son souverain, est fait premier ministre et comblé d'honneurs.

Charles III dénonce au ministère français le *Voyage en Espagne* du marquis de Langle, comme un libelle rempli d'outrages contre la religion et de calomnies contre la nation espagnole et son gouvernement. Il en demande justice, et menace, en cas de refus, de fermer son royaume à tous les Français. Ses plaintes provoquent l'arrêt du parlement de Paris qui condamna cet ouvrage à être lacéré et brûlé par la main du bourreau (1).

Depuis que l'Espagne avait recouvré les deux Florides, elle voulait empêcher les Américains de naviguer sur le Mississipi, et menaçait de saisir les bâtiments qui se trouveraient sur ce fleuve. Les Etats-Unis prétendaient que, par le traité de 1783, les Anglais leur avaient garanti la libre navigation du Mississipi. Ils se plaignaient aussi que les gouverneurs espagnols favorisaient les Indiens du Kentucky dans leurs hostilités continuelles contre le gouvernement américain. Ces démêlés, qui avaient commencé en 1784, furent arrangés à l'amiable dans le courant de l'année 1785.

1786. Le 6 janvier, Charles III fait expédier une cédule par laquelle, voulant soulager ses peuples des Castilles, en établissant un système d'impositions plus légal et plus uniforme, il réduit de 14 à 5 pour 100 l'impôt sur les ventes, appelé *alcabala*, diminue considérablement ceux qu'on nomme *rentas provinciales*, et publie un tarif des droits sur les denrées et les productions industrielles.

Dans le mois de février, commence à paraître le premier volume de l'*Histoire naturelle* de Buffon, traduite en espagnol par don Joseph Clavijo Tajardo, sous-directeur du

---

(1) L'ouvrage du marquis de Langle, qui était à sa troisième édition, en a eu trois autres depuis. Sans approuver ni justifier quelques maximes repréhensibles qu'il renferme, on peut avouer, néanmoins, que pour ce qui regarde les mœurs et les usages de l'Espagne, l'auteur n'a eu d'autre tort que d'avoir chargé un peu le tableau, et de l'avoir revêtu du vernis de la plaisanterie; d'ailleurs il dit également le bien et le mal.

cabinet d'histoire naturelle de Madrid, et moins connu dans la république des lettres comme rédacteur d'un journal (*el pensador Madritense*), que par la malheureuse célébrité qu'il devait aux mémoires injustes et calomnieux du fameux Beaumarchais. La publication de l'immortel ouvrage de Buffon en Espagne est une preuve des progrès des lumières sous le règne de Charles III.

Le comte O-Reilly, capitaine-général de l'Andalousie, gouverneur de Cadix et inspecteur-général de l'école d'infanterie qu'il avait établie à Avila, et dont il avait obtenu la translation au port Sainte-Marie, s'était maintenu longtemps, par la faveur du roi, contre l'opinion publique. Ses talents, comme administrateur, avaient presque fait oublier sa conduite atroce à la Louisiane et sa désastreuse expédition d'Alger. Cadix lui devait son pavé, la propreté de ses rues, plusieurs beaux édifices et quelques sages institutions. Il avait su cacher sous des formes engageantes le despotisme et la dureté de son caractère. Mais il avait un ennemi implacable dans le sur-intendant des finances, Lerena, qui, tandis qu'il était intendant de l'Andalousie, avait eu quelques démêlés avec ce général. Au mois d'avril, un ordre de la cour oblige O-Reilly de se démettre de tous ses emplois, le relègue en Galice, et ne lui laisse que le titre de lieutenant-général et une faible pension. Il est remplacé par don Ant. Olivier.

Le 11 juin, le capitaine don Ant. de Cordova y Laso rentre dans le port de Cadix, avec la frégate la Sainte-Marie, de retour d'un voyage qu'il avait entrepris, par ordre du roi, le 9 octobre de l'année précédente, pour examiner et vérifier les relations antérieures du détroit de Magellan, et en reconnaître les côtes. Ce navigateur séjourna trois mois dans le détroit, sans avoir pu le franchir entièrement, et il en releva les caps, les anses, etc. Il trouva au port Saint-Joseph, dans une espèce de monument, deux bouteilles que le comte de Bougainville y avait déposées. Les officiers espagnols copièrent la note qu'elles contenaient, et en ajoutèrent une de leur voyage, écrite en six langues différentes (1).

(1) La relation de ce voyage a été publiée en espagnol. Plusieurs autres voyages de découvertes avaient été faits sous Charles III, en 1768, 1769, 1770, 1775, 1780 et 1781; et il paraît qu'avant Bougainville, Cook et Lapeyrouse, les navigateurs espagnols, avaient découvert l'île d'Otahiti et les îles de Pâques.

Le dernier traité avec Alger n'ayant pas reçu son exécution, parce que le dey voulait que la paix ne fût que maritime, et que l'Espagne exigeait qu'Oran et ses autres présides d'Afrique fussent formellement garantis de toute insulte des Barbaresques, il fallut recourir à de nouvelles négociations qui traînèrent en longueur, et à la médiation du grand-seigneur et du roi de Maroc. Enfin le comte d'Expilly, chargé pour la seconde fois des pouvoirs du roi d'Espagne pour conclure la paix avec cette régence, la signa à Alger le 10 juin : mais comme on n'était pas d'accord sur le prix de la rançon des esclaves chrétiens, ce ne fut qu'au mois d'octobre que la cour de Madrid publia le traité conclu définitivement le 7 chawal 1200 de l'hégire (3 août 1786). Ce traité contient vingt-cinq articles dont aucun néanmoins n'est relatif à la rançon des esclaves, qui probablement formait un article secret. Le 20e. porte que les places d'Oran et de Mazalquivir ne seront jamais attaquées par le dey d'Alger, sans l'ordre duquel le beyg de Mascara ne pourra le faire; mais le sort de ces places restait toujours précaire, parce que le dey ne se rendait point garant envers l'Espagne, des insultes de ce beyg et des autres chefs Maures qui souvent méconnaissaient son autorité.

Le 14 juillet, le chevalier don Bernardo del Campo, ministre plénipotentiaire du roi d'Espagne, et le marquis de Carmarthen, ministre des affaires étrangères en Angleterre, signent à Londres une convention relative à l'évacuation des territoires espagnols sur la côte des Moskites, ainsi que des îles adjacentes en Amérique, par les colons anglais qui s'y étaient etablis. Les ratifications de ce traité sont échangées le 1er. septembre. Il est composé de seize articles. L'évacuation doit avoir lieu dans six mois au plus tard; le roi d'Espagne accorde aux Anglais un terrain plus étendu (entre les rivières Wallis et Sibun ou Jabon), pour y couper non-seulement du bois de campêche, mais aussi de l'acajou et autres bois ou produits naturels, sous la condition expresse qu'ils n'y formeront aucun établissement, aucune espèce de plantations ni de manufactures. Ils pourront, en raison de l'insalubrité de la côte opposée, occuper la petite île de Cayo-Casina, et y radouber leurs navires marchands, ainsi que dans les îlots voisins; mais ils n'y auront ni troupes, ni fortifications, ni artillerie, et seulement les magasins strictement nécessaires pour ce service. Le roi d'Espagne

pays avaient osé attaquer le fort de la Conception, un armement est préparé à Cadix pour aller y porter des secours.

Les pompes à chaîne qui servaient à caréner les vaisseaux dans les bassins de construction à Carthagène, fatiguaient beaucoup les ouvriers, et abrégeaient la vie des forçats employés à ce service; on leur substitue des pompes à feu, très-bien exécutées par Antoine Delgado, à qui le roi accorde une pension viagère.

L'inquisition de Madrid proscrit la traduction des *Pensées d'Oxenstiern*, comme sentant le matérialisme; *la République* de Bodin, les *Œuvres* de Puffendorff; les *Recherches sur les Américains* de Paw; *les Pensées chrétiennes* du P. Bouhours; *les Réflexions sur le Bon goût*, de Muratori, etc.

Par une ordonnance du 22 juin, Charles III accorde une permission illimitée à tous les fabricants d'étoffes de soie, velours, etc., tant espagnols qu'étrangers, d'établir dans le royaume autant de métiers qu'ils voudront en mettre en œuvre.

Les accidents arrivés à Madrid par l'imprévoyance des cochers, et sans doute aussi le désir de modérer un luxe trop dispendieux, déterminent Charles III à défendre, par un édit de la fin de juin, de faire atteler aux carrosses plus de deux mules ou deux chevaux, et de dompter ces animaux dans la ville ou dans la banlieue, sous peine de dix ans d'exil.

Par deux décrets du 8 juillet, ce monarque divise le ministère des Indes en deux départements, et crée deux nouvelles places de secrétaire d'état en faveur de don Ant. Porlier et de don Ant. Valdez; il donne au premier le portefeuille de justice et de grâce, et au second celui de la guerre, des finances, du commerce et de navigation. Le ministère de la guerre, vacant depuis sept ans, et confié successivement *par interim* à deux ministres des finances, est rétabli en faveur de don Géronimo Caballéro.

Par un autre décret du même jour, Charles III ordonne l'établissement à perpétuité d'une junte suprême d'état, composée des secrétaires d'état de tous les départements, qui se tiendra au moins une fois par semaine, et qui connaîtra des lois et réglements du royaume à établir ou à réformer, et de toutes les affaires jusqu'alors portées aux bureaux et aux tribunaux de chacun des divers départements. Dans les circonstances critiques, le roi y admettra les conseillers-d'état, les officiers généraux et même les particuliers dont les lumières et la présence seront par lui jugées nécessaires.

Plusieurs seigneurs, ayant joué au pharaon malgré les défenses du roi, sont arrêtés. Un mois après, celui qui avait tenu la banque est condamné à quatre ans de prison et à l'amende, deux autres à de fortes amendes, et le reste à servir le roi plusieurs années.

Un ambassadeur de la porte othomane arrive à Barcelone le 25 juillet. Sur son refus de faire la quarantaine à Mahon, une tente est dressée sur le rivage pour lui et sa suite, composée de vingt-cinq personnes, et on leur assigne un espace de terrain pour se promener. Le 30 août, il prend la route de Valence pour se rendre à Madrid.

Dans la nuit du 19 au 20 août, le feu prit en quatre endroits au palais de Saint-Ildefonse et à l'église collégiale de ce nom. Le premier édifice aurait été entièrement réduit en cendres, si l'on n'eût coupé l'arcade par laquelle il communiquait avec l'église. Personne ne périt dans cet incendie, mais il y eut beaucoup de blessés. Le roi, le prince des Asturies et l'infant don Gabriel donnaient eux-mêmes les ordres. Le second courut les plus grands risques et fut au nombre des blessés. On évalua la perte à plus de dix millions de francs: les titres, archives et ornements du chapitre, les écritures du patriarche des Indes, celles de divers bureaux des ministres et de la maison du roi furent la proie des flammes. Plusieurs seigneurs perdirent tous leurs effets et refusèrent d'en présenter l'état.

Le 24 septembre, l'Ebre et les rivières d'Aragon et de Ségra ayant débordé d'une manière effrayante, occasionent les plus grands désastres dans la Navarre, l'Aragon et la Catalogne. Près de mille individus sont écrasés par la chute des édifices, ou noyés; le nombre des blessés est d'environ quinze cents. Les villes de Tortose et de Sanguesa éprouvent les plus grands dommages; celle-ci est presqu'entièrement renversée, l'autre a plus des deux tiers de ses maisons ruinées ou ébranlées.

L'ambassadeur turc arrive à Madrid le 24 septembre, fait son entrée publique à Saint-Ildefonse le 1[er] octobre, et est admis, le 3, à l'audience solennelle de Charles III, dont le trône était placé sous un dais brodé en perles fines et en pierres précieuses, dans une salle dont les tapisseries, de l'étoffe la plus riche qui fût en Europe, n'avaient pas vu le jour depuis un siècle.

Une société patriotique, composée des dames de la pre-

mière distinction, se forme à Madrid avec l'agrément du roi, et tient sa première séance le 5 octobre. Son but est de fonder des écoles publiques et gratuites pour les jeunes filles, et des ateliers de coutures, de filatures et autres travaux particuliers aux femmes et aux filles. Le roi, par une cédule du 25 octobre, ordonne qu'il soit établi, dans toutes les universités du royaume, des professeurs de philosophie, de mathématiques, de physique, et fixe leurs appointements ainsi que les dépenses que ces écoles exigeront.

Suivant un dénombrement général fait par ordre du roi dans chaque province, la population de Madrid est de cent cinquante-trois mille six cent soixante-trois habitants, et celle de toute l'Espagne est de dix millions deux cents soixante-huit mille cent cinquante individus; ce qui prouve qu'elle avait augmenté de plus d'un million cent mille habitants, dans l'espace de dix-neuf ans, ou que le dernier dénombrement ayant été fait par diocèses, n'était pas exact.

Ce monarque ordonne aussi que tous les vaisseaux et frégates de l'état soient doublés en cuivre, et que dans chaque régiment il soit formé une masse commune dont les fonds seront destinés à l'habillement des soldats.

La contrebande était si scandaleuse en Espagne, que Charles III, pour en réprimer les abus, rend, le 10 novembre, une ordonnance en 18 articles, par laquelle il la regarde comme un cas de conscience, et enjoint aux évêques et aux curés de publier des décrets conformes à cette disposition.

Le comte d'Aranda, remplacé dans son ambassade de France par le comte de Fernand-Nuñez, arrive à Madrid au mois de novembre. Comme la roideur de son caractère, souvent utile à sa cour, avait déplu au comte de Florida-Blanca, il vécut dans une sorte de disgrâce avec le titre honorifique de conseiller-d'état.

Au mois de décembre, l'évêque d'Orensé, en Galice, écrit au roi une lettre à la fois ferme, pathétique et respectueuse, où il lui dépeint la malheureuse situation des habitants de cette province, en proie aux ravages d'une longue et cruelle épidémie, et totalement ruinés par des contributions excessives, par les formes usitées dans les perceptions, et par l'égoïsme, la dureté des percepteurs et de leurs agents, qui, fondant leur fortune sur une rigoureuse et impitoyable exactitude, ne travaillent qu'à mériter

des éloges réservés à la cour pour ceux qui versent les plus fortes sommes dans le trésor royal (1).

1788. Les juifs ayant vivement sollicité d'être admis en Espagne, on leur avait désigné provisoirement des villages et des terrains pour leur établissement; plusieurs familles juives avaient même obtenu la permission d'entrer dans Alicante: mais au mois de janvier, un ordre du roi les oblige d'en sortir et d'attendre sa décision sur l'établissement qui leur est destiné dans les campagnes voisines.

Charles III supprime, en Amérique, les gardes-côtes, dont la solde coûtait à l'état cinq millions par an, et qui n'empêchaient pas la contrebande, pour la répression de laquelle ils avaient été institués.

Le roi permet la vente libre du cacao qui, jusqu'alors, avait été en régie pour son compte.

La plupart des curés de Madrid se refusent à publier que le délit de contrebande est un cas de conscience, un cas réservé. Ils font des représentations à ce sujet et méditent d'abandonner leurs places, si leur requête n'est pas accueillie. Un franciscain, ayant prêché à cette occasion un sermon séditieux, est exilé à Guadalajara.

Charles III réduit à trente mille hommes son armée de terre, et place dans les finances les officiers réformés; mais il donne des ordres pour augmenter partout ses forces maritimes.

Le 26 février, l'ambassadeur othoman reçoit au Pardo son audience de congé, et part, dix jours après, pour Carthagène, où une frégate le prend à bord et le ramène à Constantinople.

---

(1) Cette année, paraît à Madrid le roman de *Gil-Blas*, traduit en espagnol (d'après une version italienne du chanoine Monti, qui y avait joint une continuation), par le père Isla, ex-jésuite, mort en 1781. L'éditeur fait de cette traduction posthume un objet de spéculation, et la publie comme un ouvrage national *volé à l'Espagne et rendu à sa patrie*. Cette imposture, réfutée dans une *Dissertation* du comte François de Neufchâteau, imprimée en 1818 et en 1819, en tête de deux éditions de *Gil-Blas*, a été pleinement démontrée par un Espagnol même, don Jos. Ant. Llorente, dans ses *Observations critiques sur le roman de Gil-Blas de Santillane*, in-8°. 1822. Mais Llorente y établit une autre supposition, dont l'invraisemblance et la futilité ont été prouvées par M. François de Neufchâteau, dans un second mémoire, et par l'auteur de cette *Chronologie historique*, dans une notice mise en tête des Œuvres de Lesage, édition de Renouard, 1821-22, 12 vol. in-8°.

Des pluies continuelles dans les deux Castilles et dans le royaume de Léon ayant fait déborder le Tage, le Tormes et plusieurs autres rivières, occasionent des dégâts considérables à Valladolid, Burgos, Salamanque, Tordésillas, Consuegra, Aranjuez, et une infinité d'autres lieux, tant dans les v lles que dans les campagnes.

Le 29 mars, la princesse des Asturies accouche de l'infant Charles-Marie-Isidore, etc., etc.

Une diligence régulière est établie sur la route de Madrid à Bayonne, et commence son service le 1er avril. Florida-Blanca fait aussi améliorer la route et les auberges, malgré les obstacles que lui opposent les localités, le fisc, les mœurs et les préjugés.

Le cabinet de Madrid accorde à celui de Saint-Pétersbourg la permission de faire relâcher les vaisseaux russes dans les ports d'Espagne, pourvu qu'ils n'y viennent pas en grand nombre à la fois.

Charles III permet l'exportation des piastres, moyennant un droit de trois pour cent, et assigne sur la perception de ce droit, le paiement des travaux du canal de Guadarrama, qu'il se détermine à mettre en régie, la banque Saint-Charles ayant renoncé à l'entreprise de ce canal.

Au mois de juin, il ordonne que toutes les vieilles espèces d'or et d'argent susceptibles d'être pesées, quoique cordonnées, soient portées aux hôtels des monnaies, dans le délai d'un mois en Europe, et de six dans les deux Indes.

Au mois d'août, Charles refuse au pape de se rendre médiateur des différends qui existaient entre le roi des Deux-Siciles, son fils, et le Saint-Siége. Il donne pouvoir aux archevêques et évêques des deux Espagnes, de permettre ou de refuser la sécularisation des moines et religieuses qui la solliciteront dans leurs diocèses respectifs, sans avoir besoin de recourir à la cour de Rome.

Le gouvernement, informé que, depuis l'année 1780, plus de trente mille familles, réduites à la misère, avaient passé de la Galice en Portugal, prend des mesures pour les rappeler et pour empêcher à l'avenir une émigration aussi préjudiciable.

Au mois d'octobre, le roi prohibe les accaparements et le monopole des bleds et autres grains comestibles, sous peine d'être poursuivi rigoureusement. Par une autre ordonnance, il défend d'accorder des congés absolus ou limités aux sol-

dats condamnés à servir dans les *présidios*, jusqu'au terme fixé pour leur punition. Une troisième ordonnance statue que les fils de famille devront seuls demander à leurs pères, aïeux ou tuteurs, le consentement à leur mariage, et défend à tout ecclésiastique de procéder à la bénédiction nuptiale sans ce consentement bien constaté, conformément à la pragmatique du 23 mars 1776.

Les naturalistes don Hyppolite Rios, D. Jos. Dabon et D. Isid. Galvez, partis de Cadix en octobre 1777, y revinrent à la fin de septembre 1788, après avoir, par ordre du roi, parcouru les vastes provinces du Pérou et examiné les productions de la nature dans ses trois règnes. Malgré un incendie qui avait consumé une partie de leurs herbiers et de leurs manuscrits; malgré la perte de cinquante-trois caissons, embarqués sur un vaisseau qui avait fait naufrage, ils rapportèrent plusieurs herbiers, divers dessins enluminés, la description de deux mille plantes, la plupart inconnues, et soixante-dix arbustes en végétation.

Cette année, les directeurs des manufactures royales, que Charles III avait transférées de San-Fernando à Guadalajara, en 1783, se trouvant encombrés de marchandises, obtiennent un décret qui défend l'exportation pour l'Amérique espagnole, de tous les draps étrangers. Cette mesure excita les réclamations de la France, de l'Angleterre, même des négociants espagnols, et fut modifiée.

Le 28 octobre, l'infante D. Marie-Anne-Victoire, épouse de l'infant don Gabriel, accoucha d'un prince; mais elle mourut de la petite-vérole, le 2 novembre, à l'âge de vingt-trois ans. Le 9, le prince nouveau-né succombe à la même maladie qui s'était déclarée aussitôt après sa naissance. L'infant don Gabriel, accablé de cette double perte, et surtout de celle d'une épouse qu'il adorait, est attaqué aussi de la petite-vérole quelques jours après, et meurt dans la nuit du 22 au 23. Ce prince, recommandable par ses excellentes qualités et par son amour pour les lettres et les arts, a composé et publié une traduction espagnole de *Salluste*, fort estimée; il s'appliquait aux mathématiques et fesait de bons tableaux avec de la bourre de soie. Il était âgé de trente six ans, six mois et dix jours, et ne laissa qu'un fils, Pierre-Charles-Antoine, né le 18 juin 1786. Ses obsèques furent célébrées le 24 novembre; le roi voulut rester sans gardes pendant cette cérémonie, afin que toute sa maison y assistât.

Le ministère espagnol avait donné ordre au lieutenant-

tion du premier, provenaient encore d'un cœur bon, fidèle à la reconnaissance et à l'amitié. D'ailleurs, tout ce que l'Espagne offre de grand, de beau, d'utile, a été créé ou perfectionné par Charles III. Quoiqu'il aimât peu les arts et les lettres, il les favorisa et les encouragea de tout son pouvoir, uniquement parce qu'il était persuadé qu'ils ajouteraient à l'éclat de son règne et à la prospérité de ses états. Du reste, sa cour, d'où il avait banni tous les plaisirs profanes, n'était pas aussi brillante que celle de Ferdinand VI, son prédécesseur, qui, à la persuasion du chanteur Farinelli, son favori, avait naturalisé en Espagne les spectacles de l'Italie (1). Le souvenir de l'administration paternelle de Charles III et de ses vertus privées est d'autant plus cher à ses peuples, que la faiblesse et l'incapacité de ses successeurs ont peut-être à jamais anéanti son ouvrage, et plongé l'Espagne dans des malheurs irréparables. Les enfants qui lui survécurent, sont : 1°. Charles-Antoine-Pascal-François-Xavier-Jean-Népomucène-Joseph-Janvier-Séraphin-Diègue, qui suit; 2°. Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles (voyez son article dans la chronologie des rois de Naples); 3°. Antoine-Pascal-François-Jean-Népomucène-Aniello-Raimond-Silvestre, infant d'Espagne, né le 31 décembre 1755; 4°. Marie-Josephe, infante d'Espagne, née le 16 juillet 1744; 5°. Marie-Louise, infante d'Espagne, née le 24 novembre 1745 (voyez Léopold II, empereur d'Allemagne) (2).

CHARLES IV.

1788 Charles, né à Naples le 11 novembre 1748, devint prince des Asturies en 1759, lorsque son père Charles III

---

(1) Une des plus belles et des plus utiles entreprises du règne de Charles III, c'est le canal de Ségovie ou de Castille, qui, par sa jonction au Douero, au Pisuerga, au Carion et au canal d'Aragon, communique avec la baie de Biscaye et la Méditerranée, et doit vivifier la Vieille-Castille, les Asturies, la Biscaye et le royaume de Léon, dans une étendue de 140 lieues. Ce canal, dont à peine la sixième partie était achevée à la mort de Charles III, et qui aurait pu être terminé vingt-cinq ou trente ans après, a été interrompu sous son successeur; et cependant la dépense annuelle de ce magnifique ouvrage n'excédait pas le prix d'un vaisseau de ligne.

(2) Un livre tel que celui-ci exigeait peut-être moins de détails sur Charles III. Nous les aurions supprimés ou abrégés, si nous avions connu une histoire complète, exacte et impartiale de ce prince, sur lequel les Espagnols même n'ont presque rien écrit.

hérita du trône d'Espagne. Constamment éloigné des affaires, il n'avait commencé à en prendre connaissance qu'un an avant la mort de ce monarque, et pendant son avant-dernière maladie. Doué d'un esprit vif et pénétrant, d'un caractère très-irascible et d'une force musculaire prodigieuse, il domptait les chevaux les plus fougueux : il s'était long-temps livré aux exercices les plus violents, et avait montré autant d'ardeur que son père pour la chasse. Tout changea lorsqu'il fut sur le trône, et dès le jour même de la mort de Charles III, on dut juger que son successeur ne gouvernerait pas seul, mais plutôt qu'il se laisserait gouverner. En effet, le 14 décembre, la nouvelle reine, Louise-Marie-Thérèse, demanda et obtint d'assister au conseil des dépêches et au conseil d'état que présidait son époux; elle se montra ensuite avec lui aux habitants de Madrid sur un balcon. Voulant se populariser, elle fit diminuer le prix de la viande, du pain et de l'huile, et désira qu'on affectât à cette diminution trente millions de réaux, provenant des économies ordonnées par la suppression d'un grand nombre de charges, plus ou moins considérables, dans sa maison et dans celle du roi.

Charles IV, par un rescrit du 18 décembre, déclare qu'il acquittera les dettes de ses trois derniers prédécesseurs, désignant celles qui seront payées en totalité et celles sur lesquelles le fisc pourra transiger. Il ne prévoyait pas que les circonstances l'empêcheraient bientôt d'exécuter ses louables intentions.

Le comte d'O-Reilly, croyant que sa disgrâce finissait avec la vie de son ancien maître, quitte la Galice où il était relégué depuis plus d'un an, et vient pour rendre ses hommages au nouveau souverain : mais en arrivant à la cour, il reçoit ordre de retourner à la Corogne.

1789. Charles IV est proclamé, le 17 janvier, par quatre fois, avec toute la pompe et la magnificence imaginables; il accorde l'entrée du conseil d'état aux ministres Léréna et Porlier, fait diverses promotions et distribue des colliers de la Toison d'or et des grandes croix de l'ordre de Charles III.

Le renchérissement du prix des bleds occasionne divers mouvements dans la Catalogne. Une émeute éclate à Barcelone, dans la nuit du 28 février au 1er. mars : les séditieux mettent le feu à la boulangerie publique et à toutes les échoppes destinées à la vente du pain ; ils pillent les maisons des deux pourvoyeurs de la ville, et menacent celles

des négociants: le lendemain ils se présentent en plus grand nombre devant l'hôtel du gouverneur, et se font rendre plusieurs de leurs compagnons qui avaient été arrêtés. Au lieu de faire agir contre eux les troupes qu'ils insultaient à coups de pierre, on capitule avec les mutins; on leur remet un écrit signé du capitaine-général, comte del Assalto, du gouverneur, de l'évêque, du magistrat, et portant promesse de réduire le prix du pain. Cette condescendance les enhardit; ils demandent et obtiennent une diminution sur le vin et l'huile: devenus plus audacieux, ils escaladent le palais du capitaine-général. On dirige alors contre eux un corps de cavalerie, qui les repousse jusque dans la cathédrale où ils sonnent le tocsin; leur nombre s'augmente: mais enfin toutes les troupes, la bourgeoisie et même les artisans fondent à la fois sur les séditieux et les dissipent entièrement. La cour, mécontente de la conduite du comte del Assalto, le rappelle et le remplace par le comte de Lacy.

Malgré son goût héréditaire pour la chasse, Charles IV, dès son avénement au trône, publie des réglements pour la destruction des daims et des cerfs qui dévastaient les campagnes, dans les environs de Saint-Ildefonse et des autres résidences royales. Pendant le voyage de la cour à Aranjuez, on continua de faire, par son ordre, des battues fréquentes, afin d'exterminer ces troupeaux de bêtes fauves, contre lesquels on tira des coups de canon à mitraille. Dès la première année de son règne, on en avait tué plus de deux mille.

Le 13 mai, le brigadier des armées navales, don Ant. de Cordova, rentra dans Cadix, d'où il avait mis à la voile le 5 octobre 1788, avec deux corvettes, par ordre de Charles III, pour achever de reconnaître toutes les côtes du détroit de Magellan, qu'il n'avait pu visiter dans son précédent voyage. Il réussit complètement dans le second, et rectifia une foule d'erreurs que contenaient les relations des navigateurs qui l'avaient devancé.

Une cédule royale, du 22 mai, est expédiée, le 31, à trente-sept villes du royaume, pour la convocation des cortès, à l'occasion du couronnement de Charles IV. Les cortès se réunissent à Madrid, le 1er. août. La vérification de leurs pouvoirs est terminée le 14 septembre; elles prêtent hommage au roi le 19. Les fêtes pour le couronnement du souverain et le serment du prince des Asturies, ont lieu les 21, 22 et 23. Le troisième jour, Charles IV est couronné. Le 30, les cortès se réunirent sous la présidence du comte de Cam-

pomanès, qui reçut à cette occasion le titre de gouverneur du conseil de Castille, dont il remplissait les fonctions depuis plusieurs années; elles tiennent leurs séances les 3, 10, 12, 13, 17, 20, 24, 25, 27 et 31 octobre. Cette assemblée, composée à peine de cent députés (1), toute informe et incomplète qu'elle était, fut sur le point de manifester le sentiment de sa force. Déjà quelques orateurs se préparaient à exprimer leurs doléances sur une partie des abus les plus intolérables; la cour prévint peut-être une révolution, comme si elle eût prévu les suites de celle qui venait de commencer en France; les cortès furent poliment congédiées, firent leur clôture le 5 novembre et se retirèrent docilement.

Le nouveau roi, empressé d'opérer dans ses finances toutes les réformes qu'invoquait le bonheur de ses sujets, ayant demandé qu'on lui indiquât surtout les suppressions possibles dans le nombre excessif des employés au recouvrement des impôts, le ministre des finances, Léréna, publie, en 1789, un compte rendu, qui fait sensation en Espagne, malgré le ton de morgue et de jactance qui y régne. Il n'y donne pas le compte des dépenses, mais il y démontre que les revenus de l'état, en 1787, avaient monté, en totalité, à plus de 616 millions de réaux (154 millions de livres), et que les frais de perception, que l'on croyait énormes, n'allaient pas à 8 pour cent, tandis qu'en France et en Angleterre, ils coûtaient alors plus de 10 pour cent. Léréna ajoute qu'il a comblé un déficit annuel de plus de 40 millions de réaux (10 millions de livres), et augmenté les revenus de l'Espagne de plus de 100 millions (25 millions de livres).

Les événements qui agitaient alors la France, les principes d'indépendance et de liberté qui s'y développaient chaque jour, commençaient à inquiéter le cabinet de Madrid et à refroidir l'amitié dont Charles IV avait hérité de son père. Quelques régiments sont envoyés pour renforcer le cordon de troupes sur la frontière de la Navarre et de la Catalogne. Néanmoins le ministère, à cette époque, adopte dans son système d'administration coloniale, une politique tout à fait nouvelle, en admettant, dans les fertiles contrées

(1) Plusieurs provinces, telles que la Galice, qui a ses cortès particulières, la Navarre, la Biscaye, le Guipuscoa et les montagnes de Sant-Ander, dans la Vieille-Castille, ne députaient pas aux cortès du royaume.

qu'arrose le Mississipi, tous les étrangers, sans distinction de culte, pour les engager à s'y établir.

Une ordonnance publiée à la fin de novembre, enjoint à toutes personnes non domiciliées, et sans raisons valables de séjour à Madrid (les grands d'Espagne exceptés), de sortir de cette capitale dans le délai de quinze jours, sous peine de cinquante ducats d'amende.

Par un mandement du 14 décembre, l'inquisition prohibe trente-huit ouvrages français, entre autres les *Droits et les devoirs du citoyen*, par Mably, et en défend la vente, l'impression et la lecture, sous peine d'excommunication, d'une amende de 200 ducats, et des peines que le Saint-Office pourra imposer. Une cédule royale du 29, signée du comte Florida-Blanca, confirme les dispositions de ce mandement. Le ministre donne en outre des ordres rigoureux d'intercepter sur les frontières, non-seulement les papiers-nouvelles de France, mais même d'ouvrir les lettres soupçonnées d'en contenir.

Vers la fin de cette année, une petite escadre espagnole attaque la colonie nouvellement fondée par les Anglais, dans le Sund de Nootka, sur la côte nord-ouest de l'Amérique septentrionale, s'empare de deux vaisseaux anglais, et en envoie les équipages prisonniers au Mexique.

1790. L'empereur de Maroc, en accordant, l'année précédente, la libre exportation des grains pour l'Espagne, par le port de Tanger, sans payer de droits, avait limité au 11 janvier inclusivement, la durée de cette autorisation. Ce jour-là, plusieurs navires espagnols étant venus chercher à Tanger des cargaisons de bled, les officiers maures s'y opposèrent, parce que la permission n'avait pas été renouvelée. Le consul d'Espagne fit à ce sujet des réclamations qui ne furent pas écoutées. Soit que Sidi-Mohammed se plaignît qu'on eût corrompu quelques-uns de ses ministres pour lui extorquer cette permission, soit qu'il craignît qu'en tolérant plus long-temps l'exportation des grains, il ne mît la disette dans ses états; il établit un impôt si considérable sur le bled et sur les autres denrées que les Espagnols venaient chercher dans ses ports, que plusieurs de leurs vaisseaux s'en retournèrent sans chargement.

La cour de Madrid accorde aux propriétaires de quelques navires danois, arrêtés dans les ports d'Espagne pendant la dernière guerre, une somme de cent mille piastres, pour les indemniser des pertes que cette détention leur a occasionées.

Au mois de février, le gouvernement, voulant encourager l'industrie nationale, met un impôt de cinq pour cent sur toutes les marchandises de fabriques étrangères, non seulement à leur arrivée dans les ports d'Espagne, mais sur celles même qui existent dans les magasins, et dont les négociants sont tenus de faire la déclaration. Cette mesure ayant excité de l'effervescence dans les principales places de commerce, l'exécution en est suspendue. Une ordonnance de police interdit les galons d'or et d'argent sur les livrées.

Par décret du 25 avril, Charles IV retire au comte de Florida-Blanca le ministère de grâce et de justice d'Espagne, et le donne à Porlier, depuis marquis de Baxama, et déjà ministre de grâce et de justice des Indes. Il confie au ministre de la marine Valdez les détails maritimes du département des Indes, et réunit ceux du service de terre aux attributions du ministre des finances Léréna. Le portefeuille de la guerre, tant d'Espagne que des Indes, est donné à don Torre-Mançanal, comte de Campo Alange, qui remplace don Géronimo Caballéro, auquel on laisse ses appointements, la présidence du conseil de la guerre, comme doyen, et l'entrée des appartements de LL. MM.; mais cinq mois après, un ordre du roi l'obligea de sortir de Madrid.

Le roi d'Espagne consent à restituer à l'Angleterre les deux vaisseaux pris à Nootka-Sund: mais il persiste à revendiquer un droit exclusif à la souveraineté, à la navigation et au commerce des côtes et des mers dans cette partie du monde; il refuse toute satisfaction, et ordonne des armements considérables dans tous ses ports. Le ministère anglais, sans négliger de se mettre en état de défense, tâche d'isoler l'Espagne et de brouiller les cours de Versailles et de Madrid, en semant le bruit que le but des préparatifs de cette dernière est de favoriser le parti opposé, en France, à la révolution.

La province d'Estrémadure étant trop éloignée de tous les siéges de tribunaux supérieurs, Charles IV, par un décret du 30 mai, y crée une Audience royale qui doit résider à Cacéres.

Le 18 juin, le comte de Florida-Blanca, qui avait conservé le ministère des affaires étrangères, est attaqué par derrière en se rendant chez le roi, au palais d'Aranjuez, et reçoit dans l'épaule deux coups de poignard. L'assassin se dispose à en porter un troisième, lorsqu'il est terrassé et arrêté par un domestique du comte. C'était un Français nommé

Paul Perret, absent de sa patrie depuis vingt-cinq ans, et employé long-temps comme chirurgien dans les colonies espagnoles. Le chagrin de voir rejetés ou restés sans réponses, les projets et les demandes qu'il ne cessait d'adresser au gouvernement, et de se trouver réduit à la misère, l'avait seul porté à cet acte de folie et de désespoir, et il fut prouvé qu'il n'avait point de complices (1).

Un décret royal du 18 juin supprime à Cadix l'audience de *Contratacion* (conseil de commerce des Indes), et en attribue les fonctions au conseil suprême des Indes.

Le 21 juin, le comte de Cabarrus, que son ennemi Léréna venait de forcer à se démettre de la direction générale de la banque Saint-Charles, dénoncé pour une lettre insignifiante qu'il écrivait à l'un de ses correspondants, est arrêté par un alcade de Corte, qui se contente d'abord de lui donner les arrêts dans sa maison, sous la garde de deux huissiers; mais le 25, il est transféré et consigné au quartier des Invalides, et ses papiers sont inventoriés.

Une cédule royale du 6 juillet, ayant pour but d'encourager l'agriculture et de favoriser la classe des cultivateurs, défend tout abus et monopole dans le commerce des grains, et rappelle à ce sujet les prohibitions et les peines portées par les anciennes lois.

Par un diplôme signé du comte de Florida-Blanca, le 17 juillet, le roi permet de nouveau à la banque nationale l'extraction illimitée des piastres, lui confirme les avantages accordés par son édit du 19 mai, lui laisse l'exploitation de l'argent, et l'autorise à retenir les droits qui appartiennent au trésor royal, et ceux dont le produit est destiné au canal (celui d'Aragon ou de Castille, et plus vraisemblablement le premier).

Le 20 juillet, une flotte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, trois frégates et deux brigantins appareille de Cadix sous les ordres du lieutenant-général Solano, et des chefs d'escadre Mazarrédo et Borja, pour faire des évolutions à quelques lieues de la côte, et rentre dans la rade cinquante jours après.

---

(1) Quoiqu'il eût été déjà renfermé dans un hospice comme aliéné, et que Florida-Blanca sollicitât instamment sa grâce, son état habituel de démence n'ayant pas été suffisamment constaté, il fut condamné à être pendu après avoir eu le poing coupé, et son exécution eut lieu le 18 août. On soupçonna néanmoins, suivant la coutume, qu'il n'avait été que l'instrument de la haine de quelque personnage du plus haut rang.

Le 24, Charles IV signe une déclaration par laquelle, se réservant la possession de la baie de Nootka, il consent à donner satisfaction de l'injure dont se plaint le gouvernement anglais, à restituer les bâtiments saisis, et à indemniser les parties lésées. Par une contre-déclaration du même jour, le ministre britannique, Fitz-Herbert, accepte au nom de son maître cette déclaration et la regarde comme une satisfaction suffisante, moyennant qu'il n'en résultera ni exclusion ni préjudice pour les Anglais qui viendraient s'établir dans la baie de Nootka. Quoique ces réserves réciproques laissassent le fond de la question indécis, on regarda cette convention comme un acheminement à un traité définitif, et les armements discontinuèrent de part et d'autre. L'assemblée nationale de France avait décrété, le 26 août, que le roi serait prié de resserrer avec l'Espagne des liens utiles aux deux nations, et de disposer une flotte de quarante-cinq vaisseaux pour secourir son alliée, en prenant néanmoins les mesures convenables au maintien de la paix. Mais le cabinet de Madrid, menacé d'une guerre par le nouveau roi de Maroc, Muley-Yézid, se relâcha de ses prétentions avec l'Angleterre, et les négociations continuèrent.

Un procès durait depuis deux cents ans entre les maisons ducales de Berwick-Liria et de Waraguas (celle-ci issue de Christophe Colomb). Par jugement du conseil des Indes, rendu au mois d'août, don Mariano Colomb de Lorrentégui, membre du conseil de Castille, grand-maître de police à Madrid, septième descendant du célèbre navigateur, et l'aîné de sa maison, est reconnu seul héritier d'un majorat considérable fondé par son illustre ancêtre, et le duc de Berwick est obligé de lui en restituer le fonds et les fruits perçus depuis la demande en restitution.

Un décret royal du 21 août, publié le 30 par le conseil de Castille, voulant mettre un terme aux fréquents et graves accidents occasionés par les courses de taureaux, défend ces dangereux divertissements sous des peines sévères.

Sur les représentations de l'association des dames, le roi accorde dans la prison de Corte, à Madrid, une grande salle, afin d'y transférer les jeunes filles détenues pour de légers délits dans les maisons de correction, et d'empêcher qu'elles ne soient entièrement perverties par la fréquentation de femmes plus coupables.

Muley Yézid, en montant sur le trône, avait manifesté le désir de reprendre Ceuta, pour se venger de la Cour de Madrid, qui, disait-il, avait fait signer à son père les trai-

tés les plus funestes à l'empire de Maroc. Dès le 10 août, Charles IV avait envoyé à Tanger un chargé d'affaires pour le complimenter sur son avènement au trône, et lui remettre 300 mille piastres pour solde de l'extraction des bleds. L'Espagne ne négligea aucun moyen de prévenir une rupture ; elle tâcha au moins de la retarder, jusqu'à ce qu'elle eut mis en sûreté ses consuls et ses missionnaires. Leur embarquement précipité, et surtout la perte d'une galiotte et de deux chebecks, l'une jetée à la côte, et les autres pris par deux frégates espagnoles, mirent en fureur le roi de Maroc : il fit mourir deux officiers qu'il soupçonnait d'intelligence avec ses ennemis, tua lui-même le gouverneur de Tanger, sous le même prétexte ; fit attacher ces trois têtes à la porte de la maison consulaire d'Espagne, la livra au pillage, et y logea les juifs les plus pauvres et les plus sales de la ville. En même temps il déclara la guerre sur terre à l'Espagne, et dès le lendemain, 24 septembre, il fit les premières dispositions du siége de Ceuta. Le maréchal-de-camp don Jos. de Sotomayor, gouverneur de cette place, avait eu le temps de la mettre à l'abri de toute invasion. On crut devoir néanmoins y envoyer le lieutenant-général, don Louis de Urbina, pour commandant-général, avec des renforts considérables d'infanterie, d'artillerie et d'ingénieurs. Une escadre espagnole fut placée dans la baie d'Algéziras, pour la secourir et intercepter les convois destinés au camp des Maures. Ceux-ci commencèrent le feu le 4 octobre; et le 5, leur armée, arrivée successivement, était de dix-huit à vingt mille hommes, sous les ordres de Muley-Aly, l'un des frères de leur souverain.

Dans la nuit du 8 au 9 octobre, un violent tremblement de terre renversa une grande partie de la ville d'Oran, sur la côte d'Afrique, et ensevelit sous les ruines des édifices, environ deux mille habitants. Au nombre des morts, on compta le gouverneur de ce *présidio* et sa famille, le chef de justice, l'inspecteur des brigades des exilés, un colonel, vingt officiers, et plus de deux cents soldats. Ce désastre parut aux Barbaresques une circonstance favorable pour assiéger cette place. Le beyg de Mascara se présenta, le 15, avec une multitude de Maures qui s'étaient mis en embuscade la nuit précédente. Mais le comte de Cumbre-Hermosa, commandant provisoire d'Oran, avec une poignée d'hommes blessés ou épuisés, et des fortifications en ruines, avant même d'avoir reçu de Carthagène sept cents tentes, huit cents hommes, des vivres et des munitions, soutint vail-

lamment les efforts des musulmans. Ils revinrent en plus grand nombre, le 21, et furent encore repoussés. Un second tremblement de terre, dans la nuit du 25, ayant occasioné de nouveaux désastres aussi considérables, les Barbaresques reparurent le 26 au matin, et furent enfin forcés de regagner leurs habitations trois jours après.

Le 28 octobre, le comte de Florida-Blanca et le ministre britannique, Fitz-Herbert, signent et échangent à *San-Lorenzo el real* (l'Escurial), une convention définitive en huit articles, dont voici la substance : des réparations seront faites pour tous les actes d'hostilités commis de part et d'autre, depuis avril 1789. Les sujets respectifs ne seront point troublés ni molestés, soit en naviguant ou en pêchant dans l'Océan pacifique ou dans les mers du sud, soit en débarquant sur les côtes de ces mers, dans des lieux non déjà occupés, pour y trafiquer avec les naturels du pays, ou y former des établissements. Toutefois les Anglais ne pourront naviguer et pêcher dans lesdites mers qu'à la distance de dix lieues marines des côtes occupées par l'Espagne, pour ne pas donner lieu à un commerce illicite avec les établissements espagnols. Dans les endroits qui seront restitués aux Anglais, et dans les autres parties de la côte nord-ouest de l'Amérique septentrionale ou des îles adjacentes, au nord des établissements espagnols sur ladite côte, partout où les sujets respectifs se seront établis depuis avril 1789, ou s'établiront par la suite, ils auront réciproquement la liberté d'y aborder et d'y commercer. Ils ne pourront former que des établissements temporaires, servant à la pêche et au commerce, sur les côtes orientales et occidentales de l'Amérique méridionale, au sud des parties de ces mêmes côtes et des îles adjacentes déjà occupées par l'Espagne.

Quoique l'armée marocaine devant Ceuta eût été renforcée de jour en jour, le siége et le bombardement de cette place étaient poussés avec peu de vigueur, et il y eut même des pourparlers entre don Louis de Urbina et le prince Muley-Aly. Le 4 novembre, celui ci arbora le drapeau de paix, et à la suite d'une nouvelle conférence avec le général espagnol, il fit cesser les hostilités par ordre de son souverain, qui envoya, six semaines après, un ambassadeur en Espagne pour traiter de la paix. La cour de Madrid, voulant terminer les souffrances de ses vice-consuls de Mogador et de Larache, et de sept ou huit religieux mis aux fers par ordre du roi de Maroc, après le départ furtif du consul-général et du vice-consul de Tanger, consentit à renouer les négo-

ciations, sans négliger toutefois de fortifier les présides mineurs de Mélilla, Peñon de Vélez et Alhucémas, que les Africains avaient aussi attaqués inutilement.

Quelques troubles s'étant élevés en Galice, à l'occasion d'un nouvel impôt sur la vente des bestiaux, qui font la plus grande richesse du pays, le gouvernement est obligé d'y envoyer deux régiments. Sur ces entrefaites, le capitaine-général de cette province étant mort le 15 décembre, le lieutenant-général don Ventura Caro, commandant par *interim*, y arrive bientôt avec de nouvelles troupes. Les désordres qui avaient eu lieu dans les marchés sont réprimés; mais les nombreuses arrestations des paysans, conduits comme séditieux à la Corogne, répandent l'effroi dans les campagnes, et occasionent des émigrations considérables sur les frontières du Portugal.

1791. L'ambassadeur de Maroc, arrivé à Madrid, fut reçu, le 27 janvier, par le roi, en audience solennelle. Le gouvernement restitua les deux corsaires marocains, et obtint la délivrance des prisonniers espagnols.

L'emprunt fait par les entrepreneurs du canal de Murcie était une espèce de loterie, que Charles III avait garantie. Les billets valant 60 francs donnaient sept et demi pour cent, en rentes viagères, lorsque, par la voie du sort, ils n'avaient produit aucune chance. Les entrepreneurs ayant fait déclarer par les théologiens, que cet emprunt était usuraire, Charles IV, par sa résolution du 22 février, croit satisfaire les entrepreneurs et maintenir en même temps l'exécution d'un acte auquel était intervenue la couronne. Il convoque, dans six mois, une assemblée des actionnaires, qui devront constituer de nouveau à trois pour cent, ou être remboursés de leurs capitaux, sauf la retenue des quatre et demi pour cent dont ils ont joui depuis le premier placement de leurs fonds, laissant aux emprunteurs leurs droits en justice pour réclamer contre la lésion usuraire, s'ils ne s'arrangent pas avec les prêteurs. Cette mesure fait beaucoup de mécontents.

Un décret royal, du 26 février, accorde aux enseignes et aux sous-lieutenants des gardes-du-corps, le grade de brigadier; aux adjudants-généraux et premiers lieutenants, celui de maréchal-de-camp, aux capitaines et au sergent-major (major), le grade de lieutenant-général.

Par une cédule du 28, le roi proroge jusqu'à deux ans la liberté accordée aux Espagnols et aux étrangers, par celle

du 26 février 1789, de faire le commerce des nègres dans les îles Cuba, Saint-Domingue, Porto-Rico, et dans la province de Caracas. Il y comprend celle de Santa-Fé ; et il désigne pour l'entrepôt de ce commerce, le port de Carthagène, en Amérique.

Ce prince, qui avait accordé, le 12 janvier, une amnistie aux marins, l'étend, par un décret du 2 mars, à ceux même qui se seraient rendus coupables de contrebande, pourvu qu'ils se présentent dans le délai de deux mois.

Par un autre décret du 3 mars, il permet à la compagnie des Philippines de créer du papier-monnaie pour la somme de 60 millions de réaux (15 millions de francs), à quatre pour cent d'intérêts, et il déclare reconnaître ce papier comme ceux qu'il a créés lui-même, attendu que la compagnie a hypothéqué tous ses biens.

Charles IV ordonne que la nouvelle audience d'Estrémadure sera installée après Pâques, et qu'au préalable le président et les juges de ce tribunal visiteront toutes les villes de leur juridiction.

Le roi ayant examiné les manufactures royales de Guadalajara, dans les journées du 3 au 7 mars, et voulant faciliter le débit des draps existants dans les magasins, ordonne qu'il soit accordé aux acheteurs un terme de neuf à douze mois pour le paiement.

Charles IV, craignant que les principes révolutionnaires ne pénètrent en Espagne, surtout par l'Aragon et la Catalogne, établit sur ses frontières un cordon de troupes pour empêcher le passage des Français dont le nom, la conduite et les opinions ne seraient pas suffisamment connus ; et afin d'éloigner tout soupçon de ses intentions pacifiques, il donne ordre, le 19 mars, au comte de Fernand Nuñez d'informer le roi de France du véritable et unique but de cette mesure.

Le 31 mars, le beyg de Mascara obtient une suspension d'armes qu'il avait demandée au lieutenant-général don Juan Courten, commandant-général d'Oran par *interim*. Les Maures s'éloignent de cette place ; mais la garnison est dans une continuelle défiance de ces incommodes voisins.

Le 2 avril, la cour part pour Aranjuez, contre l'usage immémorial de rester à Madrid pour y assister aux cérémonies de la semainte sainte.

Le 6 avril, le cardinal don Fr.-Ant. Lorenzana, archevêque de Tolède, en sa qualité de primat, adresse à tous les

prélats d'Espagne une circulaire, où il les prévient du schisme qui s'établit en France parmi les membres du clergé, et il les invite à accueillir les évêques et les prêtres français réfractaires, qui arrivent en foule sur les frontières des Pyrénées.

Le roi ôte au comte de Campomanès la charge de gouverneur du conseil de Castille, sous prétexte que sa santé et sa vue sont affaiblies, et il rétablit celle de président en faveur du comte de Cifuentes, grand d'Espagne et ambassadeur à Lisbonne. Campomanès est fait conseiller d'Etat.

L'archevêque de Tolède ayant restauré et reconstruit à ses frais le couvent, l'hôpital et l'église de Saint-Jean-de-Dieu, dans cette ville, en fait, le 2 mai, la bénédiction solennelle.

Le terme de dix années pour lequel le feu roi avait augmenté l'impôt sur le sel de deux réaux de veillon (10 sols) par fanègue (25 livres), affectés aux frais de construction des routes, devant expirer à la fin de juin 1791, Charles IV, par un décret du 4 mai, proroge cet impôt pour dix autres années et pour le même objet.

Ce monarque voulant perpétuer la mémoire des longs et importants services du marquis de la Ensénada, qui avait laissé un modèle d'habileté, de zèle, de désintéressement et de fidélité, comme ministre des finances, de la marine, de la guerre et des Indes, sous le règne de Ferdinand VI, affranchit à perpétuité sa famille du droit d'annate et de la contribution annuelle que paient les grands d'Espagne.

Les Barbaresques, déterminés à chasser les Espagnols de leurs établissements sur la côte d'Afrique, recommencent, le 3 mai, avec des forces bien plus nombreuses, le siége d'Oran qui n'avait pu se relever de ses derniers désastres. Cette fois, ils attaquent la place suivant tous les principes de l'art militaire. L'Espagne fait les plus grands efforts pour la conserver. Quelques régiments et le 3e. bataillon des Gardes-Wallones, embarqués à Carthagène, arrivent à Oran le 28. Plusieurs actions sanglantes ont lieu entre les deux partis, et rendent ce siége mémorable. Parmi les officiers espagnols qui s'y distinguent le plus, on doit citer les maréchaux-de-camp, comte de la Union et don Fr. Gragéra, les brigadiers, don Raphael Adorno et don Jos. Roméo, le colonel don Gonzalo O-Farrill, l'adjudant des Gardes-Wallones Joubert de Saint-Pons, et le brigadier de marine don Fréd. Gravina, qui commandait en second l'escadre, et en chef les troupes de débarquement, ainsi

que l'artillerie de marine. Les Maures établissent des batteries dont le feu continuel fait beaucoup de mal aux assiégés et tue le lieutenant-colonel d'artillerie, don Alfonse Cabréra. Ils pratiquent sous les forts plusieurs mines que les Espagnols découvrent successivement : ils sont même sur le point de faire sauter la tour de *Nacimiento*, qui gardait la seule eau potable de la place ; mais elle est vaillamment défendue par les Gardes-Wallones, qui y perdent le sous-lieutenant d'Ambreville.

Conformément au plan de coalition arrêté à Mantoue, le 20 mai, connu sous le nom de traité de Pavie, l'Espagne s'oblige de rassembler vingt mille hommes sur les frontières méridionales de la France.

Par un décret du mois de juin, Charles IV ordonne que la secrétairerie pour l'interprétation des langues, aura le même rang et les mêmes priviléges que les secrétaireries des conseils supérieurs.

A l'occasion d'une rixe survenue entre les Basques et les Espagnols pour l'exploitation d'une forêt, les troupes espagnoles entrent, au mois de juin, dans les vallées d'Aspe et de Bareton et dans le pays de Soule. Elles reviennent sur leur territoire peu de jours après (1).

Au mois de juin, le roi augmente le traitement de ses gardes et la solde de toute l'armée. Un décret royal, du 21 de ce mois, porte que les régiments de ligne seront de trois bataillons ; qu'ils formeront toujours la garnison de la capitale de la province dont ils portent le nom, excepté en temps de guerre, ou pour être envoyés à Madrid ; et que le 3e. bataillon, considéré comme dépôt, sera composé des soldats les moins valides, auxquels on accordera des congés, pendant neuf mois de l'année ; le même décret augmente la solde des capitaines.

Dans une déclaration, datée d'Aranjuez, le 1er. juillet, et signée du comte de Florida-Blanca, Charles IV entreprend de justifier Louis XVI d'avoir cherché à se dérober par la fuite à sa honteuse captivité. Il exhorte les Français à revenir sur les procédés qui ont forcé ce malheureux prince à une pareille démarche, et il ajoute que toutes les

(1) Cet événement, de peu d'importance, fut annoncé en France comme coïncidant avec la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes.

fois qu'ils rempliront leurs devoirs de fidèles sujets, ils pourront compter sur le roi d'Espagne, comme sur leur plus sincère allié.

Des ordres sont envoyés aux gouverneurs des provinces, et particulièrement des plus voisines de la France, pour surveiller les individus qui, sous des déguisements, tenteraient de s'introduire dans les villes, et d'y exciter des troubles. Les étrangers doivent donner leurs noms et protester de leur attachement à la religion catholique. Par un édit postérieur, le gouvernement enjoint de surveiller les ouvriers ambulants et les porte-balles, et d'arrêter ceux qui colporteraient des ouvrages séditieux.

Une cédule royale du 20 juillet ordonne que tous les étrangers domiciliés en Espagne, doivent être catholiques et prêter serment de fidélité à la religion et au souverain, devant les tribunaux; renoncer à tous priviléges, relation, union et dépendance du pays où ils sont nés, et promettre de ne pas faire usage de sa protection, ni de celle de ses ambassadeurs ou agents diplomatiques, sous peine des galères, de l'expulsion absolue d'Espagne, ou de la confiscation des biens. Les domiciliés qui refuseront de prêter ce serment, n'auront que quinze jours pour quitter leur résidence, et un mois pour sortir du royaume. Quant aux *transeuntes* (les voyageurs passagers), il leur est défendu de rester dans les résidences royales, et d'exercer dans aucune partie du royaume, aucun métier, aucune profession, sans une permission formelle de la cour. Ce décret mis à exécution à Madrid, le 26 de ce mois, excite beaucoup de fermentation en Espagne, surtout à Barcelonne. Le consul français de cette ville, accusé d'avoir tenu des propos indiscrets, est conduit sur les frontières, par ordre du comte de Lacy, capitaine-général de la Catalogne. Les précautions que le gouvernement croit devoir prendre contre les seuls Français, inquiètent tous les négociants étrangers établis en Espagne. Pressé par les réclamations de plusieurs cours de l'Europe, Charles IV, par ses circulaires des 29 juillet et 3 août, modifie son décret précédent, et statue que la renonciation exigée des étrangers à toutes relations, connexion et dépendance de leur patrie, ne s'entend que des matières de politique, de gouvernement et de sujétion civile, non pas des affaires domestiques et commerciales, ni des relations de famille. Le 25 août, une lettre du conseil de Castille décide que le serment obligatoire

des étrangers n'est point un acte de vasselage ni de sujétion, mais d'obéissance et de soumission au souverain. Une circulaire du 2 septembre éclaircit encore quelques doutes sur l'exécution de la cédule du 20 juillet.

En même temps la cour d'Espagne accueille les émigrés français sur les frontières de la Catalogne (1), met la citadelle de Figuéras en état de défense et d'approvisionnement, suspend toutes relations politiques avec l'ambassadeur de France, ne communique avec lui que pour des affaires particulières, et envoie à son ambassadeur à Paris l'ordre de voyager et de charger des affaires de la légation le chevalier d'Ocariz.

Depuis trois mois, le beyg de Mascara pressait le siége d'Oran, et l'escadre espagnole qui croisait devant cette place n'avait pu empêcher le débarquement, dans un port voisin, des approvisionnements destinés au camp des Barbaresques. L'or que la cour de Madrid fit donner à ce beyg et répandre dans le divan d'Alger, lui réussit mieux que les armes. Le 30 juillet, un armistice de quinze jours fut signé par le nouveau dey d'Alger et par le vice-consul d'Espagne dans cette ville. Le beyg de Mascara décampa aussitôt de devant Oran.

Le 12 août, Charles IV visite l'établissement formé à Madrid par le ministre des finances Léréna, pour encourager l'industrie nationale; les ateliers, l'observatoire, les salles de physique, d'optique et de minéralogie; celles où l'on a rassemblé les porcelaines de la manufacture de Buen-Retiro, les cristaux de celle de Saint-Ildefonse, et les pièces de platine, de laiton et de zink, provenant des fabri-

---

(1) Les émigrés français, en arrivant à la Junquéra, recevaient un *transeat* pour se rendre à Figuéras, où ils étaient obligés de prêter le serment suivant : « Je jure, foi de gentilhomme, d'être fidèle au roi » d'Espagne, et déclare que je professe la religion catholique, aposto- » lique et romaine. Je jure, en outre, que tant que je serai dans les états » de S. M. C., je serai soumis comme ses autres sujets aux tribunaux » ordinaires, sans prétendre recourir à aucun autre *for* étranger. Je » promets enfin de n'entretenir, sur les affaires de France, aucune cor- » respondance directe ou indirecte. » Ils passaient de là à Barcelonne, où le comte de Lacy leur accordait deux jours de repos, et leur laissait le choix de quelque village de la Catalogne, pour y fixer leur résidence sans qu'il leur fût permis de s'éloigner. On leur assigna d'abord une solde qui fut bientôt supprimée. Ce ne fut qu'au commencement de 1793 qu'ils jouirent de plus de liberté, et qu'ils prirent du service dans les armées espagnoles.

ques de Saint-Jean et Saint-Georges, établies depuis deux ans, par le ministre, dans les montagnes d'Alcaraz, afin d'utiliser la mine précieuse de calamine, anciennement découverte dans la montagne *Calar del Mondo*, près de la rivière de ce nom.

Le 16 août, un incendie éclate à Madrid, dans la nuit, et consume toutes les maisons qui formaient un des côtés de la place Mayor, et un grand nombre de celles qui composaient une des autres façades.

Le traité projeté avec le roi de Maroc éprouve de grandes difficultés; les négociations sont rompues, et l'ambassadeur marocain prend congé le 31 juillet. Charles IV, dans un décret du 19 août, signé de sa propre main, et adressé au conseil suprême de la guerre, expose les motifs de sa déclaration de guerre contre le monarque africain. Au nombre des griefs sont l'établissement de gardes avancées près de Ceuta, la défense d'exporter des grains des états de Maroc, les hostilités contre les petits présides, les promesses non exécutées de ratifier la paix à l'arrivée d'un envoyé espagnol, les rassemblements de troupes et de munitions dirigées contre Ceuta, le refus de les retirer, de démolir les ouvrages construits pour le siége de cette place, d'accepter le plan d'une paix perpétuelle, etc.; l'ordre donné par Muley-Yézid à son ambassadeur de demander à l'Espagne la restitution de Ceuta, de Melilla, de Peñon de Vélez et d'Alhucémas, ou le paiement d'un tribut pour ces places, et en cas de refus de lui déclarer la guerre. Ce manifeste est suivi d'une cédule royale du 24, publiée le 27. Muley-Yézid s'était présenté, le 19 août, devant Ceuta, avec vingt mille hommes de cavalerie et quelque infanterie, et avait fait sommer le gouverneur de se rendre. Don Louis de Urbina, pour toute réponse, signifie aux envoyés de ce prince qu'ils aient à s'éloigner, sous une heure, de la portée du canon de la place, et le feu recommence alors de part et d'autre. Le 25, les assiégés font une sortie et enclouent le canon de l'ennemi. Une escadre légère, commandée par le lieutenant-général don Fr.-Xav. Moralès, arrive le 23 dans la baie de Tanger et bombarde ce port, le 24, depuis cinq heures du matin jusqu'à trois heures après-midi; alors le vent oblige les Espagnols de se retirer sous le cap Spartel. L'ambassadeur de Maroc, qui avait quitté la cour de Madrid, n'osant pas retourner auprès de son maître, par la crainte d'être accusé de partialité pour l'Espagne, était resté

dans ce royaume, où il recevait du gouvernement une indemnité journalière.

Le 25 août, Charles IV donne ordre que l'on s'occupe du canal du Nord ou de Campos, qui devait joindre celui de Ségovie ou de Castille. Il désigne l'ingénieur chargé de ces travaux; mais ils n'eurent pas lieu, ou furent à peine commencés. Le canal de Ségovie même, négligé avant d'être achevé, s'est insensiblement comblé par l'éboulement des terres et les dépôts de limon.

Le 29 août, on publie un traité de paix, d'amitié et de commerce avec la régence de Tunis. Ce traité, qui comprend vingt-cinq articles, avait été signé au mois de janvier, notifié au conseil de Castille, le 19 juin, et ratifié le 19 juillet.

Une cédule royale, du 10 septembre, rappelant celle du 5 janvier 1790, prohibe, sous des peines sévères, l'introduction et la circulation des journaux français et des écrits révolutionnaires. Cette défense fut depuis renouvelée plus d'une fois, et enveloppa même le *Journal de Physique*.

Les Maures ayant reçu des renforts, continuaient le siége de Ceuta. Le 14 septembre, ils ralentirent leur feu et proposèrent une suspension d'armes, à laquelle le commandant-général espagnol ne consentit qu'à condition qu'ils retireraient leur artillerie et détruiraient leurs retranchements dans le délai de quinze jours; ce qui ne fut exécuté qu'en partie. La révolte d'un frère de Muley-Yézid avait obligé ce monarque à demander cette trève, et il décampa le 18 septembre, avec la plus grande partie de ses troupes.

Dans la nuit du 29, à la suite de plusieurs violentes secousses, un nouveau tremblement de terre achève de renverser les fortifications de la ville d'Oran. La possession de cette place, sans utilité pour l'Espagne, était une source intarissable de mésintelligence et de guerres avec la régence d'Alger. Les frais énormes que coûtait l'entretien de ses fortifications et de sa nombreuse garnison; la désertion fréquente des troupes, l'impossibilité de s'y maintenir plus long-temps, déterminèrent la cour de Madrid à la rendre aux Algériens avec les anciens châteaux des Maures, et dans le même état à peu près où elle était lorsqu'elle fut conquise par le cardinal Ximénez. Il fut convenu que la reddition d'Oran aurait lieu après la démolition des fortifications construites par les Espagnols, et que ceux-ci conserveraient seulement le port de Masalquivir.

Le commandant-général de Ceuta voyant que les Maures étaient en retard pour l'exécution de leurs promesses, fit sortir, le 30 septembre, une colonne de douze cents hommes, sous les ordres du brigadier don Joseph Urrutia, qui les mit en fuite et détruisit une partie de leurs travaux de siége.

Le 4 octobre, un second incendie détruit, à Madrid, la prison de Corte, édifice royal.

Le brigadier de marine don Joseph Varella y Ulloa, ayant rempli d'une manière satisfesante l'importante et pénible commission du réglement des limites entre les possessions espagnoles et portugaises dans l'Amérique méridionale, est nommé chef d'escadre.

Charles IV, ayant égard aux infirmités et aux réclamations du comte de Léréna, confie, le 18 octobre, par intérim, le portefeuille des finances à don Diégo Gardoqui, conseiller d'état et directeur de la junte du commerce, manufactures et mines.

Le roi de Maroc, qui n'avait demandé une trève que pour arrêter les progrès de la révolte d'un de ses frères, recommence les hostilités contre les Espagnols au mois d'octobre. Il fait massacrer quatre prisonniers de cette nation, et clouer leurs têtes et leurs pieds aux portes de ses places maritimes. Le 31 octobre, don Louis de Urbina dirige avec succès une sortie générale de la garnison de Ceuta contre les Maures. Ceux-ci reçoivent des renforts le 3 novembre, et font mine de vouloir recommencer leur feu. Mais le 5, Muley-Yézid notifia au général espagnol qu'il pouvait envoyer paître les troupeaux de la place, et le 7, toutes les troupes musulmanes se retirèrent, à l'exception de quatre cents hommes. Le roi de Maroc envoya bientôt un Italien revêtu du titre de ministre plénipotentiaire, pour négocier un traité avec la cour de Madrid, qui, malgré son désir de la paix, ne voulut pas l'accorder à ce prince perfide et cruel; mais la guerre finit ainsi. Le changement subit du tiran provenait des nouvelles qu'il avait reçues de Maroc, où son frère Muley-Haschem avait été proclamé empereur. Il périt, vers la fin de l'année, des suites des blessures qu'il avait reçues dans une bataille contre ce compétiteur, auquel l'Espagne fournissait secrètement des secours: cet événement la rassura sur ses possessions dans le royaume de Maroc.

Une cédule royale du 11 novembre, rappelant et modifiant celle du 24 septembre 1784, en faveur des artisans,

ouvriers et domestiques, les autorise à réclamer en justice le paiement immédiat de leur salaire, quel que soit le rang ou la qualité des personnes qui les auraient employés.

Par sa cédule du 24 novembre, rappelant celle du 28 octobre 1789, Charles IV proroge pour six autres années les priviléges accordés aux Espagnols et aux étrangers qui importeront des nègres dans les colonies espagnoles précédemment indiquées, auxquelles il ajoute la vice-royauté de Buenos-Ayres; il désigne pour le débarquement les ports de Carthagène, Monte-Vidéo, les chefs-lieux des trois grandes Antilles, et cinq ports de la province de Caracas. Les Français sont seuls exceptés de cette permission, de peur qu'ils n'en profitent pour se débarrasser d'esclaves indociles.

Une autre cédule du 29, renouvèle les ordres antérieurs sur les étrangers arrivant ou établis en Espagne.

La promesse de rendre Oran, loin de rétablir la bonne intelligence entre les Espagnols et les Algériens, avait rendu ceux-ci plus exigeants. Le beyg de Mascara vient de leur part demander des sommes considérables par forme de dédommagements. Le roi d'Espagne, voyant que les Barbaresques étaient insatiables dans leurs prétentions, se détermine à leur céder aussi Masalquivir, après en avoir fait également détruire les fortifications. Un décret est rendu, le 16 décembre, pour la reddition de ces deux places; la cour de Madrid en stipule le commerce exclusif pour ses sujets, et se réserve d'autres avantages dans les états d'Alger.

Charles IV, par une cédule du 25 décembre, établit à Madrid huit nouvelles écoles primaires, sur le même pied que celles de Saint-Isidore, dans cette ville, et de Saint-Ildefonse.

1792. Le ministre des finances comte de Léréna, meurt le 2 janvier; il est remplacé, le 5, par don Diégo Gardoqui, qui, depuis trois mois, tenait le portefeuille par intérim. Satisfait des émoluments d'une place aussi éminente, le nouveau ministre renonce en faveur du trésor public, et avec l'agrément du roi, à l'un des principaux avantages dont avaient joui ses prédécesseurs (le quart du produit des confiscations des contrebandes, formant, pour la part du ministre, un revenu annuel de trois ou quatre millions de réaux.) Mais ce sacrifice, qui décida l'élévation de Gardoqui, fut en pure perte pour l'État; car le zèle des douaniers s'étant refroidi depuis que le ministre n'avait plus d'intérêt

dans les confiscations, la contrebande se fit avec plus de facilité et d'impunité qu'auparavant.

Une cédule royale du 12 janvier défend aux prélats réguliers, c'est-à-dire aux supérieurs des ordres monastiques d'expédier des permissions qui autorisaient leurs subordonnés à se faire donner la prêtrise en pays étranger.

Le comte de Florida-Blanca, qui, depuis quinze ans, était à la tête du ministère, s'était fait, par ses hauteurs, beaucoup d'ennemis parmi la noblesse d'Espagne. Protecteur déclaré des émigrés français, il voulait entraîner son pays dans une guerre qui ne paraissait pas encore avoir l'assentiment de la nation ni du souverain; mais son principal tort était d'avoir déplu à la reine, parce qu'il n'avait pas su ménager don Manuel Godoy, dont le crédit auprès du couple royal fesait les progrès les plus rapides (1). Le 27 février, le ministre est arrêté par ordre du roi, à trois heures du matin; les scellés sont mis sur ses papiers, et une heure après il part, sous l'escorte de huit hommes, pour le royaume de Murcie, où il est exilé. Le 28, un décret rétablit le Conseil d'état, dont tous les ministres doivent être à l'avenir membres ordinaires, et lui donne pour doyen le comte d'Aranda, chargé *par interim* de la première secrétairie d'état et des dépêches. Quoique l'expérience de ce seigneur présentât quelque garantie d'une sage administration, il fut généralement blâmé d'avoir accepté à soixante-dix ans, un ministère où il n'avait été placé que pour servir de marche-pied à l'élévation de Godoy; et l'on n'attribua sa faiblesse à se charger d'un tel rôle, qu'à son inimitié personnelle contre Florida-Blanca.

Le 29 février, six mille cinq cents hommes formant la po-

---

(1) Don Manuel Godoy y Alvarez, né à Badajoz, en 1764, d'une famille noble, mais pauvre, était venu à Madrid, où sa taille, sa figure, sa belle voix et sa guitare, furent long-temps ses uniques ressources. Ses protecteurs l'ayant fait entrer dans les gardes-du-corps, en 1787, ainsi que son frère aîné, don Louis, celui-ci eut occasion, par la suite, de se lier avec une femme de chambre de la reine, et de faire connaître son frère à cette princesse, qui, charmée de ses talents, prit aussitôt à lui le plus vif intérêt. Manuel Godoy sut plaire également au roi, et dès lors sa fortune fut assurée. Nommé en janvier 1790 exempt des gardes-du-corps, il en devint adjudant-général en 1791, puis major de ce régiment, dont le roi est colonel, et fut fait successivement brigadier, maréchal-de-camp, lieutenant-général, marquis de la Alcudia, et grand-croix de l'ordre de Charles III.

pulation espagnole et la garnison des deux places évacuées en Afrique, s'embarquent à Masalquivir pour Carthagène, avec tous leurs effets, et les Maures y entrent aussitôt.

De grandes réformes, des projets utiles, des vues moins inquisitoriales que celles de son prédécesseur, signalent les premiers pas du comte d'Aranda dans son second ministère. La cédule du 20 juillet sur les étrangers est retirée. Tout fait espérer des jours plus heureux, un commerce plus libre.

Don Juan de Silva-Ménésès, comte de Cifuentès, porte-étendard de Castille, lieutenant-général des armées, capitaine-général du royaume de Maïorque, et président du conseil de Castille, etc., qui s'était distingué à la prise de Minorque, sous le duc de Crillon, et qui avait formé d'utiles établissements dans cette île, étant mort à la cour, le 2 mars, le roi nomme pour lui succéder, avec le titre de gouverneur du conseil de Castille, le comte de la Cañada.

Don Fr. Moñino, enveloppé dans la disgrâce de son frère Florida-Blanca, perd la présidence du conseil des Indes, et reçoit ordre de quitter Madrid dans vingt-quatre heures. L'ex-ministre adresse au roi un *tableau politique de l'Europe.*

Don Fr. Xav. de Winthuysen, commandant en chef les pilotes de la marine, fait, le 19 mars, l'ouverture d'une école gratuite de nautique.

Le roi, voulant abolir l'usage des autels en bois dans les églises, établit, à l'académie royale de Saint-Ferdinand, une classe pour y enseigner à travailler en stuc.

Le 25 mars, Gardoqui est nommé définitivement ministre des finances et des Indes.

Le 28, la reine accouche de l'infant don Philippe, mort depuis en bas âge. A l'occasion de la première sortie de cette princesse après ses couches, le 21 avril, Charles IV, par un décret du même jour, institue un ordre de chevalerie pour les femmes, sous le nom de *Marie-Louise*, que porte la reine. Il sera composé de trente dames nobles, au choix de la reine, outre cette princesse et les autres dames de la famille royale: elles porteront pour marque distinctive, de droite à gauche, une écharpe dont le milieu sera blanc, les deux côtés violets, et au bas de laquelle pendra un médaillon portant l'inscription de l'ordre. Les dames qui y seront admises, baiseront la main de la reine, visiteront les

hôpitaux et autres établissements de piété pour les femmes, et feront célébrer une messe annuelle pour le repos de l'âme de chacune des chevalières qui viendra à mourir. La fête de l'ordre sera le jour de Saint-Louis, patron de la reine fondatrice. Le secrétaire de l'ordre en aura seul la direction et sera nommé par la reine (1).

Le même jour, Godoy, marquis de la Alcudia, est fait grand d'Espagne de la première classe, à perpétuité, avec le titre de duc. La marquise de Branciforte, l'une de ses sœurs, est comprise dans la première promotion des chevalières de Marie-Louise. Don Joseph Godoy, l'un de ses frères, est nommé gouverneur du conseil des finances, dont il était déjà membre non gradué, y siegeant l'épée au côté. Le ministre de la guerre, comte de Campo de Alange, ami de Godoy, obtient à perpétuité les honneurs et le traitement de grand d'Espagne.

Le duc de la Vauguyon, ambassadeur de France à Madrid, a son audience de congé, le 16 avril, et remet au ministère ses lettres de rappel; il est remplacé par le ministre plénipotentiaire Bourgoing, qui n'est présenté à la cour que le 6 mai, quoiqu'il y fût arrivé deux jours avant la disgrâce de Florida-Blanca.

Le roi accorde des récompenses aux officiers qui se sont distingués à la défense de Ceuta et d'Oran, et donne aux veuves des militaires tués aux siéges de ces places, les deux tiers de la solde dont jouissaient leurs époux.

Le comte d'Aranda rappèle un grand nombre d'exilés. Partisan des idées philosophiques, mais ami de la paix, il traite les émigrés avec une politesse marquée, sans toutefois manifester plus l'intention de les soutenir que de prendre la défense du gouvernement français, dont ils se sont séparés. Décidé à garder une exacte neutralité, il ne laisse sur la frontière des Pyrénées qu'un cordon de troupes, suffisant pour faire respecter le territoire espagnol. A sa persuasion, le roi modifie les ordres publiés contre la cocarde tricolore, et autorise les Français en uniforme à la porter en Espagne. Il tolère aussi l'introduction des gazettes et brochures françaises, à l'exception des libelles séditieux. L'île de Cuba ayant besoin de cultivateurs, il permet aux Français d'y importer des nègres, à condition qu'ils en feront eux-mêmes

---

(1) Cet ordre a été porté depuis au nombre de cent dames, en y comprenant les princesses.

la traite, qu'ils les conduiront en droiture dans les ports désignés r la cédule du 21 novembre précédent.

Le 16 mai, un agent des princes français à Coblentz arrive à Aranjuez. Il a plusieurs conférences avec le ministre, mais il ne peut le déterminer à faire entrer le gouvernement espagnol dans la coalition de l'Autriche et de la Prusse contre les révolutionnaires de France.

Du 21 au 31 mai, les élèves du corps royal de l'artillerie de marine font leurs exercices, et sont examinés, à Cadix, par le lieutenant-général, don Ant. Ulloa, et au Ferrol, ainsi qu'à Carthagène, par les capitaines-généraux de ces départements. Des prix sont décernés aux plus habiles.

Une cédule royale du 29 mai supprime l'instruction additionnelle du 16 novembre 1786, ordonne l'exécution de l'ancien ordre de choses, relativement à l'administration des revenus des communes, et affecte l'excédant de ces revenus à l'amortissement du papier-monnaie.

Le comte de Cabarrus, transféré, depuis le nouveau ministère, du château de Batéros dans une prison de Madrid, voit son sort adouci chaque jour. On lui avait accordé son confesseur et son médecin; on lui permet de voir son avocat, son notaire et ses parents.

Le 13 juin, une cédule royale supprime la surintendance de police de Madrid, établie en 1782, et remet en vigueur le réglement de police de 1768.

Par une ordonnance du 25 juin, Charles IV abolit les priviléges exclusifs accordés à quelques particuliers, de raffiner du sucre, et laisse une liberté sans limites d'établir des raffineries dans toute l'Espagne. Une autre ordonnance du 30, affranchit de tous droits l'antimoine provenant des mines d'Espagne, et en permet la libre exploitation.

Au commencement de juillet, l'Espagne signe avec le Danemark une convention dont il résulte pour elle trois avantages : un délai de trois mois pour payer les droits de passage du Sund; l'exemption de la visite de ses vaisseaux, moyennant une déclaration ; et le paiement d'un pour cent de droit seulement sur les marchandises taxées par le tarif.

Des lettres du comte de Florida-Blanca, lues au mois de juillet par le gouverneur du conseil de Castille, l'ayant fait soupçonner d'avoir voulu séduire quatre membres de ce tribunal suprême pour se venger de l'auteur présumé d'un libelle, le roi ordonne que l'ex-ministre soit enfermé dans le château de Pampelune, et poursuivi selon tout ur

des lois (1). Sur le refus du comte d'Aranda, le comte de la Cañada est chargé de l'instance de ce procès.

Le 11 juillet, Godoy, duc de la Alcudia, et le comte de la Cañada, sont nommés conseillers d'état. Porlier, marquis de Baxama, est fait gouverneur du conseil des Indes, et son ministère de grâce et de justice est donné à un ecclésiastique, don Pedro d'Acuña, membre du conseil de Castille.

Par une pragmatique-sanction du 8 août, Charles IV déclare les religieux profés des deux sexes, incapables de succéder à leurs parents morts *ab intestat*, et défend aux tribunaux d'admettre leurs demandes en héritage.

Le roi, voulant obvier à l'épuisement des forêts, à la rareté du bois, dont la consommation augmente chaque jour, en raison de l'accroissement de la population et des usines, et désirant propager l'usage du charbon de terre, devenu denrée de première nécessité, abolit, par sa cédule du 24 août, les priviléges accordés en 1780 et 1789, à des compagnies qui s'étaient chargées d'exploiter les mines indigènes de charbon de terre; permet la libre extraction de ce combustible, excepté dans les mines que le gouvernement achetera pour les besoins de la marine royale; l'affranchit de tous droits, et se propose d'établir dans la province des Asturies, où il abonde le plus, une école de mathématiques, physique, chimie, minéralogie et nautique, afin de propager dans cette principauté les connaissances nécessaires à l'exploitation des mines et au transport par mer du charbon de terre.

Une cédule royale du 2 novembre, porte qu'un grand nombre de prêtres français s'introduisant en Espagne, S. M. vient d'établir à leur égard des règles particulières pour préserver le clergé espagnol et le reste de ses sujets des préjudices que pourraient leur causer ces ecclésiastiques, s'ils jouissaient, comme les prêtres de ses états, des contributions de l'autel, des aumônes et des autres secours pour lesquels ceux-ci sont privilégiés. En conséquence, il leur est défendu de confesser, de prêcher; on leur permet seulement de dire la messe, et on les astreint à ne pas loger ailleurs que dans les couvents qui leur seront désignés.

Le lieutenant-général don Fr. Xav. Moralès est fait comte, en récompense de ses services au siége de Ceuta. Le brigadier de marine don Fr. Xav. de Winthuysen, qui avait or-

---

(1) Il en sortit néanmoins quelques mois après, et se retira dans ses terres près de Lorca, dans la province de Murcie.

ganisé et inspecté les écoles de pilotage dans les trois départements maritimes, est nommé chef d'escadre et conserve le commandement en chef du corps des pilotes.

Depuis la chûte de la royauté en France et la détention du malheureux Louis XVI au Temple, les ennemis, les envieux du comte d'Aranda, les ministres des puissances en guerre contre la république française, voyant le vif intérêt que Charles IV prenait au sort du chef de la dynastie des Bourbons, travaillaient à renverser un ministre qu'ils accusaient de prévention et d'attachement pour la France, et dont l'inflexible roideur empêchait l'Espagne de prendre part à la coalition. Enfin, par un décret donné à l'Escurial, le 15 novembre, le roi, prétextant l'âge avancé du comte d'Aranda, le dispense de la gestion qu'il exerçait par *interim* de la première secrétairerie d'état et des dépêches, lui conserve tous ses honneurs, ainsi que la place de doyen du conseil d'état, et nomme, pour lui succéder dans la charge de premier secrétaire d'état et des dépêches, le duc de la Alcudia (Godoy), qui est maintenu dans l'emploi de major des gardes-du-corps.

Le 25 novembre, le ministre de la marine, don Ant. Valdez, est nommé capitaine-général des armées navales.

Par un décret du 30 novembre, le roi suspend l'exécution du bref apostolique du 14 mars 1780, que Charles III avait obtenu du pape, à l'effet d'employer en fondations pieuses et utiles, une partie des revenus ecclésiastiques de ses états. Il supprime la charge de collecteur-général, et tous les autres emplois relatifs à la perception du tiers des revenus du clergé ; réduit au dixième du revenu des prébendes et des bénéfices, le droit pour le trésor public, et laisse aux prélats et aux chapitres le soin de lui proposer les améliorations nécessaires au bonheur de ses sujets et au soulagement des pauvres.

Par un autre décret du 14 décembre, Charles IV, voulant prévenir la ruine des basses classes de ses sujets, en les empêchant de mettre à la loterie royale établie par son prédécesseur, défend d'y recevoir les maravédis en paiement des mises ; fixe le minimum de la quotité des mises à 10 réaux (2 francs 50 centimes) par extrait et par ambe, à 125 réaux (31 francs) par terne, etc., et annonce un tarif qui sera suivi pour le premier tirage de 1793.

Dans une seconde promotion de l'ordre de Marie-Louise, la reine donne le cordon à une autre sœur du favori Godoy,

la comtesse Murillo, femme d'un apothicaire qui, suivant les statuts de l'ordre, fut décoré des mêmes titres honorifiques que son épouse.

Don Louis de Cordova, capitaine-général des armées navales et du département de Cadix, s'étant démis, en raison de son grand âge, de ce gouvernement et de la direction des flottes, le roi lui en laisse tous les revenus, et nomme, pour lui succéder dans ces deux charges, le lieutenant-général marquis de Casa-Tilly, remplacé par le lieutenant-général don Miguel Gaston dans la capitainerie générale du département de Carthagène.

Charles IV, informé que Louis XVI était mis en jugement, fut le seul souverain qui s'efforça de détourner le coup qui menaçait ce prince infortuné. Il ouvrit une négociation avec les républicains. Une note du 17 décembre, signée du duc de la Alcudia et contenant la déclaration de la neutralité de la cour de Madrid, est remise par son chargé d'affaires, le chevalier d'Ocariz, au ministre des affaires étrangères Lebrun, pour être échangée contre une déclaration pareille de la part du gouvernement français. Ocariz, peu de jours après, écrivit au même ministre une lettre remplie de force et de sensibilité, pour sauver les jours de Louis XVI. La Convention nationale, dans sa séance du 28 décembre, refusa d'en entendre la lecture. Charles IV avait autorisé cet agent à disposer de trois millions pour agir sur les membres les plus influents de la Convention et de la commune de Paris, en faveur de son malheureux parent.

A la fin de décembre, le comte de Cabarrus, détenu depuis plus de deux ans, est mis en liberté par l'entremise et le crédit du duc de la Alcudia.

Le comte de Lacy, capitaine général de la Catalogne, Irlandais d'origine, et plus recommandable par son esprit, sa taille gigantesque et le succès de ses missions diplomatiques dans le nord, que par ses talents militaires, quoiqu'il eût remplacé le comte de Gazorla, Italien, dans le commandement général de l'artillerie espagnole, meurt le 31 décembre de cette année. Il a pour successeur à ce commandement, le comte de Coloméra, ci-devant don Martin Alvarez de Sotomayor, qui avait dirigé trois ans le blocus de Gibraltar.

1793. Au mois de janvier, le gouvernement de la Catalogne est donné au lieutenant-général don Antonio Ricardos Carrillo de Albornos, capitaine-général du Guipuz-

coa, et long-temps inspecteur général de l'école de cavalerie d'Ocaña, tombée en décadence depuis la disgrâce du comte d'O-Reilly, son ami, dans laquelle il avait été enveloppé; il est remplacé dans le Guipuzcoa par le lieutenant-général don Ventura Caro, capitaine-général de la Galice, qui avait commandé à Minorque après la conquête de cette île. Le lieutenant-général, marquis de la Roca, succède au duc de Crillon-Mahon, dans la capitainerie-générale et la présidence de l'audience royale des royaumes de Valence et Murcie.

La route entreprise aux frais de l'Etat, par dispositions de Charles III, en 1787, pour aller de Burgos dans la province d'Alava, et communiquant avec la route de Bayonne, est terminée au commencement de 1793.

Le 17 janvier, le chevalier d'Ocariz, dans une dépêche dont la Convention rejette encore la lecture, renouvelle ses instances en faveur de Louis XVI, dont elle venait de prononcer l'horrible condamnation : il offre la médiation de son maître pour terminer la guerre avec l'Autriche et la Prusse, et se borne à demander un sursis à l'exécution de l'auguste victime, et le temps strictement nécessaire pour l'envoi et le retour d'un courrier.

Aussitôt que Charles IV apprend l'inutilité de ses sollicitations et la mort de son parent, il ordonne un deuil de trois mois à sa cour, rappèle son chargé d'affaires, et se rend plus favorable aux démarches des émigrés et du parti qui regarde la guerre avec la France comme indispensable et obligatoire. Le comte d'Aranda s'étant expliqué avec sa franchise ordinaire dans le conseil-d'état, sur l'idée qu'il avait des résultats de cette guerre, est exilé à Jaen.

Tout se dispose à la guerre en Espagne; une circulaire du conseil de Castille, du 6 février, est adressée à tous les capitaines-généraux, commandants et magistrats, pour que les curés et les maires invitent les hommes les moins nécessaires à l'agriculture à s'enrôler dans les troupes de S. M.

Charles IV, voulant s'attacher l'armée, à la veille d'une guerre qui paraît inévitable, rend, le 9 février, un décret par lequel il ordonne que les militaires impliqués dans toute affaire civile ou criminelle, seront renvoyés devant un tribunal militaire, afin d'être jugés plus promptement, excepté lorsqu'il sera question de demander des majorats ou de partager des successions.

Un autre décret du même jour renouvelle le privilége ac-

cordé aux marins espagnols pour que le droit de pêche leur soit exclusivement réservé dans tous les parages, lacs, fleuves et rivières où l'eau est salée, jusqu'à l'endroit où elle cesse de l'être. Ce décret les fait jouir du même avantage que les militaires, en les renvoyant devant des juges de la marine dans la plupart des causes civiles et criminelles.

Le roi, par ses décrets des 16 et 23 février, accorde une amnistie générale à tous les déserteurs de terre et de mer, coupables seulement de ce délit et de celui de contrebande, pourvu qu'ils rentrent dans leur patrie, trois et six mois après la publication de cet édit. Les moines, par ordre de la cour, parcourent les campagnes, pour appeler aux armes les paysans. La noblesse, le clergé, les villes, les provinces, s'empressent à l'envi d'offrir au gouvernement des dons patriotiques, en hommes, en argent, en vaisseaux, tels qu'aucune nation moderne n'en a jamais faits à son souverain. Le comte ou le marquis de Crillon, qui, à cause du nom et des services de son père, était, de tous les émigrés français, le plus considéré à la cour, semblait destiné au commandement de l'armée espagnole, sans une altercation qu'il eut avec le duc de la Alcudia, qui venait d'être revêtu de la nouvelle dignité de secrétaire du conseil de la reine.

D'après un décret royal du 1er mars, le conseil de Castille publie une circulaire du 4, portant que tous les Français, à l'exception des prêtres, des émigrés, des employés dans les manufactures royales, et de ceux qui, domiciliés depuis dix ans en Espagne, et y exerçant un état, n'ont pas réclamé la protection de leurs consuls et de leur ambassadeur, seront tenus de quitter leurs résidences dans le délai de trois jours, et l'Espagne sous vingt jours; qu'ils ne pourront pas se réunir pour voyager plus de huit sans armes; qu'ils ne s'écarteront pas de la route indiquée sur leurs passeports, etc., sous les peines portées par les lois. Le lendemain, le duc de la Alcudia communique cet ordre aux ambassadeurs étrangers, et leur donne plus de latitude et de facilité pour le départ des Français attachés à leur service. A peine cet édit est-il connu dans les provinces, que les Français et surtout les négociants y sont en butte aux persécutions les plus odieuses, tant dans leurs personnes que dans leurs biens, et plusieurs éprouvent des pertes considérables.

Le 7 mars, la Convention déclare la guerre à l'Espagne. Bourgoing, qui ne paraissait plus à la cour, depuis qu'elle

portait le deuil de Louis XVI, part sans prendre congé, après avoir recommandé à la justice et à la bienveillance du roi les Français qu'il laisse dans la Péninsule.

Le 23 mars Charles IV signe à Aranjuez son manifeste contre la France, motivé sur les excès commis par les républicains, et les hostilités qu'ils ont commencées. Ce décret est adressé à tous les conseils, et la guerre est proclamée, le 27, avec les formalités ordinaires. Le lieutenant-général don Ant. Ricardos Carrillo est nommé au commandement en chef de l'armée de Catalogne, composée de vingt-deux mille hommes : celui de l'armée de Navarre et de Guipuzcoa, forte de trente-cinq mille hommes, est donné au lieutenant-général don Ventura Caro. Un troisième corps d'environ dix mille hommes, sous les ordres de don Pablo Sangro, prince de Castel-Franco, doit former une armée d'observation en Aragon. Une escadre de vingt vaisseaux de ligne et de treize frégates ou brigantins est promptement équipée dans les ports de Cadix, de Carthagène et du Ferrol, sur les instances de l'ambassadeur anglais, lord Saint-Helens, et par l'activité du capitaine-général, marquis de Casa-Tilly.

Charles IV, par un décret du 25 mars, prohibe le commerce avec la république française, sous peine de huit années de présides et de la confiscation des biens au profit du trésor royal, pour tous ceux qui feront ou favoriseront ce commerce ; les dénonciateurs de ce genre de délit auront la moitié du produit des confiscations. Six mois sont accordés pour la vente des marchandises et productions françaises, existantes dans les magasins.

L'armée française des Pyrénées, sous les ordres de Servan, consistait en deux faibles divisions : l'une commandée par Dubouquet, occupait le Roussillon et la frontière orientale, jusqu'à la Haute-Garonne ; l'autre, ayant pour chef Duverger, devait garder la frontière occidentale, depuis Saint-Jean-Pied-de-Port jusqu'à l'Océan.

Le 31 mars, le général Sahuguet et l'adjudant-général Fontenille entrent, sur deux colonnes, dans la vallée d'Aran, en Catalogne. La première y pénètre sans résistance ; la seconde, repoussée d'abord, met en fuite les Espagnols. A Viella et dans tous les villages de cette vallée, les Français s'empressent de former trente municipalités et des justices de paix. L'armée du prince de Castel-Franco, à

position, quoique, le même jour, un détachement espagnol eût éprouvé un échec près de Mont-Louis. Le 23, le duc d'Ossuna entre sans résistance dans Elne et dans Corneillas, et le maréchal-de camp, don Jos. Simon Crespo occupe Argeles. La prise de ces places coupe les communications entre Collioure et Perpignan. Le 24, Ricardos fait commencer le bombardement de Bellegarde.

Charles IV fait diverses promotions pour récompenser les officiers qui ont concouru au triomphe de ses armes. A cette occasion le duc de la Alcudia reçoit une nouvelle faveur : sans avoir jamais vu le feu, il est élevé, le 22 mai, au grade de capitaine-général, le premier de la hiérarchie militaire.

Le 23, le général Lagenetière, qui commandait la gauche de l'armée des Pyrénées occidentales, repousse, avec cinq cents hommes, dix-huit cents Espagnols et reprend Lussaïde ou Val Carlos; mais il évacue cette position qu'il ne peut conserver. Le 3 juin, les Espagnols attaquent tous les postes en avant de la fonderie de canons de Baigorry; après une action très-vive, ils forcent les Français de les abandonner et livrent aux flammes et à la destruction ce bel établissement, en représailles de l'incendie de Lussaïde.

Les 21 et 25 mai, une escadre espagnole, sous les ordres du lieutenant-général don François de Borja, reprend les îles sardes de Saint-Antiochus et de Saint-Pierre, dont les Français s'étaient emparés pendant leur expédition infructueuse contre la Sardaigne : il leur enlève une frégate, les force d'en brûler une autre, et leur fait un millier de prisonniers. L'Espagne rend ces îles au roi de Sardaigne, et lui envoie des secours maritimes, afin de remplacer les douze mille hommes de troupes auxiliaires qu'elle doit lui fournir, suivant le traité d'Aranjuez, du 14 juin 1752.

Dans le Roussillon, après un mois et demi de blocus, les convois destinés à ravitailler le fort les Bains, ayant été deux fois interceptés par les Espagnols, la garnison de cette place est obligée de se rendre prisonnière. Le brigadier don Eugenio Navarro y entre le 3 juin, et le 5, le fort de la Garde capitule également. La ville de Prats de Mollo, que ce fort défendait, s'était empressée d'ouvrir ses portes, douze à quinze jours auparavant.

Dans les Pyrénées occidentales, le camp français de Château-Pignon, près de Saint-Jean-Pied-de-Port, était livré à l'anarchie et à l'indiscipline par la conduite méprisable de son commandant. Le général don Ventura Caro le fait at-

taquer le 6 juin, par huit mille hommes d'infanterie, deux cents chevaux et une artillerie formidable, sous les ordres du major-général don Ventura Escalante, sans compter dix bataillons de milice qui gardaient les positions derrière ce corps d'armée. La bravoure et les savantes manœuvres du capitaine Moncey, qui commandait l'avant-garde française, forte de quinze cents hommes, font d'abord plier les Espagnols; mais ceux-ci, ralliés par le brigadier Laforêt et par le marquis de la Romana, reprennent l'offensive. Pendant la chaleur du combat, le général espagnol charge un de ses aides-de-camp, Louis Berton de Crillon-Mahon, d'attaquer le flanc droit de la position : ce jeune officier, à la tête du régiment d'infanterie de la Couronne et de quelques volontaires d'Aragon, force les retranchements et s'empare du camp des Français, de la plus grande partie de leurs tentes et de leur artillerie. Une charge du régiment dragons de la Reine, commandé par son colonel, le comte de Rouffignac, complète la déroute des Français. Le général Lagenetière, averti trop tard, accourt de Saint-Jean-Pied-de-Port, tombe au milieu de ce corps de cavalerie et demeure prisonnier. Si Caro eût marché aussitôt sur cette place, où régnaient le désordre et l'épouvante, il s'en serait aisément rendu maître et aurait recueilli probablement des fruits plus importants de sa victoire. Mais trop de circonspection l'empêcha d'en tirer parti : il abandonna même Château-Pignon le 18, en fit enlever les tentes et l'artillerie, et reprit ses précédentes positions à Burguete. La gauche de l'armée française reçut des renforts, et le général Dubouquet y rétablit la discipline et la confiance.

Une cédule de Charles IV en treize articles, sous la date du 15 juin, ordonne que tous les biens des Français expulsés d'Espagne seront confisqués au profit de ceux de ses sujets qui ont souffert de la révolution française, après le prélèvement des sommes dues aux créanciers, et de ce qui peut revenir aux Espagnoles épousées par des Français, ainsi qu'à leurs enfants, pour dot et droits communaux. Le roi se réserve la disposition du surplus des biens saisis.

Les Espagnols, après avoir détruit de fond en comble le fort d'Hendaye, en avaient transporté l'artillerie et les munitions à Fontarabie, laissant plusieurs postes sur le territoire français, le long de la mer et sur la montagne de Louis XIV. Le 22 juin, le général Servan fait enlever toutes ces positions jusqu'à la Bidassoa. Ces avantages fu-

Delbecq. Le 4, le général Caro fit jeter un pont de bateaux sur la Bidassoa, malgré la résistance des Français. Le 13, les Espagnols reprirent les montagnes de la Croix-des-Bouquets et de Louis XIV, dont ils furent chassés le même jour; mais ils se maintinrent à Biriatou, malgré les efforts de l'intrépide Latour-d'Auvergne. Dès-lors, ils reparurent chaque jour sur les hauteurs voisines, pour tâcher d'attirer dans des embuscades les détachements avancés de l'armée française; ce qui leur était facile, dans un pays extrêmement coupé de ravins, de collines et de sentiers couverts.

Le 13, les Espagnols attaquent sans succès les trois camps des républicains près de Perpignan. Ricardos, qui s'était rapproché de l'armée française, établit, le 14, son quartier-général à Truillas; son avant-garde, commandée par Urrutia, sa droite par Cagigal, et sa gauche par les lieutenants-généraux, marquis de Las-Amarillas et prince de Montforte. Il reste dans cette position jusqu'à la nuit du 16 au 17, pour y attendre les corps des lieutenants-généraux, don J. Ant. Courten, duc d'Ossuna et comte de la Union. Il exécute alors une attaque générale contre les Français, leur tue six cents hommes, leur enlève le Mas de Serre et force tous leurs avants-postes de se replier sur les camps. Le lendemain, il dirige les batteries élevées sur les hauteurs de Thuir et du Mas de Serre. Repoussés d'abord par deux colonnes que le général Deflers fait avancer, et chassés de leur position, les Espagnols reviennent à la charge avec un renfort de cavalerie : mais ils sont enfin obligés de reculer devant un corps de réserve qu'amène le général Barbentane. Malgré cet avantage, l'armée française des Pyrénées orientales, attaquée de tous côtés et sans relâche par des forces supérieures, éprouve encore des revers. Les Espagnols battent les Français à Illa, se renforcent dans cette position, et interceptent la navigation du Tech.

Aux Pyrénées occidentales, le 23 juillet, quatre à cinq mille Espagnols, sortis des camps d'Irun, traversent la Bidassoa et s'avancent jusqu'aux hauteurs d'Urrugne. Une partie des troupes, qui formaient, sous les ordres de La Bourdonnaye, la droite de l'armée française, accourent de toutes parts. Le régiment espagnol du roi, cavalerie, ayant tourné le dos, à l'exemple de son lâche colonel; le général Willot, qui commandait l'avant-garde des républicains, s'élance à la tête de quatre-vingts dragons et de

quelques gendarmes, change en fuite la retraite de ce corps, coupe une partie du régiment de Léon, sabre et disperse les fuyards et renverse de cheval, sans le connaître, le général en chef Caro qui cherchait à rallier ses troupes. Tout l'état-major espagnol prit part à cette affaire, l'une de celles que Caro appelait promenades militaires, et qu'il récidivait souvent pour exercer ses soldats et harceler l'ennemi. Dans celle-ci, les lieutenants-généraux Escalante, Roméo, les brigadiers Filangieri, Castaños, et le colonel Reding furent blessés, ainsi que le jeune duc de Mahon et un autre aide-de-camp du général en chef. Le brigadier, comte de Rouffignac et le colonel du régiment de Léon, Hidurga, furent au nombre des prisonniers. Caro aurait eu le même sort sans les contrebandiers espagnols qui le ramenèrent à Irun. L'armée française des Pyrénées occidentales, forte alors d'environ trente mille hommes, s'étendait depuis la vallée d'Aran jusqu'à Hendaye.

Ricardos, voulant assurer ses conquêtes dans le Roussillon, donne, le 26 juillet, le commandement d'Illa au général Crespo, qui renforce les positions de Corbera, Millas et Vinça. Le 31, ce dernier bourg est pris par les Français et repris par les Espagnols : le lendemain, les Français échouent devant Millas et prennent Vinça, qu'ils reperdent presque aussitôt. Le 2 août, Crespo entre dans Prades, dont l'occupation intercepte la route de Mont-Louis à Villefranche : cette dernière place est attaquée, le 4, par le même général, depuis le matin jusqu'au soir : après un bombardement de quinze heures, on lui en ouvre les portes à minuit sur la première sommation ; la garnison du fort manquant de munitions et de vivres, abandonne les postes et se sauve à travers les montagnes, pour éviter d'être faite prisonnière. Les Français continuent à inquiéter Millas ; Ricardos les fait attaquer le 10 par le maréchal-de-camp don Rafaël Adorna, qui traverse le Tech et enlève toutes leurs positions sur la rive gauche de cette rivière (1). En même temps, la division espagnole qui occupe les deux Cerdagnes, vient camper au col de la Perche, d'où elle envoie déjà des boulets sur Mont-Louis. Ces revers sont attribués

(1) Les gazettes espagnoles que nous avons consultées pour l'histoire de la guerre de 1793 à 1795, offrent une lacune depuis les premiers jours d'août jusqu'à la fin de novembre 1793.

au général Deflers qui est destitué, le 10 août, par les députés conventionnels (1).

Le 7 août, Dubouquet commandant l'armée des Pyrénées occidentales, pendant la maladie de Delbecq, menace la fonderie d'Orbaïceta, tandis que, par son ordre, le général Delalain force les retranchements espagnols et se rend maître des Aldudes, dont les habitants avaient fui, pour se dérober aux vengeances que leur imprudente défection les avait mis dans le cas de craindre.

En Roussillon, Ricardos publie une proclamation datée de son quartier général de Truillas, le 15 août, par laquelle il promet à tous les déserteurs français cinquante francs comptant, le prix de leur armement, s'ils veulent s'en défaire, le prêt et le pain, sans être tenus à servir, et un double engagement, s'ils demandent à s'enrôler dans les troupes espagnoles. L'armée française des Pyrénées orientales était alors sous les ordres de Puget-Barbentane ; mais Dagobert commandait en chef un corps détaché, depuis Olette jusqu'à la Garonne, sous le nom d'armée centrale des Pyrénées. Dans la nuit du 18 au 19 août, les Espagnols sont chassés d'Elne par le général Dugua, qui leur enlève une grande quantité de *bagages*, bêtes de somme et fourrages.

Une escadre espagnole, sous les ordres de don Juan de Langara, réunie à la flotte anglaise de l'amiral Hood, entre dans Toulon, la nuit du 27 au 28 août. (Voyez *le tome I*er*. de cette continuation*, *p.* 166 *et* 523.)

A son arrivée à Mont-Louis, Dagobert, voulant empêcher une colonne espagnole, partie de Villefranche, d'opérer sa jonction avec les troupes campées au col de la Perche, attaque d'abord celles-ci, le 28 août, avec des forces inférieures: après une action très-meurtrière, où les dragons de Sagonte souffrirent le plus, les Espagnols abandonnent leurs caissons, huit pièces de canon et beaucoup d'équipages et de munitions. Dagobert les poursuivit, entra le 29 sans coup férir dans Puycerda, où il s'empara de leurs magasins d'armes et de provisions; et poussa jusqu'au poste avantageux de Belver dont il se rendit maître. Les Espagnols perdirent ainsi la Cerdagne en vingt-quatre heures, et se retirèrent à Urgel. Le 30, du côté de Perpignan, dix

---

(1) Il fut envoyé prisonnier à Paris, et condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, en 1794.

mille Espagnols enlèvent aux Français la forte position de Corneillas.

Don Ventura Caro, sentant l'importance du poste de Biriatou, dont l'occupation lui ouvrait l'entrée de la Navarre française, en avait fait une forteresse redoutable. Després-Crassier, qui avait remplacé La Bourdonnaye dans le commandement de la droite de l'armée des Pyrénées occidentales, et provisoirement Delbecq dans les fonctions de général en chef (1), résolut de chasser les Espagnols de cette position et de les poursuivre au-delà de la Bidassoa. Une attaque générale fut dirigée contre eux, dans la nuit du 29 au 30 août ; mais un coup de canon, qui devait en être le signal, ayant été tiré trop tôt, fit dégénérer le combat en escarmouche et manquer l'expédition. A cette époque, l'armée de Navarre avait déjà fait quatre mille prisonniers aux Français.

Dans le Roussillon, la colonne espagnole de Villefranche, forte d'environ cinq mille hommes, ayant enlevé, le 3 septembre, le camp d'Olette, Dagobert revient aussitôt à Mont-Louis, y prend un renfort de troupes, marche aux Espagnols le 4, et après un combat de deux heures, les met en déroute, les poursuit juqu'à Villefranche, leur prend quatorze pièces d'artillerie, des caissons, des munitions, et leur fait trois cents prisonniers. Plus heureux du côté de Perpignan, Ricardos ayant cerné cette place, en interceptant ses communications avec Narbonne, avait établi un camp formidable dont l'artillerie insultait la citadelle de Perpignan.

Le 7 septembre, la division du centre de l'armée des Pyrénées occidentales, qui jusqu'alors n'avait fait que des mouvements peu remarquables, attaque les Espagnols dans les positions de Zugarramurdi et Urdax, pille et brûle ces deux villages. La guerre commençait à prendre un caractère de férocité; et l'esprit de licence et d'immoralité, propagé par le gouvernement révolutionnaire, gagnait les armées. Després-Crassier, privé du commandement de celle des Pyrénées occidentales, fut arrêté, ainsi que le général Willot et plusieurs autres officiers. Muller fut substitué au premier, et Fregeville vint prendre la direction de la division de droite.

---

(1) Le premier était mort à Dax [illegible] a Saint-Jean-de-Luz.

Dans le même temps la destitution du général Barbentane laissa le commandement provisoire de l'armée des Pyrénées orientales à Daoust. Ces fréquentes mutations qui arrêtaient les efforts des Français, en semant parmi eux l'incertitude et la défiance, auraient favorisé les progrès des Espagnols, s'ils avaient su en profiter.

Ricardos s'était emparé, le 8 septembre, des positions de Vernet et de Peyres-Tortes, près de Salces. Le 17, ses troupes, au nombre de dix mille hommes, y sont attaquées sur deux points par les Français, que commandait Daoust, secondé par les généraux Soulheirac et Gogué. Le camp des Espagnols est emporté d'assaut avec tentes, artillerie, caissons, charriots, chevaux, mulets et un immense butin; leur perte en hommes est de trois cents prisonniers et de quatre cents tués, au nombre desquels est un de leurs généraux. Cette victoire délivra Perpignan de la crainte d'un bombardement et rétablit ses communications avec l'intérieur de la France; mais elle coûta cher aux Français, qui y perdirent aussi deux généraux. Les conventionnels Fabre de l'Hérault et Cassagnies y furent blessés. Le même jour, le général Sahuguet, à la tête de six cents hommes, franchit les Hautes-Pyrénées par le *puerto de Pullas*, s'empara d'Estery sans résistance, ainsi que des munitions et des effets de casernement de deux bataillons espagnols qu'il ne poursuivit pas. A cette époque, Dagobert avait repris Villefranche, Prades, et chassé les Espagnols de cette partie du Roussillon.

Ricardos ayant réuni ses forces du côté de Thuir et du Mas-d'Eu, s'était retranché dans sa précédente position de Truillas. Il y fut attaqué, le 22, par les troupes cantonnées auprès de Perpignan. Elles échouèrent et perdirent cinq cents hommes et dix-neuf pièces de canon. Les Espagnols durent ce succès non-seulement à la bravoure de leur général en chef, qui chargea lui-même à la tête des carabiniers, mais encore à la confusion des manœuvres des Français, à la mésintelligence de leurs généraux et à leur jalousie contre Dagobert, que les députés conventionnels avaient chargé de diriger cette expédition. Le 27, l'armée de Perpignan, sous les ordres de Daoust, reprit aux Espagnols Thuir, Elne et Sainte-Colombe, les rejeta au-delà de la rivière de Tech, et les força, le 3 octobre, à abandonner leur camp devant Argelès. Le 4, ils attaquèrent les Français sur les hauteurs, près de la rive droite du Tech,

perdirent Saint-André, Laroque, Villelongue, et furent repoussés avec une perte considérable sur le Boulou. Dagobert, qui était retourné dans les deux Cerdagnes, se porta sur Campredon, qu'il prit d'assaut le 4, après une résistance de vingt-quatre heures, et que ses soldats saccagèrent pour se venger de la fuite des habitants et de leur refus de recevoir son parlementaire. Il comptait s'emparer de la riche manufacture d'armes de Ripoll; mais une colonne qu'il attendait de Mont-Louis n'étant pas venue le joindre, il fut même obligé d'évacuer Campredon. L'échec de Truillas entraîna la destitution de Dagobert. Turreau, nommé général en chef de l'armée des Pyrénées orientales, était arrivé au commencement d'octobre. Dans le dessein de couper à l'armée de Ricardos ses communications avec Arles, le Fort-les-Bains et Prats de Mollo, le 14, à dix heures du soir, il fit attaquer sur six colonnes le Boulou, où ce général avait réuni ses principales forces. Le choc fut terrible; la droite des Espagnols commence à plier; les Français feignent de la poursuivre, afin d'attirer sur ce point l'attention de Ricardos, tandis qu'ils attaquent la forte position de Montesquiou. Ricardos se reporte de ce côté; le combat devient général. Une batterie placée à la gauche des Espagnols, sur un plateau nommé *el Pla del Rey*, cause beaucoup de ravages dans les rangs des Français. Huit fois ils tentent vainement de l'enlever à la baïonnette. Turreau fait cesser l'inutile canonnade sur le camp du Boulou, et donne le signal de la retraite au milieu de la nuit : la perte fut considérable des deux côtés. Cette opération fut manquée, parce que le conventionnel Fabre de l'Hérault, méditant une invasion en Catalogne, du côté de Rosas, avait renforcé la division de Collioure aux dépens du reste de l'armée, et empêcha qu'elle ne prît part à l'autre expédition. Dans les combats partiels qui suivirent cette journée, les Espagnols eurent toujours le désavantage et furent obligés de se replier. Le 25 octobre, la division de Collioure, sous les ordres du général Delâtre, franchit les Pyrénées et marcha sur Rosas. Elle prit Cantalloup sans brûler une amorce, y leva des contributions et s'avança sur Lianca et Spouillas : mais attaquée par les Espagnols qui descendaient des hauteurs voisines, elle fut forcée de rétrograder. Delâtre enleva néanmoins, le 26, les batteries que les Espagnols avaient établies au col de Bagnols-sur-Mer,

s'empara de ce poste important et posa son camp à la Serra, à une demi-lieue de la frontière.

Le 10 novembre, un corps auxiliaire de six mille Portugais, arrive à Rosas et prend part aux opérations des troupes espagnoles dans le Roussillon.

L'armée des Pyrénées occidentales, dégoûtée de tant d'attaques sans objet et sans résultat, et voyant la saison avancée, prend ses cantonnements; trois bataillons de la droite viennent, dans la nuit du 10 au 11 novembre, se placer sur la colline de Sainte-Anne, à mille six cents toises de la Bidassoa. Cette position avantageuse, qui dominait tout le terrein jusqu'à la mer, et où Latour-d'Auvergne s'était maintenu deux mois avec quelques compagnies, devint un camp formidable que les Espagnols n'osèrent pas attaquer. La gauche de cette armée, qui avait, vers la fin d'octobre, pris le poste d'Ispeguy, s'empare, à la fin de novembre, de Lussaïde, ou Val-Carlos et de la fonderie d'Iremenaca.

A l'armée des Pyrénées orientales, le 26 novembre, le général Turreau fit attaquer Ceret, la seule place importante qui restât aux Espagnols pour entretenir leurs communications. Le comte de la Union en était sorti pour soutenir un de ses avant-postes attaqué par diversion. La redoute qui protégait la place était défendue par des Portugais qui cédèrent aux premiers coups de canon. Ceret fut pris; mais l'arrivée de la Union changea la face des choses; il fit occuper Ceret par les Portugais, reprit la redoute et repoussa les Français. Le même jour, il enleva le poste important de Saint-Féréol et sauva l'armée espagnole par ces deux actions d'éclat: il fut soutenu, dans la seconde affaire, par une colonne dont le brigadier don Grég. La Cuesta commandait l'avant-garde, et qui attaqua la droite de l'ennemi. Turreau, voyant l'état de dénuement, de désorganisation de l'armée française, la mésintelligence des chefs, l'indiscipline des soldats, les vices de l'administration, les empiétements des députés de la Convention sur l'autorité militaire, avait écrit dès le 24 octobre, pour refuser de se charger d'une telle responsabilité. Il partit pour la Vendée, vers la fin de novembre, et Daoust reprit le commandement provisoire jusqu'à l'arrivée de Doppet, nommé pour remplacer Turreau.

Les Espagnols tenaient encore, dans le Roussillon, Bellegarde, Montesquiou, Ceret, Palauda, Arles, le fort les

Bains, Prats de Mollo et le Boulou, quartier-général de Ricardos. La division de gauche de l'armée Française occupait les hauteurs, les côtes et le col de Bagnols-sur-Mer, jusqu'à Villelongue ; celle du centre, les environs d'Elne, et la droite, les deux Cerdagnes. Doppet prit le commandement de cette armée le 30 novembre.

Les quatorze mille hommes de troupes anglaises, espagnoles, allemandes, napolitaines et piémontaises, qui étaient entrés dans Toulon, n'avaient rien pu entreprendre contre les Français. Cette faible armée, composée de trop d'éléments différents, ne fut pas même en état de conserver la place importante qui lui avait été livrée. Assiégés dans Toulon, les confédérés firent, le 30 novembre, une vigoureuse sortie, repoussèrent les Français, et détruisirent une partie de leurs ouvrages ; mais s'étant trop acharnés à leur poursuite, ils furent attaqués à l'improviste par un corps de l'armée républicaine, et forcés de se replier en désordre. Le général anglais O-hara fut blessé et fait prisonnier dans cette affaire.

Le 4 décembre, il y eut un engagement peu important à l'aile droite, près de la Chapelle de Saint-Luc ; mais le 7, le général espagnol Courten, qui, la veille, s'était porté en force contre la gauche, sur la montagne d'Albères, voyant que les Français avaient affaibli cette position pour tenter une attaque contre celle de Montesquiou, surprit leurs avant-postes, emporta Villelongue et obligea les républicains de fuir en désordre jusqu'à Argelès. En même temps, le brigadier, marquis de Castrillo, débusqua les Français de leurs positions sur les montagnes du côté de la mer. Le 14, Courten s'empara de Bagnols. Ces affaires eurent lieu sans la participation et à l'insu du général en chef Doppet, qui, à cette époque, ayant reçu ordre d'envoyer des renforts devant Toulon, vit son armée réduite à quinze mille hommes. Ne pouvant plus alors défendre la ligne du Tech et voulant imposer aux Espagnols, avant de se replier sur Perpignan, il fit traverser la rivière à deux colonnes qui reprirent le camp de Villelongue, le 19 décembre, et enlevèrent beaucoup de prisonniers et d'artillerie qu'ils conduisirent à Perpignan. Dans le même temps, Ricardos chargeait le maréchal-de-camp, don Gregor, La Cuesta d'attaquer le fort Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, et dirigeait contre la ligne française une autre colonne qui, sous les ordres du marquis de Las-Amarillas, du lieutenant-général portugais,

don Juan de Forbes, et du maréchal de camp don Diégo Godoy, triompha des républicains, le 19 décembre, près de Bagnols, et leur fit essuyer une perte de douze cents hommes.

L'armée française qui assiégeait Toulon, ayant, dans la nuit du 16 au 17 décembre, emporté le fort Balaguer, qu'elle bombardait depuis trois jours, et enlevé le lendemain toutes les redoutes de la montagne Faron, les généraux des troupes alliées tinrent conseil, et l'évacuation de Toulon y fut résolue. Cependant les Français s'emparent successivement des batteries Saint-Louis et Mulgrave, des forts Saint-Antoine, Malbousquet, de toutes les fortifications avancées, et ils commencent à bombarder la place. Le 18 au matin, on embarque les malades et les blessés, parmi lesquels sont deux mille Espagnols. La nuit suivante, le reste des troupes est dirigé sur le fort La Malgue, où elles sont mises à bord de la flotte combinée. Le lieutenant-général, don Frédéric Gravina, commandant général de toutes les forces alliées, quoique blessé, s'embarque un des derniers, ainsi que le maréchal-de-camp don Rafaël Waldès, qui, à la tête des troupes espagnoles, fut chargé de protéger l'embarquement. Don Juan de Langara se déshonore, dans cette circonstance, en se rendant l'instrument du machiavélisme des Anglais. Cet amiral ordonne aux lieutenants de vaisseau, don Pédro Cotiella et don Francisco Riquelmé, de se concerter avec le capitaine Sidney Smith, pour détruire l'arsenal, les magasins et l'escadre de Toulon (1). Ce fut à la lueur de cet incendie (que Langara lui-même compare à l'embrâsement de Troie), au bruit des canons et des bombes des républicains, aux cris des familles éplorées qui ne pouvaient fuir avec la flotte combinée, et des malheureux qui se noyaient avant d'y aborder, au milieu du plus affreux tumulte, enfin, que les étrangers mirent à la voile et abandonnèrent Toulon. Les Français y entrèrent le lendemain 19.

Le 20 décembre, La Cuesta, après un combat vivement disputé, débusque les Français de quatre mamelons fortifiés par l'art et la nature, et qui, formant une chaîne, couvraient les places maritimes du Roussillon. Vers la fin de l'action,

---

(1) Mais non pas les forts, comme on l'a dit, tom. I, p. 423 de cet ouvrage. Suivant le rapport officiel de Langara, on brûla vingt-deux vaisseaux de ligne, huit frégates, et vingt-cinq corvettes, brigantins, tartanes et autres petits bâtiments.

une terreur panique s'était emparée des Républicains, et Fabre de l'Hérault fut tué dans cette déroute, en cherchant à rallier les fuyards. La Cuesta les poursuivit dans leur retraite précipitée sur Port-Vendre et Saint-Elme. Dufour, commandant de cette dernière place, en ouvre les portes aux Espagnols, qui en tournent l'artillerie contre les Français. Port-Vendre se rend aussi sans résister; les troupes qui couvraient ces deux places sont repoussées sur Collioure. Le lendemain, La Cuesta déploie un grand appareil militaire pour intimider les habitants de Collioure, et se rendre maître de leur ville. Ils capitulent dès la première sommation. Les Français abandonnent cette place et le retranchement de Puig-Oriol; ils évacuent les forts et laissent aux Espagnols quatre-vingt-huit pièces d'artillerie et de nombreux magasins. La Cuesta fut parfaitement secondé par les brigadiers, marquis de Castrillo, don Ignace Ortiz de Rozas, don François Solano, don Joseph Fleming, don Firmin de Eguia, et par les colonels don Carlos de Witt, don Ant. Ezpeleta et don J.-B. de Castro.

Pendant la maladie de Doppet et avant l'arrivée de Dugommier, nommé pour le remplacer provisoirement, Daoust fut encore chargé par *interim* du commandement de l'armée en Roussillon : mais cette armée n'existait pour ainsi dire plus; la division de Collioure s'était dissoute, trois jours après la retraite de Doppet (1). Ricardos qui avait été à la

(1) La Convention attribua ces revers à la trahison, au lieu d'en accuser l'impéritie et la présomption de ses commissaires. Plusieurs officiers supérieurs furent destitués et arrêtés, entre autres, les généraux Daoust et Delâtre, qui avaient été dénoncés par Doppet, quoiqu'il s'en défende dans ses *Mémoires*, et qui périrent six mois après sur l'échafaud révolutionnaire. Il est bien singulier que dans un *Précis de l'Histoire d'Espagne*, par M. de Boissy, continué par M. de Barrins, on n'ait fait qu'un seul et même personnage de ce général Daoust et du maréchal Davoust, qui lui a survécu trente ans; et qu'on ait exagéré quelques avantages obtenus par le premier, afin d'avoir occasion de prodiguer des louanges au second. Voilà comme on écrit l'histoire. On ne saurait être trop en garde contre les inexactitudes et les méprises de cette multitude de compilations informes, connues sous les titres de *Résumés*, de *Précis* et de *Beautés de l'histoire* de tous les pays, abrégés faits à la hâte d'après des compilations plus volumineuses, mais non moins fautives. Nos prétendus historiens s'épargnent le temps et la peine de remonter aux sources originales et de les comparer : pressés de vendre ou de livrer leurs ouvrages, ils se bornent à revêtir de brillantes phrases les extraits dont ils ont chargé des copistes à gages. Si l'on ne réprime pas

veille d'abandonner toutes ses conquêtes, reporta son quartier-général à Céret et prit ses quartiers d'hiver dans le Roussillon. Ainsi se terminèrent heureusement pour lui la campagne et l'année 1793. Avec des succès moins brillants, don Ventura Caro était néanmoins resté maître du cours entier de la Bidassoa, des sommets des Pyrénées et des positions les plus avantageuses.

1794. Le ministre de grâce et de justice, don Pédro d'Acuña y Malvar, ayant donné sa démission en raison du mauvais état de sa santé, le roi nomme pour le remplacer don Eugènio Llaguno Amirola, secrétaire-d'Etat du gouvernement et du conseil d'Etat.

Par une cédule donnée à Aranjuez, le 20 janvier, Charles IV, voulant adoucir le sort des enfants trouvés des deux sexes, pour le présent et l'avenir, les déclare enfants légitimes et leur accorde tous les droits civils sans exception, quelles que soient les dispositions des lois antérieures à ce sujet : il ordonne qu'à l'âge requis, ils soient admis dans les colléges, maisons d'orphelins et de charité; qu'ils y soient traités comme les enfants de parents connus; qu'ils puissent par-

---

l'abus que nous signalons ici, abus produit par la cupidité de certains libraires et la paresse des gens de lettres; on n'aura plus, au lieu d'histoires véridiques, exactes, que des romans historiques. De semblables erreurs existent dans un livre que nous regardions comme autorité; et nous voyons avec peine qu'on y ait abusé du nom de M. le comte Math. Dumas. Il n'est pas possible que ce savant militaire ait dit, dans une *Histoire d'Espagne*, *revue et corrigée par lui*, Paris, 1823, 3 vol. in-8°. : que la prise et la reprise de Toulon furent les *seuls* événements de la campagne de 1793, et que Bellegarde *ne fut pris qu'en* 1794 par les Espagnols; qu'il ait borné à ce fait et à la reprise de cette place par les Français, les événements de la seconde campagne; qu'il ait rapporté à *celle de* 1795, *et à la même bataille*, la mort de Dugommier et de La Union, qui périrent tous les deux en novembre 1794, dans deux affaires différentes; qu'il ait avancé que *cette journée décida du sort de la guerre entre l'Espagne et la France;* qu'il ait mis *Tolosa* en Catalogne, entre *Rosas et Barcelone;* qu'il n'ait parlé que sous l'année 1795 de l'armée des Pyrénées occidentales, et de la prise de *Fontarabie* et de *Saint-Sébastien*, conquises les 1er. et 3 août 1794; qu'il n'ait rien dit, enfin, des autres conquêtes de cette armée, qui s'avança jusqu'à l'Ebre, et qui seule força l'Espagne à demander la paix; car l'armée des Pyrénées orientales, après la prise de Figueras et de Rosas, par Pérignon, fut paralysée sous le commandement de Scherer, et essuya plus d'échecs qu'elle n'obtint de succès. Ces erreurs, ayant été copiées et répétées partout, même dans la première partie du tome Ier. de cette *Continuation*, il faut bien les relever et les réfuter, afin de n'être pas accusés nous-mêmes d'ignorance et d'inexactitude, pour n'avoir pas adopté de pareilles autorités.

venir à tous les emplois, à tous les honneurs; que ceux qui les traiteront de bâtards soient obligés de se rétracter juridiquement et condamnés à une amende progressive; que les enfants trouvés, coupables de quelques délits, ne soient pas condamnés, comme ils l'ont été jusqu'alors, à des peines, à des supplices différents de ceux infligés aux criminels dont la naissance est légitime: enfin, il ordonne que ce décret soit inséré dans le corps des lois d'Espagne et des Indes.

Le lieutenant-général don Gabriel de Aristizabal, commandant des forces maritimes d'Espagne en Amérique, prend possession, le 28 janvier 1794, dans la partie française de l'île de Saint-Domingue, des forts dépendants du Fort-Dauphin, qui lui sont livrés, sans coup-férir, par des officiers français. Le lendemain, la place se rend par capitulation, et la garnison, composée de plus de mille hommes, est renvoyée en France comme prisonnière de guerre (1).

Dugommier arrive à Perpignan, au mois de janvier, avec une partie des troupes qui l'avaient aidé à reprendre Toulon. L'armée des Pyrénées orientales, ravagée par des maladies contagieuses, reçoit en outre quelques renforts de celle des Pyrénées occidentales.

Le 5 février, don Joseph de Urrutia, qui avait passé de l'armée de Catalogne à celle de Navarre et Biscaye, avec le grade de lieutenant-général, est chargé par le général en chef Caro, d'envahir toute la ligne des Français, qui, pendant l'hiver, avaient étendu leurs positions et resserré celles des Espagnols. L'attaque a lieu sur trois colonnes, fortes ensemble de quatorze mille hommes, dont celles de gauche et du centre étaient commandées par les lieutenants-généraux Escalante et marquis de Castelar, et la réserve par Horcasitas. Les Espagnols occupent les positions depuis le Calvaire jusqu'à la Bidassoa, ainsi que la Croix des Bouquets, d'où leur artillerie foudroie le camp de Sainte-Anne (nommé dans les relations de cette époque le camp des *Sans-Culottes*): ils auraient facilement rompu la ligne française, si, au lieu de s'arrêter sur le Calvaire, ils se fussent portés rapidement sur Urrugne, et si la colonne du centre eût mis plus de tenacité dans son attaque. Après un

(1) Nous ne parlerons plus des hostilités qui eurent lieu à Saint-Domingue entre les deux puissances. Le gouvernement espagnol n'en a publié aucun rapport officiel, et ce qu'ont dit les journaux français, des avantages obtenus par le général Laveaux, ayant été démenti depuis, ne nous a présenté aucun caractère d'authenticité.

combat de sept heures, ils se retirèrent en bon ordre, et les Français rentrèrent dans toutes leurs positions. La perte fut de deux cents tués et six cents blessés, tant d'un côté que de l'autre. Le même jour, quinze cents hommes firent une fausse attaque sur la gauche des Français, enlevèrent deux postes, et entrèrent dans Sare, d'où ils furent repoussés après avoir brûlé trente maisons.

Charles IV, ayant mandé à Madrid les trois commandants en chef de ses armées, y tient, au mois de février, un conseil où sont appelés tous les ministres et plusieurs généraux de terre et de mer. On y délibère sur les nouveaux plans de campagne et sur les moyens de subvenir au recrutement et aux besoins des troupes en proie aux maladies contagieuses qui ravageaient la Biscaye, l'Aragon et la Catalogne. On décide de faire de nouvelles levées, et de saisir toutes les sommes déposées juridiquement, montant à trente-sept millions de piastres, et remboursables sur le produit de la ferme des tabacs, quoique déjà affecté en partie à d'autres dépenses.

Le duc de la Alcudia communique à l'académie royale de Saint-Ferdinand, dont il est protecteur, un ordre du roi, en date du 15 août 1793, qui met à la disposition du public les livres, estampes et dessins qu'elle possède, nommant à cet effet un bibliothécaire. L'académie, en conséquence, fixe trois jours de chaque semaine pour l'ouverture de la bibliothèque.

Le roi, voulant encourager les progrès des hautes sciences, comme les beaux-arts, établit à l'Observatoire royal un atelier d'instruments astronomiques et physiques, et des cours publics de géométrie, d'astronomie et de physique. Il ordonne à l'imprimerie royale de publier un livre élémentaire de don Jos. Radon, sur la fabrication desdits instruments, et autorise l'admission dans l'atelier, de tous les jeunes gens au-dessus de treize ans, qui savent seulement lire et écrire; il établit en même temps une école élémentaire d'astronomie au palais du Buen-Retiro.

La Navarre ayant demandé ses anciens États, la cour n'ose pas les lui refuser; mais elle y envoie un président de son choix, afin de prévenir les effets d'une pareille assemblée. Les Biscayens font la même demande et l'obtiennent.

Le 1er. mars, meurt l'infant don Philippe-Marie; le 10, la reine met au monde l'infant don François de Paule-Antoine-Marie, etc.

Don Ant. Ricardos Carrillo de Albornos, qui, nommé capitaine-général au mois de juillet de l'année précédente,

avait reçu, au mois de janvier, le grand-cordon de Charles III, se disposait à aller rejoindre son armée en Roussillon, pour commencer la seconde campagne, lorsqu'il mourut à Madrid, le 13 mars (1), dans sa soixante-septième année, après avoir pris, dit-on, chez le duc de la Alcudia, une tasse de chocolat destinée à ce dernier, et qu'on a prétendu contenir du poison. Pour conserver le souvenir de la victoire qui l'avait le plus illustré, sa veuve fut nommée comtesse de Truillas, et chevalière de l'ordre de Marie-Louise.

Dans une séance du conseil d'Etat, tenue le 17 mars, le comte d'Aranda ayant lu un mémoire où il se prononçait fortement contre la guerre, qu'il regardait comme impolitique, et dont il pronostiquait les résultats malheureux, eut à ce sujet une altercation avec le duc de la Alcudia, qui, profitant de cette occasion pour éloigner un homme qui lui déplaisait, lui fit donner, au sortir du conseil, un ordre qui le reléguait à Jaen.

La disgrâce du fameux comte Alexandre O'Reilly avait fini depuis la mort du ministre Léréna, son ennemi personnel. Nommé pour remplacer son ami Ricardos, dans le commandement de l'armée de Catalogne, il ne lui survécut que dix jours. S'étant mis en route, il mourut dans un village du royaume de Murcie près de Chinchilla, le 23 mars, âgé de 69 ans, fort à propos pour sa gloire et pour son bonheur.

Dans les Pyrénées occidentales, le 26 mars, les Français tentent de s'emparer de la montagne de la Runa, dont le sommet sépare les hauteurs de Sare de celles de Vera, et forme la limite commune de la France et de l'Espagne. Ils sont repoussés par le brigadier don Gonzalo O-Farrill, qui commandait les avant-postes espagnols sur cette ligne.

Le duc de la Alcudia fait donner l'archevêché de Pharsale, avec divers bénéfices formant vingt mille piastres de revenu, au confesseur du roi, don Fr. Juan de Moya, qui est sacré à Aranjuez, le 30 mars. Il se fait conférer à lui-même le titre de grand-croix de Malte, afin de jouir des

---

(1) Son éloge, lu à la société économique de Madrid dont il était membre, fut imprimé en 1795, avec son portrait. Il est étonnant que l'auteur de l'article *Ricardos*, dans la *Biographie universelle*, ait ignoré ces faits, les ait remplacés par des contes puérils, et qu'il ait osé avancer que ce général mourut dans l'obscurité en 1798. La *Biographie étrangère* dont l'autorité est souvent suspecte, ne s'est du moins pas trompée ici en plaçant la mort de Ricardos en 1794, d'après Bourgoing et les journaux du temps.

deux riches commanderies de feu l'infant don Gabriel; enfin, il procure la vice-royauté du Mexique au marquis de Branciforte, son beau-frère (1), et la capitainerie générale de l'Estremadure à son frère don Louis Godoy, gouverneur de Badajoz.

Dubouquet, qui commandait la gauche de l'armée des Pyrénées occidentales, est révoqué comme étant gentilhomme. Delalain, son successeur, est destitué peu de jours après, et n'a que le temps de faire une reconnaissance générale, le 5 avril : les montagnes étaient encore peu praticables, et les Espagnols avaient conservé leurs redoutes sur les cimes élevées. Le 6, une partie de la division de droite tenta une attaque du côté de Hendaye et du rocher *le Diamant*; mais le lieutenant-général marquis de Castelar la fit repousser par les brigadiers, duc de Crillon-Mahon, et don J. Fr. Barutell.

Dans le Roussillon, le 6 avril, deux colonnes françaises tombent sur les avant-postes espagnols, commandés au Boulou par le général La Cuesta, et du côté de la mer par le comte de Florian. Elles sont repoussées au moyen des renforts qu'ils reçoivent du général en chef par *interim*, marquis de Las Amarillas, qui fait mettre le feu au village de Tressières, dont les habitants s'étaient joints aux Républicains. Ces derniers, après avoir essayé inutilement, trois nuits de suite, de surprendre la grand'garde des Espagnols, font, le 15, une attaque sur Bagnols-d'Aspres; mais La Cuesta les force encore de se retirer avec perte. Le 18, trois colonnes françaises s'étant avancées sur Palauda, le maréchal de camp don Jos. de Moncada, qui commandait la redoute de Llano, leur opposa le brigadier comte del Donadio, et le lieutenant-colonel marquis de Las Torres, qui les obligent à battre en retraite; mais ce dernier, rencontré par une des

(1) Nous avions cru d'abord qu'il avait remplacé le comte don Bernard Galvez, qui, en récompense de ses services pendant la guerre de l'Amérique, avait été gouverneur de Cuba, puis vice-roi du Mexique, après son père don Mathias. Galvez devint suspect, suivant le rédacteur de sa notice, dans *la Biographie universelle*, pour avoir bâti une maison de plaisance entourée de fossés, de bastions et de pièces d'artillerie; et il allait être destitué lorsqu'il mourut au mois d'août 1794. Mais nous n'avons rien trouvé de semblable dans le mercure espagnol de 1793 à 1795, et nous renvoyons les fossés et les bastions de Galvez, avec les sérénades données à Ricardos; car l'auteur des deux notices s'est trompé également sur la date de la mort des deux personnages. Galvez était mort depuis quelques années, et avait eu pour successeur, au Mexique, le comte de Revilla-Gigedo.

trois colonnes, avant d'avoir pu opérer sa jonction avec le corps de Donadio, est tué, après avoir fait des prodiges de valeur.

Don Louis Firmin de Carvajal, comte de La Union, l'un des plus jeunes lieutenants-généraux de l'armée espagnole, mais l'un de ceux qui s'étaient le plus distingués dans la dernière campagne, est nommé, au commencement d'avril, capitaine-général de la Catalogne, président de l'audience royale de cette province, et général en chef de l'armée cantonnée en Roussillon. Toutefois son courage ne put suppléer à l'expérience qui lui manquait, ni lutter avec avantage contre les talents de Dugommier, qu'il allait avoir pour antagoniste, et auquel il ne devait pas survivre. Tandis que ce dernier complétait, réorganisait et exerçait son armée, Dagobert revient de Paris avec un arrêté du comité de Salut public, qui le rétablissait dans son poste et l'autorisait à exécuter un plan de campagne qu'il avait présenté à la Convention. Arrivé à Perpignan, au milieu de mars, il ne put obtenir de Dugommier que quelques bataillons, au lieu de douze mille hommes d'infanterie légère et de six cents hommes de cavalerie, qui, aux termes de l'arrêté, devaient être mis à sa disposition. Il se rendit à Puycerda, d'où il fit une invasion en Catalogne. Après avoir pris plusieurs villages en avant de Belver, il enleva, le 8 avril, la forte position de Montella, et le lendemain, celle de Lles. Les troupes qu'il chassa de ces deux postes s'étant repliées sur la Seu d'Urgel, après avoir fait sauter le magasin à poudre de Montella (fait dont le rapport du général espagnol ne dit rien), Dagobert se présenta devant cette place et somma le maréchal de camp, comte de La Haye Saint-Hilaire, de la rendre, le menaçant d'un assaut en cas de refus. Il y entra le 10, brûla la maison de ce commandant, et leva une contribution de cent mille francs sur les habitants, pour les sauver du pillage et du feu. Il se disposait à attaquer le château; mais les forces que le général espagnol y avait réunies (1) l'obligèrent, le lendemain, de se retirer, emmenant sept canons et quatre cents charges de blé. On le porta malade à Puycerda, où il mourut le 18 avril.

L'ex-ministre Florida-Blanca, dont la captivité avait été

(1) Les relations françaises disent qu'il ne put prendre le château d'Urgel, parce que les Espagnols avaient rompu le pont qui le séparait de la ville. Mais suivant le rapport du commandant espagnol, Dagobert fit rompre le pont, afin de ne pas être poursuivi dans sa retraite.

fort adoucie à Pampelune, par les soins du comte de Colomera, vice-roi de Navarre, est enfin mis en liberté.

Le général don Ventura Caro, voulant venger l'incendie de Valcarlos, dirige, le 25 avril, une attaque générale depuis la vallée de Baztan jusqu'au bois d'Irati, contre la division de gauche que commandait Mauco à l'armée des Pyrénées occidentales. Tandis qu'il fait en personne une diversion sur Saint-Jean-Pied-de-Port, sa colonne de gauche, sous les ordres du brigadier don Carlos Masdeu, chasse les Français d'Ondarroha et d'Arnegui, et incendie ces deux bourgs; celle du centre, commandée par le major-général Escalante, s'avance jusqu'à Saint-Michel, pour couper la communication d'Arnegui avec Saint-Jean-Pied-de-Port, et protéger l'invasion de la première colonne. Sur la droite, le brigadier, marquis de la Cañada-Ibañez, avec les troupes d'Orbayceta, livra aux flammes toutes les habitations françaises, sur une étendue de deux lieues, tandis que le lieutenant-général, marquis de Saint-Simon, à la tête d'un corps qu'il amenait des Aldudes, exerçait les mêmes ravages dans les environs de Baigorry, et que le lieutenant-général Urrutia, qui commandait dans la vallée de Baztan, envoyait des troupes pour soutenir ce dernier corps. Les quatre premiers ayant fait leur jonction, revinrent en bon ordre à Burguete, par les montagnes d'Oriçun, quoique poursuivis par les Français, et ramenèrent sept mille bêtes de troupeaux. Caro mit en liberté les prisonniers, en les chargeant de dire à leur général que les dévastations qu'il venait de commettre, n'étaient que les justes représailles de celles que les Français avaient impunément exercées depuis un an.

Après deux affaires qui eurent lieu sans résultats décisifs, les 28 et 29 avril, Dugommier, qui avait opposé un camp retranché aux redoutes formidables élevées par les Espagnols dans les environs du Boulou et de Céret, dirigea contre eux, le 30, une attaque générale. Sa droite, commandée par Augereau, la commence par la plaine de Céret, où était le quartier-général du comte de La Union. Sa gauche traverse le Tech et se présente devant la fameuse redoute de Montesquiou, que le colonel don Fr. Xavier Venegas défendit vigoureusement pendant cinq heures. Mais une colonne du centre ayant gravi, pendant la nuit, la montagne d'Albères, se précipite sur les Espagnols et s'empare de la redoute. Le lendemain, la batterie de la Trompette fut emportée, malgré les efforts du maréchal de camp don Ildéfonse Arias de Saavedra; et la valeur du brigadier, comte

del Puerto, ne put empêcher la batterie des signaux de tomber au pouvoir des Français. Le prince de Monforte, contraint d'abandonner ces trois positions qui appuyaient la droite des Espagnols, fit sa retraite par le chemin de Bellegarde et le col de Porteill. Dans le même temps, les maréchaux de camp, don J. Miguel Vivès et don Antonio Cornel, qui commandaient au Boulou, à Pla del Rey et à Saint-Luc, furent forcés de céder à l'impétuosité du nombre et se replièrent sur Céret. La Union, trompé par les fausses attaques de Dugommier, et craignant que son armée entière ne soit coupée, abandonna précipitamment Céret ainsi que toutes ses positions sur le Tech, et rentrant en Espagne par les gorges de la Catalogne, il porta son quartier-général à Figueras. Le camp espagnol, près de 200 pièces d'artillerie et deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient un général et trois colonels (1), furent le fruit de la victoire du 1er. mai. La retraite de l'armée espagnole isola le corps que commandait sur la droite le maréchal de camp don Eugénio Navarro. Le 2 mai, ce général évacua Argèles, qui fut occupé aussitôt par les Français, ainsi que Bagnols-sur-Mer, et il concentra ses forces pour défendre Collioure, Port-Vendre et le fort Saint-Elme. Le 4, le brigadier don Antonio Ezpeleta fut chargé par le général en chef du commandement de Port-Vendre. Deux jours après, cette place et les deux autres furent bloquées par terre et par une flottille du côté de la mer; mais on avait eu le temps d'embarquer les prêtres, les émigrés français et les effets précieux. Tandis que le général Pérignon, à la tête du centre de l'armée française, s'empare de tous les postes qui défendent les approches de Bellegarde, Augereau chasse les Espagnols d'Arles, de Prast-de-Mollo, de Saint-Laurent-de-Cerda; entre, le 6 mai, en Catalogne par Costoga et le col des Orts, et se rend maître de Saint-Laurent-de-la-Muga, ainsi que de la fonderie de bombes et de boulets sur la rivière de ce nom, après avoir battu deux fois les Espagnols. En même temps, l'artillerie est portée à bras par les Français à travers les rochers et les précipices; dès le 8, ils commencent à canonner le fort Saint-Elme, et les jours suivants leur feu est

(1) C'est ce que disent les journaux français de cette époque; mais suivant l'état envoyé de Perpignan par le maréchal de camp, don Joseph de Parte Arroyo, le nombre des prisonniers, en le comptant, ainsi que deux lieutenants-colonels et cinq capitaines, était de huit cent trente-sept.

également dirigé sur Collioure et Port-Vendre. Le 13, un convoi entra par mer dans cette dernière place; mais le commandant de la flottille espagnole ne put s'accorder avec Ezpeleta sur les mesures à prendre pour éloigner les fortes batteries navales des Français. Dans la nuit du 16 au 17, la garnison de Collioure fit une sortie au nombre de trois mille hommes, sur trois colonnes, sous les ordres du marquis de Castrillo: elle fut repoussée par les Français avec une perte considérable.

Les 14, 17 et 18, il y eut dans la partie de la Catalogne où commandait le général La Cuesta, aux cols de Sou et de Pendis, du côté de la Cerdagne, des affaires peu importantes qui ne méritent d'être remarquées que parce qu'on y voit figurer pour la première fois les *somatènes*. Le comte de La Union, malheureux dans son coup d'essai, ayant perdu tous ses équipages, n'avait cessé de demander de prompts secours; mais les édits, les ordonnances les plus menaçantes ne purent opérer un enrôlement forcé sans distinction de rang et d'états, et le recrutement par la voie du sort s'effectuait très-lentement. Comme l'Espagne éprouvait de si grandes difficultés pour augmenter ses armées, dans un moment où celles de la république française acquéraient une prépondérance marquée, tant par l'habileté de ses chefs et par la confiance qu'inspirent les premiers succès, que par les nombreux renforts que leur avait procurés la loi sur la première réquisition; la Catalogne promit de lever et d'entretenir à ses frais vingt mille hommes, et de former un corps de réserve d'un pareil nombre. Ces levées, auxquelles on donna le nom de *somatènes*, ressemblaient moins aux *guerillas* qui furent organisées plus tard en Espagne, qu'aux troupes que les vassaux amenaient à leurs suzerains du temps de la féodalité. Conduites par des prêtres ou par des moines, sans tactique, sans discipline, elles ne servaient que quinze jours et se relevaient alternativement; aussi furent-elles généralement plus embarrassantes qu'utiles à l'armée espagnole, malgré leurs succès dans quelques escarmouches. C'est à ces causes qu'il faut principalement attribuer les revers qu'éprouvèrent depuis les armées espagnoles.

Le prince Louis, fils de l'infant duc de Parme, ayant témoigné le désir de voir l'Espagne et de faire sa cour au roi et à la reine, ses augustes parents, une escadre partie de Carthagène le 2 avril, sous le commandement de Langara, avait abordé le 11 à Livourne. Le prince s'y embarque le 30,

arrive à Carthagène, le 10 mai, et part pour Aranjuez, où il est reçu, le 18, par le duc de la Alcudia, qui le présente au roi et à la famille royale.

Le 18 mai, Mauco, commandant la gauche de l'armée des Pyrénées occidentales, envoie quinze cents hommes pour attaquer, sur les bords de l'Irati et dans les bois de ce nom, un établissement formé depuis peu par les Espagnols pour la préparation des bois et mâtures de leurs navires. Les Français furent repoussés par les troupes du colonel marquis de Vadillo, et se retirèrent après avoir perdu le chef de l'expédition et laissé une cinquantaine de morts et de blessés.

Le 19, le comte de La Union ordonne un mouvement général pour chasser les Français de Saint-Laurent-de-la-Muga, et pour tâcher de les envelopper. Deux colonnes sous les ordres de Vivès et de Solano, marchent contre leurs flancs; le général Courten les attaque de front; Las Amarillas commande la réserve; le comte del Puerto va s'emparer d'un défilé par où ils peuvent faire leur retraite; le lieutenant-général don Pédro Mendinueta, à la tête de la cavalerie, leur ferme le chemin de Bellegarde; tandis que les maréchaux de camp, Arias et don Joachim de Oquendo opèrent deux diversions par Espolla et Campredon. Cette expédition, qui semblait bien conçue, ne fut qu'une échauffourée, parce qu'un cri d'alarme, qui s'éleva dans la colonne de Solano, y répandit une terreur panique et mit le désordre dans le reste de l'armée, qui se retira précipitamment vers la Junquera. Dugommier avait placé sur une hauteur qui dominait le fort Saint-Elme, une batterie de neuf bouches à feu qui foudroyaient la place. Les Espagnols surprirent cette redoute et massacrèrent les grenadiers qui la défendaient: Dugommier la reprit aussitôt, après un combat très-vif, où il fut dangereusement blessé. Ses troupes ayant, malgré lui, tenté un assaut inutile et meurtrier sans pouvoir atteindre à la brèche, le feu recommença avec plus de vigueur. Le 23 mai, Navarro fit demander une capitulation; mais ayant refusé les conditions qui lui furent proposées, il ordonna aux commandans du fort Saint-Elme et de Port-Vendre d'évacuer ces places dans la nuit du 25 au 26, et de se rendre avec leurs troupes à Collioure. Au point du jour, les deux forteresses furent occupées par les Français. Navarro avait exactement informé le général La Union des extrémités où il était réduit; il se flattait de voir arriver des secours ou du

moins des vaisseaux sur lesquels il pourrait s'embarquer avec toutes ses troupes. Le lieutenant-général Gravina venait en effet de conduire une escadre de Barcelone à Rosas, dans le dessein de sauver la garnison de Collioure. Le 25, il s'était rendu à Figueras pour conférer avec La Union sur les moyens d'y parvenir, et il s'était hâté de retourner à Rosas. Mais les vents contraires ne lui permirent d'arriver à Collioure que le 27. Navarro avait signé, la veille, la capitulation, dont un des articles, exigé par Dugommier, portait que Collioure, Port-Vendre et Saint-Elme avaient été livrés par trahison aux Espagnols. Sept à huit mille hommes, parmi lesquels trois maréchaux de camp, sortirent de Collioure avec les honneurs de la guerre, déposèrent les armes et rentrèrent en Espagne, après avoir juré de ne plus servir contre la France, jusqu'à ce qu'ils eussent été échangés contre un nombre égal de prisonniers français. L'artillerie, les munitions furent laissées aux vainqueurs. Ces nouvelles causèrent une vive sensation à Madrid.

Le 3 juin, Muller, général en chef de l'armée des Pyrénées occidentales, voulant s'emparer du col d'Ispeguy, dont les hauteurs défendaient l'entrée de la vallée de Baztan, fait attaquer les Espagnols par quatre colonnes de sa division de gauche. Cette expédition dura jusqu'au 6. La première, commandée par le général de brigade Castelvert, s'empare, sans résistance, du col de Maya. La seconde, sous les ordres du général de brigade Lavictoire, reprend la vallée des Aldudes, que défendaient trois cents émigrés de la légion royale des Pyrénées, commandés par le lieutenant-général marquis de Saint-Simon : elle emporte, après un combat très-vif, le col de Berdariz et les deux redoutes presque inexpugnables qui le protégeaient. Dans cette action, le régiment de Zamora eut son lieutenant-colonel et quatre officiers tués, vingt-quatre officiers et six cadets faits prisonniers, et deux cents sous-officiers ou soldats tués, blessés ou prisonniers. Le village des Aldudes fut alors entièrement livré aux flammes, mais sans ordre supérieur. La troisième colonne attaque de front et par les deux flancs les montagnes fortifiées par la nature et l'art, qui forment le col d'Ispeguy, débusque les Espagnols de cette position et les force de se jeter en désordre sur Errazu, où le maréchal de camp, don Ant. Filangiéri, commandait la seconde ligne des redoutes. La quatrième menace la vallée de Roncevaux, et tient en alarme les postes espagnols d'Altobiscar. Cette expédition prépara aux Français

les triomphes de cette campagne. Ils échouèrent néanmoins quelques jours après devant Biriatu.

L'ex-ministre de la guerre, Caballero, chevalier de Saint-Jacques, conseiller-d'État et doyen du conseil suprême de la guerre, est créé grand d'Espagne avec le titre héréditaire de marquis: il doit ce retour de faveur à son neveu don Jos. Ant. Caballero, qui, ayant épousé une camériste de la reine, et gagné ainsi les bonnes grâces du duc de la Alcudia, fut nommé auditeur de l'audience royale de Séville, puis fiscal du conseil de la guerre.

Par un décret du 7 juin, Charles IV, voulant célébrer la naissance du dernier infant (don François de Paule), accorde une nouvelle amnistie à tous les marins déserteurs qui se présenteront dans le délai d'un mois, s'ils sont en Espagne, et de trois, s'ils sont en pays étranger.

Le même jour, l'armée des Pyrénées orientales, commandée par Perignon, à cause de la blessure de Dugommier, attaque l'armée espagnole à Llers et au Pont des Moulins, entre Figueras et la Junquera. Cette affaire, qui fut sanglante, mais sans résultats, offre quelques singularités. Elle a été mise au nombre des victoires remportées par Perignon, quoique les journaux français de ce temps-là n'en fassent aucune mention, et que le rapport du comte de La Union assure que les assaillans furent repoussés par les lieutenants-généraux don Juan Courten, don Pedro Mendinueta, don Rafael Valdès, par les maréchaux de camp Vivès, Cornel, Itturigaray, don Valentin de Belbis, don Joseph de Moncada, et par les colonels du régiment de Numance et des carabiniers, don Ramon Alos et don Antonio Heredia. Le même rapport cite au nombre des prisonniers le général de brigade Labarre, qui, suivant les journaux français, fut tué ce jour-là, en chargeant à la tête de quelques escadrons de cavalerie contre plusieurs régiments espagnols.

Le général Caro croyant que Muller, pour exécuter son entreprise sur la vallée de Baztan, avait dégarni la droite de l'armée des Pyrénées occidentales, charge le lieutenant-général, marquis de Castelar, de faire attaquer les avant-postes français de Saint-Jean de Luz. Cette expédition eut lieu le 16 juin, sous la direction du maréchal de camp marquis de la Romana, secondé par les brigadiers don Théodore Reding et don François Barutell. Quelques positions furent prises et reprises; mais le combat n'eut aucun succès décisif.

Doppet, qui commandait dans les deux Cerdagnes, où il avait eu à soutenir quelques affaires d'avant-postes avec les Espagnols, ne put, à cause des neiges, ouvrir la campagne que le 4 juin. Il partit de Puycerda, avec 6,000 hommes, pour seconder la droite de Dugommier et envahir la Catalogne. Il prit Ribas après quelque résistance, s'établit à Campredon, le 7, à la suite d'une escarmouche, occupa Saint-Jean-de-las-Abadezas et marcha, le 11, sur Ripoll où il entra après deux heures de combat. Il y trouva une grande quantité d'armes, d'outils, de subsistances, et d'argenterie qu'il fit transporter en France. La rapidité de cette incursion, à laquelle le maréchal de camp don Joachim Oquendo n'avait pu opposer que des somatènes qui lâchèrent le pied, obligea les habitants d'Olot et de Vic à envoyer leurs effets les plus précieux à Barcelone : ceux des places conquises par Doppet avaient pris la fuite. Mais, informé que le maréchal de camp Vivès s'avançait avec des forces supérieures pour lui couper la retraite, et ne recevant pas les renforts qu'il avait demandés, ce général ne put pénétrer plus avant, et fut même obligé d'abandonner Ripoll, le 18, après y avoir entièrement détruit la manufacture d'armes. En arrivant à Campredon, il fut dans la nécessité de reprendre cette ville sur les Espagnols qui s'en étaient emparés le même jour, et qui la brûlèrent avant de l'évacuer. Il est possible néanmoins que le général Charlet, que Doppet avait laissé à Campredon, s'y voyant attaqué par les Espagnols, y ait mis le feu, afin de n'être pas troublé dans sa retraite (1). Cet incendie, qui éclata le lendemain, et qui s'étendit à tous les villages voisins, empêcha Doppet de conserver Campredon. Il se retira en bon ordre, avec tout son butin, sur Prast-de-Mollo, d'où il se rendit au quartier-général de l'armée des Pyrénées orientales, au Boulou. Dugommier, suivant la demande de Doppet, avait envoyé pour le soutenir une colonne qui, le 20, prit de vive force le poste important d'Estella, entra dans Besalu le lendemain, après une heure de combat, et y fit un butin considérable. Mais sur la nouvelle de la retraite de Doppet, elle reçut ordre de rentrer dans les lignes. Si cette double invasion en Catalogne eût

---

(1) Les excès en tous genres auxquels se livrèrent les troupes que commandait Doppet, dans cette invasion digne d'un chef de brigands, peuvent le faire soupçonner justement d'avoir été l'auteur de l'incendie dont il accuse, dans ses *mémoires*, Charlet ou les Espagnols.

été simultanée, elle aurait opéré une diversion plus avantageuse et produit des résultats plus importants.

A l'armée d'Aragon, le 21, les Français qui occupaient la vallée d'Aran, ayant reçu des renforts, attaquèrent toutes les positions des Espagnols sur les hauteurs de Viella, Pau, Toro et Rius; mais après un combat de huit heures, ils furent repoussés par les troupes que commandait le brigadier don Mariano Ibañez.

Le 23, la gauche de l'armée de Navarre et de Guipuzcoa tente un dernier effort contre la droite des Français. Quatre colonnes sont dirigées par le général en chef Caro; la première sous les ordres du lieutenant-général Escalante, du maréchal de camp don Estevan Miro et du brigadier don Fr.-Xav. Castaños, emporte rapidement le rocher et le calvaire d'Urrugne: mais les Français, ralliés et renforcés reviennent à la charge et reprennent leur position. La seconde colonne, commandée par le maréchal de camp marquis de la Romana, est repoussée devant la Croix-des-Bouquets, dont elle avait surpris les avant-postes. Les deux autres, qui devaient faire diversion et soutenir l'attaque, n'obtinrent aucun succès. Les Espagnols eurent dans cette affaire quatre cents blessés, trente-quatre prisonniers et cinquante-deux morts, au nombre desquels fut le colonel du régiment d'Ultonie, don Fr. Comesfort, qui commandait la troisième colonne. Vers le même temps les Espagnols échouèrent aussi dans une entreprise contre la vallée de Mauléon.

Le maréchal de camp La Cuesta, commandant à Urgel et dans la partie la plus occidentale de la Catalogne, attaque le 26, avec deux ou trois mille hommes, l'avant-garde française à Belver, où Doppet avait fait construire une batterie. Il envoie en même temps une autre colonne d'environ quinze cents hommes pour surprendre Puycerda. Tandis que la première était aux prises avec le général Charlet, Doppet, après avoir délivré Puycerda, arrive à Belver, repousse les assaillants et conserve la Cerdagne espagnole. Cette inutile expédition coûta aux Espagnols trois cent cinquante hommes tués, blessés ou prisonniers. Dans le même temps ils furent chassés par une colonne de la division Augereau du poste d'Estella, qu'ils avaient repris.

Les 30 juin, 3, 4 et 6 juillet, l'armée d'Aragon fut attaquée par les Français; mais elle conserva ses positions. [illegible]

suite de plusieurs affaires où se distingua particulièrement le brigadier don Fr. Eguia.

Le 3 juillet, le roi et la reine, accompagnés des infantes Marie-Amélie, Marie-Louise, de l'infant don Antonio et du prince Louis de Parme, visitent l'académie royale des trois nobles arts ou de Saint-Ferdinand. Ils sont reçus par les membres en corps, ayant à leur tête le duc de la Alcudia, protecteur de cette académie dont ils parcourent les diverses salles, particulièrement la bibliothèque, ouverte au public depuis le commencement de cette année, et le cabinet d'histoire naturelle, dont le vice-directeur, don Joseph Clavijo y Fajardo, leur explique les objets les plus curieux.

La cour d'Espagne, déterminée à défendre la vallée de Baztan, invite les habitants par une proclamation, à prendre les armes et à imiter leurs ancêtres, qui, sous Louis XIV, préservèrent leur vallée de l'invasion des Français. Don Ventura Caro, jugeant ce pays impossible à garder, propose de l'évacuer et de se fortifier dans les positions inexpugnables d'Irun et de Vera. Son avis ayant été rejeté, il se démet du commandement de l'armée de Navarre et de Guipuzcoa. Il est remplacé par le vice-roi de Navarre, don Martin Alvarez, comte de Colomera, homme de bien et d'honneur, doué de quelques connaissances administratives; mais sans génie militaire, et manquant de cette activité qui du moins distinguait éminemment son prédécesseur. Le nouveau général, en raison de son grand âge, a sous lui les lieutenants-généraux, duc d'Ossuna et don Jos. de Urrutia, dont l'un commande la droite de l'armée et l'autre la gauche. Celui-ci, chargé de défendre la vallée de Baztan, avait placé sur le sommet de la montagne d'Arquinzu, la légion royale des Pyrénées, composée d'émigrés, et les restes du régiment de Zamora. Ce camp couvrait les derrières de la vallée, la fonderie d'Eguy, et tenait en échec Berdariz et d'autres postes français. Le 10 juillet, le général Moncey, qui commandait la division de gauche de l'armée des Pyrénées occidentales, fait attaquer cette position par deux colonnes. Les émigrés résistèrent à la première et déployèrent une brillante valeur, à l'exemple de leur brave chef le lieutenant-général marquis de Saint-Simon (1) : mais voyant arriver derrière eux

(1) Il était au service d'Espagne depuis 1780.

la Tour d'Auvergne, à la tête de la seconde colonne, ils se retirèrent avec précipitation à travers les bois; le marquis de Saint-Simon, qui se trouvait à l'arrière-garde dans cette périlleuse retraite, eut la poitrine traversée d'une balle, et aurait été pris, si quelques-uns des siens ne l'eussent dégagé. Parmi les gentilshommes français qui se distinguèrent dans cette action, on doit citer le duc de la Vauguyon et le duc d'Aumont (alors duc de Pienne) qui fut blessé. Ils eurent cent cinquante hommes tués et cinquante prisonniers qui furent fusillés quelque temps après. Ils auraient tous péri, si Digonet, qui commandait la première colonne des républicains, n'eût pas engagé le combat avant l'arrivée de la Tour d'Auvergne.

Une compagnie royale d'assurances terrestres et maritimes, nouvellement établie à Madrid, se charge d'assurer toutes les propriétés contre les incendies et les inondations, dans tout le royaume, moyennant une taxe annuelle de 15 réaux par 1000 sur le prix d'évaluation, se réservant seulement la faculté, dans le cas où le dommage excéderait le tiers de la valeur d'un édifice, d'indemniser le propriétaire du montant de la perte, ou de lui payer le surplus en gardant la propriété.

Le 23 juillet, le chef d'escadre, don Jos. Varela y Ulloa, meurt à la Havane, âgé de 46 ans. Il avait aidé le célèbre Borda à mesurer géométriquement le pic de Ténériffe, et à lever le plan des îles Canaries et de la côte d'Afrique, depuis le cap Spartel jusqu'au cap Verd. Il avait déterminé la véritable position des îles du golfe de Guinée, de l'île Sainte-Catherine, au Brésil, et des ports de Rio de la Plata. Il était professeur de mathématiques à l'académie des gardes-marines, à Cadix, correspondant de l'académie royale des sciences de Paris, etc., etc.

Dans la nuit du 24 juillet, Muller dirige une attaque générale de l'armée des Pyrénées occidentales contre celle des Espagnols qui, par les revers, l'indiscipline et la débauche, se trouvait réduite à vingt mille combattants effectifs, occupant une étendue de quarante lieues (1). Le général Moncey, avec la division de gauche, pénètre sur quatre points

(1) On ne comprend pas, dans ce nombre, des paysans mal armés, sans ordre et sans courage, qui fuyaient dès les premières décharges.

cent le comte de Colomera de porter son quartier-général à Tolosa, Moncey s'empare du port du Passage, de Renteria, de Lezo, des hauteurs de Saint-Sébastien, et le 3, il envoie, comme parlementaire, le capitaine la Tour d'Auvergne, qui détermine les autorités de cette ville à signer la capitulation, la nuit suivante. Le 4, les clefs sont apportées solennellement par l'alcade Michelena. La garnison, forte de dix-sept cents hommes, défile avec les honneurs militaires et est envoyée en France. Une immense quantité de munitions et d'approvisionnements de toute espèce, tant pour l'armée que pour la marine, ainsi que plusieurs vaisseaux de guerre et de commerce, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Le 9, Frégeville força les Espagnols d'abandonner Tolosa, à la suite d'un combat inégal que soutinrent avec beaucoup de valeur les généraux Escalante et La Romana, les brigadiers O-Farrill (qui y fut blessé), et don Ant. Amar, colonels des régiments des Asturies et de Farnèse, et le quartier-maître-général, don Joachim de Casa-Viella, qui y fut tué.

Charles IV, par une cédule du 8 août, voulant encourager le recrutement de ses armées navales, ordonne que tous ses sujets qui s'enrôleront dans la marine, sans être inscrits pour ce service, seront exempts pendant dix ans, du tirage de la *quintas*, ou milice, ainsi que leurs fils, en cas de mort des pères, avant la fin de ce terme; qu'ils jouiront, pendant dix ans, du droit de pêche et de tous les priviléges des marins; que leurs familles recevront les secours mensuels prescrits par les ordonnances; qu'ils auront droit à la retraite d'invalides, et que la moitié de la solde de ceux qui mourront en campagne sera accordée à leurs veuves, pères ou enfants.

Ce monarque établit à Madrid, en faveur des sourds-muets, âgés de plus de douze ans, et sous la direction du père Jos. Fernandez Navarrette de Ste.-Barbe, une école publique et gratuite, où on doit leur enseigner la doctrine chrétienne et l'arithmétique; ainsi qu'à lire, écrire et *parler* même, autant que possible, la langue castillane.

Dans les Pyrénées orientales, Bellegarde était la seule place qui fût restée aux Espagnols. Dugommier la tenait étroitement bloquée et tâchait de la prendre par famine, afin d'en ménager les fortifications qu'ils avaient réparées. L'imprudent comte de La Union, ayant refusé d'approuver la capitulation de Collioure, avait incorporé dans son armée la garnison de cette ville, et retenu les sept mille prisonniers

qui devaient être renvoyés en France, en échange de cette garnison. En vain alléguait-il que cet échange était tout à l'avantage de la France, qui aurait employé ces prisonniers dans ses autres armées, tandis que l'Espagne n'aurait eu aucun moyen d'utiliser la garnison de Collioure. Il s'établit à ce sujet une correspondance très-vive entre les deux généraux. Chacun d'eux reproche à la nation ennemie des violations du droit des gens, des actes de férocité, qui malheureusement étaient vrais de part et d'autre. Sur le rapport de La Union, la cour de Madrid avait exilé le maréchal de camp Navarro pour avoir signé la capitulation. Sur celui de Dugommier, la Convention décrète, le 11 août, qu'il ne sera plus fait de prisonniers espagnols; que dans toutes les provinces où pénètreront les armées françaises, les prêtres et les nobles seront pris en ôtage. Elle dénonce le général espagnol à toutes les nations, comme violateur du droit des gens et de la foi des traités. Elle décrète aussi que les habitants de la Cerdagne espagnole sont affranchis de la dîme et des droits féodaux.

L'armée de Catalogne, portée à cinquante mille hommes, au moyen des garnisons de l'intérieur, et des bandes de somatènes, avait eu, avec les Français, pendant le mois de juillet, sur toute sa ligne, plusieurs affaires d'avant-postes, sans intérêt et sans résultat. Le 13 août, le comte de La Union quitte son quartier-général de Figueras, et attaque à deux heures du matin, presque toute la ligne française, depuis Campredon jusqu'à la mer, mais surtout la droite, à St.-Laurent de la Muga, afin de faire une trouée par le col de Porteilla, et de ravitailler Bellegarde, en y introduisant un immense convoi de subsistances, qu'il avait rassemblé. Le lieutenant-général Courten, à la tête de vingt mille hommes, formant trois colonnes, et secondé par le maréchal de camp, don Raphaël Vasco, et par le brigadier don Fr. Vallejo, repousse la brigade du général Lemoine, ainsi que deux bataillons de chasseurs qui défendaient la droite de Saint-Laurent, et s'empare du camp sur la montagne de Terradas : les Français, renforcés par Augereau, reprennent bientôt leurs positions. Le général de brigade Mirabel, est tué en combattant la colonne du maréchal de camp don Domingo Izquierdo, qui commençait à plier; mais ses troupes vengent sa mort et enfoncent les Espagnols. L'arrivée d'Augereau achève leur déroute. Courten est poursuivi, l'épée dans les reins, jusqu'à Figueras. A

lonne sous les ordres du maréchal de camp, baron de Triest, et du brigadier don Fr. Eguia, ayant été égarée par ses guides, ne put arriver à temps et fit manquer l'expédition. Les deux autres colonnes étaient commandées par le maréchal de camp, comte de Miranda et par le brigadier don Mariano Ibañez. Le général Robert, avec un corps de troupes républicaines, repoussa les Espagnols qui firent leur retraite en bon ordre, après avoir perdu trois ou quatre cents hommes. Plusieurs Français, officiers dans les gardes-wallones, se distinguèrent en cette occasion.

Dans les premiers jours de septembre, les habitants d'Azpeitia, ville du Guipuzcoa, voulant soustraire au pillage et à la profanation des Français, les trésors de leur église et surtout le corps de St.-Ignace de Loyola, fondateur de la compagnie de Jésus, se concertent avec les autorités de la province, et font transporter religieusement ces reliques à Saint-Ildefonse, où le duc de la Alcudia les fait recevoir processionnellement, et déposer avec solennité dans la collégiale de cette ville.

Un décret royal, du 18 septembre, prescrit une graduation de peines pour le délit de désertion, accorde une amnistie à tous les déserteurs qui se présenteront, dans le délai de deux mois s'ils sont en Espagne, et de quatre s'ils sont en pays étranger; et les autorise à choisir le corps où ils voudront servir, sans les forcer à rentrer dans celui qu'ils ont quitté.

Bellegarde, bloquée par vingt-cinq mille hommes aux ordres de Pérignon, de Sauret et d'Augereau, avait été sommée de se rendre. Son commandant, le marquis de Vallesantoro, proposa une capitulation qui fut rejetée. La famine et le scorbut le déterminèrent enfin, le 18 septembre, à se livrer à discrétion, avec sa garnison réduite à mille hommes, tous scorbutiques. Cette circonstance excita la pitié des Français et empêcha l'exécution du décret de guerre à mort contre ces malheureux prisonniers. Dugommier, en recouvrant cette place, y trouva soixante-huit bouches à feu et quarante milliers de poudre. Le comte de La Union s'était emparé, le même jour, d'une position avantageuse près de la Junquera, dans le dessein de se rapprocher de Bellegarde pour la secourir: il ne laissa pas de faire attaquer, le 21, la montagne Monroch où était l'avant-garde des Français, par une colonne de cinq mille hommes, sous les ordres du brigadier don Fr. Taranco, qu'il fit appuyer par d'autres troupes, afin

d'assurer leur retraite; mais à la première décharge, une terreur panique s'empara des Espagnols qui, sourds à la voix de leurs chefs, jetèrent leurs fusils et prirent la fuite. Ils perdirent environ quatre cents hommes et quatre pièces de canon, malgré les efforts du maréchal de camp don Diégo Godoy, pour arrêter l'ennemi et empêcher une entière déroute. Le lendemain Dugommier fait enlever le camp de Costouga, où les Espagnols essuient une perte considérable en hommes et en effets militaires. La Union voulant maintenir la discipline dans son armée, et faire un exemple contre les lâches qui ont abandonné leurs drapeaux, ordonne qu'ils soient décimés. Les uns sont passés par les armes, et les autres promenés dans le camp avec une quenouille et condamnés à servir dans le bataillon des présides jusqu'à la fin de leur engagement, sans uniforme et sans cocarde.

Le 21 de septembre, débarquentà Cadix deux corvettes et une goëlette sous les ordres des capitaines de vaisseau, don Alex. de Malaspina, don Jos. de Bustamante et don Denis Galeano, qui avaient appareillé de ce port, le 30 juillet 1789, pour entreprendre un voyage de découvertes autour du monde.

Après l'invasion du Guipuzcoa par les Français, le comte de Colomera, au lieu de rassembler des forces imposantes pour les empêcher de pénétrer plus avant dans la péninsule, avait renforcé les troupes qui gardaient la Navarre et surtout la vallée de Roncevaux, soit afin de défendre les riches fonderies d'Eguy et d'Orbayceta, soit qu'il crût pouvoir conserver les retranchements formidables qui couvraient cette vallée. Vingt mille hommes y occupaient une ligne d'environ quarante lieues, depuis la Deva jusqu'à la vallée de Salazar. Les lieutenants-généraux, Urrutia et Horcasitas, commandaient la gauche de cette ligne, et le duc d'Ossuna était chargé de défendre la droite depuis la vallée de Baztan.

Le 23 septembre, le général Mauco, qui commandait la division française de Saint-Jean-Pied-de-Port, fit attaquer les positions des Espagnols; mais ses troupes furent repoussées par les brigadiers, marquis de la Cañada-Ibañez et don Carlos Masdeu; ce dernier les poursuivit jusqu'aux avant-postes de Saint-Michel, près de Saint-Jean-Pied-de-Port. Le même jour, un autre détachement français qui était entré par les montagnes d'Arcoleta, fut repoussé avec perte par le colonel, marquis de Mora.

Vers la fin de septembre, Doppet quitta le commande-

ment des deux Cerdagnes, où il se tenait sur la défensive, depuis qu'il avait fourni trois bataillons de sa division à Dugommier. Avant de partir, il détruisit les travaux du pont de Bar que les Espagnols reconstruisaient pour venir dans les Cerdagnes, et il en fit jeter les matériaux dans la Segre.

Le 7 octobre, mourut à Carthagène, à l'âge de quatre-vingt neuf ans, le comte de Casa-Roxas, ancien gouverneur de cette ville et capitaine-général de ce département de la marine. Il servait depuis 1721, et s'était surtout distingué dans l'année 1747, où il soutint cinq combats glorieux contre les Anglais.

L'armée des Pyrénées occidentales ayant reçu des renforts, le général en chef Moncey dirige une attaque générale contre la Navarre, les 16 et 17 octobre. La division Delaborde, partie d'Elizondo, arrive à Eguy que le maréchal de camp Filangieri venait d'évacuer, et elle poursuit ce général qui, à la tête de quatre mille hommes, ayant voulu dégager un détachement de ses troupes, intercepté par les Français, est entièrement défait sur les hauteurs de Mesquiriz, laisse deux cents hommes sur la place et sept cents prisonniers, et va rejoindre le quartier-général du duc d'Ossuna à Burguete. Le général Marbot, avec sa division rassemblée dans le Béarn, s'empare d'Ochagavia vigoureusement défendu par le colonel don Manuel Cagigal, qui était chargé de couvrir les vallées de Roncal et de Salazar, et il investit le village et la fonderie d'Orbayceta. Le marquis de la Cañada-Ibañez, commandant du fort, sommé de se rendre, et menacé, en cas de résistance, d'être passé au fil de l'épée avec sa garnison, répond que *la générosité française ne se démentira point à son égard*. Il n'est pas attaqué et se retire aussi pendant la nuit auprès du duc d'Ossuna. La division du général Mauco, venue de Saint-Jean-Pied-de-Port avec le général en chef, s'établit à Ieropil, vis-à-vis la fonderie d'Orbayceta; mais une de ses colonnes attaque le camp espagnol de Canzuspil ou Couchespil, défendu par trois mille hommes sous les ordres du brigadier don Benito Pardo de Figueroa, colonel du régiment de la Princesse. Ceux-ci plient d'abord, mais secourus par le brigadier don Balthazar de Frias qui commandait à Atalosty, ils repoussent les Français, les poursuivent et leur mettent hors de combat plus de quatre cents hommes. Une autre colonne s'empare de la fonderie d'Eguy après une vive résistance. La division du général Fregeville, partie de Tolosa et de quelques autres places du Guipuzcoa, entre

dans la Navarre par Goriti et Velate, et y prend diverses positions. Les lieutenants-généraux Urrutia et Horcasitas, contraints de céder à des forces supérieures, se replient sur Pampelune, en se portant l'un à Irurzun et le second à Sorauren. Néanmoins le but principal de cette grande expédition fut à peu près manqué pour les Français. Les retards qu'éprouva la marche de quelques colonnes, retards inévitables dans des chemins montagneux, le peu de connaissance du pays, etc., empêchèrent l'armée de Navarre d'être enveloppée. Le duc d'Ossuna, embarrassé d'abord pendant cette attaque simultanée sur son front et sur ses flancs, fit habilement et heureusement sa retraite par le seul intervalle que n'eussent pu occuper les Français. Il partit de Burguete la nuit, avec toutes ses troupes, traversa la vallée d'Arce et parvint à Agoyz sur la route de Pampelune. Les Espagnols brûlèrent Burguete, le plus beau village de la vallée de Roncevaux, et le dépôt de leurs approvisionnements (1). Leur perte totale fut de douze cents hommes tués ou prisonniers. Les républicains détruisirent entièrement les fonderies d'Eguy et d'Orbayceta, prirent cinquante pièces de canon et de grands magasins de fourrages.

En Catalogne, les 17, 22 et 23 octobre, les Français attaquèrent les avant-postes espagnols du côté de Ribas, Campredon et Urgel; mais après quelques succès ils furent repoussés sur tous les points.

Charles IV, par un décret du 24 octobre, modifie celui du 29 août, relatif à la cumulation des emplois et pensions, et établit de nouvelles exceptions, en faveur principalement des personnes employées au service de sa maison.

Le 1er novembre, le comte de La Union ordonne une reconnaissance par un des commandants des avant-postes du centre de son armée; on y emploie plusieurs des soldats qui, par suite de l'affaire de Monroch, avaient été condamnés à servir sans cocarde et sans uniforme, et à camper séparément. Ils réparent leur faute et obtiennent leur pardon. Le même jour, l'adjudant-général Gilly, chargé d'une reconnaissance par le général Charlet, pénètre en Catalogne jusqu'à Sistella qu'il enlève de vive force. Le camp, les bara-

(1) L'antique monastère de Roncevaux, où l'on conservait, dit-on, la massue de Roland et les pantoufles de l'archévêque Turpin, fut en partie incendié accidentellement.

ques et les maisons crénelées des Espagnols sont détruits. Le décret de guerre à mort est mis à exécution sur tous ceux qu'on peut atteindre.

Le 2, meurt l'infante Marie-Thérèse, la plus jeune des filles du roi.

Dugommier, voulant terminer la campagne par une action brillante et décisive, qui pût assurer la conquête de la Catalogne, attaque l'armée espagnole sur tous les points, le 17 novembre, à la montagne Noire, près de St.-Laurent de la Muga. La bataille fut opiniâtre et meurtrière. La droite des Français, commandée par Augereau, mit en déroute la gauche des Espagnols, sous les ordres de Courten qui, trompé par de faux avis, se laissa tourner et fut en quelque sorte obligé de se replier sans se défendre. La seule résistance fut à son extrême gauche, où le brigadier, duc de Crillon-Mahon, avec son régiment d'Espagne, le régiment portugais de Porto et un détachement de Gardes-Wallones, commandé par un Français, le capitaine d'Huerne, après s'être battus, depuis six heures du matin jusqu'à une heure, furent forcés de se rendre et reçus comme prisonniers, quoique le décret de guerre à mort n'eût pas été rapporté (1). Augereau s'empara de leur artillerie, de leur camp et de celui des émigrés qui souffrirent beaucoup dans cette journée. Mais la droite de l'armée espagnole, protégée par plusieurs lignes de redoutes, ne put être enfoncée. Les maréchaux de camp Izquierdo, Cornel et don Valentin de Belvis, avec les troupes sous leurs ordres, opposèrent la plus vigoureuse résistance. Pérignon, qui combattait au centre, atteignait une position avantageuse et allait peut-être fixer la victoire, lorsqu'un éclat d'obus tomba sur la tête de Dugommier qui, posté sur la montagne Noire, dirigeait les mouvements de son armée. Sa mort mit fin au combat. Le nombre des morts et des blessés fut considérable, surtout du côté des Espagnols et des Portugais auxquels on fit un millier de prisonniers.

Le comte de La Union avait conservé toutes ses positions

---

(1) Malgré l'esprit républicain qui régnait alors en France, les sentimens généreux commençaient à y prévaloir, et le gouvernement même témoigna des égards pour le nom de l'ami d'Henri IV. Au mois de février suivant, pendant le siége de Rosas, Pérignon écrivit au vieux duc de Crillon la lettre suivante : « Général, le gouvernement français m'autorise à vous renvoyer votre fils, prisonnier sur sa parole d'honneur. Sa valeur lui a mérité notre estime. Il est bien digne de son nom. »

excepté celles qui couvraient son centre par la gauche. C'est contre ce côté faible que Pérignon, nommé par les députés conventionnels au commandement provisoire de l'armée française, et, profitant de l'avantage des nouveaux postes qu'elle occupait, réunit tous ses efforts, le 20 novembre, en faisant seulement de fausses attaques contre la droite et le centre des Espagnols à Escola près de Figueras. Quatre-vingts redoutes hérissées de canons sont enlevées à la baïonnette, en moins de trois heures. Le comte de La Union qui, au lieu de se replier sur sa seconde ligne, s'était opiniâtré à défendre celle qu'il lui était difficile de conserver, est tué dans les retranchements de la redoute de l'ermitage du Roure, près du pont des Moulins, où il animait ses soldats par ses discours et son exemple. Il était dans la quarante-troisième année de son âge. Deux autres généraux demeurèrent sur le champ de bataille. Les Français voulant venger la mort de Dugommier, ne font point de prisonniers; tout est égorgé. Les Espagnols, après avoir perdu cinq mille hommes, leur camp et leur artillerie, voulurent s'arrêter sur les hauteurs de Llers, où ils avaient préparé un camp retranché; mais poursuivis sans relâche, ils traversèrent la Fluvia. Les généraux Courten et Izquierdo s'établissent à Bascara, et le marquis de Las Amarillas, qui avait pris le commandement par *intérim* de l'armée, porte son quartier-général à Girone; les maréchaux de camp Belvis et Moncade couvrent la retraite. Le soir même le fameux fort de San-Fernando de Figueras fut investi et les batteries de Llers furent pointées contre lui. Le 21, la ville de Figueras et le fort furent cernés. Le brigadier, don André de Torres, colonel du régiment de Sagonte, et gouverneur de San-Fernando, sommé de rendre la place, demande à parlementer. Le 27, la capitulation est signée, et le 28, le fort est évacué, sans qu'il y eût eu ni assaut, ni brêche, ni tranchée (1); plus de neuf mille prisonniers, Espagnols et Portugais, qui en formaient la garnison, ou qui s'y étaient

(1) Cette forteresse avait été commencée sous le règne de Ferdinand VI. Aucune place en Europe n'a été munie de plus de moyens de défense. Ses murailles, ses ouvrages avancés sont en pierres de taille et ont une toise d'épaisseur. Ses fossés très-profonds sont larges de plus de cent pas. L'eau y abonde. Tout y est casematé, remparts, caserne, hôpital, magasins, etc. Toutes les approches en sont minées. On supposa, dans le temps, des causes secrètes et politiques à la reddition subite de cette place; mais elle a été généralement attribuée depuis à la lâcheté de quelques chefs.

réfugiés, sont prisonniers de guerre et sortent avec armes et bagages. Les Français y trouvent cent soixante-onze bouches à feu et une prodigieuse quantité d'approvisionnements en tous genres (1).

Les quatre divisions qui composaient l'armée des Pyrénées occidentales étaient cantonnées dans la Navarre. Le 24 novembre, celle du général Marbot fut attaquée à la fois par le lieutenant-général, don Jos. Simon de Crespo, à Olave et à Sorauren, et repoussée jusqu'à Ozliz. L'action recommença le lendemain, et les Français manquaient de munitions, lorsqu'un bataillon de Basques, commandé par Harispe, vint à travers les montagnes, prendre les Espagnols par derrière et les obligea de battre en retraite, après avoir perdu quatre à cinq cents hommes, y compris les prisonniers qui, pour la plupart, furent fusillés après le combat. Ce fut la seule occasion où le décret de guerre à mort fut exécuté à cette armée. Le général en chef, comte de Colomera, assista à ces deux actions avec son quartier-maître général, don Ant. Hurtado, et les lieutenants-généraux duc d'Ossuna et Horcasitas. Le 28, deux colonnes de la division Frégeville surprirent le lieutenant-général, marquis de Ruby, campé avec quatre mille hommes à Vergara où il couvrait Bilbao et la rive gauche de la Deva. Si le général français eût pu arriver plus tôt, le corps espagnol aurait été coupé. Les Français pillèrent Vergara et prirent les villes d'Aspeytia et d'Ascoytia. Il y eut une seconde action le 30; Ruby ayant reçu des renforts, se disposait à prendre sa revanche, lorsque Fregeville abandonna ces places, le 2 décembre, et toutes ses positions dans le Guipuzcoa. Le général Moncey, autorisé par un arrêté du comité de salut public à ne plus suivre les volontés des commissaires conventionnels, avait donné l'ordre de retraite, le 29 novembre. Ses troupes pri-

---

(1) Le peu de détails que les journaux espagnols donnent sur les événements militaires arrivés en Catalogne, du 17 au 28 novembre, et ceux que l'on trouve dans les journaux français, suffisent pour relever un grand nombre d'erreurs qu'on remarque avec peine dans le 1er tome de cette continuation, pages 195 et 196. Il est certain que l'armée espagnole ne s'est point *avancée à marches forcées*; que Dugommier n'a point été tué en *s'élançant au milieu des soldats*; que la prétendue bataille *du 25 novembre* est la même que celle du 20, qui fut la seconde; que la ville de Rosas ne se rendit pas *bientôt*, etc. On verra aussi que les Français, dans cette partie de l'Espagne, ne *soumirent* pas *des provinces entières*.

rent leurs quartiers d'hiver, sans être inquiétées par les Espagnols qui, se défiant de leurs forces, ne profitèrent pas même de l'état d'épuisement où les Français furent réduits, pendant trois mois, par une cruelle épidémie dont les ravages s'étendirent en France jusqu'aux bords du Gers, et furent suivis d'une disette.

Un décret royal du 30 novembre, ordonne qu'à compter du 1er décembre, tous les emplois ecclésiastiques, civils et judiciaires qui viendront à vaquer, ne seront donnés qu'avec la déduction d'un tiers des revenus qui y sont attachés; que la même retenue aura lieu sur les nouvelles pensions et gratifications, et que cette mesure sera exécutée pendant les deux années qui suivront la fin de la guerre.

Aux Pyrénées orientales, Pérignon cantonna sur la frontière une de ses divisions qui fut presque détruite par l'épidémie. Celle d'Augereau fut disséminée dans les environs de Figueras, depuis la Junquera jusqu'aux bords de la Fluvia. Pérignon voulant être paisible possesseur de l'Ampourdan et assurer ses subsistances par la voie de la mer, sentit qu'il fallait occuper le port et la place de Rosas, ainsi que le fort de la Trinité, nommé par les Français *Bouton de rose*. Il investit Rosas le 25 novembre. Le 28, il s'empare du village de Garriga et y établit deux batteries pour foudroyer la place. Une troisième batterie qu'il monte les jours suivants, est attaquée par les Espagnols. Ils pénètrent dans la tranchée, égorgent les sentinelles; mais, près de gagner les hauteurs, ils sont repoussés jusque dans la place.

Au commencement de décembre, don Jos. de Urrutia, l'un des lieutenants-généraux qui s'étaient le plus fait remarquer depuis le commencement de la guerre, est nommé gouverneur et capitaine-général de la Catalogne, président de l'audience de cette province et commandant en chef de l'armée de ce nom. Il était rendu à son poste vers le milieu de ce mois. Le 3, don Domingo Izquierdo vient prendre le commandement de Rosas, en qualité de gouverneur. Il tente deux nouvelles sorties qui sont sans succès. Le 6, Pérignon place deux nouvelles batteries sur des hauteurs qui dominent la ville, et le 7 le bombardement commence.

Le 7 décembre, les capitaines Malaspina, Bustamante et Galeano, commandants des corvettes la *Découverte* et l'*Entreprenante*, et de la goëlette le *Subtil*, furent présentés au roi par le ministre de la marine Valdès. La relation de leur voyage, uniquement entrepris pour contribuer aux progrès

des sciences naturelles et de la navigation, devait être donnée au public. Un savant moine, le père Gil, s'occupait à revoir les manuscrits du chef de l'expédition, et les disposait à être imprimés, lorsque l'un et l'autre ayant encouru, plus tard, la disgrace du monarque, pour s'être immiscés dans quelque intrigue de cour, furent emprisonnés, et l'ouvrage n'a jamais été publié (1).

Un décret royal du 10 décembre, augmente d'un cinquième le prix du tabac de toutes les qualités, excepté le tabac rapé, et affecte cet excédant de produit au paiement des dettes de l'Etat.

Par les mêmes motifs, le roi qui, le 25 juin 1794, avait augmenté le prix du papier timbré, rend un nouveau décret, le 20 décembre, pour que l'usage en soit ordonné à tous les tribunaux et juridictions tant civils qu'ecclésiastiques de l'Espagne, même à l'inquisition, excepté dans les provinces privilégiées.

La place de Rosas et le fort de la Trinité, outre leurs fortifications naturelles, étaient défendus et ravitaillés par une escadre de treize vaisseaux de ligne et de plusieurs petits bâtiments, qui était mouillée dans la baie, sous les ordres du lieutenant-général Gravina. Pérignon, pour ôter cette ressource aux assiégés, attaqua le fort qui défend l'entrée de la baie et protège la ville. Il fallut établir trois batteries sur le Puig-Ron, montagne à pic qui domine le fort; on ne put y parvenir qu'en pratiquant un chemin sur les flancs de cette montagne, hérissée de rochers, et en hissant les canons à force de bras. Ces travaux incroyables sont achevés en peu de jours, au cœur de l'hiver: dès le 22 décembre, les nouvelles batteries font un feu terrible sur la flotte et sur le fort et facilitent les opérations du siége de Rosas. Pendant ce temps-là, le marquis de Las Amarillas ne dirigeait ses attaques que contre la division Augereau qui occupait Figueras et les positions voisines. Les Français avaient un camp à Sistella, et leurs avant-postes étaient à Bascara que les Espagnols avaient été forcés d'évacuer. Cette position fut souvent prise et reprise dans le courant de décembre. Les bords de la Fluvia étaient le champ de bataille de ces affaires peu importantes.

---

(1) Ils furent mis en liberté, deux ans après; mais la relation du voyage de Malaspina n'a point paru, et ce n'est qu'au bout de trente ans (en 1825), qu'on s'occupe enfin de la mettre au jour.

Le nouveau général en chef de l'armée de Catalogne étant arrivé à Girone, vers le milieu du mois, mande aux lieutenants-généraux, Las Amarillas et Monforte, de se rendre l'un à Saragoce, l'autre à Valence, et d'y attendre les ordres de la cour, à cause des démêlés qu'ils avaient eus pour le commandement de l'armée par *intérim*.

1795. Le 1er. janvier, le fort de la Trinité cessa son feu. Une tempête tourmenta l'escadre espagnole qui eût pu le protéger encore quelque temps. Un vaisseau se perdit à la côte, d'autres éprouvèrent des avaries. Le 6, pendant la nuit, le lieutenant de vaisseau, don Estevan Morera de Planell, commandant du fort qu'il avait défendu avec autant de courage que d'habileté, au lieu de le rendre par capitulation, en sortit avec sa garnison, après avoir encloué l'artillerie et détruit les munitions et les approvisionnements. Ils descendirent sur la plage d'où les chaloupes les transportèrent sur les vaisseaux qui pouvaient encore tenir la mer. Les Français entrèrent, le 7, dans la place par une large brèche. Ils n'y trouvèrent que des morts, et pointèrent contre l'escadre le seul canon qui fût en état de service. Le 17, le fort commença à tirer sur Rosas; mais la pluie et les neiges retardèrent les opérations du siége.

Dans la nuit du 12 au 13, quatre cents Espagnols traversent à gué la Muga et attaquent un parc d'artillerie qu'Augereau avait à Pla-del-Coto, et que gardaient deux cent cinquante artilleurs. Déjà le capitaine, don Fr. Pinéda, avait égorgé toutes les sentinelles et encloué plusieurs canons, lorsque les Français prennent les armes. Pinéda tué à la tête de sa troupe est remplacé par le capitaine don Joachim Nouvillas qui l'égale en courage. Après un combat terrible, les Français triomphent à la baïonnette, repoussent les Espagnols et reprennent une partie de leurs canons et de leurs prisonniers. La terreur régnait à Barcelone. La Catalogne offre au gouvernement une levée d'hommes armés et entretenus à ses frais, à condition qu'elle seule en nommera les officiers; qu'aucunes troupes espagnoles, autres que celles qui y sont déjà, ne mettront le pied dans cette province. Une junte de vingt-cinq membres, y compris les quatre députés envoyés à Madrid, se forme à Barcelone, pour délibérer sur les moyens d'arrêter l'invasion des Français.

Le général en chef, Urrutia, secondé par son quartier-maître-général, don Gonzalo O-Farrill, travaille à réorganiser et

à compléter l'armée. Il conserve les positions de Costorega et d'Oriol, pose son quartier-général à Servia, étend sa ligne jusqu'à Espolla par sa droite, jusqu'à Bañolas par sa gauche, et établit une communication avec Campredon. Voulant tenter une diversion pour faire lever le siége de Rosas, il envoie les maréchaux de camp, don Ildefonse Arias Saavedra et marquis de la Romana, l'un avec une partie de l'avant-garde sur les bords de la Fluvia, pour faire une fausse attaque, l'autre sur la gauche, avec un corps de deux mille hommes, pour surprendre les cantonnements d'Aviñonet et de Villafan. La Romana aurait réussi sans l'imprudence d'un caporal espagnol, qui répondit par un coup de fusil au *qui vive* d'un factionnaire français, ce qui donna l'alarme à tous les postes voisins. Ne pouvant soutenir un combat inégal, il fait sa retraite sur Bésalu, point de son départ.

Le 31 janvier, les troupes qui assiégeaient Rosas sortent de la tranchée, et Pérignon, à la tête des grenadiers, enlève les retranchements malgré le feu de la place. Celui des Français fut terrible pendant deux jours : la brèche fut ouverte. Trois mille échelles furent apportées de Figueras, et l'on allait tenter l'assaut, lorsque le gouverneur Izquierdo sortit avec sa garnison, pendant la nuit du 2 au 3 février, et fut recueilli par l'escadre de Gravina. Il n'était resté dans la place que trois ou quatre cents hommes, qui avaient ordre de continuer le feu pour tromper l'ennemi ; mais qui se rendirent à discrétion, lorsqu'ils virent leurs compagnons d'armes gagner le large.

Par un décret du 4 février, Charles IV publie un bref du Pape, du 5 novembre, qui l'autorise à lever, pendant la durée de la guerre et les deux années suivantes, un droit de douze pour cent sur toutes les commanderies des ordres militaires.

Après l'occupation de Rosas, Pérignon avait concentré ses forces. Urrutia, ayant reçu de nombreux renforts, prend de nouvelles positions, couvre Campredon et se tient sur la défensive. Le 18 février, les Français attaquent avec cinq colonnes tous les postes sur la gauche de la ligne des Espagnols. Après deux heures d'une lutte sanglante et inutile, ils sont repoussés sur tous les points par les troupes du maréchal de camp Oquendo, gouverneur d'Urgel. Ils se retirent sur la Sègre où ils prennent position.

A la fin de février, plusieurs changements ont lieu dans le ministère et aux armées. Le comte de la Cañada, gouverneur du conseil de Castille, reçoit ordre de se retirer dans

l'Estremadure, avec une modique pension, et est remplacé par l'évêque de Salamanque, don Phil.-Ant.-Fernandez Vallejo, qui montra d'abord beaucoup d'activité pour réformer les abus. Le comte de Guemes, ci-devant ambassadeur à Turin, à Berlin, à Stockholm et à Florence, est appelé au conseil-d'État. Le marquis d'Ustariz, intendant de l'Andalousie et assistant de Séville, est nommé ministre surnuméraire du conseil suprême de la guerre. Le prince de Castelfranco, quoiqu'il n'eût pas eu occasion de montrer de grands talents militaires à l'armée d'Aragon, est nommé commandant en chef de celle de Navarre et Guipuzcoa, et bientôt vice-roi de Navarre. Le vieux comte de Colomera, qu'il remplace dans ces doubles fonctions, est rappelé, ainsi que les généraux sous ses ordres, duc d'Ossuna, marquis de Castelar, Frias, Grunata et le brigadier Reding, colonel suisse, tous soupçonnés, comme lui, d'être trop partisans des projets de l'Angleterre. C'est alors qu'il obtient comme dédommagement, la charge de commandant et inspecteur-général de l'artillerie, vacante depuis plus de deux ans.

Un décret royal, du 25 février, ordonne une nouvelle création de 30 millions de *pesos* (240 millions de réaux) en *vales* ou billets royaux, pour être mis en circulation le 15 mars suivant. Deux autres décrets, datés aussi du 25 février, ont pour objet de publier les dispositions d'un bref du Pape, du 7 janvier, qui autorise Sa Majesté Catholique à exiger du clergé régulier et séculier d'Espagne, pour une seule fois, un subside de 36 millions de réaux, et 30 millions du clergé d'Amérique; et à faire entrer dans son trésor les revenus de toutes les dignités, prébendes et bénéfices ecclésiastiques, qui, venant à vaquer, ne seront point remplis jusqu'à l'extinction totale des *vales* qui forment la dette publique.

Sur les instances du comte d'Aranda, une commission est nommée pour le juger. Le comte de Fernand Nuñez, qui devait la présider, étant mort le 23 février, d'Aranda récuse le duc de la Alcudia, nouveau président de cette commission.

Les corps qui composaient l'armée des Pyrénées occidentales, s'étant refaits, quoique peu nombreux, deux colonnes de mille hommes chacune, partirent de Tolosa, le 26 février, sous les ordres des généraux de brigade Merle et Roucher, pour enlever le camp d'Azcarate, une des positions avancées du corps d'armée commandé par le lieutenant-géné-

ral Crespo. La première surprit un avant-poste, le 27 ; mais s'étant engagée trop loin sans être soutenue par la seconde, elle fut culbutée par les troupes du maréchal de camp don Estevan Miro, qui la poursuivirent jusqu'à Alegria et lui firent plusieurs prisonniers. Boucher, qui s'était avancé jusqu'à Sasiola, fut repoussé, mais ne fut point inquiété dans sa retraite (1).

Charles IV, par un décret royal du 28 février, supprime la surintendance des finances, établissement surchargé d'agents inutiles et dispendieux, tels que trois directeurs, et un secrétaire général, et il la réunit au ministère des finances. On presse l'exécution du décret relatif à une levée de quatre-vingt mille hommes, par la voie des *quintas*, pour compléter les cadres de l'armée.

Le 1er. mars, l'armée des Pyrénées orientales reprend l'offensive. Pérignon fait inquiéter la gauche des Espagnols par une partie de sa cavalerie, tandis qu'il charge le général de division Charlet d'attaquer leur droite à Bañolas. Mais Urrutia avait deviné ses intentions ; et lorsque la première colonne déboucha sur Bésalu, elle trouva des forces supérieures. Le maréchal de camp La Cuesta, et les colonels don Manuel Aguirre et don Juan Ordoñez, la forcèrent de se retirer en désordre sur Figuéras, en traversant la Fluvia où plusieurs Français trouvèrent la mort. Le général Charlet n'eut pas un meilleur succès à Bañolas. Il fut repoussé avec une perte considérable en hommes et en artillerie, par les maréchaux de camp O-Farrill, Arias de Saavedra et par le brigadier, duc de l'Infantado, qui le poursuivirent jusque dans les bois de Serenia.

---

(1) Cette expédition nous semble avoir été rapportée par erreur, sous la date du 1er. germinal (21 mars), dans les *Mémoires sur la dernière guerre, entre la France et l'Espagne, dans les Pyrénées occidentales*, par B***, Paris, 1801, in-8°., ouvrage d'ailleurs assez exact; mais nous remarquons que le *Mercure espagnol*, qui raconte aussi cet événement militaire, sans nommer les généraux français, parle d'une autre attaque sur un poste d'Azcarate en Navarre (différent par conséquent d'Azcarate en Guipuzcoa), attaque qui eut lieu le 11 mars, et qui par sa date et ses détails paraît avoir plus de rapports avec l'action dont parlent les mémoires cités ci-dessus. Il est aussi difficile que fastidieux de concilier les récits des journaux français et espagnols; les détails, les résultats sont toujours différents, chaque nation exagère ses avantages et atténue ses revers : nous avons entrepris cette tâche pénible que nos devanciers ont négligée, mais nous n'osons nous flatter d'avoir toujours réussi.

Le mauvais état des finances oblige encore Charles IV à publier, dans les premiers jours de mars, un décret peu convenable dans les circonstances. Il réforme dans chaque compagnie des gardes-du-corps, l'aide-major, quatre sous-lieutenants, seize exempts et plusieurs brigadiers et cadets. Il supprime aussi les rations de fourrage aux exempts et aux officiers-majors. Il résulta de cette mesure une économie de 2 millions de réaux (500 mille francs) par an.

Le 10 et le 20 mars, le poste espagnol de Llorona, en Catalogne, est attaqué sans succès par un détachement de l'armée républicaine; mais suivant les relations françaises, il fut repris par les Espagnols sur les Français, qui l'avaient enlevé à la baïonnette. La division d'Augereau eut plusieurs combats à soutenir contre les *somatènes*. Un de leurs principaux chefs, le docteur don Martin Cuffi, chanoine de Girone, battu en plusieurs rencontres, surtout à Rocabruna, qu'il avait attaqué le 30 mars, fut poursuivi, l'épée dans les reins, et se jeta dans le défilé du pont de Montefalgas, avec le reste de ses troupes. Mais les relations espagnoles lui attribuent tout l'honneur de cette journée.

Le prince de Castelfranco, commandant-général de l'armée de Navarre, envoie, à la fin de mars, trois espions dans le camp du général Moncey, qui les lui renvoie avec une lettre contenant l'état de ses forces. Cette armée espagnole était composée de deux corps d'environ quinze mille hommes chacun, commandés par les lieutenants-généraux Crespo et Filangieri, l'un dans le Guipuzcoa, l'autre dans la Navarre.

En raison de la conquête de la Hollande par les Français, une cédule du roi d'Espagne ordonne la mise de l'embargo sur les vaisseaux hollandais qui se trouvent dans les ports de ses États, mais seulement pour assurer aux armateurs espagnols qui ont des navires dans les ports de la Hollande, le retour de leurs effets et marchandises; l'embargo devant cesser lorsqu'on saura le sort que le commerce espagnol y aura éprouvé.

Le 16 avril, la Convention nationale, sur le rapport de Tallien, rend un décret par lequel elle désavoue les horreurs commises sous le régime de la terreur, dans les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa, lors de l'entrée des troupes françaises sur le territoire espagnol, et ordonne que les auteurs en seront poursuivis et punis. Ce décret fut reçu au mi-

ils sommèrent la ville de se rendre. Leur entreprise n'eut aucun succès, et quelques-unes de leurs canonnières furent mises hors de service. Scherer croyant que ce mouvement était combiné avec une attaque générale par terre, voulut la prévenir, et dirigea le même jour trois colonnes contre la ligne des Espagnols. On devait tourner leur droite, harceler leur gauche et enfoncer leur centre. Mais au lieu de passer la Fluvia, on lança quelques boulets perdus sur l'autre rive. Urrutia devina les intentions des Français. Tandis que les maréchaux de camp, Arias et Saint-Hilaire, défendent leurs positions à Bascara, à la tête de l'avant-garde, et que le quartier-maître-général O-Farrill, et le lieutenant-général, don Antonio de Cordoba y Heredia, traversent la rivière à la tête de la cavalerie légère et des carabiniers; les généraux la Cuesta, Vivès, la Romana et Cornel, effectuent le passage sur divers points avec leurs divisions d'infanterie. L'affaire fut alors engagée sur la rive occupée par les Français qui eurent tout le désavantage. Forcés de se replier, ils reprirent bientôt des positions plus sûres, à l'abri d'un corps placé sur les hauteurs d'Armadas, qui protégea leur retraite. Une colonne qu'ils avaient envoyée le même jour contre l'extrême droite des Espagnols, fut repoussée par le général Iturrigaray.

A cette époque une escadre espagnole parut aussi sur les côtes du Guipuzcoa, y enleva plusieurs navires caboteurs français, et fit évanouir pour quelque temps les bruits de paix.

Le 9 juin, Frégeville, Marbot et quelques autres généraux et officiers supérieurs de l'armée des Pyrénées occidentales, malgré les succès qu'ils avaient obtenus, sont destitués par les députés conventionnels. Mais, la marche de cette armée ne pouvait plus désormais être arrêtée par de pareils coups d'autorité. La conduite modérée des Français dans le Guipuzcoa, motivée par la manière dont cette province avait rempli les obligations imposées par le vainqueur, et les propositions conciliantes faites à la Biscaye qu'ils allaient envahir, firent abandonner les drapeaux aux bataillons de volontaires qu'elle avait fournis. Le corps espagnol de Crespo, par cette désertion, se trouva réduit à neuf mille hommes pour garder Elosua, Vergara et les redoutes qui défendaient les rives de la Deva. La division de Filangieri avait pris position à Lecumberry, sur la grande route de Pampelune, et s'était couverte de retranchements et d'abatis pour défendre les passages.

En Catalogne, Schérer, dans la nuit du 13 au 14 juin, dirige quatre colonnes de troupes françaises sur les bords de la Fluvia, pour y prendre des positions propres à couvrir un fourrage. Les deux colonnes de gauche, commandées par le général Hacquin, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Rouger et Baunel, occupèrent les villages de San-Pédro Pescador, de Torellas, les bois et les hauteurs de Saint-Michel : en même temps la cavalerie se posta dans la plaine près de Villa-Colum, malgré la vive résistance que lui opposèrent, avec des forces inférieures, le maréchal de camp Iturrigaray et les brigadiers don Juan Ordoñèz, don Jos. Perlasca, don Ign. Guernica et don Manuel de Aguirre qui y courut les plus grands dangers. Les deux colonnes de droite, commandées par Augereau, ayant sous lui les généraux Bevan et Bon, s'emparèrent des hauteurs de Pontos et d'Esponella, vigoureusement défendues par le maréchal de camp Vivès, les brigadiers don Ulyses Albergoti, don Jos. Sentmanat, et les colonels don Louis d'Aragon, don Casimir Bofarull, don Fr. Terradellas, le marquis de Coupigny, etc. Le général en chef Urrutia, voyant que le centre de l'armée française n'avait pas donné, le fit attaquer par son avant-garde sous les ordres des maréchaux de camp Arias et la Romana, qui traversèrent la Fluvia sur le pont de Bascara, et s'emparèrent du château ruiné et du village de Pontos, tandis que la division de la Cuesta passait aussi la rivière et allait occuper le village et les hauteurs d'Armadas. D'autres attaques exécutées sur divers points par les maréchaux de camp, Saint-Hilaire, Cornel et Moncada, et dirigées par Urrutia et par le quartier-maître général O-Farrill, qui montra dans cette journée autant de talents que de courage, firent craindre aux Français que l'intention des Espagnols ne fût de couper la retraite à leurs colonnes avancées : après dix heures de combats partiels, ils ramenèrent à leur camp de Rincords près de Figueras, plusieurs chariots chargés de blé. Les Espagnols les poursuivirent quelque temps, et il y eut entre leurs arrière-gardes une action très-chaude, jusqu'à ce que le général Urrutia fit sonner la retraite. Cette bataille de Pontos, que les Espagnols comptent au nombre de leurs victoires, fut pour les Français, qui s'en attribuèrent le succès, le dernier avantage qu'ils obtinrent en Catalogne. Harcelés par les bandes de *Somatenes*, et commandés par un chef qui n'avait pas leur confiance, ils ne purent qu'avec peine résister aux troupes espagnoles qui avaient à leur tête des généraux habiles et prudents.

L'armée des Pyrénées-Occidentales, au contraire, obtint, sous les ordres de Moncey, des triomphes signalés jusqu'à la fin de la guerre. Les Espagnols, en se repliant, cherchaient à se rallier sur leur gauche, vers les salines du Guipuzcoa, et dans les positions qui couvraient Mondragon, et à leur droite sur les hauteurs qui défendaient Pampelune. Le 24 juin, l'avant-garde de la droite des Français enleva les postes de Ventachuri et d'Ondarroa qui fesaient partie de la ligne du brigadier don Fr. Eguia. Les Espagnols se replièrent sur les hauteurs de Madariaga. Le 28, le général de brigade, Raoul, marchant sur quatre colonnes, emporte le pont de Madariaga, traverse la Deva, oblige les Espagnols à abandonner, avec précipitation, toutes leurs redoutes du côté d'Elgoybar, et occupe toutes les hauteurs de Motrico. Le lendemain, trois colonnes, dont deux aux ordres du général Willot, marchent sur Elosua, afin d'envelopper le corps de Crespo ; mais ce général prévenu à temps effectua sa retraite dès le matin par Villareal, Salinas, et établit son quartier général à Mondragon. Le 3 juillet, une pareille attaque est dirigée pour couper le corps d'armée de Filangieri. Quatre colonnes aux ordres de Willot, Merle, Morand et Digonnet, débouchent à la fois sur Lecumberry ; mais le général espagnol s'était aussi retiré pendant la nuit, en se repliant vers sa seconde ligne sur les hauteurs d'Irurzun, forte position qui maintenait la communication entre les deux divisions de l'armée du prince de Castel-Franco.

Le 5 juillet, mourut dans l'île de Léon, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le lieutenant-général, don Ant. de Ulloa, commandeur de l'ordre de Saint-Jacques, directeur général par *intérim* des armées navales, membre de la junte générale du commerce et des monnaies, membre de la société royale de Londres, et correspondant des académies des sciences de Paris et de Berlin. Il s'était rendu célèbre de bonne heure, pour avoir été, en 1735, avec son compatriote, don George Juan, adjoint aux académiciens français, chargés de vérifier dans l'Amérique Méridionale, la figure et la grandeur de la terre. Il avait fait, en 1747, avec le même Juan (1), un voyage scientifique dans ces contrées, au retour duquel ils publièrent le recueil de leurs observations astronomiques. Ses voyages en Europe n'avaient pas été moins utiles à sa

---

(1) Don George Juan était mort en 1774.

patrie, par les connaissances qu'il y rapporta, et les établissements qu'il y forma. Il avait commandé plusieurs escadres, avait été surintendant des armées de Guancavelica au Pérou, puis gouverneur de la Louisiane.

Le 6 juillet, quatre colonnes françaises, sous les ordres de Willot, forcent l'avant-garde de Filangieri d'abandonner Irurzun et s'emparent d'Aïzcorba, à la suite d'un combat sanglant, où les chasseurs basques s'étant trop avancés à la poursuite des Espagnols, furent contraints de se rallier sous la protection d'un bataillon de grenadiers dont la longue résistance donna le temps au général Willot d'accourir et de décider la victoire. Filangieri alla se renfermer dans d'autres retranchements à une lieue en avant de Pampelune, et les Français restèrent maîtres de la route de cette ville à Vittoria.

Le 9 juillet, dix-huit canonnières et bombardières, un vaisseau de ligne et une frégate, venant du port espagnol de l'Escala, tentèrent de brûler la flottille française, en station devant Rosas; mais après un feu inutile de deux heures, auquel les Français ripostèrent vivement, les Espagnols prirent le parti de s'éloigner.

La manœuvre dirigée par le général Moncey, et le combat d'Irurzun ayant séparé en deux l'armée du prince de Castel-Franco, le lieutenant-général Crespo qui, après avoir abandonné les bords de la Deva, avait pris position à Salinas, la clef de la Biscaye, et occupé des points avantageux, courut risque d'être enveloppé malgré ses mesures. Sa gauche fut battue, le 13, au village d'Ermna, par le général Dessein qui s'empara à Durango de tous ses approvisionnements, le débusqua, le 14, d'une montagne près d'Urbina, et s'établit à Ayorraba et à Mendibil. En même temps le général Willot vint d'Irurzun par Salvatierra, déboucher, le 13, sur Salinas. Mais dès la veille, Crespo, voyant le danger qui le menaçait, et trouvant la route de Vittoria coupée, avait pris celle de Mondragon, replié toutes ses troupes et gagné Bilbao à marches forcées. Le 14, l'avant-garde de Dessein arrive à Vittoria, et le 15, ce général y entre avec toute sa division. Crespo, harcelé par les divisions Dessein et Willot, n'attendit pas les Français à Bilbao; il en partit le 18 au matin. La ville avait demandé un délai de six jours pour capituler. On le lui refusa, et dès le soir même un commissaire et deux aides-de-camp y entrèrent avec une escorte de cavalerie. Le lendemain les Français en prirent possession. Ils s'y empa-

rèrent de magasins considérables, et y levèrent une contribution régulière de seize mille rations de pain, quatorze mille paires de souliers, etc.

La droite de l'armée de Navarre était appuyée au bois d'Ozquia qu'on ne pouvait tourner que par le col d'Ollareguy. Le 20 juillet, le général Digonet enlève le sommet du col, défendu par la compagnie d'Ubeda et par un bataillon de volontaires navarrois. Mais en descendant, les Français furent arrêtés par deux bataillons du régiment d'Afrique. Un combat s'engagea à l'arme blanche avec une opiniâtreté dont on n'avait pas vu d'exemple depuis le commencement de la guerre. Le régiment d'Afrique se couvrit de gloire. Son colonel don Augustin Goyeneta fut tué; le lieutenant-colonel, don Jos. Gonzalèz d'Acuña, fut blessé et pris; le sergent major (major) don Juan de Aguirre, percé d'un coup de baïonnette, tua le grenadier qui l'avait frappé. Cependant les Espagnols commençaient à plier, lorsqu'un renfort qu'ils reçurent au village d'Ilzarbe, obligea les Français de remonter le col dont ils restèrent maîtres. Les Espagnols eurent trente morts et près de deux cents blessés ou prisonniers. La perte des Français fut à peu près égale.

Après l'occupation de Vittoria, le général de brigade, Miollis, s'était porté avec quatre bataillons et un escadron de cavalerie vers Miranda sur l'Ebre, pour surveiller les mouvements des Espagnols dans la Vieille-Castille, où Crespo s'était retiré avec sept à huit mille hommes, et où des levées en masse s'opéraient par ordre du capitaine-général de la province, don Bernard de Tortosa. Le 22 juillet, Miollis traversa l'Ebre sur le pont de Miranda et s'empara de cette ville. Mais Crespo étant revenu de Pancorbo, attaqua, dès le soir même, les Français au dépourvu, et les repoussa au-delà de l'Ebre.

Ce même jour, 22 juillet, la paix est signée à Bâle entre la France et l'Espagne, par les plénipotentiaires Barthélemy et Yriarte. Mais les hostilités continuent entre les quatre armées belligérantes jusqu'à ce qu'on y ait reçu la nouvelle du traité. Le 23, les troupes françaises commencent à quitter Bilbao, et bientôt la plus grande partie de l'armée vient prendre position à Miranda sous les ordres de Willot.

En Catalogne, la division du général Oquendo qui commandait à Urgel, avait eu depuis deux mois quelques affaires d'avant-postes avec les troupes françaises stationnées dans les deux Cerdagnes. Le 26 juillet, le maréchal de camp La

Cuesta reprit d'assaut Puycerda, reconquit toute la Cerdagne espagnole que les Français occupaient depuis deux ans; s'empara de tous les magasins, de toute l'artillerie qu'ils y avaient rassemblée, et fit prisonniers presque toutes leurs troupes, au nombre de quinze cents hommes, ainsi que deux généraux. Le lendemain la place de Belver, sommée par Oquendo, fut obligée de capituler, et le général français qui y commandait fut fait prisonnier avec les mille hommes qui composaient la garnison. La Cuesta se disposait à marcher sur Mont-Louis; et l'armée espagnole, réorganisée par Urrutia et O-Farrill, encouragée par des succès, était à la veille d'en obtenir de plus importants et de reporter peut-être le théâtre de la guerre dans le Roussillon, lorsque la nouvelle de la paix arriva, le 29 juillet, au quartier général de Schérer qui la transmit au général en chef espagnol. Bien qu'Urrutia n'eût pas reçu cette nouvelle officiellement, il prit sur lui de suspendre toute hostilité, et fit tirer le canon en signe d'allégresse sur toute sa ligne.

Ce ne fut que le 5 août, que l'armée des Pyrénées occidentales apprit la conclusion de la paix. Un camp français était déjà établi au-dessus de la Puebla. Le général Moncey devait feindre le passage de l'Ebre à Miranda, tandis que ses troupes se seraient portées sur Puente-la-Reyna, afin de former l'investissement de Pampelune, sur les hauteurs de laquelle le prince de Castel-Franco avait replié la droite de son armée. Plusieurs officiers du génie étaient arrivés (1)

(1) Les événements militaires et les combats qui ont eu lieu en Espagne jusqu'après la conclusion de la paix, démentent, nous le croyons, une assertion contenue dans le *Voyage en Espagne*, fait en 1798, par M. le chevalier de F. . . . , et d'après laquelle, il semblerait que *l'invasion de la Biscaye fut convenue entre la France et l'Espagne, afin de donner à cette dernière un prétexte pour se détacher de la coalition, et faire sa paix séparée.* A l'appui de cette assertion, l'auteur du voyage précité rapporte le témoignage d'un commissaire-ordonnateur espagnol, qui lui a dit *avoir vu et lu une circulaire du duc de la Alcudia aux magistrats de la Biscaye, par laquelle ceux-ci étaient exhortés à empêcher tout acte de résistance contre l'invasion des Français.* Il se peut que cette pièce ait existé; mais elle n'a dû être adressée qu'aux autorités civiles, et nullement aux généraux de l'armée active. Elle n'a dû avoir pour but que de préserver la Biscaye d'une entière dévastation, si ses habitants avaient opposé une résistance inutile à la marche des vainqueurs. Cette province en effet demanda à être traitée comme pays neutre. On le lui promit. Alors elle licencia les bataillons de volontaires qu'elle avait joints à l'armée espagnole. Il est probable que cette défection forcée fut la prin-

doit prendre le commandement de l'escadre de la Méditerranée.

Le 17, les troupes républicaines évacuent le territoire espagnol et se mettent en marche pour retourner en France; mais Saint-Sébastien ne fut rendu que le 24 septembre.

Le 21, Charles IV signe deux décrets qui ont pour objet l'augmentation des fonds d'amortissement, établis par décret du 12 janvier 1794, l'extinction des *vales*, et l'acquittement des dépenses extraordinaires de la guerre. Le premier ordonne qu'il sera perçu un droit de quinze pour cent sur toutes les propriétés foncières qui seront acquises par main-morte, à l'avenir, dans les royaumes de Castille et de Léon, ainsi que dans les autres États de la monarchie espagnole, où la loi d'amortissement n'est pas encore établie; déclarant que pour cette contribution, on regardera aussi comme main-morte les séminaires, les maisons d'éducation, les hospices et toutes les autres fondations pieuses qui ne sont pas sous la protection immédiate du souverain, ou dont les biens sont administrés par quelque communauté ou par des ecclésiastiques. Les seigneuries directes, les emphythéoses, les ventes judiciaires, les charges et pensions sur les biens de main-morte, les fonds affectés aux chapelianies ecclésiastiques ou laïques, soit à perpétuité, soit à mouvance, seront sujets à l'impôt de quinze pour cent, qui doit être considéré comme un faible dédommagement de la perte des droits royaux et du commerce public, sur les ventes et mutations de ces sortes de biens. Sont exceptés seulement les capitaux convertis en *vales*, ou placés par les corps ecclésiastiques ou les mains-mortes sur les revenus royaux. Le second décret établit aussi un droit de quinze pour cent sur tous les biens-fonds qui à l'avenir seront affectés à l'établissement des majorats ou à toute espèce de substitutions, et dont l'aliénation a été défendue par le décret du 28 avril 1789, et par la cédule du 14 mai; et y comprend ceux qui avaient été exceptés par le décret du 3 juillet 1795.

Le roi, satisfait de la gestion de don Miguel Joseph de Azanza, intendant de l'armée de Catalogne, le nomme membre du conseil suprême de la guerre.

Le 25 août, on célèbre à Saint-Ildefonse le double mariage de l'infant don Antonio, frère du roi, et du prince don Louis, fils du duc de Parme, avec les infantes d'Espagne, Marie-Amélie et Marie-Louise.

Le 5 septembre, la paix est publiée solennellement à Ma-

drid. A cette occasion Charles IV signale son indulgence et fait diverses promotions. L'ex-ministre Florida-Blanca obtient la permission de vivre partout où bon lui semblera, à l'exception de Madrid et des lieux où se trouvent les maisons royales. Le séquestre de ses biens est levé et son procès n'a point de suite. Le comte d'Aranda est traité de la même manière, et on ne lui fait plus un crime d'avoir prédit les résultats d'une guerre à laquelle il s'était fortement opposé; mais le duc de la Alcudia, qui l'avait voulue, est créé *prince de la Paix*, et ce titre est transmissible à ses descendants. Le roi fait en outre présent à son favori de la superbe terre de Selva di Roma, située dans la partie la plus fertile du royaume de Grenade, et rapportant un million de réaux (250 mille francs) par an. Son frère don Jos. Godoy, gouverneur du conseil des finances, est nommé conseiller-d'État, ainsi que le négociateur Yriarte, don Jos. Nicolas de Azara, ministre plénipotentiaire à Rome, le duc d'Ossuna, le marquis d'Iranda, etc. D. Ant. Valdez, capitaine-général et ministre de la marine, a la promesse du premier cordon de la Toison d'or. Le ministre de grâce et de justice, conseiller-d'État, don Eugenio de Llaguno et don Louis de Urbina, capitaine-général du royaume de Valence, sont nommés Grands-Croix de l'ordre de Charles III. Le ministre des finances Gardoqui et le capitaine-général don Ventura Caro, sont faits gentilshommes de la chambre. Le ministre de la guerre, Campo de Alange, le prince de Castel-Franco et le général Urrutia, sont nommés capitaines-généraux. Parmi les maréchaux de camp élevés au grade de lieutenants-généraux, on remarque don Diego Godoy, l'un des frères du favori, don Jos. Alvarez de Bohorques, son parent; Itturigaray, Vivès, Arias, Cornel, La Cuesta, le marquis de la Romana, O-Farrill, etc.

L'ambassadeur d'Espagne à Londres remet au ministre des affaires étrangères une note où, détaillant les efforts de sa cour, en faveur de la coalition, il prouve qu'elle a puissamment aidé les Anglais pour entrer à Toulon, et s'emparer de la Corse; et qu'elle a été forcée de faire la paix avec la France, dans un moment où, pressée par ses armes, elle ne recevait aucun secours de ses alliés.

Par un décret du 20 septembre, Charles IV, voulant reconnaître les efforts et les sacrifices en tous genres que ses sujets ont fait pendant la guerre, et ayant surtout à cœur de soulager la classe nombreuse, utile et pauvre des laboureurs,

supprime, pour toujours, à dater de l'année 1796, l'impôt onéreux à l'agriculture et nuisible à l'intérêt général de la nation, connu sous le nom de *service ordinaire et extraordinaire*, ainsi que son *quinze au mille*, espèce de taille que payaient les roturiers.

Un autre décret royal du même jour, modifiant ceux des 17 et 29 août 1794, et 30 novembre de la même année, et ayant pour but de favoriser la classe des rentiers et des employés, réduits à une gêne extrême, en raison du prix excessif des denrées, ordonne qu'à compter du mois d'octobre prochain, tous les rentiers, pensionnaires et employés de l'État, qui, par la cumulation de leurs traitements, rentes ou pensions, n'ont pas plus de 800 ducats (4,000 francs) de revenu, en jouiront en entier, et qu'il ne sera fait de retenues que sur les sommes excédantes.

On répand le bruit qu'une bulle du Pape autorise le roi d'Espagne à réunir au domaine de la couronne tous les biens ecclésiastiques tant séculiers que réguliers, y compris les dîmes: cette nouvelle était controuvée. Seulement il se tient à Madrid une junte extraordinaire des ministres, des présidents des divers conseils et des chefs du département ecclésiastique. On y propose de supprimer plusieurs ordres monastiques, et d'employer une partie de leurs immenses richesses à des établissements d'utilité publique et au paiement des dettes contractées pour la guerre. Mais la crainte de heurter les préjugés nationaux et d'attaquer un corps trop puissant, borne le résultat des délibérations de cette assemblée, à la réduction numérique des individus dans quelques-uns de ces ordres, et à la réunion de quelques maisons trop peu nombreuses; et ces délibérations même restent sans effet.

Au commencement d'octobre, une escadre française amène dans le port de Cadix un convoi anglais de 49 voiles qu'elle a capturé dans la Méditerranée. Une vive contestation s'élève à ce sujet entre les consuls de France et d'Angleterre. Celui-ci prétend que les prises ne peuvent être vendues dans un port neutre. L'autre réclame l'article 21 du traité de 1761, qui assure au pavillon français en Espagne tous les avantages dont jouissent les Espagnols, et *vice versâ*. Le gouvernement se prononce en faveur des Français; et prévoyant une rupture, il ordonne le rassemblement d'un corps de vingt mille hommes dans les fameuses lignes de St.-Roch.

On publie à Madrid le premier volume de l'*Ecole des Sourds-*

Muets, ou l'*Art de leur apprendre à écrire et à parler l'espagnol*, par l'abbé don Laurent Hervas y Panduro, associé des Académies de Dublin et de Cortone.

A la fin d'octobre ou au commencement de novembre, don Ant. Valdez, qui, depuis quatorze ans, tenait avec distinction le portefeuille de la marine, est forcé de donner sa démission. Le roi lui conserve les honneurs de ministre, la place et le traitement de conseiller-d'État et de capitaine-général. Don Pedro Varela de Ulloa, grand-bailli honoraire de Malte, secrétaire du conseil de guerre, lequel avait eu, le 6 octobre, une audience du roi, comme ambassadeur de l'ordre et du grand maître de St.-Jean de Jérusalem, est nommé ministre de la marine. La disgrâce de Valdès, occasionée principalement par des intrigues de cour, entraîne celle de beaucoup de personnes de marque.

Le 22 novembre, don Domingo Yriarte, qui, après avoir signé le traité de Bâle, était revenu malade en Espagne et avait été forcé de s'arrêter à Girone, y meurt, dans la 49e. année de son âge, entre les bras de l'évêque de cette ville, qui l'avait logé dans le palais épiscopal où il lui avait prodigué les soins de la plus tendre amitié.

Le 28, une escadre composée de trois vaisseaux, deux frégates, et plusieurs bâtiments de transport, chargés d'artillerie, de munitions et de troupes de débarquement, appareille de Cadix, sous le commandement de don Gabr. de Aristizabal, pour se rendre dans la mer du Sud, sur les côtes nord-ouest de l'Amérique. Deux autres escadres, disposées dans le même port, doivent mettre à la voile sous les ordres des lieutenants-généraux don Ignace Alava et Solano.

Le 8 décembre, jour de la Conception, le roi tient chapitre de l'ordre de Charles III, dans l'église St.-Laurent de l'Escurial. Ferdinand, son fils, prince des Asturies, et son gendre le prince Louis de Parme, y sont reçus chevaliers et y prêtent le serment.

Le 11, meurt à Carthagène, âgé de 83 ans, le marquis de Casa-Tilly, capitaine-général des armées navales, et directeur-général de la marine à Cadix.

Le comte de Cabarrus, qui avait été accusé de malversations, est solennellement acquitté. Ses biens et ses honneurs lui sont rendus.

Le roi, sur la proposition du prince de la Paix, établit à Madrid un Collége royal de Médecine et une École royale

Murcie, où sa sagesse et sa loyauté lui avaient mérité l'estime et l'affection universelles, et qu'il fût mort à la cour, néanmoins le roi, dérogeant en sa considération, à la coutume, ordonna qu'on lui rendît les honneurs dus aux capitaines-généraux en exercice.

Une cédule royale du 1er. mai défend à tous les tribunaux, même à l'inquisition, de gêner les Français établis ou voyageant en Espagne, soit dans leur culte soit dans leur croyance, et déclare qu'on ne reconnaîtra et protégera comme Français, que ceux qui porteront la cocarde tricolore. Le cabinet de Saint-James ayant réclamé contre les armements de terre et de mer, qui se poursuivaient avec activité en Espagne, le prince de la Paix répond à l'ambassadeur d'Angleterre, que ces armements n'ont d'autre but que de faire rentrer l'Espagne dans ses droits légitimes, et qu'ils seront tournés contre l'Angleterre, si elle continue à mettre obstacle à la paix générale.

Charles IV accorde des défenseurs aux officiers arrêtés et près d'être mis en jugement, par suite de la reddition de Figueras et de quelques autres places, pendant la dernière guerre. Il ordonne en outre que la procédure et les pièces qui y ont rapport, soient imprimées aux frais du gouvernement.

Au mois de juin, don Louis de Cordova, qui avait commandé les flottes combinées de France et d'Espagne, pendant la guerre de l'indépendance de l'Amérique, meurt à l'âge de quatre-vingt-dix ans: il était depuis long-temps revêtu du grade supérieur et unique de capitaine-général de la marine, que partageait avec lui, seulement depuis quatre ans, l'ex-ministre de la marine, don Ant. Valdez, et dont le marquis de Casa-Tilly avait joui peu de temps (1).

Au mois de juillet, le roi d'Espagne fait publier, dans tous ses ports, un ordre aux bâtiments de commerce qui ne voyagent que sous bonne escorte, de ne souffrir de quelque pavillon que ce soit, aucun acte de supériorité, ni aucune tentative contraire à la liberté des mers, et de répondre à toutes les insultes par le canon.

Le 4 août, les deux escadres espagnoles sous les ordres des

---

(1) Ce titre, ainsi que tous les grades supérieurs dans les armées de terre et de mer, furent prodigieusement multipliés sous le règne de Charles IV. C'était une mauvaise politique du favori pour s'attirer des partisans; car il épuisait les ressources de l'État, et ne fesait que des ingrats.

amiraux Solano et Langara, et celle de France, commandée par le contre-amiral Richery, appareillent de Cadix.

Le roi continuait à ne s'occuper que de parties de chasse et de musique, abandonnant à la reine et au favori le soin des affaires du gouvernement.

Le 19 août, l'ambassadeur de France, Pérignon, et le prince de la Paix signent, à Saint-Ildefonse, un traité d'alliance offensive et défensive, entre la France et l'Espagne. Chaque puissance promet réciproquement de fournir à l'autre trois mois après la demande qui lui en sera faite, vingt-sept vaisseaux de ligne, six frégates et quatre corvettes, tous équipés et approvisionnés, ainsi que dix-huit mille hommes d'infanterie, six mille de cavalerie et un train d'artillerie proportionné; et de remplacer sur-le-champ les vaisseaux et les hommes qui viendraient à périr, afin de tenir toujours ce contingent au complet. Dans le cas où elles déclareraient la guerre à une ou plusieurs puissances, elles s'engagent à mettre en activité la totalité de leurs forces et à ne traiter de la paix que d'un commun accord. Si l'une des deux n'agit que comme auxiliaire, l'autre pourra traiter séparément de la paix, mais sans préjudice pour l'auxiliaire. L'Angleterre étant la seule puissance contre laquelle l'Espagne ait des griefs directs; cette alliance n'aura son exécution que contre elle, pendant la guerre actuelle. Le 24 août, l'embargo est mis à Cadix, sur les navires anglais, et ce port est fermé. Cette mesure aussi intempestive qu'imprévue fait murmurer le commerce. Le traité d'alliance, approuvé par le directoire de la république française, le 29 août, et ratifié, le 12 septembre, par le conseil des anciens, parvient, le 4 octobre au cabinet de Madrid.

Le roi, sur la proposition du prince de la Paix, établit à l'Observatoire royal, des chaires d'astronomie physique, synthétique, de calcul infinitésimal, de haute mécanique, de météorologie, de géographie, de trigonométrie, d'optique, etc. Il nomme en outre quatre professeurs surnuméraires, et de plus un certain nombre de jeunes gens, destinés à être un jour suppléants et professeurs. Les membres compris dans les trois classes de ce nouveau corps militaire, et désignés par le nom d'ingénieurs cosmographes d'état, sous les ordres du prince de la Paix, sont présentés, le 3 octobre, à leurs majestés par ce ministre.

Charles IV, par un décret daté de l'Escurial, le 5 octobre, et signé de sa main, déclare la guerre à l'Angleterre

et en expose pour motifs : les pirateries des corsaires anglo-corses dans la Méditerranée et sur les côtes d'Espagne ; la détention de divers navires espagnols et de leurs cargaisons ; l'arrestation de l'ambassadeur, don Simon de Las-Casas à Londres, pour avoir réclamé une modique somme au nom du patron d'une embarcation ; la violation du territoire espagnol sur les côtes de Galice et d'Alicante par deux brigantins anglais ; celle de l'île de la Trinité dans le but d'y attaquer les Français ; enfin, les négociations secrètes de l'Angleterre avec les autres puissances, etc. Ce décret est notifié officiellement, le 6, aux deux conseils suprêmes de Castille et de la guerre ; et le 8, la déclaration de guerre est publiée solennellement à Madrid.

Une flotte espagnole de vingt-six vaisseaux de ligne, treize frégates, etc., commandée par don Juan de Langara, et divisée en trois escadres sous les ordres de don Jos. de Cordova, du comte Morales de los Rios, et de don Juan Joachim, arrive à Toulon et débloque l'armée navale française qui se trouvait dans ce port.

Le pape Pie VI ayant sollicité le roi d'Espagne d'interposer sa médiation d'une manière efficace dans les affaires du saint-siége avec la France, Charles IV répond par l'organe de son favori : qu'il serait toujours attaché au saint-père comme au chef de l'Église, etc. ; mais que, trop occupé des affaires de son royaume, il ne pouvait se charger des intérêts temporels et politiques de S. S.

Godoy, entièrement dévoué à la France, et se croyant sûr de déterminer le roi d'Espagne à déclarer la guerre au Portugal, avait déjà rassemblé un corps d'armée sur les frontières de ce royaume ; mais il ne put, pour cette fois, vaincre la répugnance de Charles IV à rompre avec une puissance dont sa fille Charlotte avait épousé l'héritier présomptif. Un corps de 15 à 20,000 hommes, sous les ordres du lieutenant-général don Augustin Lancaster, était déjà au camp de Saint-Roch, et devait être porté à 40,000, pour faire le siége de Gibraltar, tandis que la flotte de Langara, renforcée par celle de Toulon, devait bloquer la place par mer, après qu'elle aurait chassé de la Méditerranée l'escadre anglaise de l'amiral Jervis.

Le roi d'Espagne exerce sa médiation par le marquis del Campo, son ambassadeur, dans le traité de paix conclu à Paris, le 5 novembre, entre la république française et l'infant, duc de Parme.

L'armée espagnole se recrutait en Italie. Le conseil des Cinq-Cents, dans sa séance du 24 novembre, autorise le directoire à laisser passer librement, sur le territoire français, ces nouvelles levées, se rendant de Nice aux Pyrénées.

Le 8 décembre, l'amiral don Juan de Langara appareille de Toulon et conduit sa flotte à Carthagène, d'où il se rendit à Madrid pour y prendre, au commencement de l'année suivante, le portefeuille de la marine, à la place de don Pédro Varela de Ulloa, qui remplaça au ministère des finances, don Diégo de Gardoqui.

Le roi d'Espagne fait des plaintes très-vives au nonce du pape, au sujet de la conduite tenue à l'égard de son ministre, le chevalier d'Azara, lors de l'invasion des Français, et il exige une réparation éclatante. Il approuve la conduite de son ambassadeur, et l'autorise à résider où il voudra et à protéger les ex-jésuites et les autres pensionnaires espagnols qu'il pourra faire sortir des Etats du pape. La même mésintelligence règne entre Charles IV et son frère, le roi des Deux-Siciles, quoique ce dernier eût fait depuis peu la paix avec la France.

Le 15 décembre, le cabinet britannique répond à la déclaration de guerre de l'Espagne. Il dément la plupart des actes hostiles qu'elle lui reproche.

Le cabinet de Madrid fait déclarer aux villes de Hambourg, Brême et Lubeck, que, si elles ne rompent pas toutes relations commerciales avec l'Angleterre, il s'emparera de tous les vaisseaux des villes anséatiques et que les effets de leurs négociants, en Espagne, seront confisqués.

Don Ramon de Salas, professeur et docteur en droit en l'université de Salamanque, avait été condamné par l'inquisition à un an de prison et à quatre ans de réclusion dans un couvent. Sur les réclamations de deux membres du conseil de Castille, qui avaient assisté au jugement comme *consulteurs*, l'affaire fut remise en délibération et le jugement confirmé. Les conseillers en rendent compte au prince de la Paix. Un ordre du roi évoque le procès. Le cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, grand inquisiteur, résiste d'abord, et fait ensuite ses excuses à la reine. « *C'est* » *vous, hypocrite, et vos pareils*, lui dit cette princesse, *qui êtes* » *la cause des révolutions de l'Europe.* » Le prélat fut encore brusqué par Charles IV et par son favori. Enfin la sentence

fut cassée par ordre du monarque, et Salas mis en liberté (1), après une exhortation amicale.

Cette année, le roi voulant pourvoir aux moyens de conserver les belles races de chevaux en Espagne, établit une junte suprême d'équitation.

Le capitaine-général du royaume de Valence, don Louis de Urbina, à l'aide de contributions volontaires et d'une avance faite par la banque St.-Charles, s'occupe à créer un port dans la capitale de cette province, non pas en creusant la plage, mais en élevant les eaux de la mer par des machines, comme à Cherbourg. Il fait travailler aussi à rendre le théâtre de Murviedro à sa première destination. On devait y jouer une tragédie, dont le sujet était le *siége de Sagonte et le dévouement de ses habitants*. Mais ce projet s'évanouit au départ de ce gouverneur qui, remplacé par le lieutenant-général don Ant. Cornel, et nommé membre du conseil suprême de la guerre, mourut à Madrid peu de temps après.

1797. Au mois de janvier, l'archevêque Pirgi, nonce du pape à Madrid, adresse au prince de la Paix un mémoire de la part du Saint-Père. Pie VI y expose les motifs qui l'ont déterminé à rejeter les conditions que la France lui imposait, et à rompre l'armistice ainsi que le congrès formé à Florence pour négocier la paix. Il supplie le roi d'Espagne de conserver sa protection à la religion catholique. Le ministre, dans sa réponse, invite le Saint-Père, au nom de son souverain, à se détacher des biens de ce monde pour sauver sa personne.

Quelque fermentation éclate à Guadalajara, ville intéressante par ses fabriques de drap, à dix lieues de la capitale; mais la tranquillité y est bientôt rétablie par le lieutenant-général Gullelmi, capitaine-général de la Nouvelle-Castille. Peu de jours après, Cabarrus, qui était rentré en grâce et en crédit, arrive dans cette ville avec les pouvoirs les plus étendus, pour en organiser les manufactures.

Le docteur don Fr. Salva, ayant inventé un télégraphe électrique, le prince de la Paix, après avoir examiné cette machine, en témoigne sa satisfaction à l'auteur qui, présenté par le ministre à leurs majestés, répète avec succès ses expériences devant elles.

---

(1) L'affaire de Salas, qui ne fut terminée qu'en 1797, est racontée avec des circonstances différentes dans la *Biographie étrangère*, Paris, 1718, 2 vol. in-8°; mais le résultat en est le même.

Le 1er. février, l'escadre de Carthagène, forte de vingt-six vaisseaux et onze frégates, appareille de ce port, sous les ordres de don Joseph de Cordova, avec un convoi de troupes et de munitions, venu de Barcelone, et le fait entrer, le 6, dans Cadix. Le 14, elle rencontre, à la hauteur du cap Saint-Vincent, une escadre anglaise de seize vaisseaux et plusieurs frégates, commandée par l'amiral Jervis. Le combat dura trois jours avec le plus grand acharnement. Quinze vaisseaux furent rasés de part et d'autre, et deux anglais coulèrent à fond. La *Sainte-Trinité*, vaisseau amiral des Espagnols, entièrement désemparé, ayant perdu plus de 400 hommes, aurait été pris par les Anglais, s'ils n'eussent pas été aussi maltraités. Il fut remorqué par une frégate jusqu'à Cadix, où le reste de l'escadre rentra, le 17, à l'exception de quatre vaisseaux, qui tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

En Amérique, le 17 février, les Anglais brûlent cinq vaisseaux de ligne espagnols dans le golfe de Paria, sur les côtes de la Guyane, et le lendemain ils se rendent maîtres de l'île de la Trinité, où commandait don Ruiz de Apodaca. Cette colonie était parvenue, depuis peu d'années; à un brillant état de prospérité, par suite de la liberté illimitée que le gouvernement espagnol lui avait accordée, et des établissements qu'y avaient formés un grand nombre de réfugiés des États-Unis, et surtout des Antilles françaises.

Le prince de la Paix, dès l'année précédente, avait été dénoncé à l'Inquisition, comme suspect d'athéisme, parce qu'il négligeait, depuis huit ans, d'approcher des sacrements. Le cardinal Lorenzana, chef de ce tribunal, n'osant pas agir contre un homme aussi puissant, sans l'autorisation du pape, une correspondance s'établit à ce sujet avec le saint-siége; elle est interceptée, en Italie, par le général Buonaparte qui l'adresse, sous le couvert de l'ambassadeur Pérignon, au ministre espagnol, afin de l'affermir dans les intérêts de la France. Celui-ci voulant éloigner les trois prélats qui avaient conduit cette intrigue, écrit d'Aranjuez au cardinal, le 14 mars, pour le charger, auprès du pape, d'une mission relative aux événements qui ont amené son expulsion de Rome par les Français. Il adjoint à ce prélat, don Antonio Despuig, archevêque de Séville, et le confesseur de la reine, Musquiz, archevêque de Séleucie et abbé de Saint-Ildefonse.

Les dispositions des Anglais annonçant le projet de bloquer Cadix, le ministre de la marine, Langara, au nom du

roi, expédie à l'amiral don Joseph Mazarrédo, l'ordre de se rendre dans cette place pour la défendre. Il lui donne le commandement de toutes les forces espagnoles sur l'Océan, avec le droit de nommer lui-même tous les officiers de son escadre, sans exceptions.

Le 11 avril, le commodore Nelson écrit au commandant de Cadix qu'aucun vaisseau ne pourra entrer dans ce port, ni en sortir, sans sa permission ou celle du général en chef de l'armée navale, l'amiral Jervis (devenu, par sa dernière victoire, lord-comte de Saint-Vincent). Nelson, avec une escadre légère, forme alors le blocus de Cadix.

Charles IV nomme Cabarrus son ministre plénipotentiaire au congrès qui doit se tenir à Lille, pour négocier la paix entre l'Angleterre et la France. Cabarrus est reçu en cette qualité, à Paris, le 8 juin, par le directoire.

Le 11 juin, mourut à Aranjuez, don Pédro Varéla de Ulloa, grand-croix de l'ordre de Malte et ministre des finances, qu'il dirigeait depuis six mois avec autant de désintéressement que de capacité. Il eut pour successeur le marquis de Las Hormazas.

Dans la nuit du 3 au 4 juillet les Anglais commencent le bombardement de Cadix. Sur dix bombes lancées, quatre tombent sur la ville et tuent une femme et deux enfants. Mazarrédo, craignant qu'ils n'incendient la flotte avec des boulets rouges, ceint le port d'une flottille de chaloupes canonnières. Il en envoie une autre, sous les ordres du lieutenant-général Gravina, pour attaquer les deux galiotes à bombes que les Anglais protégeaient par une flottille de chaloupes à peu près d'égale force. Il s'engage un combat très-meurtrier : les Espagnols ont d'abord l'avantage ; mais deux de leurs chaloupes, trop avancées, essuient tout le feu de l'ennemi et perdent leurs commandants. L'escadre de Nelson renforcée, le 4, d'une galiote à bombes, recommence le bombardement, la nuit suivante, du côté du sud. Dans l'espace de deux heures, les Anglais lancèrent plus de deux cents bombes, dont la moitié, au moins, tombèrent sur la ville et y firent beaucoup de ravages. La fermeté, la prudence et les habiles mesures de Mazarrédo, secondées par le courage et l'activité des lieutenants-généraux Gravina et don Domingo Grandallana, sauvèrent Cadix. La flottille espagnole se porta à l'avant du port, afin d'empêcher les Anglais de se rapprocher de la place et d'incendier la flotte. Aussi, les trois nuits suivantes, il ne tomba que trois

bombes dans la ville. Le commerce et les habitants offrirent 150 mille piastres (près de 800,000 francs) au général, pour récompenser la valeur des équipages. Il promit 1,000 piastres pour la prise ou la destruction d'une chaloupe canonnière, et 5,000 pour celle de la bombarde. Enfin, les Anglais, après avoir perdu deux chaloupes armées, et beaucoup souffert du feu des remparts et de la flottille espagnole, qui ne perdit qu'une chaloupe, furent forcés de renoncer à leur entreprise. Ils levèrent l'ancre, le 13 juillet, et allèrent rejoindre l'escadre principale : Mazarrédo mit à la voile le lendemain, avec sa flotte de vingt-huit vaisseaux, pour les poursuivre, mais il ne put les joindre.

Une division anglaise, sous les ordres de Nelson, fut chargée par lord Saint-Vincent d'une expédition contre Sainte-Croix de Ténériffe, où se trouvaient des galions du Mexique, richement chargés. Nelson parut devant l'île le 23 juillet; mais il ne put opérer le débarquement que le 24. Les Espagnols, favorisés par ce retard, eurent le temps de prendre leurs mesures pour s'opposer à sa descente. Leur vigoureuse résistance, et une blessure qui causa la perte d'un bras au commandant anglais, firent échouer cette entreprise, qui se réduisit à la prise d'une corvette française, dont l'équipage, débarqué, avait aidé le maréchal de camp don Ant. Guttierrez, gouverneur de l'île, à repousser les Anglais.

Au mois d'août, Charles IV défend à l'inquisition de tourmenter les étrangers pour cause de religion, attendu qu'il a fait connaître par ses consuls, aux sujets des puissances étrangères, qu'ils jouiront en Espagne d'une entière liberté de conscience. Mais dans le même temps, le ministère comprime la liberté de la presse. Quelques libraires et imprimeurs sont arrêtés. L'un d'eux (Quiroga) est accusé d'avoir publié *les Ruines* de Volney, et un livre intitulé *le Peuple heureux sans roi*.

L'escadre anglaise, aux ordres du lord Saint-Vincent, reprend le blocus de Cadix. Ce blocus, souvent interrompu par les mauvais temps, dura plusieurs mois, mais il ne put empêcher l'escadre de Mazarrédo de sortir quelquefois de ce port et d'y rentrer. Dans le même temps, une flottille de chaloupes armées à Algéziras inquiétait la marine anglaise, s'emparait de plusieurs navires marchands, interceptait ou maltraitait des bâtiments de transport destinés pour Gibraltar, et jetait quelques boulets dans cette place. Des

fusillades et des escarmouches avaient lieu aussi entre la garnison et les troupes espagnoles du camp de Saint-Roch.

Le prince de la Paix, comblé des faveurs de son souverain et récemment nommé régidor perpétuel de Burgos, reçoit une marque insigne de l'attachement de Charles IV. Ce monarque lui accorde, au mois d'août, la main de sa cousine germaine, doña Marie-Thérèse, fille aînée de feu l'infant don Louis, frère de Charles III. Le mariage est célébré le 2 octobre, dans le palais de l'Escurial. Mais en s'alliant ainsi à la race des Bourbons, le favori voit grossir le nombre de ses ennemis, qui se réjouissent de ce que cette nouvelle illustration le force de renoncer au rang de premier ministre, et occasione un changement dans le ministère. Le lieutenant-général don Jos. de Ezpeleta, ci-devant vice-roi de Santa-Fé, est nommé gouverneur du conseil de Castille, en remplacement de l'évêque de Salamanque. Don Francisco de Saavedra, membre du conseil de la guerre, reçoit le portefeuille des finances, à la place du marquis de Las Hormazas, que la reine fit destituer parce qu'il lui avait refusé de l'argent : don Gaspar Melchior de Jovellanos, membre du conseil des Indes, remplace au ministère de grâce et de justice don Eugénio Llaguno, qui l'occupait depuis près de trois ans. Ces choix sont attribués à l'influence du comte de Cabarrus sur l'esprit du prince de la Paix. Don Ramon Jos. de Arce, archevêque de Burgos, et depuis archevêque de Saragoce et patriarche des Indes, prélat éclairé et tolérant, est nommé grand inquisiteur. Au mois de novembre plusieurs changements ont lieu dans diverses branches de l'administration civile et militaire, particulièrement dans celle des postes et dans la direction générale des contributions.

Par son décret que le prince de la Paix communique au conseil de Castille, le 19 octobre, Charles IV, informé que les ex-jésuites espagnols, qui, depuis que le pape avait perdu le Bolonais, s'étaient retirés dans les Etats de Gènes, venaient d'être forcés de revenir en Espagne, pour se soustraire aux persécutions du nouveau gouvernement ligurien, ordonne qu'il leur soit assigné pour asiles, les couvents les plus solitaires, où, réunis en moindre nombre possible, ils jouiront de leur pension jusqu'à la fin de leurs jours. Les gouverneurs et corrégidors du royaume, les commandants des ports, sont chargés d'adresser immédiatement au conseil, des états contenant le nom, l'âge, la

patrie des ex-jésuites, la date de leur arrivée, et de les faire conduire par le plus court chemin aux couvents les plus éloignés des villes. Ils ne tardèrent pas à troubler la tranquillité dont l'Espagne jouissait depuis leur expulsion, et ils ne travaillèrent qu'à se former un puissant parti, en signalant comme jansénistes, en dénonçant à l'Inquisition tous ceux qui ne partageaient pas leurs opinions ultramontaines.

Une conspiration tramée à Caracas, capitale de la Guyane espagnole, pour livrer cette colonie aux Anglais, ayant avorté par les soins de l'évêque et de l'intendant, soixante-deux individus, parmi lesquels étaient le gouverneur et les principaux officiers, furent arrêtés et embarqués pour l'Espagne. Le bâtiment qui les portait fut pris, dans la traversée, par une frégate anglaise qui se présenta, le 20 novembre, sous pavillon parlementaire devant Cadix, et livra aux Espagnols tous les prévenus de la conspiration, avec les pièces de la procédure, commencée à la Guyane.

Un décret royal du 17 novembre, communiqué le 26 décembre aux places de commerce, par le ministre Saavedra, permet d'embarquer pour l'Amérique, et spécialement pour Caracas et la Nouvelle-Espagne, des articles étrangers, sans obligation de charger une égale quantité de marchandises indigènes, dans les cas où cette compensation était précédemment requise; dérogeant sur ce point au décret du 28 février 1789. Les articles prohibés par le réglement du 12 octobre 1778, demeurent exceptés dans les expéditions qui se feront des ports étrangers neutres pendant la guerre, attendu l'impossibilité d'en faire la vérification, et on ne pourra les embarquer que sur les navires qui partiront des ports d'Espagne.

Vers la fin de décembre ou au commencement de janvier 1798, le comte d'Aranda qui, depuis la paix, avait été exilé à trente lieues de la cour et de la capitale, avec permission de se retirer dans ses terres, meurt à Épila, en Aragon, dans sa soixante-dix-neuvième année (1). La place de doyen du conseil d'Etat, dont il avait conservé le titre malgré sa disgrâce, est donnée alors au prince de la Paix.

---

(1) Bourgoing s'est doublement trompé et s'est contredit lui-même, en rapportant la mort du comte d'Aranda, en 1802, dans son *Tableau de l'Espagne moderne*, et en 1794, dans la *Biographie universelle*, article *Aranda*.

Dans cette année, on fait un nouveau dénombrement de l'Espagne : le recensement, qui ne fut terminé que l'année suivante, donne une population de plus de douze millions d'habitants.

1798. Au mois de janvier, Charles IV ajoute aux faveurs dont il avait comblé le prince de la Paix, la charge de grand majordome du palais. Un conseil de guerre est nommé pour juger le commandant de Truxillo, ville de l'audience de Guatimala, en Amérique. Il était accusé d'avoir abandonné cette place à l'approche des Anglais, qui y étaient entrés sans résistance, mais qui en avaient été chassés bientôt après.

Le 4 février, l'amiral Truguet arrive à Madrid pour remplacer Pérignon dans l'ambassade de France auprès de la cour d'Espagne.

Le 6, l'escadre espagnole, forte de vingt-deux vaisseaux et quelques frégates, voyant que celle des Anglais, formant le blocus de Cadix, se trouvait réduite momentanément à neuf vaisseaux et trois frégates, sort de la rade, sous les ordres de Mazarrédo, pour leur donner la chasse. Mais, peu de jours après, elle est forcée de rentrer dans ce port, par l'arrivée subite du lord Saint-Vincent, sorti de Lisbonne avec quatorze vaisseaux. Le blocus de Cadix recommence et devient plus rigoureux.

Le marquis del Campo avait été rappelé de l'ambassade de France pour venir occuper une place dans le conseil d'État ; mais le comte de Cabarrus, son successeur, n'ayant pas été reçu en qualité d'ambassadeur d'Espagne, parce qu'il était né Français, quitta Paris le 7 février, et fut remplacé par le chevalier d'Azara, qui s'était distingué pendant sa longue résidence à la cour de Rome.

Les duchesses d'Orléans et de Bourbon, et le prince de Conti, déportés en Espagne, par ordre du gouvernement français, arrivent à Carthagène, et se rendent ensuite à Barcelone, où la cour de Madrid leur paie une pension de deux cent cinquante piastres par mois.

Des symptômes de fermentation se manifestent en Catalogne, et surtout à Barcelone, à cause de la misère occasionée par la stagnation du commerce et des manufactures. Sur la proposition de don Aug. de Lancaster, capitaine général de cette province, on se détermine à occuper les paysans. Ce gouverneur, pour subvenir à la détresse commune, obtient du roi la permission de donner des bals et d'établir des loteries de différentes espèces. Les produits

sont employés à secourir les malheureux. On organise des travaux publics; on fixe des prix de journée avantageux; on y joint une distribution abondante et journalière d'aliments, tout préparés, pour les individus qui ne sont point employés aux travaux, et on en envoie aussi aux prisons et aux hospices. Ces deux établissements se soutinrent quelques années. Le second était connu sous le nom d'*Olla publica* (marmite publique), et le nombre de portions distribuées chaque jour, était d'environ trois mille cinq cents soixante. Au moyen de ces travaux, Lancaster fit planter de fort belles promenades à Barcelone.

Le mauvais état où se trouvent réduites les finances de l'Espagne, oblige Charles IV à donner une cédule, par laquelle il invite les archevêques, évêques, abbés et prélats du royaume, à verser au trésor royal tout l'or et l'argent dont ils pourront disposer, sans épargner même l'argenterie des églises, et en ne réservant que ce qui est rigoureusement nécessaire pour l'exercice du culte. Cette mesure, proposée par le ministre Jovellanos, lui attire la haine du clergé, et devient bientôt la cause secrète de sa chûte.

Le cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, voulait accompagner Pie VI dans son exil jusqu'en France; forcé de le quitter à Parme, il revient à Rome, après avoir ainsi acquitté la dette de la nation espagnole envers le chef de l'Eglise.

A la sollicitation de l'ambassadeur Truguet et du prince de la Paix, Charles IV, par une cédule du 23 mars, enjoint à tous les émigrés français de quitter Madrid dans huit jours, et la péninsule dans un mois. Mais en considération de leur détresse, il leur permet de se retirer dans l'île de Maïorque, où ils pourront recevoir des secours de leurs familles et de leurs amis.

Le 27 mars, le prince de la Paix se démet de la place de premier ministre et de celle de sergent-major des gardes-du-corps. Le roi accepte cette double démission par un décret très-honorable pour son favori. Ce dernier conserve toute son influence à la cour, et son ascendant sur l'esprit du roi, quoique, depuis son mariage, il eût perdu beaucoup de son crédit auprès de la reine. Le ministre des finances, Saavedra, est chargé des fonctions de premier ministre. Le marquis de Ruchéna est nommé sergent-major des gardes-du-corps.

Une autre cédule, datée d'Aranjuez, le 28 mars, et signée de la main du roi, prohibe l'introduction des mar-

dragons pour monter la garde aux portes de son palais, et il marchait l'égal des infants. Il affiche néanmoins le patriotisme, envoie sa vaisselle à la monnaie, et abandonne à l'Etat, pendant la durée de la guerre, 500 mille réaux (125,000 francs) montant des traitements annuels de toutes ses charges, ne se réservant que celui de sa place de capitaine-général et la pension de sa femme.

Le 27 juin, meurt, dans la vingtième année de son âge, l'infante Marie-Amélie, fille puînée de Charles IV, et épouse de l'infant don Antonio.

L'ambassadeur Truguet, ayant eu quelques démêlés avec le ministre Saavedra, est rappelé en France et remplacé à Madrid, par Guillemardet qui présente au roi ses lettres de créance, le 8 juillet.

Les Anglais bloquent toujours Cadix; mais ils y laissent entrer sans obstacle tous les bâtiments grecs ou marocains, au moyen desquels cette place entretient des relations commerciales avec divers ports de la Méditerranée. Toutefois le rapprochement qui commence à avoir lieu entre les cours d'Espagne et d'Angleterre, par l'intervention du parti anglais à Madrid, et du cabinet de Lisbonne, a, dès le mois de juillet, une influence marquée sur le blocus. Des vaisseaux espagnols vont à Gibraltar, avec des passeports anglais, chercher le tabac de la Havane, que les navires portugais et anglais y ont apporté. Des officiers de la marine britannique déguisés viennent se dédommager à Cadix des ennuis de la mer; des bâteaux espagnols se chargent de leur blanchissage et pourvoient la flotte ennemie de vins et de fruits.

Le parti anglais prévalait alors à la cour : soutenu par la reine, il avait pour chef l'archevêque de Séleucie, Musquiz, confesseur de cette princesse, le grand-inquisiteur, le favori, le gouverneur du conseil de Castille, et les deux ministres de la marine et de la guerre, Grandallana et Alvarez. Les ministres Jovellanos et Saavedra étaient à la tête du parti qui voulait maintenir la paix avec la France, et vers lequel le roi penchait. Mais des attaques réitérées de paralysie forcent Saavedra de se démettre de la première secrétairerie d'État et des dépêches, dont le portefeuille est confié provisoirement, dans les premiers jours du mois d'août, à don Mariano Louis Urquijo, premier commis de ce département, toutefois sans titre, et seulement pour les affaires urgentes. Saavedra continue néanmoins d'administrer les finances. Son

ami, Jovellanos, ministre de grâce et de justice, et connu par plusieurs ouvrages philosophiques, dénoncé à l'inquisition, dont il avait voulu réformer le mode de procédure, surtout à l'égard de la prohibition des livres, est remplacé par don Jos. Ant. Caballero, protégé du prince de la Paix, et fiscal du conseil de la guerre. On laisse à Jovellanos le titre et les appointements de conseiller-d'État, et son procès n'a pas de suite, parce qu'on ne peut le condamner comme faux philosophe, ni comme ennemi de la religion et du saint office : mais Charles IV, trompé par les intrigues de ce tribunal, exile Jovellanos à Gijon, sa patrie, dans les Asturies (1), puis à Palma, dans l'île de Mayorque, en 1801. Il y fut renfermé dans le couvent des Cordeliers, où il demeura plusieurs années.

Don Pablo Olavidé, cette illustre victime de l'inquisition, obtient une justice tardive. Il est rappelé en Espagne, réintégré dans tous ses biens et nommé conseiller d'État.

La lettre de Grégoire, évêque de Blois, au grand-inquisiteur, imprimée en France, et traduite en espagnol, est répandue dans la Péninsule, à plusieurs milliers d'exemplaires. L'inquisition, forcée de répondre, publie sa propre apologie, en trois ou quatre volumes, composés par Riesco, inquisiteur à Valladolid, Blanco, depuis évêque de Léon, et le chapelain Villanueva, caché sous le nom d'Astengo. Mais don Jos. Yeregui, ancien précepteur des infants don Gabriel et don Antonio, et membre de ce tribunal, devant lequel il avait comparu, comme accusé de jansénisme, en 1792, compose une apologie de l'ouvrage de Grégoire, et l'envoie en France, pour y être publiée avec les pièces de son ridicule procès.

Au mois d'août, plusieurs personnages considérables, victimes de quelques intrigues, sont éloignés de la cour et relégués dans diverses villes du royaume. De ce nombre sont le général don Benito Pardo de Figueroa, inspecteur-général de l'infanterie, et gendre de feu don Bernard Galvez; les lieutenants-généraux Valdez et Negrete, les maréchaux de camp

---

(1) On prétendit que les ministres Saavedra et Jovellanos avaient été empoisonnés; et que ce dernier avait fait parvenir au roi un mémoire où, en lui dévoilant les intrigues de son favori, il n'avait pas assez ménagé la reine.

muré les fenêtres de leurs cachots, et on ne leur permettait d'autres lectures que celle de leurs livres de prières. La reddition de Mahon réveilla les juges de l'affaire de Figueras, et hâta l'issue d'un procès qui paraissait interminable. L'ex-gouverneur de Figueras, don André de Torrès, le commandant en chef de l'artillerie, Keating, le commandant en second de cette arme, et le commandant des Mineurs, sont condamnés à la dégradation et à la peine de mort. Plusieurs autres sont condamnés à la première de ces peines et à un emprisonnement plus ou moins long. Quelques-uns seulement sont acquittés, parce que leur détention, dit la sentence, avait suffisamment expié leur faute.

Une division espagnole revient à Cadix, après avoir laissé trois mille hommes dans les îles Canaries. Une autre petite escadre sort du Ferrol, avec un pareil nombre de troupes destinées pour l'Amérique.

1799. Charles IV, par une décision du 5 janvier, commue en un bannissement perpétuel la peine de mort, prononcée contre les quatre officiers supérieurs de la garnison de Figueras, et déclare que s'ils reparaissent jamais dans ses Etats, ils seront à l'instant conduits au supplice sans procédure juridique.

Sept décrets royaux, publiés précédemment, et ordonnant la vente des biens substitués, de ceux des fondations pieuses, des hospices, etc., biens réputés jusqu'alors inaliénables, ayant éprouvé des difficultés dans leur exécution; le roi, pour répondre aux réclamations qu'ils excitent de toutes parts, et applanir tous les obstacles, nomme une junte composée de deux membres du conseil de Castille, d'un membre du conseil des Indes et de celui des finances, et des deux magistrats qui étaient chargés de l'administration des biens invendus des Jésuites. Cette Junte a pour président le conseiller-d'État, don Ant. Despuig y Daneto, archevêque de Séville.

Le 4 février, une flotte marocaine, de huit vaisseaux de ligne, paraît devant Cadix et forme le blocus de ce port, après avoir parlementé avec quatre vaisseaux anglais, qui abandonnent ces parages, et vont ravager les côtes de la Catalogne.

Le roi d'Espagne use de la faculté que le Pape lui avait accordée, de s'approprier, pendant dix ans, la moitié de toutes les dîmes de son royaume, moyen le plus propre à soulager promptement les embarras du fisc espagnol, portés

au comble par l'interruption du commerce de l'Amérique.

Une ordonnance royale du mois de mars enjoint à tous les prêtres, moines, etc., qui se trouvent à Madrid et dans la résidence de la Cour, de retourner dans leurs diocèses respectifs et de reprendre leurs fonctions ecclésiastiques, dans le délai d'un mois, sous peine d'une forte amende, et d'une punition encore plus grave.

Les Anglais, avec une flotte de quatorze vaisseaux bloquent de nouveau Cadix. Mais, dans le même temps, les Espagnols leur prennent une frégate, deux brigantins et une galère, sortis de Gibraltar et chargés de vivres pour Mahon.

Au milieu de la détresse générale, le prince de la Paix reçoit une nouvelle faveur de la cour : on crée, pour lui, la charge, à peu près inconnue jusqu'alors en Espagne, de grand-amiral. Le brillant état de sa fortune colossale lui permet de faire don d'une somme très-considérable à son beau-frère, le marquis de Branciforte, ex-vice-roi du Mexique.

Le 31 mars, un traité de paix, de commerce, de pêche et de navigation, en 35 articles, est signé à Mekinez, entre l'Espagne et le roi de Maroc, Muley Soléiman. Les Espagnols et les insulaires des Canaries auront droit de pêche dans les mers, au nord de Ste.-Croix de Barbarie. Les matelots et effets marocains, pris sur les vaisseaux des nations en guerre avec l'Espagne, seront rendus sans rançon et réciproquement. Les bâtiments et effets marocains, capturés par une puissance en guerre avec Maroc, ne pourront être vendus dans les ports d'Espagne : cette condition est également réciproque. Les esclaves chrétiens, de quelque nation qu'ils soient, qui, s'étant soustraits à leur captivité, auront trouvé un asile sur les vaisseaux espagnols ou dans les forts et places que S. M. C. entretient sur la côte d'Afrique, ne pourront être réclamés par leur maître. La compagnie des Cinq Jurandes, de Madrid, continuera de jouir du privilége exclusif d'extraire des blés de Maroc, par le port de Darbeyda. En cas de rupture entre les puissances contractantes, les prisonniers ne seront pas regardés comme esclaves, mais traités et échangés, comme les prisonniers de guerre respectifs des nations européennes entre elles. Ce traité, ouvrage du ministre Urquijo, et dont la dernière clause s'exécute encore, ne fut publié que six mois après.

Charles IV, par un décret du 8 avril, ordonne une nouvelle émission de billets royaux, pour la somme de 800 millions de réaux (200 millions de francs). Comme ces billets

perdaient jusqu'à quarante-cinq pour cent, le gouvernement soumet à des mesures répressives tout individu qui recevra ce papier avec une prime au-dessus de huit pour cent.

Trois ou quatre mille hommes, commandés par le lieutenant-général O-Farrill, sont embarqués au Ferrol, sur une escadre qui met à la voile pour Rochefort, sous les ordres du lieutenant-général don Francisco Melgarejo.

La plupart des généraux exilés l'année précédente, sont envoyés à Barcelone, à Alicante, et autres ports voisins, avec ordre de se rendre à Maïorque pour commander les troupes qui s'y rassemblent, pourvoir à la défense de cette île, et reconquérir Mahon. Le général Pardo, et deux ou trois autres sont seuls exceptés de ce rappel.

Le ministère emploie tous les moyens possibles de faire face aux dépenses publiques. Deux trésoriers-généraux administraient les revenus publics, pendant un an, chacun à leur tour. Ils sont destitués pour cause de mécontentement ou d'économie, et remplacés par un seul trésorier-général.

Pendant le ministère de Saavedra, le roi avait permis aux navires neutres de commercer avec l'Amérique espagnole. Cette mesure offrait quelques avantages, mais paralysait l'industrie nationale. D'après les réclamations des négociants de Cadix et de Barcelone, Charles IV publie une cédule par laquelle il retire le privilége accordé aux neutres, et attribue exclusivement aux sujets espagnols le commerce de l'Amérique, en se conformant toutefois aux réglements.

Une tempête ayant dispersé la flotte anglaise qui bloquait Cadix, l'escadre espagnole, forte de treize vaisseaux, met à la voile de ce port, le 20 avril, sous les ordres de Mazarredo, et arrive à Toulon, le 20 mai, après avoir remporté un avantage sur les Anglais.

Le lieutenant-général don Augustin de Lancaster, que le feu roi avait autrefois éloigné de la cour, par égard pour la réputation de sa bru, Marie-Louise (alors princesse des Asturies), y est rappelé par Charles IV; il obtient une place de capitaine des gardes, et bientôt après le titre de duc. La charge de capitaine-général de la Catalogne, où il fut vivement regretté, est donnée au lieutenant-général don Ant. Cornel, qui avait successivement gouverné Maïorque et Valence, avec le même titre.

Le 13 mai, les maréchaux de camp don Stanislas Solano,

qui avait servi comme volontaire, sous Moreau, dans les armées françaises, et La Cañada, s'embarquent à Barcelone pour Maïorque. Le lieutenant-général, marquis de la Romana, qui devait commander l'expédition, met à la voile, de Valence; mais il est forcé par les corsaires de rebrousser chemin.

Le roi d'Espagne, ayant refusé de renoncer à son alliance avec le gouvernement français, et d'entrer dans la nouvelle coalition dont l'empereur de Russie, Paul Ier., s'est déclaré le chef; ce monarque renvoie l'ambassadeur espagnol. A cette nouvelle, Charles IV ordonne à l'ambassadeur de Russie de quitter Madrid dans 24 heures, et l'Espagne dans huit jours.

Une escadre espagnole, forte de dix-sept vaisseaux de ligne, dont cinq de 112 canons, de quatre frégates et trois brigantins, met à la voile de Cadix, le 12 mai, sous les ordres de Mazarredo, pour Maïorque, où devait se rassembler le grand armement préparé dans tous les ports espagnols de la Méditerranée et destiné contre Minorque: mais assailli par une tempête, à la hauteur de Marbella, sur la côte de Grenade, elle est forcée de relâcher à Carthagène, le 20, ayant huit vaisseaux démâtés, et tous les autres plus ou moins avariés. L'escadre du lord St.-Vincent, qui la poursuivait, est encore plus maltraitée et ne peut la joindre. Mazarredo reçoit ordre de retourner à Cadix.

La cour convoque à Madrid une assemblée du clergé, à laquelle sont appelés des députés de toutes les cathédrales. Il y est question de rendre à l'ordre ecclésiastique une partie des revenus dont on l'a dépouillé, à la charge toutefois de desservir les intérêts des billets royaux, lesquels s'élevaient annuellement à 90 millions de réaux. Mais on ne s'entendit pas. On ne voulut pas accorder au clergé l'administration de ses biens, et les conditions auxquelles il consentait à cette opération financière ne parurent pas acceptables.

Dans les premiers jours de juin, on débarque à Barcelone cinq à six mille hommes qui étaient à bord d'un convoi de plus de cinquante bâtiments, que Mazarredo devait prendre à son passage. On se contente de faire filer sur de petits navires, des renforts et des munitions à Maïorque, où huit à neuf mille hommes étaient déjà rassemblés. Mais les croisières anglaises empêchèrent toujours l'expédition projetée contre Minorque.

Sur les réclamations du contre-amiral Lacrosse, com-

hibés, sont condamnés par l'Inquisition de cette ville à deux mois de réclusion dans un couvent, à la suspension de leur commerce pour deux ans, à l'amende, et à être bannis de Valladolid, de Madrid et des résidences royales.

Le 1er. novembre, un combat s'engage dans le détroit de Gibraltar, entre une division de chaloupes canonnières espagnoles et un brigantin anglais, escortant trois navires marchands; après une action très-vive de deux heures, les Anglais ayant reçu le renfort d'une frégate et de trois canonnières; deux frégates espagnoles, parties de la Vera-Cruz, avec un chargement de quatre millions et demi de piastres, tant en argent qu'en productions coloniales, tombent au pouvoir des Anglais.

Au commencement de novembre, paraissent trois cédules royales, ayant pour objet de créer de nouvelles ressources au fisc. L'une exige le tiers de la valeur de tous les offices aliénés de la couronne. La seconde établit que les dépenses excédant les recettes de 300 millions de réaux (75 millions de francs), ce déficit sera couvert par une augmentation des contributions ordinaires de l'année 1800, augmentation qui sera répartie sur tous les contribuables de la monarchie, et qui durera jusqu'à la fin de la guerre. La troisième cédule crée un impôt somptuaire sur tous les objets de luxe, sur les chevaux, voitures, cabriolets, et principalement sur les domestiques des deux sexes. Une pareille mesure, dans un Etat peu industrieux et momentanément sans commerce, ne pouvait qu'augmenter le nombre des indigents.

Le jeune ministre Urquijo continuait à jouir de toute la confiance de Charles IV : il ne visait à rien moins qu'à faire supprimer le tribunal de l'inquisition, et à en appliquer les biens à des établissements de bienfesance et d'utilité publique. Il en présenta le décret à la signature du roi, qui, influencé par le clergé, ordonna seulement que le Saint-Office ne pourrait, à l'avenir, faire arrêter personne sans l'autorisation du souverain; que les prisonniers, après leur audition judiciaire, ne seraient plus au secret; que les pièces de leurs procédures leur seraient communiquées; qu'ils connaîtraient leurs accusateurs, etc. Ce coup d'autorité souleva contre Urquijo un parti puissant. L'archevêque de Saragoce en était le chef; c'était le père Joachim Company, ce général des Franciscains, qui, à la veille de la rupture avec la France, en 1793, avait proposé de lever

une armée de 40 mille moines, et de la conduire lui-même contre les *ennemis de l'autel et du trône.*

Don Miguel Jos. de Azanza qui, du ministère de la guerre, avait été porté depuis près de deux ans, à la vice-royauté du Mexique, en est rappelé pour venir siéger au conseil d'État : le maréchal de camp Marquina part pour le remplacer dans la Nouvelle-Espagne.

Le ministère ajoute aux impôts dernièrement établis, une contribution de 10 pour 100 sur les loyers des maisons, à la charge des propriétaires, et de 4 pour 100 à la charge des locataires, ainsi qu'une retenue de 10 pour 100 sur tous les traitements des fonctionnaires publics, sans en excepter la solde des troupes. Le gouvernement paie en billets royaux, avec une bonification de 6 pour 100, aux termes de la cédule du 17 juillet; mais les caisses publiques ne reçoivent que du numéraire effectif, ce qui ajoute au fardeau des impôts.

Au mois de décembre, le maréchal de camp, don Fr. Xav. Castaños, venu de Maïorque, va prendre le commandement des troupes rassemblées à la Corogne et sur les côtes de Galice, et destinées à être embarquées.

1800. Dans les premiers jours de janvier, les ports de Cadix et de San Lucar sont bloqués par l'amiral Keith, commandant d'une escadre britannique.

Une ordonnance de Charles IV porte que, pendant la guerre avec l'Angleterre, il ne sera permis d'introduire de cannelle en Espagne que par terre et par Baïonne, au moyen d'un certificat contrôlé par le consul espagnol de cette ville; et que pour plus grande sûreté, l'introduction ne pourra avoir lieu que par la douane de Vittoria.

Le 7 avril, le roi d'Espagne, d'après les réclamations de la France, signe une déclaration, par laquelle, interprétant sa cédule du 17 juillet de l'année précédente, relativement au cours forcé des valès, il ordonne que tous les engagements antérieurs ou postérieurs à l'époque de cette cédule, seront remplis désormais avec les espèces monétaires convenues entre les contractants.

Le 27 juin, un corps de 600 hommes est détaché de la Corogne et envoyé sur les frontières du Portugal, afin d'empêcher qu'il n'y soit exporté des grains, dont ce pays éprouvait la disette : c'était le prélude de l'invasion qui se préparait. Le prince de la Paix était enfin parvenu à triompher de

la répugnance du faible Charles IV, et la guerre allait bientôt éclater entre les deux puissances.

Charles IV, par une lettre du secrétaire d'État Urquijo, en date du 9 août, témoigne sa satisfaction au docteur Eloi de Caréno, médecin à Vienne, pour sa traduction latine de l'ouvrage anglais de Jenner, sur *l'inoculation de la vaccine*, à laquelle il avait joint ses propres observations et ses expériences. Le roi lui donne en même temps l'assurance qu'il introduira dans ses États cette nouvelle inoculation.

Le 25 août, une escadre anglaise de dix vaisseaux, sept frégates, sept balandres et autres bâtiments de transport, sous les ordres de l'amiral sir John Borlase Warren, et portant 15,000 hommes de troupes, commandées par sir James Pulteney, parut dès le matin à la vue du Ferrol, et jeta l'ancre, le soir, dans la baie. L'amiral détacha dix chaloupes avec des troupes qui, protégées par le feu de deux balandres et d'une frégate, débarquèrent sur la plage de Dominos et repoussèrent le détachement espagnol qui défendait une batterie; ensuite le reste de l'armée anglaise atterrit avec deux pièces de campagne et marcha pour s'emparer des hauteurs. Le commandant-général par *interim* du département de marine du Ferrol, don Francisco Melgarejo, fit aussitôt informer de ce débarquement le maréchal de camp, comte del Donadio, commandant des camps volants, le commandant-général par *interim* du royaume de Galice, don Fr. de Negrete, et le gouverneur de la place, afin qu'ils concourussent tous efficacement à sa défense et à celle de l'arsenal. Tandis qu'il mettait à couvert tous les postes de la marine, et qu'il en fesait armer tous les ouvriers, le lieutenant-général, don Joachim Moréno, commandant de l'escadre, après avoir observé les mouvements de l'ennemi, débarqua 500 hommes, qui arrivèrent assez à temps pour disputer le passage aux Anglais et pour les arrêter jusqu'à l'arrivée des secours amenés par le général Donadio et envoyés par le commandant-général Negrete. Un autre corps ennemi marcha pendant la nuit pour attaquer le fort Saint-Philippe; mais cette tentative fut encore sans succès. Enfin, le 26, la résistance des Espagnols, malgré l'extrême infériorité de leur nombre, le feu d'une batterie flottante de douze pièces de 24, et de quelques barques canonnières, et la difficulté des chemins pierreux, obligèrent les Anglais à se replier, vers les quatre heures du soir, sur la plage où ils avaient abordé, et à se rembarquer pendant la nuit,

après avoir brûlé quelques maisons sur la côte, la vigie de Monte-Ventoso, et emmené quelques troupeaux. Le roi accorda deux mois de solde, à titre de gratification, à toutes les troupes de terre et de mer qui s'étaient signalées dans cette circonstance. La perte des Espagnols ne fut que de cent hommes tués et blessés et trente à quarante prisonniers, suivant le rapport des Anglais, qui eurent seize rangs et files tués, et cinquante-huit rangs et files blessés, non compris un officier tué et quatre blessés. La relation espagnole suppose une perte beaucoup plus considérable, tant d'un côté que de l'autre, et compte au nombre des morts un général anglais.

Dès les commencements du mois d'août, la fièvre jaune s'était déclarée à Cadix, où on lui donna d'abord le nom de *vomito prieto* (vomissement noir), et elle se répandit bientôt à Séville et dans toute l'Andalousie. Le gouvernement fit établir un cordon de troupes au pied de la Sierra-Morena, afin de préserver de la contagion les autres provinces de l'Espagne; le port de Cadix n'en était pas moins tenu en état de blocus par l'amiral sir R. Bickerton.

Le 3 septembre, le général Alexandre Berthier arrive à Madrid et part le lendemain pour Saint-Ildefonse, où le roi et la reine le reçoivent avec la plus grande distinction. Il y signe, quelques jours après, avec le ministre Urquijo, le traité secret par lequel il fut convenu que l'infant don Louis de Parme, gendre de Charles IV, serait mis en possession de la Toscane, érigée en royaume d'Etrurie. Ce fut le premier piége que Buonaparte, alors premier Consul de la République française, tendit à la bonne foi de la branche espagnole des Bourbons.

Le 4 septembre, deux vaisseaux de ligne anglais et une frégate qui, depuis quelques jours, bloquaient aussi le port de Barcelone, forcent le capitaine d'une galiote suédoise de recevoir à son bord des troupes anglaises qui, à la faveur d'un pavillon neutre, pénètrent dans le port et s'emparent par trahison de deux frégates espagnoles. Charles IV, informé de cet événement, ordonne la destitution du capitaine général de la Catalogne, don Domingo Izquierdo (le même qui s'était distingué par la belle défense de Rosas, en 1795), pour cause de négligence, la mise aux arrêts de tous les autres chefs militaires, et leur traduction devant un conseil de guerre. En même temps, il dénonce ce trait de perfidie des Anglais à toutes les puissances en paix avec l'Espagne,

particulièrement à la Suède, par une circulaire adressée à tous leurs ambassadeurs résidant à Madrid.

Pendant qu'une épidémie cruelle désole Cadix et les environs, le lord Keith, avec une flotte de vingt vaisseaux, vingt-sept frégates et quatre-vingt-quatorze bâtiments chargés de troupes, aux ordres de sir Ralph Abercrombie, entre, le 4 octobre, dans la baie de Cadix, jusqu'à la pointe de Rotta. Les Anglais se préparent à débarquer entre cette position et le port Sainte-Marie, dans le dessein de bombarder Cadix ou d'incendier le vieil arsenal. Le lieutenant-général don Thomas de Morla, nouveau gouverneur de la place, où il était arrivé au plus fort de l'épidémie, instruit l'amiral anglais de la triste situation des habitants, et réclame les lois de l'humanité. Keith et Abercrombie, se méprenant sur le motif qui a dicté cette lettre, et l'attribuant à la crainte et à la faiblesse, répondent à Morla, non comme au gouverneur de Cadix, mais comme au capitaine-général de l'Andalousie et du département de la marine ; et promettent de se retirer, s'il consent à leur livrer tous les vaisseaux armés ou en armement, sans les équipages qui seront mis en liberté. Leur proposition est rejetée avec indignation. Le 6, la flotte anglaise mouille devant Cadix ; mais le 7, les vents ayant tourné, la forcent de s'éloigner. Ce jour-là même elle devait opérer un débarquement ; mais le brave gouverneur avait pris toutes les mesures pour leur résister.

La fièvre jaune continuait ses ravages en Andalousie ; l'épidémie fut dans sa plus grande violence à Cadix, du 12 août au 31 octobre. Il y avait alors 47,350 malades, sur lesquels il en périt 7,200, sans compter les troupes, qui perdirent 3,000 hommes. La population de Cadix, qui était de 75,000 âmes en 1799, fut considérablement diminuée. Séville, qui comptait plus de 80,000 habitants, y compris les faubourgs, en eut plus de 76,000 atteints de la contagion, et près de 15,000 y succombèrent du 28 août au 30 novembre. Dans l'île de Léon, le nombre des victimes allait à cent par jour ; à Chiclana, on n'en comptait pas moins de cinquante. La mortalité fut aussi effrayante à Rotta, Port-Real, Xerez, Sainte-Marie, San Lucar, etc. Le capitaine-général, don Thomas de Morla, déploya beaucoup de zèle, d'activité et de dévouement.

Le 11 novembre, arrivèrent à Paris vingt superbes chevaux andalous que le roi d'Espagne envoyait en présent au

consul Buonaparte. D'autres cadeaux aussi riches que galants furent encore échangés entre la cour de Madrid et le nouveau chef du gouvernement français. Ainsi, tandis que le midi de l'Espagne était en proie à un fléau dévastateur, Charles IV et la reine son épouse, séduits par les prévenances de Buonaparte, éblouis par sa réputation militaire, et trompés par le prince de la Paix, leur favori, appelaient sur leurs États et sur leurs têtes un fléau plus terrible.

Dans l'année 1800, le cardinal Lorenzana, qui s'était fixé en Italie, ayant envoyé sa démission de l'archevêché de Tolède, le prince Louis de Bourbon est élevé à ce siége primatial des Espagnes, et conserve celui de Séville : nommé cardinal la même année, comblé de titres et de biens, il jouit d'un sort digne de sa naissance, et ne songea point à troubler l'État par des prétentions qu'elle aurait pu lui suggérer, s'il n'eût pas embrassé l'état ecclésiastique.

Cette année vit mourir le capitaine-général de marine don Juan de Langara, qui avait été remplacé au ministère de la marine par le lieutenant-général, don Domingo Grandallana.

Le général don Jos. de Urrutia mourut aussi à Madrid, à l'âge de soixante-douze ans, avec les titres de commandant-général du génie et de l'artillerie, entouré de la considération publique, mais dans une sorte de disgrâce, parce qu'il avait refusé de commander sous les ordres du prince de la Paix, l'armée qui devait entrer en campagne contre le Portugal.

La haine du clergé contre le ministre Urquijo ne s'endormit pas. Des plaintes de la cour de Rome hâtèrent sa disgrâce. Abandonné du prince de la Paix, qui commençait à le regarder comme un rival, et contre lequel il s'était permis quelques plaisanteries, et devenu l'objet d'une triple procédure dirigée par trois inquisiteurs, il succomba, au mois de décembre, malgré l'estime et l'amitié du roi. Il fut envoyé à Pampelune et renfermé dans le même cachot de la citadelle où avait gémi Florida Blanca. Il y passa plusieurs années, au secret, et privé de papier, d'encre, de livres, de lumière et de feu. Son ami, don Jos. Espiga, aumônier du roi et membre du tribunal de nonciature, dénoncé en 1799, comme principal auteur du décret du 5 septembre, s'était maintenu par le crédit du ministre. Enveloppé dans sa disgrâce, il fut exilé à Lérida où il avait un canonicat.

Joseph I[er]. conserva, pour ministre des affaires du royaume Pierre da Motta e Silva, qui avait occupé ce poste important sous Jean V, et qui seul avait le titre de secrétaire d'État.

Ce ministre était malade à la mort du feu roi et le corps de ce prince, d'après les lois du royaume, ne pouvait être livré pour ses obsèques que par un secrétaire d'État. La reine mère avait de l'attachement pour la comtesse de Daun, épouse de Carvalho, qui avait déjà exercé des fonctions diplomatiques, et qui devint depuis si célèbre sous le nom de marquis de Pombal, elle le recommanda à son fils pour remplir ces formalités. Joseph I[er]. le nomma secrétaire d'Etat le 3 ou le 4 août 1750, et lui confia le département des affaires étrangères et de la guerre. La place de secrétaire d'Etat de la marine et du commerce restait encore vacante, l'abbé Diego de Mendoza de Cortéréal fut choisi pour la remplir.

A cette époque, la cour de Lisbonne était livrée à la dissipation et le désordre le plus complet régnait dans toutes les parties de l'administration. Le revenu de la couronne s'élevait de 25 à 30 millions qui ne suffisaient pas pour les dépenses, auxquelles on ne pourvoyait la plupart du temps que par des expédients. Ce désordre, suivant M. Balbi (*Essai statistique sur le Portugal*), était poussé au point qu'au décès de Jean V, malgré les sommes énormes entrées dans les caisses publiques pendant les vingt-trois années qui avaient précédé sa mort, le trésor ne put fournir aux frais des funérailles du monarque, et le crédit était tellement nul, qu'on fut obligé de recourir à un riche particulier pour y pourvoir.

On n'évaluait la force armée du Portugal qu'à seize mille hommes de troupes braves, mais mal disciplinées et mal vêtues, et cette évaluation était encore trop forte (1) : la marine royale ne comptait que quatorze à quinze vaisseaux

(1) M. *Balbi* ne porte ce nombre qu'à huit à dix mille hommes; et d'accord avec presque tous les écrivains qui ont traité du Portugal, il parle de l'avilissement dans lequel était plongé l'armée où il n'était pas rare de rencontrer *des valets de chambre parmi les capitaines de cavalerie et d'infanterie. José-Carlos-Pinto de Sousa* prétend, dans sa *Bibliotheca historica de Portugal*, que cette dernière assertion est une calomnie énoncée pour la première fois par l'auteur des *Lettres sur le Portugal*, d'où les autres l'ont copiée.

de ligne (1). Les sciences et la littérature n'étaient pas dans un état plus florissant. « A peine sait-on en Portugal qu'on » y imprime quelque ouvrage, » écrivait, en 1751, une personne fort éclairée qui résidait à Lisbonne. « Les Portugais » les plus versés dans la littérature de leur pays, ne connaissent qu'une petite partie de ce qui s'y passe. Les » imprimeurs et les libraires ne conservent aucune note » des ouvrages qui s'impriment ; et un livre qui se vend » chez un libraire est presque toujours ignoré de ses confrères et souvent même de celui qui le vend. Les Portugais n'ont pu encore parvenir à faire un catalogue » exact de leurs livres, et ne possèdent aucune bibliothèque » publique, etc. »

Les premiers actes du règne de Joseph donnèrent de grandes espérances et justifièrent les choix qu'il avait faits.

La capitation de 50 livres par tête établie au Brésil sur tous les nègres, sous le règne précédent, fut abolie par un décret du 3 décembre 1750, et remplacée par une contribution annuelle de 100 arrobes d'or offerte par les habitants; et un autre décret du même mois, en diminuant de moitié les droits sur les sucres et les tabacs du Brésil, en encouragea la culture et en augmenta la consommation. La fameuse loi somptuaire que Jean V avait rendue contre le luxe, le 24 mai 1749, et qui avait porté un coup funeste aux manufactures et au commerce étranger, fut modifiée par un alvara du 21 avril 1751 ; une ordonnance du mois de juillet suivant permit à toutes les nations d'introduire en Portugal les marchandises des Indes; des vaisseaux de guerre furent armés, et protégèrent la navigation contre les corsaires d'Alger et de Salé. Peu de jours avant la mort du feu roi, ces forbans avaient poussé l'audace jusqu'à venir mouiller à quelques lieues de Lisbonne. C'était surtout à Carvalho, qui ne tarda pas à prendre sur l'esprit du roi Joseph une très-grande influence, qu'on devait presque toutes ces mesures et d'autres encore qu'il serait trop long d'énumérer; car chaque jour voyait paraître de nouveaux réglements, dont plusieurs prouvent que leur auteur descendait dans des détails beaucoup trop minutieux. En cherchant à

(1) A la mort de Jean V, elle se composait seulement, suivant M. Balbi, de cinq à six vaisseaux et de sept à huit frégates, dans l'état le plus délabré, sans officiers, sans soldats et sans matelots.

relever le commerce de sa patrie, par des mesures qui n'atteignaient pas toujours le but, ce ministre actif et présomptueux s'attachait à abaisser les grands, et par des actes de rigueur auxquels ils n'étaient pas accoutumés, il leur fit sentir, mais peut-être avec des formes trop acerbes, qu'ils devaient se soumettre aux lois qui gouvernaient les autres citoyens; aussi leur haine contre lui augmenta-t-elle de jour en jour.

Le cardinal d'Acunha, grand-inquisiteur, mort au mois de décembre 1750, n'ayant pas été remplacé immédiatement, on crut d'abord que cette importante dignité ne serait pas rétablie, et que l'auto-da-fé du 8 novembre 1750, où cinq personnes avaient été brûlées, pourrait bien être le dernier du règne de Joseph. Un édit avait ordonné, il est vrai, qu'à l'avenir aucune exécution n'aurait lieu sans le consentement de la cour, sous les yeux de laquelle on devait mettre tous les jugements rendus, pour y être confirmés ou annulés. Mais le 24 septembre 1752 une personne fut encore brûlée dans un auto-da-fé. On doit cependant reconnaître que l'influence de l'inquisition était sensiblement diminuée, et qu'elle ne reprit jamais, sous le règne de Joseph, celle qu'elle avait eue précédemment.

La nation portugaise, autrefois si active et si entreprenante, avait laissé passer tout le commerce entre les mains des étrangers et surtout des Anglais qui s'étaient pour ainsi dire approprié la prodigieuse quantité d'or que le Brésil fournissait annuellement au Portugal, et qui ne fesait qu'y passer. Le gouvernement de Joseph entreprit de mettre un terme à ces exportations qui n'avaient jamais été que tolérées. Au mois de janvier 1752, des officiers anglais furent arrêtés chargés de matières d'or qu'ils portaient à bord d'un vaisseau de guerre de leur nation qui était au moment de mettre à la voile, et on parut décidé à en agir de même toutes les fois que de semblables extractions se renouvelleraient. Les négociants anglais établis en Portugal portèrent des plaintes à leur cour, et lord Tyrawley qui déjà avait résidé en Portugal pendant onze ans, en qualité d'envoyé extraordinaire, arriva à Lisbonne au mois de mars suivant. Il parvint, après quelques mois de négociations, à obtenir la restitution des matières saisies, et les choses furent à peu près rétablies dans leur ancien état.

Un édit rendu la même année (1752) fit cesser un abus nuisible à la population du Brésil. Les pères de famille de

cette colonie, pour se débarrasser de leurs filles, les envoyaient dans les couvents de Portugal avant l'âge de raison et les forçaient ensuite au célibat. Ils furent obligés d'obtenir auparavant l'autorisation du roi, et cette autorisation ne s'accorda qu'avec beaucoup de réserve.

En 1753, Joseph Ier. réunit à la couronne, par un édit, plusieurs fiefs qui en avaient été démembrés dans les possessions portugaises en Afrique et en Amérique; il augmenta ainsi les revenus de l'État et accorda pour dédommagement des pensions annuelles et des titres aux seigneurs dépossédés. Cet édit avait fait des mécontents; celui qui créa, l'année suivante, une compagnie pour le commerce exclusif de la Chine et des Indes, commerce permis jusqu'alors indistinctement à tous les citoyens, excita également des clameurs. Félicien Velho Oldenbourg, négociant de Lisbonne, fut mis à la tête de cette compagnie, dont il était à la fois le chef, le directeur et le caissier, avec des priviléges très-étendus.

Malgré tous les soins que le gouvernement portugais paraissait donner au rétablissement du commerce et de l'industrie, ses finances étaient dans un si déplorable état que les troupes de terre et de mer, et les employés même de la maison du roi n'étaient pas payés et qu'il fallut recourir à un emprunt, lorsque Joseph voulut se rendre à Salvatierra au mois de janvier 1754. Les dilapidations de toute espèce et les frais énormes qu'entraînait l'opéra italien que ce prince, passionné pour la musique, avait fait venir de Gênes, ne contribuaient pas peu à augmenter le déficit.

Pour mettre un terme aux discussions qui existaient entre le Portugal et l'Espagne sur la limite de leurs possessions respectives en Amérique et en Asie, le gouvernement de Jean V avait signé le traité de Madrid, du 3 janvier 1750. Entraîné par un enthousiaste nommé Gomez Pereira, qui représentait le Paraguai comme couvert de mines d'or, il avait consenti, par une des clauses de ce traité, à donner en échange des Sept-Aldées, situées entre le bord septentrional de l'Ybiari et le bord oriental de l'Uruguai, la colonie du Saint-Sacrement (1) avec la navigation de la rivière de

(1) Manuel Lovo, gouverneur de Rio-Janeiro, avait, vers 1680, jeté les fondements de cette colonie sur la rive septentrionale du fleuve de la Plata, en face des îles de Saint-Gabriel et de la ville espagnole de Buénos-Ayres.

la Plata. Le 16 septembre 1751, Joseph chargea Gomez Freire de Andrada, gouverneur et capitaine-général du Rio-Janeiro, etc., gouverneur de Minas-Geraes, de s'entendre avec les commissaires nommés par l'Espagne sur l'exécution du traité de 1750. Ils éprouvèrent de la part des peuplades indigènes, qu'on voulait faire changer de maître, une résistance opiniâtre qui fut attribuée aux conseils des jésuites, dont les missionnaires étaient parvenus à civiliser les Indiens et à établir parmi eux une espèce de république tributaire des couronnes d'Espagne et de Portugal, mais soumise d'ailleurs aveuglément à ces pères. Carvalho, qui n'aimait pas ces religieux, dont les talents et l'ambition lui portaient ombrage, profita de cette circonstance pour les discréditer auprès du roi. François-Xavier de Mendoça, frère de ce ministre, nommé, en juin 1751, gouverneur du Maranhan et du Grand-Para, fut envoyé, en 1753, en Amérique avec un corps de troupes et des instructions très-sévères qui paraissaient dirigées plutôt contre les jésuites que contre les Indiens considérés par la cour de Portugal comme de dociles instruments que les premiers dirigeaient à leur gré. Nous verrons plus tard quel fut le résultat des rapports envenimés que Mendoça adressait à sa cour.

Au mois de mars 1754, la place de grand-inquisiteur, restée vacante pendant plus de trois ans, fut donnée à Nuño da Silva Telles, sans qu'on apportât néanmoins aucun changement aux restrictions imposées précédemment au tribunal redoutable dont il fut établi le chef. Le 14 août de la même année fut marqué par la mort de la reine douairière de Portugal et par l'accroissement du crédit de Carvalho, qui fit créer, au mois de mai ou de juin 1755, la compagnie dite du Grand-Para, à laquelle on attribua le commerce exclusif du Maranhan. Les négociants portugais, que ces priviléges lésaient, ayant voulu se plaindre, furent mis en prison ou exilés.

Le 1er. novembre 1755, un tremblement de terre épouvantable qui se fit ressentir à Lisbonne, à Porto et dans les Algarves, et dont on éprouva des secousses à Madrid et dans d'autres villes d'Espagne, répandit la consternation dans tout le Portugal. Ce fut surtout à Lisbonne que ses ravages furent plus marqués : la plupart des édifices de cette ville, et entre autres le Palais royal, furent renversés ; plus de douze mille individus, parmi lesquels on doit citer le comte de Peralada, ambassadeur d'Espagne, furent écrasés sous les décombres : le roi lui-même eut à peine le temps

de se sauver avec sa famille. Ce fléau destructeur dura plusieurs mois, et dans ce long intervalle peu de jours s'écoulèrent sans qu'on ne ressentît de nouvelles secousses. A cette calamité s'en joignirent d'autres qui réduisirent les habitants à la plus affreuse misère. Le feu consuma leurs effets les plus précieux, les eaux du Tage s'élevèrent à une hauteur prodigieuse et se débordèrent avec tant d'impétuosité, qu'après avoir submergé un grand nombre de bâtiments, elles inondèrent les campagnes voisines : des pluies continuelles tombèrent pendant plusieurs jours avec une abondance effrayante, et des voleurs, profitant de ces tristes événements, se répandirent par bandes nombreuses et dépouillèrent les malheureux habitants de ce qu'ils avaient pu sauver des débris de leur fortune.

Les mesures les plus énergiques furent prises pour venir au secours des infortunés qui avaient pu échapper à ce désastre, et pour réprimer les désordres. Des patrouilles dont les chefs étaient autorisés à arrêter et à punir sur-le-champ, et sans procès, les malfaiteurs et les vagabonds qui se trouveraient dans les rues à une heure indue, et des gibets plantés aux environs de Lisbonne, et où deux cents cadavres étaient attachés, en répandant un effroi salutaire, assurèrent la tranquillité publique.

A la première nouvelle de ce funeste événement, les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre s'empressèrent d'offrir au souverain du Portugal des secours de toute espèce ; mais il ne crut pas en avoir besoin et les refusa, quoique plusieurs écrivains aient avancé le contraire. Les secousses étant devenues plus rares au commencement de 1756, les habitants qui, jusque-là, avaient campé hors de la ville, commencèrent à se rassurer et à regagner les débris de leurs anciennes résidences ; et le gouvernement s'occupa d'un plan général de reconstruction de la capitale.

Au mois de février 1756, le ministère portugais annonça l'intention de faire rebâtir l'hôtel des Douanes, que le tremblement de terre de l'année précédente avait détruit complètement, et qu'on avait remplacé momentanément par des baraques en bois. Pour subvenir aux frais, Carvalho fit imposer par le roi un nouveau droit de 4 pour 100 (1) sur

---

(1) Au mois de juin 1764, les sommes produites par cet impôt s'élevaient à six millions.

toutes les marchandises venant de l'étranger, et cet impôt fut maintenu malgré les vives réclamations du ministre d'Angleterre à Lisbonne, dont l'exemple ne tarda pas à être suivi par les autres ministres étrangers en Portugal. Nous verrons plus tard que le produit de cet impôt ne fut pas appliqué à la destination pour laquelle il avait été créé. Ce qui augmenta le mécontentement des Anglais, ce fut de voir les Portugais, dans l'état de détresse où les avait réduits le tremblement de terre, avoir recours pour s'habiller à une étoffe de laine non teinte qui se fabriquait dans quelques provinces du royaume. Le roi lui-même les encouragea par son exemple, suivi bientôt par une partie de la noblesse, paraissant en public vêtu de cette étoffe, quoique grossière et à vil prix. Ces commencements d'industrie ne se soutinrent pas, et le Portugal continua d'être comme auparavant tributaire de l'Angleterre.

Le 3 mai 1756, le roi voulant récompenser l'activité et le zèle que Carvalho avait déployés après le tremblement de terre, le nomma secrétaire d'Etat pour les affaires du royaume, place devenue vacante par la mort de Pierre da Motta (novembre 1755). Il se trouvait ainsi de droit à la tête du ministère; il y était de fait depuis long-temps. Carvalho se donna un collaborateur complaisant, en fesant confier à don Luis da Cunha (4 mai) le portefeuille des affaires étrangères et de la guerre qu'il résigna en sa faveur. Au mois de juin de la même année, il y eut à Evora un auto-da-fé où vingt-neuf hommes et trente-trois femmes furent condamnés à la prison perpétuelle et à d'autres peines très-graves; deux personnes y furent brûlées.

Au mois d'octobre 1756, les priviléges (1) accordés à la compagnie générale d'agriculture des vignes du Haut-Douro, créée par Alvara, du 10 septembre précédent, furent rendus publics. L'établissement de cette compagnie a eu pour résultat de changer un terrain auparavant en partie inculte, en l'un des cantons les plus peuplés du Portugal; mais il s'y glissa d'abord des abus, et des intérêts privés se trouvèrent lésés. Cet état de choses produisit, le 23 février 1757, un soulèvement qui inquiéta le ministère et qui

(1) Cette compagnie avait le commerce exclusif des vins de la province dont elle porte le nom, et elle étendait son octroi dans les quatre plus importantes capitaineries du Brésil, celles de Minas-Géraes ou Saint-Paul, de Rio-Janeiro, la Baie de tous les Saints et Pernambouc.

aurait pu avoir des suites fâcheuses, si l'on n'eût pris des mesures aussi promptes que sévères contre les révoltés. Un corps de troupes fut envoyé sur les lieux ; plusieurs des plus coupables furent punis de mort, d'autres furent condamnés aux galères ou à la déportation, et le *juge du peuple* de Porto, après avoir été ignominieusement cassé, fut condamné à un an de prison. L'administration de la compagnie, qui avait été un instant suspendue par une ordonnance du 19 mars 1757, reprit ses fonctions le 17 mai suivant.

Nous avons déjà vu que les Indiens du Paraguai avaient opposé une résistance opiniâtre à l'exécution du traité de limites du 13 janvier 1750, et qu'on avait imputé leur conduite aux instigations des jésuites. D'après les renseignements fournis par les commissaires que les deux couronnes d'Espagne et de Portugal avaient envoyés en Amérique, sur la conduite hostile de ces missionnaires, et d'après les rapports de Mendoça, gouverneur du Maranhan et du Grand-Para, qui s'attachait à peindre les jésuites sous les couleurs les plus odieuses, on leur retira l'administration temporelle sur les Indiens. Quelques-uns d'entre eux furent même arrêtés et envoyés comme prisonniers à Lisbonne, où ils arrivèrent au mois d'août 1757. Dès le mois de juin précédent, le gouvernement avait fait imprimer en français et en portugais, et répandre avec profusion la *Relation abrégée concernant la république que les religieux nommés jésuites des provinces de Portugal et d'Espagne, ont établie dans les pays et domaines d'outre-mer de ces deux monarchies, et de la guerre qu'ils y ont excitée et soutenue contre les armées espagnoles et portugaises*, etc. Au mois d'octobre de la même année, pour ôter aux jésuites l'influence qu'ils tiraient des confessionaux et de leurs liaisons à la cour, le roi, irrité de leur conduite au Paraguai, et des prédications sinistres qu'on leur attribuait sur les causes du tremblement de terre de 1755, les expulsa tous de son palais, et choisit pour son confesseur le provincial des franciscains. Tous les membres de la famille royale imitèrent cet exemple en prenant des confesseurs dans les autres ordres religieux. Ce fut dans ces circonstances, et le 20 du mois d'octobre, que mourut l'infant don Antoine, oncle du roi. Le 8 octobre 1757 et le 10 février 1758, le roi adressa au pape Benoît XIV deux représentations énergiques pour demander que les membres de la société de Jésus fussent ramenés à la pureté de leur institution primitive, et le souverain pontife, par un bref du

1er. avril de cette dernière année, nomma le cardinal Saldanha réformateur et visiteur général des jésuites du Portugal et des autres possessions de S. M. T. F.

La nomination du cardinal Saldanha, dont la sévérité et les liaisons avec Carvalho étaient connues, répandit la consternation parmi les membres de la société. Le 15 mai, ce prélat les déclara coupables de commerce illicite, leur défendit de le continuer, et leur ordonna, sous peine d'excommunication, de remettre sous trois jours aux subdélégués qu'il désigna, tous les livres et papiers concernant leurs différents trafics dans toutes les parties du monde, avec défense de les continuer à l'avenir. Il fut en même temps ordonné aux particuliers qui avaient des relations d'intérêts avec eux, de déclarer la nature et l'étendue de ces intérêts. Le 7 juin suivant, le cardinal Emmanuel, patriarche de Lisbonne, leur ôta les pouvoirs de prêcher et de confesser dans toute l'étendue de la patriarchale.

Après avoir d'abord refusé d'obéir, les jésuites de Portugal prirent le parti de se soumettre; ceux qui habitaient le Brésil obéirent immédiatement aux mêmes injonctions qui leur furent faites par les délégués du cardinal réformateur. Pendant que les procédures s'instruisaient avec activité, des pamphlets officiels présentèrent les jésuites aux yeux du public, comme ayant usurpé la liberté, la propriété, le gouvernement temporel et la cure perpétuelle des Indiens, et de s'être approprié le commerce exclusif de ces indigènes. Les marchandises qui se trouvaient dans leurs magasins de Lisbonne furent séquestrées, et le supérieur de la maison professe de cette capitale en fut exilé à soixante lieues. Tous les esprits étaient attentifs à l'issue de ce grand procès qu'on n'aurait pas osé entreprendre quelques années auparavant, lorsque, le 3 septembre 1758, sur les onze heures et demie du soir, le roi fut blessé au bras et à l'épaule droite, de deux coups de bracquemart qu'on avait tirés sur la chaise dans laquelle il se trouvait avec un seul domestique, à sa sortie d'Alcantara et à une demi-lieue de Belem. Ce prince rentra immédiatement à Lisbonne, et rendit, quelques jours après (7 septembre), un décret qui donnait à la reine les plus amples pouvoirs pour gouverner le royaume jusqu'à son rétablissement. Les ministres cachèrent soigneusement l'assassinat du roi, même aux ambassadeurs étrangers, sans doute afin d'en découvrir plus sûrement les auteurs: ce ne fut que le 9 décembre que le roi de Portugal fit connaître

officiellement le danger qui l'avait menacé, par un édit qui promettait des récompenses à ceux qui dénonceraient les coupables. Le corps diplomatique ne reçut que le 15 la communication de cet événement. Le 13, une ordonnance avait défendu de sortir du Portugal sans le passeport d'un commissaire désigné spécialement à cet effet, et le même jour trois des premiers seigneurs du royaume, Joseph Mascarenhas, duc d'Aveyro; François d'Assise, marquis de Tavora père, et Jérôme d'Ataide, comte d'Atonguia son gendre, furent arrêtés comme auteurs présumés de l'assassinat du roi. La marquise de Tavora mère fut conduite en même temps dans un couvent, et les jésuites, qu'on chercha à présenter comme ayant participé au complot, ou du moins comme l'ayant connu et approuvé, furent cernés par des troupes dans leurs couvents et reçurent défense de communiquer avec les séculiers. Le 12 janvier 1759, le tribunal de *l'inconfidence* déclara criminels de lèze-majesté et condamna à mort les trois seigneurs désignés ci-dessus, ainsi que la marquise douairière de Tavora, ses deux fils, dont l'un n'était âgé que de vingt-un ans, et quelques autres complices plus obscurs : ils furent tous exécutés le lendemain 13, et le 17 un édit confirmatif de la sentence du 12, en défendit à jamais la révision. Le provincial, quatre procureurs de la société de Jésus, les anciens confesseurs du roi et d'autres jésuites, parmi lesquels nous citerons le père Malagrida, furent jetés en prison, sous prétexte qu'ils s'étaient proposés d'ameuter le peuple si le roi avait été tué. Des arrestations eurent également lieu parmi les grands et dans les classes inférieures. La terreur était à son comble, lorsque, le 19 janvier, le roi envoya aux évêques de son royaume un mémoire intitulé: *Erros impios*, où sont rassemblées et réfutées les erreurs qu'on accusait les jésuites de répandre parmi les peuples. Le mois suivant, le juge des trahisons fit saisir et vendre leurs biens. La haine violente que Carvalho, nommé comte d'Oeyras, le 7 juin 1759, n'avait cessé de manifester contre eux, leur fesait attribuer les crimes les plus atroces. Il les peignait, aux yeux du roi, comme des hipocrites dangereux, d'une ambition sans bornes, dont la morale était fort relâchée, et à qui tous les moyens étaient bons pour acquérir du crédit et des richesses; il les accusait enfin d'avoir conseillé l'attentat commis contre sa personne, et les rendait responsables des maximes erronnées ou séditieuses répandues dans des livres imprimés en Italie et en

Allemagne, il y avait plus de cent cinquante ans, par quelques-uns de leurs confrères; Joseph partagea bientôt toutes les préventions de son ministre. Après avoir supprimé les colléges des jésuites, la direction générale des études fut confiée au principal d'Alméida, le 7 juillet 1759, et il fut ordonné qu'à l'avenir elles seraient conduites par les prêtres ordinaires. Cette mesure décisive n'était que le prélude d'une mesure plus décisive encore, et le 3 septembre suivant, le roi rendit une loi qui prononçait l'expulsion des jésuites de tous ses États.

Bientôt après, ces religieux, qu'on arracha des prisons pour les entasser sur des bâtiments, furent transportés en Italie, et plus tard (25 février 1761), les biens qu'ils possédaient dans les États du Portugal furent réunis à la couronne.

En fesant connaître à la cour de Rome l'assassinat du roi, le ministère portugais avait annoncé au saint-père que les jésuites y avaient pris part au moins indirectement. Il avait laissé entrevoir son dessein de les expulser du royaume, et avait demandé que le tribunal de conscience (*meza da consciencia*) pût juger, et même punir de mort, les ecclésiastiques qui seraient reconnus complices de cet attentat, et qu'il jouît à l'avenir de cette juridiction. Le pape chercha à calmer les ressentiments du roi de Portugal dans une lettre particulière qu'il lui écrivit; et dans un bref du 2 août 1759 qui l'accompagnait, il autorisa ce souverain à faire juger, par telles personnes qu'il voudrait, les jésuites entrés dans la conspiration contre sa personne; mais sans que ce consentement pût s'étendre à perpétuité et à tous les jésuites qu'on ne pouvait soupçonner d'y avoir participé sans aucune exception. Lorsque ce bref parvint à Lisbonne, l'expulsion des jésuites était déjà consommée: le ministère portugais refusa de le recevoir et profita d'une circonstance qu'il avait fait naître pour manifester son mécontentement d'une manière plus éclatante.

Le 6 juin 1760, Marie-Françoise-Élisabeth, princesse du Brésil, fille du roi, épousa l'infant don Pierre, son oncle. Des réjouissances publiques eurent lieu à cette occasion, et les hôtels de tous les ambassadeurs et ministres étrangers furent illuminés à l'exception de celui du cardinal Acciaioli (1), nonce du pape, près de S. M. T. F. Ce nonce,

(1) Il avait été nommé cardinal au mois de septembre 1759, et devait

qui depuis long-temps avait à se plaindre des procédés du ministère portugais à son égard, avait cru devoir agir ainsi, parce qu'il n'avait pas reçu l'avis officiel de ce mariage, donné cependant à tous les autres ministres. Sans entrer dans aucune explication avec lui, et sans daigner même en souffrir aucune, le ministère lui intima, le 14 juin, l'ordre de sortir du royaume dans le terme de quatre jours, et cet ordre était à peine donné, que, sans respecter la double qualité de cardinal et d'ambassadeur, la maison du nonce fut investie par de la cavalerie et de l'infanterie, dont le chef, pénétrant dans son appartement, fit entrer de force ce prélat dans une chaise qui le transporta en Espagne. Pendant que cette scène inconvenante se passait à Lisbonne, de vives discussions avaient lieu à Rome entre les ministres du pape et le commandeur d'Almada, ambassadeur du Portugal près du saint-siége, et proche parent de Carvalho; le départ de cet ambassadeur en fut la suite.

Le 4 août, trois édits du roi, en rappelant tous ses sujets des Etats ecclésiastiques, ordonnèrent à ceux du pape de sortir des domaines du Portugal. Tous recours en cour de Rome pour les bulles et dispenses furent en même temps défendus, à moins d'une permission expresse : l'entrée de toutes marchandises des Etats romains fut interdite, et tous ceux qui pouvaient en avoir chez eux durent en remettre l'inventaire dans les dix jours, sous peine de confiscation. L'ordre de sortir du Portugal dans les vingt-quatre heures, donné plus tard à l'auditeur de la nonciature, établit une rupture complète entre les deux cours.

Les mesures que le comte d'Oeyras (car c'est lui qui, sous le nom de Joseph Ier., gouvernait despotiquement le royaume), avait fait adopter contre la cour de Rome et contre les jésuites, qu'il cherchait, par des négociations, à faire proscrire dans les autres cours de l'Europe, étaient au moins très-sévères : elles atteignirent tous ceux qui osaient lui résister, quelle que fût leur naissance. Les grands seigneurs reçurent, au mois de juillet 1760, la défense de rendre visite aux ministres étrangers; les prisons se remplirent de détenus, les exils se multiplièrent; les frères naturels du roi, dont l'un était grand-inquisiteur et l'autre

bientôt quitter Lisbonne où sa nouvelle dignité ne lui permettait plus de résider comme nonce.

archevêque de Braga, ne furent pas à l'abri des violences du ministre, et reçurent tous deux, sous des prétextes frivoles, l'ordre de sortir de Lisbonne.

Quoiqu'il résultât de l'état du chargement de la flotte du Grand-Para, arrivée à Lisbonne, le 28 mai 1759, que le commerce du Maranhan avait diminué des deux tiers depuis qu'il se fesait par compagnie, le comte d'Oeyras en fit instituer une nouvelle, le 30 juillet de la même année, sous le titre de *Compagnie générale de Pernambouc et Paraiba.*

Au mois d'août 1759, une flotte anglaise, commandée par l'amiral Boscawen, avait surpris et brûlé, sous les canons du fort de Lagos, quelques vaisseaux français aux ordres de M. de la Clue. La cour de Versailles se plaignit vivement de cette violation du droit des gens, et le comte d'Oeyras se détermina à en demander satisfaction à la cour de Londres, qui envoya, au commencement de 1760, lord Kinnoul à Lisbonne pour faire la réparation qu'on avait exigée; mais elle fut incomplète, la valeur des vaisseaux illégalement capturés n'ayant pas été rendue, et les coupables n'ayant pas été punis.

Le désir de faire de la ville de Lisbonne une des plus belles capitales du monde, par la disposition de ses rues et la régularité de ses maisons, fit rendre, le 15 octobre 1760, un édit qui ordonna la démolition de tous les édifices qui avaient échappé au terrible tremblement de terre de 1755. Malgré quelques murmures, cet édit reçut son exécution. Quoique les secousses qui se firent ressentir par intervalles, et notamment le 31 mars 1761, causassent quelques ravages, le ministère, par une constance digne d'éloges, ne se laissa point abattre par l'effroi qu'elles inspirèrent, et une autre Lisbonne sortit plus belle des cendres de l'ancienne capitale.

Le 12 février 1761, une convention conclue entre l'Espagne et le Portugal, combla les désirs de cette dernière puissance, qui n'avait jamais pu dissimuler les regrets que lui avaient causés la cession de la colonie du Saint-Sacrement. D'après la convention, cette importante possession lui fut restituée, et les limites en Amérique et en Asie furent rétablies dans le même état où elles étaient avant le traité de 1750, qui demeura comme non avenu.

Le 25 juillet 1760, un édit avait créé une intendance-générale de police; au mois d'avril de l'année suivante fut

fondé le collége royal des nobles, où cent jeunes *Fidalgos*, établis dans l'une des maisons qui avaient appartenu aux jésuites, durent recevoir une éducation conforme à leur naissance (1).

Le 21 août 1761, la princesse du Brésil, fille du roi, donne naissance au prince de Beira, qui reçoit les noms de Joseph-François-Xavier. Joseph I[er]. en fit part directement au pape, et sa lettre semblait annoncer le désir d'une réconciliation; mais quoique la réponse du saint-père fut conçue dans les termes les plus affectueux, cette correspondance ne produisit, pour le moment, aucun résultat, parce que le comte d'Oeyras ne le désirait pas. Ce ministre vindicatif semblait avoir oublié le père Gabriel Malagrida qui languissait depuis plusieurs années dans les prisons, lorsqu'on se convainquit bientôt que la haine qu'il portait aux jésuites était toujours implacable, et qu'elle n'était que trop bien servie. Les interrogatoires qu'on avait fait subir à ce religieux, et la confrontation des témoins produits contre lui, n'ayant pu fournir aucune preuve de sa participation à l'assassinat du roi, il fut remis au tribunal de l'inquisition qui le déclara hérétique par ses doctrines, ses révélations, ses visions et les faux principes qu'il soutenait, et le condamna en conséquence à être livré à la justice séculière qui prononça contre lui un second jugement en vertu duquel il fut étranglé et brûlé dans *l'auto-da-fé* du 20 septembre 1761, où trente-trois personnes figurèrent avec lui, mais dont aucune ne subit la peine capitale. Le plus simple examen des ouvrages, des interrogatoires et des réponses de Malagrida prouve jusqu'à l'évidence que ses erreurs et le ridicule de quelques-unes des propositions qui motivèrent sa condamnation, doivent être attribués à l'imagination exaltée d'un vieillard en délire, qui, jusqu'à son emprisonnement, avait été considéré comme rempli de vertus et employé avec succès dans les missions de la province de Maranhan.

Depuis quelques années, l'Angleterre et la France se fesaient une guerre opiniâtre, lorsque, par suite du pacte de

---

(1) On doit remarquer ici que presque tous les grands établissements fondés au Brésil, sont dus aux jésuites. C'est à eux qu'on doit l'encouragement de la culture du sucre; et leurs maisons qui servent de résidence aux gouverneurs et aux évêques, sont les seules qu'on pourrait appeler palais, si ce terme n'était pas trop pompeux pour le Brésil.

famille conclu le 15 août 1761, et des agressions multipliées que la première de ces puissances avait commises contre l'Espagne sans y être aucunement provoquée, celle-ci lui déclara la guerre au mois de décembre de la même année. Le ministère portugais craignit, dans cette circonstance, de ne pouvoir conserver long-temps la neutralité, qu'il lui était difficile de faire respecter, à cause de l'état déplorable où se trouvait réduit le royaume, dont les forces réglées ne s'élevaient pas à vingt mille hommes (1), d'ailleurs mal payés, mal vêtus, sans armes et surtout sans discipline. Déterminé à ne pas se prononcer contre l'Angleterre, s'il ne pouvait rester neutre, il sollicita son appui, aussitôt qu'il eut appris les préparatifs hostiles de l'Espagne. Il venait d'obtenir l'assurance d'une puissante protection, lorsque les ministres de France et d'Espagne à Lisbonne, lui présentèrent conjointement, le 16 mars 1762, un mémoire dans lequel ils demandaient que le Portugal se joignît à eux dans cette lutte, et déclaraient que les troupes espagnoles entreraient sur le territoire portugais sans autre avis ni consentement, et qu'il resterait au choix de S. M. T. F. de les considérer comme amies ou comme ennemies. La fierté avec laquelle cette sommation menaçante fut reçue par le ministère portugais étonna les cours alliées, auxquelles il déclara le premier la guerre le 18 mai, lorsqu'il eut appris qu'une armée espagnole, commandée par le marquis de Sarria, avait pénétré en Portugal, et s'était emparée sans obstacle de la province de *Tra-los-Montes*. Dès le 12 du même mois, les ministres des deux couronnes avaient quitté Lisbonne. Les recrues se levaient avec tant d'activité, qu'au 1er. mai le nombre des troupes était de 44,800 hommes. Une partie des secours promis par l'Angleterre était déjà arrivée, sous les ordres de lord Lowdon, le reste ne tarda pas. Le comte de la Lippe-Schauenbourg (2), le prince de Mecklenbourg-Strelitz, et quelques autres officiers marquants, furent aussi envoyés à Lisbonne par la cour de Londres. Le comte de la Lippe reçut du roi de Portugal le titre de maréchal-général, avec une autorité absolue sur ses troupes, et carte blanche pour toutes les opérations. Il

(1) M. Balbi prétend qu'elles n'étaient même pas de 10 mille hommes; nous pensons que son assertion est exagérée.

(2) Plusieurs écrivains l'appellent le Comte de la Lippe-Buckebourg.

s'occupa d'abord à réformer les débris encore subsistants de l'armée portugaise, en créa une nouvelle composée de trente-trois bataillons d'infanterie et de vingt-six escadrons de cavalerie, restaura les fortifications des places frontières et présida à la construction de la citadelle de la Lippe à Elvas, regardée comme un chef-d'œuvre de construction militaire. Mais cette guerre se borna à quelques combats de détachements et à la retraite inattendue de l'armée espagnole, qu'on attribua, soit au manque de vivres, soit à une maladie épidémique; elle provenait plutôt de la désunion des généraux espagnols, fomentée par celle de la cour de Madrid, où la famille royale, à l'exception du roi, était contraire à l'invasion du Portugal.

Toutes les puissances belligérantes ayant un égal désir de la paix, des préliminaires entre la France et l'Espagne d'un côté, la Grande-Bretagne et le Portugal de l'autre, furent signés à Fontainebleau, le 3 novembre 1762, et suivis de la paix définitive entre les mêmes puissances, qui fut signée à Paris, le 10 février 1763. Par ce traité, ceux de 1668, de 1715 et de 1761, entre l'Espagne et le Portugal, celui de 1713 entre cette dernière puissance et la France, et en général tous les traités qui existaient avant la guerre furent renouvelés, et les choses devaient être remises au même état où elles étaient avant les hostilités; par conséquent le Portugal devait rentrer dans la possession de la colonie du Saint-Sacrement dont les Espagnols s'étaient emparés, et qui ne lui fut restituée qu'au commencement de 1764.

L'année 1763 n'offrit aucun autre événement remarquable; car nous ne comptons pas dans ce nombre les difficultés qui s'élevèrent entre le Portugal et l'Espagne, relativement à l'alternative pour la signature du traité définitif de paix et les discussions qui eurent lieu entre les cours de Lisbonne et de Londres, au sujet des frais que cette dernière avait faits pour secourir le Portugal pendant la guerre qui venait de se terminer. Ces frais portés à une somme énorme, furent réclamés avec instance; mais les Anglais durent transiger, parce que le ministère portugais, qui avait pensé que les secours fournis étaient gratuits, éleva toutes sortes de difficultés.

Le 24 avril 1764, le roi de Portugal rendit un décret par lequel il réservait à sa connaissance les cas d'excommunication foudroyée contre ses tribunaux, magistrats, ministres

ou officiers de justice; et au mois de juillet de la même année, les évêques reçurent la défense d'ordonner aucun prêtre sans un décret spécial du souverain.

Le roi créa, en 1764, l'école de navigation, établissement digne d'éloges et dont le besoin se fesait sentir.

Au mois d'avril 1765, la fameuse bulle du pape *Apostolicum pascendi munus*, confirmative de l'institut des jésuites et des bulles et brefs que les parlements de France avaient fait lacérer et brûler publiquement, étant parvenue en Portugal, le procureur-général de la couronne fit, à ce sujet, un réquisitoire virulent dans lequel il repoussa avec énergie les prétentions qui y étaient émises sur la juridiction ecclésiastique. Ce réquisitoire servit de texte à une loi qui déclarait la bulle obreptice et nulle. Une ordonnance du mois de septembre de la même année, accorda à tous les sujets du Portugal la liberté de la navigation à la baie de Tous-les-Saints et à Rio-Janeiro; et le mois de novembre suivant vit paraître une loi très-importante sur le commerce et la culture des vins en Portugal; d'après cette loi, une grande partie des vignes fut arrachée, afin d'augmenter la valeur des vins.

Le 19 mars 1766 eut lieu, avec une pompe extraordinaire, l'ouverture du nouveau collége des nobles.

La mort des évêques de Viseu et de Portalègre avait rendu ces siéges vacants: le roi, sans se concerter avec Rome, nomma de sa propre autorité les nouveaux sujets qui devaient les remplir, et d'après une décision d'une junte présidée par le comte d'Oeyras, et où assistèrent l'archevêque d'Evora, plusieurs magistrats et des membres du clergé séculier et régulier, ils furent autorisés, au mois de juin, à prendre, avant leur confirmation par le pape, le gouvernement de leur diocèse et à entrer en possession des revenus. Cette démarche hardie pour le Portugal, fut suivie, au mois de juillet, d'une loi qui restreignit les legs pies faits au préjudice des héritiers naturels, et d'une ordonnance rendue au mois de novembre, qui ôta à la juridiction ecclésiastique, la compétence sur ce qui concerne les mariages et la main-morte.

Le 3 août 1766, mourut l'infant Emmanuel, frère du roi; le 26 décembre fut conclue une convention de commerce entre le Portugal et le Danemark; et le 13 mai 1767, la princesse du Brésil accoucha d'un prince qui fut

nommé Jean-Marie-Louis-Joseph-François-Xavier-Antoine-Dominique-Raphaël (1).

Le 28 août de cette dernière année, une loi défendit à toutes personnes de demander et de recevoir des lettres de confrérie, association, privilége du général des jésuites ou de ses délégués, sous peine d'être considéré comme criminel de lèse-majesté.

Le roi de Portugal, prince zélé pour la religion, voyait avec peine la scission qui régnait entre lui et la cour de Rome; cependant subjugué par son ministre, dont les vues étaient différentes, il ne répondit que par des expressions générales de respect au bref que le pape lui adressa au mois de septembre pour amener une réconciliation. La suspension de la bulle de la croisade, faute de renouvellement, privait le trésor d'un revenu considérable, et un grand nombre de mariages ne pouvaient être célébrés faute de dispense; mais ces inconvéniens n'arrêtaient pas le comte d'Oeyras qui, tout en continuant de négocier avec la cour de Rome pour satisfaire son souverain, employait tous ses efforts pour déterminer la France et l'Espagne (2) à se réunir au Portugal afin de faire assembler un concile général qui mît des limites à l'autorité des papes. Les cabinets de Versailles et de Madrid étaient, à cette époque, extrêmement irrités contre le saint père, qui avait fulminé un bref contre quelques édits de l'infant, duc de Parme, relatifs à la discipline ecclésiastique. Ce bref fut supprimé en Portugal par ordonnance du 30 avril 1768; une ordonnance du 2 du même mois avait déjà supprimé la bulle *in cœna Domini*, publiée par Pie V, en 1568, et admise jusqu'à ce moment dans les Etats de S. M. T. F., quoique proscrite en France, dès 1580, par arrêt du parlement de Paris. Le 5 avril, un édit proscrivit *l'Index expurgatoire*, que les jésuites avaient, dans le temps, fait adopter par l'inquisiteur-général, et y suppléa par la création d'un bureau de censeurs royaux.

Le 16 janvier de cette année, un décret apporta quelques modifications à la culture des vignes et au commerce économique des vins de la province de Douro; et vers la même

(1) Il est nommé dans l'almanach Jean-Joseph-Louis.

(2) Cette dernière avait expulsé les jésuites de ses Etats, au mois d'avril 1767.

époque, des malfaiteurs tirés des galères, et des filles de mauvaise vie, furent transportés au Brésil pour y augmenter la population de la colonie de *Matto - Grosso ;* un réglement, du 4 juillet, contre les gens de main-morte fit rentrer dans les mains des particuliers laïques, ceux de leurs biens acquis et réunis en contravention aux lois du royaume. Mais la mesure qui signala surtout l'année 1768, fut le décret du 2 mai, qui déclara nuls et non avenus les rôles, conservés à la chambre des comptes, de la répartition des sommes considérables que les *nouveaux chrétiens* payèrent sous le règne de don Sébastien, pour se délivrer des vexations auxquelles ils étaient exposés par des délations, sous prétexte d'avoir judaïsé. On désignait, sous le nom de nouveaux chrétiens, tous les individus qui descendaient des Maures ou des Juifs, à quelque époque reculée que remontât cette origine, et quoique leurs ancêtres et eux-mêmes professassent la religion catholique; cette mesure, aussi juste que politique, fait honneur au ministère de Pombal.

Le Portugal, quoique en paix avec l'empereur de Maroc, vit cependant, au commencement de 1769, l'un de ses établissements d'Afrique, celui de Mazagan, attaqué par ce souverain à la tête d'une nombreuse armée. Le gouverneur portugais, hors d'état de résister, après avoir négocié quelque temps, prit le parti de faire sauter les fortifications de la place, le 1er. mars, et se sauva avec la garnison et les habitants qu'on transporta ensuite à l'embouchure du fleuve des Amazones, où ils formèrent la colonie de *Saint-Jean-de-Macapa.* Une trève d'un an fut signée aú mois de septembre entre le Portugal et Maroc.

La jurisprudence du Portugal avait depuis long-temps besoin d'une grande réforme; elle fut opérée par la loi célèbre du 18 août 1769, qui ne conserva du droit romain que les seules lois conformes au droit naturel. Dans les procès civils, et purement temporels, le droit canonique ne fut plus en vigueur; les commentaires d'Accurse et de Bartole ne firent plus autorité, et dans les cas non prévus par les lois portugaises, on dut suivre celles de la nation qui, dans cette matière, se rapprochait le plus des mœurs et des usages du Portugal.

Par son édit du 4 septembre, le roi Joseph chercha à donner plus d'activité aux manufactures de ses Etats, en restreignant l'exportation des laines ; l'édit publié le 26 du même mois fit cesser les désordres que causaient les accusations

de concubinage ; d'après cet édit, les célibataires ne purent être cités que pour un concubinage scandaleux, et les gens mariés eurent seuls le droit de porter en justice les plaintes réciproques de leur infidélité. Une autre loi encore plus nécessaire, en interprétant celle du 25 juin 1765, mit les héritiers légitimes à l'abri des caprices des testateurs et de la cupidité des gens de main-morte.

Le tribunal de censure ayant condamné au feu, le 3 avril 1769, un livre trouvé dans les papiers de l'évêque de Coimbre, et intitulé : *Thèses, maximes, exercices et observances spirituelles de la Jacobéa* ou du *Jacobisme*, la secte des *Jacobéos*, *Jacobites* ou *Béats*, dont il était comme le catéchisme, et qui avait fait de grands progrès dans toutes les classes, fut poursuivie avec sévérité, et tous les ouvrages infectés de jacobisme furent supprimés par une sentence que le même tribunal rendit le 24 juillet suivant (1).

Par une contradiction qu'on ne saurait expliquer, les quatre propositions contenues dans le *Mémoire sur les libertés de l'église gallicane*, furent censurées par un édit du 2 mai, qui parvint à Rome au moment où le cardinal Ganganelli venait d'être élu pape, sous le nom de Clément XIV (19 mai). Cet édit fut très-agréable au souverain pontife, qui n'éprouva pas une moins vive satisfaction de la loi rendue le 12 juin suivant, pour autoriser trois bulles de Benoît XIV contre les violateurs du secret de la confession, dont la procédure et le châtiment furent attribués au saint-office. Quoique Clément XIV n'ignorât pas que sa nomination n'avait pas obtenu l'assentiment de la cour de Lisbonne, parce qu'il avait été moine avant de parvenir au cardinalat, il chercha à préparer les voies de réconciliation avec cette cour, en nommant, au mois de décembre, le prélat Conti, son neveu, pour y résider en qualité de nonce. Le 4 du même mois, le roi de Portugal, en sortant avec toute sa cour du château de Villaviciosa pour chasser dans le parc, fut assailli par un ancien soldat d'artillerie vêtu

(1) Cette secte créée vers 1729, par le père François de l'Annonciation, quoique plusieurs écrivains attribuent son origine au père Gaspard de Govea, tirait son nom de l'obligation imposée par le fondateur d'avoir toujours les yeux attachés sur l'échelle mystique de *Jacob*, qui unit le ciel et la terre. Sans cesse pénétrés des pensées que le patriarche eut dans sa vision, les jacobites ne devaient plus s'occuper qu'à lutter contre les vices, pour monter à cette échelle et parvenir au ciel.

en paysan et armé d'une massue ; ce prince ne reçut qu'une légère contusion à la main, parce qu'il eut l'attention de pousser son cheval contre l'assassin. Ce dernier fut arrêté, et comme il résulta de ses interrogatoires et des renseignements qu'on recueillit sur son compte, qu'il était depuis long-temps privé de raison, on se borna à l'enfermer dans une maison d'aliénés. Le pape écrivit, à cette occasion, le 29 janvier 1770, une lettre circulaire à tous les évêques de la chrétienté, et les termes dans lesquels elle était conçue, annonçaient que la bonne intelligence ne tarderait pas à être complètement rétablie entre le saint-siége et la cour de Lisbonne. Le nonce Conti arriva en effet dans cette capitale, le 28 juillet, et les honneurs avec lesquels on l'accueillit, furent tellement extraordinaires, que le pape fit frapper une médaille pour consacrer la réconciliation des deux couronnes. Il avait précédemment élevé à la dignité de cardinal don Paul de Carvalho, frère du comte d'Oeyras; mais ce prélat avait cessé de vivre lorsque le bref qui le nommait parvint à Lisbonne. Le 22 août, la nonciature fut rétablie, en apparence, sur le même pied qu'avant la rupture, et les communications furent rouvertes par un édit du 25 du même mois.

Le *rétablissement* de la bonne harmonie entre le Portugal et le saint-siége, combla les vœux du roi très-fidèle, et valut au comte d'Oeyras le titre héréditaire de marquis de Pombal (17 septembre 1770), qui plaça ce ministre dans un rang distingué parmi la première noblesse du royaume. Un édit, du 30 du même mois, enjoignit aux maîtres d'école de mettre entre les mains de leurs élèves le *Cathéchisme de Montpellier;* et deux édits du 7 novembre suivant, défendirent l'entrée des chapeaux étrangers, et établirent une semblable prohibition pour la porcelaine et la faïence, en exceptant seulement celle des Indes et de la Chine importée sur des vaisseaux portugais. Le dernier acte remarquable de l'année 1770, fut une loi du 23 novembre, qui réforma l'abus introduit dans l'ordre judiciaire, dont les offices passaient des pères aux enfants, d'après un droit supposé appelé *consuétudinaire*.

14 janvier 1771, mort de Marie-Françoise-Dorothée, fille du roi. Un bref du pape Clément XIII, du 23 août 1766, concernant la réforme des couvents de religieuses du royaume, fut imprimé et publié le 25 février 1771, et ne tarda pas à être mis à exécution ; au mois de novembre, la

bulle *de la croisade*, dont le nouveau pape avait autorisé le renouvellement, fut publiée en grande cérémonie et reçue par tous les Portugais avec un vif enthousiasme. Pour favoriser l'industrie de ses sujets, Joseph fit revivre l'arrêt de 1749, qui défendait l'entrée dans les domaines du Portugal de toutes les étoffes de laine étrangères; et par un édit du 23 février, il suspendit l'effet de celui de 1766, qui forçait tous les particuliers à recevoir en paiement les actions des compagnies privilégiées : les étrangers en avaient été exemptés dès l'année 1768. Deux lois du mois de décembre, réprimèrent les fraudes qui avaient lieu sur les vins de Porto, exemptèrent des droits d'entrée les chapeaux fabriqués dans toutes les manufactures du royaume et des domaines du Portugal, et les firent ainsi participer au privilége dont jouissaient déjà les fabriques de Pombal. On doit remarquer qu'à cette époque on n'imprimait à Lisbonne aucune espèce de gazette.

Un édit du mois de mars 1772, exempta de toute redevance les terrains défrichés, et deux autres édits du 13 du même mois, réglèrent l'administration du collége des nobles, où il fut défendu, au mois de novembre, de donner des leçons de mathématiques, l'enseignement de cette science étant restreinte à l'université de Coïmbre. Cette université venait d'éprouver une réforme complète à laquelle le marquis de Pombal avait présidé comme lieutenant-général du roi. Pour préparer les esprits à l'importante révolution qu'il méditait depuis long-temps, ce ministre l'avait fait précéder par la publication de l'*Histoire abrégée* de cette université, où l'on opposait l'ancienne splendeur de cet établissement à l'état de décadence dans lequel il était tombé, décadence attribuée aux intrigues et aux innovations des jésuites, qu'on accusait d'avoir été funestes aux sciences et aux beaux-arts. L'histoire de tous les peuples qui ont confié le soin de l'éducation aux membres de la compagnie de Jésus, démontre le peu de fondement de cette accusation qu'on ne peut attribuer qu'à la haine que leur portait le ministre portugais. Quoi qu'il en soit, il paraît que plusieurs de ces réformes furent faites avec discernement, et qu'on doit le louer de les avoir entreprises. Il ne mérite pas moins d'éloges pour les réglements qu'il fit publier le 10 novembre 1772, afin de répandre l'instruction élémentaire dans les possessions portugaises de toutes les parties du monde. Au mois de mars de cette

année, l'union qui existait entre les cours de France et de Portugal, les détermina à revêtir leurs agents diplomatiques respectifs, du caractère d'ambassadeurs; ils ne portaient précédemment que celui de ministres plénipotentiaires.

Une loi du 16 janvier 1773 déclara libres et habiles à posséder toutes sortes d'emplois les esclaves nègres, mulâtres ou blancs qui prouveraient que leur mère, leur aïeule et leur bisaïeule avaient été dans l'esclavage; ceux qui ne pouvaient faire cette preuve que jusqu'à la seconde génération, devaient servir jusqu'à leur mort, à moins qu'ils ne fussent nés depuis la publication de cette loi. Pour améliorer le sort des habitants de l'Algarve, le roi de Portugal rendit, le même jour, un édit pour réformer l'abus qui s'y était introduit depuis long-temps, de céder des terres et autres biens, pour en tirer un intérêt usuraire. Le 18 janvier fut créé un office de juge de *forà* (de dehors) et des orphelins, au bourg de Lagoa; et le même jour, un édit retrancha les droits excessifs qui se prélevaient dans cette province pour le transport des blés, farines, seigles, etc., et les assimila à ceux qu'on percevait à Lisbonne sur les mêmes grains. Le 16 juin, fut rendue une loi qui compléta, avec celle du 2 mai 1768, l'entière abolition des distinctions qui existaient entre les anciens et les nouveaux chrétiens, et établit entre eux une égalité parfaite. Un édit du mois de décembre 1774, étendant encore les dispositions des deux lois ci-dessus, défendit d'employer la qualification de nouveau chrétien à l'égard des juifs convertis. Une loi du 9 juillet établit les règles à suivre pour le partage des successions, et un édit du 14 octobre suivant, en interprétant et développant cette loi, mit des bornes à la subdivision infinie des propriétés, considérée comme un des plus grands obstacles à la culture et au défrichement des terres. Une autre loi du 24 juillet remédia aux abus qui s'étaient introduits dans l'administration des fondations pour œuvres pies.

L'abolition entière de la compagnie de Jésus ayant été ordonnée par une bulle, fulminée le 21 juillet 1773, par le pape Clément XIV, des mesures très-sévères furent prescrites par un édit du roi de Portugal, du 9 septembre, contre les individus affiliés à cette société, qui oseraient en porter encore l'habit ou tenir des assemblées ou conventicules. Par les ordres de ce prince, un *Te Deum* fut solennellement chanté à cette occasion dans toutes les églises de Lisbonne,

et une illumination générale ordonnée par le parlement et par le patriarche, dura trois nuits consécutives. Le Portugal se trouvant en paix avec toutes les puissances, une réforme eut lieu à la fin de cette année dans les troupes portugaises.

Une loi du 15 janvier 1774 fit des réformes considérables dans toutes les parties de l'administration des possessions portugaises en Asie. Les tribunaux établis à Goa furent cassés, et l'on pourvut à une meilleure administration de la justice. Toutes les lois antérieures à l'établissement de la junte des finances, du 10 avril 1769, furent abrogées, à l'exception de celles qui étaient favorables aux hôpitaux et relatives à l'agriculture et au commerce, et la formation d'un code indien fut annoncée. Un alvara du même jour conserva le sénat (hôtel de ville) de Goa dans ses priviléges et statua sur la forme de procéder pour l'élection des officiers de ce tribunal et de son président qui dût être choisi parmi les *Fidalgos*.

Un alvara du 30 avril exempta du droit d'entrée et de sortie les tabacs du Brésil, et deux autres, l'un du 17 mars et l'autre du 12 juin, prescrivirent des mesures pour encourager la pêche sur les côtes d'Algarve, et l'agriculture de la province d'Alem Tejo. Une loi du 20 juin, commentée par une décision du tribunal *da casa de supplicaçao*, du 18 août, défendit toutes poursuites par exécution contre les débiteurs reconnus insolvables, et ordonna la mise en liberté de ceux qui étaient détenus dans les prisons.

Le roi étant tombé malade dans le courant de ce dernier mois, la chute du marquis de Pombal parut certaine; mais ce prince se rétablit bientôt, et son ministre conserva la direction générale des affaires, et continua de braver la haine publique. Il ne ménagea pas plus qu'auparavant les grands dont les hôtels, par un préjugé dangereux et contraire aux lois du royaume, étaient regardés comme une espèce d'asile pour les criminels; il leur enleva cette immunité, et fit rendre, au mois de décembre, un édit qui donnait plus d'étendue au commerce intérieur du royaume, en permettant la libre circulation d'une province à l'autre des denrées et marchandises crues ou fabriquées dans le pays, sans qu'elles fussent soumises à aucun droit et sans qu'il fût nécessaire d'avoir de sauf-conduit.

Ce fut cette même année que l'établissement des Portugais à Benguela, sur la côte d'Afrique, ayant paru susceptible

d'un commerce plus étendu, fut érigé en un gouvernement particulier et indépendant.

Le 6 juin 1775, eut lieu, avec une magnificence et une pompe extraordinaire, l'inauguration de la statue équestre du roi de Portugal. Cette statue en bronze placée au milieu de la place du Commerce à Lisbonne, et pour laquelle on avait employé 84,032 livres de métal, avait vingt pieds huit pouces de haut. L'officier portugais du corps du génie qui l'avait fondue, sans avoir devant les yeux aucun modèle en ce genre, avait, pour ainsi dire, deviné les procédés les plus compliqués et les détails immenses d'une entreprise aussi difficile. Il fut récompensé par le grade de brigadier aux doubles appointements, et on lui donna en outre la croix de l'ordre du Christ avec une pension de 200,000 reis, ou 1,250 livres tournois.

Le 19 du même mois, une loi ôta aux mineurs ou enfants de famille, la liberté de se marier sans le consentement des parents ou des tuteurs, et détermina les faits qui devraient être désormais réputés rapts de séduction, imposant pour ce crime de nouvelles peines, surtout contre les nobles, qui n'avaient pas été jusqu'alors soumis aux actions judiciaires.

Le ministère portugais avait envoyé des forces assez considérables au Brésil; pour augmenter encore ses moyens dans ce pays, il avait ordonné, à Minas-Geraes, une levée de mille hommes; mais une partie des habitants de ce gouvernement s'enfuit dans les montagnes, pour se soustraire à un enrôlement auquel ils n'avaient pas été encore assujétis et qui ne produisit qu'un petit nombre de soldats. L'île Sainte-Catherine, clef du Brésil méridional, fut approvisionnée en munitions de toute espèce, et les commandants portugais, soit qu'ils en eussent reçu l'ordre ou l'autorisation tacite, soit qu'ils agissent de leur propre mouvement, commettaient chaque jour de nouvelles hostilités contre les établissements espagnols. Ces hostilités avaient lieu en Amérique pendant que des négociations amiables, pour arrêter définitivement les limites du Brésil, étaient suivies entre les cours de Lisbonne et de Madrid. Cette dernière refusa de les continuer (février 1776) lorsqu'elle apprit la violation de son territoire et de son pavillon; elle demanda une satisfaction convenable avant d'accepter la médiation de la France et de l'Angleterre, à laquelle le marquis de Pombal proposait de soumettre les différends qui existaient entre les deux cours, et elle arma de son côté

pour obtenir, par la force, la réparation des griefs dont elle se plaignait.

Le ministère portugais ayant consenti à donner satisfaction à l'Espagne, et ayant même adopté les changements faits par la cour de France à celle qu'il avait proposée, les négociations furent reprises un instant à Madrid entre l'ambassadeur de Portugal et les ministres espagnols; mais le marquis de Pombal ayant fait naître des difficultés, et de nouvelles hostilités ayant été commises sur le Rio-Grande par les Portugais, ces négociations furent définitivement rompues, et la cour d'Espagne exécuta la résolution qu'elle avait prise précédemment.

Au mois de novembre 1776, une flotte espagnole considérable, chargée de troupes, d'armes et de munitions, fit voile pour l'Amérique, sous le commandement de don Pedro Cevallos, et bientôt toutes les places dont les Portugais s'étaient emparés tombèrent au pouvoir des Espagnols qui se rendirent maîtres de l'île importante de Sainte-Catherine et de la colonie du Saint-Sacrement. Nous verrons sous le règne suivant comment ces différends furent aplanis.

Au mois de janvier 1776, un alvara interprétant l'édit du *dixième* rendu en 1762, étendit cet impôt sur tous les biens acquis par les communautés religieuses, les hôpitaux et autres institutions pieuses, comme si cette extension avait été sous-entendue. Un édit du mois de juillet suivant interdit à l'avenir l'entrée des ports du Portugal aux bâtiments des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, alors en révolte ouverte contre leur métropole, et ordonna en même temps à tous ceux qui pouvaient s'y trouver, d'en sortir dans l'espace de huit jours, sans pouvoir emporter, en s'en allant, ni armes, ni munitions de guerre, sous peine d'être confisquées. L'exécution rigoureuse de cette mesure, déjà si rigoureuse par elle-même, fit tomber entre les mains des Anglais plusieurs navires appartenant aux Américains, qui s'en vengèrent en fesant main-basse sur tous les navires portugais qu'ils purent rencontrer.

Pombal pressait avec activité les préparatifs nécessaires pour balancer les forces considérables que les Espagnols avaient envoyées en Amérique; mais le pouvoir était au moment de lui échapper. Au commencement du mois de novembre le roi tomba de nouveau malade, et son état

ne tarda pas à inspirer des craintes sérieuses. Le 23, il déclara la reine, son épouse, régente du royaume: et le 20 février 1777, se sentant à toute extrémité, il désira être témoin du mariage de l'infante Marie-Françoise-Bénédictine, sa fille, avec le prince de Beira, son petit-fils: il fut célébré le lendemain dans son appartement, et le 24, Joseph Ier. cessa d'exister.

Ce prince n'avait eu que trois filles de son mariage avec Marie-Anne-Victoire, fille de Philippe V, roi d'Espagne.

1°. Marie-Françoise-Elisabeth, née le 21 décembre 1734, et mariée, le 6 juin 1760, à don Pèdre, son oncle, frère de Joseph;

2°. Marie-Anne-Françoise-Josèphe-Rite-Jeanne, née le 8 octobre 1736;

3°. Marie-Françoise-Bénédictine, née le 25 juillet 1746, mariée le 21 février 1777, à Joseph-François-Xavier, son neveu, prince du Brésil, né le 21 août 1761, et fils de don Pèdre et de Marie-Françoise-Elisabeth.

MARIE Ire. et PIERRE III.

1777. Pendant la régence de la reine douairière, le crédit de Pombal avait paru fort affaibli, quoique cette princesse se fût bornée à soumettre au roi son époux les propositions de ce ministre, et à les signer ensuite sur l'approbation que Joseph Ier. ne manquait jamais de donner. Pombal continua de paraître à la cour, et après la mort de ce prince, conserva le poste qu'il occupait précédemment; mais la haine que lui portait la reine Marie, et surtout son époux, et celle, qu'à leur exemple, manifestaient tous les grands seigneurs portugais, rendaient sa position infiniment difficile et désagréable pour un caractère aussi fier que le sien. Elle le devint encore plus, lorsque la reine eut mis en liberté ou rappelé tous ceux qu'il avait fait exiler ou enfermer dans les prisons pendant le cours de son long ministère, et qu'il se vit exposé à se trouver fréquemment en présence de ses nombreuses victimes (1). Après avoir tenu tête à l'orage pendant quelque temps, il se détermina, le 4 mars 1777,

---

(1) Il parut après la mort de Joseph Ier., un avis ou testament, sans date, dans lequel il exhortait, entre autres choses, sa fille Marie à faire grâce aux criminels d'Etat qu'elle jugerait dignes de sa clémence.

à donner la démission de tous ses emplois ; elle fut acceptée; on lui accorda avec empressement la permission de se retirer à Pombal, comme il l'avait demandé. La reine lui conserva néanmoins son traitement de secrétaire d'Etat, et elle y joignit même une commanderie de l'ordre du Christ.

Le vicomte Ponte Lima fut nommé immédiatement secrétaire d'Etat au département des affaires intérieures du royaume, seule place qu'occupait véritablement le marquis de Pombal. Le jour même de la démission de ce dernier, le prince de Beira prit le titre de prince du Brésil; l'infant don Pierre son père, mari de la reine, jouissait déjà, suivant la loi, du titre et des honneurs de roi, sans cependant partager avec son épouse l'exercice de l'autorité suprême.

De tous les Portugais exilés sous le règne de Joseph, les jésuites furent les seuls que la reine ne rappela pas. Plusieurs de ces religieux, qui se trouvaient en Italie, s'étaient cependant hâtés de rentrer dans leur patrie aussitôt que la nouvelle de la mort du roi leur fut parvenue : on ne les repoussa pas; mais ils furent obligés de se retirer dans le monastère de Bélem, pour y vivre sous les ordres du supérieur, et sans pouvoir conserver leur habit.

Peu de temps après son avénement au trône, la reine Marie avait été attaquée de la rougeole; cette maladie retarda la cérémonie de son acclamation jusqu'au 13 mai. Elle y parut avec un sceptre d'or à la main, et son époux, placé à sa gauche, y assista en particulier, mais sans prêter, comme les autres Portugais, le serment de fidélité. Ce ne fut que dans les premiers jours du mois de juin suivant qu'il annonça officiellement aux autres souverains, qu'il avait pris le titre de roi.

Nous avons vu que les hostilités continuaient toujours en Amérique entre les troupes espagnoles et portugaises.

D'après les vives instances de *Marie*, la reine douairière consentit à entamer directement des négociations avec le roi d'Espagne son frère; et le traité préliminaire de Saint-Ildephonse en fut le résultat. Ce traité signé le 1er. octobre 1777, et ratifié le même mois, régla toutes les contestations existantes et fixa les limites des deux Etats en Amérique; le Portugal céda à l'Espagne la colonie du Saint-Sacrement, avec la navigation exclusive des rivières de la Plata et de l'Uruguai, et l'île Saint-Gabriel, et renonça aux droits qu'il pouvait avoir sur les îles Philippines, Mariannes, etc.;

de son côté, l'Espagne restitua l'île Sainte-Catherine et la partie du continent qui l'avoisine.

Dès les premiers mois de son règne, Marie ne se borna pas à rendre la liberté aux Portugais de toutes les classes qui encombraient les prisons : elle accorda même à plusieurs des distinctions et des récompenses.

Dans les mois de mai et de juin 1777 elle déclara, par des décrets spéciaux, le marquis d'Alorna, gendre du marquis de Tavora, don Nuño et don Manuel de Loréna, qui avaient été impliqués dans la conspiration du 3 septembre 1758, innocents du crime qu'on leur avait imputé, et elle les réintégra dans leurs droits, honneurs et prérogatives. Les deux derniers furent même élevés au grade de maréchaux de camp, et pourvus de commandements; et la marquise de Tavora, maîtresse de Joseph, obtint, au mois de septembre, la permission de sortir du couvent où elle avait été enfermée pour le reste de ses jours. Ces diverses mesures mécontentèrent la reine-mère qui refusa d'admettre en sa présence les seigneurs qui venaient d'être réhabilités, et manifesta, à cette occasion, le désir de s'éloigner de Lisbonne pour se rendre en Espagne. Au mois de juillet 1777, Marie avait supprimé le tribunal de *l'inconfidence*, espèce de chambre ardente établie par Pombal, et instrument aveugle de ses vengeances. Elle rendit ensuite solennellement au nonce, peut-être sans trop de prudence, tous les droits anciennement attachés à sa place, et elle supprima plusieurs impôts onéreux à la classe du peuple, entre autres celui qui existait sur le sel de Sétuval.

Au mois de septembre 1777, un alvara mit des restrictions au monopole que la compagnie de Porto exerçait sur les vins; et un décret du 5 janvier de l'année suivante supprima la compagnie du Grand-Para et du Maranhan, dont l'octroi venait d'expirer, et accorda à tous les Portugais la liberté de commercer dans les contrées qui avaient été soumises précédemment au privilége exclusif de la compagnie. Le traité de Saint-Ildephonse fut confirmé, le 11 mars 1778, par le traité d'amitié, de garantie et de commerce, signé par les mêmes plénipotentiaires, à la maison de plaisance du Pardo. Ce traité expliqua tout ce que les traités précédents renfermaient de dispositions peu claires; il établit, entre les deux nations, une garantie réciproque de leurs possessions dans l'Amérique méridionale et une alliance intime, et leur assura tous les privi-

léges, franchises et exemptions dont jouissaient les nations les plus favorisées dans leurs domaines respectifs de l'Europe. L'île d'Annobon, sur la côte d'Afrique, et celle de Fernando-Po, dans le golfe de Guinée, furent cédées à l'Espagne par l'article 13. Le cabinet de Versailles voulut profiter des dispositions de l'article 17 qui réservaient l'accession à la France, pour faire déclarer le Portugal contre l'Angleterre, avec laquelle elle était en guerre; mais le gouvernement portugais s'y refusa le premier et continua de garder la neutralité.

Le 21 avril suivant, les cours de France et de Portugal signèrent un traité qui abolissait le droit d'aubaine en faveur de leurs sujets respectifs. Ce fut cette même année que Jean de Bragance, duc de Lafoens, parent de la reine, qui avait été forcé de sortir du Portugal sous le règne précédent, et qui avait acquis dans ses voyages une grande variété de connaissances, rassembla les hommes instruits que possédait Lisbonne, et plaça cette association sous la protection de Marie qui lui donna une existence légale sous le nom d'*Académie royale des sciences de Lisbonne*. Ces nouveaux académiciens ne se bornèrent pas à la destination que semblait indiquer le nom de leur institut; ils étendirent leur activité à des travaux approfondis sur la langue et l'histoire nationale, et les premiers mémoires qu'ils publièrent eurent pour objet d'améliorer l'agriculture et de donner une direction à l'industrie.

Depuis la chute du marquis de Pombal, on avait publié contre lui les pamphlets les plus virulents. Celui qui l'avait le plus offensé, fut un mémoire de François-Joseph Caldeira Galbardo Mendanha, à son retour de l'exil auquel il avait été condamné sous le règne précédent. Pombal y répondit avec non moins de virulence: mais la reine, sur l'avis de son conseil, ordonna par un édit du 3 septembre 1779, la suppression des deux mémoires; les originaux furent brûlés en présence des juges du procès, et les avocats qui les avaient signés furent condamnés à la prison.

Au mois de juin 1780, M. de Nesselrode, arrivé à Lisbonne, remit aux ministres portugais la déclaration de l'impératrice de Russie en faveur du commerce en général et de la navigation des puissances neutres; mais toujours constants dans leur sistème de neutralité, ils refusèrent de s'en départir en y accédant. Les négociations à ce sujet ayant été reprises en 1782, le Portugal accéda purement et sim-

l'accession de la France au traité du 11 mars 1778. Cette crainte n'existant plus après la paix générale, l'acte d'accession fut signé à Madrid, le 16 juillet 1783, par les plénipotentiaires de la France, de l'Espagne et du Portugal. L'union qui régnait à cette époque entre les cours de France et de Portugal, faillit être un instant troublée par un événement dont nous croyons devoir rendre compte.

Les Portugais prétendaient avoir la propriété exclusive de la côte occidentale d'Afrique, depuis Saint-Paul-de-Loando jusqu'au Cap de Bonne-Espérance; et c'était en se fondant sur cette prétention qu'ils avaient détruit violemment en 1781, un établissement que l'empereur d'Allemagne avait formé en 1776 dans la baie de Lagoa, peu éloignée de la pointe méridionale de cette partie du monde. Les mêmes motifs les avaient déterminés à s'emparer, en 1783, de l'établissement français de Cabinde, sur la côte d'Angola et à y élever un fort; mais la cour de Versailles, qui n'admettait leur droit exclusif que jusqu'à la baie Rouge, qui soutenait que, depuis cette baie jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, les côtes étaient *concurrentes*, et qui tirait annuellement de la côte d'Angola dix à douze mille nègres, c'est-à-dire les trois-cinquièmes de ceux qui étaient nécessaires à Saint-Domingue, ne se vit pas déposséder tranquillement. Elle chargea le chevalier Bernard de Marigny, de rétablir les choses dans l'état où elles étaient et l'autorisa même à employer la force s'il en était besoin; elle négocia en même temps à Lisbonne pour obtenir le redressement du grief dont elle se plaignait. Pendant ces négociations, M. de Marigny arriva à Cabinde; et le commandant portugais, se trouvant hors d'état de résister, signa, le 21 juin 1784, une convention par suite de laquelle les retranchements qui avaient été élevés furent démolis. La connaissance de cette convention produisit une vive sensation sur l'esprit de la reine et du peuple portugais; mais la cour d'Espagne, qu'un double mariage, celui de l'infant don Juan de Portugal avec la princesse Charlotte-Joachime d'Espagne, et celui de l'infante Marie-Anne-Victoire de Portugal avec le prince don Gabriel, infant d'Espagne, avait liée encore plus étroitement avec la maison de Bragance, intervint dans cette discussion. Elle fut soumise à son arbitrage, au mois de décembre 1784, et fut terminée à l'amiable.

Le 25 novembre 1783, la reine Marie rendit un dé-

un décret pour encourager le commerce et la navigation de ses sujets, et le 8 novembre 1785, pour empêcher ou du moins pour diminuer l'exportation de l'or du Portugal, elle défendit, par un autre décret, la circulation dans ses États des monnaies étrangères comme valeur numéraire. Un troisième décret du mois de février de l'année suivante, interdit l'importation des bas de soie blancs, en permettant seulement celle des bas de soie noirs.

Le 30 janvier 1786, une convention relative à la traite des noirs sur la côte d'Ambris, fut signée entre le Portugal et l'Angleterre.

Des dissentions assez sérieuses troublaient à cette époque la cour de Portugal. La confiance que la reine accordait à M. de Sà, avait excité la jalousie des ennemis de ce ministre dirigés par M. Dangeja, favori du roi don Pèdre et chef de la cabale appuyée par le comte Ponte de Lima, et ils employaient tous les moyens pour le renverser. Sa mort, arrivée le 9 mai 1786, les délivra de cet adversaire; mais ils perdirent bientôt leur principal appui, le roi, don Pèdre, après avoir essuyé deux attaques d'apoplexie, les 16 et 17 du même mois, ayant terminé sa carrière le 25.

Quoique ce prince fût d'un esprit borné, et qu'il s'attachât à contrarier les goûts et les vues de la reine, elle ne l'en regretta pas moins très-vivement. Elle ne l'avait pas quitté un seul instant dans ses derniers moments et lui avait prodigué les marques de la plus tendre affection. Lorsqu'elle l'eut perdu, sa santé s'altéra sensiblement; elle parut disposée à la retraite, refusa de s'occuper des affaires, et ne fut accessible que pour son confesseur et pour don Juan de Bragance, duc de Lafoens. Elle s'éloigna même quelque temps de Lisbonne, et confia, pendant son absence, l'expédition des affaires au prince du Brésil, son fils aîné, qu'elle avait admis précédemment au conseil et qui en paraissait digne par les qualités qu'il manifestait.

Le 2 août 1786, la reine, qui avait repris les rênes du gouvernement, prohiba l'introduction des rubans larges venant de l'étranger; elle nomma, le même mois, inquisiteur-général, l'archevêque de Thessalonique, son confesseur, qui possédait toute sa confiance. Ce prélat, d'une naissance obscure, et connu d'abord sous le nom de frère Ignace de Caétan, avait été tiré de l'obscurité d'un cloître par le marquis de Pombal. Le 21 août 1787, il fut admis au conseil, comme le prince du Brésil, et au mois de septembre

navires marchands français, de descendre à terre avec l'habit et la cocarde nationale, et au mois de mars de l'année suivante, une lettre pastorale du cardinal-patriarche, enjoignit à tous les curés de prémunir leurs paroissiens contre les principes désorganisateurs qu'on cherchait à introduire, et de leur recommander l'obéissance qu'ils devaient à leur souverain.

Cette lettre produisit l'effet qu'on devait attendre sur l'esprit d'un peuple aussi religieux et aussi dévoué à ses souverains que l'étaient les Portugais.

Au mois de janvier de cette même année, fut créée l'académie militaire pour les aspirants aux corps du génie et de l'artillerie, et, le mois de mars suivant, un décret sur la succession de l'*Infantado,* abrogeant une loi du roi Jean IV, déclara les filles habiles à en hériter. Le but de ce décret important avait été de prévenir toute espèce de doute et de discussion, tant pour la succession aux biens de l'*Infantado,* que pour la succession à la couronne, dans le cas où le prince actuel du Brésil serait venu à mourir sans enfans (1). Les craintes que l'on avait conçues à ce sujet n'étaient pas dénuées de fondement, puisque la princesse, sa femme, n'avait encore donné aucun signe de nubilité. Ce décret venait à peine d'être rendu que la nubilité de la princesse se déclara, à la grande satisfaction de la famille royale et de tous les Portugais.

La famille de Tavora renouvela à cette époque (mars 1790) ses démarches pour obtenir la révision de son fameux procès; mais elles furent vaines, la reine ayant montré une opposition invincible.

Les discussions qui avaient lieu entre l'Espagne et l'Angleterre, et les armements considérables de la première causaient de vives inquiétudes au cabinet de Lisbonne, qui craignait de ne pouvoir conserver la neutralité; mais la paix conclue le 28 octobre entre ces deux puissances dissipa entièrement ses alarmes.

La situation intérieure de la France en inspirait de très-

---

(1) Dans ce cas, les biens de l'Infantado seraient revenus de droit à Don Pedre, infant d'Espagne, comme petit-fils de la reine Marie, et lui auraient assuré un titre de plus à la couronne de Portugal, en obtenant les dispenses de la constitution fondamentale qui exclut tout prince né en pays étranger.

sérieuses à la cour de Portugal, et elle était disposée à suivre, à cet égard, l'exemple d'une grande partie des cabinets de l'Europe. L'ambassadeur de France à Lisbonne lui ayant fait connaître, le 6 janvier 1791, le changement du pavillon français, elle annonça, il est vrai, qu'il serait admis dans tous ses ports; mais elle se prémunit contre la contagion en fesant arrêter tous les Français vagabonds ou contrebandiers, et tous ceux qui se permettaient des propos indiscrets contre la religion ou le gouvernement.

Malgré les instances réitérées de l'ambassadeur français, on laissa sans réponse la communication qu'il avait faite, le 7 octobre 1791, de l'acte constitutionnel et de son acceptation par le roi Louis XVI. La nouvelle de la suspension de ce souverain, après le 10 août 1792, produisit une grande effervescence en Portugal, et ce cabinet, sans se mettre positivement en état de guerre avec la France, déclara qu'il ne reconnaissait plus désormais ses ambassadeurs. Il avait déjà fait jeter dans les prisons ou renvoyé du Portugal plusieurs Français qui cherchaient à troubler la tranquillité publique, en répandant leurs principes par des propos audacieux contre la religion et la monarchie, et surtout au moyen des loges de francs-maçons qu'ils cherchaient à introduire, et que le gouvernement proscrivit sévèrement.

Depuis le commencement de l'année 1791, la reine manifestait une tristesse excessive, et elle paraissait menacée en même temps d'hydropisie. Son état ne tarda pas à empirer, et au mois de janvier 1792, sa raison fut altérée à un tel point, que le prince du Brésil, qui, par un respect qui fait honneur à sa piété filiale, mais qui doit paraître excessif, avait laissé l'autorité entre les mains des ministres, se vit obligé de déclarer, par un édit du 10 février de la même année, que sa mère ne pouvant tenir les rênes de l'État, il signerait désormais toutes les dépêches. Cette mesure ne fut suivie d'aucun changement dans le ministère, et toutes les affaires continuèrent d'être traitées, comme auparavant, au nom de la reine. Le docteur Willis qui avait obtenu des succès dans le traitement de l'aliénation mentale du roi d'Angleterre George III, fut appelé à Lisbonne, où il arriva le 20 mars 1792; mais, après quelques mois de séjour, il jugea sans doute que la maladie de la reine était incurable, puisqu'il retourna en Angleterre au mois d'août suivant.

L'un des premiers actes de l'autorité du prince régent, c'était le titre que venait de prendre le prince du Brésil, fut

le rétablissement du conseil de guerre (juin 1792) sur les mêmes bases qu'il avait eues autrefois.

Sans se mettre en état d'hostilité déclarée, même après l'assassinat de Louis XVI, le cabinet de Lisbonne persista dans son refus d'entretenir des relations avec les agents de la république française. Vainement le gouvernement révolutionnaire envoya-t-il à Lisbonne le sieur Darbaud avec le titre de secrétaire de légation (mars 1793); cet agent, après avoir obtenu une audience du ministre des affaires étrangères Pinto, ne put parvenir à faire recevoir ses lettres de créance, et se vit obligé de retourner en France au mois d'avril suivant. Le Portugal qui avait, dit-on, adhéré au traité de Pilnitz (26 ou 27 août 1791), en supposant toutefois que ce traité ait réellement existé, continua de fournir à l'Angleterre et à l'Espagne les secours auxquels il s'était engagé par les traités précédens, et gardant le silence sur les affaires intérieures de la France, il n'admit dans ses ports ni les vaisseaux de guerre ni les corsaires de cette nation.

Pour se venger, le gouvernement français fit courir sus aux vaisseaux portugais, dont un grand nombre fut amené dans les ports de France et déclaré de bonne prise.

Malgré l'assistance qu'il donnait aux ennemis de la France, le cabinet de Lisbonne craignant de voir s'augmenter de plus en plus les pertes qu'avait déjà éprouvées son commerce, chercha, au mois d'août 1794, à rétablir la bonne intelligence par l'intermédiaire du consul d'Amérique en Portugal. Mais comme il prétendait en même temps ne pas rompre ses liaisons avec les coalisés, et continuer à leur envoyer les renforts qui avaient été stipulés précédemment, cette tentative n'eut pas de suite. Le ministre Luiz Pinto de Souza ne réussit pas mieux à obtenir la neutralité du Portugal, qu'il demanda par une note du 24 janvier 1795. Le 28 juillet suivant (10 thermidor an 3), le comité du salut public parut montrer quelque désir de rapprochement en publiant un arrêté relatif à la restitution des marins Portugais détenus en France, sous la condition que le Portugal en agirait de même à l'égard des marins français qui pourraient se trouver prisonniers dans les Etats de S. M. T. F. Cette offre indirecte ne produisit aucun résultat; quoique le chevalier Antoine d'Aranjo d'Azevedo, envoyé extraordinaire de Portugal à la Haye, eût écrit au ministre de la république dans la même résidence que *sa cour n'ayant jamais regardé la France comme son ennemie, il n'existait aucun Français pri-*

sonnier en Portugal, et qu'il avait reçu ordre de déclarer que tous ceux qui s'y étaient rendus y avaient trouvé liberté et protection.

La cour de Lisbonne inquiète sur sa position, en voyant que la Toscane, la Prusse et surtout l'Espagne, s'étaient retirées de la coalition et avaient fait la paix avec la république française, essaya sans succès, au mois de novembre 1795, d'entamer de nouvelles négociations par l'intermédiaire de M. de Souza, son ministre à Venise, et elle se détermina, au mois d'octobre de l'année suivante (1796), à envoyer à Paris le chevalier d'Aranjo, son ministre près les Provinces-Unies. Des conférences eurent lieu entre ce plénipotentiaire et les ministres du Directoire. Mais elles cessèrent le 13 avril 1797, parce que M. d'Aranjo n'avait pas de pouvoirs suffisants pour accorder tout ce que le Directoire exigeait. Elles furent cependant reprises quelques mois après, et, le 10 août 1797 (23 thermidor an 5), cet envoyé signa, avec Charles Delacroix, ministre des relations extérieures du Directoire, un traité de paix et d'amitié déclaré commun avec la république Batave. L'article 3 de ce traité porte restitution réciproque de tout ce qui a pu être conquis; d'après l'article 4, aucune des puissances contractantes ne pourra fournir de secours aux ennemis de l'autre sous quelque prétexte que ce soit, et nonobstant toute convention patente ou secrète: l'article 5 interdisait aux parties contractantes la faculté d'admettre dans leurs grands ports plus de six vaisseaux de guerre appartenant à chacune des puissances belligérantes, et plus de trois dans les petits, défendait absolument l'admission des prises et des corsaires, etc.; d'après les articles 6 et 7, les limites des Guyanes française et portugaise devaient suivre le cours de la rivière nommée par les Portugais Calcuene, et que les Français appellent Vincent-Pinson, depuis son embouchure dans l'Océan, au-dessus du Cap-Nord, à environ 2 degrés de latitude septentrionale jusqu'à sa source: depuis ce point, une ligne droite devait être tirée vers l'ouest jusqu'au Rio-Branco. Le cours entier de la rivière de Vincent-Pinson devait appartenir en toute propriété à la république française, conformément à l'article 8; et l'article 9 fixait le sort des habitants des pays qui pouvaient changer de domination; un traité de commerce devait être négocié entre les parties contractantes, et leurs vaisseaux de guerre et de commerce devaient, en attendant, être réciproquement

ses ports; qu'il souffrît des garnisons moitié françaises et moitié espagnoles, dans les provinces d'Entre-Douro-et-Minho, Tralos-Montes et Beira; qu'il remît enfin les vaisseaux portugais qui avaient concouru au blocus de Malte et de l'Egypte, et payât en outre une indemnité de vingt millions. M. d'Aranjo protesta que le prince régent préférerait la perte de son royaume à des stipulations aussi humiliantes, et il laissa entrevoir clairement qu'il pourrait bien se retirer au Brésil, s'il était trop pressé. Pendant ces négociations, les gouvernements de France et d'Espagne avaient déjà envahi le Portugal. Ce royaume était comme abandonné à lui-même et sans espoir d'obtenir assistance du dehors. La Grande-Bretagne, sa puissante alliée, occupée à cette époque de son expédition d'Egypte, ne pouvait lui fournir de troupes, et quelques régiments d'émigrés français étaient les seuls auxiliaires étrangers que le Portugal pouvait opposer aux forces réunies de la France et d'Espagne.

Les mois de mars et d'avril se passèrent en préparatifs. S. M. C. réunit, pendant ce temps, ses troupes dans la Galice, la Castille et l'Estramadoure, et le général Saint-Cyr fut envoyé de France pour résider auprès du général espagnol et concerter les opérations de la campagne, tandis qu'une division de troupes françaises, suivie d'une nombreuse artillerie, franchissait les Pyrénées sous les ordres du général Leclerc. Le prince de la Paix, persuadé qu'il n'y avait aucun péril à courir et que le succès n'était pas douteux, montra des dispositions guerrières, et se mit à la tête des troupes espagnoles.

Dans cette position critique, le gouvernement portugais organisa deux armées dont l'une fut chargée de défendre les provinces au-delà du Douro, et l'autre celles qui sont situées au midi de ce fleuve et au-delà du Tage. Un émigré français, le lieutenant-général marquis de la Rozière, commandait la première, et le lieutenant-général Jean Forbes de Skillater, était à la tête de la seconde.

Quoique l'Espagne eût déclaré la guerre le 28 février 1801, cependant, comme ses préparatifs n'étaient pas terminés à cette époque, ce ne fut que le 20 mai suivant que le prince de la Paix, pénétrant dans l'Alentejo, à la tête de l'armée espagnole, fit investir et sommer immédiatement Elvas, et plaça son camp entre cette place et celle de Campo-Major, qu'il avait fait investir également. A peine la nouvelle de l'envahissement du territoire portugais fut-elle parvenue à

Lisbonne, que M. de Pinto, ministre des affaires étrangères de Portugal, se rendit en toute hâte avec des pleins pouvoirs de son souverain au quartier-général de Badajoz, où se trouvaient le prince de la Paix et Lucien Buonaparte, frère du premier consul, et ambassadeur de France près la cour d'Espagne. Ce fut vainement que le ministre portugais demanda une suspension d'hostilités pendant la durée des conférences ; les troupes espagnoles continuèrent d'avancer. La lâcheté de deux officiers d'artillerie avait déjà fait tomber en leur pouvoir les places d'Olivenza et de Jeromenha. Ils furent bientôt maîtres d'Arronches et de tout l'Alentejo, à l'exception d'Elvas ; et Campo-Major ayant capitulé le 5 juin 1801, les Portugais jugèrent prudent de se retirer derrière le Tage. La situation du Portugal paraissait désespérée ; car tandis que l'Alentejo était ainsi occupé par l'ennemi, un autre corps espagnol menaçait de pénétrer dans les Algarves par Ayamonte, une division de l'armée française allait entrer dans le Beira, et des corps nombreux de la même nation s'avançaient rapidement et devaient se diviser en deux colonnes, dont l'une aurait suivi le cours du Tage jusqu'à Lisbonne pendant que l'autre devait côtoyer le Douro jusqu'à Oporto.

Dans ces circonstances critiques, M. de Pinto, qui n'avait pas quitté le quartier-général des ennemis, et qui n'avait pas cessé d'avoir des conférences avec le prince de la Paix et Lucien Buonaparte, conclut à Badajoz, le 6 juin 1801, deux traités de paix séparés avec l'Espagne et la France. D'après ces traités, le Portugal dut fermer tous ses ports aux Anglais, céder à perpétuité à l'Espagne Olivença et tout son territoire jusqu'à la Guadiana, fournir une indemnité pour toutes les prises que ses vaisseaux et ceux de la Grande-Bretagne avaient faites pendant la guerre, et pour tous les frais de la campagne ; les limites de la Guyane française durent suivre le cours du Rio-Arawari, en tirant une ligne droite, depuis sa source jusqu'au Rio-Branco. Par un article secret du traité particulier conclu avec la France, le Portugal s'obligea en outre à payer à cette dernière puissance, une contribution de vingt millions de francs. L'Espagne et le Portugal ratifièrent ce traité, le 14 du mois où il avait été signé ; mais le premier consul, mécontent d'apprendre qu'on n'y avait pas stipulé l'occupation, par les armées combinées, des provinces d'Entre-Douro-et-Minho, de Tra-los-Montes et de Beira, et soupçonnant que son

frère, dont il connaissait l'avidité, s'était laissé séduire par l'or des Portugais (et cela paraît assez probable), refusa d'envoyer sa ratification, et donna l'ordre aux troupes françaises de pénétrer seules en Portugal. Il fit cependant proposer en même temps au prince de la Paix de renouer les négociations avec la cour de Lisbonne par l'intermédiaire de l'Espagne. M. Cypriano Ribeiro Freire, ancien secrétaire de M. de Pinto, se rendit en conséquence à Madrid, et après quelques conférences, ce plénipotentiaire signa, avec Lucien Buonaparte, le 29 septembre 1801 (7 vendémiaire an 10), le traité de paix de Madrid. Presque toutes les clauses de ce traité furent calquées sur celles du traité du Badajoz; mais l'article 4 étendit jusqu'au fleuve des Amazones une partie des limites de la Guyane française. Ces limites furent rétablies comme dans le traité de Badajoz, par un article secret des préliminaires conclus à Londres deux jours après (1er octobre 1801), entre la France et l'Angleterre, confirmés le 27 mars 1802, par le traité d'Amiens, qui rendit à l'Europe une paix dont elle ne devait pas jouir long-temps.

ITALIE.

SARDAIGNE.

SUITE DE LA CHRONOLOGIE HISTORIQUE DES ROIS DE SARDAIGNE.

VICTOR-AMÉDÉE III.

1770. Charles-Emmanuel III, de Savoie, roi de Sardaigne depuis 1730, publia, en 1770, ses *lois et constitutions*, qui sont un modèle de sagesse, de prévoyance et de clarté. Tout ce qui concerne la distribution de la justice y est admirablement réglé. C'était le complément et le perfectionnement du code que le père de ce monarque, Victor-Amédée II, premier roi de sa race et vrai fondateur de la monarchie sarde, avait donné en 1723 et 1729.

Charles-Emmanuel tomba malade au printemps de l'année 1772, languit jusqu'à l'hiver suivant, et mourut dans la nuit du 20 février 1773. Habile politique, intrépide guerrier, il marcha constamment sur les traces de son prédécesseur. Des actes de justice, de bonté, de respect pour la religion, une protection éclairée accordée aux savants et aux artistes de ses États, une administration économe et paternelle, en tout, signalèrent l'heureux règne de ce prince, qui emporta dans le tombeau les regrets bien mérités de ses peuples. Il avait agrandi ses États de la partie du Montferrat, qui, avant lui, manquait au Piémont, et d'une partie de la Lombardie; il avait reculé les frontières de la Savoie, et doublé les revenus de son royaume.

Victor-Amédée-Marie, fils aîné de Charles-Emmanuel, et qui était né le 26 juin 1726, lui succéda sous le nom de

tants de la Savoie, heureux de posséder leur souverain et ses enfants.

On avait, précédemment, à l'occasion des noces de Mesdames, comtesses de Provence et d'Artois, entrepris de rendre plus commodes et plus sûres les routes de ce pays. Ce travail fut continué avec activité, à l'époque de 1775, dont il s'agit; on restaura le château de Chambéri qui avait été presque entièrement brûlé en 1745.

En même temps, les constructions nouvelles du village de Carouge se continuaient; le roi accordait aux habitants des franchises précieuses; il était permis de croire que ce village devenant une ville, et même le chef-lieu d'une septième province de Savoie, pourrait offrir bientôt une rivale redoutable pour Genève, dont l'existence politique était, en ce moment, fort compromise, la discorde y exerçant son empire plus que jamais peut-être. Mais le refus du roi de Sardaigne d'accorder aux Génevois disposés à fuir leur patrie, le libre exercice de leur religion dans Carouge, empêcha un assez grand nombre d'entre eux d'exécuter le projet d'y transférer leurs richesses, leur commerce et leur industrie.

Victor-Amédée désirait beaucoup que son existence politique en Europe ne fût pas bornée aux rapports qu'il avait avec la France, et il cherchait à en établir de durables avec la Prusse. Une correspondance avait précédemment eu lieu entre Frédéric II et le prince héréditaire du Piémont, qui était maintenant le chef de la monarchie sarde. Frédéric parut disposé à envoyer un employé diplomatique à Turin, et par suite il en reçut un de la cour du roi Victor-Amédée dans sa capitale de Berlin. Dès lors ce dernier monarque prit en tout pour modèle dans l'organisation de son armée, les institutions militaires et les habitudes de la Prusse.

Pendant le séjour que fesaient en Savoie le souverain du Piémont et sa famille, à cette occasion du mariage de l'héritier du trône avec la sœur de Louis XVI, la jalousie du marquis d'Aigueblanche, ministre des affaires étrangères, fut fortement excitée; il eut même l'inquiétude de se voir supplanter, soit par le comte de Cordon, ambassadeur piémontais en Hollande, soit par le comte de Viry, qui, depuis 1773, était investi de l'ambassade de France, ayant, en cette qualité, succédé au marquis de la Marmora, lorsque celui-ci fut nommé vice-roi de Sardaigne. Il est à observer que MM. de Cordon et de Viry se trouvaient

actuellement à Chambéri auprès du roi. Le premier de ces personnages se maintint en faveur : il n'en fut pas ainsi du second, qui continua, néanmoins pendant toute l'année 1776, ses fonctions d'ambassadeur à Paris.

L'avocat Wuy, premier commis des affaires étrangères, était, par sa place, en position d'être utile à tous ceux des sujets du roi de Sardaigne qui étaient employés dans la diplomatie. Le comte de Viry et lui communiquaient secrètement ensemble par écrit. Vuy blâmait dans ses lettres plusieurs mesures prises par le monarque, lui reprochant, entre autres choses, de négliger l'instruction et la discipline des troupes, qu'il disait, d'ailleurs, être trop nombreuses, et surtout de n'agir dans les affaires les plus importantes, que d'après les avis d'un ministre ignorant, ou d'une reine dont il qualifiait la dévotion d'exagérée.

Les soupçons du marquis d'Aigueblanche portaient essentiellement sur les combinaisons qui tendaient à lui donner Viry pour successeur. En conséquence, il fit intercepter la correspondance qui pouvait inculper cet ambassadeur ; et par suite, le comte de Viry reçut officiellement l'annonce de son rappel.

Ceci se passait en 1777. L'ambassadeur fut remplacé à Paris, par le comte de Scarnafis, et partit pour la terre de son nom qu'il possédait en Savoie, terre où il subit trois années d'exil. Quant à l'avocat Wuy, presque toutes les intrigues qui étaient l'objet de ses relations avec plusieurs puissances étrangères ayant été découvertes, il fut arrêté et enfermé dans le château fort de Ceva, où il finit ses jours.

Le marquis d'Aigueblanche ne jouit pas long-temps de la satisfaction d'avoir éloigné ses deux principaux adversaires. Des avis partis de la cour de Versailles, où des intelligences fréquentes se trouvaient établies tout naturellement avec Turin, firent ouvrir les yeux de Victor-Amédée sur certains détails de la conduite de son ministre des affaires étrangères ; il le renvoya, mais avec tous les ménagements possibles, quoiqu'il ne put s'empêcher de reconnaître que, pendant vingt-cinq années de rapports intimes avec ce favori, il avait mal jugé sa capacité, qui était réellement très-médiocre.

Le successeur du marquis d'Aigueblanche fut le comte Perrone, appuyé fortement par le clergé, qui était alors assez influent à la cour.

Dans le même temps, le département de la guerre fut inquiété par le mécontentement des militaires au sujet des réformes et des nouveaux réglements introduits, comme aussi de plusieurs promotions qui, presque généralement, étaient vues de mauvais œil dans l'armée. Le ministre, comte de Chiavarina, ne tarda pas à éprouver le sort du marquis d'Aigueblanche.

Ce fut encore dans cette année 1777 que l'on commença la route qui conduit du Piémont à Nice, par le col de Tende. Le père de Victor-Amédée III avait craint et évité de donner une facilité de plus à la France, de ce côté, pour entrer dans ses Etats. Mais les deux couronnes s'étant unies par les liens les plus intimes, comme on l'a dit plus haut, et divers traités ayant écarté tout ce qui semblait pouvoir amener entre elles des discussions et des causes de guerre, le roi de Sardaigne actuel voulut que les travaux de cette route fussent suivis avec activité. Il était surtout frappé des avantages qui devaient en résulter pour le commerce, d'autant plus qu'après avoir fait réparer et creuser le port de Nice, il l'avait déclaré port franc.

Vers la même époque, Victor-Amédée fut pris pour arbitre entre Léopold, grand-duc de Toscane, et la république de Gênes, dans une dispute élevée au sujet des limites des deux Etats. La décision des commissaires choisis par le roi, en cette circonstance, fut trouvée si équitable, que, deux années après, le même grand-duc, et l'infant, duc de Parme, ayant une affaire de semblable nature, firent connaître leur résolution de se soumettre également à l'arbitrage du monarque leur voisin (1).

Les relations du roi de Sardaigne avec la cour de Rome ayant toujours été pacifiques, il obtint, sans difficulté, et du consentement de la France, l'érection d'un évêché à Chambéri, ville qui jusqu'alors dépendait du diocèse de Grenoble. La bulle qui institua cet évêché est du 18 août 1779.

---

(1) On cite aussi un jugement solennel prononcé par une *quarantie* (tribunal de Venise), sur une contestation pour les confins du territoire, entre le grand-duc de Toscane et le duc de Parme. La république était dans ce moment en guerre avec les Turcs; et le grand-duc de Toscane fournissait à Venise un secours de galères et de soldats; l'arrêt fut prononcé contre le grand-duc.

Vingt-huit années s'étaient écoulées depuis que Charles-Emmanuel, père du roi régnant, avait renoncé aux droits que, si long-temps, sa maison avait fait valoir sur la ville de Genève, quand Victor-Amédée III fut invité par la cour de Versailles à s'entendre avec elle, et avec le sénat de Berne, comme étant les plus proches voisins, pour apaiser les troubles qui semblaient n'avoir jamais agité si fortement la petite république. Une dernière insurrection venait de faire succomber le parti du gouvernement.

D'une part, le comte de Scarnafis à Paris, et de l'autre, le baron de Choiseul à Turin, avaient, en leur qualité d'ambassadeurs, été chargés de la négociation, au succès de laquelle le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères du roi de France, apportait un intérêt si vif, qu'il semblait tenir de la passion.

Le monarque sarde, quoique facilement disposé à soutenir le parti aristocratique, qui l'emportait alors à Genève, et voulant d'ailleurs toujours prendre part, d'une manière quelconque, aux affaires qui occupaient les puissances d'Europe, fut obligé de garder quelque mesure avant de travailler, lui aussi, à l'accomplissement du vœu politique qu'on lui exprimait. L'Angleterre, alliée et amie de la cour de Piémont, était, en ce moment, en guerre avec la France, parce que celle-ci avait favorisé, et peut-être même déterminé les efforts que fesait l'Amérique septentrionale pour se rendre indépendante. Toutefois, malgré l'intérêt que pouvait avoir Victor-Amédée à ménager la puissance britannique, et malgré les sollicitations de l'envoyé de la cour de Londres à Turin (le fils de lord Bute), qui cherchait tous les moyens de contrarier les vues du cabinet de Versailles relativement à Genève, le roi de Sardaigne et son ministre, le comte Perrone, finirent par donner satisfaction au comte de Vergennes. Vingt-deux compagnies piémontaises se mirent en marche, de concert avec le contingent des Français, qui était commandé par le marquis de Jaucourt, et de concert aussi avec les troupes de l'Etat de Berne.

Les chefs militaires que chacune des trois puissances avait placés à la tête de sa force armée, craignaient d'encourir l'odieux des premières hostilités. Il en résulta qu'ils se conduisirent en tout avec beaucoup de circonspection. Ils désiraient que les habitants de Genève reconnussent eux-mêmes l'impossibilité où ils étaient de défendre long-temps leur ville, et qu'ils se trouvassent amenés à accepter les con-

ditions qu'il s'agissait de leur proposer. Ces conditions, une fois connues, furent acceptées en effet. On stipula expressément l'indépendance de la république; et son occupation ayant eu lieu en juillet 1782, elle fut bornée à ce qui était jugé indispensable pour le maintien de la paix. Genève ouvrit ses portes; les principaux factieux s'étaient éloignés; pas une goutte de sang ne fut répandue, et les troupes alliées observèrent la plus stricte discipline.

Cependant le marquis de Jaucourt, général et plénipotentiaire du roi de France, prit l'attitude d'un vainqueur, bien plus que le comte de la Marmora, qui commandait les Piémontais; celui-ci semblait ne chercher qu'à détruire par son humanité et par ses procédés, les préjugés nationaux que l'on conservait dans le pays génevois contre le souverain, successeur des anciens ducs de Savoie. Du reste, il déploya une grande magnificence, en sa qualité de représentant d'un monarque qui avait fort à cœur que son ministre fût regardé de fait comme le chef de la triple médiation, et cela malgré l'infériorité réelle des forces piémontaises. Grâce au comte de la Marmora, la petite troupe placée sous ses ordres, ne mérita et n'obtint que des éloges de la part des Génevois et dans le parti même le plus opposé à celui dont le triomphe s'assurait en cet instant.

L'acte de garantie fut signé par les trois puissances, le 12 novembre 1782; la nouvelle constitution investissait les magistrats de très-grands pouvoirs.

Avant la fin de cette année, Victor-Amédée reçut la visite du grand-duc et de la grande-duchesse de Russie, qui revenaient de France. Il y eut de la cordialité de part et d'autre; le prince et la princesse de Piémont rivalisèrent avec le roi, de bonnes grâces et de témoignages d'affection pour les augustes voyageurs. Après leur départ, Victor-Amédée se félicita d'avoir acquis, dans le grand-duc, un *bon ami*. Il pouvait justement se flatter que la bienveillance de la Russie, et sa médiation, le protégeraient quelque jour contre l'ambition des puissances dont il était environné. Mais en 1782, Victor-Amédée III, et son fils devenu, quatorze ans plus tard, son successeur, étaient bien loin de se figurer que, au bout de dix-sept ans écoulés depuis la visite de Paul Petrowitz à Turin, ce même prince serait dans le cas d'envoyer, comme czar de Russie, une armée formidable en Piémont.

Une affaire de famille, plutôt que d'Etat, occupait à

cette époque le roi de Sardaigne. Son second fils, Victor-Emmanuel, duc d'Aost, venait d'accomplir sa vingt-troisième année. On renonçait à l'espérance de voir devenir mère la princesse de Piémont, Madame Clotilde de France, qui était d'un embonpoint extraordinaire. D'un autre côté, la duchesse de Chablais, fille et en même temps belle-sœur du roi, n'avait pas non plus d'enfants. Il paraissait donc urgent de marier les frères puînés, du principal héritier de la couronne, et de donner un apanage convenable à celui des princes qui venait immédiatement après ce principal héritier. Mais tout en dotant ainsi le duc d'Aost, pour lequel il était question d'épouser une archiduchesse d'Autriche, on voulait ne prendre que le moins possible sur les revenus royaux, qui étaient à peine suffisants pour la défense et pour l'administration du royaume. En conséquence, on eut l'idée de comprendre dans cet apanage des biens ecclésiastiques, et d'obtenir de la cour de Rome la sécularisation de quelques riches abbayes, qui n'avaient point de juridiction épiscopale. Dans l'espoir d'y déterminer le souverain pontife, on lui représenta combien il était intéressant de former, à cette occasion, dans Turin, des établissements consacrés à l'instruction de la jeunesse et qui favorisassent le progrès des lumières.

Il s'agissait, avant tout, d'organiser dans cette capitale l'académie des sciences, dont Victor-Amédée III avait conçu le projet dès 1757, n'étant encore que prince de Piémont. Depuis ce temps l'académie avait existé, mais seulement comme société privée, ce qui ne l'avait pas empêchée de jouir d'une assez grande célébrité. Au mois de juillet 1783, le diplôme royal fut accordé, et par suite de la négociation entamée avec le pape, la dotation de l'académie fut prise sur les revenus des abbayes sécularisées. Le célèbre Lagrange en fut nommé président honoraire.

Une très-grande partie de ces revenus ecclésiastiques concourut, deux années après, à former en réalité l'apanage du duc d'Aost, qui, le 23 avril 1789, fit le mariage projeté, en s'unissant à Marie-Thérèse-Jeanne-Josephe de Lorraine, fille unique de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, gouverneur de Milan, et par conséquent nièce de l'empereur Joseph.

L'existence publique et légale de la société royale d'agriculture date, comme la fondation de l'académie royale des sciences, de l'année 1783 (25 juillet). Elle fut dotée d'une

ferme expérimentale, et on composa son local des jardins des pères de la Merci, dits de la *Crocetta*, qui avaient été antérieurement supprimés. Le comte de Saluces fut nommé, à l'unanimité, président de cette dernière académie.

L'académie royale de peinture et de sculpture était plus ancienne que les deux établissements scientifiques dont il vient d'être question. Elle avait été fondée, dès 1678, sous la régence de Madame royale, Marie-Jeanne-Baptiste de Nemours; mais il y avait long-temps que cette académie s'était vue obligée d'abandonner ses travaux, lorsque Victor-Amédée III la rétablit en 1778.

En 1789, un motif différent de celui qui, précédemment, avait porté le monarque piémontais à intervenir comme médiateur dans les divisions des partis de Genève, l'entraîna dans une guerre avec une autre république voisine, celle de Gênes. Il s'agissait de juridiction violée par les Génois, d'asile accordé à des coupables, à des condamnés même. Le roi avait donné l'ordre d'occuper quelques districts qui dépendaient du territoire génois; et la république; de son côté, se préparait à repousser la force par la force. Le gouvernement de France était alors enclin à protéger le sénat de Gênes, plutôt que la cour de Turin; il craignait surtout de voir des troupes étrangères se rapprocher des confins du Dauphiné, et fournir aux Anglais, si cette lutte se prolongeait, un prétexte de se prononcer en faveur du Piémont. La France s'interposa donc pour concilier les deux puissances qui étaient sur le point d'en venir à de véritables hostilités. Le comte de Vergennes fut chargé par Louis XVI de persuader au roi de Sardaigne de poser les armes et d'accepter les conditions d'un traité dont les bases avaient été réglées à Paris. Victor-Amédée réfléchit qu'en tentant avec les Génois le sort des combats, il ne pouvait y gagner que quelques villages situés dans les montagnes limitrophes de ses Etats. Peut-être aussi fut-il séduit par le conseil que lui donnaient ses ministres de diriger ses vues vers le Milanez, et par l'espoir de réunir, soit la totalité, soit une partie de ce beau pays, au Piémont. Ces idées, au surplus, avaient bien pu naître dans l'esprit du roi lui-même d'après les exemples que lui fournissait l'ambition de l'empereur Joseph II.

En 1784, ce dernier monarque avoit déclaré vouloir obtenir, à tout prix, l'ouverture et la libre navigation de l'Escaut, pour faire revivre, s'il était possible, l'ancien

commerce des Pays-Bas autrichiens. Les Hollandais, qui s'opposaient fortement à cette prétention, furent au moment de déterminer M. de Vergennes à faire armer la France en leur faveur, ce qui aurait mis cette dernière puissance aux prises avec l'Autriche. Dans la supposition dont il s'agit, la maison de Savoie pensait sérieusement au rôle qu'elle pouvait jouer, et aux avantages que, dans le conflit, il lui semblait aisé d'acquérir, ainsi que cela lui était arrivé plusieurs fois en semblable occurrence. A tout événement, Victor-Amédée avait envoyé des ingénieurs pour bien examiner les frontières de ses États, et pour reconnaître surtout les endroits où son armée passerait, au besoin, le Tésin plus facilement. Mais la paix ne fut pas troublée entre la France et l'Autriche, comme on s'y était attendu. On crut assez généralement alors que la reine Marie-Antoinette, en raison de l'attachement qu'elle portait à son frère Joseph II, avait beaucoup contribué à empêcher une rupture.

Au surplus, la cour de Vienne n'avait pas ignoré les dispositions où était celle de Turin, avant que la question fût décidée; et l'inimitié à laquelle, depuis long-temps, elle inclinait, éclata tout-à-fait. Mais vers le milieu de l'année 1789, des événements de la plus grande importance pour toute l'Europe, devaient opérer la réconciliation des souverains de l'Autriche et de la Sardaigne.

Les premiers excès de la révolution française, et l'ordre donné très-positivement par Louis XVI au second de ses frères, à ses deux neveux, et aux trois princes de la maison de Condé, de quitter momentanément la France, pour mettre à l'abri des fureurs populaires leurs têtes menacées, avaient obligé le comte d'Artois de partir, le 16 juillet, de Versailles, avec la princesse son épouse et ses deux jeunes fils. C'était en Piémont qu'il était venu, d'abord seul de sa famille, demander asile au roi, son beau-père, et il avait été accueilli avec tendresse. Bientôt, la comtesse d'Artois, les jeunes ducs d'Angoulême et de Berri rejoignirent le prince à Turin. Leur cortége se grossissait de différentes personnes de la cour de France, parmi lesquelles se trouvaient des militaires appartenant aux grades les plus élevés. Les émigrés une fois établis, soit dans la capitale du Piémont, soit à Nice, soit à Chambéri, cherchèrent à exciter le roi de Sardaigne à faire lui-même la guerre, ou du moins à leur fournir un corps de dix à douze mille hommes, avec lesquels ils se flattaient de parvenir à remettre Louis XVI

en possession de sa liberté et de son trône, déjà si ébranlé. Victor-Amédée sentait parfaitement que la position physique et la population du Piémont lui donnaient l'existence, et la considération de première puissance de la péninsule : que par son voisinage immédiat de la France il avait, lui monarque, le plus grand intérêt d'arrêter la contagion du mal, qui avait commencé à exercer de si terribles ravages dans le beau royaume des Bourbons. Ce n'est pas toutefois que le gouvernement, à la fois paternel et militaire, dont Turin était le chef-lieu, ne semblât devoir préserver les Etats du monarque sarde de la propagation des principes révolutionnaires. La détermination qu'il prit alors fut essentiellement motivée sur la vive affection que lui inspiraient ses deux filles, et par suite ses gendres et ses deux petits-fils. Quant à ses ministres, ils comptaient très-probablement, cette fois encore, sur les chances de la guerre qui pouvaient agrandir au-delà des Alpes les possessions de leur maître.

Le prince de Condé qui, en quittant Versailles, s'était dirigé sur Bruxelles, vint à Turin se concerter avec le comte d'Artois. Mais lorsque, selon les vues de ces deux princes, tout se préparait pour opposer une ligue puissante aux progrès de la révolution française, l'empereur Joseph II mourut, et son frère Léopold, grand-duc de Toscane, lui succéda.

En mars 1791, Mesdames Adélaïde et Victoire de France, tantes de Louis XVI, se rendant à Rome, passèrent par le Piémont. Elles furent reçues à la cour de ce pays avec les sentiments et les égards qui leur étaient dus.

Au mois de mai, par suite d'un voyage que le comte Alphonse de Durfort, chargé d'un mandat du roi et de la reine de France, avait fait à Vicence, où se trouvait le comte d'Artois (1), les premières bases d'une coalition contre la France, furent posées à Mantoue, entre le second frère de Louis XVI et Léopold II. Le roi de Sardaigne devait, dans ses intérêts, accéder aux projets formés ; il semblait n'attendre à cet égard que le signal de l'empereur.

Les résolutions sur lesquelles on était tombé d'accord à Mantoue, furent révélées par la déclaration connue sous le

---

(1) *Moniteur* du 10 septembre 1822, et *Mémoires de* Bertrand-Molleville, tome 2, p. 308.

nom de *traité de Pavie*, qui avait été rédigée au mois de juillet 1791. Victor-Amédée, pour ce qui le concernait, s'était, disait-on alors, engagé à marcher sur le Dauphiné, avec un corps de quinze mille hommes. On lui avait offert, en perspective, la cession de la Bresse, du Bugei et du pays de Gex. Du reste, il paraît assez constant, qu'à l'époque dont il s'agit, ce monarque, ayant fait demander à Léopold une entrevue particulière, ne put l'obtenir.

Le comte d'Artois et le prince de Condé auraient désiré ardemment concourir, en personne, à la délivrance de Louis XVI, avec les émigrés français résidant alors en Savoie, à Nice, et en Piémont, auxquels se seraient joints quelques gentilshommes dévoués de l'intérieur du royaume. Mais des intrigues pratiquées, soit au dedans, soit au dehors des Etats du roi de Sardaigne, s'opposèrent à l'accomplissement des vœux de ces deux princes. Plusieurs hommes distingués des provinces de France les plus voisines payèrent plus tard, de leurs têtes, la part qu'ils avaient voulu prendre à un plan chevaleresque, resté sans exécution.

Pour se rendre à la conférence de Mantoue, le comte d'Artois avait quitté ses enfants, qui suivaient à Turin, avec une application remarquable, un cours d'artillerie théorique et de génie.

Le 15 mai 1791, le duc de Berri, âgé de treize ans, écrivit à son auguste père, pour lui demander la permission de se réunir aux Français qui avaient franchi, du côté de la Flandre, la frontière de leur pays, et venaient se rallier autour de leurs princes.

Le 27 août, eut lieu, au château de Pilnitz, une conférence entre l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse. Le comte d'Artois y assista encore, ainsi que l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, qui promit, comme les deux autres souverains, de fournir son contingent dans la coalition qui se formait pour mettre le roi de France *en état d'affermir, dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique, également convenable au droit des souverains et au bien-être de la nation française.* Telles étaient les expressions de la déclaration donnée à Pilnitz, le 27 août, et signée *Léopold-Frédéric-Guillaume.*

Le parti démocratique qui, de jour en jour, fesait en France de plus grands progrès, cherchait tous les moyens de détourner Victor-Amédée de s'associer, en réalité, aux

projets de guerre qu'annonçait la déclaration dont il vient d'être parlé. Différentes circonstances contribuèrent à animer, toujours de plus en plus, ce monarque contre les principes dont la propagation ne se bornait plus à l'intérieur du royaume où ils avaient germé. Dès le mois de mars 1791, une portion du peuple de Chambéri, qui, déjà l'année précédente, s'était montrée accessible à l'influence des révolutionnaires leurs voisins, insultait les Français qui portaient la cocarde blanche. On avait résolu de la leur faire quitter; et, pour y parvenir, des menaces contre tous ceux qui la porteraient étaient placardées dans beaucoup de coins des rues. Un dimanche, jour désigné pour l'insurrection contre les royalistes, les mutins se rassemblèrent sur la place principale, au nombre de trois cents. Trois Français qui voulaient la traverser furent insultés; le peuple se porta même sur eux en leur lançant des pierres. Parvenus jusqu'à un corps-de-garde établi à une des extrémités de cette place, ces trois Français se mirent en bataille avec les soldats du poste qui avaient pris les armes. La populace fut contenue, et un corps de cavalerie eut le temps de monter à cheval; il dissipa l'attroupement en le chargeant avec détermination. La fermeté du comte de Gordon, gouverneur de Chambéri, arrêta ce premier mouvement révolutionnaire dont les auteurs furent découverts et punis.

Le roi de Sardaigne, tout en approuvant les mesures de rigueur devenues nécessaires parmi ses sujets, conservait dans toute sa conduite politique, la modération qui, chez lui, était caractéristique.

Au mois de juin 1791, et précisément lorsque Louis XVI fesait une tentative malheureuse pour se rapprocher des secours qu'on lui préparait au dehors de la France, une révolte eut lieu à Turin, du fait des étudiants. Elle prit un caractère assez sérieux, pour que le comte Graneri, ministre de l'intérieur, et le comte de Salmour, gouverneur de la ville, crussent devoir opposer aux jeunes révoltés la force militaire, particulièrement un régiment d'Allemands, qui était là en garnison, et un escadron de cavalerie du pays. La prudence recommandée à cette troupe encouragea les rebelles, et ils finirent par avoir, momentanément du moins, l'avantage sur la police.

Peu de temps après, un soulèvement, non moins grave, éclata en Savoie. Ce mouvement, dont Montmélian était

le théâtre, fut plus facilement arrêté que ne l'avait été celui du Piémont.

Indépendamment de l'antipathie naturelle entre les habitants de la Savoie et ceux du Piémont, la bourgeoisie du premier de ces deux pays, prétendait avoir à se plaindre du régiment de cavalerie d'*Aost*. Ce régiment fut rappelé, et dès lors le tumulte cessa. Mais plus tard, un grand nombre de Savoisiens, excités par l'exemple de la France, tentèrent encore d'introduire dans leur patrie de grandes innovations politiques.

Il y eut aussi, au mois d'août 1791, un commencement d'insurrection dans Tonon, capitale du Chablais. Les auteurs et chefs furent arrêtés et condamnés à mort. Quelques-uns parvinrent à se soustraire par la fuite; et, retirés dans le Dauphiné, ils travaillèrent à fomenter, par des écrits séditieux, le mauvais esprit de plusieurs de leurs concitoyens, à répandre les opinions et les maximes les plus contraires à l'ordre depuis long-temps établi en Piémont, en Savoie, etc.

La cour de Turin, comme placée plus près du foyer principal des révolutions que les autres gouvernements d'Italie, et exposée la première à l'invasion, se pénétrait toujours davantage de la nécessité de former entre tous les Etats de la péninsule, une ligue pour la conservation des droits de chacun, en cas d'attaque partielle. On s'était assuré, à l'avance, par des négociations cachées, des dispositions du roi de Naples, et de celles même du roi d'Espagne, à cause du duché de Parme. Le pape entrait également dans ce projet d'alliance défensive. La proposition confidentielle d'en faire partie, fut, à deux reprises, adressée aux chefs de la république de Venise, qui donnèrent une réponse évasive. On a prétendu, toutefois, que le sénat avait fini par envoyer très-secrètement au roi de Sardaigne des secours pécuniaires assez considérables.

Par la mort de l'empereur Léopold, arrivée le 1er. mars 1792, et par l'assassinat de Gustave III, roi de Suède, qui eut lieu le 15 du même mois, et amena, le 29, la fin de ce monarque, la coalition contre la France, dont la Russie semblait vouloir être l'âme, perdait deux de ses chefs et restait sans activité.

Louis XVI avait été entraîné à venir, le 20 avril 1792, au sein de l'assemblée législative, proposer lui-même de déclarer la guerre au nouvel empereur, François II, roi de

Hongrie et de Bohême; et le décret ayant été rendu à l'unanimité par cette assemblée, la campagne s'ouvrit aussitôt. Ce ne fut que lorsque le roi de Prusse eut connaissance des attentats commis à Paris, le 10 août, qu'il se mit en marche, à son tour, pour entrer en France. L'électeur de Saxe se joignit à ces deux souverains, ainsi qu'il l'avait promis. Quoique le roi de Sardaigne ne s'expliquât pas encore ouvertement sur son projet de se mêler, lui aussi, très-activement, de la lutte qui se préparait, les Français révolutionnaires n'en doutaient nullement, et ils cherchaient à occuper ce monarque dans son propre pays, de manière qu'il ne pût agir à main armée en faveur de l'Autriche. Cette puissance, de son côté, ne le pressait que fort peu de se décider, animée en cela par des motifs de politique particulière.

Le baron de Choiseul, ambassadeur de France à Turin, depuis vingt-six ans, fut rappelé. Le nouveau ministère français lui destinait pour successeur M. de Semonville, ancien conseiller au parlement de Paris, et alors ministre plénipotentiaire à Gênes. Victor-Amédée avait dans cette ville un chargé d'affaires qui accusait le nouvel envoyé de France d'être fort disposé à répandre dans le Piémont et la Savoie les principes de la révolution, et peut-être même à les y mettre en pratique. Il en donna officiellement avis; et le 19 d'avril, le gouverneur d'Alexandrie, le chevalier de Solar, reçut ordre d'empêcher que M. de Semonville ne pénétrât plus avant dans les Etats du roi de Sardaigne.

Quoique cette interdiction fut faite en termes polis, l'assemblée nationale se regarda comme autorisée à voir désormais dans ce prince, jadis l'ami de la France, un ennemi de plus; mais on se contenta, pour le moment, à Paris, de nommer un nouveau négociateur, chargé des propositions les plus avantageuses pour le souverain du Piémont et de la Savoie. Il est probable que Victor-Amédée, mécontent depuis long-temps, et craignant alors une embûche de plus, se trouvait déjà assez avancé dans ses engagements avec l'Autriche, et que ce fut pour cette raison qu'il refusa encore de recevoir le remplaçant de l'ambassadeur Semonville. Bientôt il ne dissimula plus l'intention d'armer ostensiblement, ne fût-ce que pour repousser, au besoin, la guerre par la guerre, et il ordonna que des provisions de vivres fussent transportées en Savoie, sans réfléchir suffisamment que depuis la démolition du fort de Montmélian,

ce pays n'était plus susceptible de défense. De plus, le roi fit la faute de confier le commandement d'un corps de dix mille hommes au vieux comte de Lazari et au marquis de Cordon, tous deux Savoisiens, et divisés par une ancienne inimitié de famille, éprouvant, en outre, l'un pour l'autre, une antipathie invincible. Ils ne purent s'accorder sur le plan d'opérations qui devait, en cas d'attaque, leur être commun, ni adopter celui que leur soumettait le chevalier Perron, gouverneur de la Savoie.

Les premiers succès de l'armée austro-prussienne en France, sous le commandement du duc de Brunswick, pouvaient déterminer le roi de Sardaigne à ne plus se renfermer dans des plans de défense; mais bientôt arriva le terme des avantages qu'avaient obtenus d'abord les armées opposées aux républicains français.

Dès le 26 avril 1792, Dumourier, ministre des affaires étrangères, s'était plaint très-vivement au sein de l'assemblée législative, de l'affront que la France avait reçu à Alexandrie, en la personne de M. de Semonville, et avait conclu à ce que la guerre fût déclarée, sans délai, au roi de Sardaigne.

Au mois de septembre, le même Dumourier parvint, comme général, à repousser les Prussiens, bien secondé dans ses efforts, par une saison tout-à-fait contraire aux troupes étrangères qui étaient entrées en Champagne, et qui, lorsqu'elles ne manquaient pas tout-à-fait de vivres, n'en pouvaient trouver que de très-mauvaise qualité.

Le 20 de ce mois, Kellermann remporta, à Valmi, une victoire qui força le roi de Prusse d'ordonner la retraite de son armée. Si la cour de Turin s'était décidée alors à attaquer, avec toutes ses forces réunies, le Dauphiné et le Lyonnais, du côté de la Savoie, ou bien la Provence du côté de Nice, elle aurait assez probablement réussi, et d'autant plus que les troupes de la France étaient alors principalement dirigées contre cette grande armée combinée, qui avait commencé par être jugée assez redoutable en Champagne, mais qui cessa tout-à-fait de le paraître, au moment où elle fut amenée à se retirer. Victor-Amédée n'en persista pas moins dans le sistème de se tenir sur la défensive, espérant toujours que les Français n'oseraient l'attaquer, ni du côté de Nice, ni du côté de la Savoie. On savait bien cependant que des troupes républicaines, commandées par le général Montesquiou, se rassemblaient près des confins de ce dernier pays, dans deux

camps, l'un placé à Cessieu, sur la grande route de Lyon en Italie, et l'autre sous le fort de Barraux, entre Grenoble et Chambéri. On avait connaissance aussi des apprêts qui se fesaient en Provence, sous les ordres du général Anselme. Du reste, les trois commandants qui ne s'éloignaient guère plus de Chambéri, que le roi ne quittait Turin, s'obstinaient à ne pas croire que cette armée voisine songeât à aucun envahissement prochain. Ils se fondaient, entre autres raisons, sur ce que, pendant plus de deux mois, ces troupes n'avaient fait aucun mouvement. A la fin, sur la nouvelle que le général Montesquiou réunissait les troupes de ses deux camps, dans la vallée de Grésivaudan, et que, violant le territoire de la Savoie, sans déclaration de guerre connue, sans formalité ni plainte préalable, il marchait sur Montmélian et sur Chambéri, on sentit que les forces qu'on pouvait lui opposer étaient très-inférieures; on considéra que d'ailleurs elles avaient été disséminées pour tenir en respect ceux des Savoisiens qu'on soupçonnait prêts à s'insurger; en conséquence, l'ordre de retraite fut donné. Cependant le corps de Piémontais qui se tenait devant Montmélian, était en état de faire front aux assaillants, et de laisser aux troupes cantonnées dans le reste de la Savoie, le temps de venir rejoindre ce corps. La plus grande partie de l'armée fugitive se dirigea par la Tarentaise ou par les Bauges, étroits et incommodes défilés d'où l'on peut gagner les routes de Flumet et du Faucigni. On ne devait compter pour rien des forts qui avaient autrefois soutenu de longs siéges, mais qui étaient démolis depuis long-temps. Enfin, on abandonna l'artillerie et la presque totalité des vivres et munitions que l'on avait, non sans beaucoup de peine et de frais, transportés du Piémont. Très-peu de corps isolés purent gagner la route de Maurienne, à cause de la maladresse que l'on avait eue de couper le pont de Montmélian. Le général Montesquiou passa les frontières, le 22 septembre 1792, jour d'où l'on fit dater, à Paris, le nouveau calendrier français. Dès qu'il eut mis le pied en Savoie, il y répandit cette proclamation remarquable par sa concision : *Au nom de la nation française; guerre aux despotes, et liberté aux peuples.*

Il fit son entrée le 24 septembre dans Chambéri, sans même rencontrer l'ennemi qu'il croyait avoir à combattre.

Le 25, il écrivit de cette ville, à la Convention nationale, une lettre où il disait que quinze mille hommes effectifs

avaient disparu à l'approche de douze bataillons français seulement; qu'il avait déjà entendu parler en Savoie de proposition de réunion à la France, mais qu'il attendrait qu'on lui fît connaître le vœu de son gouvernement, étant à portée d'influer, comme général, sur le parti qu'il faudrait prendre en cette occurrence.

Avant de s'avancer personnellement, il avait, suivant ce qui était convenu avec le conseil exécutif de France, ordonné au général Anselme d'entreprendre la conquête du comté de Nice. Celui-ci commandait en Provence une division de l'armée française, destinée à porter la guerre en Italie. Ayant appris que les troupes qu'avait de ce côté le roi de Sardaigne, quoique très-supérieures en nombre et bien approvisionnées, se disposaient à se retirer vers Sospello, sur la route de Coni, Anselme ne perdit pas de temps pour obéir à son mandat. Il avait reçu de Toulon quelques munitions, dont il avait grand besoin. Se trouvant de plus secondé par l'escadre de dix vaisseaux que commandait l'amiral Truguet, il marcha sur le Var, tout prêt à attaquer Nice. Cette ville était ouverte, et le château qui la dominait avait été démoli au commencement du siècle, en même temps que celui de Montmélian. Cependant il ne semblait pas difficile aux troupes piémontaises de s'opposer à l'invasion des Français, puisqu'ils devaient passer à gué le Var, qui sépare la Provence du comté de Nice. On s'occupa, mais trop tard, à Turin, des moyens de défendre cette province. Victor-Amédée, toujours enclin à avoir une confiance presque exclusive dans ceux qui avaient porté les armes en Prusse, sous Frédéric II, envoya sur les lieux le comte Pinto, fils du général-commandant du corps du génie. Cet officier, après avoir servi beaucoup d'années à la suite même du monarque guerrier pour lequel le roi de Sardaigne avait tant d'estime, était resté depuis dix ans à Turin, sa patrie. Il avait été nommé, en 1791, colonel et chef de la légion dite *des Campements*. Les plans proposés par Pinto ne furent pas tels que la circonstance les exigeait, ou bien on ne les exécuta pas à temps. Il se trouvait alors à Nice, mais il était obligé de s'y concerter avec le général Curten, gouverneur de la ville. Celui-ci était un octogénaire, natif du Valais, homme irrésolu et affaibli par l'âge. Au surplus, les ordres qui arrivaient de Turin variaient d'un jour à l'autre. Là, comme dans le comté de Nice, on n'avait que des notions très-imparfaites sur les forces qu'Anselme avait rassemblées

à la droite du Var, et on les estimait bien plus considérables qu'elles ne l'étaient en réalité. Son infanterie n'était que de sept à huit mille hommes, la plupart gardes nationaux ou volontaires ; sa cavalerie consistait seulement en deux escadrons de dragons ; son état-major était incomplet ; il n'avait point le matériel de guerre, indispensablement nécessaire pour une telle entreprise. De plus, les vivres manquaient à cette armée.

Celle du roi, aux ordres du général Thaon de Saint-André, était forte de huit mille hommes de troupes réglées, parmi lesquelles se trouvaient quatre régiments suisses, et de douze mille hommes environ de milices du pays. Nice, Montalban, les côtes, la rive gauche du Var, étaient garnies de deux cent quatorze bouches à feu ; enfin les Piémontais avaient partout en abondance des subsistances et des munitions de guerre. Ce fut, malgré la disproportion des forces des Français, et malgré le concours des nombreux obstacles qui devaient arrêter la marche de ceux-ci, que Curten, Pinto, et les autres officiers supérieurs attachés au service de Victor-Amédée, se décidèrent à se retirer sur les hauteurs du col qui sépare le comté de Nice du Piémont, laissant dans la ville menacée des magasins considérables, soit de guerre, soit de bouche, et une belle artillerie. Anselme entra donc dans Nice le 28 septembre 1792. Loin qu'il eût à triompher d'aucune opposition, les magistrats étaient allés au-devant de lui, apportant les clefs de leur ville. La population était de vingt mille âmes ; et on y comptait beaucoup d'émigrés qui, après avoir vainement pressé les habitants de tenter du moins quelque effort pour empêcher l'entrée des républicains français, n'eurent plus d'autre parti à prendre que de suivre les troupes piémontaises dans leur retraite.

Le château de Montalban, placé à l'est de Nice, et à moitié chemin entre cette ville et Villefranche, étant hors d'état de résister à l'artillerie, venait aussi d'être abandonné précipitamment. C'était ce château fort, qui, en 1742, avait, ainsi que la forteresse de Villefranche, soutenu un siége et fait perdre six mille hommes à l'armée du roi de France. Il ne restait plus que cette dernière ville à réduire pour assurer la conquête de Nice.

Le port de Villefranche était assez bien fortifié du côté de la mer, mais difficile à défendre du côté de terre, et du reste vaste et commode. La ville était plus que suffisamment

approvisionné. Elle avait pour gouverneur le chevalier de Fontenex, Savoisien, homme d'esprit et habile mathématicien; il avait même été bon marin, mais quoiqu'il fût encore dans la vigueur de l'âge, il ne montra guère plus de résolution que le vieux Curten. Avant même qu'Anselme fût devenu maître de Nice, Fontenex avait souffert que le port de Villefranche, qu'il était chargé spécialement de défendre, fût occupé par un petit nombre de Français, envoyés là comme observateurs. Cette espèce de surprise contribua beaucoup au succès des vues d'Anselme; car les hommes les plus méprisables parmi les habitants qui se trouvaient de service au port, ayant commencé à piller dans l'intérieur de Villefranche, les citoyens honnêtes se virent obligés d'appeler eux-mêmes le général des républicains pour qu'il vînt les protéger.

C'était dès le 29 septembre qu'Anselme s'était porté sur le fort de Villefranche. Ses agents l'ayant informé que l'ennemi se préparait à évacuer la place, il prit les devants, et suivi d'un détachement de dragons, arriva, le 30, dans le moment où la garnison allait sortir. Il menaça d'une escalade, et intimida le commandant, de telle sorte que celui-ci se rendit à discrétion avec trois cents hommes et dix-neuf officiers. On trouva plus de cent canons, mortiers ou obusiers, une quantité énorme de munitions de guerre, cinq mille fusils, un million de cartouches, et beaucoup d'effets militaires. On saisit, dans le port, une frégate et une corvette, armées de leurs canons, et on s'empara de l'arsenal de la marine qui était bien fourni.

Après la prise de Nice, et des forts qui la couvraient, prise qui amena la disgrâce du commandant de la division dite *de Nice* (Pinto), en même temps que la disgrâce du chevalier de Lazari, commandant en chef de la division de la Savoie, les Piémontais tentèrent plusieurs fois, mais en vain, de repousser les Français de l'autre côté du Var. Poursuivis par le général Anselme, ils se retranchèrent dans la position de Saorgio, château fort qui sert comme de redoute avancée au col de Tende. Par-là, ils fermaient à l'ennemi l'entrée de leur pays, réputé la clef de l'Italie. Le comte de Saint-André accourut pour réunir et réorganiser les troupes piémontaises fugitives. Ayant une grande connaissance du pays, il ranima autant qu'il put le courage de ses compatriotes, et leur inspira, ou crut leur avoir inspiré, pour toujours, son ardeur guerrière.

Ce fut sans succès qu'Anselme attaqua l'ennemi à Saorgio : il lui fallut se contenter d'occuper momentanément Sospello, surpris le 18 novembre, mais promptement reconquis, pour très-peu de temps à la vérité. Le général français voulut se justifier, en alléguant le dénuement de sa troupe, et surtout les neiges qui le mettaient dans l'impossibilité de suivre sur cette pente des Alpes, la trace de l'ennemi, à plus forte raison de tenir la campagne. Les Français prirent donc leur quartier d'hiver, attendant un renfort de six mille hommes demandés en Provence.

Les corps administratifs organisés provisoirement à Nice, avaient fait, le 21 octobre, une adresse au nom de la ville et du ci-devant comté, où ils sollicitaient leur réunion à la république française. Cette adresse ayant été présentée, le 4 novembre, à la convention de France, par deux députés extraordinaires de ces autorités provisoires, MM. Veillon et Blanqui, elle déclara ne pouvoir délibérer sur la demande en question, qu'après avoir eu connaissance du vœu exprès que le peuple aurait émis dans des assemblées primaires.

Le 18 novembre, elle décréta que trois commissaires, choisis dans son sein, se transporteraient à l'armée du Var, dans le pays de Nice et lieux circonvoisins, pour prendre des renseignements sur des désordres que lui dénonçaient les députés extraordinaires de la ville de Nice, et pour chercher les moyens d'y remédier.

L'arrivée prochaine de ces commissaires rendait inutile la présence du général Anselme à Nice. Le séjour de ses soldats dans la province était même dangereux pour lui. La nécessité d'agir vivement lui fit tenter de s'emparer d'Oneille, comme appartenant au Piémont. Il se concerta pour l'expédition, avec l'amiral Truguet, qui avait secondé par mer l'occupation du bas-comté de Nice, et qui se présenta devant la place, y déployant des forces imposantes. Un officier fut envoyé aux magistrats d'Oneille; il devait les presser de se réunir aux Français, et d'éviter les horreurs de la guerre. Les habitants firent d'abord des signaux, comme pour attirer le parlementaire; mais à peine le canot qui le portait touchait-il au rivage, qu'une décharge de coups de fusils, tirés à bout portant, blessa cet officier, ainsi que plusieurs matelots, et tua sept personnes. Dans l'ardeur de la vengeance, on foudroya la ville à coups de canon. Elle fut obligée de se rendre, le lendemain 24 novembre; et dès le même jour, comme elle n'offrait que peu

de ressources, étant environnée de tous côtés par l'Etat de Gênes, on l'abandonna, après l'avoir pillée et incendiée.

A cette époque, l'armée française en Savoie pouvait être de quinze mille hommes. Celle d'Italie, cantonnée dans le pays de Nice, était un peu plus forte, mais on l'avait affaiblie, en envoyant une division du côté des Pyrénées, et en embarquant huit mille hommes destinés à conquérir la Sardaigne, dans une saison de l'année où la navigation est excessivement périlleuse. Cette expédition avait été tellement mal concertée, que son issue fut aussi funeste qu'on l'avait généralement prévu.

Kellermann commandait l'armée de Savoie, et Anselme continuait à être chef de celle d'Italie. Ces deux généraux avaient à combattre, non-seulement les troupes du roi de Sardaigne, mais encore une armée autrichienne qui traversait les Apennins, l'empereur étant enfin disposé à faire passer de puissants renforts en Piémont.

Le 20 novembre, les commissaires de la convention, Isnard, Aubry et Despinassy, écrivent que le général Anselme étant allé secourir son avant-garde chassée du poste important de Sospello, l'a repris sans avoir essuyé aucune perte d'hommes, et qu'ils se décident, n'ayant plus rien qui les retienne à Nice, à repartir pour Paris. Du reste, ils décrivaient la détresse des troupes françaises, manquant d'habits, de culottes et de souliers, mais n'en marchant pas moins gaiement à l'ennemi.

Le jour même de l'invasion de la Savoie, le médecin Doppet, et d'autres ardents révolutionnaires, s'étaient empressés d'établir à Chambéri, et bientôt après, dans toutes les villes et tous les bourgs du pays, des clubs, dont les émissaires se répandirent dans les campagnes pour se faire nommer députés à l'assemblée ou convention nationale allobroge, dont la formation était déjà convenue.

C'était le 21 octobre que les mandataires de chaque commune s'étaient réunis dans la ville principale de la Savoie; ils organisèrent une commission provisoire d'administration, décrétèrent toutes les suppressions et spoliations usitées dans la France révolutionnaire; enfin ils votèrent, comme on pouvait bien s'y attendre, la réunion à la république française, et se séparèrent, le 29 octobre, après une quatorzième séance de leur assemblée nationale. Dans cette séance, on avait chargé quatre citoyens (Doppet, Fabre, Dessaix et Villar) de se rendre auprès de la convention de France, en qualité d'in-

terprètes de la volonté du peuple savoisien, en cette circonstance.

Le 20 novembre, la convention ordonna l'impression en français, en espagnol et en allemand, d'une adresse de la société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, qui tenait ses séances à Chambéri. Cette adresse était pleine d'injures contre le roi de Sardaigne; elle fut d'abord envoyée à l'armée française, puis répandue dans les pays étrangers.

Le 27, les conventionnels de Paris, sur le rapport du député Grégoire, s'empressèrent d'adopter la demande qui leur était faite. Les députés savoisiens ci-dessus nommés étaient présents à la séance, lorsque leur pays fut déclaré le quatre-vingt-quatrième département de la république française, sous le nom de département du *Mont-Blanc*. Eux-mêmes prononcèrent, à cette occasion, des discours dignes de l'assemblée qui gouvernait alors la France.

Pour procéder à l'organisation du nouveau département, on désigna quatre commissaires, pris dans le sein de la convention nationale (Hérault de Séchelles, Grégoire, Simard et Jagot). La séance finit par un compliment de Grégoire à ses collègues, qui (leur disait-il) venait de *décréter comme la nature;* et il ajouta *que le seul trône qui resterait désormais dans l'univers, serait le trône de la liberté, assis sur le Mont-Blanc, et dominant la France, la Savoie, la Suisse et l'Italie.*

Le 18 décembre, les commissaires de la convention lui écrivirent que la réunion des Allobroges et des Français était consommée; que toutes les administrations, *les sans-culottes, le sénat, et jusqu'à l'évêque* (1) *et son clergé*, étaient venus exprimer leur joie d'être Français; que *les hommes du Mont-Blanc entendaient aussi être Français, libres, et sans roi.*

Le 24, la convention décréta que les troupes de la république pourraient prendre leur quartier d'hiver dans le comté de Nice et dans la ci-devant Savoie. C'était l'effet d'une mesure générale, en vertu de laquelle toutes les armées républicaines devaient terminer la campagne.

Le 25, les assemblées primaires de Nice et de la partie de

---

(1) C'était un mensonge grossier: la presque totalité du sénat était passée en Piémont; et l'évêque, infirme et septuagénaire, étant gardé à vue dans son palais, y gémissait des excès qu'il ne pouvait empêcher. Il ne donna jamais aucune apparence d'adhésion aux mesures violemment décrétées.

ce pays qui avait cessé de garder fidélité au roi de Sardaigne, eurent lieu, et elles exprimèrent le vœu de faire désormais partie intégrante de la république française.

Le 27 décembre, les commissaires de l'armée du Var se plaignirent, par écrit, de la faiblesse du général Anselme, et annoncèrent la décision qu'ils avaient prise de le suspendre de ses fonctions, et de l'envoyer à Paris près du ministre de la guerre. Le général Brunet était nommé provisoirement pour remplacer Anselme.

Le 11 janvier 1793, des députés du peuple et de la ville et du ci-devant comté de Nice, vinrent faire part à la convention du vote émis à l'unanimité, dans les assemblées primaires, pour la réunion. Vergniaux, président, leur donna le baiser fraternel, et ils eurent les honneurs de la séance.

Le 31 du même mois, la convention déclara qu'elle acceptait le vœu librement émis par le peuple souverain du ci-devant comté de Nice. Ce fut le conventionnel La Source, commissaire auprès de l'armée du midi, sur les frontières de l'Italie, qui contribua le plus à faire réunir le comté de Nice à la France, lui qui, quelque temps auparavant, s'était fortement prononcé contre le système des conquêtes.

Le 4 février, il fut décrété que le pays de Nice formerait provisoirement un quatre-vingt-cinquième département, sous la dénomination des *Alpes-Maritimes*; et le 14, que le général Anselme resterait en état d'arrestation. Il était accusé, mais sans preuves suffisantes, d'être le principal auteur des prévarications et des excès commis dans la ville de Nice.

Ce même jour 14 était celui où la réunion de la principauté de Monaco à la France était annoncée à Paris. Biron prit alors le commandement de l'armée d'Anselme. Celui-ci publia, en mars, un mémoire justificatif de la conduite qu'il avait tenue à Nice.

L'attaque contre l'île de Sardaigne, dont il a été question plus haut, avait dû, dans l'automne précédent (1792), coïncider avec l'invasion de la Savoie et de Nice. [illegible] circonstances forcèrent la France de différer cette [illegible]. Une tempête dispersa les vaisseaux de l'amiral Truguet, et l'on convint que, plus tard, on tenterait de nouveau l'expédition.

La première division de l'escadre française [illegible] dait le même amiral Truguet, parut le 28 [illegible] trée du golfe de Cagliari : elle occupa, le 8 [illegible]

gardés comme les deux plus mauvais de l'armée autrichienne. Ils furent mis à la solde du roi ; mais le peu d'utilité de leur service fit prendre le parti de les supprimer pendant la suite de la guerre. Celui de Caprara fut même cassé avec ignominie.

La totalité des auxiliaires ne montait qu'à sept ou huit mille hommes, sous la direction de trois généraux, Strasoldo, Colli et Provéra. A la demande faite par le roi de Sardaigne, d'un général autrichien pour commander en chef ces corps étrangers, en même temps que ses propres troupes, l'empereur avait répondu par l'envoi du baron de Vins, général d'artillerie, qui, dans les dernières guerres de Hongrie contre les Turcs, avait montré beaucoup de talent, étant, à cette époque, sous les ordres du feld-maréchal Laudon. Ce chef arriva vers la fin de février à Turin. On a prétendu qu'il aurait encore mieux rempli les vues du prince qui l'avait appelé, s'il n'eût été enchaîné par les instructions secrètes de la cour de Vienne, qui ne désirait pas que son allié eût de grands succès personnels. D'après l'avis de cette cour, si prépondérante, on fit quelques légères réformes dans l'armée piémontaise, que de Vins trouva d'ailleurs en bon état, et particulièrement les régiments provinciaux.

On forma des corps francs ; et c'était avec cet accroissement que les forces militaires du roi s'élevaient à quarante ou cinquante mille hommes, ce qui paraissait considérable, sans doute, mais ne suffisait pas pour garnir et pour défendre la longue étendue des Alpes qui séparaient le Piémont de la France, depuis le lac de Genève jusqu'à Nice.

On avait néanmoins l'espoir d'obtenir quelque avantage important, si l'on partageait l'armée austro-sarde en deux corps seulement, placés de manière à pouvoir se secourir l'un et l'autre au besoin, et de pénétrer soit en Provence, soit dans le Dauphiné, ou le Lyonnais; mais tout fit croire, et toujours de plus en plus, que les ordres qu'avait apportés le général de Vins, l'obligeaient de ne conseiller ni n'exécuter aucune entreprise qui pût augmenter, soit la réputation, soit la puissance, du roi de Sardaigne. Il approuva la division de toute cette armée en plusieurs corps, chacun de douze ou quatorze mille combattants. Le plus nombreux, le plus fort, fut donné au comte de Saint-André, qui eut ensuite pour collègue, avec une égale autorité, le général Colli. Saint-André se porta vers Nice, où le duc de Chablais, frère du roi, vint prendre le titre de généralissime.

Le général Strasoldo, destiné à garder la vallée de Stura, eut sous ses ordres quatre à cinq mille hommes; le prince de Carignan lui servait d'aide-de-camp. Une division à peu près égale à celle de Strasoldo, et qui était sous le commandement du général Provera, fut chargée de défendre les vallées de Maïra, de Vraïta et du Pô. Celles de Lucerne et de Saint-Martin, attenantes aux vallées du Pô, furent laissées à la garde des Vaudois, qui les avaient anciennement habitées, et qui, animés par l'Angleterre, et appuyés par deux petites troupes de bons soldats, tinrent bien fermés ces passages des Alpes, quoique le fort de Mirabouc eût été abandonné aux Français par son commandant.

On fit partir pour la Savoie et pour la vallée d'Aost, le marquis de Cordon, et le duc de Monferrat, troisième fils du roi, l'un avec sept ou huit mille hommes, l'autre avec cinq ou six, outre un bon nombre de milices. Ces deux corps qui, réunis, en formèrent un de douze mille combattants, étaient destinés à recouvrer la Savoie; et de là ils devaient tenter quelque irruption sur le territoire français, s'ils en trouvaient une occasion favorable; mais on ne voulait se mettre en mouvement qu'au mois d'août.

L'occasion attendue était fournie par le soulèvement de la ville de Lyon contre la tyrannie de Robespierre, après le meurtre de Louis XVI. Alors la cour de Turin s'occupa sérieusement de ses préparatifs pour la campagne de cette année 1793, pendant laquelle généraux et officiers, soit piémontais, soit savoisiens, montrèrent un courage et un dévouement partagés par leurs soldats. Les milices même égalaient en patience, en intrépidité et en bonne conduite les meilleurs régiments de ligne.

Depuis que le commandement de l'armée des Alpes avait été retiré par le gouvernement français au général Montesquiou, on l'avait confié à Kellermann. Ce dernier répondait à des amis qui lui demandaient: « Où vas-tu? — Je vais à » Rome. »

Il avait sous lui le général Biron, chargé de diriger la partie de l'armée qui occupait Nice et les rives du Var. Biron écrivit au ministre de la guerre Beurnonville, pour lui annoncer un avantage important que les généraux Brunet et Dagobert, commandants sous lui dans cette armée (laquelle portait alors le nom d'*armée d'Italie*), avaient remporté, le 14 février, à Sospello, sur un corps de troupes autrichiennes et piémontaises, fort de deux mille

hommes, la troupe française étant beaucoup moins nombreuse.

Dans le mois de mars, Biron s'occupa de fortifier les retranchements opposés à ceux que le comte de Saint-André avait élevés dans le voisinage de Sospello. Plusieurs fois les Français attaquèrent les austro-sardes; et ceux-ci tentèrent aussi quelques attaques, sans qu'il en résultât rien de très-décisif. Pendant le cours du même mois, le général Brunet signala, dans différentes affaires, sa bravoure et son activité. Il enleva aux Piémontais le poste formidable du Belvédère, défendu par cinq mille hommes, fit deux cents prisonniers, et s'empara de deux pièces d'artillerie.

Le 30 avril, la convention nomma commissaires près de l'armée des Alpes, quatre de ses membres, Albitte, Gauthier, Nioche et Dubois-Crancé; et auprès de l'armée d'Italie, Barras, Beauvais, d'Espinassy et Pierre Bayle.

Dans la séance du 21 mai, où il était question de Kellermann, devenu seul commandant en chef des deux armées des Alpes et d'Italie, et qui s'était cru obligé, pour renforcer les troupes occupées du siége de Lyon, de dégarnir les frontières du Mont-Blanc, des Basses et Hautes-Alpes, Collot-d'Herbois témoigna son étonnement de ce que l'on n'avait pas mis à la tête de l'une des deux armées, le général Brunet; celui-ci ne tarda pas à être investi, sous les ordres de Kellermann, d'un commandement important dans la péninsule italique.

Vers le milieu de mai, une insurrection avait eu lieu dans le canton de Thônes, district d'Anneci. Son but principal était l'opposition au recrutement; et on répandait que ce mouvement avait été fomenté par les prêtres et les agents du roi de Sardaigne. Les insurgés furent promptement réprimés par la force des armes; et une commission militaire condamna à mort le procureur de la commune, en attendant le jugement du tribunal criminel du département auquel on avait remis les prisonniers.

Dans les premiers jours de juin, des ordres donnés par Kellermann firent attaquer le poste de Clavière, premier village piémontais, sur la limite du mont Genèvre, dans les Hautes-Alpes. Quelques soldats du roi de Sardaigne, tués, blessés ou prisonniers, voilà à quoi se borna cette petite affaire.

Le 22, le général Biron se plaignait que le plus grand désordre avait régné dans la retraite des troupes de la répu-

blique, après une tentative de leur part pour s'emparer de Busseau, qu'il appelait, dans sa lettre, *un poste assez intéressant de brigands.*

Les troupes commandées par le général Brunet étaient presque doubles de celles des Piémontais. Néanmoins, ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il remporta quelques avantages dans les différents combats livrés par lui aux postes avancés du comte de Saint-André.

Le 8 juin, dans un de ces combats, plus animé que les autres, le général Piémontais fut contraint d'abandonner ses premières lignes, et de se retrancher près de Saorgio.

Brunet, qui avait été encore moins heureux dans un nouvel effort tenté le 12, voulut en faire de plus grands au mois de juillet, pour triompher des Piémontais, qui étaient couverts par des retranchements formidables, et qui, à l'approche d'une flotte espagnole, s'étaient livrés à l'espérance de pouvoir chasser les Français de Nice. C'était le 29 que Brunet avait donné l'ordre d'attaquer sur cinq points. Si la colonne de gauche, commandée par le chef de brigade Serrurier, eût pu s'emparer du fameux col de Raous, qui défend les approches de Saorgio, les troupes du roi de Sardaigne étaient renvoyées jusques dans leur pays. Quoi qu'il en soit, la bataille paraissait perdue pour eux, lorsque le comte de Saint-André fit poster de l'artillerie, de manière à prendre en flanc cette colonne d'attaque. Ce mouvement décida la victoire en faveur de l'armée sarde ; elle fut la plus éclatante qu'on eût vue dans le cours de la guerre. Du reste, Brunet se vantait des succès qu'il avait obtenus sur les autres points, et ajoutait : « Nous avons pris beaucoup » d'effets de campements ; les soldats vont en faire des pan- » talons. Nous sommes des sans-culottes, *et d'effet ;* mais » cela ne nuit ni au patriotisme ni au courage de nos braves » frères d'armes. »

On estime que, dans le combat qui eut lieu le 29 juillet au col de Raous, et dans un autre, livré aussi par Brunet, deux jours après, au col de Lantion, il perdit environ douze mille hommes. Ainsi, le seul corps de l'armée française qui fut en mesure de pénétrer en Piémont, étant battu et repoussé, le roi de Sardaigne se regarda comme tranquille de ce côté, tandis que, vers la Savoie, il fesait entreprendre une expédition de la plus grande importance pour l'ensemble des intérêts de la coalition.

Lyon sentait peut-être plus qu'aucune autre ville de

France, le poids de l'affreux joug de Robespierre. Ne pouvant supporter davantage des vexations et des cruautés inouies, les habitants conçurent le projet de se soustraire à tant de malheurs en appelant le roi de Sardaigne à leur secours. Victor-Amédée répondit avec empressement à cette proposition, et commença par demander à la cour de Vienne qu'elle fît passer par Chambéri, pour être réunis à un corps de troupes piémontaises, les deux régiments autrichiens qui étaient en garnison dans le Milanez et n'y servaient à rien. Il représenta la possibilité qu'après la prise de Lyon, l'armée austro-sarde se portât du côté de Toulon, et qu'elle contribuât à la conservation de ce port, occupé alors par les escadres combinées de l'Angleterre et de l'Espagne.

On a prétendu que le ministère autrichien signifia au roi de Sardaigne qu'il devait, avant tout, donner une garantie de la bonne intelligence entre les deux puissances, en restituant à l'Autriche le Novalèse, avec le district de Pavie, cédé au roi par l'impératrice Marie-Thérèse, en vertu des traités de Worms et d'Aix-la-Chapelle; et que, en compensation, on l'aiderait, comme on le lui avait déjà plus d'une fois promis, à se rendre maître en France de la Bresse et du Bugey.

Si cette assertion était fondée, elle confirmerait l'idée que l'on a eue souvent de l'esprit qui semble avoir constamment animé le cabinet d'Autriche dans ses relations avec la maison de Savoie. Ce qui est positif, c'est que Victor-Amédée, voyant que le général de Vins, en qui il avait, jusque-là, mis toute sa confiance, ne voulait absolument mettre en campagne que la moindre partie des troupes dont il pouvait disposer, s'arrêta bientôt à la résolution de venir, avec ses seuls moyens personnels, au secours des malheureux Lyonnais, et cela, aussitôt après qu'il aurait reconquis les duchés de Savoie.

Ce prince, par une nombreuse émission de papier-monnaie, avait, au moins ostensiblement, remonté ses finances. Un édit du 10 mai 1793 portait jusqu'à trente millions, la masse des billets d'État, qui ne s'élevait, auparavant, qu'à deux millions et demi. D'autres édits des 19 novembre et 13 décembre de la même année, créèrent pour plus de treize millions de nouveaux billets.

L'armée piémontaise, forte de vingt mille hommes, pénétra en France par six débouchés, sur une étendue de

quatorze lieues. La première attaque fit rétrograder les postes français derrière l'Isère et l'Arc.

Le duc de Montferrat, troisième fils du roi, et le marquis de Cordon, entrés par la vallée d'Aost, avec les troupes destinées à cette expédition, voyaient devant eux Kellermann. Ce général français n'avait laissé en Savoie que sept mille hommes, sous les ordres des généraux Doyen et Badelonne. Dès qu'il fut instruit des desseins du monarque sarde, il se pressa de renforcer l'armée qu'il commandait, et marcha à la rencontre des Piémontais. Le marquis de Cordon courut le risque d'être pris en personne. Il était entré dans la Maurienne, par un passage très-difficile, et assez éloigné de celui par où le duc de Montferrat se dirigeait pour venir le joindre et pour attaquer avec lui les Français retranchés à Aiguebelle. Le chevalier Fausson de Germagnan, militaire qui s'était distingué dans la guerre des Russes contre les Turcs, fit annoncer au marquis de Cordon qu'un détachement considérable de Français, arrivé déjà à Saint-Jean, capitale de la Maurienne, était en mesure de le prendre par derrière (1), tandis que Kellermann lui fesait front avec des forces évidemment supérieures à celles du corps piémontais. En conséquence, Cordon donna l'ordre de la retraite, qui s'exécuta en bon ordre.

Le duc de Monferrat était encore dans la Tarantaise, quand il fut instruit de cette marche rétrograde, et il faillit être supris par Kellermann. On accusa même, en France, ce dernier d'avoir, par sa lenteur, laissé au prince la facilité de s'échapper. Le général se justifia, en prouvant qu'il n'avait pas de forces suffisantes pour marcher d'un côté à la poursuite du marquis de Cordon, et de l'autre côté tourner le fils du roi de Sardaigne, avec espoir de le faire prisonnier.

Dans le même temps, le marquis de Solar, qui avait conduit dans le Faucigny un petit corps de troupes, se vit aussi réduit à repasser le *Bonhomme* et l'*Allée-Blanche*, pour se retirer dans la vallée d'Aost.

Si l'armée piémontaise avait pu réussir à secourir Lyon,

---

(1) C'étaient trois bataillons détachés du camp de Tournous, qui, par les montagnes, s'étaient portés sur Valoire, où ils demeurèrent dans l'inaction, mais qui pouvaient aisément descendre sur Saint-Michel.

dans la position des deux armées qui étaient en face l'une de l'autre. On serait toutefois parvenu à déloger les Français, si le général De Vins, chargé à cette époque de diriger les opérations qui restaient encore à faire pour le roi de Sardaigne, avait exécuté le plan que lui-même avait proposé et fait adopter. Dans les conseils précédents, il avait prouvé que, pour forcer l'ennemi d'évacuer le comté de Nice, il fallait se porter sur les rives du Var par la vallée de Tinea; mais maintenant, en annonçant que ce serait lui qui commanderait en personne l'expédition, il invitait le duc d'Aost à se poster dans cette vallée avec les troupes qu'il avait sous ses ordres.

De Vins rejoignit le prince avec la plus grande partie de ses Autrichiens. On forma un camp devant Glans; on fit occuper le col de Viale, par un bataillon piémontais, et l'on étendit une ligne de postes avancés à la Torre, Malaussena, Massuino, et autres villages, pour assurer et garnir le grand camp.

Sur ces entrefaites, les dépêches adressées de Vienne au général autrichien, déterminèrent un changement dans ses plans; et, tandis que l'on s'attendait à le voir effectuer promptement ce qu'il avait projeté pour attaquer l'ennemi, il s'excusa de son inaction, alléguant tantôt qu'il manquait de munitions de guerre, dont cependant son armée était plus que suffisamment pourvue, et tantôt qu'il n'avait pas de vivres, quoiqu'il en eût reçu abondamment du comte de Ponziglione, intendant de l'armée, que le roi lui avait envoyé pour s'entendre avec lui et pour le satisfaire en tous points. Bien loin que De Vins fut dans la détresse, on lui avait fourni, en boulets de canon, grains, vêtements et argent, plus qu'il n'avait demandé; et qu'à la fin de la campagne les magasins étaient remplis, au point que, pendant douze jours, un grand nombre de mulets furent occupés à soustraire toutes ces provisions aux ennemis.

A la fin, pressé par le roi et par le duc d'Aost, ce général prit son parti d'attaquer, le 17 octobre 1793, le poste de Giletta, occcupé par sept cents républicains qui étaient sans canons. Il donna un très-grand air d'importance à cette petite expédition, et cependant il y alla assez doucement, pour laisser le temps à la troupe française de recevoir un renfort. Le premier jour, les Piémontais, ayant voulu aller en avant, furent repoussés, et on leur fit un assez bon nombre de prisonniers. Le lendemain 18, ils furent attaqués à

procession solennelle du 8 septembre *se ferait dans Nice* (1).

La convention nationale, ou son ministre de la guerre, apprenant par des émissaires, la confiance que montrait Victor-Amédée III, de pouvoir reconquérir Nice, rappela précipitamment Brunet, qui ne tarda pas à être mis en accusation. On ne motiva pas cet acte de rigueur sur son projet, réel ou supposé ; mais il était accusé formellement d'avoir *dissimulé au gouvernement l'étendue de ses pertes*. Plus tard, on lui imputa des correspondances suspectes, et la connivence la plus coupable avec les principaux auteurs de la reddition de Toulon aux Anglais. Il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris, et immolé le 17 novembre.

Masséna avait remplacé Brunet dans son commandement; et il ne fut pas possible d'entamer avec ce nouveau général l'arrangement sur lequel on avait compté à Turin.

Cependant, le roi persistait à vouloir attaquer Nice et en chasser les républicains français. En conséquence, il s'était porté sur les hauteurs de Saorgio, où le comte de Saint-André avait pris une position avantageuse; mais le duc d'Aost, qui, avec un corps de trois à quatre mille hommes, était prêt à entrer dans la vallée de Lantosca, par le col dit *Delle Finestre*, pour seconder les opérations de l'armée principale où se trouvait le monarque, ne put arriver qu'un jour après celui qui était convenu. Néanmoins, on donna l'assaut à tous les postes des Français, qui, sans beaucoup de résistance, se retirèrent, par Lantosca, à Utelle. Il était encore facile de les tourner, pour peu que le duc d'Aost réussît à s'avancer promptement. Ce prince craignant de laisser derrière lui une redoute ennemie, s'obstina à faire des efforts pour s'en emparer. Il éprouva une résistance bien plus grande qu'il ne s'y était attendu. Ce second retard de sa part, effet non de sa lenteur, mais d'une bravoure déployée hors de propos, fut en partie cause de l'impossibilité qu'il y eut désormais, de chasser les Français du camp de Tuec, où le général Colli les avait réduits à se renfermer. Tout le mois de septembre s'écoula sans que les combats partiels, mais continuels, qui avaient lieu, amenassent aucun changement

---

(1) Le 8 septembre était le jour où l'on célébrait, en Piémont, et particulièrement à la Superga, la délivrance de Turin qui avait eu lieu en 1706, les Français ayant été alors complètement battus sous les murs de cette ville, après l'avoir assiégée pendant plusieurs mois.

ves avec les Autrichiens en Allemagne et en Hongrie. Néanmoins, l'événement justifia l'idée qu'on avait eue que le comte de Saint-André aurait continué, plus heureusement que Colli, la guerre du côté de Nice.

Le baron Chino, colonel d'un régiment piémontais, homme supérieur sous plusieurs rapports, au marquis de Cordon, et qu'on avait mis à la tête d'un corps de troupes destiné à la défense du mont Cenis, ne réussit pas mieux que Colli. Attaqué par des forces considérables, il se vit dans la nécessité d'abandonner ce poste, sans pouvoir en retirer l'artillerie qu'il y avait conduite.

Dans une autre partie des Alpes, la garde du mont Valesan, qui domine le petit Saint-Bernard, avait été confiée à M. Bergoz, capitaine d'un régiment de la république de Berne. On prétendit dans le temps qu'il s'était vendu aux républicains pour une forte somme. Le mont Valesan une fois pris, les Français eurent moins de peine à se rendre maîtres du Saint-Bernard, ce qui eut lieu le 3 avril 1794; et ils étaient à peu près sûrs de s'emparer de la ville et de la vallée d'Aost, pour peu que le duc de Montferrat ne tînt pas ferme dans le lieu appelé *Camp du prince Thomas*, qui est au pied de ce col, et qu'il ne les empêchât pas de marcher en avant.

La vallée du Pô était bien gardée par le général Provera, de manière que les Français ne purent pénétrer en Piémont, ni par la vallée de Vraïta, sur laquelle domine Château-Dauphin, ni par celle de Stura, qui descend jusqu'à Démont et à Coni.

L'armée française fit de plus grands efforts encore du côté de Nice. Ses chefs, pour ne plus s'exposer aux malheurs de la campagne précédente, dans leurs entreprises sur Saorgio, dont ils avaient résolu de devenir maîtres, se déterminèrent à tourner ce poste. Il fallait, pour cela, traverser un district du territoire de Gênes. Si la neutralité que le sénat avait déclaré formellement vouloir observer dans la guerre actuelle entre les puissances coalisées et la république française, avait été respectée par les armées mises en mouvement, le passage des Français dans les Alpes maritimes, et dans le Haut-Montferrat, aurait été facilement arrêté par le corps de troupes austro-sardes qui restait encore entre le comté de Nice et l'État de Gênes. Saint-André, connaissant l'importance de ce passage, avait été d'avis de considérer comme n'existant pas une neutralité qui ne pouvait

dans le fait durer long-temps, et d'occuper les parties du pays génois par lesquelles il était aisé d'entrer en Piémont; mais le roi tenant religieusement à sa parole, s'y refusa: il espérait d'ailleurs que la position qu'avaient prise ses troupes, suffirait pour tenir l'ennemi éloigné du col de Tende, et qu'ainsi le Piémont demeurerait inaccessible.

Le 5 avril 1794, les troupes se rassemblent en grand nombre à Menton. La nuit, le général Aréna se rend à Vintimille et demande à parler au gouverneur Spinola. Celui-ci paraît, et Aréna lui remet, de la part du commandant en chef, et des représentants du peuple, un manifeste sur l'entrée des troupes françaises dans le territoire génois. Il ajoute que l'armée est en route, et qu'elle ne peut tarder d'arriver. Le gouverneur proteste contre la violation de son territoire, et envoie sur-le-champ un adjudant-major au général en chef, dans l'espoir de lui faire abandonner le projet de porter atteinte à la neutralité des Génois. Mais toutes les représentations furent inutiles; l'avant-garde arriva le matin du 6 à Vintimille. Le corps d'armée suivit, deux heures après, avec le général Masséna, et les représentants du peuple Salicetti, Robespierre jeune et Ricord.

Les Français, ayant une fois mis le pied dans l'Etat de Gênes, attaquèrent, avec des forces considérables, Colli, lequel se défendit valeureusement, et employa son artillerie très à propos. Néanmoins, la pusillanimité d'un régiment qui prit la fuite, obligea ce général de céder la place; et ne croyant pas non plus pouvoir se maintenir dans le col de Tende, ni dans la vallée par où l'on en descend, il se retira dans le bourg de San Dalmas, qui est entre le village de Limon, et la ville de Coni, laissant derrière lui le fort de Saorgio, qui est la clef des Apennins.

A cette même époque, on découvrit à Turin une conspiration qui ne se bornait pas à vouloir changer la forme du gouvernement, mais qui tendait à faire périr d'une manière violente le roi et la famille royale. On publia que cette conspiration avait été ourdie par des hommes qui étaient en correspondance avec le citoyen Tilly, alors ministre de la république française à Gênes. Le chef était un médecin appelé Barolo, fils d'un homme qui exerçait aussi la médecine dans la capitale du Piémont avec beaucoup de réputation, et qui avait épousé une personne attachée aux princesses de la maison souveraine. Barolo, arrêté et convaincu, déclara ses complices; ils furent bientôt jugés. Les nommés Chantel et Junod,

subirent la peine de mort; d'autres conjurés furent jetés dans les fers. Quelques-uns, plus heureux, allèrent chercher un asile à Gênes ou en France, ou en Suisse. Quant à Barolo, on l'enferma dans une forteresse, d'où il sortit par suite des événements politiques qui eurent lieu, quelques années après, en Piémont.

La position prise à San Dalmas, et dans toute la plaine du haut Piémont, qui est entre Mondovi et Coni, était fortement menacée par les généraux français Serrurier, Gardane et Masséna. Le roi de Sardaigne obtint, à cette époque, un nouveau corps d'Autrichiens, toujours sous les ordres de l'archiduc Ferdinand et du général Wallis, à la condition seulement de ne pas faire servir ce corps ailleurs qu'en plaine. Le général Colli agit si bien que les Français, redoutant de se trouver entre le camp de San Dalmas, et celui de Morozzo, dans la même province, n'avancèrent pas du tout pour le moment.

Mais ils avaient résolu d'enlever à Victor-Amédée le port et la ville d'Oneille, seule place qui lui restât pour communiquer avec les Anglais, et avec l'île de Sardaigne. Oneille servait encore de retraite aux corsaires des puissances coalisées, qui interceptaient le commerce de Marseille avec la côte de Gênes. Le sénat avait beau objecter sa neutralité, pour empêcher que son territoire ne fût traversé de ce côté; il avait beau mettre en avant sa crainte, assez bien fondée, que les Autrichiens réunis à l'armée du Piémont n'exigeassent à leur tour la même condescendance, de manière qu'une portion de la petite république deviendrait le théâtre de la guerre : les trois représentants du peuple français nommés plus haut répondirent à ces arguments par une proclamation en date du 30 mars 1794, où ils alléguaient la nécessité de prévenir une invasion dont les puissances d'Italie, et surtout le roi de Sardaigne, menaçaient la France; ils prétendaient même que, pour en faciliter l'entrée à ce monarque et pour l'indemniser des frais de la guerre, les puissances coalisées lui avaient promis la totalité de la Ligurie. Du reste ils s'engageaient à ne rien faire, ni souffrir, qui fût contraire à la neutralité reconnue.

Aussitôt après la proclamation, les Français marchèrent sur le territoire d'Oneille. Les Piémontais occupaient la hauteur de Sainte-Agathe. La rapidité avec laquelle ce poste fut enlevé imprima une telle épouvante, qu'Oneille ne fut nullement défendue. Ce fut le 8 avril 1794 qu'on y en-

tra. Les troupes sardes s'étaient retirées en désordre dans les gorges des Apennins.

Le 16, l'armée française, maîtresse d'Oneille et de Loano, chassa les Austro-Sardes des hauteurs de la ville d'Orméa et de Pont de Nava, situé sur le Tanaro. Le 17, elle entra dans Orméa, qui est à 25 lieues de Turin seulement. Le château qui la domine capitula un des jours suivants; on y trouva beaucoup de munitions de guerre. La perte des Autrichiens, en particulier, fut de 400 prisonniers ou déserteurs. Par suite on se rendit maître de Garessio, et le fort de Céva reçut la sommation de se rendre; mais le comte d'Argenteau, qui y commandait, répondit qu'il voulait se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Pour s'emparer du fort important de Saorgio, il fallait le prendre à revers, et (en tombant, en deça, sur le grand chemin de Nice, qui passe par le village même de Saorgio), couper toutes ses communications avec le reste de l'armée piémontaise. Saorgio, attaqué en même temps du côté du Piémont, n'y étant pas à beaucoup près aussi fort que du côté de Nice, on avait tout espoir de le réduire, soit par le défaut de munitions, soit de vive force, une fois que l'on serait parvenu à chasser les Piémontais des hauteurs qui séparent la mer de la vallée de la Roye.

Le 27 avril, le col Ardent et les postes voisins sont attaqués et enlevés. L'Authion et le Belvédère sont également emportés. Les crêtes des monts Liguriens tombent toutes au pouvoir des républicains, qui deviennent par là, maîtres de la vallée de la Roye, et attaquent les derrières de Saorgio.

Le chevalier de St.-Amour, Savoisien, était chargé de la défense de ce fort. Il avait ordre du baron Colli, commandant en chef de l'armée piémontaise, de ne rendre la place qu'au moment où il aurait reçu de lui un billet par lequel le général annoncerait être dans l'impossibilité de venir le secourir. Saint-Amour, croyant, puisque le grand chemin de Nice, sur ses derrières, était occupé par les Français, que non-seulement Colli ne pouvait pas lui envoyer des secours, mais qu'il était même hors de mesure de lui en donner avis, capitula le 28 avril. Ainsi, il abandonna à la disposition du vainqueur le corps de troupes établi plus avant dans le comté de Nice, et qui avait vainement désiré se retirer avec les autres, au camp de San Dalmas. Ce corps fut donc fait prisonnier de guerre. Le chevalier de Saint-Amour, arrêté par ordre de Colli, fut conduit enchaîné à

Turin, où un conseil de guerre le condamna à être fusillé. Il reçut la mort avec plus de force d'âme qu'il n'en avait montrée en commandant la garnison de Saorgio ; et les Français firent quelques pas de plus vers le Piémont, s'étant, au moyen de l'occupation de cette forteresse, rendu maîtres, quelques jours après, du col de Tende.

Dans le même temps, toute la ligne de l'armée des Alpes attaquait les Piémontais retranchés sur les montagnes les plus inaccessibles. Le 24 avril, la gauche avait enlevé de vive force les redoutes du petit Saint-Bernard, ayant commencé par prendre celles du mont Valesan et le poste de la Tuile. Les Piémontais se retirèrent sur la cité d'Aost, aux bords de la Doire.

Le 29, les représentants du peuple près l'armée d'Italie, et deux jours après, Dumerbion, général en chef provisoire de l'armée, annoncèrent à la convention la prise de Saorgio, de Belvédère, de Rocabillière et de Saint-Martin. Les fameux camps des Fourches et de Raous avaient été évacués après des prodiges de valeur de la part des Piémontais. Le 8 mai, un de leurs corps fut attaqué par les généraux Maquart et Masséna. C'était le corps, qui, depuis la prise de Saorgio, s'était retiré sur les hauteurs par lesquelles est dominé l'embranchement du chemin de la Briga et de celui de Tende ; les deux généraux le repoussèrent et prirent le village de Tende.

Le général Gardanne, qui paraissait être en mesure d'attaquer le camp de San Dalmas, et de marcher sur Coni, s'en éloigna précipitamment ; et remontant à Roccavion, Robilant, Vernant et Limon, il alla se poster sur le col de Tende. Le général Colli fit de vains efforts pour en déloger les Français.

Le centre de leur armée était chargé de forcer le mont Cénis, sur lequel on avait construit de vastes retranchements, garnis d'un grand nombre de redoutes. Elles étaient défendues par toutes les troupes piémontaises qui avaient quitté la Savoie, après la prise de Lyon. Pour réussir avec plus de facilité dans cette expédition, une division de trois mille hommes, rassemblée à Briançon, se portait dans la vallée de Bardonenche et de Cézane. Le fort de Mirabouc fut pris dans la nuit du 10 au 11 mai; et le commandant, nommé Mesmer, ayant été arrêté, subit, quelques jours après, à Turin, le sort du chevalier de Saint-Amour. Dumas, général en chef de l'armée des Alpes, s'empara d'Oulx,

et les troupes s'avancèrent presque sous le canon d'Exiles. Les redoutes du mont Cénis furent enlevées le 14. Alors les Piémontais, craignant d'être pris en flanc et enveloppés, se retirèrent en désordre et laissèrent les Français en possession des retranchements qui avaient coûté des frais immenses, ainsi que de vingt-quatre pièces de grosse artillerie.

Pendant ce temps, la droite de leur armée s'avançant par le col de l'Argentière, s'emparait de la vallée de Stura et du poste des Barricades. Ainsi la communication fut établie entre l'armée française des Alpes et celle d'Italie.

Les Français étaient maîtres du sommet des Alpes partout où ces montagnes étaient accessibles aux hommes, tant en Savoie que dans le comté de Nice; mais lorsqu'après avoir escaladé des rochers couverts d'une neige aussi ancienne que le monde, ils voulaient pénétrer dans le Piémont, soit par le col de Tende, soit par le mont Cénis, ils sentaient ne pouvoir en venir à bout sans avoir pris la ville de Coni ou celle de Suze; or, l'une était aussi difficile à prendre que l'autre.

Pour éviter les écueils qui avaient fait échouer l'armée française en 1744, 1746 et 1747, les républicains, après avoir remporté, dans la vallée de Vraïta, où commandait le général Provera, quelques avantages assez importants, mais sans y gagner cependant plus de facilité pour descendre le long de cette vallée, résolurent de suivre les bords de la mer, sur le chemin de *la Corniche*, le long de la côte ou *riviera* du Ponent; d'occuper le marquisat de Final, quoique ce pays appartînt aux Génois, et d'arriver au cœur du Piémont par le Montferrat.

Après avoir franchi quelques défilés que forment les montagnes adossées aux Alpes et aux Apennins, on trouve la vallée qu'arrose le Tanaro, et qu'on suit jusqu'à Albe ou à Mondovi; mais, outre que le chemin de Provence en Italie était bordé d'affreux précipices où l'on ne pouvait rien porter qu'à dos de mulet, et où, dans quelques endroits, il n'y avait pas moyen que quatre personnes passassent de front (ce qui lui a fait donner le nom de *Corniche*), on était encore exposé sans cesse au feu des vaisseaux anglais.

Les Français s'étaient renforcés auprès de Dégo, dans l'État de Gênes; ils y avaient rassemblé quinze mille hommes. Les généraux Wallis et Colloredo, qui se trouvaient

avec dix mille Autrichiens dans le territoire d'Alexandrie, se portèrent à la défense de ce poste ; et quoiqu'ils eussent en tête un ennemi supérieur, ils manœuvrèrent si bien, qu'en le repoussant, ils lui firent perdre environ quatre mille hommes. L'action dura toute la journée du 4 septembre 1794.

Les Piémontais espéraient que les Autrichiens profiteraient du succès qu'ils avaient eu ; mais le général Wallis, au lieu de poursuivre les Français, se retira, avec son armée, vers Alexandrie, où il prit son quartier pour l'hiver suivant, laissant aux troupes du roi de Sardaigne le soin de garder, seules, les frontières dans cette partie. Il est à observer que les Piémontais étaient seuls aussi sur les autres points. Ils seraient toujours restés dans le même état d'isolement, si, pendant cette campagne, deux mille Napolitains n'étaient arrivés en Piémont.

Le général Dumerbion, qui commandait en chef l'armée française au dernier terme du règne de Robespierre, avait trouvé, dans le comté de Nice, dans le haut Montferrat, et sur les confins de la rivière occidentale de Gênes, les choses assez avancées par les généraux Serrurier et Masséna. Aidé de leurs conseils, il combattit avec succès les Austro-Sardes à Cairo, fief impérial.

Le moment semblait favorable pour aller en avant et pour tenter la route du Montferrat vers Acqui et Mondovi, en profitant de la défaite que venaient d'éprouver les ennemis de la France ; mais Dumerbion ne l'osa pas. Beaucoup de personnes attribuèrent sa conduite à l'opposition qu'il éprouva de la part du représentant du peuple Albite. On sait que la Convention, toujours soupçonneuse et jalouse des généraux qu'elle employait, voulait, quant à la direction des opérations militaires, laisser presque toute l'autorité à ceux de ses membres qu'elle envoyait aux armées.

Quoi qu'il en soit, les Piémontais, encouragés par cette inaction de Dumerbion, se remirent assez promptement en ordre. De puissants renforts leur étaient promis par l'Autriche. En les attendant, les troupes du roi de Sardaigne empêchèrent l'ennemi de pénétrer de ce côté, pendant les derniers mois de l'année 1794. Mais, si le roi Victor-Amédée était en ce moment sans grande inquiétude d'être attaqué militairement en Piémont, sa tranquillité personnelle fut bien troublée à Turin par les événements qui avaient lieu dans une autre partie de ses Etats.

La Sardaigne, durant les soixante-seize années qui s'étaient écoulées depuis qu'elle avait passé sous la domination de la maison de Savoie, n'avait été que d'un faible rapport pour son souverain ; mais aussi elle ne lui coûtait presque aucune peine à conserver.

Le marquis de la Planargia, sarde de naissance, était le gouverneur de Cagliari, et commandant-général des troupes de l'île, lorsque, au commencement de 1793, une escadre sous les ordres de l'amiral Truguet, aborda devant Cagliari, comme il a été dit plus haut. Truguet s'attendait à être accueilli par ces insulaires comme leur sauveur. Eprouvant au contraire de leur part une vigoureuse défense, et affecté surtout du dommage qu'un fort coup de vent avait causé à ses vaisseaux, il prit le parti de se rembarquer avec ses troupes pour aller tenter la fortune ailleurs.

Cette libération de l'île de Sardaigne, à laquelle la tempête avait évidemment contribué, fut célébrée comme un miracle par une population qui ne voyait pas seulement des ennemis dans l'armée française, mais la regardait encore comme un assemblage d'hommes impies, corrompus et réprouvés. La nouvelle étant parvenue à la cour de Piémont, y tempéra le vif chagrin qu'avait causé l'invasion de la Savoie et de Nice.

Les Sardes pensèrent que c'était l'occasion de faire valoir les nouveaux droits qu'ils croyaient avoir acquis dans cette circonstance; ils mirent donc en route vers Turin une députation des trois États, chargée de solliciter des grâces, des réformes, et l'admission, la préférence même, dans les emplois publics, qui, jusqu'alors, n'avaient été donnés, chez eux, qu'aux Piémontais seulement. Un temps assez long s'écoula sans que les députés pussent obtenir d'audience. Enfin leurs demandes furent toutes rejetées. Lorsqu'on l'apprit à Cagliari, l'irritation des esprits, déjà mal disposés, fut extrême. Quelques mécontents proposèrent même d'offrir leur île à la France ; mais la plupart des insurgés s'y refusant, on s'en tint à déporter le vice-roi, ainsi que tous les employés natifs du Piémont, et à désarmer un régiment suisse qui servait dans le pays. Ceci se passait à la fin d'avril 1794.

Les mêmes scènes eurent lieu à Sassari. Du reste, la noblesse et la partie restée saine des habitants de la province où cette ville est située, reprirent de la prépondérance; elles gardèrent fidélité à leur souverain, qui envoya, le 6 sep-

tembre, un nouveau vice-roi, capitaine-général, à Cagliari, le marquis de Vivalda. Ce mandataire du roi fut reçu sans obstacle, mais il ne put obtenir l'ombre même de l'autorité qui lui était dévolue.

Bientôt l'anarchie devint générale. Le marquis de la Planargia, nommé commandant en chef des forces militaires qui étaient dans l'île, ou du moins que l'on voulait y organiser, espéra remédier au mal en formant un corps de milice, tout à la disposition du gouvernement, pour tenir en respect les milices nationales. D'un autre côté, le parti populaire, qui, là, comme en France, se qualifiait de *patriotique*, pénétra le dessein du général d'armes, et du nouvel intendant-général Pizzolo. Celui-ci se réglait en tout sur son chef; les insurgés les immolèrent l'un et l'autre à leur fureur, l'un le 6 et l'autre le 26 juillet 1795, malgré les efforts du vice-roi Vivalda. Au bout de fort peu de temps, ce représentant du roi lui-même fut exposé à des insultes; et le désordre parvint à son comble. Tout ce que l'on voulut bien accorder au délégué de Victor-Amédée, fut la conservation de l'île dont ce monarque était reconnu souverain.

Dans le même temps, le roi, justement blessé de la conduite du général Wallis en Piémont, en avait fait porter des plaintes à la cour de Vienne par De Vins, qui s'était rendu auprès de son souverain. De Vins n'avait pas approuvé le choix de Wallis ni celui de l'archiduc Ferdinand; en conséquence, il se réunit aux personnes, qui, en Autriche, avaient la confiance du roi de Sardaigne, pour travailler à obtenir que le nouveau général fût rappelé, et que l'on retirât le commandement à l'archiduc, à l'effet de l'en revêtir, lui, De Vins. Non-seulement on lui accorda ce qu'il désirait, mais de plus des pouvoirs presqu'illimités, en qualité de commandant-général des troupes autrichiennes employées en Lombardie. De Vins fut bien reçu, à son retour, par Victor-Amédée, auquel il exposa tous ses projets pour la campagne qui allait s'ouvrir en 1795. En conséquence de ses projets, un corps très-considérable d'Austro-Sardes fut rassemblé *al Bosco*, célèbre village auprès d'Alexandrie.

L'armée française, établie dans l'État de Gênes, était commandée par le général Kellermann, qui avait reçu l'ordre de conserver ses positions, jusqu'au moment où des forces employées ailleurs pourraient être réunies aux siennes. Le 27 juin 1795, De Vins alla attaquer Kellermann dans son retranchement de Saint-Jacques de Malaré, le repoussa jusqu'à Vado, et ensuite plus loin encore.

Le même jour, le général autrichien d'Argenteau enleva l'importante position de *Sette Pani*, qui domine et couvre Final, mais il n'avança pas jusqu'à cette ville, d'où il aurait pu aisément contraindre les Français à se retirer.

Kellermann ayant perdu beaucoup de monde en différentes rencontres, n'était plus en force suffisante pour se maintenir en cas d'agression. On fut bien étonné lorsqu'au moment où l'on s'attendait à voir le général De Vins continuer vivement ses opérations et chasser l'ennemi de la rivière de Gênes, il alla se camper tranquillement à Vado, où il resta dans la même inaction que celle qui, précédemment, avait été si nuisible au monarque allié de l'empereur. Il faut croire que cette inaction lui avait été de nouveau commandée par la cour de Vienne, toujours inquiète à la seule idée que le roi de Sardaigne pût recouvrer les provinces qu'il avait possédées, et obtenir, par les armes, quelque succès. De Vins, résistant aux sollicitations qui lui étaient adressées pour qu'il s'avançât vers Nice, semblait se contenter d'être en contact avec les Anglais, maîtres de la mer. Il passa deux mois sans sortir, pour ainsi dire jamais, d'un château qui est situé aux portes de Savone, et dont il s'était fait une sorte de forteresse. Il excitait de là quelques armateurs contre les bâtiments légers, qui, malgré ses menaces et celles des Anglais qui croisaient au large sur cette côte, essayaient encore de porter, de Gênes, des vivres aux Français. Il avait, du reste, grand soin de faire estimer les prises qu'on lui amenait.

La méfiance que cette conduite inspirait au roi et aux généraux piémontais contribuait à les détourner eux-mêmes d'entreprises avantageuses, par exemple, celle d'occuper les rives du Var, qui, alors, étaient mal gardées. Néanmoins une tentative eut lieu de la part du général Colli, au bourg de San Dalmas, près de Coni. Le duc d'Aost en fit une autre auprès de Suze, et toutes deux n'eurent point de résultat heureux.

Ce même Colli, vivement piqué de ce que De Vins lui reprochait l'indolence et les retards dont lui-même était accusé, résolut de faire attaquer, à l'improviste, le poste appelé Termini, au-dessus de Garessio, où les Français étaient bien retranchés. Il confia le soin de cette attaque au comte de Bellegarde, colonel des grenadiers royaux, qui s'y porta avec intrépidité, mais n'ayant à sa disposition qu'une partie de sa troupe seulement. L'autre ne put arriver jus-

de la guerre, pour représenter que rien ne réussirait, tant que l'on ne forcerait pas le roi de Sardaigne à se détacher de la coalition. Kellermann était celui des généraux français, qui, jusque-là, avait dirigé avec le plus de talent les opérations défensives de la campagne.

Il n'y avait plus, avec l'Autriche sur tout le continent, que quelques puissances du second ordre, qui restassent armées contre la république française; mais pour que celle-ci pût diriger ses efforts dans la Lombardie, il était indispensable de neutraliser toutes les forces militaires de cette péninsule, en même temps que l'on amènerait le cabinet de Turin à conclure la paix dont il était, depuis quelque temps, question.

Ce cabinet reçut alors de nouvelles ouvertures de l'ambassadeur d'Espagne, accrédité près de lui, et qui parlait au nom de son souverain, uni par les liens du sang avec le monarque Sarde. Mais ce dernier rejeta toutes les propositions et représentations, quoique l'on insistât principalement sur l'intérêt qu'il avait d'assurer, par les moyens qui lui étaient offerts, l'existence, désormais mal affermie, de la maison de Savoie. Victor-Amédée était personnellement dépourvu de toute ambition, de toute vue d'agrandissement : il crut devoir courir les hasards de la guerre, plutôt que d'abandonner la cause de ses alliés. Peut-être sans leur concours immédiat et réduit à ses propres forces, mais aidé d'un subside supérieur à celui que lui accordait l'Angleterre, serait-il parvenu à écarter les Français de ses Etats. C'était, en ce moment, presque le seul souverain de l'Italie, surtout de l'Italie septentrionale, qui pût compter entièrement sur la fidélité de ses sujets; mais, malheureusement pour lui, sa politique et ses opérations étaient assujéties à la volonté et à la marche du cabinet de Vienne.

La campagne de 1795 n'ouvrit pas encore aux troupes françaises l'entrée de l'Italie. Il avait fallu du temps pour que l'armée des Pyrénées vînt joindre celle qui se disposait à franchir les Alpes. Les montagnes et les places qui protégeaient la Péninsule du côté de la France, étaient gardées par quarante mille hommes environ de troupes piémontaises, et par un corps de quinze à vingt mille Autrichiens.

Quoique les Français ne parussent pas, à beaucoup près, être en mesure, ils prirent l'offensive vers la fin de la campagne. Ils n'avaient plus pour chef Kellermann, mais le général Schérer, qui, du commandement de l'armée dirigée

contre les Espagnols, était passé en Italie. Ce nouveau chef conduisant des troupes qui s'étaient exercées dans des pays montueux, et qui, par conséquent, pouvaient être employées fort utilement à la frontière du Piémont et dans les montagnes de l'Etat de Gênes, s'occupa de profiter très-promptement de tout ce que le général Dumerbion avait fait avant lui, et de l'appui qu'il était sûr de trouver dans les généraux Serrurier, Masséna et Rusca. Il termina la campagne par un fait d'armes brillant.

L'armée française, forte de quarante mille hommes, était maintenant dans cette partie méridionale des Alpes où vient s'attacher l'extrêmité de la chaîne des Apennins, dominant de la hauteur du col de Tende, les défilés qui aboutissent de ce côté vers le Piémont par Coni, et de l'autre côté, en descendant les Apennins, vers la mer de Ligurie.

L'armée austro-sarde, qui était alors de plus de cinquante mille hommes et commandée par le baron De Vins, s'étendait au nord des Apennins, depuis Plaisance jusqu'à Céva. Son chemin le plus court pour atteindre les Français, cantonnés au bord de la mer, depuis Nice jusqu'à Onzille, était de pénétrer dans le territoire de Gênes par Campo Freddo, et le col de la Bocchetta. Le général De Vins, malgré les protestations de neutralité que lui opposait le sénat, suivit l'exemple de l'armée française, qui avait traversé, sans scrupule, les Etats génois, pour enlever Onzille au roi de Sardaigne.

Ce général entreprit, mais inutilement, de déposter les Français d'Orméa. Ils le repoussèrent, à son tour, de Garessio et de Borghetto, le combattirent à Pietri, et le défirent complètement à Loano, le 21 novembre 1795.

Le lendemain matin, Masséna attaqua les redoutes ennemies, et fit reculer le général d'Argenteau jusqu'à Bardineto.

La bataille de Loano, qui coûta aux Austro-Sardes une partie de leur artillerie, quatre mille morts et près de cinq mille prisonniers, procura aux Français l'avantage de se trouver maîtres de tout le pays occupé auparavant par les Autrichiens, et surtout de Finale, de Vado et de Savone ; de rétablir ainsi leurs communications avec la mer. Ils auraient même pu, par suite de leur victoire, franchir la barrière des Apennins, si les excès de tous genres auxquels ils se livrèrent, dans la joie de leur triomphe, n'avaient arrêté leurs opérations militaires. Schérer se plaignait publiquement de ces excès; et cependant il était accusé de le fomenter en secret. Son armée qui, à la bataille du 21 no-

vembre, montait à trente mille hommes, s'affaiblissait tous les jours et manquait de tout. On y comptait, pour ainsi dire, plus d'employés que de militaires.

On conçoit que le général en chef des Français ne fut pas ou ne crut pas être en mesure, malgré l'important avantage dont il vient d'être parlé, de se porter encore, soit dans le Montferrat, soit dans le Piémont. Il lui fallait, de plus, s'élancer du pied des Apennins, occuper ou rendre inutiles toutes les forteresses du roi de Sardaigne, traverser un pays que remplissait une nombreuse armée austro-sarde, passer le Pô, enfin attaquer en Lombardie, ainsi qu'on le projetait depuis long-temps, la puissance autrichienne. Schérer ne sentant pas en avoir la force, prit ses cantonnements d'hiver. Il fut imité par ses adversaires. Il y eut même entre les deux armées d'Italie, comme entre celles qui s'étaient battues sur le Rhin, une espèce de suspension d'armes. Du reste, le général français ne cessait de demander de l'argent et des chevaux à son gouvernement, qui ne pouvait lui rien donner de ce dont il manquait. Il fit connaître alors que, si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roye, et peut-être même de repasser le Var. Le Directoire, pour toute réponse, résolut de remplacer Schérer dans son commandement.

Quant à l'Autriche, tout en fournissant des renforts à ses troupes, elle ne sortait pas de son sistème d'inertie, relativement au Piémont, qui était, ainsi que les Français eux-mêmes l'avaient dit long-temps, la *clef de l'Italie*. La péninsule tout entière semblait être sur le penchant de l'abîme, et cependant l'empereur, quelques remontrances qu'on lui fit, n'ordonnait, pour la sauver, aucune mesure active.

De part et d'autre, l'hiver fut employé à augmenter les moyens d'attaque et de défense. Au mois d'avril 1796, l'armée française, en y comprenant tous ses corps détachés, et même ce qui était en Provence, était forte de soixante-trois mille cinq cents hommes. Ceux qui n'exagéraient pas le nombre de l'armée opposée, la portaient à trente-six mille Piémontais, quarante mille Allemands, et quatre ou cinq mille cavaliers napolitains.

Les commandants en chef avaient été changés des deux côtés. Le gouvernement français, à la tête duquel se trouvait, depuis le mois de novembre précédent, un Directoire exécutif de cinq membres, avait, le 23 février de cette année 1796, confié la direction de son armée d'Italie au Corse Buonaparte, âgé de vingt-sept ans, et qui n'avait encore

jamais commandé en chef, ni même comme général divisionnaire dans aucune armée active. Ce jeune général, en apprenant qu'il était nommé pour succéder à Schérer, disait à qui voulait l'entendre: « Dans trois mois, je » serai à Milan ou à Paris. »

L'armée, dont il devenait le chef, était composée de quatre divisions actives, sous les généraux Masséna, Augereau, La Harpe et Serrurier. Chacune de ces divisions pouvait présenter, l'une portant l'autre, six à sept mille hommes. La cavalerie, qui en comptait trois mille, était dans le plus mauvais état.

Le roi de Sardaigne, prévoyant que les forces militaires déjà rassemblées par les Français sur les confins de son pays, devaient encore s'accroître, avait demandé de nouveaux secours à l'Autriche, et en même temps, comme il avait besoin de concerter avec elle le plan des opérations de la campagne prochaine, il avait envoyé à Vienne le baron de la Tour qui, sous les ordres du général Colli, commandait à Tende les Piémontais. Le baron était accompagné du marquis de Saint-Marsan, ancien aide-de-camp du général De Vins. Ce fut à leur sollicitation, qui était appuyée par le comte de Castel-Alfiero, envoyé extraordinaire de la cour de Turin auprès de l'empereur, que ce dernier monarque choisit, pour remplacer De Vins dans le commandement de l'armée impériale, le baron de Beaulieu qui s'était distingué dans les campagnes du nord, et qui, malgré son grand âge, était encore vif et ardent. Quant au commandement de l'armée piémontaise et du corps auxiliaire, il fut confirmé au général autrichien Colli. L'un et l'autre de ces corps d'armée se trouvaient munis de tout ce qui pouvait les rendre redoutables; mais l'armée royale ne recevait pas les ordres de Beaulieu.

Les Français, outre qu'ils étaient gênés par l'abondance des neiges qui couvraient les Alpes et les Apennins, n'avaient pas, plus qu'auparavant, les moyens nécessaires pour entrer en campagne; et leur gouvernement disait toujours ne pouvoir rien leur donner. C'était la première fois qu'un pareil spectacle s'offrait aux regards de l'Europe en temps de guerre.

Sans parler même du courage et de la hardiesse du nouveau chef de l'armée française, le principal avantage de celle-ci consistait en ce qu'elle avait affaire à une armée ennemie composée de troupes de deux nations. Les Piémon-

tais et les Autrichiens étaient animés d'intérêts tout différents; l'objet principal des premiers devait être la défense de leur pays, et celui des seconds, la conservation de Milan. Ce fut sur cette donnée que Buonaparte arrêta le plan de ses opérations.

Il n'avait emporté avec lui, pour conquérir l'Italie, que deux mille louis: c'était tout ce que le trésor national de France contenait alors de numéraire. A peine arrivé à Nice, le 29 mars 1796, le général en chef annonça, par un ordre du jour, que quatre louis en espèces seraient distribués aux généraux, pour les aider à entrer en campagne. Quant aux soldats, il leur promit tout ce dont ils manquaient, des vivres, de l'argent et des habillements, assignés sur leur première victoire.

Il porta, sans perdre de temps, à Albenga, sur le bord de la mer, son quartier-général, qui, depuis le commencement de la guerre, n'avait jamais quitté Nice; fit menacer Gênes par La Harpe; occuper Voltri, situé à six lieues de Gênes, par son avant-garde que commandait Cervoni; et il envoya demander au sénat génois le passage de la Bochetta et les clefs de Gavi, indiquant ainsi qu'il voulait pénétrer en Lombardie, et appuyer ses opérations sur la ville de Gênes même. La rumeur fut extrême parmi les Génois; les conseils se mirent en permanence. Dès que Beaulieu en est informé à Milan, il part en toute hâte pour voler au secours de Gênes, où une insurrection populaire pouvait faciliter l'entrée des Français. Il croit devoir les attaquer, le 9 avril, dans leur position de Voltri, d'où il comptait se diriger sur Savone. Cervoni ne peut lutter contre des forces bien supérieures, et va se réunir, d'après les ordres de Buonaparte, à la division de La Harpe, qu'il rejoint à Notre-Dame de Savone.

De Voltri, Beaulieu vint camper entre Dego et Sassello, d'où il envoya le général d'Argenteau occuper le poste important de Montenotte, forçant les Français qui l'avaient pris de s'en retirer. D'Argenteau exécuta cet ordre, mais ne montra pas dans la continuation de ses efforts la même intelligence, ou la même bravoure.

Montenotte, lieu devenu dès lors fameux, est divisé en deux villages. L'un, qui est situé sur le penchant de la montagne, s'appelle le *Bas-Montenotte;* et l'autre, sur le sommet, en a pris son nom de *Haut-Montenotte.* D'Argenteau, s'étant emparé du premier de ces villages, tint en arrière l'ennemi

dans la vallée qui est située au-dessous. Il s'établit comme il put, ne laissant sur la montagne que des troupes légères peu nombreuses. Aussitôt que les généraux français s'en aperçurent, ils se mirent en devoir de chasser de cette hauteur la poignée d'Autrichiens qui y était campée. De là, ils tombèrent par derrière sur le corps assez fort, de la même nation, qui était dans la vallée, pendant qu'une troupe de cavalerie, peu considérable du reste, le prenait en face et le mettait en déroute complète. Ceci se passa les 11 et 12 avril. Buonaparte, général en chef, fut parfaitement secondé dans ses opérations par les généraux La Harpe, Masséna, Augereau, Cervoni, et par Rampon surtout. De cette opération résulta la célèbre victoire, dite de Montenotte.

Le général d'Argenteau, sentant trop tard sa faute, et ayant tout perdu dans la bataille, eut beaucoup de peine à se sauver seul. Un cri d'indignation s'élevait de tous côtés contre lui. Le général en chef des Austro-Sardes, devant lequel il se présenta, le fit arrêter et conduire, sous bonne escorte, à Mantoue, puis de là à Vienne, pour y être jugé par un conseil de guerre.

Le lendemain 13, le général Ukassowich, au service d'Autriche, pénétra par Sassello dans la vallée où d'Argenteau avait été défait. Il battit, avec quatre mille hommes, les Français, et leur reprit l'artillerie dont, la veille, ils s'étaient rendus maîtres.

En même temps, le général Roccavina arriva avec un corps de troupes légères, jusqu'à Notre-Dame de Savone, conformément au plan de Beaulieu, lequel avait donné ordre à Colli d'occuper Cosseria, poste important, sur la Bormida, qui domine Millesimo, entre la ligne où il commandait lui-même et celle où Colli était à la tête de six mille Autrichiens et des grenadiers piémontais.

Buonaparte revenait de Voltri, où il s'était posté avec Masséna. Connaissant l'importance du château de Cosseria, il fit marcher, le 13, Augereau contre le général autrichien Provera, qui, après avoir vigoureusement défendu les gorges de Millesimo, fut enveloppé et finit par se retirer, avec quinze cents grenadiers, dans le château nommé plus haut, qui était tout en ruines, et où, ne pouvant résister longtemps, il capitula.

Dans son rapport sur la bataille de Millesimo, Buonaparte dit que « l'intrépide Joubert était tout à la fois un gre-

d'artillerie arrivés de Nice. Bientôt il eut soixante bouches à feu à faire approvisionner, et sa cavalerie se remonta en chevaux. Les soldats commencèrent à avoir des distributions régulières; bientôt l'abondance suivit la victoire. L'armée n'était plus éloignée que de dix lieues de Turin, où l'épouvante était extrême.

Dans cette capitale, ce n'étaient pas uniquement des revers inopinés et l'approche d'un ennemi vraiment redoutable, qui mettaient en grand danger le roi, toute sa cour, la noblesse, le haut et le bas clergé. Outre les pertes énormes que l'on avait faites et le découragement de l'armée, on était alarmé de la disposition d'esprit d'une certaine portion des habitants chez qui les opinions françaises avaient fait des progrès remarquables d'année en année; on découvrait même que quelques-uns de ces habitants étaient déjà totalement infectés du poison révolutionnaire. On venait de voir des symptômes d'insurrection se manifester dans plus d'une partie du Piémont. Cette raison-là paraissait plus décisive que toutes celles que l'on mettait en avant pour amener le roi à conclure la paix.

Beaulieu avait fait un mouvement vers l'armée de Colli; mais arrivé à Nice de la Paille, il apprit la reddition de Chérasco : aussitôt il rebroussa chemin, et on n'entendit plus parler de lui.

Le 26 avril, Buonaparte rassembla toute son armée en avant d'Alba, qui avait ouvert ses portes à la division d'Augereau. Il se croyait au moment de livrer une grande bataille, laquelle devait fixer le sort du Piémont; en conséquence, il adressa à ses soldats cette fameuse proclamation, où, leur rappelant six victoires remportées en quinze jours, il leur disait : « Vous avez gagné des batailles sans canons, passé » des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans sou- » liers, bivouaqué sans eau-de-vie, et souvent sans pain. » Et il disait vrai.

Victor-Amédée était enfermé avec les débris de son armée dans sa capitale, où les murmures qui arrivaient jusqu'à lui, ajoutaient beaucoup au malheur de sa position. Néanmoins, tout en voyant son trône menacé, il résistait encore aux sollicitations d'une portion de la noblesse, et de plusieurs de ses plus dévoués serviteurs, qui insistaient sur la nécessité de se séparer enfin d'aussi dangereux auxiliaires que les Autrichiens. Ce monarque trouvait que la pacification qu'on lui proposait offrait presque autant de chances défavorables

que la guerre elle-même, et il disait : « Je préfère encore » m'ensevelir sous les ruines de Turin. »

Le prince de Piémont, quoique naturellement porté aux mesures modérées, exprima les mêmes sentiments et montra la même répugnance que son auguste père. Il fallut les vives instances du cardinal Costa d'Arignan, archevêque de Turin, qui, exerçant une grande influence dans le conseil, fit prévaloir des motifs de religion pour déterminer le roi à entrer en pourparlers avec le vainqueur. Ce fut alors que le chevalier don Lopez d'Ulloa, ministre plénipotentiaire d'Espagne près la cour de Sardaigne, ouvrit à Gênes une négociation avec le ministre qu'y avait placé la France. Ce dernier répondit aux avances qu'on lui fesait, qu'il n'avait aucune autorisation pour établir des relations politiques d'une aussi grande importance. Mais en même temps le baron de la Tour, et le marquis Costa de Beauregard, recevaient de leur souverain, l'ordre de se rendre à Chérasco.

Buonaparte n'ignorait pas que ces mandataires avaient pouvoir de traiter avec lui de la paix, à quelque prix que ce fût. Jugeant bien d'ailleurs les dispositions réelles du roi et de ses ministres, qui cédaient seulement à la nécessité, il accueillit les deux agents du roi avec beaucoup de hauteur. Le résultat de leur mission et de la correspondance qui eut lieu simultanément entre le général Colli et le chef de l'armée française, fut la convention d'un armistice accordé à Chérasco, dans la nuit du 26 au 27 avril 1796. Les conditions en étaient telles, que les plus grands succès obtenus dans le cœur du Piémont, par l'ennemi avec lequel on était entré en négociation, que la prise de Coni même, n'auraient pu procurer à la France des avantages comparables. Victor-Amédée devait quitter la coalition et envoyer un plénipotentiaire à Paris pour y poser les bases définitives de la paix. Il était réglé que les Français resteraient maîtres de toute la partie de ce pays qu'ils avaient occupée jusque-là ; qu'on les mettrait en possession du château de Céva et de la ville de Coni ; que du côté opposé, vers les confins de l'État de Gênes, ils auraient Tortone, ou bien Alexandrie, en cas que Tortone ne pût leur être immédiatement livrée ; que du reste, les troupes françaises seraient pleinement libres de passer le Pô sous Valence (1), place qui était alors entre les mains des

(1) Cette clause était un stratagème de guerre : les Autrichiens prirent

Napolitains ; enfin que les aides-de-camp et courriers français iraient et viendraient, sans éprouver la moindre gêne, dans tout le territoire que conservait le roi de Sardaigne.

Le 29 avril, Coni fut remis aux Français, avec la garantie des dispositions que l'on avait faites pour que Tortone pût aussi leur être livrée. Le lendemain, la forteresse de Céva fut pareillement abandonnée. Ainsi, Victor-Amédée ouvrait lui-même les portes de l'Italie, et s'ôtait tout moyen de se défendre dans sa capitale, qu'il devenait aisé désormais d'assiéger, si le directoire ne signait pas la paix.

Les conditions de l'armistice étant remplies, et le ministre français établi à Gênes déclarant toujours n'avoir pas une autorité suffisante pour décider une aussi grande affaire que celle de ce traité de paix, M. Thaon de Saint-André, dit le chevalier de Revel, et le chevalier Tonso, chef de la secrétairerie d'État aux affaires étrangères, se rendirent à Paris, chargés d'y traiter au nom de leur souverain. En attendant, l'armée d'Italie occupa, le 6 mai, Tortone, cette place étant, ainsi que Coni et Céva, dans le meilleur état possible, et plus que suffisamment approvisionnée; les Français se trouvaient, par-là, bien en position de poursuivre les Autrichiens jusque dans l'intérieur de la Lombardie.

Le 15 mai, un traité de paix fut conclu entre la république française et le roi de Sardaigne, qui promit, comme on l'exigeait, qu'il se séparerait entièrement de la coalition, et céda à la France les comtés de Nice, de Tende et de Beuil. Ce monarque s'engageait de plus à ne pas permettre aux émigrés ou déportés français de séjourner dans ses États. Il consentait à ce que les troupes du directoire exécutif tinssent, jusqu'à la paix générale, garnison dans les forteresses de Coni, la Brunette, Château-Dauphin, Fenestrelles, Tortone et Alexandrie. Les fortifications de Suze, d'Exiles et de Démont, qui couvraient le Piémont du côté de la France, devaient être démolies aux frais de sa majesté sarde, ce qui entraînait un sacrifice de deux millions et demi de livres piémontaises. Enfin, il était de nouveau stipulé que les

---

le change, croyant que c'était en effet le point où ils devaient se tenir en garde ; et, pendant qu'ils y rassemblaient leurs principales forces, les troupes désignées par Buonaparte, doublant quelques marches, passèrent le fleuve, presque sans opposition, à Plaisance, et se trouvèrent ainsi dans le cœur du Milanez.

troupes françaises jouiraient du libre passage pour se porter à volonté dans l'intérieur de l'Italie.

Ce traité, dont les articles secrets n'étaient pas moins affligeants, rendait la situation des Français presque indépendante de tous les événements qui avaient nui à la réussite de leurs précédentes expéditions en Italie. L'armée de Kellermann, que les forteresses de Suze et d'Exiles avaient retenue dans les Alpes, n'avait plus d'obstacles à vaincre pour se porter sur les bords du Pô. Les communications étaient assurées avec la France par le col de Tende, le mont Genèvre et le mont Cénis. Il ne restait au roi de Sardaigne d'autre point fortifié que Turin et le fort de Bard.

Le désordre des finances de ce prince n'avait pu que s'accroître tous les jours; il fut obligé d'émettre douze millions de nouveaux billets, par un édit du 19 juin de cette année.

Au mois de septembre, lorsque Buonaparte s'avançait vers le Tyrol, quelques politiques et bien des militaires pensèrent que si Victor-Amédée III, malgré la paix qu'il avait été forcé de signer, avait pu se décider à tourner ses armes contre le général français, en le prenant par derrière, la guerre d'Italie aurait eu une toute autre direction. Des émissaires anglais, autrichiens et russes, ne manquèrent pas de travailler auprès du monarque sarde pour lui faire prendre ce parti. Mais, deux ans auparavant, il avait refusé les offres de la France, lorsqu'elle lui proposait d'abandonner la coalition, et il n'avait cédé qu'à la force des dernières circonstances. Il résista de même, par respect pour ses dernières promesses, aux nouvelles instances que lui adressaient les puissances alliées.

Ce prince, qui languissait à Moncalier, sa retraite favorite, accablé de privations et d'infortunes, descendit dans la tombe, le 16 octobre 1796, âgé de soixante-dix ans. Il eût possédé toutes les qualités désirables dans un souverain, sans son amour de la guerre qui le fesait cependant moins briller qu'il ne brilla dans la paix. Il laissait, en mourant, un royaume esclave, un trésor épuisé, une armée vaincue; enfin, il transmettait sa couronne brisée et mutilée à l'aîné de ses fils, le prince de Piémont, Charles-Emmanuel-Ferdinand-Marie, qui prit le nom de Charles-Emmanuel IV (1).

(1) Marie-Antoinette Ferdinande, infante d'*Espagne*, et épouse de

CHARLES-EMMANUEL IV.

1796. Le fils aîné de Victor-Amédée, né en 1751, avait toujours été d'une santé faible. Il avait eu pour instituteurs le père Gerdil, barnabite, et depuis cardinal, et le bailli de Saint-Germain. Le premier surtout avait inspiré à son élève les sentiments religieux les plus prononcés. Naturellement

---

Victor-Amédée III, était morte le 19 septembre 1785, et lui avait donné pour enfants :

1°. Charles-Emmanuel-Ferdinand-Marie, *prince de Piémont*, né le 24 mai 1751, et marié, le 27 août 1773, à Marie-Adélaïde-Clotilde-Xavière de France, morte sans enfants, en 1802. Roi en 1796, il abdiqua le 4 juin 1802, en faveur de son frère.

2°. Victor-Emmanuel, *duc d'Aost*, né le 24 juillet 1759, marié, le 25 avril 1789, à Marie-Thérèse-Jeanne-Josèphe d'*Autriche-Modène*, fille de Ferdinand, archiduc d'Autriche, née le 1er. novembre 1773, et qui lui a donné un fils, mort en 1799, à Cagliari, et quatre filles, savoir : Marie-Béatrix-Victoire-Josèphe, née le 6 décembre 1792, et mariée, le 20 juin 1812, avec François-Joseph-Charles-Ambroise-Stanislas, son oncle, archiduc d'*Autriche*, et aujourd'hui duc de *Modène*; Marie-Thérèse-Ferdinande-Félicité Gaëtan-Pie, née le 19 septembre 1803, et mariée, le 15 août 1820, avec Don Carlos-Louis, infant d'*Espagne* ; Marie-Anne-Richarde-Charlotte-Marguerite-Pie, née jumelle, le même jour 19 septembre 1803 ; enfin, Marie-Christine-Charlotte-Joséphine-Gaëtan-Elise, née le 14 novembre 1812.

N. B. Victor-Emmanuel, roi en 1802, a abdiqué en 1821 ; il est mort en 1824.

3°. Maurice-Joseph-Marie, *duc de Montferrat*, né le 13 septembre 1762, mort en Sardaigne, dans l'année 1799.

4°. Charles-Félix-Joseph-Marie, *duc de Genevois* (roi de Sardaigne en 1821), né le 6 avril 1765, marié, le 7 mars 1807, avec Marie-Christine-Amélie-Thérèse, princesse des Deux-Siciles, née le 17 janvier 1779; fille de Ferdinand, roi des Deux-Siciles.

5°. Joseph-Benoît, *comte* de *Maurienne*, né le 6 octobre 1766.

6°. Marie-Joséphine-Louise, née le 2 septembre 1753, mariée, le 14 mai 1771, à Louis-Stanislas-Xavier de *France*, comte de Provence (Louis XVIII, roi de France).

7°. Marie-Thérèse, née le 31 janvier 1756, mariée, le 16 novembre 1773, à Charles-Philippe de *France*, comte d'Artois (Charles X, roi de France).

8°. Marie-Anne-Charlotte-Gabrielle, née le 17 décembre 1757, mariée le 19 mars 1775, avec Benoît-Maurice-Marie de *Savoie*, son oncle, *duc de Chablais*, mort le 4 janvier 1808. — Elle est morte en 1824.

pacifique, le nouveau roi réunissait les vertus privées de son père et de son aïeul. Ayant un sens très-droit et un amour ardent de la justice, il ne pouvait manquer d'être l'heureux souverain d'une nation heureuse, s'il eût régné dans un temps qui n'eût pas été celui des révolutions. Il ne fit, à son avénement, aucun changement considérable, ni dans le sistème politique, ni dans l'administration de l'État. Il espérait en observant une neutralité sincère, et d'après l'adhésion qu'il avait donnée aux sacrifices consentis par son père, n'avoir rien de plus à craindre du torrent dévastateur qui menaçait alors toute l'Italie.

Quand on avait traité à Chérasco, de la paix qui fut ensuite conclue à Paris, et par laquelle le feu roi, Victor-Amédée, avait cédé une partie si considérable de son royaume, il avait promis d'éloigner du ministère des affaires étrangères le comte d'Hauteville, réputé trop partial pour l'Autriche. A sa place fut nommé le chevalier Damian Priocca; et le comte Prosper de Balbe partit, en qualité d'ambassadeur, pour Paris, à la place du chevalier de Revel, que le Directoire avait refusé de reconnaître, le regardant comme émigré français. M. de Balbe fut accueilli avec la plus grande distinction par les directeurs, et quelques jours après, présenté au corps législatif. Dans la séance du 30 novembre 1796, il prononça un discours où il dit « que le roi, son maî- » tre, n'avait jamais été l'ennemi de la nation française; que » le malheur des circonstances lui avait mis les armes à la » main; que l'amitié des deux États était posée sur des bases » inébranlables; enfin qu'il était chargé de désabuser sur » la crainte qu'on pouvait avoir, en raison des procédés » qui avaient eu lieu à l'égard du dernier ambassadeur de » France en Piémont. » M. de Balbe obtint, quelques jours après, son audience publique du Directoire, présidé alors par Barras, qui fit les plus belles déclarations et les plus flatteuses promesses.

Le cardinal Costa d'Arignan, archevêque de Turin, était mort après une courte maladie, regrettant d'avoir, plus que personne, conseillé la paix, et d'avoir été, par là, cause en partie des événements malheureux arrivés en Piémont.

Quoique le nouveau roi ne pût aimer le gouvernement voisin qui l'opprimait, il était sincère dans ses relations politiques actuelles, et l'on ne peut douter qu'il n'eût pris la résolution de s'attacher à la France plutôt qu'à l'Autriche, parce qu'il croyait cette politique convenable à la sûreté et

aux intérêts de son royaume. Du reste, le chevalier Raymond de Saint-Martin (particulièrement désigné par son titre dans l'ordre de Malte, bailli de Saint-Germain, et qui était premier écuyer du roi), prit, sous le nouveau règne, beaucoup d'influence, d'autant plus qu'il était uni par les liens de parenté et d'amitié avec le chevalier de Priocca, et avec le marquis de Saint-Marsan, successeur du marquis de Cravanzana dans le ministère de la guerre. En général, les hommes placés alors à la tête des affaires, et ceux qui occupaient les premières places à la cour, professaient les principes les plus contraires à la révolution française. Par esprit d'opposition, la portion des habitants qui avait adopté les nouvelles doctrines, témoignait d'autant plus d'aversion du sistème monarchique, tel qu'il existait encore en Piémont. Le roi, résigné (car il ne pouvait être content), ne partageait pas les illusions favorables dont on cherchait à le bercer : « Je ne porterai pas long-temps », disait-il, « ma » couronne d'épines. » Sa plus grande peine était l'affliction de la reine, sœur de Louis XVI et de madame Elisabeth, qui, se considérant comme une victime frappée par le ciel, croyait que c'était sa malheureuse destinée qui influait sur la personne de Charles-Emmanuel et sur ses sujets.

Le Piémont, placé entre la nouvelle république cisalpine et celle de Gênes, dont la constitution avait été rendue démocratique, le 31 mai 1797, était devenu, pour l'une comme pour l'autre, un objet d'ambition et de cupidité. Ce furent les Génois qui, les premiers, jetèrent le masque. Outre leur antipathie habituelle pour le souverain de l'État le plus en contact avec eux, ils comptaient sur l'appui du gouvernement français, appui qui leur avait été assuré pendant que Charles Lacroix était en France ministre des relations extérieures. Ils s'emparèrent de quelques-unes des portions de territoire adjacent, qui avaient, de temps immémorial, entretenu des ferments de discorde et de guerre. Non-seulement ils donnèrent asile aux Piémontais mécontents, mais ils se les associèrent comme de vrais alliés dans leurs attaques contre le roi de Sardaigne. Le prétexte de ces attaques, pour le peuple soumis à l'autorité de Charles-Emmanuel, était la cherté et la rareté des grains. Mais la force armée dont ce prince disposait encore, et qui était appuyée par la régence, ou conseil d'administration, qu'il avait institué le 4 juin, fut suffisante pour faire front aux assaillants des deux nations. M. de Talleyrand, ayant rem-

placé au ministère Charles Lacroix, le 28 juillet 1797, crut devoir s'interposer pour mettre un terme à ces hostilités, avant qu'elles eussent amené de grands résultats.

Les attaques faites contre le Piémont par la république cisalpine, que Buonaparte avait fondée dans le courant de cette année, furent d'une autre nature. Les réfugiés Piémontais étaient accueillis à Milan et dans tout le pays voisin, comme ils l'avaient été dans l'Etat de Gênes; mais le nouveau gouvernement cisalpin, au lieu de porter à main-armée les coups qu'il destinait à Charles-Emmanuel IV, tenta de le dépouiller légalement des provinces qui, par divers traités conclus de 1735 à 1739, et par celui de Worms en 1743, avaient été démembrées du Milanez pour être incorporées au Piémont.

On avait commencé, au moment de l'organisation de cette nouvelle république cisalpine, par faire un échange de compliments et par s'envoyer des ministres plénipotentiaires. Néanmoins, le Directoire de Milan ne laissait pas d'exciter les sujets, devenus ennemis de Charles Emmanuel à intriguer et à provoquer des soulèvements dans la partie que le traité de Chérasco, sanctionné à Paris, avait laissée sous la domination du père du roi actuel.

Les circonstances étaient maintenant telles, qu'il fallait, pour assurer les desseins de Buonaparte, ou qu'il détruisît le roi de Sardaigne, ou qu'il dissipât entièrement les inquiétudes de ce prince et contînt les mécontents parmi ses sujets, afin d'assurer la tranquillité du Piémont, tranquillité dont il avait besoin lui-même, en cas qu'il s'absentât de l'Italie pour porter ses armes dans les Etats héréditaires de la maison d'Autriche. Il s'était vainement flatté d'amener un monarque aussi essentiellement religieux à le seconder dans son projet de déclarer la guerre au chef de l'Eglise. En vain aussi promettait-il à son nouvel allié, entre autres avantages, la cession de Gênes, comme pouvant s'effectuer à l'époque des arrangements définitifs; le roi s'y refusait toujours. Mais lorsque le général en chef de l'armée d'Italie eut conclu un traité avec le pape à Tolentino, le 19 février 1797, il proposa plus formellement à la cour de Turin une alliance qui devait être offensive et défensive, jusqu'à la paix du continent, et défensive seulement après la paix. Cette cour n'eut plus alors la possibilité de résister.

Ce ne fut que le 5 avril 1797, que l'on tomba d'accord sur les clauses de l'alliance en question. Il y avait eu déjà des

pourparlers à ce sujet entre les ministres du roi Saint-Marsan et Priocca d'une part, et de l'autre le général français Clarke. Les deux derniers, seuls, signèrent au nom de leurs gouvernements respectifs.

Le traité garantissait à Charles-Emmanuel IV sa couronne et ses possessions actuelles, au moyen de l'engagement qu'il prenait de déclarer la guerre à l'Autriche, et de fournir aux Français un corps de troupes, qui ne serait pas moindre de neuf mille hommes, avec quarante pièces d'artillerie. L'union des troupes piémontaises avec l'armée française mettait évidemment celle-ci en mesure de poursuivre sa marche victorieuse vers le territoire même des Etats d'Autriche. Le directoire exécutif ne reconnut pas l'importance de ce traité, et en ajourna la ratification; mais il eut une publicité qui donna un nouveau crédit au roi de Sardaigne et découragea les malveillants.

Quand Buonaparte, devenu, par suite de ses triomphes successifs, maître de la Carinthie et s'approchant de Vienne, en fut arrivé au point d'entrer en négociation avec des commissaires de l'Empereur pour conclure la paix, il ne manqua pas de faire valoir, comme un motif de plus, l'appui du monarque sarde, dont il se regardait comme assuré, et qui achevait de rendre les Français maîtres du haut de la Péninsule. Ils avaient cependant encore contre eux une partie des habitants de l'Etat vénitien.

Le 18 avril, des préliminaires de paix furent signés à Léoben entre la France et l'Autriche; ils étaient du plus grand intérêt pour le Piémont, qui pouvait se trouver sacrifié aux vues nouvelles du Directoire exécutif; d'un autre côté, Charles-Emmanuel avait à craindre de rester seul exposé au ressentiment du gouvernement de Vienne. Après beaucoup de difficultés, le traité d'alliance avec ce prince fut ratifié par les deux conseils législatifs de Paris.

Dans ses Etats, les démocrates de l'intérieur qui, en l'absence du général en chef de l'armée d'Italie, comptaient bien être étayés par leurs voisins les cisalpins, ne manquèrent pas de multiplier les efforts pour parvenir à ériger aussi leur pays en république sur le nouveau modèle. Un comité révolutionnaire établi dans la ville d'Asti, prépara l'insurrection générale, qui éclata le 27 avril de cette année 1797. Les habitants de Fossano et même de Moncalier, résidence royale, montrèrent un enthousiasme

poussé jusqu'à la frénésie pour l'ordre de choses qu'il s'agissait d'instituer, à l'instar de la France et de la Lombardie. Charles-Emmanuel se vit bientôt assiégé dans sa capitale par les rebelles qui se vantaient de la protection des Français.

A cette époque, des hordes de bandits furent lâchées sur le Piémont, pour soutenir, à main armée, le nombre, petit en réalité, des insurgés, qui n'étaient, pour la plupart, que des mercenaires. La fidélité que gardaient à leur roi la grande masse du peuple, et les troupes, ayant déconcerté ces perfides combinaisons, on vit des agents français aller ouvertement au secours des révoltés, qui avaient été battus et dispersés. Les hommes que nous signalons ici, ne rougissaient pas de demander, au nom de leur gouvernement, l'impunité des brigands armés contre leur souverain.

Cependant, Buonaparte ayant été invité à témoigner ostensiblement qu'il désapprouvait les mauvais desseins formés par les ennemis du monarque sarde, il fit droit à cette proposition; il consentit même à ce que l'on rendît publique, par la voie de l'impression, une lettre de lui, adressée au marquis de St.-Marsan, dans laquelle il déclarait être très-satisfait de la conduite du cabinet de Turin, et désavouait, en sa qualité de chef de l'armée d'Italie, toute atteinte portée à l'autorité du roi. Il ajoutait, que non-seulement S. M. sarde n'avait rien à craindre de la part des Français, mais que lui-même, général en chef, était disposé à seconder Charles-Emmanuel dans toutes les mesures qui pourraient contribuer à affermir son repos.

Buonaparte ne s'en tint pas là: il ordonna d'enfermer, dans le château de Milan, le journaliste Ranza, dont les feuilles incendiaires tendaient à placer le foyer de la révolution dans Verceil, sa patrie, et à embrâser tout le Piémont.

Charles-Emmanuel, plein de confiance dans l'appui du général français, donna l'ordre d'attaquer les insurgés. Ils ne purent résister aux troupes royales. Moncalier et Asti furent repris. La potence fit justice de cinquante-trois personnes, qui formaient, dans cette dernière ville, le comité révolutionnaire. D'autres exemples de sévérité rétablirent le calme. Du reste, le roi, cherchant toujours à contenter son peuple, avait, par une loi, défendu les contrats à ferme au-delà de dix mille livres, pour les terrains cultivés en riz, et au-delà

de quatre mille livres pour les autres. Comme la cherté des grains, attribuée généralement, dans la basse classe, au monopole des grands fermiers, avait été une des causes, ou le prétexte, de l'insurrection, cette loi rendit la sécurité aux paysans ; et les républicains se trouvèrent déconcertés.

Le 15 juin, le citoyen Miot, ambassadeur de la république française, eut sa première audience du roi de Sardaigne.

Le 24 juillet, ce monarque accorda une amnistie générale à ses sujets révoltés ou égarés. Il fit plus : car pour ôter tout prétexte à l'insurrection, il promettait de n'avoir désormais égard qu'au mérite personnel dans la distribution des emplois publics ; et par un édit du 29, il abolit les droits féodaux, les justices seigneuriales et le droit de primogéniture, persuadé, disait-il, que les possesseurs de fiefs seraient disposés à faire ce sacrifice au bien général et au repos de l'Etat. Il leur conservait seulement le titre de ces fiefs.

Ce fut le 2 août que les troubles, qui avaient plus particulièrement duré en Piémont, depuis le 22 juillet, eurent leur terme, grâce à la fermeté et aux mesures conciliatoires du gouvernement de ce pays. Ainsi, la monarchie pacifiée sembla reprendre de la force, du moins pour quelque temps; mais l'esprit qui dominait dans les républiques cispadane et transpadane, nouvellement organisées, se propageait tous les jours davantage parmi les Piémontais, et de là gagnait toute l'Italie.

Au mois de septembre, un assez grand nombre de transfuges du Piémont avaient trouvé asile dans un territoire voisin, d'où ils pouvaient encore inquiéter leur pays. Buonaparte, voulant donner au roi de Sardaigne une nouvelle preuve du désir qu'il avait de maintenir la tranquillité dans les Etats de son allié, envoya un corps de troupes pour dissiper ces brigands. L'ordre fut encore plus efficacement rétabli par la chute de plusieurs têtes, en faveur desquelles l'ambassadeur de France intercédait pourtant.

Dans les quatre derniers mois de l'année 1797, l'attention publique fut détournée des événements dont les Etats du monarque sarde étaient le théâtre, par ceux qui se succédèrent en Italie et en France, de manière à influer sur le sort d'une portion de l'Europe. Les anciens gouvernements de Gênes et de Venise étaient renversés. Quant à la république cisalpine que Buonaparte avait fondée sur les débris des deux autres, nommées tout à l'heure, son existence fut

consolidée par le traité de paix définitif entre la république française et l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, signé à Campo-Formio, le 17 octobre de cette même année.

Le 8 février 1798, le Directoire envoya à Turin un nouvel ambassadeur de la république française : c'était Ginguené, homme de lettres, de mœurs assez douces, mais républicain de cœur, qui parla et agit toujours comme tel à la cour de Charles-Emmanuel. Il commença par élever des difficultés relativement à l'application de l'amnistie accordée aux insurgés piémontais. Fidèle exécuteur en tout des volontés de ses commettants, qui avaient décrété de renverser un roi déjà vaincu et désarmé, il ne perdit point de temps pour s'entendre avec Joubert, devenu général en chef de l'armée d'Italie, par suite du départ de Buonaparte, qui était retourné en France au mois de novembre précédent. Il s'agissait d'amener l'infortuné monarque piémontais à promettre qu'il recevrait une garnison française dans la citadelle de Turin. Le 24 juin fut signée la convention dont c'était là l'objet, et elle ne tarda pas beaucoup à avoir tout son effet.

Les hommes qui étaient à la tête du gouvernement en France, n'ignoraient pas que le grand-duc de Russie, qui avait succédé à Catherine II sa mère, au mois de novembre 1796, se souvenait de l'amitié jurée par lui quinze ans auparavant (en 1782) à la cour de Turin, et surtout à Charles-Emmanuel IV, lorsque celui-ci n'était encore que prince de Piémont. On savait que le nouveau czar aurait bien désiré pouvoir envoyer en Italie une armée nombreuse pour conserver au roi de Sardaigne ce qui ne lui avait pas été enlevé de ses Etats, et aussi pour l'aider à recouvrer le reste. En conséquence les directeurs français ne négligeaient rien de ce qui tendait à affaiblir encore plus Charles-Emmanuel, déjà si dépourvu de moyens d'attaque, et à le laisser absolument hors d'état de profiter du secours de la Russie, sur lequel il comptait beaucoup.

On commença par le remettre aux prises avec les Génois, en excitant ceux-ci à tenter, sur nouveaux frais, des invasions, et en protégeant de plus en plus les démocrates piémontais. Les citoyens de la république ligurienne, organisée dans les dix derniers jours de mai 1797, se voyant ainsi encouragés, s'emparèrent du village de Carosio, qui avait été si souvent un objet de discorde entre leur gouvernement et le souverain du Piémont, ce qui obligea ce monarque d'envoyer de ce côté un corps d'armée pour arrêter, non-seule-

ment ses dangereux voisins, mais aussi ceux de ses propres sujets, qui, par esprit de révolte, s'étaient encore une fois unis aux Génois. Les insurgés, avertis de la marche des troupes piémontaises, s'étaient retirés à la hâte, laissant une arrière-garde de quelques centaines de tirailleurs éparpillés sur les montagnes et dans les bois. Il n'y eut, de part et d'autre, que quelques morts et quelques blessés.

Le 8 mai, le roi rendit un édit pour annoncer la grâce aux déserteurs de ses troupes qui pourraient se trouver dans les bandes de brigands révoltés, dont une partie du Piémont était la proie, en leur imposant seulement la condition de revenir sous leurs drapeaux. En même temps, l'ordre était intimé aux habitants des villes, bourgs et villages fidèles, de s'armer et de ne faire aucune grâce aux rebelles persévérants, qui avaient alors leur quartier-général à Gavi.

La déclaration de guerre entre Gênes et le Piémont fut publiée le 18 juin 1798. Il y eut quelques escarmouches à la vue d'Oneille; mais, presque toujours, la seule approche des troupes royales dispersait les hommes qu'elles se disposaient à combattre. Ils reparaissaient ensuite sans qu'il en résultât jamais rien d'important.

Bientôt le Directoire français réfléchissant que quelque fait d'arme brillant pouvait donner à la république ligurienne l'envie de s'entendre avec la république cisalpine, pour secouer ensemble le joug de la république mère, leur patrone commune, signifia à ses commandants militaires, qu'il fallait qu'ils avisassent aux moyens de faire cesser l'état d'hostilités dont il vient d'être question. Il n'y en eut plus désormais aucune entre les Génois et les Piémontais, qui ne devaient pas tarder à être également soumis au gouvernement français.

Les Pentarques, maîtres à Paris, connaissaient les vues de l'Autriche, aussi bien que celles de la Russie. Ils sentaient que, sans le concours des Piémontais, qui n'étaient guère pressés de fournir un contingent à leur redoutable allié, ou du moins sans la certitude de ne trouver de ce côté aucun obstacle, les Français auraient bien de la peine à empêcher, en Lombardie, l'invasion des deux puissances coalisées; et surtout à s'opposer aux efforts des troupes dont le cabinet de Vienne disposait dès lors. Dans le fait, ce cabinet n'avait jamais perdu l'espoir de reconquérir les anciens États de l'empereur en Italie.

En attendant, le roi de Sardaigne avait été contraint de rester confiné dans sa capitale, et d'éloigner de lui ses plus fidèles serviteurs. On lui arrachait, par degrés, quelques lambeaux de sa couronne; et, malgré la promesse de le laisser vivre tranquille, de lui rendre même, au bout de six mois, la citadelle qu'il avait été obligé de livrer, le 3 juillet, en vertu d'un accord fait à Milan, le 28 juin, entre Brune d'une part, et le marquis de Saint-Marsan de l'autre, on cherchait tous les prétextes pour en venir à expulser ce malheureux monarque. Mais comme il n'avait que des intentions naturellement pacifiques, il ne donnait aucune prise sur lui. Il savait bien, pourtant, qu'à cette époque les Français n'étaient en force, ni dans l'État romain, ni dans la Lombardie, et qu'ils auraient couru de grands dangers, si le roi de Naples se fût réuni, dans le voisinage du Piémont, aux troupes de l'empereur, pour forcer leur ennemi commun de repasser le Pô.

Le 16 septembre, la garnison française de la citadelle de Turin, qui, tous les soirs, donnait un concert sur un bastion attenant à la promenade la plus fréquentée de la ville, mêla à ses chants ordinaires des couplets contre le roi et la nation piémontaise. Un assez grand nombre d'officiers sortirent ensuite dans des voitures découvertes, et se firent voir sous des travestissements, dont l'intention était de tourner en ridicule les magistrats, et surtout quelques personnes attachées à la cour de Piémont. Il était facile de croire que ces chansons et ces mascarades, appuyées par des hussards, avaient pour but principal d'amener le peuple, déjà exaspéré, à des excès qui fourniraient les prétextes dont on avait besoin. En supposant que ce fut là le projet, il eut le résultat prévu. C'était un dimanche. La mascarade arriva devant une église, à l'heure où le peuple recevait avec recueillement la bénédiction. Des coups de canne ou de plat de sabre excitèrent une rumeur violente. L'indignation populaire gagna les soldats piémontais, témoins de tels excès. Quelques coups de fusil partirent. Citoyens et militaires voulurent venger l'insulte qui était faite à eux et à leur souverain, et tentèrent, soit avec le consentement de la cour, soit sans prendre son avis, de pénétrer dans la citadelle. Les républicains qui y étaient enfermés sortirent précipitamment, prêts à livrer [illegible]. Le général Ménard, qui se trouvait accidentellement dans la ville, vint à bout de calmer les Français. Il [illegible] sur-le-champ, avec le gouverneur de Turin, [illegible]

les démonstrations de la partie du peuple qui n'était pas déjà toute disposée à favoriser activement l'invasion.

A l'approche de la troupe que le général Joubert amenait de Milan, le ministre d'Eymar, les généraux Clausel et Grouchy allèrent signifier au roi qu'il était indispensable qu'il cédât à la république française tout ce qui lui était resté de ses Etats en Italie, et qu'il se retirât en Sardaigne. Il n'y eut pas moyen de résister.

Le 8 décembre, le grand écuyer, Raymond de Saint-Germain, réputé le principal conseiller du malheureux monarque, fut appelé à signer, après l'adjudant-général Clausel, l'acte de renonciation de Charles-Emmanuel IV, qui ordonnait à tous ses sujets d'obéir au gouvernement provisoire qu'allait établir le général en chef des Français, et à l'armée piémontaise de se considérer comme fesant partie de l'armée d'Italie.

Le roi désavouait la proclamation répandue le 7, par son ministre, le chevalier Damian Priocca, et lui prescrivait de se rendre, comme garant de la foi royale, à la citadelle de Turin.

Du reste, ce prince et toute sa famille, devaient avoir la liberté de se transporter dans l'île de Sardaigne, par la voie de Parme, Bologne et la Toscane.

Joubert ayant eu connaissance, à Chivas, de cet acte de renonciation, accéléra sa marche, et arriva le 9 dans la citadelle de Turin. Avant la fin de la journée, la renonciation fut acceptée et signée, de part et d'autre. Le roi mit au bas de l'acte: *Accepté et décrété par moi, Charles-Emmanuel.* Puis après l'acceptation et approbation du général en chef Joubert, il écrivit encore: *Je promets de n'apporter aucun obstacle au présent acte.*

Ce ne fut pas tout. On s'était persuadé que le duc d'Aost nourrissait une haine excessive contre les Français; on le croyait d'ailleurs capable de tenter quelque grande entreprise, et on exigea que ce prince souscrivît l'abdication. Voilà pourquoi on lit au bas de l'acte, après le nom de Charles-Emmanuel, celui de Victor-Emmanuel, avec ces mots: *Je garantis que je ne porterai aucun empêchement à l'exécution du présent acte.*

Clausel avait voulu, dans le premier moment des négociations, s'assurer de la personne du duc; mais sur les remontrances du roi et de la reine, il n'insista pas plus long-

temps. Le monarque, satisfait d'une telle condescendance, fit présent à ce général du magnifique tableau de Gérard-Dow, représentant la femme hydropique. Clausel l'envoya aussitôt en hommage au Directoire exécutif.

Les colonnes des généraux Montrichard et Victor arrivèrent; l'une sur les hauteurs de la Superga qui dominent la ville, et l'autre aux portes et jusque dans la citadelle.

Joubert ne différa point à intimer au roi l'ordre de partir. Il n'accorda que quelques heures à cet infortuné prince, à la reine, à toute leur famille, et à leur cour, pour emporter un petit nombre d'objets auxquels ils tenaient particulièrement. Du reste, le roi, par un grand désintéressement, fondé sur ses sentiments religieux, laissa dans ses appartements les diamants de la couronne, toute son argenterie, et sept cents mille livres en pistoles d'or.

Ce fut dans la nuit du 9 qu'eut lieu le sinistre départ, aux flambeaux, et par un temps affreux; on voyait, dans les rues, des groupes de sujets fidèles qui fondaient en larmes.

Le 10, les troupes françaises entrèrent dans Turin, et y établirent garnison. Celles des Piémontais et des Suisses se conformant à l'ordre du jour que Joubert avait donné le 6, signèrent l'engagement de servir la république française, et d'obéir à son général en chef d'Italie.

Le 12, l'arbre de la liberté fut planté en présence d'une troupe nombreuse. La ville fut illuminée.

Le même jour où Charles-Emmanuel IV était expulsé de Turin, son ambassadeur à Paris, le comte Prosper de Balbe, demandait et obtenait ses passeports pour se rendre en Sardaigne auprès de son souverain. Il prit aussitôt sa route par l'Espagne, où il resta, provisoirement établi, jusqu'au 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799).

La conquête importante qui s'exécutait avec tant de facilité, procurait à la France une armée d'auxiliaires, un des plus beaux arsenaux de l'Europe, dix-huit cents pièces de canon, cent mille fusils, des munitions et des approvisionnements en tout genre. Par suite, tous les autres arsenaux et les magasins du Piémont tombèrent au pouvoir de l'armée française, qui occupa successivement toutes les places fortes.

Le gouvernement français, sentant le besoin de justifier

aux yeux de l'Europe une conduite aussi odieuse et aussi contraire aux traités qu'il avait conclus précédemment, publia deux lettres qui indiquaient qu'un accord avait été formé entre les cours de Turin, de Vienne et de Naples, pour soustraire l'Italie à la domination de la France. Ces lettres étaient supposées, et surtout celle que le prince Pignatelli, premier ministre du roi des Deux-Siciles, était censé avoir écrite au chevalier Priocca.

Le 11 décembre, le général Joubert, resté maître de tout le Piémont, y institua un gouvernement provisoire administratif, composé d'abord de quinze sujets pris dans les différentes classes de la société, et principalement parmi ceux qui avaient montré leur attachement au sistème républicain de la France. Ils lui avaient été désignés par d'Eymar, commissaire du gouvernement français.

Le général en chef s'était réservé la nomination des municipalités qui devaient être établies à Turin et dans les villes et places qu'occupaient les troupes françaises. Tous les actes des autorités civiles ne pouvaient devenir exécutoires, sans être revêtus de l'approbation du général commandant, délégué à cet effet, par Joubert, général en chef.

Une proclamation du gouvernement provisoire annonça que tous les titres et toutes les distinctions de naissance étaient abolis, ainsi que le droit d'aînesse; qu'on ne devait plus employer d'autre qualification que celle de *citoyen*; que la torture n'aurait plus lieu; que du reste, les anciennes lois resteraient en vigueur jusqu'à nouvel ordre; que les tribunaux et les corps administratifs continueraient leurs fonctions, et que leurs rapports avec le nouveau gouvernement seraient provisoirement les mêmes qu'avec l'ancien.

L'autorité nouvelle s'occupa promptement de former, pour l'instruction publique, plusieurs commissions composées de personnes dévouées au nouvel ordre de choses. On entreprit aussi la réforme des théâtres, c'est-à-dire qu'on les fit servir à répandre les principes du républicanisme français. A cette époque, d'Eymar, qui avait pris le titre de commissaire civil du Directoire en Piémont, parla, dans une dépêche au ministre des relations extérieures, Talleyrand, des hommages que lui et plusieurs généraux français venaient, conformément à l'ordre qu'ils en avaient reçu du gouvernement de France, de rendre au père du célèbre académicien La Grange.

Le 19, Joubert ajouta neuf membres aux quinze déjà élus par lui pour former le gouvernement provisoire du Piémont.

Quelques semaines après, deux des vingt-quatre membres donnèrent leur démission, parce qu'ils étaient nobles, et par cette raison, mal vus de leurs collègues.

Vers la fin de décembre, une contribution de deux millions de livres fut imposée sur la ville de Turin pour les besoins de l'armée française.

Joubert croyait voir qu'il y avait dans la classe même attachée sincèrement à la cour de Charles-Emmanuel, dans les démocrates, dans les neutres ou indifférents, enfin presque partout, moins d'éloignement qu'il ne s'y était attendu, à reconnaître le nouveau gouvernement, et à seconder ainsi tout à la fois les vues du Directoire exécutif de France, et celles de l'armée française contre les Autrichiens. Il était persuadé que le roi, ses ministres et ses troupes seraient demeurés fidèles à l'alliance contractée avec la république l'année précédente. En conséquence, il regretta vivement d'avoir obéi si vite aux ordres venus de Paris, en chassant à main armée, de son trône, l'infortuné Charles-Emmanuel IV. Ce général ne tarda guère à quitter le Piémont.

La rigueur de la saison n'avait pas permis à tout le cortége de la maison de Sardaigne d'aller plus loin que Parme, où il fallut bien rester quelques jours. Le roi s'établit ensuite à Colorno, maison de plaisance de l'infant, d'où il écrivit, le 26 décembre, au marquis de Vivalda, vice-roi de Sardaigne, pour le charger d'annoncer à ses sujets de cette île, qu'étant toujours *leur roi et leur père tendre, il s'estimait heureux d'aller dans les bras d'enfants aussi chéris; et que son arrivée ne pourrait inspirer aucune crainte sur les événements passés.*

Résolu de se rendre le plus tôt possible à Cagliari, Charles-Emmanuel se dirigea, au bout de trois semaines, par Bologne, sur Florence; il y fut reçu par le grand-duc Ferdinand III, comme il l'avait été par le duc de Parme, c'est-à-dire, avec les démonstrations et preuves réelles d'amitié que permettaient les circonstances. Le grand-duc offrit à ce prince et à sa famille de prendre pour demeure *Poggio Imperiale*, maison de plaisance de Médicis, ce qui fut accepté. Le roi et sa digne épouse allèrent promptement visiter Pie VI, qui, arraché du trône pontifical, était alors

relégué dans une chartreuse voisine de Florence ; on conçoit tout ce que cette entrevue eut de touchant. Charles-Emmanuel et Marie-Clotilde auraient voulu pouvoir emmener avec eux le souverain pontife en Sardaigne, où ils étaient décidés à aller chercher des consolations à leur profonde douleur d'abandonner forcément leurs fidèles sujets de la Savoie et du Piémont. Ils comptaient du moins se consacrer tout entiers au bonheur des insulaires sur lesquels il leur était encore permis de régner.

Ce qui se passa en Italie presque aussitôt après que le monarque sarde eut abdiqué son pouvoir, justifia les pressentiments qui avaient, dit-on, contribué à la détermination prise par Joubert, de s'éloigner du Piémont. Le gouvernement provisoire de ce pays, et les généraux français, renversaient successivement toutes les institutions qui n'étaient pas analogues à celles de la république française. On allait même plus loin dans ce genre de bouleversement que cela ne semblait exigé.

Dans les derniers jours de décembre, toutes les troupes piémontaises partirent pour s'établir sur le territoire de la république cisalpine. La garde nationale fesant le service à Turin avec les Français, le prince Charles-Emmanuel de Carignan, qui était resté dans la ville, avec la princesse son épouse, demanda d'être inscrit en qualité de grenadier de cette garde, qui comprenait tous les citoyens, de dix-huit à quarante-cinq ans.

Le général de division Grouchy commandait en Piémont depuis le départ de Joubert, et embrassait, dans son autorité, toute l'organisation nouvelle du pays. Il en assura la tranquillité par des mesures salutaires. Mais s'il remplissait habituellement ses obligations avec beaucoup de zèle et d'intégrité, il y mêlait aussi quelquefois une sévérité excessive. Entre autres mesures, il avait enjoint de bonne heure à tous les émigrés français de quitter dans trois jours le territoire piémontais, sous peine d'être traités suivant la rigueur des lois républicaines, alors en vigueur de l'autre côté des Alpes.

Dans le même mois de décembre, le gouvernement provisoire rend un décret qui ordonne aux fonctionnaires ecclésiastiques de se borner à exercer le pouvoir spirituel. Du reste, il maintient, jusqu'à nouvel ordre, les anciennes lois qui ne sont pas *contraires aux Droits de l'Homme*, et réitère aux tribunaux et corps administratifs l'invitation de

continuer leurs fonctions. Les municipalités s'organisent à Turin et dans toutes les villes du Piémont.

Le 3 janvier 1799, le gouvernement exprime, à l'unanimité, son vœu pour la réunion du Piémont à la France. Les municipaux de Turin, toutes les autorités constituées, le corps de l'université et toutes les corporations littéraires, enfin un assez grand nombre de citoyens, donnent leur adhésion à cette proposition. Des commissaires sont envoyés dans les provinces pour recueillir les suffrages sur une question aussi importante. La majorité paraissant incontestable, les citoyens Bossi et Botton reçoivent la mission d'aller présenter au Directoire français le résultat des vœux du peuple piémontais, favorables à la réunion.

Dans les premiers jours du même mois de janvier, une insurrection éclate à Asti; elle est facilement et promptement étouffée.

Le 13, le conseil de guerre permanent de la division du Piémont, absout, au nom du peuple français, la marquise de Caraïl, un vicaire-général de l'évêque de Pavie et le baron Louis Crova, de Nice, accusés d'avoir tenté l'exécution de projets révolutionnaires dans cette insurrection d'Asti.

Le 17, le gouvernement provisoire, qui avait déjà pris des mesures pour retirer de la circulation la plus grande partie du papier-monnaie, remet en vigueur les dispositions contenues dans les anciennes lois du Piémont contre les banqueroutiers frauduleux.

Le même jour, il déclare avoir résolu de vendre pour 14,164,921 francs (argent de Piémont), de biens nationaux, indépendamment de ceux dont la vente a été ordonnée par des décrets antérieurs.

Le 21 de ce mois, après que l'anniversaire de la mort du roi-martyr des Français a été célébrée en grande pompe, à Turin, on y brûle, au pied de l'arbre de la liberté, en la présence du commandant français et du commissaire civil d'Eymar, les titres de noblesse du Piémont, et pour plus de 7,000,000 de papier-monnaie.

Le local de l'université, employé, depuis 1792, à des magasins pour l'armée piémontaise, est rouvert avec la plus grande solennité. Les études sont rétablies.

Quelques troubles se manifestent encore dans le Montferrat; mais on parvient à les arrêter.

Le 24 février, la maison royale de Sardaigne, ne voyant pas d'obstacle à son départ pour cette île, s'embarqua dans le port de Livourne, sur un gros bâtiment ragusain. Les personnes de la suite furent distribuées sur trois autres bâtiments de la même nation. Deux frégates anglaises escortèrent le convoi jusqu'à ce qu'il eût atteint son but. Charles-Emmanuel arriva le 3 mars à Cagliari, où il fut reçu, non-seulement avec le respect et tous les égards dus à ses malheurs, mais avec l'enthousiasme de la joie et les illusions de l'espérance. Il commença par déclarer nulle la convention qu'il avait faite à Turin, avec le général français Joubert, et adressa aux puissances de l'Europe une protestation contre tout ce qu'il avait signé en Piémont avant son départ pour la Sardaigne.

Ne se croyant plus tenu à la promesse qu'il avait faite de fermer ses ports aux Anglais et aux autres puissances qui étaient en guerre avec la France, il en donna l'entrée aux corsaires mahonnais, et y permit l'approvisionnement des escadres anglaises stationnées dans la Méditerranée. Les Français furent chassés de toutes les places de l'île, et aucun bâtiment portant pavillon tricolore n'y fut plus admis. C'était, par le fait, déclarer la Sardaigne en état de guerre avec la France.

Le sistème d'administration intérieur qu'on fit adopter au roi excita des mécontentements. Les feudataires furent maintenus dans l'exercice et la possession des droits tyranniques qui avaient été cause d'une révolution dont on sortait à peine. Les contributions de toute nature furent augmentées; les caisses des établissements publics furent épuisées; mais ce qui aigrit le plus les esprits, ce fut la révocation du diplome du 8 juin 1796, accordé par Victor-Amédée à la nation sarde, et que le roi régnant, à son avénement au trône, avait promis de maintenir dans son intégrité. Depuis cette époque, l'institution du conseil-d'état fut abolie, les séances des états-généraux furent fermées, et beaucoup d'anciens abus se renouvelèrent.

On ne sut point mauvais gré au monarque d'avoir distribué les gouvernements généraux et les commandements militaires entre les membres de sa famille; mais les Sardes furent exaspérés de voir de nouveau toutes les charges de l'Etat remplies par les Piémontais qui l'avaient suivi dans l'exil.

Quelques actes de sévérité et de vengeance achevèrent d'aliéner presque tous les cœurs. Un grand nombre de ces

Le 3 avril encore, le général Grouchy publie une proclamation pour renouveler l'assurance que le culte catholique sera respecté, et qu'aucune réquisition d'hommes, aucune conscription forcée n'aura lieu.

Le 10, une première voiture, expédiée de Turin, apporte à Paris les monuments des sciences et des arts venant du Piémont.

Le 23, Pie VI, enlevé de la Toscane où il était prisonnier depuis plus d'un an, est, au bout de sept jours d'une marche très-pénible, amené à la citadelle de Turin. On l'y fait entrer à trois heures de nuit par la porte de *Secours*, afin de tromper l'empressement du peuple, avide de jouir de sa présence. Deux jours après, on apprend au pape qu'il va être transféré en France; et, le 25, on le fait partir, également pendant la nuit, pour traverser le pas de Suze, et être conduit à Oulx, misérable bourg, situé au milieu des montagnes et des précipices, et de là franchir le mont Genèvre. Il arrive, le 30, à Briançon, première ville française.

Dans les derniers jours d'avril, le citoyen Musset continue de s'occuper de l'organisation du pays, et il garantit aux habitants, par une proclamation, que *leur liberté, liée à celle des républicains français, sera impérissable, éternelle comme son principe, et que tous les efforts du despotisme ne pourront l'anéantir.*

Paul Ier. n'imitait pas l'exemple de sa mère, qui, quoique fort opposée aux principes de la révolution française, s'était borné à des promesses et à des démonstrations; il avait, dès le début de son règne, embrassé avec ardeur la cause des rois de l'Europe. En même temps qu'il donnait asile, dans ses Etats, à Louis XVIII, et qu'il traitait aussi avec beaucoup d'égards et de générosité, le prince de Condé, il s'était déclaré, lui-même, le 27 octobre 1798, grand-maître de l'ordre de Malte, dont il espérait bien parvenir à conquérir le chef-lieu sur les républicains français pendant leur expédition d'Egypte. Si, à cette époque, il projetait d'envoyer, en Italie, une armée formidable au secours des rois de Sardaigne et de Naples, il en sentit bien plus vivement le désir, en apprenant le triste sort que ces deux mo-

---

l'autre, le nom de *Marengo*, ayant pour chef-lieu Alexandrie. Ils furent appelés ainsi, en mémoire des deux célèbres victoires que l'armée française avait remportées à Montenotte et à Marengo.

narques éprouvaient au mois de décembre de cette année, et en mars 1799. Telle était la disposition d'esprit de l'empereur de Russie, lorsque la cour de Vienne lui demanda de mettre le fameux général Suwarow à la tête des forces qu'elle comptait fournir, concurremment avec la cour de Saint-Pétersbourg, pour arrêter les progrès des Français dans la péninsule.

Dès que Schérer eut réuni ses troupes, il vint, d'après les ordres du Directoire, prendre position sur les frontières de la république cisalpine, afin d'établir ses communications avec l'armée de Naples, commandée par Macdonald, et qui avait été mise sous la direction du nouveau général en chef. L'armée autrichienne, qui attendait les Russes, ne se hâtant point de commencer les hostilités, Schérer reçut l'injonction de l'attaquer avant l'arrivée de ses alliés. Il divisa ses troupes en deux corps, dont un, commandé par Moreau, qui était venu de l'Italie méridionale pour lui prêter secours, effectua une fausse attaque sur Vérone et sur Legnago; l'autre, par ordre du général en chef, s'empara des positions de la droite des Autrichiens sur le lac de Garde. Ainsi par ce dernier mouvement offensif, Schérer avait battu, repoussé et contenu les forces autrichiennes. Mais il ne sut pas tirer parti de ses avantages. Dans la crainte de voir couper sa division de gauche, il résolut, contre l'avis de Moreau, de concentrer ses forces et d'effectuer sa retraite. Sa position nouvelle couvrait Mantoue, et il avait, en conséquence, la facilité d'attaquer l'ennemi quand il le jugerait convenable.

Le 4 avril, il marcha contre le général Kray, posté en avant de Vérone, mais il perdit cette bataille, dite de Magnano, et fut bientôt forcé d'abandonner la ligne du Mincio. L'armée française resta découragée, et celle des Russes s'étant unie aux Autrichiens, Schérer, qui ne voyait point arriver les secours que le Directoire lui avait promis, ayant été attaqué subitement par Suwarow, fut obligé de se retirer à Milan. Bientôt après, voulant se soustraire à la honte d'une destitution, ce général envoya sa démission aux gouvernants de Paris, et remit le commandement à Moreau.

Les désastres de l'armée d'Italie coupèrent court à l'exécution des ordres donnés par le Directoire pour assimiler en tout le Piémont à la France. Cette armée s'était retirée derrière le Tésin; et tout le territoire de la république cisalpine était envahi. Le général Moreau, ayant reconnu que la ligne

du Tésin ne pouvait être gardée à cause de sa trop grande étendue, forma le projet de passer le Pô à Turin pour aller prendre position entre Tortone et Alexandrie.

Le 2 mai, le quartier-général français s'était établi à Turin. Une foule énorme arrivait par une des portes de la ville, tandis qu'à une autre porte il y avait également foule pour sortir et pour prendre le chemin de la France. Le citoyen Musset quitta ses fonctions, après avoir fait emballer beaucoup d'effets précieux, d'accord avec le général Grouchy et avec Fiorella, nouveau commandant de Turin. Il mit en marche sur Grenoble, comme ôtages, une trentaine des partisans du roi de Sardaigne les plus connus, et dans ce nombre le prince de Carignan.

Moreau créa une administration générale composée de quatre membres pris parmi ceux des administrations centrales des quatre départements. Il choisit Coni, comme place forte, pour siége de ce nouveau gouvernement.

Le 3 mai, le général excite les gardes nationaux de Turin à se lever en masse et à combattre pour la défense de leurs foyers.

L'administration générale demande d'aller s'installer à Pignerol, attendu qu'ayant sur ses derrières les vallées des Vaudois, habitées par des hommes dévoués à la cause des Français, la retraite, en cas de malheur, est assurée. Moreau y consent; et le 5 cette administration publie une proclamation datée de Pignerol, par laquelle tous les républicains sont invités à se réunir dans cette ville.

Le 7, le quartier-général est transporté de la capitale du Piémont à Tortone. Grouchy marche à la tête de la cavalerie de l'armée.

A l'arrivée des Russes dans Milan, les habitants s'étaient montrés également contraires aux républicains de leur pays et à ceux de France. C'était alors que le général Fiorella, qui y commandait, était allé chercher un asile plus sûr à Turin, et en prendre la défense.

Les Français sentirent la nécessité d'abandonner les positions réputées les plus fortes entre Alexandrie et Valence, Turin et Coni, de les abandonner même sans qu'aucune bataille fût livrée. Ils ne pouvaient rester exposés sur leur flanc gauche et sur leurs derrières, aux attaques des troupes qui, remontant le Pô jusqu'à la capitale du Piémont, ét[illegible] devenues maîtresses des places les plus voisines de [illegible]

Ce fut surtout aux insurrections qui allaient toujours croissant dans les anciens Etats du roi de Sardaigne, que les coalisés durent leurs rapides progrès. Le peuple piémontais fesait voir clairement que la plus grande partie des sujets de Charles-Emmanuel lui avait gardé fidélité. Les provinces du Montferrat et de Mondovi se signalèrent spécialement par leur attachement à la cause royale. Turin était encore sous la domination des républicains et sous le feu de la citadelle, lorsqu'il suivit l'exemple qui lui était donné du dehors.

Le 12 mai, l'administration générale publia une loi terrible contre les insurgés et leurs instigateurs. Une commission ambulante était créée pour les juger.

Cependant les Autrichiens avaient passé le Pô à Pont-de-Stura, les 11 et 12 mai; et les Russes l'avaient passé à Bassignano. Un combat très-vigoureux avec les Français s'ensuivit et fut à l'avantage de ceux-ci; mais leur armée n'étant plus assez considérable pour soutenir le choc des forces, sans cesse renouvelées, des austro-russes, ce fut alors que Moreau prit le parti de se retirer sur Coni.

Le général Ukassowich, commandant l'avant-garde de l'armée autrichienne, étant arrivé sous les murs de Turin, somma la municipalité de rendre la ville. Fiorella lui fit dire que Turin était en état de siége, et que lui seul devait en répondre. Ukassowich envoya quelques coups de canon du côté de la porte du Pô. Une maison prit feu dans le quartier voisin. Alors un mouvement insurrectionnel s'éleva, et cette porte fut livrée à l'ennemi. Fiorella donna l'ordre de bombarder; mais Suwarow étant survenu, on convint de part et d'autre de ne pas attaquer la citadelle du côté de la ville.

La plus grande partie des membres du gouvernement provisoire, qui ne s'étaient pas encore enfuis, et ceux de la municipalité de Turin, se dirigèrent vers la France, et ils retrouvèrent, le 28, à Grenoble, les autorités constituées de Milan.

C'était le 26 mai que le général en chef des Russes avait fait son entrée triomphante dans la capitale du Piémont. Il était accompagné du prince Constantin, fils de l'empereur de Russie, du baron de Mélas, général de cavalerie autrichienne, enfin du comte Thaon de Saint-André, qui, pris pour ôtage dans les événements de l'année précédente, avait eu le bonheur de se soustraire aux mains des Français.

Suwarow installa, au nom du roi de Sardaigne, un gouvernement sous le nom de conseil suprême, qui était composé des amis les plus chauds de la royauté. La première opération de ce conseil fut d'abolir toutes les lois données pendant la domination précédente.

Fiorella se défendit dans la citadelle pendant plusieurs semaines; mais il fut forcé, le 2 juin, de se rendre au général autrichien Kaïm. On stipula, pour la capitulation, que la garnison pourrait retourner en France, sur parole de ne pas servir contre l'empereur et ses alliés; que le général commandant de la citadelle, ainsi que son état-major, resteraient prisonniers de guerre, et qu'ils seraient conduits en Allemagne jusqu'à leur échange.

Les militaires composant la garnison de Turin, prirent le chemin de la Savoie, et à peine arrivés à Chambéri, ils déclarèrent que les malheurs des Français en Italie, avaient été principalement occasionés par les jacobins de ce pays, qui avaient voulu singer ceux de France, et qui, à force de dénoncer et persécuter les prêtres, les nobles, et en général les gens riches, avaient exaspéré les ouvriers des villes et les habitants des campagnes, et les avaient amenés à se tourner contre les troupes françaises.

Douze jours avant que Fiorella eût capitulé, Suwarow et Mélas s'étaient mis en mesure d'aller réduire Alexandrie et Tortone, et de tenter les mêmes efforts, non-seulement contre Coni, mais aussi contre Gênes. La citadelle d'Alexandrie se rendit le 28 juillet. La bataille de la Trébia (ou de Plaisance) gagnée, du 18 au 20 juin, sur Macdonald; le combat de la Spinetta, où le comte Henri de Bellegarde avait repoussé Moreau; et surtout la sanglante bataille de Novi (15 août), dans laquelle périt Joubert : tout concourut successivement à jeter la consternation parmi les partisans que les Français conservaient dans le haut de la péninsule.

C'était le 15 juillet, que le Directoire de France, voyant la plus grande partie de l'Italie perdue, et craignant pour lui-même une ruine prochaine, puisque sa durée dépendait des victoires de ses troupes, avait envoyé Schérer reprendre le commandement en chef de l'armée.

Le cabinet de Vienne, après avoir mal secondé Victor-Amédée, père du roi actuel de Sardaigne, pendant les quatre premières années de la guerre, aurait voulu profiter des nouveaux succès des Autrichiens et des Russes, pour étendre beaucoup sa propre autorité en Italie. Mais

possible de mettre en défaut dans les sinuosités presque impraticables des montagnes dont la vallée de Stura est environnée, qu'à la disposition morale des gens du pays.

La haute chaîne des Alpes qui sépare l'Italie de la France, depuis le mont Cénis jusqu'au Var, est habitée par des hommes demi-sauvages, et fort accoutumés au maniement des armes, que l'on appelle *Barbets*. Maîtres des hauteurs qui environnent la citadelle de Coni, non-seulement ils n'y portaient aucun comestible, mais ils s'opposaient à tous les ravitaillements que les Français tentaient par le col de Cormio, ou par celui de l'Argentière. L'armée de ceux-ci en Italie était commandée, depuis la fin de septembre, par Championnet, et n'éprouvait plus que des revers ; ce général sentait toute la pesanteur du fardeau dont il se trouvait chargé depuis le départ du général Moreau, successeur de Schérer, qu'on avait, le 5 juillet, appelé au commandement de l'armée d'Allemagne.

Le nombre des Français dans la péninsule n'était plus que d'environ quarante mille hommes. Ils étaient disséminés depuis le poste de la Bocchetta jusqu'aux Alpes du Dauphiné, campaient au milieu des neiges, et supportaient les privations les plus cruelles. Leurs efforts pour s'emparer des vallées voisines de Coni, et de celles qui touchent à la province nommée plus haut, afin de pouvoir facilement tirer de leur pays des provisions de toute espèce, et des renforts, amenèrent la bataille de Fosssano, qui eut lieu le 4 novembre 1799, bataille à la suite de laquelle Mélas, commandant en chef l'armée impériale, après avoir battu en pleine campagne Championnet, se mit en devoir de faire attaquer Coni, et redoubla de vigueur pour tenter de chasser absolument les Français du Piémont. Ce fut le 5 décembre, et au bout de neuf jours de tranchée ouverte, que Coni se rendit au prince Lichtenstein.

Les Autrichiens avaient auparavant repris Démont, Exiles et Fénestrelles; ils se voyaient maîtres de toute la partie de l'Italie qui s'étend depuis les Basses-Alpes et les Alpes-Maritimes (y compris le comté de Nice sur la Méditerranée) jusqu'au golfe Adriatique, ayant déjà en leur pouvoir le territoire entier de la république de Venise et une grande portion de l'État ecclésiastique, au nord-ouest des Apennins.

La politique du cabinet d'Autriche continua de retenir le roi de Sardaigne en Toscane, malgré les vœux ardents, l'impatience même de ses sujets, que le régime allemand

mécontentait et ruinait. Ce monarque séjourna encore huit mois dans les États du grand-duc, avec une cour peu nombreuse, laquelle se composait principalement des personnes qu'il avait appelées à son conseil. On ne permit pas même le retour du duc d'Aost, distingué par ses connaissances militaires et fort aimé du soldat piémontais.

La prise de Coni et les rigueurs de la saison mirent fin à la guerre dans le Haut-Piémont. Quoique l'on reçut à Turin des officiers et des agents de Charles-Emmanuel, et qu'on administrât au nom de ce prince, le royaume n'en était pas moins, de fait, au pouvoir de l'Autriche. On rendait des comptes préalables aux commissaires de cette puissance. M. de Balbe, ancien ambassadeur, fut désigné comme ministre des finances du roi.

Gênes restait sous la domination des Français. Mélas se vit obligé de changer en blocus le siége de cette ville, où Masséna, successeur de Championnet qui avait succombé dans une des maladies contagieuses de son armée, s'était enfermé avec la plus ferme résolution de se défendre vigoureusement. Le chef des Autrichiens étant maître du Piémont, cherchait aussi à l'être du comté de Nice. Ce comté fut évacué dans la nuit du 10 au 11 mars 1800. Mais le sort des combats avait placé aux bords du Var le terme des succès du général Mélas.

Buonaparte, revenu d'Égypte et nommé premier consul de France, aspirait déjà à l'autorité souveraine. Il voulait, avant tout, signaler son entrée au pouvoir, en reconquérant l'Italie; et pour atteindre ce but, il avait formé à Dijon une armée *de réserve* qui, s'avançant vers les Alpes, se porta dès les premiers jours de mai à Vévay. Dans les journées du 16 au 20, le consul franchit avec une masse imposante d'hommes, de chevaux, de canons, etc., etc., le mont Saint-Bernard, que l'on croyait impraticable à la cavalerie et à l'artillerie. L'armée dite *de réserve* n'était qu'une partie de celle à la tête de laquelle il pénétra dans la vallée d'Aost. Ces troupes, aussi brillantes que nombreuses, se riaient des fatigues et des dangers de toute espèce.

Mélas, s'enivrant à Nice de son rôle de conquérant, fermait l'oreille aux avis qu'on lui donnait sur ce qui se passait dans l'intérieur des Alpes, et semblait ne pas se douter des périls imminents qui le menaçaient lui-même, en tournant le dos à son principal adversaire. Lorsque Buonaparte parut sur les bords de la Sésia, Mélas croyait encore qu'il n'était

avec beaucoup de perte. Les généraux français se portèrent sur les rives du Var et reprirent l'offensive.

Le 9 mai, Nice fut évacuée par le baron d'Elnitz. Le général Suchet rentra en possession de tous les postes du comté de Nice, jusqu'aux portes de Coni, et rassembla son armée. Il se proposait de marcher vers Gênes, par la route de la Corniche.

Buonaparte, devenu maître du Piémont, était assez disposé à remettre là, et dans toute l'Italie, les choses sur le pied où elles étaient avant qu'il partît pour l'Egypte. Il aspirait surtout à détacher la Russie de la coalition; et voulant commencer par empêcher Paul Ier. de s'occuper directement des intérêts du roi de Sardaigne, il annonça le projet de replacer, lui-même, ce monarque sur son trône. A l'appui de ce plan, Berthier, chef de l'état-major de l'armée française, publia une proclamation où il assurait la nation piémontaise que le gouvernement royal lui serait rendu, tel qu'il était à l'époque du traité de Campo-Formio.

Le 2 juin, le premier consul fit son entrée à Milan, où Murat, son lieutenant-général, l'avait précédé de quelques heures. Le même jour, on illumina toute la ville de Turin pour l'arrivée de Mélas. Les habitants (au moins une grande partie d'entre eux) étaient restés dans une étrange sécurité, pendant que quarante mille hommes défilaient à trois lieues de cette capitale du Piémont, ayant à leur tête Buonaparte et l'élite des généraux français. Cette armée excitait moins de terreur que n'en avait occasioné Turreau, en paraissant dans la vallée de Suze, avec ses cinq mille hommes.

Maître maintenant de Milan, le consul s'avançait à grands pas pour faire lever le blocus de Gênes et secourir Masséna dont la résistance était fort utile pour l'exécution des desseins conçus par le chef de l'armée de réserve. A la fin, le manque de vivres amena le défenseur de la ville, chef-lieu de l'État génois, à traiter, le 5 juin, d'une capitulation qu'il eut l'habileté de rendre glorieuse.

Le 14 fut livrée la fameuse bataille de Marengo. Mélas, enveloppé, ne put que se soumettre à une convention désastreuse, qui fut signée, le 16, à Alexandrie. En vertu de cette convention, pour l'exécution de laquelle le général Dejean fut nommé commissaire français, les châteaux de Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighitone, Arona, Plaisance, Coni, Céva, Savone, la ville de Gênes, Lucques, la Toscane, le fort Urbin, devaient rester au pouvoir des

Français. Seulement, le général autrichien avait la faculté de retirer, des pays qu'il abandonnait, ses garnisons, son artillerie et ses magasins. Son seul avantage réel était d'échapper à un piége où il avait cru être pris sans ressource. Il évacua, conformément à la convention, le Piémont tout entier.

Charles-Emmanuel IV, toujours retenu en Toscane par la volonté du cabinet de Vienne, y reçut une nouvelle proposition de revenir à Turin. Cette fois, elle lui était adressée directement par Buonaparte, avec la clause de renoncer définitivement à la Savoie et au comté de Nice. D'un autre côté, le chef du gouvernement français, pensant toujours à garder, pour lui-même, le Piémont, qu'il affectionnait particulièrement, offrit aussi au roi la Cisalpine, en échange de ses Etats actuels. Charles-Emmanuel refusa tout, non-seulement par des motifs religieux, mais aussi parce qu'il ne voulait pas abandonner la cause de ses alliés, à moins qu'il ne fût dégagé de sa parole par eux-mêmes. On a prétendu que, quelque temps après, le roi de Sardaigne se ravisa, et que ce fut pour cela qu'il envoya le marquis de Saint-Marsan à Paris, avec commission d'y suivre la négociation.

Dans l'intervalle, les affaires d'Italie avaient bien changé d'aspect par la conséquence nécessaire des succès de Buonaparte. Ce général-consul, dont le pouvoir allait toujours s'augmentant, n'était plus disposé à réaliser les offres qu'il avait faites précédemment au souverain du Piémont. De retour à Milan, il s'occupa, sans délai, de donner une organisation provisoire à la république cisalpine, en attendant que les circonstances lui permissent de la constituer d'une manière définitive. Le 23 juin 1800, il créa, en Lombardie (et en même temps dans le Piémont et l'Etat de Gênes), un corps délibérant de trente membres, nommé *consulta*, qui était investi du pouvoir législatif; et une commission de gouvernement, composée de sept personnes, à laquelle était confié le pouvoir exécutif. La *consulta* devait être présidée par un ministre extraordinaire de la république française. Le ministre choisi pour le Piémont était le général Jourdan, qui n'avait jamais pris part aux mesures dont ce pays avait tant souffert. Il était d'ailleurs réputé modéré par caractère.

Buonaparte partit de Milan pour Turin le 26 juin. Il descendit à la citadelle, et n'y reçut personne, ne voulant rien promettre qui fût de nature à blesser l'empereur Paul, toujours disposé favorablement pour le roi de Sardaigne

De là le premier consul gagna, par le mont Cénis, Lyon, où il arriva le 29. Ce fut Masséna qui lui succéda dans le commandement de l'armée de réserve.

La nomination du général Jourdan fut notifiée aux Piémontais, le 23 juillet. En attendant qu'il pût se rendre à son poste, un arrêté d'Alexandre Berthier, qui était resté à Turin avec la qualité de lieutenant du premier consul, et prenant le titre de général en chef, chargea le général Dupont, remplaçant de Jourdan, de s'entendre avec Turreau, commandant militaire du Piémont, pour installer un nouveau gouvernement provisoire.

La commission du gouvernement avait été, en grande partie, renouvelée le 5 octobre, et l'on avait pris, dans son sein, une commission exécutive, spécialement chargée de la direction des affaires. Elle était composée alors de MM. Bossi, Botta et de Bernardi. C'était Berthier qui avait désigné les membres de cette commission. Quant aux trente qui devaient former la *consulta* législative, ils étaient choisis dans les différentes classes de citoyens de toutes les provinces. La plupart avaient rempli les mêmes fonctions deux ans auparavant, et avaient été expulsés en 1799, par les autorités autrichiennes.

Pavetti, militaire instruit, fut nommé régent de la secrétairerie de la guerre; Prina, intendant-général des finances, et Ponte-Lombriasco, ministre de la police générale.

La municipalité de Turin, qui n'avait jamais cessé d'exercer son influence sur les affaires d'Etat, continua le même sistème de conduite.

Ce gouvernement fut dirigé et protégé essentiellement par Masséna, tant qu'il resta dans Milan. Mais bientôt ce général passa par le Piémont pour se rendre en Suisse, à sa nouvelle destination. Avant de s'éloigner, il prit des mesures propres à assurer le repos des Piémontais, et régler surtout ce qui pouvait tenir aux opérations militaires.

Ce fut le 13 août que Jourdan fit son entrée à Turin. Il fut présenté par le général Dupont à la *consulta* législative; et se mit à la tête de l'administration.

Une de ses premières opérations fut de rétablir l'académie royale des sciences, sous la forme d'un institut national, analogue à celui de Paris, et où les belles-lettres et les beaux-arts trouvaient leur place. Le célèbre poète Alfiéri refusa d'être membre de ce nouveau corps, dont avaient été exclus le comte de Balbe et le cardinal Gerdil, comme

trop attachés à la cause de leur roi. Un revenu annuel de cinq cent mille francs, en biens-fonds, fut affecté par la commission exécutive, aux besoins de l'institut, et aussi à ceux de l'université.

M. de Balbe, qui, rentré dans sa patrie, avait été, comme on l'a dit plus haut, nommé ministre des finances du Piémont, renonça bientôt à toutes fonctions publiques, et ne parut plus occupé que de la culture des lettres.

Si les choses ne se passaient pas alors à la satisfaction générale de la nation vaincue ou sujette, qui, par la disette, les extorsions militaires, le régime des commissaires impériaux, et le discrédit du papier-monnaie, se trouvait réduite à la plus affreuse misère, du moins la tranquillité publique ne fut-elle pas troublée. Cependant toutes les provinces, et souvent même les grandes routes, étaient infestées par des brigands que les Français ne s'occupaient pas assez de détruire. Tout était à l'avantage de la nation victorieuse et dominante, mais principalement tout était au gré du premier consul de France, ainsi que du général Brune, qui avait succédé à Masséna dans le commandement de l'armée d'Italie.

Le 8 septembre devait se célébrer la fête de la délivrance de Turin, assiégée en 1706 par les Français, fête qui, d'année en année, n'avait souffert aucune interruption, depuis la guerre de la révolution. Mais un corps d'armée française, se trouvant en 1800 dans cette ville, avec beaucoup d'employés civils, on craignait que la commémoration d'un jour douloureux pour la France, ne fût regardée par elle comme offensante; en conséquence, le nouveau gouvernement, tout en ordonnant, afin de contenter le peuple, que cette fête eût lieu suivant l'usage, fit publier qu'elle avait cette fois pour objet d'adresser à Dieu des vœux relatifs à la conclusion de la paix.

La commission exécutive du Piémont ne pouvait manquer de donner lieu à bien des plaintes et à des reproches de toute espèce. Elle était surtout en butte au parti porté pour les Autrichiens, mais elle ne pensa plus qu'à ses inquiétudes personnelles, lorsqu'elle vit paraître un décret du 7 septembre 1800, qui fixait les limites du Piémont et de la Lombardie au cours de la Sésia.

Les chefs du gouvernement de ce pays s'étaient flattés qu'il serait déclar[é r]épublique indépendante, comme l'étaient, ou paraissaient l'être, celles que l'on appelait ligurienne et

cisalpine. A l'annonce de l'arrêté des consuls français qui réunissait à la Cisalpine les provinces situées à la gauche de la Sésia, sans parler seulement de la constitution destinée au Piémont, MM. Bossi et Botta furent profondément attristés. Le troisième membre de la commission exécutive, M. de Bernardi, appartenant à un pays démembré par le nouvel ordre de choses, déclara, avant les autres, qu'il ne prendrait plus part à aucun acte public. La douleur de MM. Bossi et Botta fut partagée par les quatre conseillers du gouvernement, Galli, Brayda, Costa et Giulio. Celui-ci remplaça bientôt Bernardi dans la commission exécutive.

Bossi remit au général Jourdan une réclamation fort étendue, où il demandait avec instance que le sort de sa patrie fût fixé, et qu'en attendant on le dispensât, lui et ses collègues, de se mêler du démembrement prescrit. Ils obtinrent pour eux cette dispense; mais le décret, qui détachait du Piémont trois provinces, n'en eut pas moins son effet très-promptement. Du reste, plusieurs mois s'écoulèrent sans que l'on sût ce que le premier consul avait résolu pour le sistème général de constitution de ce pays. Sa décision dépendait de la paix entre la république française et l'empire germanique, dont on s'occupait, en ce moment, à Lunéville.

Les Français ayant, pour la seconde fois, envahi la Toscane, le 15 octobre 1800, le roi et la reine de Sardaigne furent obligés de quitter Florence et de se diriger vers la Romagne, où ils rencontrèrent à Foligno, Pie VII (Chiaramonte), élevé à la chaire de Saint-Pierre, le 13 mars de cette année, par le conclave qui s'était tenu à Venise. Ils firent, avec le nouveau pontife, leur entrée dans la ville de Rome.

FIN DU TOME TROISIÈME.


Stanford University Libraries
3 6105 005 422 618

